ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1979

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
AVENUE FONSNY 59

1980

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1979

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES SOIN. ÉTAIN. AUG. DUVERZ S. A.
AVENUE ROSIERS, 88

1980

AVERTISSEMENT

Le présent ouvrage a pour objet un large aperçu de l'évolution de l'économie belge et de ses différents secteurs, au cours de l'année 1979.

Il traite, selon un plan qui n'a pas varié au cours des dernières années, les aspects macro-économiques de la situation économique du pays, et situe ceux-ci dans le cadre de la conjoncture internationale; puis, il actualise, pour chaque secteur, branche d'activité ou aspect économique de l'activité de la Belgique, les exposés accompagnés de tableaux statistiques et de graphiques, y compris l'aperçu de l'évolution économique des régions.

Quelques modifications ont été apportées à sa présentation.

Le répertoire détaillé des faits principaux fait dorénavant l'objet d'une brochure distincte, annexée à l'ouvrage.

Le chapitre traitant de la coopération économique internationale n'est plus repris. Le lecteur peut, en effet, trouver tous les aspects de celle-ci dans les documents édités chaque année par les organismes internationaux.

Le lecteur devra tenir compte des nouvelles techniques utilisées pour la réalisation des graphiques ainsi que des bases nouvelles de certains tableaux statistiques; dans chacun de ces cas, l'attention du lecteur est attirée au niveau du commentaire.

Il faut encore noter que la liste des publications ne renseigne plus que les ouvrages publiés périodiquement, à l'exclusion des études spéciales.

Bruxelles, le 20 juin 1980.

CONSIDERATIONS GENERALES

Conjoncture internationale

Abstraction faite des répercussions de l'hiver rigoureux qui a sévi dans tout l'hémisphère Nord, les perspectives économiques s'annonçaient assez favorables au début de 1979. D'une façon générale on s'attendait à ce que le redressement conjoncturel, amorcé en Europe vers le milieu de 1978, se poursuive durant toute l'année 1979 et que la croissance des pays européens évolue favorablement tandis qu'aux Etats-Unis, elle ralentirait progressivement, voire se transformerait en légère récession.

Assez rapidement toutefois, les nouvelles hausses successives du prix du pétrole, imposées par le cartel des pays de l'O.P.E.P., ont démenti ces prévisions : dès le deuxième trimestre ou au troisième au plus tard, l'accélération de l'augmentation des prix apparaît clairement, aussi bien dans les pays où le rythme d'inflation est relativement faible que dans ceux où il est relativement élevé. La diffusion de la hausse des prix n'a cependant pas été, en 1979, d'une ampleur analogue à celle qui s'était produite au lendemain de la crise pétrolière de 1973 : les gouvernements et les banques centrales ont mis tout en œuvre pour limiter l'accélération de l'inflation et les principaux groupes influents, dans la plupart des pays, ont coopéré à cette politique. Tous les pays se sont efforcés de contrôler les prix par le biais d'une politique monétaire fortement restrictive, laquelle s'est accentuée dans le courant de l'année. En conséquence, l'accélération de l'inflation intérieure n'a pas été aussi importante qu'après la première crise pétrolière; ce qui n'empêche que dans certains pays, où l'inflation était demeurée à un niveau très élevé durant les années 1977 et 1978, le rythme enregistré fin 1979 restât aussi élevé, ou fut même supérieur à celui observé en 1975 (notamment en France, au Danemark et aux Etats-Unis).

L'effet déflatoire de la hausse des prix du pétrole a tardé quelque peu à se manifester. La croissance conjoncturelle est restée relativement élevée en Europe et ce jusqu'à l'été, pour présenter partout, dans la suite, les signes d'un affaiblissement. La persistance de la haute conjoncture (relative) s'explique apparemment par le fait que de nouvelles impulsions ont succédé aux impulsions ayant conduit au redressement conjoncturel, notamment une propension à investir accrue dans l'industrie et ce pour la première fois depuis la récession de 1974-1975, ainsi qu'un certain restockage, lequel n'est pas propre à un profil conjoncturel

normal, mais se rattache davantage à la tension politique internationale et peut être aussi à une certaine crainte de l'inflation.

L'effet déflatoire du relèvement des prix pétroliers ne peut s'exercer sur la production qu'au travers de la demande. Si les attentes des ménages ainsi que leurs prévisions d'achat se sont détériorées dans le courant de l'année dans tous les pays de la Communauté Européenne, la consommation privée s'est encore accrue de manière appréciable alors que la propension à l'épargne tendait le plus souvent à baisser. Aux Etats-Unis, la crainte de l'inflation ainsi que des facteurs fortuits (rabais de prix) ont sans doute conduit à une reprise temporaire de la consommation privée.

Conséquence du redressement conjoncturel, la situation financière de l'industrie s'est améliorée et les investissements ont augmenté, en République fédérale tout d'abord et ailleurs par la suite. En France, le redressement des investissements a aussi été relativement important. L'évolution divergente entre les différents pays s'explique souvent par des mesures politiques propres.

A peu près partout, les pouvoirs publics rencontrent des difficultés financières, dans la mesure où les gouvernements ont fait face, jusqu'à un certain point, aux difficultés de plus en plus aigües issues de la récession de 1974-1975, par des mesures ne pouvant se justifier que dans l'hypothèse où la récession serait assez rapidement suivie d'une nouvelle période de forte croissance. A plus long terme cependant, il n'est pas tenable de faire retomber sur l'Etat le poids de l'appauvrissement collectif, découlant de l'épongement du pouvoir d'achat par l'.O.P.E.P., vu que ceci représente en soi un obstacle à la croissance économique, notamment par le biais de la fiscalité rapidement croissante dans tous les pays, contrepartie inévitable des transferts plus importants aux entreprises et particuliers. De plus, dans la plupart des pays, le pouvoir de l'Etat est soumis à une forte pression de la part de divers groupes d'intérêts, lesquels imposent souvent aux autorités des décisions non productives.

Toutefois, il apparaît clairement que, dans presque tous les pays industrialisés quelque peu importants, l'accent de la politique visant à amortir le choc provoqué par la brusque et énorme montée des prix du pétrole brut se situe à un tout autre niveau que pendant les années 1973-1974. A cette époque, la hausse des prix du pétrole brut s'était traduite, dans presque tous les pays industrialisés, par une forte montée des prix intérieurs limitant considérablement la hausse relative des prix du pétrole par rapport aux inputs les plus importants des pays industrialisés et en particulier le travail. Le résultat en fut une inflation galopante.

Comme la différence du niveau des coûts industriels entre les pays développés occidentaux et ceux récemment industrialisés s'en est trouvée considérablement agrandie, la concurrence de ces derniers pays a commencé à s'affirmer fortement dans le monde entier, ce qui a limité sensiblement la possibilité pour l'industrie occidentale, d'incorporer dans les prix les hausses de coûts. Un autre obstacle à l'incorporation des coûts a découlé de la progressivité de l'impôt dans les pays industrialisés : le gonflement des revenus a entraîné une élévation appréciable du taux d'imposition, amenant une augmentation plus forte du coût salarial que du revenu disponible. Au cours des années faisant suite à la première crise pétrolière, l'accroissement de la productivité avait été très important dans l'industrie occidentale, mais insuffisant pour maintenir le niveau des revenus des entreprises, avec de lourdes conséquences à plus long terme.

La réduction de la main-d'œuvre, l'une des formes de rationalisation du processus de production, conjugée avec la persistance, dans la plupart des pays, hormis la République fédérale et l'Autriche, d'une certaine croissance démographique de la population en âge d'activité, sont à l'origine de l'actuel chômage élevé dans l'ensemble du monde occidental. En 1979, le chômage s'est encore accru dans beaucoup de pays, nonobstant une conjoncture relativement favorable. Les allocations de chômage constituent l'une des sources de dépenses dont l'accroissement participe au déficit financier que connaissent pratiquement tous les pays.

Parmi d'autres origines des déficits financiers importants des pouvoirs publics, il convient de citer les transferts résultant de la politique sociale au sens large, l'augmentation incorporée et automatique des dépenses, qui durant les « golden sixties », ne semblait pas poser un problème sérieux grâce à une croissance rapide et persistante, ainsi que ce que l'on peut appeler la sécurité sociale des entreprises en difficultés à laquelle tous les états ont consacré des sommes importantes, voire très considérables. De cette façon, les entreprises ont échappé en partie à l'appauvrissement collectif dans la mesure où elles recevaient des transferts, mais ce système a freiné la nécessaire restructuration industrielle. Dans l'ensemble, les entreprises ne se portent pas bien financièrement parlant, si l'on excepte l'amélioration partielle résultant du redressement conjoncturel.

Les hausses de prix du pétrole en 1979, ont été à l'origine d'une détérioration rapide de la balance commerciale et, partant, de la balance des paiements de tous les pays importateurs de pétrole, dont les pays industrialisés et en voie de développement non producteurs de pétrole. Un déficit de la balance des paiements exerce une pression sur le niveau intérieur des prix par un

rétrécissement des moyens de paiement et provoque également une hausse des taux d'intérêt. Puisque, pour diverses raisons, les taux d'intérêt n'ont pas évolué d'une manière similaire dans tous les pays, ils ont influencé les cours du change déjà peu stables. Dans bon nombre de pays, la banque centrale a réagi au recul du cours de sa monnaie par un rétrécissement du crédit et le relèvement des taux d'intérêt; c'est probablement là que réside l'explication de cette course à des taux d'intérêts plus élevés, amorcée surtout après l'été et n'ayant pas encore atteint son point culminant à la fin de l'année.

La conséquence prévisible du taux élevé des intérêts, impensable jusqu'il y a peu de temps, est le ralentissement de l'activité économique à la suite de l'extrême cherté du crédit, ce qui n'est pas de nature à alléger les problèmes économiques. C'est la raison pour laquelle à la fin de 1979, l'O.C.D.E. a estimé à 1 % seulement la croissance économique réelle de l'année suivante pour l'ensemble des vingt-deux états membres, après 3,25 % de croissance en 1979 et 3,9 % en 1978. En considérant ces taux, il convient de remarquer que les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont déjà connu un ralentissement considérable en 1979, tandis que la croissance s'est accélérée, par contre, en République fédérale et dans certains petits pays d'Europe.

L'incertitude latente qui mine l'activité économique depuis la récession de 1974 s'est largement développée en 1979, à la suite de la nouvelle vague de hausses des prix du pétrole et de la tension politique internationale, surtout au Moyen-Orient. En outre, le montant des capitaux errants, toujours à la recherche de placements, s'est à nouveau accru en raison de la montée des prix du pétrole; de plus une lourde fiscalité continue à entretenir la crainte des impôts. Le rendement faible, voire réellement négatif de nombre de placements dans les moyens de production renforce encore la tendance à placer dans des objets improductifs mais considérés comme relativement sûrs; la spéculation sauvage sur l'or en automne, laquelle cependant s'est effondrée après quelque temps, en est l'un des symptômes.

Le marché des changes a été, du moins en Europe, l'un des domaines où l'insécurité a disparu : le 13 mars 1979, le Système monétaire européen a remplacé le serpent monétaire; ainsi les fluctuations des cours entre les monnaies des pays participants ont été beaucoup moins importantes que durant les huit dernières années, malgré les ajustements pratiqués au sein du système : réévaluation de 2 % du DM et dévaluation de 2,86 % de la Couronne danoise le 23 septembre, suivie d'une nouvelle dévaluation de 4,76 % de la Couronne le 30 novembre 1979.

La concertation politico-économique internationale, lors de certaines conférences à haut niveau, a porté principalement sur la

manière de faire face à la nouvelle hausse des prix du pétrole et à l'inflation qui en découlait. Les vingt Etats-membres de l'Agence Internationale de l'Energie, organisation se rattachant à l'O.C.D.E., ont décidé, dès mars 1979, de réduire encore cette année leur consommation globale d'énergie de 5 %, au besoin par des économies imposées. Economiser semblait être le seul moyen pouvant avoir directement une influence quelconque sur la rareté, rendue à certains moments aiguë par l'interruption des exportations de pétrole d'Iran et par la constitution de stocks dans les pays industrialisés. En outre, l'Agence a continué à s'occuper de sources d'énergie de substitution allant du nucléaire à la gazéification souterraine du charbon, sans oublier l'utilisation des énergies éolienne et solaire.

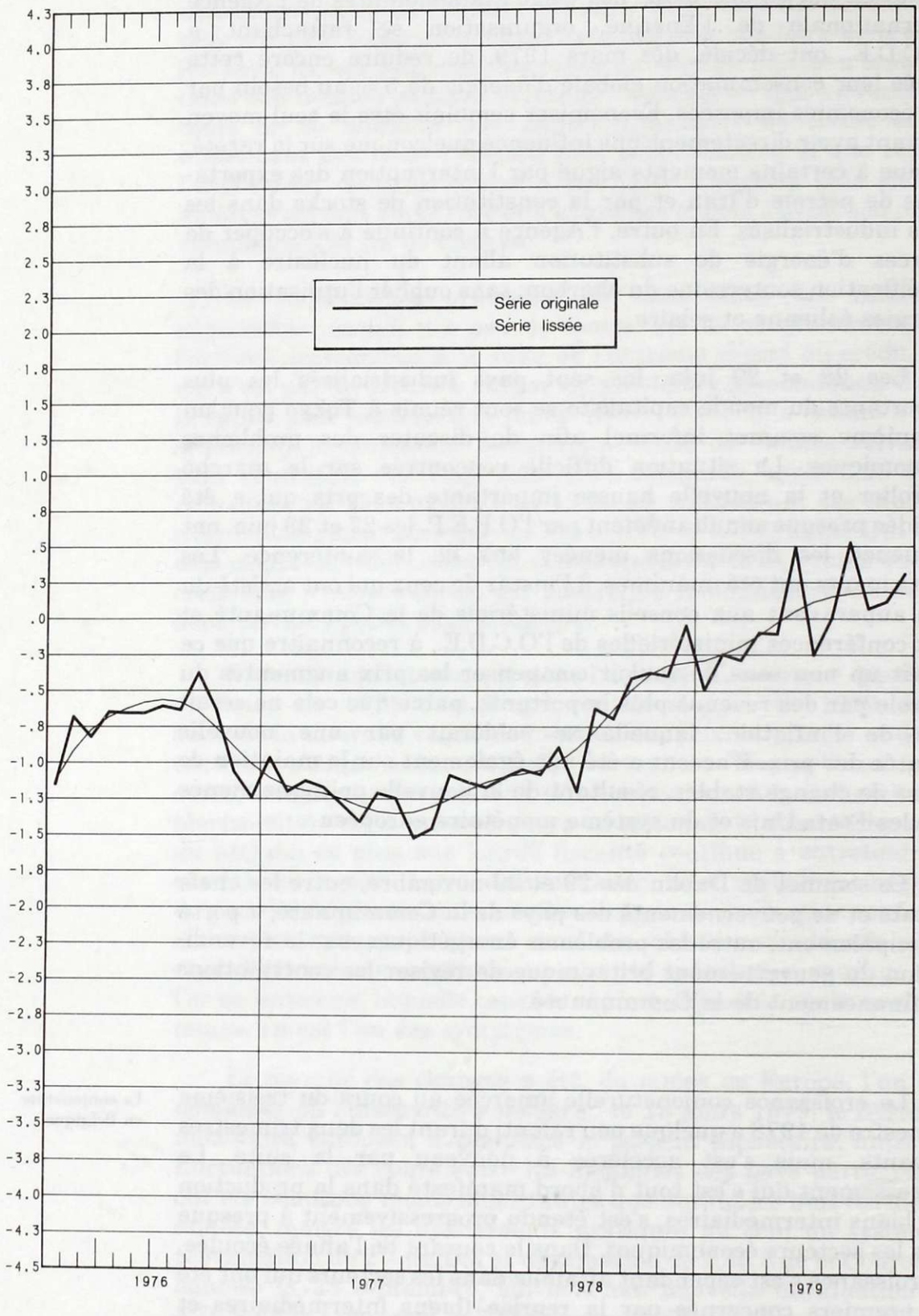
Les 28 et 29 juin, les sept pays industrialisés les plus importants du monde capitaliste se sont réunis à Tokyo pour un cinquième sommet informel afin de discuter des problèmes économiques. La situation difficile rencontrée sur le marché pétrolier et la nouvelle hausse importante des prix qui a été décidée presque simultanément par l'O.P.E.P. les 27 et 28 juin, ont influencé les discussions menées lors de la conférence. Les participants ont été unanimes, à l'instar de ceux qui ont assisté un peu auparavant aux conseils ministériels de la Communauté et aux conférences ministérielles de l'O.C.D.E., à reconnaître que ce serait un non sens de vouloir compenser les prix augmentés du pétrole par des revenus plus importants, parce que cela ne serait que de l'inflation, laquelle se solderait par une nouvelle montée des prix. L'accent a été mis également sur le maintien de cours de change stables, résultant de la nouvelle politique menée par les Etats-Unis et du système monétaire européen.

Le sommet de Dublin des 29 et 30 novembre, entre les chefs d'états et de gouvernements des pays de la Communauté, a porté principalement, outre les problèmes énergétiques, sur la revendication du gouvernement britannique de reviser les contributions au financement de la Communauté.

La conjoncture en Belgique

La croissance conjoncturelle amorcée au cours du troisième trimestre de 1978 a quelque peu ralenti durant les deux trimestres suivants, mais s'est accélérée à nouveau par la suite. Le redressement qui s'est tout d'abord manifesté dans la production des biens intermédiaires, s'est étendu progressivement à presque tous les secteurs économiques. Dans le courant de l'année écoulée, la croissance s'est cependant affaiblie dans les secteurs qui ont été les premiers concernés par la reprise (biens intermédiaires et biens de consommation non durables), tandis que l'amélioration se poursuivait dans la production de biens d'investissement et de biens de consommation durables.

Indicateur de conjoncture



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Pour l'ensemble de l'année, l'indice de la production industrielle (construction exclue) a dépassé de 4 % celui enregistré l'année précédente, qui avait lui-même augmenté de 1,8 %. La croissance réelle du produit national brut est estimée à 3 % environ en 1979 (2,5 % en 1978 et 0,9 % en 1977). La croissance moyenne entre 1975 et 1979 s'élève à 2 % environ; pour les cinq années antérieures, elle atteignait 5 % par an.

Le ralentissement manifeste de la croissance après l'été trouve son origine non seulement dans la faible conjoncture aux Etats-Unis qui influence inévitablement l'européenne, mais également dans les hausses du prix du pétrole, phénomène extérieur aux Etats-Unis, qui impliquent un glissement très important des prix relatifs. A cela s'ajoutent la hausse des taux d'intérêts, la politique de resserrement monétaire, les divergences de hausses des coûts, ainsi que l'évolution du pouvoir d'achat. Il ne s'est pas produit de véritable revirement de la conjoncture parce que la demande d'investissements a encore stimulé la conjoncture et qu'à la fin de l'année une certaine tendance au stockage est apparue, laquelle doit être attribuée cependant beaucoup plus à la tension internationale qu'à des facteurs économiques.

Le déficit croissant de la balance des paiements a eu un effet déflationniste, tant sur les prix intérieurs que sur la demande et a maintenu également, à côté de facteurs spéculatifs, une pression sur le franc belge.

Production

A juger l'indice désaisonnalisé de la production industrielle (construction exclue), la reprise conjoncturelle qui s'est amorcée durant le deuxième trimestre de 1978 a atteint son point culminant au cours du deuxième trimestre de 1979 : par conséquent, la phase ascendante de la conjoncture a duré quatre trimestres. L'indice du dernier trimestre s'est situé à nouveau à un niveau à peu près identique à celui observé l'année précédente. Durant le deuxième trimestre, l'indice a dépassé de 7,8 % celui du trimestre correspondant de 1978 : la moyenne annuelle accuse une hausse de 4 % par rapport à 1978.

La production de biens intermédiaires, ainsi que celle de biens de consommation non durables se sont mises à régresser d'une façon évidente dès le troisième trimestre; mais celle des biens de consommation durables et de biens d'investissement, qui a participé plus tard que les deux premiers groupes à la croissance conjoncturelle, n'a pas cessé de s'accroître jusqu'à la fin de l'année. L'importance toujours aussi grande des deux premiers groupes dans l'ensemble de la production explique le recul de l'indice global après l'été 1979, en dépit de la conjoncture favorable de la production de biens de consommation durables et de biens d'investissement.

Les impulsions qui ont animé la conjoncture belge ont émané, semble-t-il, d'abord de la demande extérieure de pays ayant été les premiers concernés par le redressement conjoncturel, principalement la République fédérale d'Allemagne, et puis de la constitution de stocks. La perspective d'une production plus élevée, après une période de conjoncture pratiquement étalée et de stocks de matières premières réduits au minimum, a obligé les entreprises à augmenter leurs stocks. Ce stockage a en outre été motivé par les hausses de prix annoncées et encore attendues, principalement en ce qui concerne le pétrole mais également d'autres matières premières.

La reprise des investissements dans les entreprises après une période d'environ un an d'essor conjoncturel explique l'évolution décalée de l'activité dans les branches productrices de ces biens; les investissements s'accroissent dès que la situation financière d'un certain nombre d'entreprises s'améliore. Le relèvement des taux d'intérêt peut avoir été à l'origine d'une certaine anticipation. La production de biens d'équipement est plus fortement orientée vers la demande étrangère que celle des biens de consommation.

En raison de leur structure économique divergente, la conjoncture n'a pas connu une évolution semblable dans toutes les régions. En Wallonie, le redressement s'est manifesté le plus tôt mais il a été suivi d'une brève dépression au cours du premier trimestre de 1979. Durant les mois d'été, l'indice ne s'est maintenu qu'au niveau de la fin de l'année 1978 et ensuite une nouvelle chute s'est amorcée. En Flandre, le redressement est apparu un peu plus tard, mais il s'est poursuivi sans interruption jusqu'à la mi-1979 avant qu'une lente régression n'apparaisse. Il faut remarquer qu'en Flandre, l'indice de 1979 a dépassé en moyenne de 6,5 % celui enregistré en 1978 et de 10,8 % celui de 1974. En Wallonie, où le redressement en 1978 s'est produit plus tôt et plus vigoureusement, le rapport des indices a été respectivement de 1,5 % et —3,7 % et à Bruxelles de —2,3 % et —5,5 %.

En 1979, l'indice de l'industrie manufacturière a dépassé en moyenne de 4,4 % celui de l'année précédente (2,4 % entre 1977 et 1978). Deux secteurs économiques importants, fortement sensibles à la conjoncture, la métallurgie et l'industrie chimique, ont manifestement atteint leur point culminant durant le deuxième trimestre, avant de subir une lente régression. L'indice des fabrications métalliques a évolué d'une tout autre manière, vu que le redressement s'est produit plus tard, et progressait encore à la fin de l'année 1979, période au cours de laquelle les carnets de commandes étaient très bien fournis, surtout dans les entreprises productrices de biens d'investissements.

En 1979, le degré d'utilisation des capacités installées a certes augmenté dans la plupart des branches d'activité, mais en général, il est resté inférieur à celui de 1974. Toutefois, la comparaison est rendue difficile en raison du fait qu'une partie des capacités de production encore existantes est devenue quasiment sans valeur sur le plan économique, et que les récentes majorations des prix du pétrole enlèvent tout espoir d'une future rentabilité de certains équipements. Ceci est surtout le cas dans les branches d'activités plus ou moins régressives : l'évolution de l'utilisation des capacités a été influencée par la disparition ou non des capacités de production existantes en 1973-1974.

En 1979, la production d'électricité n'a augmenté que de 2,7 % par rapport à l'année précédente (8,0 % en 1978). Ce ralentissement quelque peu étrange s'explique par la croissance conjoncturelle dans les branches d'activité grandes consommatrices d'électricité, notamment la sidérurgie et l'industrie chimique. En 1979, la production intérieure d'électricité a été supérieure de 21,8 % à celle de 1974.

En 1979, toute l'activité dans la construction s'est quasiment arrêtée en janvier et février, à la suite de l'hiver rigoureux, et le retard encouru n'a guère été rattrapé à cause de la diminution rapide des commandes et plus particulièrement du recul de la demande de constructions résidentielles, tandis que la demande d'immeubles professionnels demeurait plutôt faible et que l'Etat était amené à restreindre ses investissements. De 1978 à 1979, l'indice de la production de la construction a fléchi de près de 20 %. Comme cet indice reflète l'évolution du nombre d'heures de travail et ne tient pas compte de l'accroissement de la productivité qui s'était entretemps manifesté, toute comparaison avec les années antérieures est dépourvue de sens.

La nouvelle augmentation du chiffre d'affaires du secteur des services en 1979 résulte partiellement de la conjoncture industrielle et partiellement de la croissance de la consommation privée.

Le transport des marchandises, avec une production dépassant considérablement celle des deux années précédentes, se situe parmi les branches d'activité immédiatement concernées par la conjoncture économique. Tant le transport par rail que la navigation intérieure, le transport par route et la manutention des marchandises dans les ports de mer ont augmenté.

Marché de l'emploi

Les données disponibles, bien qu'encore incomplètes, permettent de déduire que, pour la première fois depuis la récession, l'emploi a progressé quelque peu, d'environ 10 000 postes de

travail de la mi-1978 à la mi-1979. Au cours des douze mois précédents, l'emploi était resté quasiment inchangé.

La légère progression de l'emploi, en dépit des pertes de postes de travail dans l'industrie, procède de la création de nouvelles places dans le secteur des services et de la mise en œuvre des mesures gouvernementales visant à résorber le chômage.

L'amélioration de la conjoncture économique s'est répercutée sur l'emploi : à preuve le chômage partiel, après l'hiver exceptionnel, est resté constamment inférieur au taux enregistré un an auparavant aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Durant l'année, les perspectives des chefs d'entreprise en matière d'emploi ont été moins pessimistes et dans les derniers mois, le nombre des chômeurs masculins a même été moins élevé qu'un an plus tôt. Le nombre des chômeuses a continué à croître, bien qu'à un rythme moindre que lors des années précédentes.

L'évolution du chômage complet a continué de diverger pour les hommes et pour les femmes : fin 1979, les femmes représentaient 63,4 % des chômeurs indemnisés, contre 60,4 % un an auparavant et 58,9 % à la fin de 1977.

L'accroissement du nombre de chômeurs en 1979 fut plus prononcé en Flandre qu'en Wallonie ou à Bruxelles, ce qui résulte de l'augmentation à peine ralentie du nombre de chômeuses.

A une période prolongée de croissance ralentie, correspond une augmentation du chômage de longue durée : à la fin de 1979, 25,6 % des chômeurs étaient demandeurs d'emploi depuis plus de trois ans, contre 20,5 % fin 1979 et 15,9 % fin 1978.

Consommation privée

Après une croissance en termes réels de seulement 1 % en 1977 et de 2,7 % en 1978, les ventes au détail ont augmenté de 3 % en volume en 1979, allant de pair avec une diminution de la propension à épargner, très élevée au cours des dernières années.

En outre quelques glissements se sont produits entre les différentes sortes de biens consommés. Le déplacement, entamé en 1978, vers une consommation plus élevée de produits alimentaires, s'est poursuivi; il était particulièrement prononcé durant le premier semestre de 1979. Après un creux en 1977 et 1978, la consommation de produits textiles a augmenté plus rapidement que la moyenne, surtout vers la fin de l'année. L'accroissement des ventes de produits figurant sous la rubrique « divers » a été, lui aussi, supérieur à la moyenne (plus de 4 %), après une croissance plutôt faible l'année précédente. En revanche, les ventes de biens durables n'ont guère progressé pendant la

première moitié de l'année maintenant ainsi la tendance de 1977 et 1978. Apparemment, la demande de biens durables a repris dès l'été. Depuis 1977, les ventes de voitures (non reprises sous la désignation « biens durables » dans la statistique des ventes au détail), n'ont connu que des variations très limitées, principalement dues à des circonstances fortuites.

La progression récente de la consommation privée, de même que les glissements entre les différentes catégories de dépenses sont la conséquence de plusieurs facteurs conjugés. Comme le pouvoir d'achat des ménages n'a guère ou pas du tout augmenté au cours des deux dernières années, il est quasiment certain que l'accroissement non négligeable de la consommation n'a pu être réalisé que par une légère baisse du taux d'épargne.

Le glissement vers une plus forte consommation de produits alimentaires est probablement et en partie un phénomène statistique, attribuable à des modifications dans les habitudes d'achat lesquelles exercent une forte influence sur la statistique. De plus, la diversification est devenue plus grande, stimulée également par l'ampleur de l'offre; c'est là probablement un des aspects de l'adaptation à la prospérité accrue pendant les années précédant la récession. L'incertitude quant à l'emploi et l'arrêt de la progression du pouvoir d'achat global des consommateurs, expliquent leur hésitation à acheter des biens durables. En outre, pour de nombreux biens, le marché est saturé, tandis que pour d'autres (congélateurs, lave-vaisselle) il est plutôt limité, notamment en raison du prix relativement élevé et des exigences des consommateurs. La dépression de la demande de la construction résidentielle a pu également contribuer au glissement signalé ci-avant.

L'augmentation des ventes de textile et de vêtements est un phénomène plus normal, après le faible intérêt manifesté pour ces produits, les années précédentes.

Après l'été, l'appréciation de la conjoncture par les ménages s'est dégradée, en Belgique apparemment même plus que dans les pays voisins.

Dépenses publiques

La consommation publique, qui malgré des économies en biens et en services avait connu une avance assez forte en 1978 — à la suite de l'embauche d'un grand nombre de demandeurs d'emploi par divers services publics — a augmenté un peu moins en 1979, en termes réels, mais selon les estimations, la hausse des prix aurait légèrement accéléré.

En 1979, les investissements publics ont à peine dépassé, en volume, ceux de l'année antérieure. Pour des raisons budgétaires, les investissements n'avaient que relativement peu augmenté, en termes réels, en 1978. Pour ces mêmes raisons, le Gouvernement a gelé 20 % des investissements projetés pour 1979.

En valeur, le montant global des engagements de l'autorité centrale et des entreprises d'utilité publique a été de 1 % inférieur à celui de l'année précédente. La régression a été assez importante pour les entreprises d'utilité publique (—7,3 %), tandis que les engagements de l'Etat (au sens strict) ont dépassé légèrement le montant de l'année précédente (1,8 %). C'est ici qu'intervient l'intention de stabiliser le volume des investissements dépendant des autorités centrales à un niveau suffisant sans pour autant accroître les dépenses en termes réels.

La construction résidentielle

En 1979, la construction résidentielle a continué de s'affaiblir. Après avoir atteint un niveau record en 1975 et 1976 avec 77.000 et 76.000 unités environ, les mises en chantier de logements sont tombées en 1978 à 66.000 et en 1979 à environ 62.000; par rapport à la situation des années soixante, elles restent néanmoins encore fort élevées. Le recul a frappé tant la construction de maisons unifamiliales que celle d'immeubles à appartements. Cependant le nombre d'habitations subventionnées mises en chantier (pour la vente ou la location) dont le maître de l'ouvrage est une institution publique, a été plus élevé qu'en 1978, les pouvoirs publics voulant maintenir à un niveau convenable l'offre d'habitations relativement bon marché.

Comme il a été signalé ci-avant, l'hiver rigoureux n'explique pas la nouvelle régression dans la construction résidentielle en 1979, puisque par la suite aucun rattrapage ne s'est produit. Les causes du recul sont nombreuses : fondamentalement, il faut signaler l'important stock de logements et la croissance zéro de la population; en outre, cause plutôt immédiate, les hausses des prix considérables des dernières années peuvent faire hésiter les ménages désirant construire une maison pour l'occuper eux-mêmes (le prix relatif augmente depuis près de vingt ans), tout comme les taux d'intérêt élevés et l'incertitude quant à l'évolution des revenus et, pour les investisseurs, le faible rendement, alors que d'autres placements produisent un rendement net élevé.

Investissements productifs

Les investissements productifs des entreprises, lesquels avaient atteint un sommet en 1974, avaient fortement diminué au cours des années suivantes pour ne plus se situer, en 1977, qu'à un niveau d'un quart inférieur en termes réels à celui de l'année de pointe. En 1978, une reprise insignifiante s'était produite; elle

n'était d'ailleurs pas conjoncturelle, mais la conséquence de l'exécution d'un certain nombre de décisions publiques (en même temps une forme d'aide conjoncturelle) et d'investissements en centrales nucléaires programmés longtemps d'avance.

En 1979, une reprise s'est manifestée, celle-ci pouvant certainement être attribuée à la conjoncture, du moins dans l'industrie. Selon la statistique des déclarations à la T.V.A., les investissements dans l'industrie, y compris les centrales électriques, auraient dépassé de 13,1 %, en valeur ceux de l'année antérieure. Les investissements en centrales électriques ont augmenté de 13,9 %; dans quelques branches industrielles également, une augmentation a pu être observée, notamment dans l'industrie chimique (+10 %) et l'industrie des fabrications métalliques (+38,9 %). Toutefois, ce chiffre élevé résulte surtout d'investissements très importants dans la production de matériel de transport. Dans les autres branches d'activité, l'évolution a été divergente.

La régression de 0,6 % des investissements dans les entreprises non industrielles se situe surtout dans le secteur des transports et des communications et, plus spécialement, dans celui des entreprises publiques concernées, où des montants considérables avaient été investis au cours de l'année précédente. Dans quelques entreprises de services, dont les transports par route et le commerce, les investissements se sont considérablement accrus, alors que dans les banques et les entreprises horeca, ils ont fléchi.

Globalement, selon la statistique de la T.V.A., les investissements dans les entreprises auraient augmenté, nominalement, de 5,7 % en 1979, ce qui, compte tenu de la hausse des prix, ne constitue probablement aucune progression en termes réels. Les données disponibles ne permettent pas d'inférer à quel point la poussée fort considérable des investissements dans certaines branches d'activité implique également une extension des capacités de production, parce que l'exécution de grands projets est prépondérante dans la statistique de la branche industrielle considérée et que les investissements peuvent y accuser des fluctuations considérables.

Prix et revenus

L'amélioration conjoncturelle en Europe depuis la mi-78, et l'inflation aux Etats-Unis ont été à l'origine d'une hausse généralisée des prix des matières premières industrielles laquelle, hormis quelques phénomènes spéculatifs, s'est toutefois infléchie à la baisse. De plus, les prix du pétrole brut de toute provenance ont été relevés en cascade, que le pays exportateur soit ou non membre de l'O.P.E.P. Le prix moyen du pétrole brut importé en Belgique en 1979 dépassait déjà de 23,6 % celui de

1978, lorsque les prix avaient baissé, et de 11,5 % celui de 1977. La hausse des prix en cours d'année a cependant été beaucoup plus importante que ces chiffres ne le laissent présumer.

L'accélération quasi générale de la hausse des prix à l'importation et à la production apparaît clairement des indices belges. Dès le deuxième trimestre de 1978, la tendance à la baisse des indices des prix des matières premières industrielles et des produits intermédiaires s'est renversée; la hausse s'est accélérée en 1979, en particulier en ce qui concerne les matières premières. Fin de l'année, ce dernier indice a cependant reculé. L'indice des prix des produits finis, pratiquement stable en 1977, a commencé à monter progressivement en 1978, pour s'accélérer en 1979. En moyenne, les prix des matières premières, des produits intermédiaires et des produits finis ont été supérieurs à ceux de l'année antérieure de respectivement 8,8 %, 5,9 % et 4,4 %, évolution tout à fait normale du point de vue conjoncturel. Par rapport à 1974, les indices particuliers des produits finis, des produits intermédiaires et des matières premières avaient augmenté en 1979 de 20,7 %, 6,8 % et 12,0 % respectivement. La hausse relative des prix des produits finis, depuis 1974, est indéniablement la conséquence de l'inflation dans les pays industrialisés; l'indice des prix des matières premières a été poussé par les prix du pétrole, tandis que celui des produits intermédiaires a subi la répercussion des excédents de capacité et de la concurrence internationale aiguë.

A partir du second semestre de 1978, la hausse de l'indice global des prix de gros a été renforcée par la forte montée des prix agricoles (en fait seulement les prix des produits de culture), qui avaient régressé auparavant. Depuis 1974, les prix des produits agricoles intérieurs ont augmenté d'un tiers, tandis que ceux des importations de ces produits sont pratiquement restés au même niveau.

Bien que par rapport à l'année antérieure, l'indice des prix à la consommation ait progressé tout aussi rapidement (4,5 %), l'évolution des prix en 1979 ne constitue nullement une reproduction de celle de 1978. Dans un premier temps, la hausse des prix avait ralenti, mais elle s'est accélérée par la suite, pour atteindre un rythme de 5,1 % en décembre, contre 3,9 % seulement un an auparavant.

De plus, l'évolution des prix des différentes catégories de biens et services n'a pas été du tout pareille pendant ces deux années; la hausse des prix des denrées alimentaires, notamment, est passée de 2,0 % en moyenne en 1978 à 0,5 % un an plus tard. Même la hausse des prix des services a décéléré en 1979, de sorte que l'accélération de la montée de l'indice des prix doit être attribuée entièrement aux produits pétroliers : de décembre 1978 à

décembre 1979, les prix de ces produits ont augmenté de 31,9 % (5,9 % un an auparavant) et ceux de tous les autres biens et services de 3,2 % seulement en moyenne (contre 3,7 % un an auparavant).

Ces chiffres reflètent nettement la différence entre la politique menée en 1979 et celle conduite après la première crise pétrolière en 1973, lorsque l'indice avait progressé de près de 16 % en douze mois.

L'augmentation des salaires horaires bruts dans l'industrie a été quasi égale à celle de l'année précédente, soit environ 7 %; cependant, en 1979, près d'un demi pourcent environ est dû à la réduction de la journée de travail avec maintien du salaire hebdomadaire, mesure qui entraîne une majoration du coût salarial par heure de travail, mais non pas de relèvement du revenu des salariés. Comme la diminution du temps de travail n'a pas d'incidence sur le salaire mensuel des employés, la progression des rémunérations des employés a apparemment été moins importante que celle des ouvriers.

Selon les estimations, le revenu des indépendants a globalement augmenté plus rapidement qu'en 1978, bien que celui provenant de l'agriculture eût plutôt fléchi.

Les données disponibles concernant les autres revenus sont limitées. L'accroissement du taux d'intérêt a provoqué une augmentation non négligeable du revenu des placements, mais une décélération du revenu de la location.

La conjoncture assez favorable a entraîné un nouvel accroissement du revenu des sociétés en 1979, après celui déjà observé en 1978.

Commerce extérieur

Les premières impulsions menant à la reprise de la conjoncture en Belgique vers le milieu de 1978, ont émané des commandes extérieures. Après une évolution quasiment étale en 1977 et dans les premiers mois de 1978, les importations et les exportations ont commencé à augmenter presque simultanément. Vers la fin de 1978 une brève hésitation s'est produite, mais, par la suite, la croissance s'est accélérée, du moins à en croire la statistique douanière qui reflète l'évolution en termes nominaux, et qui, en 1979, a subi progressivement la répercussion des hausses de prix. En valeur, les importations ont été de 16,0 % supérieures à celles d'un an auparavant et les exportations ont haussé de 16,9 %. D'après la Banque nationale, le solde négatif entre les exportations et les importations de marchandises, calculé sur base des transactions, serait passé de 91 milliards de francs en 1978 à 162 milliards de francs en 1979.

En raison des majorations de prix, les indices en volume du commerce extérieur établis par la Banque nationale présentent un profil quelque peu différent : tant les importations que les exportations ont connu une croissance assez satisfaisante en 1979, mais la progression des importations (7,8 %) a été plus importante que celle des exportations (7,1 %). En 1979, la croissance réelle des importations et des exportations avait été considérablement moins élevée (3,7 % et 3,5 % respectivement). Par ailleurs les termes de l'échange en 1979 ont été en moyenne quelque peu plus élevés qu'en 1978 (96,7 %, contre 96,2 % sur la base 1970 = 100) : après une amélioration passagère au cours du deuxième trimestre, l'évolution au cours des deux derniers trimestres de 1979 s'est révélée cependant très défavorable.

L'industrie chimique et la sidérurgie comptent parmi les secteurs dont les exportations ont augmenté au-dessus de la moyenne. De même, les exportations de denrées alimentaires industrielles et de papier ont considérablement progressé. Ce n'est que vers la fin de l'année que les exportations de l'industrie des fabrications métalliques ont commencé à s'améliorer sensiblement.

Les exportations vers deux pays de la Communauté Européenne, à savoir le Royaume-Uni et l'Italie, ont progressé de façon frappante; ce sont deux pays dont la monnaie est restée stable, la dernière année, par rapport au franc belge, après une longue période de dépréciation continue. Les grèves de longue durée au Royaume-Uni expliquent probablement l'augmentation de la demande d'importation de ce pays. La part de ces deux pays dans l'ensemble des exportations belges a augmenté de même que celle de la Communauté Européenne.

La structure géographique des importations n'a guère changé. Celles provenant du Royaume-Uni et de l'Allemagne fédérale ont à peine augmenté, de sorte que la part de ces pays dans l'ensemble des importations a fléchi. Malgré la hausse du prix du pétrole brut, la part des pays en voie de développement n'a pas accusé une croissance sensible.

Aspects financiers

Le problème posé par le déficit du compte courant de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise s'aggrave. Un déficit assez faible était enregistré pour la première fois depuis fort longtemps en 1976; par la suite, il n'a fait que croître pour atteindre 111 milliards de francs en 1979. Cette nouvelle augmentation peut s'expliquer par la facture pétrolière déjà très gonflée (et qui le sera bien plus encore en 1980) laquelle a entraîné un déficit sur les transactions de marchandises dépassant de beaucoup celui de 1978. Le solde des autres postes du compte courant continue à se détériorer.

En outre, les exportations nettes de capital du secteur privé (variations des crédits commerciaux exclues) ont, en 1979, considérablement augmenté et, malgré l'importation de capital pour le compte des pouvoirs publics, un déficit est apparu à la balance des paiements. Cette sortie de capital était pour l'essentiel la conséquence des différences de rendement réel entre les placements à l'intérieur du pays d'une part, et les possibilités de placements offertes à l'étranger d'autre part.

Les deux facteurs mentionnés ci-avant, le déficit du compte-courant et la sortie de capitaux, ont contribué au resserrement sur tous les compartiments du marché financier intérieur et, de ce fait, la hausse persistante des taux d'intérêt, laquelle a été renforcée par la demande accrue de crédits des entreprises et par les très considérables besoins d'emprunt des pouvoirs publics. Pour éviter que l'intérêt à long terme n'atteigne un taux qui serait incompatible avec les différents objectifs de la politique des pouvoirs publics, le montant net emprunté (212 milliards de francs, contre 183 milliards en 1978) par le Trésor a été financé pour une plus grande partie que par le passé, par création de monnaie par le biais d'avances de la Banque centrale.

Par ailleurs, les autorités monétaires ont entendu resserrer le crédit et relever les taux d'intérêt à court terme pour deux raisons, à savoir la pression sur le cours du franc belge et la menace d'une accélération du rythme d'inflation. Conséquences du déficit croissant sur les transactions de paiements avec l'étranger, le cours du franc belge atteint, à plusieurs reprises, son cours plancher dans le nouveau système monétaire Européen, amenant la Banque Nationale à renchérir et à limiter le crédit. Le relèvement du taux de l'escompte a finalement diminué l'offre de la devise concernée et fait monter le cours, mais on n'a pas pu se servir suffisamment de ce mécanisme pour atteindre l'objectif visé. De ce fait, à plusieurs reprises, la Banque Nationale a été contrainte de vendre des devises.

La lutte contre l'inflation par des moyens monétaires constituait un deuxième motif pour encadrer le crédit et maintenir un taux d'intérêt élevé : il s'agissait en fait de poursuivre la politique déjà menée pendant les années précédentes; les hausses répétées du prix du pétrole menaçaient en outre d'engendrer une nouvelle flambée inflationniste. Le succès obtenu sur ce plan peut être considéré comme satisfaisant, puisque l'accélération du rythme d'inflation est demeurée relativement limitée.

Le relèvement des taux d'intérêt sur tous les compartiments du marché financier a été général en Belgique, comme d'ailleurs dans tous les pays industrialisés. Après une période de stabilité relative, le taux d'intérêt moyen pondéré des crédits à court terme,

octroyés par la Banque Nationale, est passé de 6,1 % en mars à 11 % en décembre 1979. L'intérêt à court terme a augmenté beaucoup plus rapidement et a atteint un niveau plus élevé que l'intérêt à long terme, de sorte que le rapport traditionnel a été inversé, créant des difficultés pour beaucoup d'entreprises et institutions financières.

Conclusion

Le redressement conjoncturel de la mi-1978 à la mi-1979 et la conjoncture plutôt favorable pendant la deuxième partie de cette année ont conduit à une amélioration relative de la situation financière des entreprises, tous les secteurs, à l'exception de la construction, ayant bénéficié de l'amélioration conjoncturelle. Il en est notamment résulté un léger accroissement des investissements dans l'industrie manufacturière pour la première fois depuis la récession de 1974-1975. Si la reprise conjoncturelle a amené vers la fin de l'année une stagnation et même un fléchissement minime du nombre de chômeurs masculins, en moyenne, le chômage s'est situé à un niveau plus élevé que l'année précédente.

Le rythme d'inflation s'est accéléré au cours de l'année, particulièrement à la suite des relèvements successifs des prix du pétrole, mais les pouvoirs publics sont parvenus à endiguer l'inflation, et comparé à ce qui s'est produit à l'étranger, tant l'accélération que le rythme lui-même ont été plutôt modérés à la fin de l'année.

En vue d'assainir les finances publiques, des économies ont pu être réalisées dans certains domaines grâce à des mesures prises en 1978, en particulier par les lois dites anti-crises, mais cela n'empêche que la part du déficit du budget national dans le produit intérieur brut est passé de 6,4 % en 1978 à 7,2 % en 1979. Le financement du déficit s'est accompagné de difficultés croissantes : l'offre intérieure d'épargne était insuffisante pour les besoins d'emprunt des pouvoirs publics et des entreprises, qui étaient amenés à emprunter davantage à l'étranger.

Le gouvernement, mis en place en avril 1979 après les élections de décembre 1978, a poursuivi l'exécution des dispositions des lois dites anti-crises des 4 et 5 août 1978.

Sa politique socio-économique était basée sur une large concertation préalable avec les interlocuteurs sociaux. Elle visait à relancer l'emploi dans l'industrie, lequel n'avait cessé de s'effriter depuis la récession, par la réalisation d'une rentabilité normale dans les entreprises et par là, une augmentation de leurs investissements ainsi que par l'initiative industrielle publique comme contribution à la restructuration de la production.

Dans trois secteurs d'intérêt national (c'est-à-dire à l'égard desquels l'autorité centrale mène une politique uniforme dans l'ensemble du pays), à savoir la sidérurgie, la construction navale et le textile, les mesures prises fin 1978 ont été appliquées : à côté des participations de l'Etat, la restructuration au sein de ces secteurs a été financée par des avances en principe récupérables, et fournies par le Fonds de Rénovation Industrielle. Le Fonds finance en outre le renouvellement industriel et technologique. L'attention toute particulière des autorités s'attache à la promotion de la recherche scientifique et à son incidence au bénéfice de l'industrie.

Les effets de cette politique sur l'emploi ne peuvent se manifester qu'après plusieurs années. A brève échéance, il a fallu cependant réduire au maximum le nombre de chômeurs : à cet effet, les mesures prises au cours des années précédentes pour limiter leur nombre ont été maintenues.

En exécution de la déclaration gouvernementale d'avril 1979, des négociations ont été entammées avec les syndicats et les organisations patronales pour réduire le temps de travail avec maintien du revenu, augmentations des effectifs subventionnés et modération salariale, complétée par une limitation de l'accroissement de tous les autres revenus. En juillet, ces négociations ont abouti à une déclaration commune d'intention : l'objectif est d'arriver, à la fin 1980, à une durée de travail de 38 heures par semaine par l'octroi aux entreprises d'une prime encourageant l'embauche.

Afin de faire face à la pénurie, alors aiguë, de carburants liquides et de respecter en même temps les mesures d'économie d'énergie décidées au sein de l'Agence Internationale pour l'Energie, le Ministre des Affaires économiques a décidé de rationner, pendant une année (1er mai 1979 au 30 avril 1980) les livraisons de fuel léger ou lourd à 80 % et 90 % respectivement des quantités livrées durant les douze mois précédents. Outre la hausse du prix de l'essence, la consommation de ce produit a été freinée par la majoration (+ 1 F) des droits d'accise, mesure en premier lieu cependant fiscale. Le contrat-programme signé avec la Fédération pétrolière belge a été prorogé et complété de quelques clauses visant l'amélioration de l'approvisionnement en produits pétroliers.

Les problèmes fondamentaux, tels la faible compétitivité, les difficultés financières de beaucoup d'entreprises, le chômage, l'inflation, le déséquilibre extérieur, les pressions fiscale et parafiscale, ainsi que les déficits financiers des pouvoirs publics, sécurité sociale incluse ne pourront être résolue qu'à plus longue

échéance. La reprise conjoncturelle n'a guère apporté qu'un soulagement temporaire; la faible croissance envisagée pour 1980, l'accroissement de la pression inflationniste ainsi que l'augmentation du déficit du compte courant sont autant de raisons pour une intervention urgente et en profondeur.

*
* *

PREMIERE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

CHAPITRE PREMIER

POPULATION

Au 1er janvier 1980, la Belgique comptait 9 855 110 habitants, soit 13 000 unités, ou 1,37 ‰ de plus que l'année précédente. En 1979, la croissance atteignait à peine les 4 241 unités alors qu'en 1977, 14 111 personnes supplémentaires étaient dénombrées par rapport à 1976.

Si l'on considère l'évolution récente de la population, l'accroissement naturel a contribué pour 85 % à l'ensemble de la progression. En raison également de l'évolution économique, qui a freiné l'immigration, l'accroissement naturel revêt une importance considérable. Celui de l'année passée a été le plus grand depuis 1972 et ne résulte pas uniquement d'un taux de mortalité plus faible, mais principalement d'un taux de natalité plus élevé.

Après avoir atteint son point le plus bas en 1975, le nombre de naissances a augmenté progressivement; au cours de l'année 1979, le taux de natalité atteint en 1974, a même été dépassé et 123 658 bébés ont vu le jour. Le léger accroissement qui s'est produit ces dernières années n'a pas empêché cependant le nombre de naissances de stagner à un bas niveau. Pour que le taux net de reproduction (1) soit égal à un, c'est-à-dire qu'une génération remplace l'autre et qu'un dépeuplement à long terme soit évité, il faudrait que 142 000 bébés au moins viennent au monde.

L'évolution de la population ainsi que la part des composantes de la population diffèrent quelque peu d'une région à l'autre.

Au 1er janvier 1980, la Flandre comptait 5 618 952 habitants, soit 18.049 ou 3,22‰ de plus que 12 mois auparavant. Du fait d'une augmentation de l'accroissement naturel, la croissance s'est révélée plus importante qu'au 1er janvier 1979, date à laquelle 16 056 personnes ou 2,87‰ de plus étaient dénombrées.

A l'instar des deux autres régions, le taux de natalité a légèrement progressé pour atteindre 12,95‰, soit 72 766 enfants en 1979 contre 71 654, ou 12,79‰ en

(1) Le taux brut de reproduction de Kuczinski exprime le nombre de naissances féminines pour 1 000 femmes, en supposant que durant toute leur période de fécondité, celles-ci gardent les taux de fécondité par âge observés pendant l'année considérée. Le taux brut de reproduction ne tient pas compte de la probabilité de décès des nouveaux-nés pendant la période allant de la naissance jusqu'à l'âge de 15 ans et pas davantage de la probabilité de décès des femmes âgées de 15 à 49 ans. Le taux net de reproduction correspond au nombre de filles nées d'une génération fictive de femmes qui parcourent le cycle complet de fécondité (15 à 49 ans) et qui, pendant toute cette période, sont soumises à la mortalité. Voir également le « Bulletin des Statistiques », Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistiques, Bruxelles, n° 10, oct. 1975.

1978. Il dépasse le taux de natalité des deux autres régions du pays et vient même au-dessus de la moyenne de l'ensemble du Royaume (12,55‰). La structure plus jeune de la population en Flandre contribue, en effet, à favoriser son taux de natalité. Cette influence s'amenuise cependant d'année en année, étant donné que les taux de natalité en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles-capitale se rapprochent progressivement les uns des autres.

Dans les quatre arrondissements, où l'on rencontre traditionnellement le taux de natalité le plus élevé du pays, c'est-à-dire à Maaseik, Hasselt, Turnhout et Tongres, les naissances ont été aussi nombreuses que l'année précédente. Sur mille habitants, on y a enregistré respectivement 16,84, 15,64, 14,74 et 14,06 naissances.

Pour un accroissement naturel en hausse, la Flandre a bénéficié d'une augmentation du taux de natalité ainsi que d'une diminution considérable des décès. Le nombre de décès enregistré en 1979 a été le plus faible dans cette région, depuis la dernière décennie : 112 156.

A l'exception d'Audenaerde (—48), l'accroissement naturel a été positif dans chaque arrondissement de la Flandre. L'année dernière, Audenaerde mis à part, le taux de natalité s'est vu dépassé par le taux de mortalité dans les arrondissements de Malines, Dendermonde et Furnes.

La tendance à la baisse de l'immigration se poursuit en raison notamment de la politique menée dans le but de remédier à une situation économique défavorable. Le solde migratoire positif a à peine atteint 3 089 unités au 1er janvier 1980, contre 3 450 l'année précédente et 5 404 unités au 1er janvier 1977. L'accroissement naturel plus élevé a cependant eu pour effet que l'augmentation globale de la population a dépassé celle de l'année dernière.

Les excédents migratoires les plus importants qui aient été observés au cours de l'année 1979, se situent toujours à Louvain et Hal-Vilvorde bien que dans une proportion encore plus réduite : 1 335 et 2 122 unités. Divers arrondissements ont enregistré, depuis quelques années déjà, un solde négatif dans le mouvement d'immigration-émigration, c'est le cas pour Anvers, Alost, Dixmude, Ypres et Courtrai.

La population a diminué dans les arrondissements d'Anvers, Alost, Dixmude et Ypres. Par contre, la croissance la plus importante (2 300 à 3 000) a été observée à Hal-Vilvorde, Louvain, Turnhout, Hasselt et Maaseik. Celle-ci résulte principalement d'un excédent des immigrations dans les deux premiers arrondissements et d'un excédent des naissances dans les autres.

Si l'on établit des comparaisons par province, l'accroissement total de la population a atteint, durant l'année 1979, 5 974 unités, ou 8,48‰, dans le Limbourg, 5 384 unités, ou 5,85‰, dans le Brabant flamand, 2 624 unités, ou 1,67‰, dans la province d'Anvers, 2 003 unités, ou 1,86‰, en Flandre occidentale et 2 064 unités, ou 1,55‰, en Flandre orientale.

Lors du dernier recensement de la population du 1er janvier 1980, la Wallonie comptait 3 227 443 habitants, ce qui représente à peine 2 402 unités ou seulement 0,74‰, supplémentaires par rapport à l'année précédente. Depuis 1972, le Sud du pays ne peut compter que sur l'immigration pour accroître sa population. Au 1er janvier 1980 également, la balance des naissances et des décès a enregistré un solde négatif et c'est grâce à l'excédent migratoire que la population s'est légèrement accrue. Cet excédent a atteint 5 157 unités, c'est-à-dire un résultat inférieur à l'année précédente. Cette évolution, liée à un accroissement naturel un peu moins négatif a fait en sorte que l'accroissement global a toutefois dépassé de 1 000 unités l'augmentation de population enregistrée au 1er janvier 1979.

Tout comme en Flandre, le taux de natalité a augmenté légèrement en Wallonie pour atteindre, lors du dernier relevé, 38 788 unités, ou 12,02‰, contre 38 350 unités, ou 11,89‰, en 1978.

Certaines sous-régions connaissent un taux de natalité très faible, lequel exerce une influence défavorable sur le taux de natalité dans son ensemble par région. C'est le cas pour Waremme (10,24‰), Thuin (10,78‰), Liège (11,33‰), Huy (11,49‰), Nivelles (11,63‰) et Ath (11,73‰).

Par contre, la province de Namur (12,74‰) a enregistré à nouveau un taux de natalité plus favorable que celui des provinces d'Anvers (12,54‰) et de la Flandre orientale (12,65‰). Le taux de natalité le plus élevé de Wallonie a été rencontré à Neufchâteau (14,44‰), et le rapproche du pourcentage enregistré dans quatre arrondissements de Campine. De même, à Bastogne (13,83‰) et à Marche-en-Famenne (13,49‰), le rapport naissances-décès a donné des résultats assez favorables.

Tout comme en Flandre et à Bruxelles, en Wallonie le taux de mortalité a été inférieur à celui enregistré l'année passée (12,87‰, contre 13,22‰). Toutefois, deux arrondissements seulement conservent un taux de mortalité inférieur à la moyenne (11,38‰) du pays, à savoir Nivelles (10,33‰) et Arlon (10,53‰). Dans certains arrondissements, la structure plus âgée de la population a entraîné un taux de mortalité plus élevé, notamment à Huy (15,55‰), Waremme (15,28‰), Ath (14,63‰) et Tournai (14,42‰).

L'accroissement naturel est demeuré négatif en Wallonie, comme ces dernières années. Au 1er janvier 1980, 2 755 décès de plus ont été relevés par rapport aux naissances, ce qui représente une diminution par rapport aux résultats des années précédentes.

Un accroissement naturel a bien été enregistré dans le Brabant Wallon (arrondissement de Nivelles) et dans les arrondissements de la province de Luxembourg. Au surplus, l'accroissement naturel est demeuré légèrement positif à Mouscron, Verviers, Namur et Philippeville. Le résultat du rapport naissances-décès s'est révélé le plus négatif à Liège, Charleroi, Tournai et Huy, atteignant respectivement 1 306, 651, 362 et 359 unités.

En plus d'un accroissement naturel négatif, le Sud du pays a également enregistré, depuis 1972, un fléchissement constant de l'excédent migratoire. En 1973 et 1974, celui-ci atteignait encore 13 190 et 16 416 unités; au 1er janvier 1980, il ne s'élevait plus qu'à 5 157 unités.

Soignies et Neufchâteau sont venus s'ajouter aux arrondissements enregistrant un excédent d'émigration depuis quelques années, à savoir Arlon, Mouscron, Charleroi, Mons, Liège et Virton. Les agglomérations industrielles de Charleroi et de Liège ont été les principales touchées par un départ de population de respectivement 2 025 et 1 371 personnes. L'arrondissement de Nivelles enregistre depuis quelques années, le solde migratoire positif le plus important de la Wallonie et du pays (en 1979, 5 001 personnes).

De même, l'accroissement global le plus important du pays (excédent des naissances et migration) a été observé dans ce même arrondissement de Nivelles, à savoir 19,16‰, ou 5 372 personnes, situation qui résulte principalement du solde migratoire positif élevé.

Dans certains arrondissements wallons, l'excédent migratoire constitue le principal facteur de l'extension, bien que limitée, de la population.

La population a cependant diminué dans tous les arrondissements du Hainaut, dans celui de Liège, à Arlon et à Neufchâteau. Charleroi et Liège surtout ont enregistré un recul important : — 2 676 et — 2 677 habitants. Depuis 1972, la population de ces deux agglomérations a fléchi de presque 15 000 et 8 000 habitants respectivement.

L'accroissement naturel négatif, de même que l'excédent d'émigration ont été, une fois de plus, responsables de la régression du nombre d'habitants à Bruxelles-capitale. Le processus de dépeuplement se poursuit dès lors pour atteindre, au dernier relevé, 6 995 personnes, ou 6,89‰. Depuis 1972, l'agglomération de la capitale a perdu environ 60 000 habitants et comptait encore au 1er janvier 1980, 1 008 715 résidents.

Au cours de l'année 1979, le taux de natalité enregistré dans la capitale belge a cependant progressé de 11,79‰ à 12‰, soit un résultat supérieur à celui obtenu dans les deux autres régions du pays. Toutefois, ce phénomène doit être attribué surtout au fait que beaucoup d'étrangers demeurent dans la capitale et que bon nombre de femmes résidant en dehors de Bruxelles s'y rendent pour accoucher.

*
* *

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PÉRIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif de la population (a)
			Naturel	Migratoire	Total	
1970	141 119	118 888	22 231	8 606	30 837	9 690 991 (b) 9 650 944 (c)
1971	139 104	118 853	20 251	24 184	44 435	9 695 379 (d)
1972	134 437	116 743	17 694	13 777	31 471	9 726 850 (d)
1973	129 425	118 313	11 112	18 628	29 740	9 756 590 (d)
1974	123 155	116 039	7 116	24 542	31 658	9 788 248 (d)
1975	119 273	119 273	—	24 904	24 904	9 813 152 (d)
1976	120 472	118 765	1 707	8 443	10 150	9 823 302 (d)
1977	121 523	112 208	9 315	4 796	14 111	9 837 413 (d)(e)
1978	121 983	115 060	6 923	— 2 682	4 241	9 841 654 (d)(f)
1979	123 658	112 156	11 502	1 954	13 456	9 855 110 (d)(g)

(a) Au 31 décembre jusqu'en 1976; au 1er janvier à partir de 1977.
(b) Population calculée sur la base du recensement de 1961.
(c) Population recensée au 31 décembre 1970.
(d) Population calculée sur la base du recensement de 1970.
(e) Au premier janvier 1978.
(f) Au premier janvier 1979.
(g) Au premier janvier 1980.

Source : Institut National de Statistique.

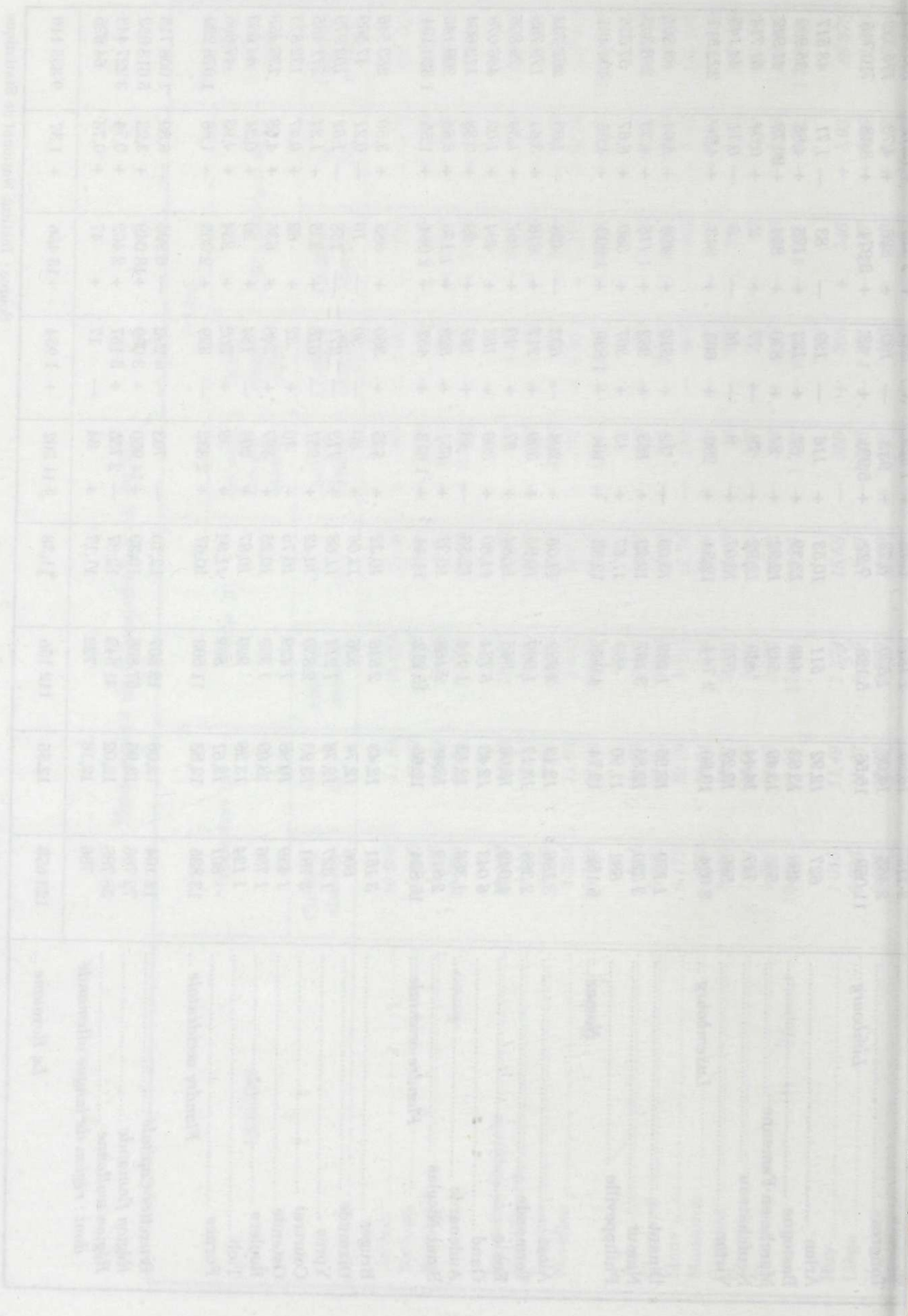
Mouvement de la population en 1979

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes				Situation au 1er janvier 1980
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	‰ (b)	chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	‰ (c)	Chiffres absolus
Anvers	*10 986*	*11,88*	*10 623*	*11,48*	*+ 363*	*— 1 083*	*— 720*	*— 0,78*	*925 066*
Malines	*3 495*	*11,97*	*3 257*	*11,15*	*+ 238*	*+ 81*	*319*	*+ 1,09*	*292 081*
Turnhout	*5 255*	*14,74*	*2 698*	*7,57*	*+ 2 557*	*+ 468*	*+ 3 025*	*+ 8,56*	*356 500*
Anvers ...	19 736	12,54	16 578	10,54	+ 3 158	— 534	+ 2 624	+ 1,67	1 573 647
Bruxelles-Capitale	*12 104*	*12,00*	*12 807*	*12,70*	*— 703*	*— 6 292*	*— 6 995*	*— 6,89*	*1 008 715*
Hal-Vilvorde	*6 114*	*11,90*	*5 190*	*10,10*	*+ 924*	*+ 2 122*	*+ 3 046*	*+ 5,96*	*513 977*
Louvain	*5 198*	*12,61*	*4 195*	*10,18*	*+ 1 003*	*+ 1 335*	*+ 2 338*	*+ 5,70*	*412 240*
Nivelles	*3 324*	*11,63*	*2 953*	*10,33*	*+ 371*	*+ 5 001*	*+ 5 372*	*+ 19,16*	*285 767*
Brabant ...	26 740	12,04	25 145	11,32	+ 1 595	+ 2 166	+ 3 761	+ 1,70	2 220 699
Ath	*914*	*11,73*	*1 141*	*14,63*	*— 227*	*+ 175*	*— 52*	*— 0,67*	*77 936*
Charleroi	*5 263*	*11,86*	*5 914*	*13,32*	*— 651*	*— 2 025*	*— 2 676*	*— 5,99*	*443 863*
Mons	*3 177*	*12,19*	*3 320*	*12,74*	*— 143*	*— 807*	*— 950*	*— 3,63*	*260 555*
Mouscron	*970*	*13,34*	*934*	*12,84*	*+ 36*	*— 38*	*— 2*	*— 0,03*	*72 736*
Soignies	*2 043*	*12,21*	*2 121*	*12,68*	*— 78*	*— 226*	*— 304*	*— 1,81*	*167 324*
Thuin	*1 524*	*10,78*	*1 831*	*12,95*	*— 307*	*+ 224*	*— 83*	*— 0,59*	*141 400*
Tournai	*1 731*	*11,93*	*2 093*	*14,42*	*— 362*	*+ 66*	*— 296*	*— 2,04*	*145 117*
Hainaut ...	15 622	11,93	17 354	13,26	— 1 732	— 2 631	— 4 363	— 3,32	1 308 931
Huy	*1 015*	*11,49*	*1 374*	*15,55*	*— 359*	*+ 705*	*+ 346*	*+ 3,93*	*88 375*
Liège	*6 936*	*11,33*	*8 242*	*13,47*	*— 1 306*	*— 1 371*	*— 2 677*	*— 4,36*	*611 963*
Verviers	*3 095*	*12,63*	*2 963*	*12,09*	*+ 132*	*+ 386*	*+ 518*	*+ 2,12*	*245 054*
Waremme	*620*	*10,24*	*925*	*15,28*	*— 305*	*+ 575*	*+ 270*	*+ 4,48*	*60 555*
Hasselt	3 479	15,02	2 411	10,66	+ 1 068	— 250	+ 818	+ 3,61	226 517
Maaseik	3 115	16,81	1 187	6,40	+ 1 928	— 90	+ 1 838	+ 9,91	185 447

Hasselt	5 479	16,64	2 411	8,88	+ 3 068	— 245	+ 2 823	+ 8,13	350 378
Maaseik	5 115	16,84	1 187	8,42	+ 1 928	+ 896	+ 2 825	+ 12,72	156 668
Tongres	2 465	14,06	1 530	8,73	+ 935	— 109	+ 826	+ 4,73	175 332
Limbourg ...	11 059	15,56	5 128	7,22	+ 5 931	+ 43	+ 5 974	+ 8,48	710 715
Arlon	627	12,92	511	10,53	+ 116	— 199	— 83	— 1,71	48 517
Bastogne	498	13,83	446	12,39	+ 52	+ 123	+ 175	+ 4,88	35 999
Marche-en-Famenne	566	13,49	542	12,92	+ 24	+ 830	+ 854	+ 20,78	41 942
Neufchâteau	747	14,44	668	12,92	+ 79	— 77	+ 2	+ 0,04	51 714
Virton	586	13,27	577	13,07	+ 9	— 14	— 5	— 0,11	44 145
Luxembourg ...	3 024	13,60	2 744	12,34	+ 280	+ 663	+ 943	+ 4,26	222 317
Dinant	1 150	12,95	1 162	13,09	— 12	+ 510	+ 498	+ 5,64	88 801
Namur	3 320	12,85	3 157	12,22	+ 163	+ 952	+ 1 115	+ 4,33	258 345
Philippeville	682	11,90	669	11,67	+ 13	+ 367	+ 380	+ 6,67	57 335
Namur ...	5 152	12,74	4 988	12,33	+ 164	+ 1 829	+ 1 993	+ 4,95	404 481
Alost	3 186	12,13	2 982	11,35	+ 204	— 632	— 428	— 1,63	262 732
Termonde	2 368	13,17	1 969	10,95	+ 399	+ 217	+ 616	+ 3,44	179 769
Eeklo	1 042	13,06	945	11,84	+ 97	+ 10	+ 107	+ 1,34	79 805
Gand	6 043	12,43	5 734	11,80	+ 309	+ 185	+ 494	+ 1,02	486 078
Audenarde	1 366	12,13	1 414	12,56	— 48	+ 147	+ 99	+ 0,88	112 604
Saint-Nicolas	2 819	13,48	2 168	10,37	+ 651	+ 525	+ 1 176	+ 5,65	209 146
Flandre orientale ...	16 824	12,65	15 212	11,44	+ 1 612	+ 452	+ 2 064	+ 1,55	1 330 134
Bruges	3 151	12,43	2 616	10,32	+ 535	+ 350	+ 885	+ 3,50	253 546
Dixmude	606	12,74	526	11,06	+ 80	— 90	— 10	— 0,21	47 569
Ypres	1 327	12,76	1 214	11,68	+ 113	— 271	— 158	— 1,52	103 979
Courtrai	3 781	13,93	2 830	10,42	+ 951	— 616	+ 335	+ 1,24	271 485
Ostende	1 459	10,98	1 429	10,75	+ 30	+ 32	+ 62	+ 0,47	132 873
Roulers	1 786	13,09	1 399	10,25	+ 387	+ 248	+ 635	+ 4,68	136 459
Tielt	1 124	13,28	920	10,87	+ 204	— 184	+ 20	+ 0,24	84 663
Furnes	601	12,61	569	11,94	+ 32	+ 202	+ 234	+ 4,93	47 665
Flandre occidentale ...	13 835	12,83	11 503	10,67	+ 2 332	— 329	+ 2 003	+ 1,86	1 078 239
Bruxelles-Capitale	12 104	12,00	12 807	12,70	— 703	— 6 292	— 6 995	— 6,89	1 008 715
Région flamande	72 766	12,95	57 806	10,29	+14 960	+ 3 089	+18 049	+ 3,22	5 618 952
Région wallonne	38 788	12,02	41 543	12,87	— 2 755	+ 5 157	+ 2 402	+ 0,74	3 227 443
dont : région de langue allemande	786	12,16	722	11,17	+ 64	— 17	+ 47	+ 0,73	64 625
Le Royaume ...	**123 658**	**12,55**	**112 156**	**11,38**	**+11 502**	**+ 1 954**	**+13 456**	**+ 1,37**	**9 855 110**

(a) Non compris les mort-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 1er janvier 1980 par région.
(c) Calculé par rapport à la population totale de chaque région recensée au 1er janvier 1979.

Source : Institut National de Statistique.



CHAPITRE II

EMPLOI ET CHOMAGE

SECTION I. — EMPLOI

Les statistiques de l'emploi, établies par secteur d'activité (1), font apparaître que la suppression des postes de travail s'est poursuivie durant la période comprise entre la mi-1977 et la mi-1978, mais dans une mesure nettement moindre que les années précédentes. Le caractère plutôt stable de la conjoncture au cours de cette période a abouti à une diminution du nombre des travailleurs salariés d'environ 3 000 unités, contre 5 000, 11 000 et même 36 000 unités durant les périodes précédentes.

Le nombre d'emplois n'a cessé de s'accroître durant la période précitée, de même que durant les années antérieures, dans les institutions bancaires, les organismes de crédit, les compagnies d'assurances, ainsi qu'auprès des pouvoirs publics; il a même connu une certaine extension dans le secteur des transports et communications.

Tous les autres secteurs ont enregistré une baisse d'emploi, hormis le secteur de l'alimentation et du tabac, où une certaine stagnation a été observée. Il faut surtout remarquer le recul de l'emploi dans les secteurs de la construction et des entreprises horeca qui subissent à présent les conséquences de quatre années de crise économique.

Entretemps, le nombre des employés continue d'augmenter et a progressé de 31 200 unités entre la mi-1977 et la mi-1978, alors que le nombre d'ouvriers a régressé de 34 000 unités. Le pourcentage des employés dans l'ensemble des travailleurs passe de 51,1 % en 1977 à 52,2 % en 1978.

Depuis le milieu de 1974, qui marque le début de la crise économique, à la mi-1978, le nombre de travailleurs assujettis à la sécurité sociale a diminué de plus de 55 000 unités. Cette régression a pu être contenue grâce au secteur public qui, en quatre ans de temps, a encore permis une croissance de quelque 92 000 emplois. Dans le même laps de temps, par contre, le pourcentage de travailleurs occupés par le secteur privé a diminué de 147 000 unités.

(1) Office National de la Sécurité Sociale. Rapport annuel, exercice 1978. Les données pour l'année 1979 ne sont pas encore disponibles.

Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978
Secteur privé (a)	2 295 050	2 235 632	2 205 328	2 182 120	2 147 536
Secteur public et enseignement	723 837	747 106	766 057	784 468	816 208
Total ...	**3 018 887**	**2 982 738**	**2 971 385**	**2 966 588**	**2 963 744**
dont :					
Travailleurs manuels ..	1 603 648	1 532 386	1 499 398	1 453 200	1 419 068
Travailleurs intellectuels	1 415 239	1 450 352	1 471 987	1 513 388	1 544 676

Source : Office national de Sécurité Sociale.

(a) Marins de la marine marchande et bateliers y compris.

Ce tableau fait également apparaître la régression rapide du nombre de travailleurs manuels qui s'oppose à la croissance manifeste du nombre de travailleurs intellectuels. Il faut, en outre, considérer l'importance du fait que le nombre de femmes au travail a progressé de 20 000 unités, alors que le nombre d'hommes a diminué de 74 000 unités. La part des femmes dans le total de l'emploi passe de 31,9 % à 33,2 % et celle des hommes de 68,1 % à 66,8 %.

Le recul enregistré par l'emploi s'est surtout fait sentir en Wallonie et à Bruxelles-capitale, où depuis le début de la crise, pas moins de 28 000 et 26 000 emplois ont été perdus. En Flandre, en revanche, le nombre de travailleurs assujettis à la sécurité sociale s'est maintenu au même niveau en raison surtout d'un accroissement de quelque 11 000 personnes enregistré dans le Limbourg. Le sud du pays n'a connu que peu d'amélioration, notamment au Luxembourg et à Namur, où respectivement 4 000 et 5 000 travailleurs supplémentaires ont été inscrits.

Les données trimestrielles de l'Office National de Sécurité Sociale relatives aux travailleurs inscrits à la sécurité sociale à la fin du mois de mars 1979 (donnée la plus récente) ont montré qu'à cette date, la régression de l'emploi touchait à sa fin et que se présentait même une légère augmentation par rapport à fin 1978. Une amélioration progressive de la conjoncture ainsi que diverses mesures prises par le Gouvernement sont vraisemblablement à l'origine de ce revirement.

L'évolution de la population active globale (salariés et appointés, indépendants et aidants) peut être analysée sur base de données publiées par le Ministère de l'Emploi et du Travail.

Les dernières données disponibles font état de la situation en date du 30 juin 1978. Elles font apparaître une légère augmentation de quelque 3 000 unités par rapport à l'année précédente, due à un élargissement de l'emploi dans les secteurs du commerce, des banques, des assurances, des transports et communications ainsi que des services. Si l'on tient compte du nombre de chômeurs, la population active s'est accrue d'à peu près 24 000 unités.

Le reflux poursuivi de l'emploi des secteurs primaire et secondaire, et la croissance moindre de certains secteurs du tertiaire ont fait en sorte qu'au milieu de l'année 1978, 26,4 % déjà de l'ensemble de tous les travailleurs salariés, indépendants et aidants, ont été occupés par le secteur « autres services » (1), contre 23,8 % à la mi-1974.

En dehors des informations fournies par l'O.N.S.S. et le Ministère de l'Emploi et du Travail, les statistiques relatives au nombre de fermetures d'entreprises nous renseignent également sur la manière dont a évolué l'emploi l'année écoulée.

Fermetures d'entreprises
Ventilation par région

REGION	Nombre de fermetures			Nombre de travailleurs affectés		
	1977	1978	1979	1977	1978	1979
Flandre	568	507	506	15 975	14 298	12 933
Wallonie	299	333	331	11 263	13 114	10 131
Bruxelles	260	329	314	5 660	6 126	5 401
Le Royaume...	**1 127**	**1 169**	**1 151**	**32 898**	**33 538**	**28 465**

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés par suite de la fermeture d'entreprises.

Au cours de l'année 1979, 1 151 entreprises ont fermé leurs portes, ce qui représente 18 unités de moins par rapport à l'année précédente. Cette régression a pu être observée dans chacune des trois régions.

De même, le nombre de travailleurs touchés par ces fermetures se situe bien au-dessous du niveau atteint au cours des deux années précédentes. Les secteurs comprenant le plus grand nombre de travailleurs concernés par les fermetures en 1979 sont « la fabrication de machines et de machines électriques » ainsi que la « construction » avec respectivement 5 569 et 6 460 personnes. Toutefois, l'on dénombre davantage de travailleurs touchés par rapport à l'année précédente dans les secteurs du bois, du carton, de la chimie, de la transformation de métaux, de la construction et des transports.

SECTION II. — CHOMAGE

L'amélioration du climat conjoncturel général observée dès la seconde moitié de l'année 1978 s'est confirmée au cours des trois premiers trimestres de 1979, malgré le

(1) Voir tableau : population active. Répartition par branches d'activité.

rude hiver de janvier et février. Elle a été provoquée par une demande externe soutenue, une consommation privée croissante et une certaine reprise des investissements industriels.

Cette évolution conjoncturelle favorable n'a cependant pas été immédiatement perceptible sur le marché du travail. Au contraire, après un fléchissement saisonnier progressif au cours du premier semestre, le chômage complet a continué de croître, de sorte que le nombre moyen de chômeurs complets indemnisés a augmenté de quelque 12 000 unités, soit 4,3 % de plus qu'en 1978. Au 31 décembre de l'année sous revue, le nombre total des chômeurs complets indemnisés a même atteint 314 567. Toutefois, si l'on ajoute encore à cette catégorie, les chômeurs complets non-indemnisés (1), le nombre total de chômeurs complets atteint 366 752, contre 347 588 fin 1978.

Comme pour l'année précédente, il faut cependant faire une nette distinction entre le chômage des hommes et celui des femmes. Si la régression du chômage masculin constatée au premier semestre est restée supérieure à l'augmentation relevée en fin d'année, il n'en a pas été de même pour le chômage féminin qui a connu l'inverse, le solde étant croissant.

Il en résulte un fléchissement de la moyenne mensuelle des chômeurs complets masculins indemnisés de 1 233 unités par rapport à 1978, mais une augmentation de 13 485 unités de la moyenne mensuelle des chômeuses complètes.

Bien que le chômage continue sa progression — apparemment uniquement par le développement du chômage féminin — il faut cependant préciser qu'après désaisonnalisation, le rythme de croissance du chômage complet a été freiné à partir du quatrième trimestre. Ceci traduisait un recul dans la progression du chômage masculin à partir du deuxième trimestre de 1979 et un accroissement moindre du chômage féminin pendant le dernier trimestre.

Sans doute, la croissance de la production a-t-elle incité au recrutement de personnel supplémentaire et a-t-elle ainsi provoqué un fléchissement conjoncturel du chômage complet vers la fin de l'année. L'impact de cette activité accrue a d'ailleurs été observé également au niveau du chômage partiel. A partir du deuxième trimestre de 1979, le nombre moyen journalier des chômeurs partiels s'établissait, chaque mois, à un niveau plus bas que celui du mois correspondant de l'année précédente.

Hormis l'influence conjoncturelle plutôt limitée, l'évolution du chômage en 1979 a aussi été déterminée par les mesures gouvernementales en la matière (2). Au 31 décembre 1979, grâce à ces mesures gouvernementales, au total près de 204 000 personnes ont pu échapper à la morosité du chômage, contre environ 173 000 douze mois auparavant. Aussi bien des chômeurs jeunes qu'âgés ainsi que des demandeurs d'emplois, ont pu échapper ainsi au chômage complet *sensu stricto*. A la fin de

---

(1) Autres chômeurs inscrits obligatoirement, demandeurs d'emploi libres inoccupés. Les chômeurs occupés par les pouvoirs publics sont des chômeurs complets bénéficiant d'une indemnisation plus élevée.

(2) Les lois des 30 mars 1976 et 22 décembre 1977 comportent des mesures spécifiques concernant les stages, les chômeurs occupés par les pouvoirs publics, la prépension, les prépensions spéciales pour chômeurs âgés, le cadre spécial temporaire (C.S.T.) et l'humanisation du travail.

décembre 1979, près de 77 000 personnes ont bénéficié d'une prépension et environ 94 000 (dont un grand nombre de jeunes) ont été occupées pour une période limitée, ce qui leur offre, par ailleurs, une occasion non négligeable d'acquérir une expérience indispensable. Enfin, 33 000 personnes ont été directement concernées par les initiatives relatives à l'humanisation du travail, d'abord par une amélioration des conditions de travail et ensuite par une prorogation de leur contrat de travail d'un an au moins.

Ces interventions administratives ont nettement freiné le rythme de croissance des jeunes chômeurs. En 1979, le nombre de chômeurs complets indemnisés de moins de 25 ans a d'ailleurs augmenté de 1,9 %, soit 1 796, tandis que celui des personnes âgées de plus de 25 ans a augmenté de 5,6 %, soit 10 456 unités. L'année précédente, ces taux de croissance étaient de 7,2 % pour les jeunes et 6,5 % pour les personnes de plus de 25 ans.

En 1979, l'influence des mesures gouvernementales n'a cependant pas été aussi considérable qu'au cours des deux années précédentes. Fin décembre 1979, le nombre de stagiaires était moindre qu'en décembre 1978. Pendant la même période, le nombre des chômeurs occupés par les pouvoirs publics a progressé de 5 000 unités, contre 7 000 et 8 000 au cours des deux années précédentes. Il convient donc d'admettre que le ralentissement du rythme de croissance du chômage des jeunes est partiellement attribuable à l'amélioration de la conjoncture.

Dans le profil du chômage complet, l'évolution des chômeurs complets à aptitude normale reste importante, parce que cette catégorie suit encore en quelque sorte les mouvements des cycles conjoncturels. La progression des chômeuses de cette catégorie en 1979 a été plus prononcée que celle des chômeuses complètes indemnisées (catégorie plus large) tandis que chez les hommes on a noté une stabilisation par rapport à 1978.

Ventilé par région, le nombre de chômeurs complets à aptitude normale a augmenté dans les trois régions. Comme l'année précédente, la progression a cependant été plus importante en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles. Le taux de chômage (1) reste néanmoins le plus élevé dans le sud du pays, où l'on a relevé une moyenne mensuelle de 11,3 %, contre 9,9 % à Bruxelles capitale et 9,1 % en Flandre.

Une ventilation selon le sexe, fait ressortir qu'à Bruxelles-capitale le chômage des femmes était le plus bas : en 1979, le taux de chômage s'y établissait à une moyenne de 12,0 %, contre 18,1 % en Flandre et 20,4 % en Wallonie. Par contre le chômage des hommes y était le plus élevé, avec 8,3 %, contre 6,4 % en Wallonie et 4,3 % en Flandre. Par rapport à l'année précédente, le chômage des femmes a continué de progresser dans les trois régions, celui des hommes s'étant stabilisé et ayant même légèrement reculé à Bruxelles.

Dans les arrondissements qui, depuis des années déjà, doivent faire face à un chômage important, la situation ne s'est toujours pas améliorée en 1979. Dans les

(1) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés à aptitude normale et le nombre d'assurés contre le chômage; ce sont les assurés I.N.A.M.I., les chômeurs complets depuis plus de trois mois et les ouvriers frontaliers (situation au 30 juin 1978).

bureaux régionaux de Mons, Turnhout, Ostende, Hasselt-Tongres, Liège-Huy et Charleroi-La Louvière, le taux de chômage (1) a atteint respectivement 17,0 %, 14,7 %, 14,3 %, 14,3 %, 13,2 % et 12,8 %. Ces taux de chômage élevés traduisent surtout l'influence de l'important chômage des femmes. Dans les six bureaux régionaux groupés, les taux de chômage féminin s'élevaient à respectivement 30,5 %, 33,5 %, 24,2 %, 33,2 %, 24,2 % et 24,7 %.

Dans ce contexte, il importe de relever une autre caractéristique du chômage complet : la durée d'inactivité. Au cours des dernières années, le nombre des personnes connaissant une longue durée d'inactivité, continue de progresser, surtout celui des personnes qui sont sans emploi depuis déjà deux ans ou plus. Ce phénomène s'observe tant chez les hommes que chez les femmes et, dans les trois régions. Mi-1979, 28,9 % des chômeurs masculins chômaient depuis plus de deux ans, contre 25,3 % l'année précédente. Chez les femmes, ce taux est passé de 39,6 % à 45,1 %. Ce sont surtout pour les catégories d'âges comprises entre 40 ans et l'âge légal de la retraite que le chômage de longue durée continue à progresser, ce qui montre que pour les chômeurs de cette catégorie d'âges, il est très difficile de se réinsérer dans le processus normal du travail.

Dans les cinq secteurs où l'on a relevé, depuis quelques années déjà, le taux de chômage le plus élevé (2), le chômage a continué de progresser et a atteint un niveau exceptionnellement élevé. A la fin de décembre 1979, le taux de chômage s'élevait à 32 % dans l'industrie de l'habillement, à 30,5 % dans l'industrie des chaussures, à 25,5 % dans l'industrie des cuirs et peaux, à 23,4 % dans l'industrie du tabac, à 19 % dans le secteur horeca et à 16,1 % dans la pêche. Il est frappant de constater qu'un grand nombre de femmes est employé dans plusieurs de ces secteurs. Les problèmes structurels dans ces branches d'activité et la concurrence internationale ont entraîné, au cours des dernières années, un désengagement croissant du personnel et ont en même temps gonflé le chômage féminin.

D'une manière générale, le chômage des étrangers a évolué, en 1979, plus favorablement que celui des Belges, surtout à cause du recul relativement plus important du nombre des chômeurs. Le nombre de ceux-ci a reculé de 4,3 %, tandis que le nombre des chômeurs masculins de nationalité belge a accusé une stabilisation. Par contre, le chômage des femmes de nationalité étrangère a légèrement plus progressé que le chômage des femmes belges (8,6 % contre 7,8 %). Cette évolution fait, que pendant l'année écoulée, on a compté, sur 100 chômeurs masculins, 20 étrangers et, sur 100 chômeuses, 12 étrangères.

Que le chômage parmi les étrangers soit et demeure cependant un problème crucial, apparaît clairement du taux de chômage (3). Celui-ci s'élevait, en 1979, à près

---

(1) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés à aptitude normale et le nombre d'assurés contre le chômage dans le ressort de ces bureaux régionaux; ce sont les assurés I.N.A.M.I., les chômeurs complets et les ouvriers frontaliers (situation au 30 juin 1978).

(2) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés et le nombre d'assurés contre le chômage par branche d'activité; ce sont les assurés O.N.S.S., les chômeurs complets et les ouvriers frontaliers (situation au 30 juin 1978).

(3) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés de nationalité belge ou étrangère et la population active de nationalité belge et étrangère. Voir l'enquête socio-économique de 1977; Institut National de Statistiques, Ministère des Affaires économiques, 1978.

de 16 %, soit 10,8 % pour les hommes et 31,4 % pour les femmes. Le taux de chômage chez les Belges atteignait, par contre, 3,7 % pour les hommes et 13,7 % pour les femmes, soit 7,1 % au total.

Au terme de cet aperçu, il faut encore mentionner que, toujours dans le cadre de la lutte pressante contre le chômage, le Gouvernement a mis en œuvre un nouveau plan (1) octroyant à certains employeurs des primes d'adaptation et de réadaptation.

Le plan revient à ce que les entreprises qui adopteront d'ici la fin de l'année 1980 la semaine des 38 heures, qui maintiennent le niveau de l'emploi et qui, en plus, engagent des jeunes chômeurs (ou des chômeurs pointant depuis plus de six mois), reçoivent deux fois (une chaque année) une prime de 250 000 F par chômeur engagé.

L'ensemble est basé sur le principe de l'engagement volontaire et d'après les estimations, il pourrait réduire le nombre des chômeurs de 20 à 30 000 unités.

*
* *

(1) Arrêté royal du 15 octobre 1979; *Moniteur belge* du 23 octobre 1979.

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1976	1977	1978	1979	1976	1977	1978	1979
Charbonnages (b)	18,3	17,4	16,0	15,5	36 407	33 300	31 333	29 191
Cokeries	3,0	2,8	2,6	2,5	5 091	4 840	4 403	4 176
Sidérurgie (c)	44,9	41,8	37,1	37,8	73 776	65 105	62 256	63 237
Métaux non ferreux	14,4	13,3	12,4	11,8	23 504	21 443	18 859	18 820
Fabrications métalliques	245,4	237,0	228,2	224,8	390 879	373 777	354 934	349 451
Caoutchouc	5,5	5,3	5,0	4,8	8 917	8 711	7 966	7 924
Papier (établissements producteurs)	6,5	6,2	6,0	6,1	11 034	10 218	10 244	10 238
Papier (établissements transformateurs)	10,7	10,1	9,6	9,3	17 501	16 372	15 476	15 039
Carrières	3,5	3,3	3,2	3,2	5 567	5 348	4 938	4 700
Chaux, calcaires et dérivés	3,5	3,4	3,2	3,0	5 797	5 551	5 229	5 030
Terre cuite	4,3	4,3	4,0	3,6	7 423	7 386	6 914	5 922
Ciment	2,5	2,5	2,5	2,4	4 097	4 151	3 903	3 784
Verre	16,1	15,7	14,1	13,6	26 156	23 302	22 428	21 741
Bois	33,0	32,2	29,8	28,2	55 394	52 248	47 791	44 591
Céramique	4,9	4,7	4,4	4,3	7 691	7 266	7 013	6 709
Construction	120,7	118,5	113,3	..	210 130	205 328	186 237	..
Filatures : coton, lin et chanvre (d)	7,2	6,4	5,3	4,7	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	11,1	10,3	8,9	8,4	17 053	14 883	12 672	12 049
Tissages	26,5	24,8	23,2	22,5	41 392	36 697	36 384	34 322
Autres activités textiles	2,5	2,5	2,2	2,1	3 826	3 411	2 996	2 998
Bonneterie	11,5	10,4	9,9	9,2	16 790	14 760	13 587	12 689
Huiles végétales et animales	0,9	0,9	0,8	0,7	1 727	1 519	1 397	1 327
Tabac	6,1	5,9	5,8	5,4	9 256	8 735	8 635	8 116
Cuir	1,4	1,4	1,1	0,9	2 366	2 073	1 554	1 398
Chaussures	3,2	2,7	2,3	2,1	4 476	3 681	3 224	3 158
Pantoufles	0,5	0,4	0,4	0,3	708	619	516	485
Distribution d'eau	4,7	4,7	4,7	4,5	8 643	8 476	8 543	8 249
Port d'Anvers	12,0	11,5	10,9	10,3	..	..	..	..

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
(b) Nombre moyen de présences par jour ouvré des ouvriers du fond et de la surface.
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
(d) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1976 à 1979 : 3 243, 2 491, 2 058 et 2 233 millions.

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

Population active (a)

Répartition par branche d'activité

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1976		30 juin 1977		30 juin 1978	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
	HOMMES					
Occupée en Belgique	**2 592 700**	**98,8**	**2 583 233**	**98,9**	**2 575 814**	**98,9**
Agriculture, sylviculture et pêche	100 600	3,8	97 591	3,7	92 967	3,6
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	220 482	8,4	215 265	8,2	203 420	7,8
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	566 838	21,6	548 744	21,0	532 539	20,4
Bâtiment et génie	286 459	10,9	287 978	11,0	283 914	10,9
Energie et eau	64 285	2,4	62 699	2,4	61 220	2,3
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	527 337	20,1	530 683	20,3	530 213	20,4
Transports et communications	232 547	8,9	232 275	8,9	234 074	9,0
Autres services (y compris militaires de carrière)	464 536	17,7	476 549	18,2	500 624	19,2
Demandeurs d'emploi (b)	96 053	3,7	101 824	3,9	108 107	4,2
Miliciens	31 110	1,2	27 034	1,0	26 149	1,0
Stagiaires en form. profes.	2 453	0,1	2 591	0,1	2 587	0,1
Occupée à l'étranger (c)	**30 221**	**1,2**	**29 048**	**1,1**	**28 429**	**1,1**
Total	**2 622 921**	**100,0**	**2 612 281**	**100,0**	**2 604 243**	**100,0**
	FEMMES					
Occupée en Belgique	**1 394 739**	**99,0**	**1 430 697**	**99,1**	**1 462 402**	**99,1**
Agriculture, sylviculture et pêche	27 023	1,9	24 785	1,7	25 356	1,7
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	26 722	1,9	25 853	1,8	24 877	1,7
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	238 401	16,9	222 636	15,4	210 746	14,3
Bâtiment et génie	9 985	0,7	10 331	0,7	10 575	0,7
Energie et eau	2 613	0,2	2 717	0,2	2 819	0,2
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	393 448	27,9	399 830	27,7	404 153	27,4
Transports et communications	31 993	2,3	32 840	2,3	33 894	2,3
Autres services (y compris militaires de carrière)	535 191	38,0	554 946	38,4	578 135	39,2
Demandeurs d'emploi (b)	128 224	9,1	155 348	10,8	170 480	11,5
Stagiaires en form. profes.	1 139	0,1	1 411	0,1	1 367	0,1
Occupée à l'étranger (c)	**13 823**	**1,0**	**12 971**	**0,9**	**12 785**	**0,9**
Total	**1 408 562**	**100,0**	**1 443 668**	**100,0**	**1 475 187**	**100,0**

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail.
Institut National de Statistique.

(a) Comprend : salariés et assimilés, indépendants et aidants.
Les données relatives à 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Chômeurs complets indemnisés et demandeurs d'emploi inscrits volontairement.
(c) Frontaliers et personnel belge des organismes internationaux.

Population active (a)

Répartition par branche d'activité

(hommes et femmes)

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1976		30 juin 1977		30 juin 1978	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Occupée en Belgique	**3 987 439**	**98,9**	**4 013 930**	**99,0**	**4 038 216**	**99,0**
Agriculture, sylviculture et pêche	127 623	3,2	122 376	3,0	118 323	2,9
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	247 204	6,1	241 118	5,9	228 297	5,6
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	805 239	20,0	771 380	19,0	743 285	18,2
Bâtiment et génie	296 444	7,3	298 309	7,4	294 489	7,2
Energie et eau	66 898	1,6	65 416	1,6	64 039	1,6
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	920 785	22,8	930 513	22,9	934 366	22,9
Transports et communications	264 540	6,6	265 115	6,5	267 968	6,6
Autres services (y compris militaires de carrière)	999 727	24,8	1 031 495	25,4	1 078 759	26,4
Demandeurs d'emploi (b)	224 277	5,6	257 172	6,3	278 587	6,8
Miliciens	31 110	0,8	27 034	0,7	26 149	0,6
Stagiaires en form. profes.	3 592	0,1	4 002	0,1	3 954	0,1
Occupée à l'étranger (c)	**44 044**	**1,1**	**42 019**	**1,0**	**41 214**	**1,0**
Total	**4 031 483**	**100,0**	**4 055 949**	**100,0**	**4 079 430**	**100,0**

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail.
Institut National de Statistique.

(a) Comprend : salariés et assimilés, indépendants et aidants.
Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Chômeurs complets indemnisés et demandeurs d'emploi inscrits volontairement.
(c) Frontaliers et personnel belge des organismes internationaux.

Travailleurs assujettis à la sécurité sociale

DÈSIGNATION	Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total général
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
31 mars 1978	1 052 781	361 578	1 414 359	921 735	619 632	1 541 367	2 955 726
30 juin 1978	1 058 366	360 732	1 419 068	923 091	621 585	1 544 676	2 963 744
30 septembre 1978	1 063 043	361 653	1 424 696	924 135	628 133	1 552 268	2 976 964
31 décembre 1978	1 048 886	357 320	1 406 206	930 499	639 576	1 570 075	2 976 281
31 mars 1979	1 037 089	355 060	1 392 149	933 919	645 689	1 579 608	2 971 757

Source : Office National de Sécurité Sociale

Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin (a)

(travailleurs manuels et intellectuels)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1975	1976	1977	1978
Agriculture, sylviculture et pêche	12 234	12 381	12 379	12 030
Energie et eau (b)	68 747	66 674	65 195	63 822
Minéraux non énergétiques et dérivés, industrie chimique	253 359	242 844	236 784	224 049
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	340 323	330 162	321 594	312 668
Autres industries manufacturières :	440 392	418 565	393 634	375 099
— produits alimentaires	*78 699*	*77 102*	*75 325*	*75 488*
— boissons	*20 591*	*19 901*	*19 356*	*18 921*
— tabac	*8 147*	*7 596*	*7 270*	*7 559*
— textile	*94 685*	*89 994*	*81 601*	*73 285*
— cuir	*5 347*	*4 986*	*4 592*	*3 981*
— chaussures et habillement	*81 549*	*74 334*	*65 495*	*59 347*
— bois et meubles en bois	*49 289*	*48 476*	*46 639*	*43 804*
— papier et articles en papier	*24 789*	*23 055*	*21 215*	*20 354*
— imprimerie et édition	*38 151*	*34 758*	*34 095*	*33 974*
— caoutchouc et matières plastiques	*22 961*	*22 950*	*22 402*	*21 897*
— divers	*16 184*	*15 413*	*15 644*	*16 489*
Bâtiment et génie civil	246 589	250 340	251 533	247 664
Commerce, hôtellerie, réparations	416 246	418 131	425 937	421 628
Transports et communications (c)	193 805	191 620	192 345	194 904
Institutions de crédit, assurances, location	187 880	191 229	192 570	198 372
Services publics, enseignement et autres	823 163	849 439	874 617	913 508
Total général ...	**2 982 738**	**2 971 385**	**2 966 588**	**2 963 744**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les ouvriers mineurs et assimilés ressortissant du F.N.R.O.M.
(c) Y compris les marins de la marine marchande ressortissant de l'O.S.S.M.M., les agents temporaires de la S.N.C.B. et les agents de la S.N.C.V.

Répartition des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1978 en fonction de l'importance des établissements (a)

DÉSIGNATION	Etablissements		Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total des travailleurs	
	Nombre	%	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Nombre	%
Etablissements occupant :										
moins de 5 travailleurs	132 241	66,32	97 488	46 642	144 130	38 130	51 058	89 188	233 318	7,88
de 5 à 9 travailleurs	28 465	14,27	85 468	25 710	111 178	40 091	35 218	75 309	186 487	6,30
de 10 à 19 travailleurs	17 075	8,56	101 687	31 958	133 645	56 284	40 752	97 036	230 681	7,79
de 20 à 49 travailleurs	12 648	6,34	159 010	52 974	211 984	100 878	73 617	174 495	386 479	13,05
de 50 à 99 travailleurs	4 443	2,23	101 493	39 374	140 867	96 771	71 403	168 174	309 041	10,44
de 100 à 199 travailleurs	2 475	1,24	102 660	46 229	148 889	108 985	85 126	194 111	343 000	11,59
de 200 à 499 travailleurs	1 430	0,72	124 151	53 077	177 228	151 096	107 708	258 804	436 032	14,73
de 500 à 999 travailleurs	412	0,21	84 462	29 892	114 354	107 613	59 481	167 094	281 448	9,51
1 000 travailleurs et plus	219	0,11	198 841	34 691	233 532	223 243	97 222	320 465	553 997	18,71
Total ...	**199 408**	**100,00**	**1 055 260**	**360 547**	**1 415 807**	**923 091**	**621 585**	**1 544 676**	**2 960 483**	**100,00**

(a) A l'exclusion des marins de la marine marchande ressortissant à l'O.S.S.M.M. Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale du 30 juin 1978 (a)

PROVINCE OU RÉGION	Etablissements	Ouvriers			Employés			Total des travailleurs
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Anvers	31 799	202 357	56 627	258 984	155 769	93 828	249 597	508 581
Brabant	51 479	215 640	84 029	299 669	342 843	225 578	568 421	868 090
Flandre occidentale	25 247	125 067	50 288	175 355	74 777	49 538	124 315	299 670
Flandre orientale	24 472	128 178	56 912	185 090	84 035	60 385	144 420	329 510
Hainaut	20 702	133 482	39 937	173 419	87 948	69 322	157 270	330 689
Liège	20 806	112 093	33 338	145 431	85 325	63 146	148 471	293 902
Limbourg	11 728	85 949	24 655	110 604	47 743	27 934	75 677	186 281
Luxembourg	4 768	15 282	4 883	20 165	14 684	10 050	24 734	44 899
Namur	8 147	35 407	9 718	45 125	29 967	21 804	51 771	96 896
Région flamande	*107 392*	*617 777*	*212 866*	*830 643*	*434 738*	*273 783*	*708 521*	*1 539 164*
Région wallonne	*59 662*	*321 913*	*93 744*	*415 657*	*236 276*	*178 898*	*415 174*	*830 831*
Bruxelles-Capitale	*32 094*	*113 765*	*53 777*	*167 542*	*252 077*	*168 904*	*420 981*	*588 523*
Le Royaume ...	**199 148**	**1 053 455**	**360 387**	**1 413 842**	**923 091**	**621 585**	**1 544 676**	**2 958 518**

(a) A l'exclusion des marins de la marine marchande ressortissant à l'O.S.S.M.M. et des bateliers. Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Evolution du chômage

ANNÉE	Chômage complet (a)			Chômage partiel (b) (c)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1968	68 664	34 066	102 730	31 854	9 478	41 332
1969	53 115	32 228	85 343	30 645	7 072	37 717
1970	42 387	28 874	71 261	24 997	8 715	33 712
1971	42 368	28 508	70 876	31 830	7 792	39 622
1972	51 855	34 967	86 822	27 405	9 175	36 580
1973	48 608	43 094	91 702	25 511	8 774	34 285
1974	49 841	54 879	104 720	28 790	13 160	41 950
1975	85 158	92 209	177 367	59 499	23 036	82 541
1976	98 304	130 233	228 537	42 934	15 554	58 488
1977	106 286	157 998	264 284	47 875	21 183	69 058
1978	111 239	170 925	282 164	48 447	21 389	69 836
1979	110 006	184 410	294 416	49 754	19 883	69 637

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Statistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets, à l'exclusion des chômeurs occupés par les pouvoirs publics. Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Moyennes journalières.
(c) L'arrêté ministériel du 14 février 1975 (*Moniteur belge* du 8 avril 1975) dispense (depuis le 1er mars 1975) les chômeurs partiels du contrôle communal.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1975	1976	1977	1978	1979
Anvers	26 918	34 711	39 670	41 622	43 046
Brabant	33 983	47 130	53 363	56 716	59 111
Flandre occidentale	14 387	18 481	22 258	24 845	27 388
Flandre orientale	22 685	28 108	33 052	36 298	38 259
Hainaut	25 997	34 123	39 237	42 638	46 069
Liège	28 864	34 327	38 784	39 577	40 288
Limbourg	17 075	21 881	26 390	27 391	28 641
Luxembourg	1 945	2 352	2 904	3 543	3 361
Namur	5 513	7 424	8 626	9 534	8 252
Région flamande	*94 168*	*120 898*	*141 837*	*152 311*	*160 887*
Région wallonne	*65 334*	*82 450*	*94 206*	*100 250*	*103 363*
Bruxelles (b)	*17 865*	*25 189*	*28 241*	*29 603*	*30 166*
Le Royaume ...	**177 367**	**228 537**	**264 284**	**282 164**	**294 416**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

PROVINCE OU RÉGION	1975	1976	1977	1978	1979
	HOMMES				
Anvers	13 251	14 027	14 563	14 981	15 279
Brabant	16 494	21 333	22 715	24 250	24 536
Flandre occidentale	7 880	8 743	9 351	9 942	10 595
Flandre orientale	11 186	12 157	13 502	14 655	14 398
Hainaut	11 622	14 794	16 341	17 630	18 241
Liège	14 269	15 596	16 761	16 511	15 593
Limbourg	6 994	7 118	7 718	7 307	6 693
Luxembourg	898	1 006	1 371	1 896	1 457
Namur	2 564	3 530	3 965	4 067	3 213
Région flamande	*45 060*	*48 974*	*52 423*	*54 602*	*54 927*
Région wallonne	*30 726*	*36 705*	*40 280*	*42 016*	*40 494*
Bruxelles (b)	*9 372*	*12 625*	*13 584*	*14 621*	*14 584*
Le Royaume	**85 158**	**98 304**	**106 287**	**111 239**	**110 005**
	FEMMES				
Anvers	13 667	20 684	25 107	26 641	27 767
Brabant	17 489	25 797	30 648	32 466	34 575
Flandre occidentale	6 507	9 738	12 907	14 903	16 793
Flandre orientale	11 499	15 951	19 550	21 643	23 861
Hainaut	14 375	19 329	22 896	25 008	27 828
Liège	14 596	18 731	22 023	23 066	24 695
Limbourg	10 081	14 763	18 672	20 084	21 948
Luxembourg	1 046	1 346	1 533	1 647	1 904
Namur	2 949	3 894	4 661	5 467	5 039
Région flamande	*49 108*	*71 924*	*89 414*	*97 709*	*105 960*
Région wallonne	*34 608*	*45 746*	*53 926*	*58 234*	*62 868*
Bruxelles (b)	*8 493*	*12 563*	*14 657*	*14 982*	*15 582*
Le Royaume	**92 209**	**130 233**	**157 997**	**170 925**	**184 410**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

PROVINCE OU RÉGION	1975	1976	1977	1978	1979
	HOMMES				
Anvers	7 706	8 635	9 558	11 156	11 745
Brabant	12 036	16 947	18 569	21 069	21 813
Flandre occidentale	4 486	5 224	5 908	7 031	7 752
Flandre orientale	5 816	6 885	8 247	10 281	10 072
Hainaut	7 936	11 278	13 013	14 772	15 527
Liège	6 391	8 757	10 319	10 915	10 545
Limbourg	3 900	4 071	4 786	4 963	4 536
Luxembourg	602	720	1 076	1 599	1 226
Namur	1 514	2 518	2 949	3 165	2 448
Région flamande	*25 556*	*29 753*	*33 907*	*39 694*	*40 806*
Région wallonne	*17 402*	*24 628*	*28 807*	*32 101*	*31 515*
Bruxelles (b)	*7 429*	*10 654*	*11 711*	*13 156*	*13 344*
Le Royaume	**50 387**	**65 035**	**74 425**	**84 951**	**85 665**
	FEMMES				
Anvers	10 622	17 206	21 470	23 544	25 014
Brabant	14 061	21 912	26 630	29 073	31 377
Flandre occidentale	5 181	7 974	10 780	12 624	14 296
Flandre orientale	8 393	12 125	15 175	17 686	19 774
Hainaut	11 880	16 512	19 883	22 251	25 176
Liège	10 022	13 778	16 737	18 306	20 129
Limbourg	8 213	12 665	16 529	18 057	19 869
Luxembourg	920	1 173	1 341	1 473	1 719
Namur	2 213	3 092	3 832	4 685	4 336
Région flamande	*38 351*	*59 141*	*75 461*	*84 887*	*93 147*
Région wallonne	*26 332*	*36 607*	*44 195*	*49 403*	*54 447*
Bruxelles (b)	*6 822*	*10 689*	*12 721*	*13 409*	*14 096*
Le Royaume	**71 505**	**105 437**	**132 377**	**147 699**	**161 690**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1975	1976	1977	1978	1979
Anvers	18 328	25 841	31 028	34 700	36 760
Brabant	26 097	38 859	45 199	50 142	53 190
Flandre occidentale	4 667	13 198	16 688	19 655	22 048
Flandre orientale	14 200	19 010	23 422	27 967	29 846
Hainaut	19 816	27 790	32 896	37 023	40 703
Liège	16 413	22 535	27 056	29 221	30 674
Limbourg	12 113	16 736	21 315	23 020	24 405
Luxembourg	1 522	1 893	2 417	3 072	2 945
Namur	3 727	5 610	6 781	7 850	6 784
Région flamande	*63 907*	*88 894*	*109 368*	*124 581*	*133 953*
Région wallonne	*43 734*	*61 235*	*73 002*	*81 504*	*85 962*
Bruxelles (b)	*14 251*	*21 343*	*24 432*	*26 565*	*27 440*
Le Royaume	**121 892**	**171 472**	**206 802**	**232 650**	**247 355**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par branche d'activité et région linguistique des chômeurs complets en 1979 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total
Agriculture	536	285	41	862	302	92	7	401	838	377	48	1 263
Forêt, Chasse	32	65	3	100	5	10	2	17	37	75	5	117
Pêche	186	1	1	188	5	4	1	10	191	5	2	198
Mines	1 270	1 486	38	2 794	24	57	9	90	1 294	1 543	47	2 884
Pierre	103	347	5	455	34	56	3	93	137	403	8	548
Alimentation	3 285	1 571	711	5 567	7 099	2 856	726	10 681	10 384	4 427	1 437	16 248
Tabac	55	27	17	99	2 136	242	49	2 427	2 191	269	66	2 526
Textile	2 820	1 063	135	4 018	8 613	3 111	313	12 037	11 433	4 174	448	16 055
Vêtement	495	260	190	945	17 236	6 057	1 119	24 412	17 731	6 317	1 309	25 357
Chaussure	158	31	12	201	1 481	102	24	1 607	1 639	133	36	1 808
Bois	2 340	467	255	3 062	2 271	277	63	2 611	4 611	744	318	5 673
Papier	451	322	150	923	1 255	833	275	2 363	1 706	1 155	425	3 286
Livre	724	333	382	1 439	1 079	780	387	2 246	1 803	1 113	769	3 685
Cuirs et Peaux	235	63	120	418	645	206	253	1 104	880	269	373	1 522
Caoutchouc	160	186	44	390	369	201	24	594	529	387	68	984
Chimie	1 590	853	387	2 830	2 836	1 464	826	5 126	4 426	2 317	1 213	7 956
Céramique, Briqueterie, Ciment	731	563	76	1 370	566	589	43	1 198	1 297	1 152	119	2 568
Verre	230	530	15	775	290	1 079	17	1 386	520	1 609	32	2 161
Métallurgie	491	2 201	82	2 774	208	374	27	609	699	2 575	109	3 383
Construction métallique	3 636	4 181	924	8 741	2 369	2 809	449	5 627	6 005	6 990	1 373	14 368
Construction mécanique	499	377	131	1 007	420	260	29	709	919	637	160	1 716
Construction électrique	974	718	233	1 925	6 251	2 500	344	9 095	7 225	3 218	577	11 020
Construction de matériel de transport	2 295	1 075	503	3 873	1 388	307	52	1 747	3 683	1 382	555	5 620
Diamant	538	3	6	547	547	12	—	559	1 085	15	6	1 106
Industries manuf. diverses	301	315	151	767	843	672	241	1 756	1 144	987	392	2 523
Construction	12 546	10 415	3 411	26 372	920	625	187	1 732	13 466	11 040	3 598	28 104
Electricité, Eau, Gaz	109	119	34	262	61	48	8	117	170	167	42	379
Commerce	3 308	2 968	1 793	8 069	12 647	12 912	3 069	28 628	15 955	15 880	4 862	36 697
Banques, Assurances	361	244	205	810	1 064	689	325	2 078	1 425	933	530	2 888
Transport et Communications	2 219	1 508	713	4 440	1 246	608	187	2 041	3 465	2 116	900	6 481
Hôtels, Restaurants	1 311	748	900	2 959	3 606	2 074	854	6 534	4 917	2 822	1 754	9 493
Services	5 781	4 058	2 324	12 163	19 163	13 804	4 967	37 934	24 944	17 862	7 291	50 097
Activités mal désignées ou non connues (c)	5 158	3 111	592	8 861	8 980	7 159	702	16 841	14 138	10 270	1 294	25 702
Total général	**54 928**	**40 494**	**14 584**	**110 006**	**105 959**	**62 869**	**15 582**	**184 410**	**160 887**	**103 363**	**30 166**	**294 416**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession.

(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

(c) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens, n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle quelconque.

Chômeurs complets (toutes catégories) au 31 décembre 1979 (a)

Par groupe d'âges, sexe et région linguistique

DÉSIGNATION	Région flamande				Région wallonne				Bruxelles (b)				Le Royaume			
	Chiffres absolus	Importance en %	Evolution en % par rapport au 31 déc. 1978	Taux de chômage (c)	Chiffres absolus	Importance en %	Evolution en % par rapport au 31 déc. 1978	Taux de chômage (c)	Chiffres absolus	Importance en %	Evolution en % par rapport au 31 déc. 1978	Taux de chômage (c)	Chiffres absolus	Importance en %	Evolution en % par rapport au 31 déc. 1978	Taux de chômage (c)
Moins de 25 ans																
Hommes	27 687	34,7	— 4,2	..	20 679	36,1	— 0,3	..	5 043	25,8	— 6,5	..	53 409	34,1	— 3,0	..
Femmes	58 496	42,2	+ 8,6	..	36 880	42,3	+ 8,2	..	6 291	30,2	+ 8,2	..	101 667	41,3	+ 8,4	..
Total ...	*86 183*	*39,5*	*+ 4,1*	..	*57 559*	*39,9*	*+ 5,0*	..	*11 334*	*28,1*	*+ 1,1*	..	*155 076*	*38,5*	*+ 4,2*	..
De 25 à 50 ans																
Hommes	30.653	38,4	+ 1,0	..	23 954	41,8	— 0,8	..	10 028	51,3	— 2,5	..	64 635	41,3	— 0,2	..
Femmes	70 619	51,0	+14,5	..	43 250	49,7	+14,4	..	11 575	55,6	+11,4	..	125 444	50,9	+14,2	..
Total ...	*101 272*	*46,4*	*+10,1*	..	*67 204*	*46,5*	*+ 8,5*	..	*21 603*	*53,5*	*+ 4,5*	..	*190 079*	*47,2*	*+ 8,9*	..
Plus de 50 ans																
Hommes	21 487	26,9	+ 4,3	..	12 658	22,1	+ 2,0	..	4 458	22,8	+ 4,3	..	38 603	24,6	+ 3,6	..
Femmes	9 341	6,7	+ 9,6	..	6 956	8,0	+ 5,5	..	2 949	14,2	+ 6,5	..	19 246	7,8	+ 7,6	..
Total ...	*30 828*	*14,1*	*+ 5,9*	..	*19 614*	*13,6*	*+ 3,2*	..	*7 407*	*18,4*	*+ 5,1*	..	*57 849*	*14,4*	*+ 4,9*	..
Total (hommes) ..	79 827	36,6	0,0	8,3	57 291	39,7	0,0	11,6	19 529	48,4	— 2,2	12,2	156 647	38,9	— 0,3	9,7
Total (femmes)	138 456	63,4	+11,6	26,9	87 086	60,3	+11,4	32,6	20 815	51,6	+ 9,7	17,7	246 357	61,1	+11,2	27,4
Total général ...	218 283	100,0	+ 7,0	14,8	144 377	100,0	+ 6,4	19,0	40 344	100,0	+ 3,6	14,5	403 004	100,0	+ 6,4	16,1

(a) Chômeurs complets indemnisés, ceux occupés par les pouvoirs publics, autres chômeurs inscrits obligatoirement et demandeurs d'emploi libres inoccupés.
(b) Bruxelles-Capitale (19 communes).
(c) Sur base des assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin 1978.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des chômeurs complets par grou

GROUPE D'AGES	DUREE									
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	D 1 à 2 ar
	REGION FLAMANDE						REGI			
	H									
Moins de 25 ans :										
1976	4 078	1 901	3 300	1 089	92	10 460	3 199	1 856	2 959	1
1977	5 134	1 965	2 667	862	279	10 907	3 529	2 035	2 741	1
1978	5 094	2 499	3 299	1 262	338	12 492	3 585	2 094	3 126	1
1979	4 891	2 142	3 314	1 376	506	12 229	3 457	1 764	2 640	1
De 25 à moins de 40 ans :										
1976	3 209	1 549	2 043	1 656	673	9 130	2 756	1 485	2 008	1
1977	3 712	1 759	2 059	1 571	1 281	10 382	2 830	1 640	1 948	1
1978	3 919	2 023	2 689	1 979	1 551	12 161	3 142	1 759	2 526	2
1979	3 603	1 800	2 500	2 085	1 911	11 899	2 796	1 438	2 214	2
De 40 à moins de 50 ans :										
1976	1 534	852	1 219	1 318	1 456	6 379	1 474	652	1 114	1
1977	1 570	845	1 221	1 430	2 099	7 165	1 135	644	972	1
1978	1 864	988	1 399	1 501	2 541	8 293	1 142	680	1 302	1
1979	1 589	905	1 458	1 520	2 848	8 320	1 048	573	975	1
De 50 à 65 ans :										
1976	1 816	1 494	2 709	4 087	8 197	18 303	1 275	740	1 349	2
1977	1 652	1 227	2 053	3 710	9 616	18 258	962	691	1 248	2
1978	1 751	1 173	1 959	2 648	7 584	15 115	913	711	1 477	1
1979	1 503	1 066	2 235	2 966	8 326	16 096	856	604	1 115	1
Total en 1976 ...	**10 637**	**5 796**	**9 271**	**8 150**	**10 418**	**44 272**	**8 704**	**4 733**	**7 430**	**6**
Total en 1977 ...	**12 608**	**5 796**	**8 000**	**7 573**	**13 275**	**46 712**	**8 456**	**5 010**	**6 909**	**6**
Total en 1978 ...	**12 628**	**6 683**	**9 346**	**7 390**	**12 014**	**48 061**	**8 782**	**5 244**	**8 431**	**6**
Total en 1979 ...	**11 586**	**5 913**	**9 507**	**7 947**	**13 591**	**48 544**	**8 157**	**4 379**	**6 944**	**6**
	F									
Moins de 25 ans :										
1976	5 886	4 324	9 102	6 576	1 405	27 293	3 029	2 324	4 820	4
1977	4 246	4 469	8 907	8 202	4 467	32 291	2 949	2 399	4 900	4
1978	5 821	4 090	8 310	8 377	7 026	33 624	3 026	2 262	5 155	4
1979	6 218	4 235	8 111	7 544	8 587	34 695	3 256	2 284	5 290	4
De 25 à moins de 40 ans :										
1976	3 821	3 661	6 102	6 597	3 720	23 901	2 181	1 523	2 660	3
1977	3 929	3 265	5 973	10 441	8 834	32 442	1 975	1 580	2 655	4
1978	3 758	3 130	5 523	10 021	16 361	38 793	2 092	1 573	2 645	4
1979	4 227	3 104	5 384	8 694	22 189	43 598	2 225	1 852	2 913	4
De 40 à 60 ans :										
1976	1 622	1 479	2 687	4 115	5 821	15 724	1 250	887	1 579	2
1977	1 420	1 284	2 497	4 772	9 123	19 096	935	738	1 469	2
1978	1 477	1 284	2 264	3 902	10 584	19 511	882	706	1 414	2
1979	1 387	1 234	2 217	3 740	12 909	21 487	840	773	1 328	2
Total en 1976 ...	**11 329**	**9 464**	**17 891**	**17 288**	**10 946**	**66 918**	**6 460**	**4 734**	**9 059**	**10**
Total en 1977 ...	**11 595**	**9 018**	**17 377**	**23 415**	**22 424**	**83 829**	**5 859**	**4 717**	**9 024**	**12**
Total en 1978 ...	**11 056**	**8 504**	**16 097**	**22 300**	**33 971**	**91 928**	**6 000**	**4 541**	**9 214**	**11**
Total en 1979 ...	**11 832**	**8 573**	**15 712**	**19 978**	**43 685**	**99 780**	**6 321**	**4 909**	**9 531**	**11**

(a) Recensement à la date du 30 juin.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

...es, durée et région linguistique (a)

...OMAGE													
...e ...ns ...lus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
...LLONNE		BRUXELLES (b)						LE ROYAUME					
...S													
...132	9 411	1 041	622	702	339	24	2 728	8 318	4 379	6 961	2 693	248	22 599
...500	10 162	1 041	571	581	296	92	2 581	9 704	4 571	5 989	2 515	871	23 650
...372	11 055	1 079	636	736	373	139	2 963	9 758	5 229	7 161	3 213	1 149	26 510
...721	10 074	855	539	781	591	239	3 005	9 203	4 445	6 735	3 459	1 466	25 308
...374	8 523	1 247	765	971	771	195	3 949	7 212	3 799	5 022	4 027	1 542	21 602
...377	9 716	1 243	833	913	809	466	4 264	7 785	4 232	4 920	4 301	3 124	24 362
...016	11 544	1 307	891	1 100	943	695	4 936	8 368	4 673	6 315	5 023	4 262	28 641
...255	10 781	1 033	682	1 033	1 141	975	4 864	7 432	3 920	5 747	5 304	5 141	27 544
...473	5 947	561	364	540	562	258	2 285	3 569	1 868	2 873	3 114	3 187	14 611
...208	6 103	546	367	462	568	571	2 514	3 251	1 856	2 655	3 322	4 698	15 782
...413	6 724	576	402	525	594	816	2 913	3 582	2 070	3 226	3 282	5 770	17 930
...478	6 323	432	285	468	681	999	2 865	3 069	1 763	2 901	3 450	6 325	17 508
...331	11 277	506	413	659	839	1 007	3 424	3 597	2 647	4 717	7 208	14 835	33 004
...300	11 490	415	380	557	949	1 414	3 715	3 029	2 298	3 858	6 948	17 330	33 463
...732	10 667	391	324	516	715	1 418	3 364	3 055	2 208	3 952	5 197	14 734	29 146
...147	10 597	352	271	504	778	1 707	3 612	2 711	1 941	3 854	5 619	16 180	30 305
...910	**35 158**	**3 355**	**2 164**	**2 872**	**2 511**	**1 484**	**12 386**	**22 696**	**12 693**	**19 573**	**17 042**	**19 812**	**91 816**
...205	**37 471**	**3 245**	**2 151**	**2 513**	**2 622**	**2 543**	**13 074**	**23 769**	**12 957**	**17 422**	**17 086**	**26 023**	**97 257**
...333	**39 990**	**3 353**	**2 253**	**2 877**	**2 625**	**3 068**	**14 176**	**24 763**	**14 180**	**20 654**	**16 715**	**25 915**	**102 227**
...501	**37 775**	**2 672**	**1 777**	**2 786**	**3 191**	**3 920**	**14 346**	**22 415**	**12 069**	**19 237**	**17 832**	**29 112**	**100 665**
...S													
...102	16 454	872	646	894	668	143	3 223	9 787	7 294	14 816	11 423	3 650	46 970
...908	19 000	823	518	798	816	380	3 335	10 018	7 386	14 605	13 862	8 755	54 626
...394	20 772	733	529	768	785	605	3 420	9 580	6 881	14 233	14 097	13 025	57 816
...214	21 876	759	544	710	763	793	3 569	10 233	7 063	14 111	13 139	15 594	60 140
...346	14 818	801	681	1 032	1 175	595	4 344	6 863	5 865	9 794	11 380	9 161	43 063
...522	18 236	817	619	945	1 475	1 340	5 196	6 721	5 464	9 573	16 420	17 696	55 874
...713	21 337	754	579	935	1 300	2 133	5 701	6 604	5 282	9 103	15 635	29 207	65 831
...353	23 970	725	558	908	1 248	2 643	6 082	7 177	5 514	9 205	14 069	37 685	73 650
...511	12 844	599	530	803	1 112	1 688	4 732	3 471	2 896	5 069	7 744	14 120	32 300
...262	14 279	514	421	748	1 367	2 478	5 528	2 869	2 443	4 714	9 014	19 863	38 903
...354	14 157	416	357	627	1 038	2 699	5 137	2 775	2 347	4 305	7 241	22 137	38 805
...795	14 836	405	353	569	931	3 262	5 520	2 632	2 360	4 114	6 771	25 966	41 843
...559	**44 116**	**2 332**	**1 857**	**2 729**	**2 955**	**2 426**	**12 299**	**20 121**	**16 055**	**29 679**	**30 547**	**26 931**	**123 333**
...592	**51 515**	**2 154**	**1 558**	**2 491**	**3 658**	**4 198**	**14 059**	**19 608**	**15 293**	**28 892**	**39 296**	**36 314**	**149 403**
...961	**56 266**	**1 903**	**1 465**	**2 330**	**3 123**	**5 437**	**14 258**	**18 959**	**14 510**	**27 641**	**36 973**	**64 369**	**162 452**
...362	**60 682**	**1 889**	**1 455**	**2 187**	**2 942**	**6 698**	**15 171**	**20 042**	**14 937**	**27 430**	**33 979**	**79 245**	**175 633**

Source : Office National de l'Emploi.

Chômeurs complets indemnisés de nationalités belge et étrangère (a)

DÉSIGNATION	1978			1979		
	Nombre	En % du total	Taux de chômage (b)	Nombre	En % du total	Taux de chômage (b)
Belges						
Hommes	88 209	36,8	3,7	87 959	35,0	3,7
Femmes	151 384	63,2	12,7	163 179	65,0	13,7
Total ...	*239 592*	*100,0*	*6,7*	*251 138*	*100,0*	*7,1*
Etrangers						
Hommes	23 030	54,1	11,2	22 047	50,9	10,8
Femmes	19 541	45,9	28,9	21 231	49,1	31,4
Total ...	*42 571*	*100,0*	*15,6*	*43 278*	*100,0*	*15,9*
Total						
Hommes	**111 239**	**39,4**	**4,3**	**110 006**	**37,4**	**4,3**
Femmes	**170 925**	**60,6**	**13,6**	**184 410**	**62,6**	**14,7**
Total ...	**282 164**	**100,0**	**7,4**	**294 416**	**100,0**	**7,7**

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Par rapport à la population active belge et étrangère, d'après l'enquête socio-économique d'avril 1977 (I.N.S.).

Plan en vue de la résorption du chômage
(lois des 30 mars 1976 et 22 décembre 1977)

DÉSIGNATION	31 décembre 1977			31 décembre 1978			31 décembre 1979		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Stagiaires	9 557	7 275	16 832	18 101	13 370	31 471	17 556	13 222	30 778
Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	16 148	8 053	24 201	19 770	11 235	31 005	22 261	13 991	36 252
Prépensions	27 945	5 818	33 763	38 443	10 023	48 466	46 122	13 516	59 638
— Prépension légale	*13 566*	*4 631*	*18 197*	*18 121*	*7 879*	*26 000*	*20 570*	*10 710*	*31 280*
— Prépension - Convention n° 17 (a)	*14 379*	*1 187*	*15 566*	*20 322*	*2 144*	*22 466*	*25 552*	*2 806*	*28 358*
Prépensions spéciales pour chômeurs âgés (b)	..	..	..	6 594	6 781	13 375	8 322	8 855	17 177
Cadre temporaire spécial	..	..	..	13 835	8 284	22 119	14 784	12 642	27 426
Humanisation du travail (c)	..	..	..	..	..	27 000	..	..	33 121
Total :	**53 650**	**21 146**	**74 796**	**96 743**	**49 693**	**173 436**	**109 045**	**62 226**	**204 392**

Source : Office National de l'Emploi.

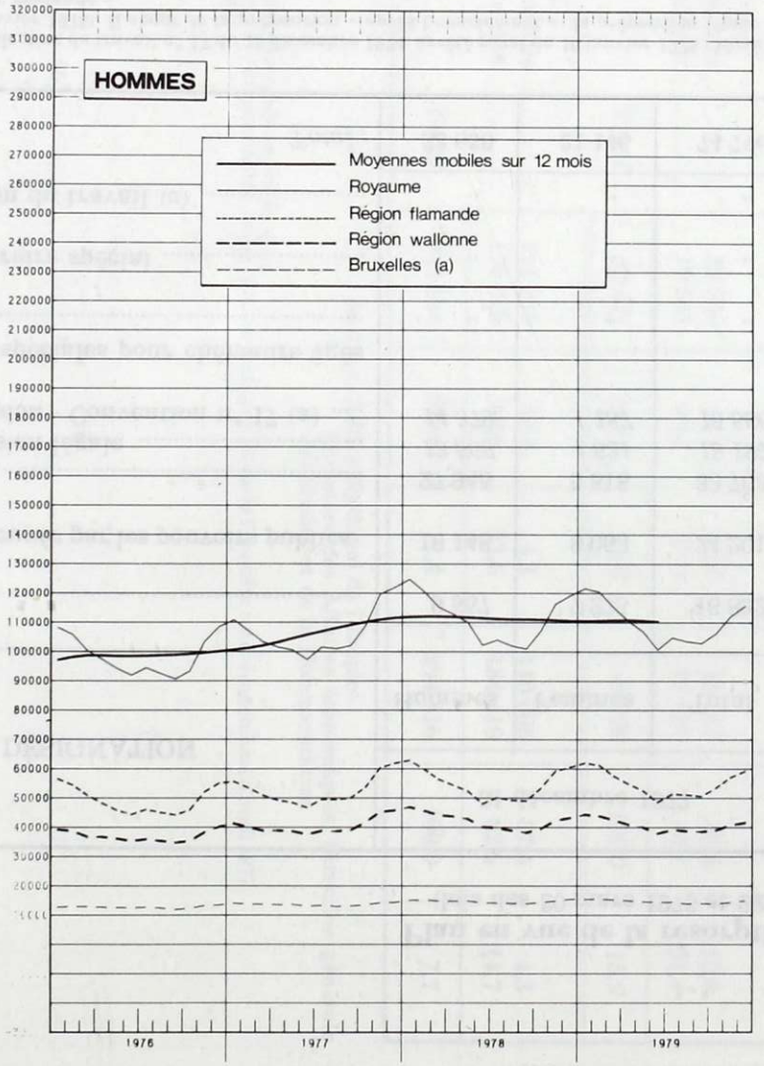
(a) Convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974; arrêté royal du 16 janvier 1975 (*Moniteur belge* du 31 janvier 1975). Il s'agit de la prépension « après licenciement »; la prépension légale est attribuée « sur demande ».

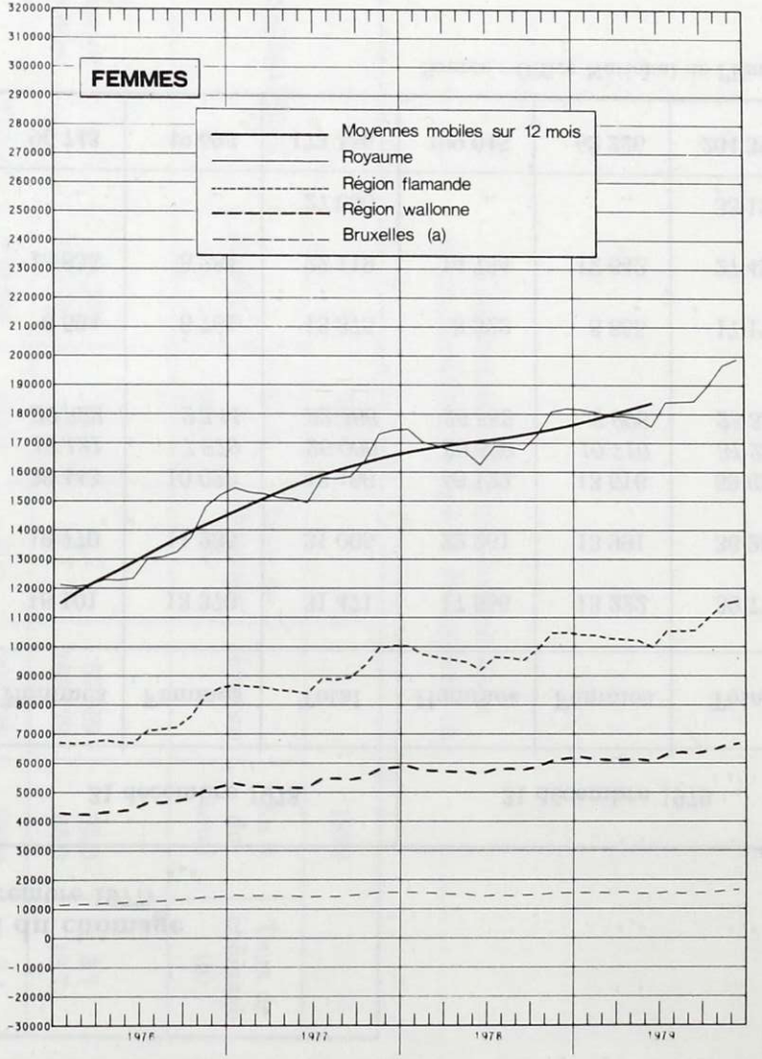
(b) Il s'agit des personnes dont la demande de prépension spéciale est approuvée. Le nombre de personnes bénéficiant d'une prépension spéciale à la même époque se chiffrant à 8.949.

(c) Estimation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories





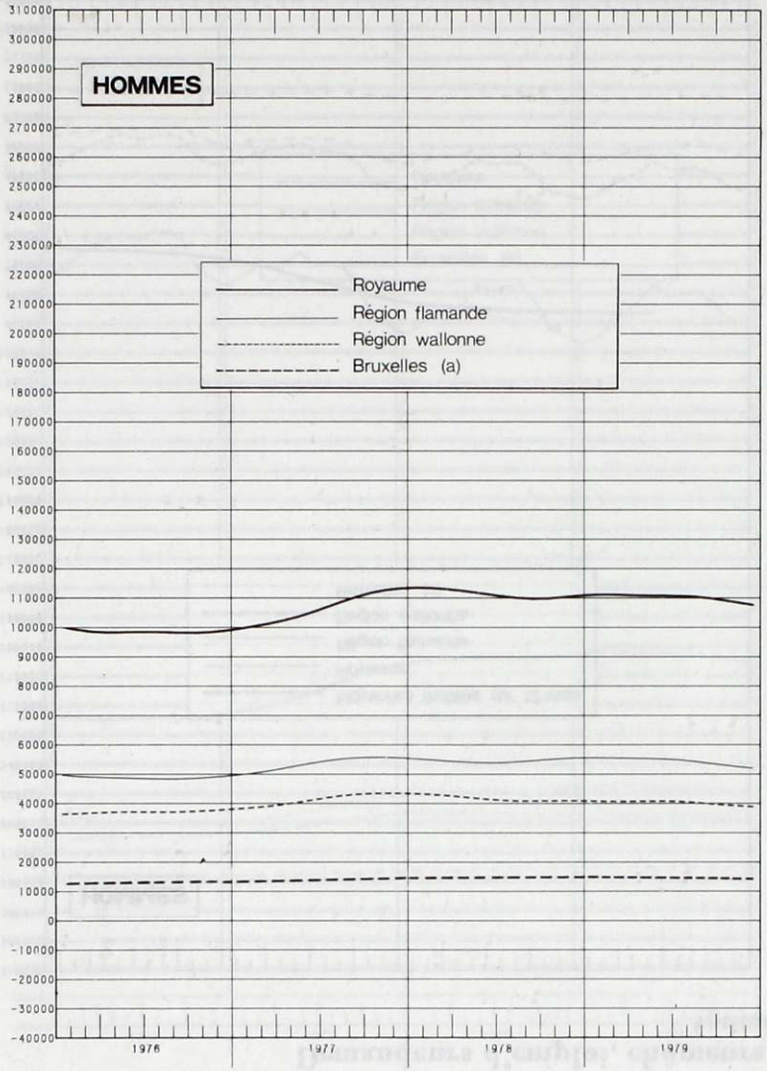
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

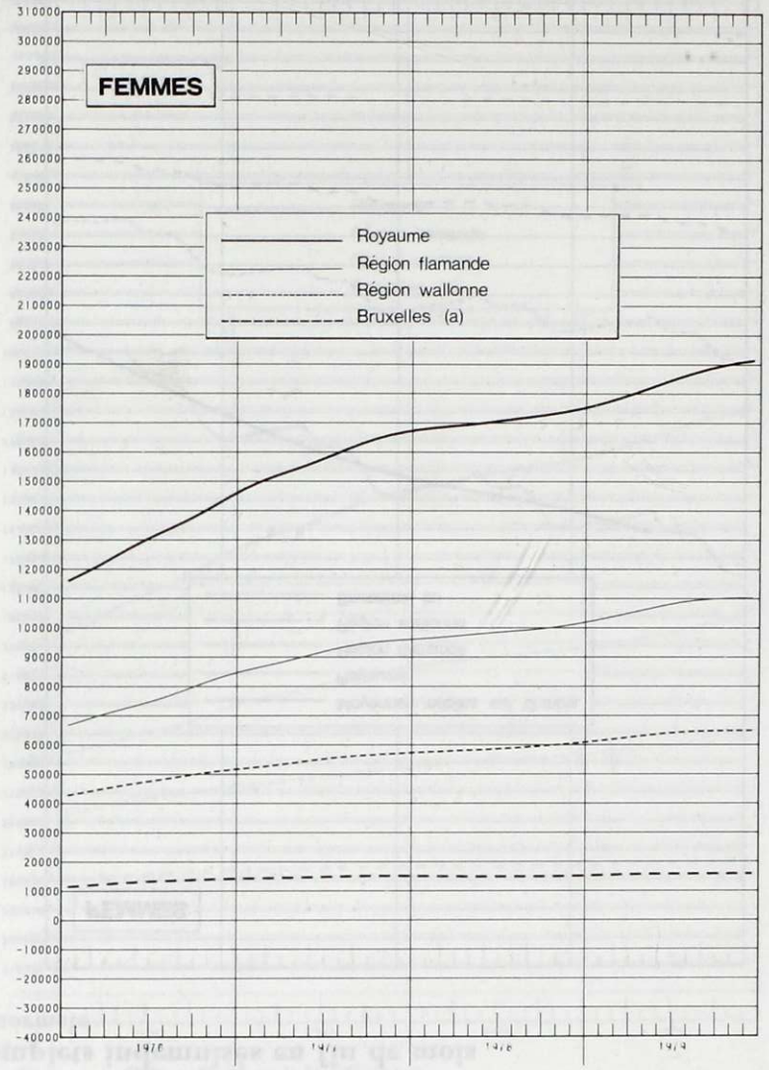
Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories

(série désaisonnalisée et lissée)



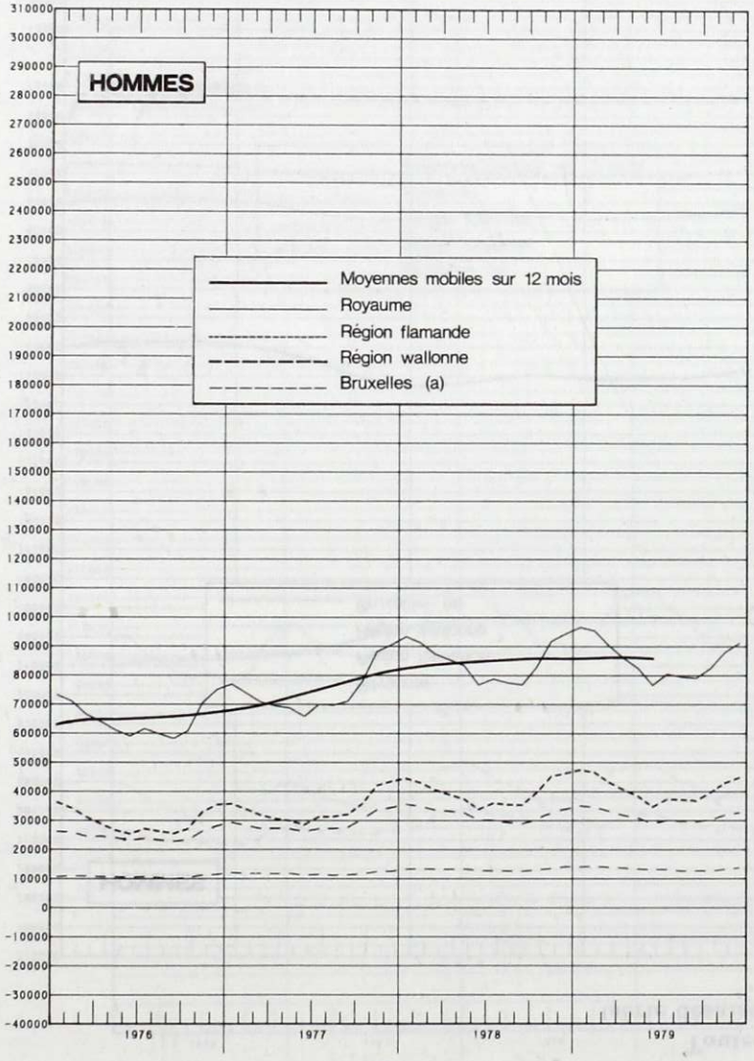


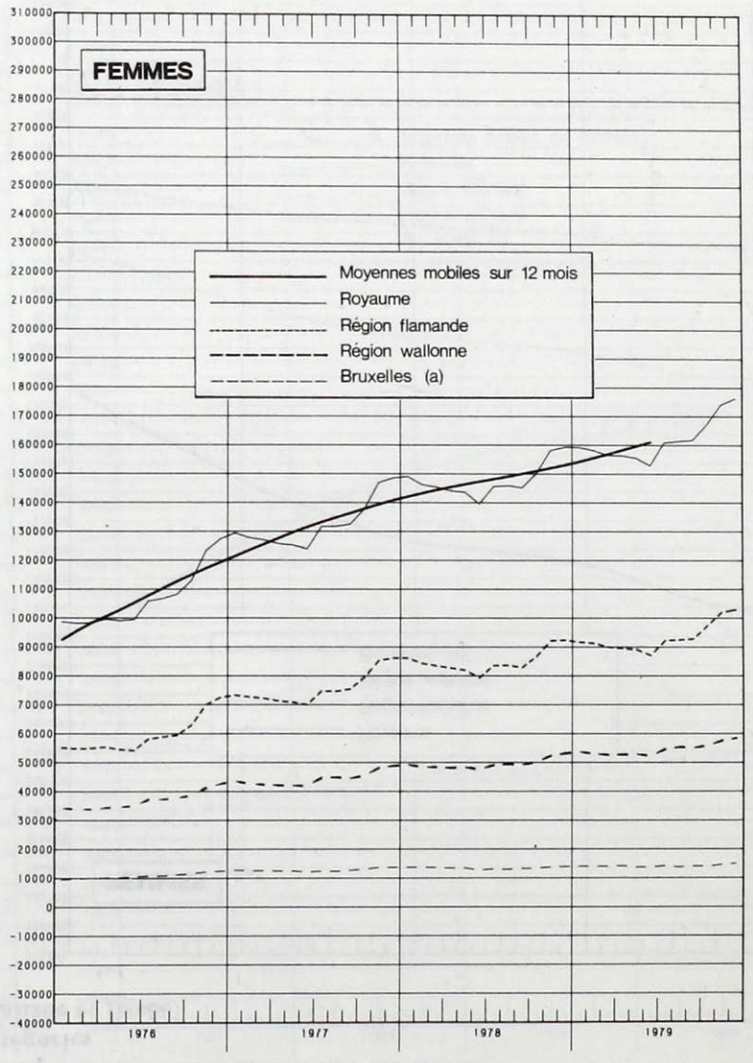
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale





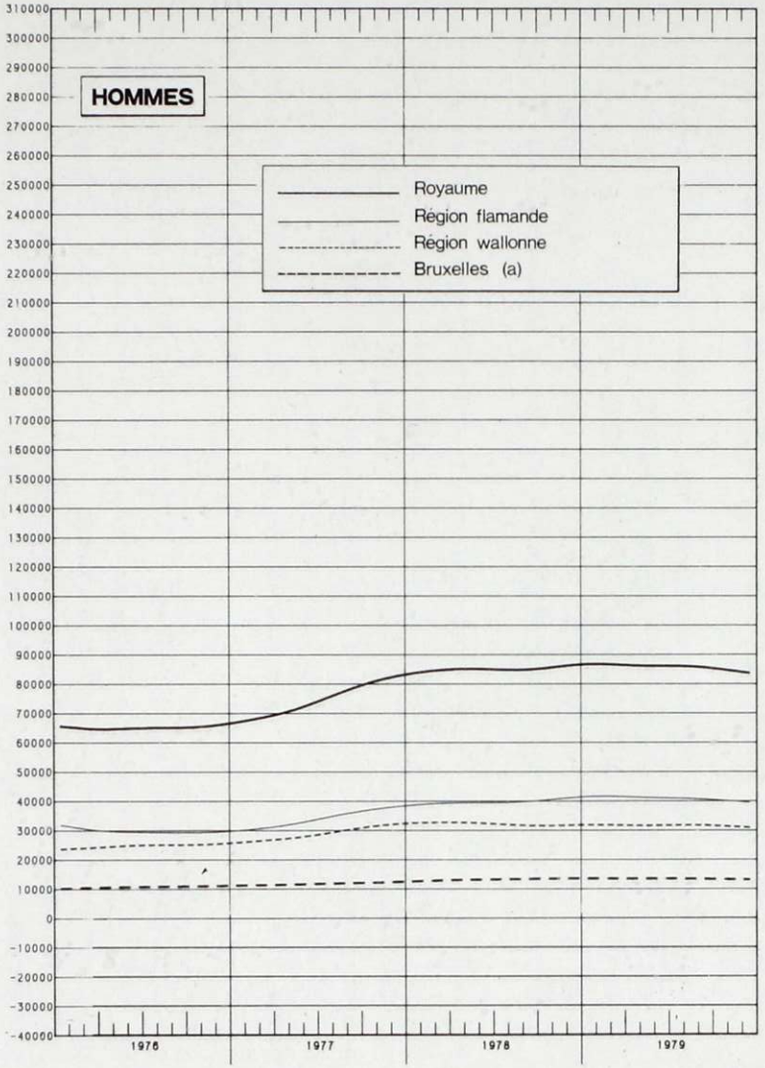
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

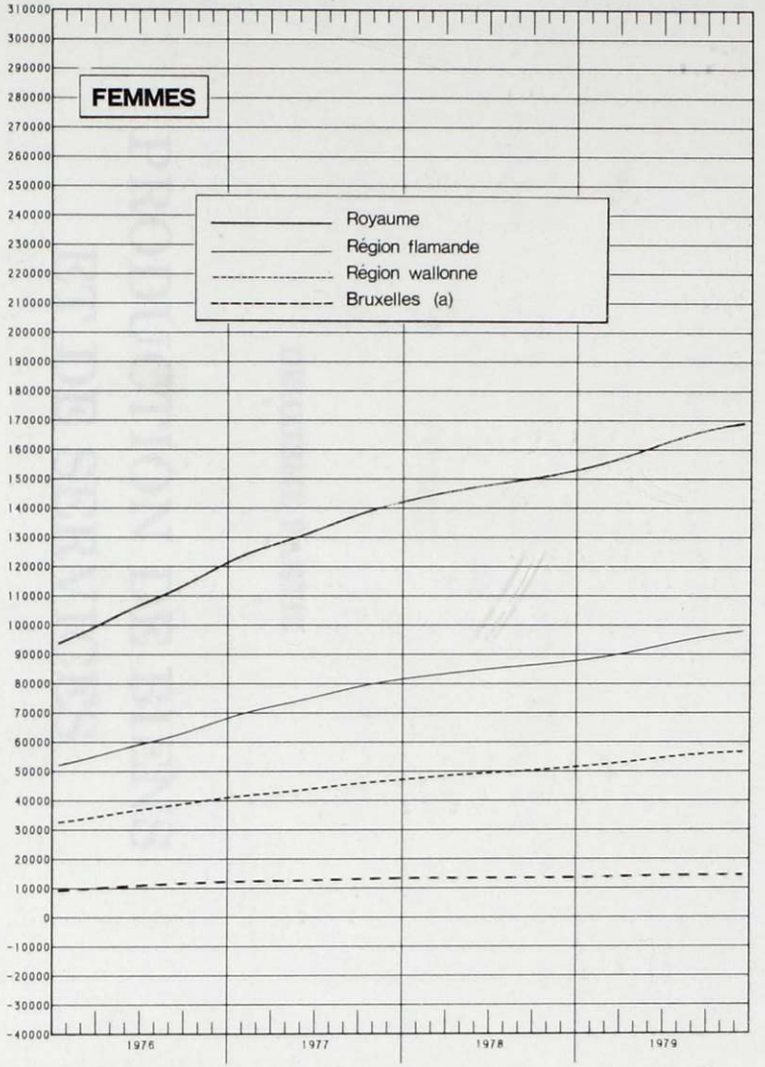
Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale

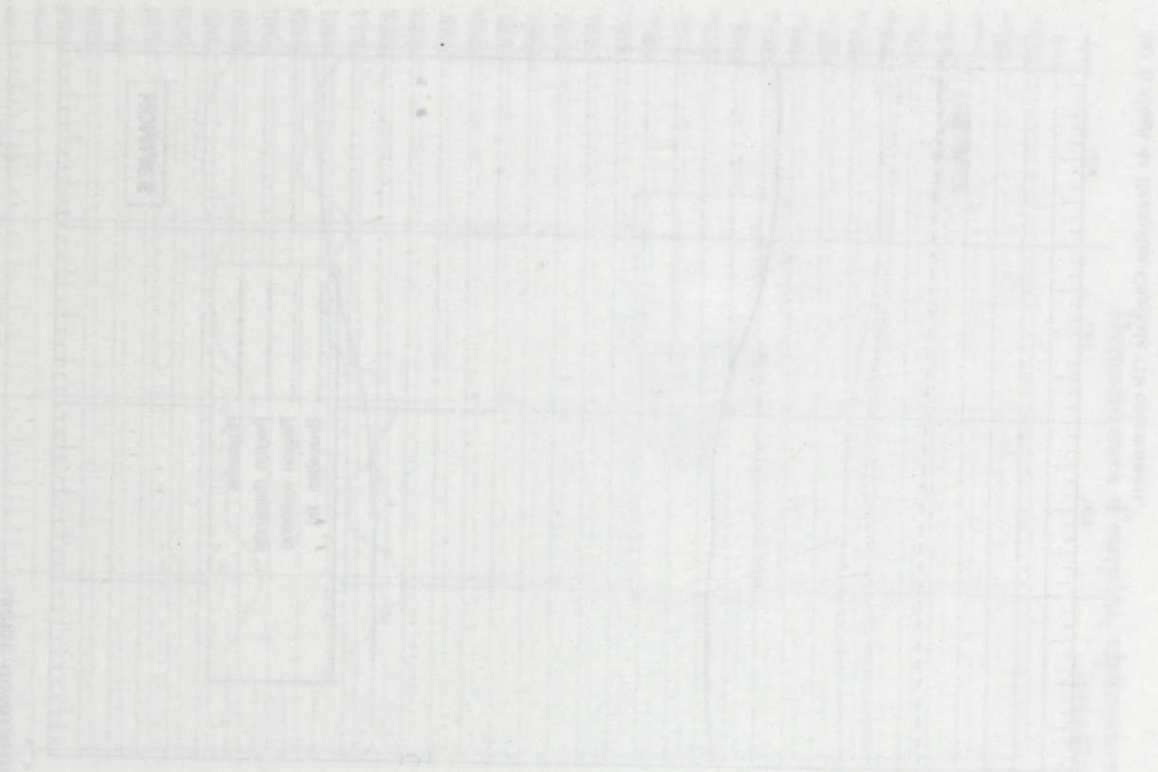
(série désaisonnalisée et lissée)

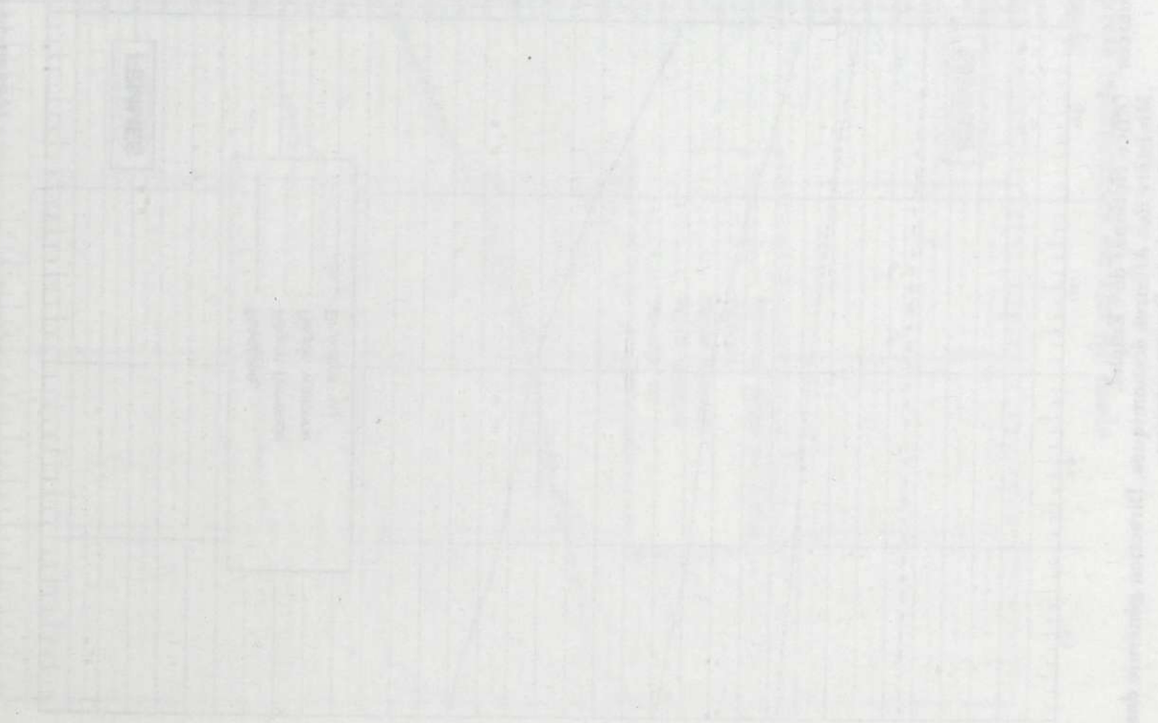




(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.





DEUXIEME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

CHAPITRE PREMIER

AGRICULTURE ET PECHE MARITIME

SECTION I. — AGRICULTURE

Les estimations provisoires publiées par l'Institut Economique Agricole (1) ont servi de base à la rédaction de cet aperçu, les données du recensement du mois de mai n'étant pas disponibles.

§ 1er. — PRODUCTION AGRICOLE

En 1979, les récoltes ont donné de bons résultats à l'instar de l'année 1978.

Les céréales ont relativement bien supporté l'hiver; les dommages peu importants causés par le gel ont été compensés par les circonstances favorables au cours de leur croissance et de leur maturation. Toutefois, le rendement par hectare a été légèrement inférieur par rapport à celui de 1978, de sorte que, en volume, la production globale de céréales a quelque peu régressé par rapport à 1978 (—1 %).

Les pommes de terre ont enregistré une extension limitée de leur superficie de culture. Les rendements ont cependant diminué légèrement par rapport à l'année antérieure, tout en dépassant largement la moyenne. La diminution du volume de production (—3 %) a été compensée, cependant, par une qualité supérieure; les prix des pommes de terre de conservation également ont atteint, pour la première fois depuis la période de sécheresse de 1976, un niveau rentable, à la suite d'une demande élevée sur le marché international.

Dans le domaine des plantes industrielles, la production de betteraves sucrières a atteint des proportions particulièrement élevées : tant la superficie de culture, le rapport à l'hectare des betteraves que la teneur en sucre, ont été plus élevés qu'en 1978, ce qui a exercé toutefois une influence négative sur les prix de vente. En effet, ceux-ci ont régressé de 6 %, de sorte que l'augmentation de plus de 10 % en volume s'est soldée par une hausse en valeur de 4 % à peine.

(1) I.E.A. - Courrier 69, février 1980.

§ 2. — HORTICULTURE

D'après les estimations, en volume, la production de légumes correspondrait pratiquement à celle observée l'année antérieure. L'évolution défavorable des prix qui résulte notamment d'une importation à meilleur marché dans un certain nombre de secteurs importants (à savoir la chicorée Witloof et les tomates de serre) a eu pour conséquence que la valeur de la production globale sera vraisemblablement inférieure de quelques pourcents à celle enregistrée l'année dernière.

Le volume de la production fruitière a dépassé de 10 % certainement celui atteint en 1978, surtout en raison d'une surproduction importante de pommes, laquelle a déterminé, pour ce produit, des prix qui ne dépassent pratiquement pas le niveau d'intervention. En ce qui concerne les fraises et les poires, les récoltes et les prix sont plus normaux, tandis que les cerises ont enregistré de bons prix nonobstant une offre plus élevée.

Dans le domaine des produits horticoles non comestibles, le volume de la production n'a pas encore pu être estimé. En valeur, une hausse de 2 à 3 % a été enregistrée.

§ 3. — ÉLEVAGE

Ce n'est que pour le gros bétail, en particulier des bovidés adultes, que la production et les ventes ont enregistré une hausse au cours de l'année 1979. Cette évolution a pu se faire, étant donné que la tendance de ces dernières années à engraisser de plus en plus les veaux ne s'est pas poursuivie. L'augmentation du volume de production relative au gros bétail s'est chiffrée à 6 % selon les estimations.

En ce qui concerne l'élevage porcin, il semble que l'expansion touche à sa fin. Le volume de la production ne s'est pratiquement pas accru au cours de l'année 1979. Cette évolution est liée sans aucun doute au recul enregistré par les exportations à la suite d'un accroissement relativement important de la production en France et aux Pays-Bas.

Dans le secteur de la volaille, la production n'a pas cessé de diminuer, non seulement celle des œufs, dont les prix sont demeurés très bas, mais également celle des poules à rôtir où l'on a remarqué un certain redressement des prix.

Les livraisons de lait aux laiteries n'ont progressé que de 2,5 % en 1979, alors qu'une croissance de 6 % environ était encore enregistrée en 1978. A l'instar de ces dernières années, l'offre de lait de qualité (lait A - lait AA) a augmenté de façon beaucoup plus rapide, c'est-à-dire de 15,7 %. La légère augmentation des livraisons de lait a cependant suffi à accentuer encore l'offre excédentaire, c'est ce qui ressort de la croissance de plus de 5 % observée dans la production du lait en poudre.

SECTION II. — PECHE MARITIME

La croissance limitée en volume de l'arrivage de poissons, observée en 1978, n'a pas mis un terme à la tendance baissière qui a caractérisé les années 70. En effet, celle-ci a été suivie en 1979 par une régression beaucoup plus importante (15,1 %) encore, de sorte que l'arrivage est descendu au-dessous du creux précédent de 1977. L'évolution des prix a été toutefois relativement favorable; la valeur de l'arrivage global est resté de ce fait pratiquement inchangée (—0,9 %).

*

* *

Superficies cultivées

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978 (a)	Différence en % de 1977 à 1978
Céréales	435,8	401,5	420,6	406,6	399,8	— 1,7
Légumes à cosse récoltés secs	3,9	4,5	3,5	2,3	2,1	— 8,7
Plantes industrielles	117,2	132,5	108,6	106,9	121,3	+13,5
Plantes racines et tuberculifères	67,1	63,2	62,3	64,1	56,0	—12,6
Fourrages verts	63,1	78,0	84,4	96,7	94,7	— 2,1
Prés et prairies	752,2	742,0	734,8	727,6	720,9	— 0,9
Cultures maraîchères	30,2	30,7	28,5	30,6	26,2	—14,4
Cultures fruitières	16,9	16,4	15,7	13,7	13,5	— 1,5
Autres cultures	10,3	11,0	10,6	10,3	12,5	+21,4
Total général des cultures	**1 496,7**	**1 479,7**	**1 469,0**	**1 458,8**	**1 447,0**	**— 0,8**

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Céréales

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978 (a)	Différence en % de 1977 à 1978
Céréales panifiables	**211,7**	**190,7**	**218,5**	**203,0**	**202,6**	**— 0,2**
Froment	190,4	176,4	195,4	176,9	178,4	+ 0,8
dont : Froment d'hiver et alternatif	*166,6*	*98,6*	*175,4*	*163,9*	*163,7*	*— 0,1*
Froment de printemps	*23,8*	*77,8*	*20,0*	*13,0*	*14,7*	*+ 13,1*
Seigle	13,2	9,0	15,5	17,5	15,1	— 13,7
Epeautre	8,1	5,3	7,6	8,6	9,1	+ 5,8
Céréales non panifiables	**224,1**	**210,8**	**202,2**	**203,6**	**197,2**	**— 3,1**
Orge	149,3	122,6	139,4	151,7	153,2	+ 1,0
dont : Escourgeon	*101,4*	*36,0*	*100,7*	*116,7*	*120,8*	*+ 3,5*
Orge d'été	*48,0*	*86,6*	*38,7*	*35,0*	*32,5*	*— 7,1*
Avoine	59,7	70,5	48,4	38,9	32,3	— 17,0
Maïs pour la graine	4,8	6,4	5,8	5,7	6,0	+ 5,3
Autres	10,3	11,3	8,6	7,3	5,7	— 21,9
Total des céréales...	**435,8**	**401,5**	**420,6**	**406,6**	**399,8**	**— 1,7**

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Plantes industrielles

Superficies totales recensées

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978 (a)	Différence en % de 1977 à 1978
Plantes industrielles de grande culture :	En milliers d'hectares					
Betteraves sucrières	105,0	119,7	96,2	93,6	109,8	+17,3
Lin	9,2	9,3	9,0	10,0	8,5	—15,0
Plantes industrielles de moyenne et petite culture :	En hectares					
Chicorée à café	818	1 518	1 569	1 607	1 265	—21,3
Tabac	495	489	462	472	475	+ 0,6
Houblon	1 158	1 061	1 012	955	829	—13,2
Colza	458	331	281	242	270	+ 11,6
Autres cultures industrielles	83	100	93	81	158	+95,1

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Plantes racines et tuberculifères

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978 (a)	Différence en % de 1977 à 1978
Pommes de terre hâtives	4,0	3,6	3,6	4,1	3,9	— 4,9
Pommes de terre mi-hâtives	23,2	21,3	20,7	22,2	18,6	—16,2
Pommes de terre tardives	13,0	11,2	13,3	14,7	12,8	—12,9
Betteraves fourragères et mi-sucr.	26,6	26,8	24,3	22,8	20,4	—10,5
Autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	—
Total ...	**67,1**	**63,2**	**62,3**	**64,1**	**56,0**	**—12,6**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Cultures fruitières

Superficies totales recensées
(en hectares)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978 (a)	Différence en % de 1977 à 1978
Cultures fruitières de plein air	**16 891**	**16 435**	**15 710**	**13 677**	**13 481**	**— 1,4**
Pour la vente	*16 207*	*15 848*	*15 211*	*13 247*	*13 121*	*— 1,0*
Vergers à hautes tiges	5 666	5 233	4 536	3 092	2 961	— 4,2
Vergers à basses tiges	9 620	9 691	9 785	9 403	9 443	+ 0,4
Fraises	787	788	763	623	597	— 4,2
Fruits à baies et framboises	134	136	127	129	120	— 7,0
Pour consommation familiale	*684*	*587*	*499*	*430*	*360*	*— 16,3*
Cultures fruitières sous verre pour la vente	**499**	**389**	**370**	**355**	**316**	**— 11,0**
Pêches	2	1	2	1	1	—
Fraises	202	139	138	144	128	— 11,1
Raisins	284	249	230	210	187	— 11,0

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Cultures maraîchères

Superficies totales recensées
(en hectares)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978 (a)	Différence en % de 1977 à 1978
Cultures maraîchères de plein air	**30 173**	**30 700**	**28 525**	**30 596**	**26 208**	**— 14,3**
Pour la vente	*29 014*	*29 591*	*27 440*	*29 620*	*25 298*	*— 14,6*
Pois verts	13 194	12 824	11 389	11 949	9 082	— 24,0
Haricots verts	2 871	4 167	2 362	2 941	3 048	+ 3,6
Tomates	118	110	89	73	80	+ 9,6
Chicorées (witloof)	3 609	3 439	3 506	3 573	3 405	— 4,7
Asperges	180	171	148	134	122	— 9,0
Choux-fleurs	673	697	702	677	671	— 0,9
Scorsonères	2 773	2 613	2 928	3 331	3 342	+ 0,3
Autres légumes	5 596	5 570	6 316	6 942	5 548	— 20,1
Jardins potagers (consommation familiale)	*1 159*	*1 109*	*1 085*	*976*	*910*	*— 6,8*
Cultures maraîchères sous verre pour la vente	**961**	**931**	**923**	**913**	**917**	**+ 0,4**
Tomates	707	705	729	730	743	+ 1,8
Autres légumes	254	226	194	183	174	— 4,9

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des rendements de certaines cultures

Production moyenne par hectare

(en quintaux métriques)

CULTURE	1974	1975	1976	1977	1978 (a)	Différence en % de 1977 à 1978
Froment d'hiver	54,5	41,7	47,3	42,6	54,6	+28,2
Froment de printemps	40,4	34,1	30,8	33,3	42,8	+28,5
Seigle	35,0	31,3	30,5	34,8	37,8	+ 8,6
Escourgeon	51,8	40,2	48,8	48,1	52,5	+ 9,1
Orge	36,3	32,4	30,6	32,7	40,3	+23,2
Avoine	37,4	32,4	26,6	29,7	42,1	+41,8
Maïs cultivé pour la graine	50,1	58,8	52,3	51,4	62,6	+21,8
Pois secs	35,7	36,8	27,5	35,2	37,6	+ 6,8
Betteraves sucrières	424,9	410,7	520,8	513,1	514,9	+ 0,4
Lin (paille)	69,0	58,1	52,8	65,1	65,4	+ 0,5
Chicorée à café	387,5	407,5	358,2	379,0	361,9	— 4,5
Pommes de terre tardives	367,8	317,4	214,8	367,5	393,0	+ 6,9
Pommes de terre mi-hâtives	390,2	298,7	185,7	345,8	366,8	+ 6,1
Pommes de terre hâtives	200,0	161,8	118,8	152,5	191,3	+25,4
Betteraves fourragères	873,6	929,8	903,3	969,7	959,6	— 1,0
Trèfle ordinaire (foin)	47,1	41,8	36,5	53,0	48,4	— 8,7
Luzerne (foin)	56,3	48,3	47,8	55,5	55,5	—
Foin de prairies permanentes	49,4	45,6	35,8	55,5	54,0	— 2,7

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Production agricole

(en milliers de quintaux métriques)

CULTURE	1974	1975	1976	1977	1978 (a)
Froment d'hiver	9 090,2	4 125,4	8 295,7	6 983,7	8 936,0
Froment de printemps	951,0	2 641,1	616,4	432,6	628,8
Seigle	463,0	285,5	472,3	607,2	571,2
Escourgeon	5 246,1	1 456,6	4 911,7	5 610,9	6 340,0
Orge	1 744,2	2 804,7	1 183,5	1 145,4	1 308,9
Avoine	2 223,7	2 277,6	1 288,0	1 154,6	1 361,1
Maïs cultivé pour la graine	244,5	374,5	301,6	293,9	373,8
Pois secs	67,1	90,9	46,8	38,2	33,7
Betteraves sucrières	44 653,2	49 131,9	50 100,0	48 006,2	56 535,5
Lin (paille)	625,5	539,9	475,2	650,2	559,0
Chicorée à café	317,9	615,3	562,0	609,1	457,8
Pommes de terre tardives	4 727,2	3 548,7	2 863,5	5 402,6	5 039,4
Pommes de terre mi-hâtives	9 029,7	6 356,2	3 849,9	7 674,7	6 829,5
Pommes de terre hâtives	841,4	587,1	428,8	627,8	749,5
Betteraves fourragères	23 252,3	24 934,6	21 952,9	22 100,4	19 536,5

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Institut National du Crédit Agricole (a)

Opérations ordinaires

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978
Achat de terres et de fermes	481,6	424,9	759,7	936,2	1 205,3
Achat de matériel	202,3	258,6	296,3	342,5	321,0
Reprise d'exploitations agricoles	447,0	388,3	604,6	533,3	735,1
Construction de bâtiments ruraux	640,7	440,4	644,7	843,5	1 015,7
Travaux d'amélioration et d'équipement	60,9	31,6	36,6	26,2	60,7
Drainage	24,7	14,0	6,1	2,0	4,3
Autres	1 742,8	4 480,3	7 146,6	3 554,3	4 226,1
Total ...	**3 600,0**	**6 038,1**	**9 494,6**	**6 238,0**	**7 568,2**

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Crédit Agricole.

Cheptel

(en milliers d'unités)

CATEGORIE D'ANIMAUX	1 décembre 1976	1 décembre 1977	1 décembre 1978	1 décembre 1979 (a)
Chevaux	**49,5**	**44,3**	**39,9**	**39,0**
Bovidés :				
Vaches laitières (b)	1 063,4	1 061,9	1 088,6	1 103,2
Autres bovidés	1 759,3	1 761,3	1 781,3	1 801,2
Total des bovidés ...	**2 822,8**	**2 823,2**	**2 869,9**	**2 904,4**
Porcs	**4 813,3**	**4 934,6**	**4 991,7**	**5 044,1**

(a) Estimation.

(b) Y compris vaches pour la spéculation du veau au pis.

Source : Institut National de Statistique.

Production brute de viande indigène (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Production de viande							Abats comestibles (b)	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (b)	Autre viande (c)	Total		
1973	204,1	26,0	652,6	2,9	2,5	124,6	1 012,7	62,8	1 075,5
1974	263,9	29,1	685,7	2,8	2,9	121,6	1 106,0	71,3	1 177,3
1975	255,8	27,7	632,2	3,2	2,8	119,0	1 040,7	67,9	1 108,6
1976	239,3	28,6	636,0	4,0	3,2	120,2	1 031,3	66,7	1 098,0
1977	233,1	29,2	654,9	4,4	3,3	117,7	1 042,6	66,6	1 109,2
1978	225,9	30,1	676,1	4,1	3,8	112,6	1 052,6	66,7	1 119,3
1979	244,3	31,5	672,8	4,1	4,0	110,6	1 067,3	68,7	1 136,0

Source : Ministère de l'Agriculture, Institut économique agricole.

(a) Compte tenu des coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture et qui modifie les données des années antérieures.

(b) Y compris les abattages à la ferme.

(c) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.

Consommation de viande (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Consommation de viande						Abats comestibles (c)	Total général	
	Viande bovine (b)	Viande porcine (b) (c)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (c)	Autre viande (d)	Total		Consommation de viande et déchets	Approvisionnement personnel (%)
1973 .	266,3	377,8	35,3	10,7	116,1	806,2	63,3	869,5	123,7
1974 .	301,9	384,9	34,1	11,5	116,4	848,8	71,4	920,2	127,9
1975 .	295,1	365,9	35,4	13,3	122,3	832,0	68,1	900,1	123,2
1976 .	292,9	370,0	39,9	15,4	128,9	847,1	68,8	915,9	119,9
1977 .	284,5	369,8	40,1	17,7	128,3	840,4	73,1	913,5	121,4
1978 .	283,1	391,3	41,0	19,7	124,8	859,9	82,1	942,0	118,8
1979 .	281,3	410,6	38,7	21,0	130,7	882,3	75,3	957,6	118,6

Source : Ministère de l'Agriculture, Institut Economique Agricole.

(a) Compte tenu de coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) A partir de 1975 on a pris en considération le mouvement des stocks.
(c) Y compris les abattages à la ferme.
(d) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.

Solde d'importations et d'exportations de viande (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande						Abats comestibles	Total général	Mouvement des stocks
	bovine	porcine	chevaline	ovine et caprine	Autre (b)	Total			
1973 .	—36,2	+274,8	—32,4	— 8,2	+ 8,5	+206,5	— 0,5	+206,0	..
1974 .	— 8,9	+300,8	—31,3	— 8,6	+ 5,2	+257,2	— 0,1	+257,1	..
1975 .	—16,6	+268,9	—32,2	—10,5	— 3,3	+206,3	— 0,2	+206,1	+2,4
1976 .	—18,2	+266,3	—35,9	—12,2	— 8,7	+191,3	— 2,1	+189,2	—7,1
1977 .	—17,7	+279,4	—35,7	—14,4	—10,6	+201,0	— 6,5	+194,5	+1,2
1978 .	—26,5	+280,7	—36,9	—15,9	—12,2	+189,2	—15,4	+173,8	+3,5
1979 .	— 7,4	+267,1	—34,6	—17,0	—20,2	+187,9	— 6,5	+181,4	—3,0

Source : Ministère de l'Agriculture, Institut Economique Agricole.

(a) Y compris les animaux sur pied en poids abattu.
Importations (—); exportations (+).
(b) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.

Beurre

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Production	88,2	91,6	93,0	90,5	83,6	97,8	96,6
Beurre de laiterie	67,2	70,2	72,2	70,1	64,3	78,6	78,3
Beurre de ferme	21,0	21,4	20,8	20,4	19,3	19,2	18,3
Solde d'importations ou d'exportations (U.E.B.L.) (a)	+14,8	—0,9	+ 3,3	+ 0,7	—0,5	—0,1	+ 4,6

Sources : Ministère de l'Agriculture, Institut Economique Agricole.
Office National du Lait.
Institut National de Statistique.

(a) Importations (—); exportations (+).
Données corrigées, y compris butter-oil en équivalent beurre.

Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. Produits végétaux	55 932	63 915	63 330	64 067	69 865	23 339	25 540	25 543	23 064	30 271
dont : 1. Froment, méteil, non moulus	*9 906*	*6 346*	*4 814*	*6 536*	*9 185*	*7 699*	*4 634*	*973*	*1 342*	*4 550*
2. Orge non mondé	*7 384*	*8 937*	*7 853*	*9 658*	*7 679*	*1 499*	*2 522*	*2 704*	*3 105*	*2 308*
3. Maïs non moulu	*8 546*	*11 207*	*12 443*	*11 582*	*13 552*	*1 306*	*3 140*	*7 503*	*5 568*	*8 623*
4. Autres céréales non moulues	*4 416*	*4 895*	*2 831*	*2 072*	*2 374*	*1 381*	*1 808*	*886*	*376*	*445*
5. Légumes, plantes potagères et pommes de terre frais	*5 879*	*9 727*	*8 738*	*7 548*	*9 573*	*5 730*	*6 723*	*6 474*	*5 916*	*7 003*
6. Plantes industrielles	*370*	*341*	*1 146*	*535*	*429*	*167*	*184*	*196*	*132*	*223*
7. Agrumes	*2 636*	*2 721*	*2 930*	*3 069*	*3 433*	*369*	*355*	*386*	*438*	*498*
8. Pommes	*1 307*	*1 454*	*2 354*	*2 387*	*1 880*	*730*	*780*	*990*	*1 045*	*855*
9. Autres fruits et fruits à coque	*2 589*	*2 603*	*3 362*	*3 428*	*3 754*	*1 004*	*979*	*971*	*893*	*1 091*
10. Foin et fourrage	*835*	*1 210*	*672*	*746*	*1 127*	*48*	*68*	*67*	*66*	*133*
11. Tabacs bruts et déchets de tabac	*3 270*	*3 907*	*3 792*	*3 645*	*3 895*	*221*	*726*	*579*	*224*	*232*
12. Graines, oléagineux	*6 635*	*7 897*	*8 887*	*9 217*	*9 059*	*379*	*403*	*402*	*357*	*469*
13. Bulbes, tubercules, boutures	*698*	*938*	*1 187*	*1 240*	*1 523*	*2 370*	*2 660*	*2 757*	*2 985*	*3 062*
14. Graines à ensemencer	*609*	*723*	*742*	*794*	*922*	*277*	*337*	*357*	*390*	*558*
B. Vin	4 187	4 210	5 339	5 745	6 821	254	275	371	503	416

dont : 1. Bovins	2 696	2 950	3 425	3 785	3 126	1 182	1 235	1 309	1 307	1 712
2. Porcins	1 119	1 179	1 291	1 933	2 943	4 716	5 390	5 863	5 250	4 712
3. Volailles de basse-cour	691	870	824	659	986	273	303	272	365	331
4. Autres animaux vivants	792	805	904	1 092	921	572	625	662	892	708
5. Pelleteries brutes	997	1 219	1 275	1 315	1 287	147	301	329	451	376
6. Laine et poils	1 964	4 135	3 428	3 398	3 876	558	523	661	865	609
7. Oeufs d'oiseaux en coquille	153	207	222	262	335	2 932	3 474	3 229	2 553	1 998
E. Produits agricoles exclusivement importés	10 245	14 624	18 057	15 055	15 987	280	345	374	537	1 088
dont : 1. Fruits frais ou secs	991	959	1 170	1 106	1 222	23	24	25	36	77
2. Café non torréfié	4 674	8 268	11 192	8 729	9 298	26	82	166	280	804
3. Cacao en fèves ou brisures	969	1 015	2 058	2 108	1 986	17	35	34	48	50
4. Caoutchouc naturel	490	682	864	775	860	45	29	30	24	28
5. Coton	1 546	2 356	1 641	1 485	1 797	38	43	28	41	31
F. Produits de la sylviculture	2 920	3 607	3 870	3 839	4 040	892	958	1 198	1 480	1 555
dont : — bois de trituration en rondins	881	1 048	1 037	809	910	37	26	12	33	32
G. Produits de la pêche	3 227	4 167	4 398	4 631	5 490	725	830	878	999	1 075
dont : 1. Poissons frais ou réfrigérés	1 721	1 601	1 735	1 849	2 129	500	548	623	730	721
2. Poissons congelés		523	501	490	697		53	41	58	59
3. Poissons séchés, fumés, salés	176	186	164	176	143	112	121	55	43	46
4. Crustacés et mollusques frais	1 124	1 559	1 678	1 807	2 138	67	70	112	120	190
Total général ...	**85 345**	**102 465**	**106 915**	**106 342**	**116 401**	**35 979**	**39 935**	**40 840**	**38 437**	**45 056**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Arrivages de poissons
Quantité
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1973	37,0	2,3	2,9	42,2
1974	34,5	0,8	2,9	38,2
1975	30,4	2,3	3,4	36,1
1976	29,3	1,5	3,6	34,5
1977	31,2	—	2,7	34,0
1978	35,3	—	2,5	37,9
1979	29,8	—	2,3	32,1

Source : Institut National de Statistique.

Arrivages de poissons
Valeur
(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1973	1 043,0	22,7	116,5	1 182,2
1974	1 066,2	10,6	123,2	1 200,0
1975	1 013,4	22,8	152,1	1 188,3
1976	1 209,8	16,2	147,7	1 373,7
1977	1 356,7	1,0	157,8	1 415,5
1978	1 445,7	0,3	148,0	1 593,9
1979	1 446,6	0,4	131,4	1 578,4

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques (a)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
1973	79,0	2 880	24,5	1 091
1974	85,0	3 535	20,5	1 072
1975	78,3	3 545	18,4	985
1976	85,1	4 948	19,1	1 235
1977	85,1	5 369	18,7	1 192
1978	84,4	5 621	20,5	1 333
1979	86,7	6 585	18,6	1 413

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ce tableau comprend le chapitre 3 de la section I du tarif Benelux.

CHAPITRE II

INDUSTRIE

SECTION I. — APERÇU GENERAL DE L'ACTIVITE INDUSTRIELLE

L'amélioration de la production industrielle (sans la construction) qui s'est esquissée vers le milieu de 1978, s'est trouvée confirmée pendant les premiers mois de 1979. Ainsi et pour la première fois depuis la crise de 1975, il peut être question d'une réelle amélioration de la conjoncture industrielle. En effet, le redressement en 1976 n'était pas assez vigoureux pour égaler le sommet précédent (au cours de l'été de 1974); cette progression limitée n'était cependant que la conséquence d'une adaptation du niveau de la production à une légère augmentation de la demande. Par la suite et durant deux années entières, la stagnation était si complète qu'entre avril 1976 et avril 1978, l'indice lissé et désaisonnalisé n'a jamais varié de plus de 1,5 %.

A partir de mai-juin 1978, le rythme de production s'est mis à croître lentement mais constamment, de sorte qu'en octobre déjà le sommet de 1974 était atteint pour la première fois. Nonobstant une sensible perte de production en janvier et février 1979, à la suite des circonstances atmosphériques exceptionnellement rudes, la courbe de la production a continué à grimper jusqu'en juin, dépassant le sommet conjoncturel de 1974 de plus de 3 % et le plateau précité (après le redressement pendant le premier semestre de 1976) d'environ 7 %.

Au cours de la deuxième moitié de l'année, la production a montré, toutefois, un fléchissement net : la série lissée n'augmentait plus et tendait même vers le bas. En raison de la méthode statistique utilisée, cette dernière donnée concernant le deuxième semestre n'est, cependant, que très provisoire; en effet, vers la fin elle est de plus en plus influencée par la moyenne des quatre derniers mois (1).

Le revirement en juin-juillet, est en tous cas, incontestable comme en témoignent d'ailleurs les données trimestrielles désaisonnalisées. Alors que le deuxième trimestre manifestait, après un premier trimestre plutôt faible à la suite des circonstances atmosphériques, une forte croissance, le troisième trimestre a été marqué par un effritement progressif par rapport au sommet de la production.

(1) La donnée définitive ne pourra être calculée que lorsque les données afférentes au sept premiers mois seront disponibles.

Comme l'accroissement vigoureux de la production pendant les derniers mois de 1978 avait entraîné la progression, pour cette année, jusqu'à 2,1 % au dessus du niveau de 1977, le fléchissement conjoncturel au cours de la deuxième moitié de 1979 a limité l'expansion en 1979, à environ 4 %.

Exception faite des secteurs où, depuis quelques années déjà, la production marque un recul systématique (charbonnages et industrie du cuir), les résultats sectoriels les plus faibles ont été enregistrés dans l'industrie de la métallurgie de base, où la baisse de l'indice se chiffre à ± 6 % par rapport à l'année antérieure. Dans les minéraux non-métalliques, l'industrie alimentaire et des boissons et dans le secteur du bois, le niveau de l'année précédente a pu être maintenu. Dans la transformation du métal et dans l'industrie de la confection et des chaussures, la production a augmenté de quelque 4 % et de 6 à 7 % dans l'industrie textile, le secteur chimique et du caoutchouc et dans l'industrie du papier.

Pour l'interprétation de ces moyennes annuelles, il ne faut pas perdre de vue qu'elles ne fournissent aucun renseignement quant à l'évolution conjoncturelle dans les sous-secteurs. Ainsi, la stagnation dans l'industrie alimentaire est due au fort recul conjoncturel pendant la deuxième moitié de l'année, tandis que l'affaiblissement aigu de l'industrie du bois, au début de l'année, a été suivi d'un redressement vigoureux vers la fin de l'année. Nonobstant la croissance moyenne élevée, la production s'est mise à fléchir, pendant le dernier trimestre, dans l'industrie du papier et la chimie, tandis que dans l'industrie textile et la transformation métallique elle semblait virer vers une stagnation.

Le revirement qui se dessine dans la production pendant la deuxième moitié de 1979, a été la conséquence d'une évolution très divergente dans les matières premières, les produits intermédiaires et les biens de consommation non durables, d'une part, et les biens de consommation durables et les biens d'investissement, d'autre part. C'est surtout la croissance vigoureuse des deux premiers groupes qui, depuis le milieu de 1978, a été à la base de l'amélioration conjoncturelle. Toutefois, dans les deux groupes, la production a commencé à fléchir dès juin-juillet de 1979. Pour les biens de consommation durables, par contre, l'indice est demeuré quasiment inchangé durant toute la période de reprise économique; lorsque le revirement s'est annoncé dès juin-juillet, il a commencé à grimper. Depuis le printemps, la production de biens d'équipement s'est nettement améliorée et a poursuivi une tendance ascensionnelle jusqu'à la fin de l'année. Cet état des choses correspond à l'évolution normale de la conjoncture, où le changement d'un cycle conjoncturel se fait d'abord sentir dans les produits peu travaillés, tandis que pour le secteur des biens d'équipement, l'activité ne subit cette influence que bien plus tard et peut encore se maintenir éventuellement dans une conjoncture fléchissante.

Dans la construction, tant résidentielle que non-résidentielle, le nombre de mises en chantier a été nettement inférieur pendant les premiers mois de l'année par rapport à la même période de 1978. Entre mai et octobre un accroissement sensible a été enregistré, ce qui ne signifie pas pour autant que la conjoncture dans ce secteur se soit améliorée. Il semblerait plus probable que la diminution des réserves de commandes ait abouti à une réduction des délais de construction, ce qui aura incité

les entrepreneurs d'entamer plus rapidement les ouvrages en commande afin de pouvoir maintenir l'activité.

La diminution des commandes ressort dans la poursuite du recul trendcyclique des autorisations de bâtir des logements. Pour les neufs premiers mois, le total était même inférieur au nombre de mises en chantier dans la même période, de sorte que pour 1980 l'on peut s'attendre à une régression sensible de l'activité. Dans la construction non-résidentielle, la situation était quelque peu moins défavorable, le volume de constructions autorisé dépassant, durant les neuf premiers mois, celui des mises en chantier; mais la nette diminution des demandes d'autorisation témoigne de la possibilité d'un arrêt du mouvement ascensionnel dans ce secteur.

Les indices régionaux font apparaître qu'en 1979 la production industrielle (sans la construction) a connu une progression plus forte en Flandre (+6,5 %) qu'en Wallonie (+1,5 %); à Bruxelles elle a même reculé quelque peu (—2,5 %). En 1978, la Wallonie et Bruxelles avaient enregistré une croissance de la production de quelque 5 %, contre une quasi stagnation en Flandre (+0,5 %). L'explication de ce profil conjoncturel divergent réside surtout dans les facteurs structurels, l'ensemble wallon de production de biens comporte une plus grande part de produits de base, ce qui a pour conséquence que les améliorations de la conjoncture se font plus rapidement sentir dans cette région, alors que les industries flamandes plus orientées vers des produits finis ne suivent l'évolution générale qu'avec un certain retard.

En 1979 également, il est apparu que l'évaluation subjective des chefs d'entreprises, laquelle est exprimée dans l'indicateur général de la conjoncture établi par la Banque nationale, ne suit pas un mouvement entièrement parallèle à celui de la conjoncture industrielle réelle.

Il n'en a pas été ainsi jusqu'au début de la crise de 1974. Depuis la deuxième moitié de cette année-là jusqu'à la fin de 1975, l'indicateur est tombé à un niveau jamais encore enregistré, mais une reprise, bien que modeste, en 1976 a conduit à une forte amélioration. Lorsque, dans le deuxième semestre, il s'est révélé qu'il ne s'agissait que d'une reconstitution limitée des stocks, non suivie d'un redressement des investissements, l'indicateur est retombé au niveau de crise.

Le début de la réelle reprise conjoncturelle, en automne 1978, n'a pratiquement pas été enregistré; ce n'est qu'à partir de février 1979, donc avec un retard de plusieurs mois, que cette donnée a grimpé rapidement au niveau d'une conjoncture normale, pour connaître, en novembre seulement, une nouvelle chute, également quatre mois à peu près après le revirement de la conjoncture réelle.

Les éléments principaux de l'amélioration de l'indicateur étaient : la progression systématique de la durée d'activité assurée, l'avance moins marquée des commandes et la régression des stocks de produits finis jusqu'à un niveau normal pendant les mois d'automne.

*
* *

Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle

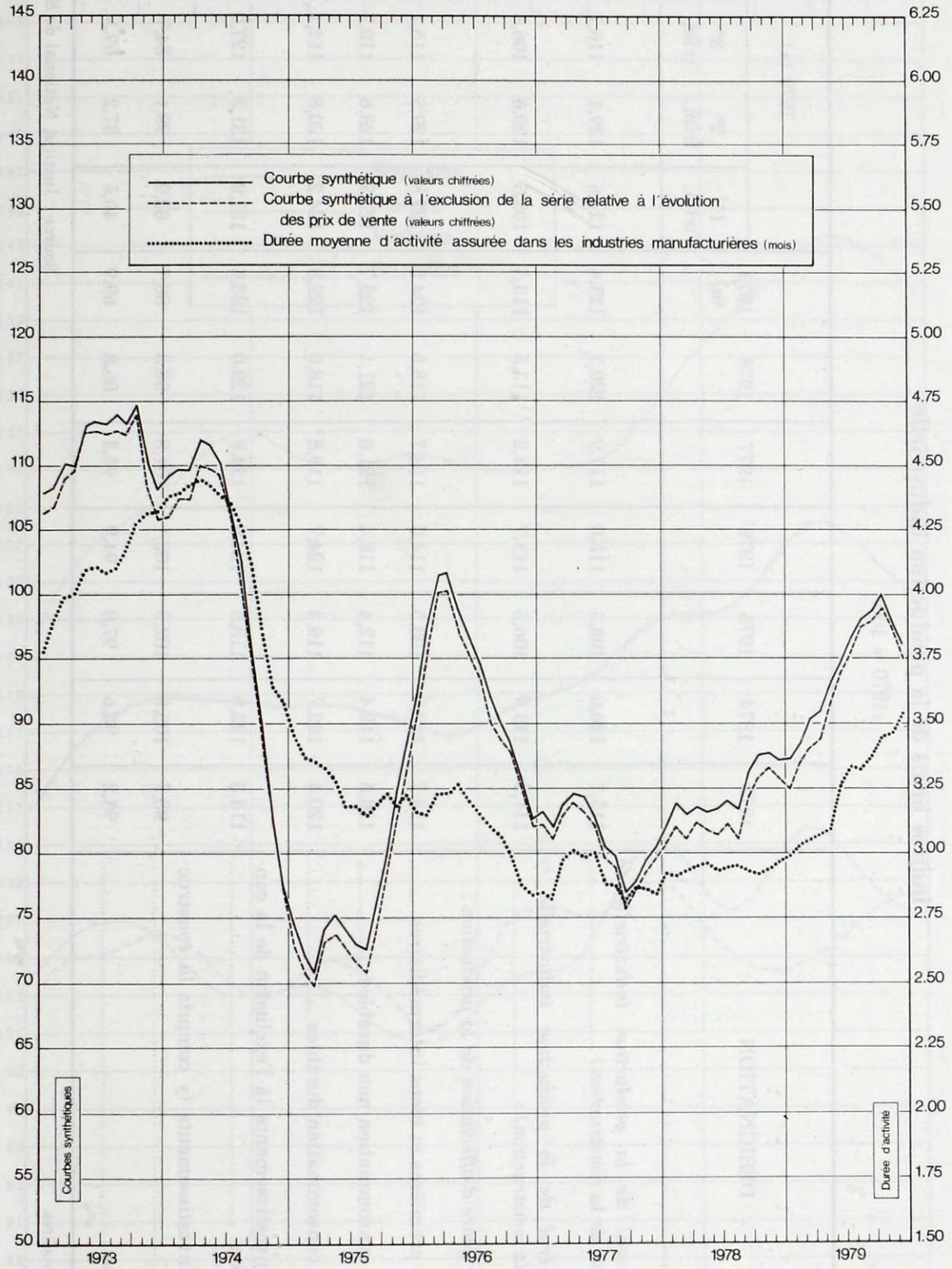
(1970 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1978 (a)				1979 (a)							
	Indice				Indice				Ecart procentuel par rapport au trimestre précédent			
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Indice général *(non compris la construction)* ..	**118,5**	**118,4**	**121,1**	**124,8**	**122,8**	**128,2**	**127,2**	**123,4**	**— 1,6**	**+ 4,5**	**—0,8**	**— 3,0**
Indice général *(y compris la construction)*	**112,6**	**112,8**	**114,3**	**115,7**	**107,1**	**117,4**	**116,2**	**112,9**	**— 7,5**	**+ 9,7**	**—1,1**	**— 2,8**
Indices par genre d'affectation de la production :												
Matières premières et biens intermédiaires	116,5	115,7	119,3	123,6	121,1	128,0	126,8	122,5	— 2,0	+ 5,7	—0,9	— 3,4
Biens de consommation non durables	119,6	119,3	120,9	126,1	126,4	127,9	126,9	122,4	+ 0,3	+ 1,2	—0,8	— 3,5
Biens de consommation durables	115,9	118,0	119,1	120,6	117,3	120,3	123,6	131,0	— 2,7	+ 2,6	+2,7	+ 6,0
Biens d'investissements (non compris la construction)	126,0	131,8	131,8	128,9	129,1	133,5	134,2	137,5	+ 0,1	+ 3,4	+0,5	+ 2,5
Construction	**89,1**	**87,8**	**86,4**	**81,0**	**46,4**	**75,6**	**73,9**	**75,4**	**—42,7**	**+63,0**	**—2,2**	**+ 1,9**
Industries extractives	**58,8**	**58,5**	**55,3**	**57,3**	**53,7**	**54,6**	**55,4**	**51,9**	**— 6,3**	**+ 1,8**	**+1,4**	**— 6,3**
Charbonnages	45,3	45,8	42,1	44,8	43,1	39,7	40,1	36,4	— 3,7	— 8,0	+1,2	— 9,4
Carrières (incl. calcaires)	109,2	110,7	111,7	108,2	78,5	120,3	121,1	117,9	—27,4	+53,2	+0,6	— 2,6
Industries manufacturières (indice général) ...	**122,2**	**122,0**	**125,5**	**129,3**	**126,8**	**133,0**	**131,8**	**128,0**	**— 2,0**	**+ 4,9**	**—0,9**	**— 2,9**
Industries alimentaires et fabrication des boissons	123,8	126,6	125,2	131,0	128,8	131,5	130,3	113,1	— 1,6	+ 2,1	—0,9	—13,2
Industrie du tabac	113,0	121,1	115,2	119,0	121,6	121,2	123,5	123,4	+ 2,2	— 0,4	+1,9	— 0,1
Industries textiles	78,9	80,3	81,7	83,4	83,8	84,2	90,4	88,9	+ 0,5	+ 0,4	+7,5	— 1,7
Industrie de la confection et de chaussures	95,0	94,4	96,8	98,7	93,5	93,6	98,2	111,7	— 5,3	+ 0,2	+4,9	+13,8
Industrie du bois	170,2	169,4	167,3	166,8	193,3	168,1	176,4	179,7	— 8,1	+ 9,7	+1,3	+ 5,5
Industrie du papier et du carton	111,1	115,3	113,7	121,8	118,0	122,3	131,5	122,9	— 3,1	+ 3,6	+7,6	— 6,5
Industrie chimique et du caoutchouc	146,2	145,6	150,7	159,0	158,0	166,7	165,8	155,3	— 0,6	+ 5,5	—0,5	— 6,3
Raffineries de pétrole	122,3	112,3	99,8	115,2	114,4	114,0	109,1	107,1	— 0,7	— 0,3	—0,4	— 1,8
Industrie des produits minéraux non métalliques	111,4	109,4	111,7	113,4	96,8	116,8	115,6	108,9	—14,7	+20,7	—1,0	— 5,8
Industries métallurgiques de base	104,4	97,2	105,2	115,2	110,9	119,5	113,9	103,9	— 3,7	+ 7,7	—4,6	— 8,8
Industrie des fabrications métalliques	124,2	128,8	130,9	128,3	129,2	133,6	132,7	136,4	+ 0,7	+ 3,4	—0,7	+ 2,8
Ouvrages en métaux non mécaniques	*115,6*	*117,3*	*120,5*	*118,0*	*118,7*	*123,7*	*124,2*	*122,0*	*+ 0,6*	*+ 4,2*	*+0,4*	*— 1,8*
Machines non électriques et mécanique fine	*119,9*	*120,4*	*121,0*	*120,7*	*125,0*	*127,5*	*118,1*	*127,2*	*+ 3,5*	*+ 2,0*	*—7,4*	*+ 7,8*
Machines et appareils électriques	*157,1*	*167,6*	*172,4*	*168,1*	*176,0*	*187,7*	*179,1*	*187,1*	*+ 4,7*	*+ 6,6*	*—4,6*	*+ 4,5*
Matériel de transport	*124,0*	*134,1*	*134,7*	*132,1*	*126,2*	*126,1*	*135,6*	*140,5*	*— 4,5*	*0,0*	*+ 7,5*	*+ 3,6*
Electricité	161,4	162,6	168,7	177,7	174,5	174,4	168,8	169,1	— 1,8	0,0	—3,3	+ 0,2
Distribution d'eau	133,0	129,5	133,3	134,3	133,0	138,2	131,4	131,6	— 0,9	+ 3,9	—4,7	0,0

(a) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale et durée moyenne d'activité assurée dans les industries manufacturières



Source : Banque Nationale de Belgique.

Indices bruts de la production industrielle

(1970 = 100)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 (a)	1979 (a)			
								1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Indice général de la production industrielle (à l'exclusion de la construction)	**115,7**	**120,0**	**108,5**	**118,0**	**117,9**	**120,3**	**125,4**	**124,6**	**129,4**	**116,7**	**130,9**
Indice général de la production industrielle (y compris la construction)	**111,3**	**115,9**	**106,5**	**113,7**	**113,2**	**113,5**	**113,5**	**105,5**	**120,6**	**106,8**	**120,9**
Indices par genre d'affectation de la production :											
Matières premières et biens intermédiaires	114,7	118,8	103,5	114,6	114,7	118,5	124,3	122,8	129,5	115,1	129,9
Biens de consommation non durables	116,5	119,4	112,4	118,4	121,6	121,1	125,7	125,3	128,6	119,7	129,4
Biens de consommation durables	120,4	122,7	116,4	124,7	119,8	118,0	122,8	124,2	120,8	112,1	134,4
Biens d'investissements (à l'exclusion de la construction)	113,3	122,5	118,5	124,9	124,9	129,0	133,4	131,9	131,3	127,0	143,8
Biens d'investissements (y compris la construction)	98,7	105,6	102,9	103,1	101,8	98,3	86,7	63,9	99,1	84,7	99,3
Construction	**93,2**	**98,6**	**97,0**	**94,9**	**93,3**	**86,8**	**69,9**	**40,5**	**87,2**	**69,1**	**82,7**

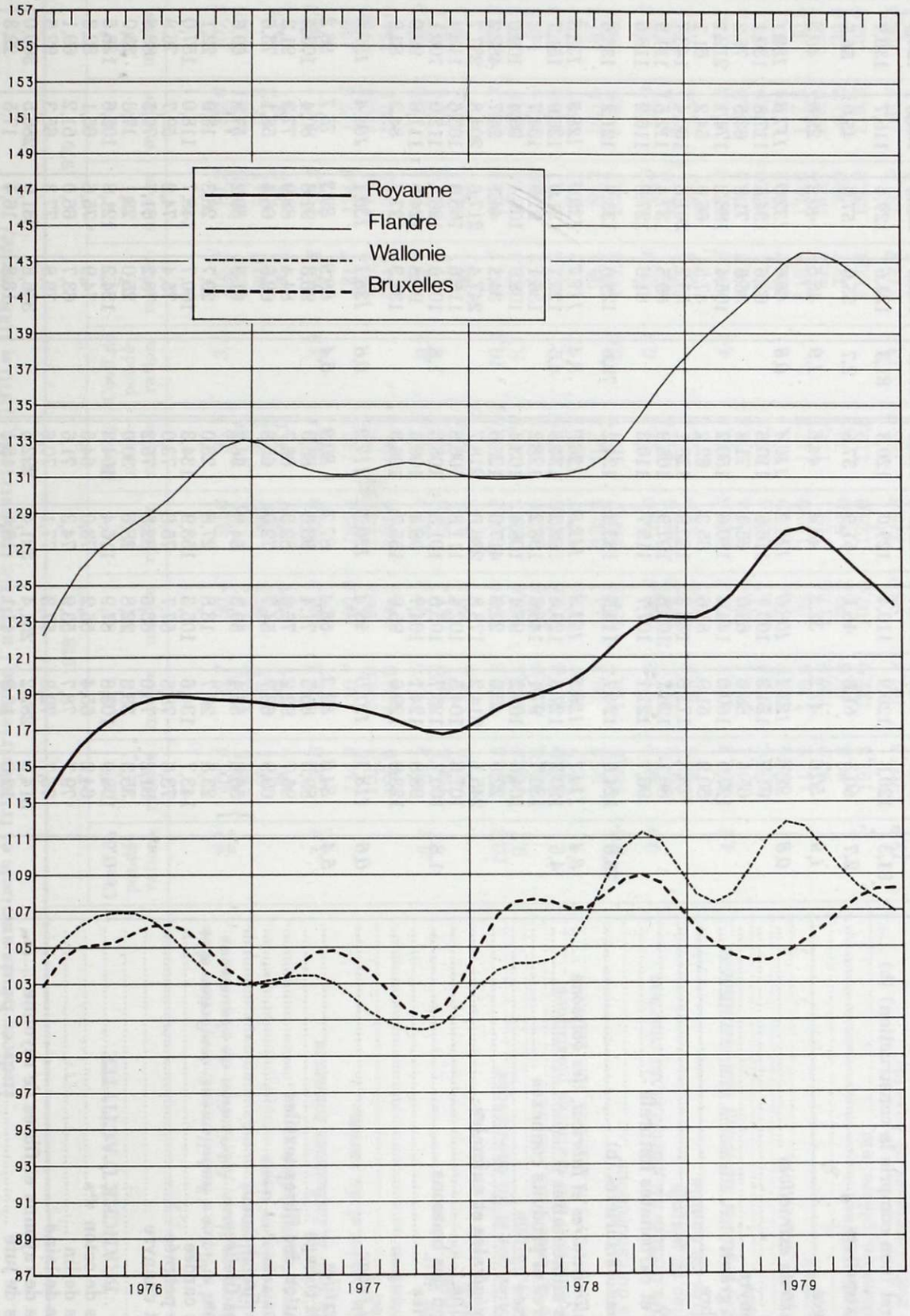
(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Production industrielle

Indice général, construction exclue

(1970=100; désaisonnalisée et lissée)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1978						1979					
	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) (a)	**100,0**	**111,6**	**117,6**	**104,6**	**120,6**	**113,5**	**100,0**	**105,5**	**120,6**	**106,8**	**120,9**	**113,5**
Indice général (non compris la construction) (b)	**81,3**	**120,8**	**120,9**	**110,4**	**129,0**	**120,3**	**81,3**	**124,6**	**129,4**	**116,7**	**130,9**	**125,4**
Industries extractives	**2,7**	**60,3**	**61,8**	**46,1**	**61,9**	**57,6**	**2,7**	**55,0**	**57,0**	**45,0**	**56,5**	**53,4**
Charbonnages	*1,9*	*50,6*	*47,2*	*32,2*	*48,4*	*44,6*	*1,9*	*48,5*	*40,2*	*29,6*	*40,3*	*39,7*
Autres industries extractives	*0,8*	*92,9*	*123,1*	*108,9*	*116,3*	*110,4*	*0,8*	*68,6*	*132,0*	*117,6*	*129,1*	*111,8*
Carrières		91,2	124,3	109,7	116,8	110,6		63,6	134,4	117,8	130,1	111,4
de porphyre		65,4	88,0	68,6	65,1	71,8		36,6	71,8	63,5	76,2	62,1
de petit granit		127,9	160,0	144,4	180,6	153,2		105,4	188,2	174,1	212,1	169,9
de marbre		50,2	51,9	81,6	65,3	62,2		47,5	66,9	54,2	61,1	57,4
de grès		73,3	171,6	133,3	133,9	128,1		55,2	201,8	160,4	143,7	140,3
de sable		86,1	126,7	102,5	107,9	105,9		69,5	137,4	112,5	111,9	107,8
Calcaires et carbonates naturels		96,7	121,1	107,7	115,7	110,3		81,6	127,8	116,2	118,5	111,0
Industries manufacturières (b)	**78,6**	**124,6**	**124,7**	**114,5**	**133,3**	**124,2**	**78,6**	**129,0**	**133,9**	**121,2**	**135,6**	**129,9**
Industries alimentaires et fabricat. des boissons	*8,4*	*114,1*	*126,8*	*121,8*	*142,8*	*126,3*	*8,4*	*117,7*	*129,9*	*128,3*	*138,3*	*128,6*
Industries alimentaires	4,5	120,3	127,3	129,4	162,2	134,8	4,5	125,1	131,0	135,9	151,7	135,9
Confitures et produits connexes		130,7	97,1	148,6	136,2	128,2		136,1	91,9	134,7	..	..
Meuneries		104,5	102,2	98,4	108,4	103,4		108,8	105,1	96,4	109,0	104,8
Sucre		22,9	43,6	22,9	417,6	126,8		34,1	44,1	24,7	482,2	146,3
Huiles végétales et animales		245,1	214,2	178,8	236,6	218,7		247,4	217,6	204,8	237,7	226,9
Margarine		107,6	104,5	102,4	111,8	106,6		115,6	108,0	103,6	113,4	110,2
Fabrication des boissons	1,8	100,7	125,7	105,5	101,3	108,3	1,8	102,0	126,4	112,0	100,1	110,2
Brasseries		98,8	124,1	104,7	98,4	106,4		99,8	124,9	111,6	99,9	109,0
Alcool		123,8	129,6	95,9	155,7	126,3		131,3	127,7	84,2	83,9	106,6
Industrie du tabac	*0,6*	*118,1*	*131,0*	*99,4*	*120,1*	*117,2*	*0,6*	*126,1*	*130,1*	*105,4*	*127,5*	*122,3*
Industries textiles	*5,4*	*84,8*	*82,3*	*68,4*	*87,7*	*80,9*	*5,4*	*89,9*	*89,3*	*75,7*	*96,2*	*87,8*
Filature et tissage		89,5	85,5	71,4	93,6	85,0		96,3	91,6	80,4	103,5	93,0
Préparation des fibres textiles		95,7	92,2	76,3	82,3	86,7		84,4	88,9	77,3	91,3	85,5
Filatures		69,9	66,7	54,7	72,0	65,8		69,6	66,4	58,1	73,6	66,9
Coton fin (c)		} 56,6	53,4	50,3	64,9	56,3		61,9	59,2	57,8	69,6	62,1
Cardes fileuses												
Cocons		23,8	26,7	13,8	27,8	23,0		29,7	26,3	18,9	22,1	24,2
Laine cardée		143,7	134,6	105,3	153,9	134,3		160,7	148,7	118,0	157,0	146,1
Laine peignée		73,6	78,5	57,7	75,8	73,0		75,4	74,2	59,7	76,8	71,5
Lin et chanvre		81,2	73,0	63,6	82,8	75,2		78,2	81,7	70,5	88,8	79,8
Jute		35,3	33,3	22,8	28,6	30,0		25,0	23,1	17,3	23,0	22,1
Tissage		108,9	103,8	87,9	116,4	104,3		124,2	121,8	103,6	133,5	120,8
Tissus de coton		64,2	65,4	55,2	73,0	64,5		74,9	75,6	65,1	82,3	74,5
Tissus de lin		79,7	78,7	53,9	74,3	71,6		63,7	66,0	51,2	69,1	62,5
Tissus de laine		75,7	72,3	57,3	77,1	70,6		78,8	77,3	65,3	92,5	78,5
Tissus de rayonne et fibres de rayonne		314,9	282,2	251,4	321,4	292,5		346,8	331,9	286,5	360,0	331,3
Tissus de jute		12,0	13,9	11,1	15,4	13,1		13,8	16,4	17,5	22,3	17,5
Bonneterie		68,8	69,3	58,2	69,0	66,4		68,7	70,6	58,9	71,0	67,3
Filatures et corderies de fibres dures		49,7	65,5	40,2	36,8	48,2		43,2	78,5	42,8	40,4	51,2
Fabrication d'articles non dénom. ailleurs		98,9	106,3	85,9	113,9	101,2		112,7	114,1	103,1	112,6	110,6

(suite page 61)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100) *(suite)*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1978						1979					
	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Fabrication d'articles d'habillement; confection d'ouvrages divers en tissu; fabrication de chaussures ..	*3,1*	*106,5*	*93,7*	*90,4*	*92,6*	*95,7*	*3,1*	*105,2*	*91,2*	*92,0*	*107,3*	*98,9*
Articles d'habillement		129,5	113,6	111,3	112,2	116,6		128,7	109,8	112,1	111,5	115,5
Autres ouvrages en tissu		35,1	33,8	26,3	30,0	31,3		52,6	52,1	35,3	..	..
Chaussures et pantoufles		30,4	27,4	22,4	27,8	27,0		26,2	26,3	23,7	34,5	27,7
Industrie du bois et industries connexes	*3,9*	*176,6*	*179,5*	*140,3*	*175,9*	*168,0*	*3,9*	*158,6*	*175,3*	*143,1*	*193,4*	*167,6*
Industrie du papier et du carton		*114,8*	*119,7*	*100,9*	*125,4*	*115,2*		*121,7*	*124,6*	*117,6*	*129,4*	*123,3*
Production		101,3	106,0	96,3	113,1	104,2		116,2	113,1	110,3	121,9	115,4
Transformation		125,0	129,9	108,4	133,8	124,4		124,9	134,3	122,9	134,6	129,1
Industrie du cuir	*0,2*	*57,4*	*57,2*	*47,4*	*49,7*	*52,9*	*0,2*	*41,1*	*51,9*	*40,0*	*39,9*	*43,2*
Cuirs lourds		106,5	90,9	47,4	76,3	80,3		77,5	97,2	66,8	91,4	83,6
Cuirs légers		53,8	54,4	46,8	47,4	50,6		38,4	48,4	40,4	36,3	40,9
Industrie chimique et du caoutchouc	*10,3*	*152,3*	*150,2*	*137,0*	*160,2*	*150,0*	*10,3*	*164,7*	*169,4*	*151,3*	*158,8*	*161,0*
Industrie chimique	9,7	150,5	147,5	136,6	159,3	148,6	9,7	163,3	168,5	150,5	157,8	160,1
Chimie de base		138,0	128,9	126,6	147,8	135,3		154,2	155,0	143,4	142,5	148,8
Transformation des matières plastiques		233,9	253,8	210,6	249,8	237,0		252,2	277,7	228,6	275,3	258,4
Savon		172,7	180,7	147,5	167,7	167,2		161,2	178,2	154,7	171,0	166,3
Azote		95,5	98,2	113,1	102,3	102,3		99,5	88,3	105,5	107,2	100,1
Industrie du caoutchouc	0,6	168,6	178,7	130,8	160,7	159,7	0,6	171,8	168,7	145,6	186,4	168,1
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	*0,9*	*67,9*	*72,2*	*66,3*	*79,0*	*71,4*	*0,9*	*70,4*	*73,0*	*69,9*	*72,3*	*71,4*
Raffineries de pétrole		103,2	111,1	102,2	121,5	109,5		106,1	111,0	111,5	114,7	110,8
Agglomérés de houille		20,0	15,5	11,8	19,9	16,8		24,6	20,7	13,4	23,3	20,5
Industrie des produits minéraux non-métalliques	*4,2*	*101,3*	*119,1*	*108,4*	*115,8*	*111,2*	*4,2*	*87,4*	*125,4*	*113,2*	*113,1*	*109,8*
Terre cuite		107,4	111,1	93,4	100,4	103,1		59,3	101,5	87,9	..	..
Verre		109,6	131,8	116,7	126,4	121,1		122,1	129,0	120,0	138,1	127,3
Verre plat		103,9	126,8	116,4	124,9	118,1		120,2	126,2	113,4	137,1	124,2
Verre creux		111,2	130,5	109,1	119,9	117,5		116,8	124,6	117,2	130,5	122,3
Ciment		93,9	120,6	117,5	119,1	112,8		61,2	132,7	128,2	124,7	111,7
Produits céramiques		82,5	82,6	70,3	82,0	79,4		72,7	76,9	67,2	72,6	72,4
Chaux, dolomie, plâtre, etc.		121,3	122,9	107,0	128,0	119,8		117,4	132,8	119,2	133,6	125,7
Industries métallurgiques de base (d)	*13,9*	*107,5*	*101,4*	*96,0*	*115,8*	*105,2*	*13,9*	*114,7*	*121,9*	*103,7*	*106,5*	*111,7*
Sidérurgie		100,0	96,8	91,5	113,3	100,4		109,6	119,3	100,8	105,7	108,8
Fonte		93,5	91,4	83,5	105,8	93,6		100,8	109,2	93,7	94,6	99,6
Acier brut		100,6	96,9	89,4	113,9	100,2		101,2	108,9	93,9	95,1	99,8
Produits finis		104,7	101,2	99,5	117,8	105,8		116,9	128,1	106,3	119,9	117,8

(suite page 62)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100) *(suite)*

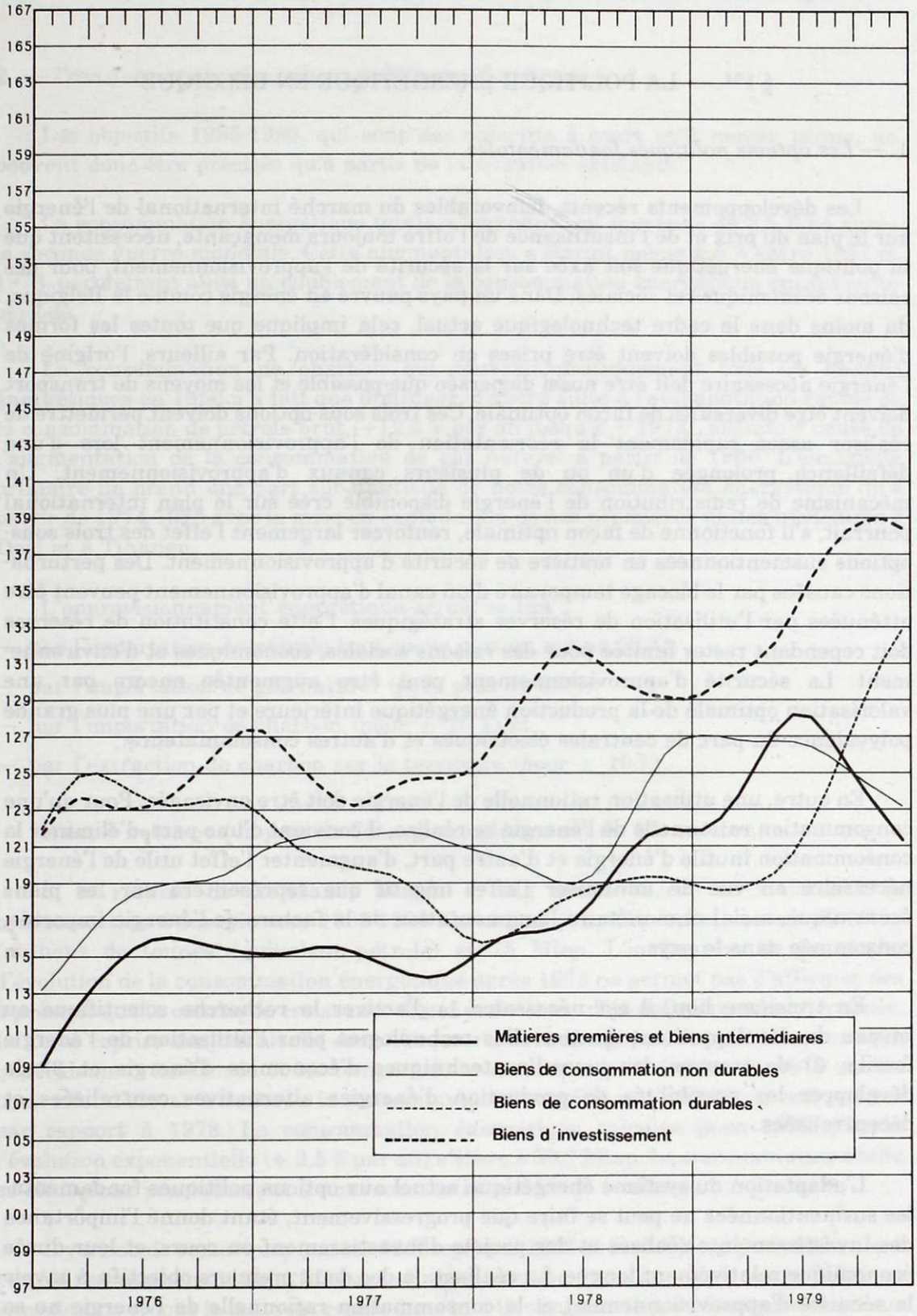
BRANCHE D'ACTIVITÉ	1978						1979					
	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage (d)		96,0	87,7	80,0	86,9	87,6		89,5	87,0	86,0	89,1	87,9
Aciéries de moulage (d)		81,4	71,1	68,1	73,8	73,6		71,8	75,5	78,0	80,5	76,4
Fonderies (d)		79,7	70,5	57,0	61,7	67,2		63,3	62,8	62,0	66,4	63,6
Tréfileries, étirage et laminage (d)		101,8	94,8	88,6	96,2	95,4		102,5	94,6	94,0	97,2	97,1
Industrie des métaux non-ferreux		158,6	127,9	127,7	150,7	141,2		164,1	167,7	142,5	151,4	156,4
Produits bruts		156,9	120,0	124,3	140,5	135,4		162,0	171,4	144,4	145,9	155,9
Cuivre		139,0	135,6	139,9	169,8	146,0		168,5	144,9	140,8	147,2	150,4
Zinc		119,2	84,6	94,3	102,4	100,1		123,1	125,9	101,9	84,7	108,9
Plomb		145,6	116,6	94,9	110,5	116,9		111,1	109,1	112,8	91,1	106,0
Etain		111,1	76,3	81,7	97,6	91,7		104,8	84,3	45,5	101,3	83,9
Demi-produits		162,9	143,2	134,8	170,1	152,7		168,8	161,2	139,7	162,7	158,1
Cokeries dépendant de l'industrie métallurgique		96,8	102,2	99,6	104,5	100,8		112,5	119,7	112,0	..	..
Industrie des fabrications métalliques (b)	*22,1*	*127,7*	*128,6*	*120,8*	*132,5*	*127,4*	*22,1*	*132,2*	*131,5*	*124,7*	*143,2*	*132,9*
Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport	5,3	117,4	117,7	113,9	120,6	117,4	5,3	120,1	122,9	119,2	127,4	122,4
Forge, estampage, gros emboutissage		118,8	110,8	105,8	118,2	113,4		119,2	118,7	97,4	109,5	111,2
Travail de la tôle		119,0	112,6	105,9	116,3	113,5		121,3	126,8	120,3	133,2	125,4
Accessoires métalliques du bâtiment		100,6	101,3	99,7	105,3	101,7		103,5	103,1	105,6	113,4	106,4
Ponts, charpentes, etc.		102,0	99,8	98,2	98,9	99,7		100,0	104,4	103,6	104,0	103,0
Armes et munitions		129,5	192,6	186,2	193,6	175,4		181,5	190,0	192,2	175,9	184,9
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	5,6	125,0	122,3	112,9	124,6	121,2	5,6	130,3	128,2	112,7	133,6	126,2
Machines motrices, etc.		140,8	137,3	133,1	148,5	140,0		142,8	131,7	110,0	158,7	135,8
Machines-outils, etc.		106,3	101,6	99,8	115,6	105,8		115,9	110,4	107,6	121,4	113,8
Constructions mécaniques diverses		130,7	123,9	117,6	127,8	125,0		131,0	133,2	128,8	133,7	131,7
Appareils de levage, pesage, etc.		132,8	144,9	130,5	194,8	138,2		143,0	149,9	141,1	147,7	145,4
Appareils pour diverses industries		123,3	117,6	100,8	107,3	112,2		127,0	118,0	112,9	122,1	120,0
Machines textiles et accessoires		95,0	87,8	83,8	93,9	90,1		100,1	96,7	92,3	106,4	98,9
Construction électrique	6,3	126,2	132,2	123,9	139,5	130,5	6,3	127,4	122,9	127,5	151,2	132,2
Machines rotatives et statiques		81,1	79,1	95,8	143,0	99,2		107,9	74,0	..	..	..
Appareils industriels et électrodomestiques		65,3	55,2	55,5	69,2	61,3		65,0	66,0	..	..	..
Autres produits		145,1	154,5	138,5	154,3	148,8		148,3	141,0	..	..	..
Construction de matériel de transport	4,8	162,8	168,2	156,8	173,7	165,3	4,8	181,2	185,7	166,3	197,2	182,6
Construction navale		141,0	170,2	166,7	146,1	156,0		121,7	161,3	181,4	162,1	156,6
Automobiles, cycles, etc.		151,4	146,9	130,7	151,0	145,0		168,7	152,6	149,3	169,1	159,3
Matériel chemin de fer et tramways		105,0	80,2	57,8	58,4	75,3		66,0	72,1	67,3	65,0	66,6
Constructions aéronautiques		432,9	577,8	700,6	1 010,6	680,3		996,2	1 124,2	803,0	1 244,4	1 042,0
Appareils de mesures, de laboratoire, etc.	0,2	101,1	102,8	96,4	107,0	101,9	0,2	104,8	98,0	98,8	101,0	100,7
Electricité	*4,2*	*170,9*	*157,4*	*146,9*	*193,0*	*167,0*	*4,2*	*184,8*	*166,3*	*147,4*	*187,4*	*171,5*
Distribution d'eau	*1,1*	*132,4*	*133,8*	*131,1*	*130,0*	*131,9*	*1,1*	*132,4*	*141,3*	*130,8*	*129,5*	*133,5*
Construction (a)	**18,7**	**75,9**	**102,1**	**81,6**	**87,7**	**86,8**	**18,7**	**40,5**	**87,2**	**69,1**	**82,7**	**69,9**

(a) Les données pour 1979 sont provisoires.
(b) Les données sont provisoires à partir du 2e trimestre 1979.
(c) A partir de 1978 y compris les cardes fileuses.
(d) Les données du 2e trimestre 1979 sont provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution de la production industrielle par catégorie de bien

Désaisonnalisée et lissée
(indices bruts 1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SECTION II. — EVOLUTION DU SECTEUR DE L'ENERGIE

§ 1er. — LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE EN BELGIQUE

1. — *Les options politiques fondamentales.*

Les développements récents défavorables du marché international de l'énergie sur le plan du prix et de l'insuffisance de l'offre toujours menaçante, nécessitent que la politique énergétique soit axée sur la sécurité de l'approvisionnement, pour des raisons économiques et sociales. Dans un pays pauvre en énergie comme la Belgique, du moins dans le cadre technologique actuel, cela implique que toutes les formes d'énergie possibles doivent être prises en considération. Par ailleurs, l'origine de l'énergie nécessaire doit être aussi dispersée que possible et les moyens de transport doivent être diversifiés de façon optimale. Ces trois sous-options doivent permettre de réaliser assez rapidement la réorientation de l'approvisionnement lors d'une défaillance prolongée d'un ou de plusieurs canaux d'approvisionnement. Un mécanisme de redistribution de l'énergie disponible créé sur le plan international pourrait, s'il fonctionne de façon optimale, renforcer largement l'effet des trois sous-options susmentionnées en matière de sécurité d'approvisionnement. Des perturbations causées par le blocage temporaire d'un canal d'approvisionnement peuvent être atténuées par l'utilisation de réserves stratégiques. Cette constitution de réserves doit cependant rester limitée pour des raisons sociales, économiques et d'environnement. La sécurité d'approvisionnement peut être augmentée encore par une valorisation optimale de la production énergétique intérieure et par une plus grande polyvalence du parc de centrales électriques et d'autres consommateurs.

En outre, une utilisation rationnelle de l'énergie doit être envisagée. Pour qu'une consommation rationnelle de l'énergie se réalise, il convient d'une part, d'éliminer la consommation inutile d'énergie et d'autre part, d'augmenter l'effet utile de l'énergie nécessaire en vue de minimiser l'effet négatif que représentera sur les plans économique, social et monétaire l'augmentation de la facture de l'énergie importée, consommée dans le pays.

En troisième lieu, il est nécessaire 1) d'activer la recherche scientifique au niveau du développement de nouvelles technologies pour l'utilisation de l'énergie fossile; 2) de trouver des nouvelles techniques d'économies d'énergie et 3) de développer les possibilités de production d'énergies alternatives centralisées et décentralisées.

L'adaptation du système énergétique actuel aux options politiques fondamentales susmentionnées ne peut se faire que progressivement, étant donné l'importance des investissements réalisés et des projets d'investissement en cours, et leur durée économique relativement longue. La réalisation des deux premiers objectifs, à savoir la sécurité d'approvisionnement et la consommation rationnelle de l'énergie ne se fera sentir que petit-à-petit à court et à moyen terme (5 à 10 ans), sauf pour les sous-objectifs qui sont déjà réalisés totalement ou partiellement dans le système

énergétique actuel. La troisième option politique doit assurer l'approvisionnement énergétique à plus long terme. Les résultats des recherches doivent être intégrés dans notre système énergétique dans la mesure où ils sont justifiés économiquement.

2. — *Transformations des options politiques en objectifs.*

Les objectifs 1985-1990, qui sont des objectifs à court et à moyen terme, ne peuvent donc être précisés qu'à partir de la situation existante.

La consommation énergétique totale a augmenté en moyenne de 3,5 %/an après la seconde guerre mondiale. Cette augmentation s'élevait même à 5 % entre 1957 et 1973, permettant ainsi un doublement de la consommation énergétique durant cette période.

La consommation de charbon qui couvrait pratiquement tous les besoins énergétiques en 1950 n'a fait que diminuer, d'abord suite à l'augmentation rapide de la consommation de pétrole brut (+12,5 % par an jusqu'à ± 1973), ensuite à cause de l'augmentation de la consommation de gaz naturel à partir de 1966. L'électricité primaire ne prend une part substantielle de notre consommation énergétique qu'à partir de 1974-1975 avec la mise en exploitation de nos premières unités nucléaires à Doel et à Tihange.

L'approvisionnement énergétique actuel se fait :

— par l'importation de pétrole brut (pour plus ou moins 50 %);

— par l'importation de gaz naturel (pour plus de 20 %);

— par l'importation de charbon (pour ± 10 %) et

— par l'extraction de charbon sur le territoire (pour ± 10 %).

Il est à noter que la part de l'énergie nucléaire est de 5 % environ.

Si le rythme de croissance moyen à long terme (3,5 %) se maintient, la consommation d'énergie vers 1985-1990 s'accroîtra jusqu'à respectivement 63 Mtep (millions de tonnes équivalent pétrole) et 75 Mtep. L'inclinaison de la courbe d'évolution de la consommation énergétique après 1973 ne permet pas d'affirmer dès à présent que la courbe de croissance exponentielle est déjà définitivement dépassée. La forte reprise conjoncturelle dans l'industrie métallurgique, l'activité économique généralement améliorée et les températures moyennes plus froides en 1979 ont eu pour effet d'élever à nouveau la consommation énergétique à 49,5 Mtep, soit + 6,1 % par rapport à 1978. La consommation énergétique calculée pour 1979 d'après l'évolution exponentielle (+ 3,5 % par an) s'élève à 50,2 Mtep. La consommation réelle se situe donc pratiquement à nouveau sur la courbe de tendance.

Il y a lieu de remarquer que les 63 Mtep pour 1985 et les 75 Mtep pour 1990 n'ont pas été retenus comme objectifs par le Gouvernement. Dans sa « Note sur la Politique énergétique » dont le texte est repris dans la « Communication du Gouvernement sur la Politique énergétique » au Parlement, le Gouvernement prévoit deux hypothèses : une hypothèse haute qui pose une baisse de 10 % en 1985 et de 15 % en 1990 par

rapport à la tendance, ce qui entraîne une consommation énergétique de 57 et 64 Mtep respectivement et une hypothèse basse qui retient un chiffre de 58 Mtep en 1990, soit des économies supplémentaires de 10 %.

Compte tenu d'une part, de l'inertie du comportement et des structures existantes et d'autre part, des perspectives non éloignées citées ci-avant, il s'agit d'une conversion maximale qui implique un effort intensif en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et cela conformément aux deux options politiques fondamentales qui ont été fixées.

Lors de l'établissement d'une offre d'énergie, il y a lieu de prendre comme base initiale le développement structurel possible de la demande d'énergie qui représente 57 millions de Mtep en 1985 et 58 à 64 millions de Mtep en 1990. Il convient également de tenir compte de la conjonction d'une activité économique exceptionnellement favorable et de conditions climatiques particulièrement rudes pour fixer, dans des limites déterminées, l'offre d'énergie future de manière plus importante que le développement prévisible de la demande structurelle, afin d'éviter à tout moment des pénuries temporaires.

L'offre énergétique pour 1990 n'a pas encore été fixée complètement, le Parlement devant encore se prononcer sur certaines options; c'est la raison pour laquelle il est indiqué ci-dessous comment il peut être satisfait à une demande énergétique d'au moins ± 57 Mtep en 1985.

En premier lieu l'approvisionnement en gaz naturel est garanti par quatre contrats :

1) le gaz de la Mer du Nord en provenance du gisement Ekofisk à raison de plus de 3 milliards de m^3 par an;
2) le gaz algérien qui sera amené sous forme liquide, à raison de 5 milliards de m^3 par an;
3) le gaz nigérien, comme le gaz algérien amené sous forme liquide, pour une quantité d'environ 1 milliard de m^3 par an;
4) le gaz néerlandais dont l'importation peut être adaptée à l'évolution de la demande.

La demande sera probablement de l'ordre de 12 à 13 Mtep, dont 8 Mtep seront fournis par les deux premiers contrats. Le gaz de Slochteren et peut-être déjà le gaz nigérien combleront la différence de 4 à 5 Mtep.

Dans un premier stade, les livraisons de gaz naturel algérien et nigérien se feront par des ports étrangers, étant donné que le terminal de gaz de Zeebrugge ne sera prêt qu'au début de 1986.

Le parc actuel de centrales nucléaires à Doel et à Tihange qui comprend respectivement deux unités de 392 MWe et une unité de 870 MWe, dont la moitié appartient toutefois à Electricité de France, est déjà en mesure maintenant de produire annuellement environ 2,5 Mtep d'équivalents en énergie primaire. Les unités de Doel III et Tihange II, chacune d'une puissance de 900 MWe, viendront

bientôt (1981) s'y ajouter. En 1984-85, une quatrième centrale d'une puissance de 980 MWe s'ajoutera au parc de Doel, tandis que celui de Tihange sera complété par une troisième centrale de 980 MWe en 1985-1986.

Si l'on tient compte de la moitié de la puissance installée à Chooz (=128 MWe), qui est une centrale à participation belge en France, et si l'on fait abstraction de la moitié de la puissance de Tihange, la puissance installée de 5 100 MWe en centrales nucléaires fait qu'environ 8 Mtep d'équivalents en énergie primaire peuvent être produits. Toutefois, si la centrale nucléaire de Tihange III n'est pas prête à temps, il en résultera en 1985 une réduction de production d'environ 1,5 Mtep.

Face à une demande de combustibles solides de 11 à 14 Mtep, la production intérieure ne s'élève qu'à environ 5 Mtep. Cette production se limitera au bassin campinois étant donné la fermeture de toutes les mines dans le sud du pays. Une importation de 6 à 9 Mtep de charbon s'impose donc pour satisfaire la demande totale.

En ce qui concerne l'offre de pétrole brut et de produits pétroliers, des restrictions d'importation nette furent imposées à la Belgique par des accords internationaux. Après le Sommet européen à Strasbourg en juin 1979, un quota d'importation de pétrole brut pour 1985 fut fixé pour les neuf Etats membres de la Communauté (± 500 Mtep). Ceci fut confirmé au Sommet de Tokyo où le Japon, les Etats-Unis et le Canada furent également contraints d'accepter les restrictions d'importation.

Par après, des quotas d'importation furent fixés par Etat membre dans le cadre des 500 Mtep destinés à la Communauté Européenne. Ainsi 31 Mtep furent impartis à la Belgique. Toutefois 3 Mtep destinés au trafic maritime international doivent en être soustraits de telle sorte qu'il ne reste que 28 Mtep pour la consommation intérieure, y compris la consommation propre et les pertes de transformation dans nos raffineries.

Les chiffres ci-dessous révèlent que 58 à 63 Mtep d'énergie primaire restent disponibles à usage interne pour 1985 :

12 à 13 Mtep de gaz naturel
28 Mtep de pétrole brut
6,5 à 8 Mtep d'énergie nucléaire
11 à 14 Mtep de charbon.

La demande énergétique pour 1985 étant estimée à au moins 57 Mtep, ceci implique que l'offre mentionnée ci-dessus peut à peine satisfaire à la demande. Par conséquent, aucun risque ne peut être pris en ce qui concerne une offre dont la marge est trop étroite, étant donné le très long délai qui s'avère nécessaire pour mettre en place une production et/ou des unités de transformation supplémentaires et pour veiller à obtenir un parc de consommateurs présentant un plus haut degré de polyvalence, qui permettraient de modifier une certaine priorité en matière d'approvisionnement.

La réalisation des structures d'offre et de demande précitées représente toutefois une amélioration sensible de la sécurité d'approvisionnement (première option de la politique fondamentale). La part du pétrole brut est réduite en deçà de 50 % (60 % en 1973). La part de l'énergie nucléaire dans l'approvisionnement en énergie primaire est au minimum doublée et représente 11 à 14 % par rapport aux 5 % actuels. La part du charbon et du gaz naturel, respectivement de plus de 20 %, est maintenue en dépit de la hausse de la demande.

En outre, la constitution de réserves de combustibles nucléaires, qui peuvent garantir une production de 8 Mtep, s'avère plus aisée que pour les combustibles fossiles et permet ainsi d'accroître la sécurité d'approvisionnement sur ce plan.

L'augmentation de la consommation de charbon entraîne la recherche de fournisseurs dont la localisation diffère de celle des fournisseurs de pétrole.

Une demande accrue du gaz naturel liquéfié augmente également les possibilités d'approvisionnement en énergie et à l'avenir, d'autres gisements de gaz naturel plus éloignés pourront être pris en considération.

Le troisième grand objectif fondamental, à savoir la recherche et le développement scientifique, s'adaptera progressivement aux nouveaux besoins énergétiques en réorientant les crédits disponibles et en les destinant à l'examen de nouvelles formes d'application pour les combustibles fossiles, d'énergies alternatives et renouvelables et de techniques d'économie d'énergie.

3. — *La conversion de la consommation de pétrole et la conservation d'énergie.*

A la lumière des développements récents du marché de l'énergie, où le problème de la sécurité d'approvisionnement se pose avec de plus en plus d'acuité et où les hausses effrénées des prix du pétrole constituent une menace réelle pour notre bien-être social et économique, il importe de trouver aussi vite que possible des énergies de substitution au pétrole et de freiner la consommation d'énergie afin de réduire autant que possible la dépendance en matière d'énergie. Ceci aura un effet favorable sur la balance des paiements, sur la structure des prix de revient des biens fabriqués dans notre pays avec des effets sur l'emploi et le coût de la vie, sur le maintien du confort et sur notre système écologique.

Le Comité Ministériel de Coordination Economique et Sociale a décidé le 28 décembre 1979 d'établir pour la fin de mars 1980 un programme d'utilisation rationnelle de l'énergie et d'examiner la conversion au charbon ou au gaz des industries sidérurgiques, des cimenteries, des sucreries, de l'industrie du verre et du papier. Un programme de conversion dans les entreprises d'électricité est en cours de réalisation depuis de nombreuses années et a déjà fait doublé la consommation de charbon entre 1973 et 1979. D'autres secteurs industriels suivront probablement dans une deuxième phase.

En ce qui concerne les économies d'énergie, les autorités publiques ont pris elles-mêmes l'initiative : dans une circulaire du 25 octobre 1979, publiée au « Moniteur

belge » du 14 décembre 1979, des mesures sont prévues pour limiter les pertes de chaleur dans les bâtiments publics, pour améliorer le rendement thermique de leurs installations et pour obtenir une gestion rationnelle et économique des installations.

Une commission interdépartementale pour les économies d'énergie a été créée; elle doit coordonner l'action U.R.E. dans les divers départements concernés et suivre le déroulement de la campagne d'information et de sensibilisation.

Un Service Conservation de l'Energie a été créé afin de mettre au point et de lancer la campagne susmentionnée et d'établir le cadre général U.R.E.

Les Ministères de l'Agriculture et des Communications mettront au point des mesures pour réaliser des économies et la stabilité de l'approvisionnement dans les secteurs de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche, et dans le secteur transport.

L'article 124 de la loi-programme, prévu au budget de 1980, doit permettre d'établir d'autres mesures d'économies d'énergie par des arrêtés royaux, soumis au Conseil des Ministres.

§ 2. — MESURES DE CRISE

L'approvisionnement régulier en pétrole brut du monde occidental industrialisé a été perturbé, au début de 1979, suite à la révolution iranienne qui a provoqué l'interruption des exportations de pétrole brut et a créé une certaine incertitude quant aux possibilités de reprise de ces exportations et aux quantités de pétrole iranien encore disponibles pour l'exportation. L'Agence internationale de l'Energie a calculé un déficit possible d'approvisionnement en pétrole brut de 2,3 millions de barils par jour, soit 115 millions de tonnes par an, dans l'hypothèse où l'Arabie Saoudite maintiendrait sa production à 9,5 millions de barils par jour, soit environ 1 million de barils de plus par jour que le niveau normal de production de ce pays. Aussi l'Agence internationale de l'Energie a-t-elle décidé, le 1er mars 1979, que les pays membres devraient abaisser leur consommation de pétrole de 5 % sur les neuf mois restants de l'année. Les 12 et 13 mars 1979, le Conseil des Communautés européennes a décidé également de diminuer la consommation de pétrole en 1979 de 25 millions de tonnes par rapport aux prévisions, ce qui concordait avec les objectifs de l'Agence internationale de l'Energie.

En Belgique, on a constaté, au cours des deux premiers mois, une hausse de la consommation de pétrole de 20 %, due principalement à la hausse de la consommation de gasoil (+ 35 %) provoquée par un hiver rigoureux. Comme le marché pétrolier ne suffisait pas pour satisfaire l'accroissement de la demande, il a fallu puiser dans les stocks existants, qui sont descendus en dessous du minimum requis de 90 jours de consommation. La nécessité, d'une part, de reconstituer ces stocks et, d'autre part, de réaliser 5 % d'économies de pétrole (comme l'avaient demandé les organismes internationaux susmentionnés), exigeait des mesures rapides et fermes. Ces dernières devaient se rapporter principalement au gasoil et aux fuels lourds, responsables en grande partie des tensions existantes sur le marché. Par ailleurs, des mesures visant ces combustibles liquides toucheraient plus de 75 % de la demande totale de produits pétroliers.

Le 12 avril 1979, le Conseil des Ministres a décidé de promulguer un arrêté royal réduisant les livraisons de gasoil aux consommateurs non privilégiés à 80 % des livraisons des mois passés et ce, pour la période du 1.5.79 au 30.4.80. La livraison de fuel lourd à été réduite à 90 %, à l'exception des livraisons prioritaires et des livraisons pour les processus de fabrication continue.

L'application des réductions susmentionnées pendant 8 mois a permis de ramener la consommation de produits pétroliers pour le chauffage d'une hausse de + 35 % pendant les deux premiers mois à une très légère hausse pour toute l'année. Dès lors, il a été décidé de prolonger cette mesure d'un an à partir du 1er mai 1980, moyennant un léger assouplissement pour les petits consommateurs.

Au cours de ce même Conseil des Ministres du 12 avril 1979, il a été décidé, afin d'économiser le plus possible de produits pétroliers, de renforcer le contrôle de la limitation de vitesse à 120 km/h sur les autoroutes et de réduire certaines consommations d'électricité durant la nuit.

§ 3. — ÉVOLUTION DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE EN 1979

La consommation d'énergie primaire a connu une hausse de 6,1 % en 1979, due surtout à la forte reprise de la production sidérurgique (+ 6,7 %), aux températures moyennes plus basses et à la progression de l'activité industrielle sans la construction (+4,2 %). La consommation énergétique de 1973 (47,2 Mtep) a été dépassée pour la première fois par celle de 1979 (49,5 Mtep). La consommation a été couverte par l'importation de pétrole brut et de produits pétroliers (+ de 52 %), de gaz naturel (21 %), de combustibles solides (14 %) et de combustibles nucléaires (5 %). Seulement 8 % de la consommation d'énergie primaire a été couverte par la production intérieure de charbon.

La production belge de charbon qui a atteint 6,1 millions de tonnes en 1979, a baissé de 7,1 % ou 465 000 tonnes par rapport à 1978. La production des mines en Campine a diminué de 5,8 %, soit 349 000 tonnes et celle des Bassins du Sud, où un siège d'exploitation a été fermé en 1979, a baissé de 18 %, soit 113 000 tonnes.

Malgré cela, les subventions directes de l'Etat à la production charbonnière ont augmenté. Celles-ci qui atteignaient 8,6 milliards de francs en 1977 et 9,5 milliards en 1978, sont passées en 1979 à 11,8 milliards de francs. En 1979, la valeur de la production du pays s'élevait en moyenne à 1 725 F/t, alors que le prix de revient était de 3 633 F/t, soit 1 908 F/t de plus que la valorisation. En Wallonie, la valeur de la production s'élevait à 2 092 F/t pour un prix de revient de 5 590 F (+ 3 498 F/t) et en Campine à 1 692 F/t pour 3 455 F/t (+ 1 763 F/t).

L'importation ayant augmenté de plus de 37 %, elle s'élève actuellement à plus de 9,6 millions de tonnes, soit 2,6 millions de tonnes de plus qu'en 1978. Cette hausse a été compensée par une importation plus importante des U.S.A. (+ 1,7 millions de tonnes) et de l'Afrique du Sud (+ 1,3 millions de tonnes).

En 1979, les besoins du pays en charbon ont été couverts par 61 % d'importation, contre plus de 50 % en 1978.

Les cokeries et les centrales électriques ayant augmenté leur demande respectivement de 1,2 millions de tonnes (+ 17 %) et de 0,9 million de tonnes (+ 24 %), la consommation de charbon a crû de 13 %. Le reste de la consommation industrielle a baissé de 0,3 million de tonnes, après avoir augmenté de 0,3 million de tonnes en 1977 et de la même quantité en 1978. Les livraisons au secteur du chauffage domestique se sont stabilisées au niveau de 1,6 millions de tonnes.

La consommation d'électricité a augmenté de 6,1 % en 1979, soit plus que le taux de croissance moyen (+ 3,9), atteint pendant les 6 dernières années de crise.

La hausse la plus forte de la consommation est due à la relance de l'activité industrielle, surtout dans les industries de base. Dans le secteur de la consommation domestique et assimilée, ainsi que dans les services, le ralentissement de l'expansion, constaté ces dernières années, se maintient.

La consommation industrielle d'électricité a augmenté en 1979 de 6,4 % contre 2,4 % en 1978. La consommation de l'industrie chimique a augmenté de 9,3 % et celle de l'industrie métallurgique de 6,8 %. Ces deux secteurs représentant pour plus des 2/3 la consommation industrielle d'électricité provoquent des fluctuations dans l'activité économique. C'est ainsi, qu'ils jouent un rôle important dans la demande d'électricité par l'industrie.

La consommation en basse tension par les secteurs domestiques et y assimilés a augmenté de 5,9 %. Le taux de croissance de cette consommation baisse cependant, depuis 1976. La croissance de la consommation en haute tension par le secteur des services a diminué considérablement elle aussi. En 1979, la croissance n'était plus que de 5 % contre une moyenne de plus de 10 % par an en 1973 et de 8 % par an pour la période 1973-1978.

La production d'électricité nette s'élevait à 49 648 GWh en 1979, soit une croissance de 2,7 % par rapport à 1978.

La différence entre le taux de croissance de la production (2,7 %) et celle de la consommation (6,1 %) est due à la baisse importante du solde d'exportation partiellement compensée par la consommation accrue dans les centrales de pompage.

Comparée à 1978, la production basée sur l'énergie nucléaire a baissé en 1979 de près de 9 %. La part de l'énergie nucléaire dans la production totale d'électricité a ainsi diminué légèrement de 24 % à 22 %.

La part des centrales au fil de l'eau et des centrales-barrages dans la production totale d'électricité est très minime (0,5 %). L'hydraulicité étant plus favorable, la production a augmenté de 6,3 %.

La baisse de la production des centrales nucléaires a permis à la production des centrales thermiques classiques de dépasser les besoins totaux (+ 6,3 %). La part de ces centrales thermiques dans la production totale s'élève à 77 %. La tendance qui ressort des données des dernières années est l'accroissement de la part du charbon (18 % en 1973, 29 % en 1979) et une diminution de la part du gaz (35 % en 1973 — 27 % en 1979) et des combustibles liquides (47 % en 1973 et 44 % en 1979).

Les échanges d'énergie électrique avec l'étranger se sont soldés par un excédent d'exportations de 1 228 GWh contre 2 777 GWh en 1978, et ce en raison d'une meilleure hydraulicité à l'étranger. Les exportations pouvaient donc être réduites et les importations augmentées.

Les ventes de gaz aux secteurs industriel et domestique se sont montées à 428 662 térajoules en 1979, soit une augmentation de 9,9 % par rapport aux 389 926 térajoules de 1978.

Les livraisons directes de gaz naturel de Distrigaz à l'industrie, y compris aux centrales électriques, ont progressé de 8,1 % par rapport à 1978 et atteignent à nouveau 265 743 térajoules, ce qui est néanmoins toujours inférieur à la consommation des années 1976 (287 612 térajoules) et 1977 (271 117 térajoules). Le repli enregistré en 1978 (245 753 térajoules) était une conséquence de la conjoncture industrielle et des prix plus avantageux des produits pétroliers concurrents. Ce facteur favorable a disparu en 1979.

Les ventes de gaz par Distrigaz aux entreprises de distribution sont évaluées à 162 919 térajoules au lieu de 144 175 térajoules en 1978 (+ 13 %). Le rythme de croissance donne l'impression de s'infléchir au fil des années eu égard, d'une part, à une saturation progressive du marché qui est momentanément desservi par le réseau de distribution, et d'autre part, à des économies possibles d'énergie de la part des consommateurs. L'augmentation enregistrée en 1979 aurait même pu être plus faible si les conditions climatiques avaient été moins défavorables. Le nombre de jours pour lesquels le niveau de température a été inférieur à 17° a dépassé la moyenne de 7 %.

La demande intérieure, ainsi que les exportations vers le Luxembourg, ont été principalement couvertes par du gaz de Slochteren en 1979. Distrigaz a importé 379 061 térajoules des Pays-Bas, alors que ses importations atteignaient 359 021 térajoules en 1978 (+ 5,6 %).

En 1979, on a également importé 75 550 térajoules de gaz en provenance de la Mer du Nord alors qu'en 1978, les importations représentaient 54 891 térajoules. Cette hausse signifie que la part prise par ce gaz dans l'ensemble de nos importations passe de 13 à 16 %.

Les importations totales de l'année 1979 (454 611 térajoules) dépassaient donc celles de 1978 de 9,8 % (413 912 térajoules).

La production et évidemment la consommation de gaz de cokerie et de gaz de haut-fourneau ont été supérieures de 8,1 % en 1979 par rapport à 1978, eu égard à l'accroissement de la production de fonte et d'acier (+ 6,7 %), ainsi qu'à un remplacement plus important du charbon à coke par du coke dans les fours à coke (+ 17,1 %).

Les livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur ont augmenté d'un peu plus d'1 million de tonnes; elles sont passées de 23,2 en 1978 à 24,3 millions de

tonnes en 1979. Les fournitures de carburant diesel pour automobiles ont connu la plus forte progression (21 %, soit 0,3 million de tonnes); vient ensuite l'augmentation des livraisons destinées à la pétrochimie (16 %, soit + 0,2 million de tonnes). Les livraisons de gasoil à usage domestique et de fuel oil lourd ont toutes deux progressé de 0,1 million de tonnes.

Considérant que la production de produits pétroliers n'a pratiquement pas augmenté en 1979 (+ 1 %), l'accroissement des besoins intérieurs a dû être absorbé par une diminution du solde d'exportations, lequel se montait à 6,4 millions de tonnes en 1978 et n'a atteint que 5,5 millions de tonnes en 1979 (— 0,9 million de tonnes).

Les quantités de produits pétroliers livrées pour la navigation maritime internationale ont subi une baisse considérable (— 18 %) et ont atteint leur niveau le plus bas depuis 1968 (2,3 millions de tonnes).

*

* *

Main-d'œuvre dans les mines de houille

ANNÉE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)			Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)					
				Sud		Campine		Le Royaume	
	Sud	Campine	Le Royaume	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1969	19,5	21,5	41,0	11,9	17,1	13,4	18,0	25,3	35,1
1970	17,4	20,0	37,4	9,4	13,7	12,1	16,5	21,5	30,2
1971	14,9	20,1	35,0	8,0	11,8	11,6	16,0	19,6	27,8
1972	13,6	19,1	32,8	7,2	10,5	11,5	15,7	18,7	26,2
1973	10,9	17,5	28,5	6,1	8,8	10,2	14,2	16,3	23,0
1974	9,0	18,8	27,9	4,6	6,8	9,9	13,7	14,6	20,5
1975	7,7	19,0	26,7	3,6	5,3	11,0	14,6	14,6	19,9
1976	5,8	18,9	24,7	2,7	4,1	10,7	14,2	13,4	18,3
1977	4,1	18,6	22,7	2,0	3,1	10,9	14,3	12,4	17,4
1978	3,4	18,7	22,1	1,5	2,3	10,6	13,8	12,1	16,1
1979 (b)	2,7	18,6	21,3	1,2	1,8	10,6	13,7	11,7	15,5

(a) Fin de la période.
(b) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Rendement dans les mines de houille

ANNÉE	Production par poste et par ouvrier (moyenne mensuelle en kilogrammes) (a)					
	Sud		Campine		Le Royaume	
	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1970	1 811	1 220	2 710	1 966	2 284	1 599
1971	1 820	1 214	2 612	1 883	2 282	1 591
1972	1 767	1 187	2 643	1 917	2 298	1 616
1973	1 715	1 162	2 522	1 806	2 219	1 555
1974	1 736	1 168	2 505	1 809	2 254	1 590
1975	1 696	1 122	2 254	1 677	2 114	1 525
1976	1 641	1 069	2 335	1 747	2 191	1 590
1977	1 582	1 008	2 465	1 859	2 319	1 698
1978	1 680	1 069	2 397	1 818	2 304	1 704
1979 (b) ..	1 785	1 095	2 321	1 764	2 265	1 678

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Y compris le personnel de cadre et de surveillance.
(b) Données provisoires.

Balance charbonnière

(en milliers de tonnes)

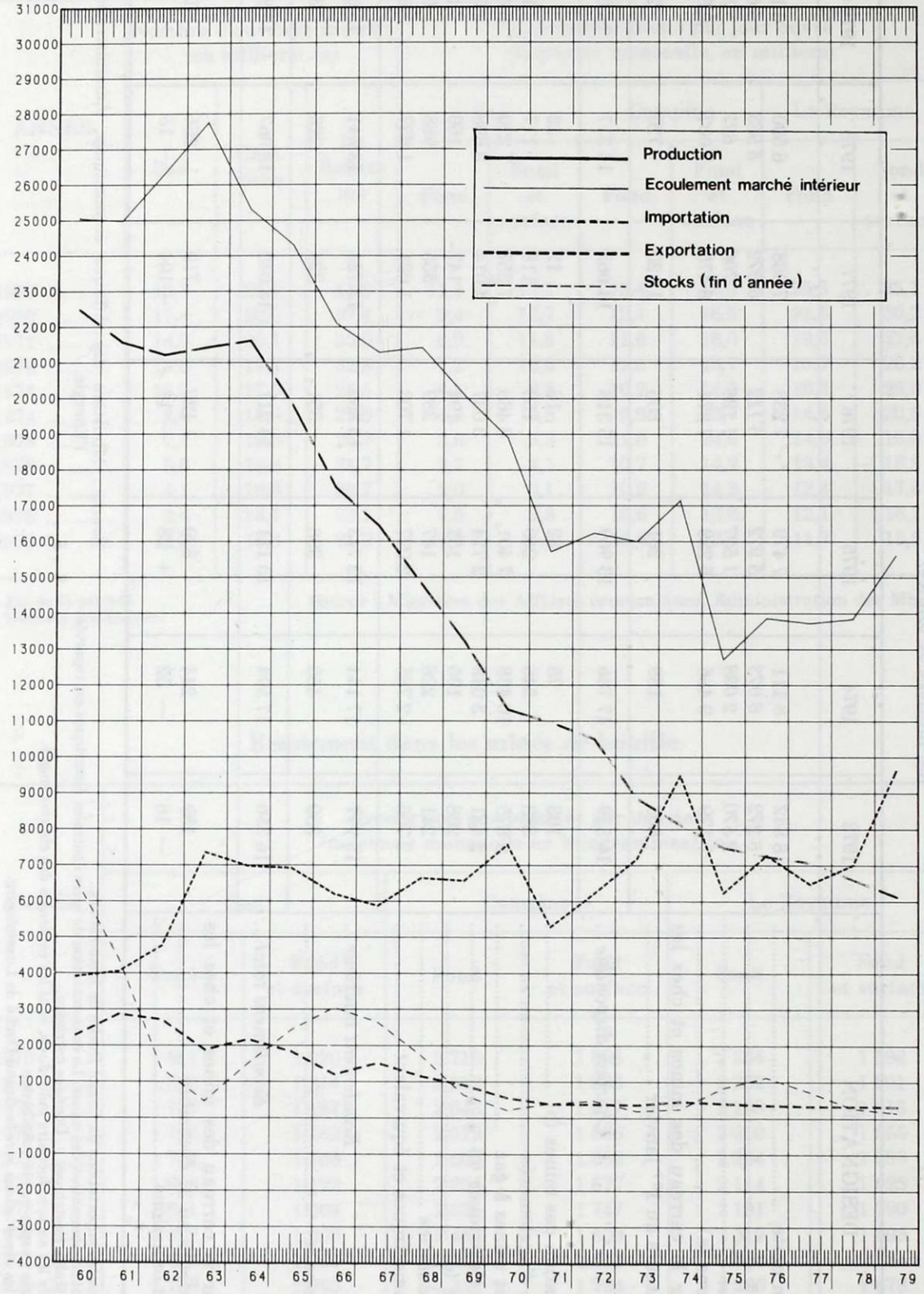
DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 (f)
Production nette	8 842	8 111	7 479	7 238	7 068	6 590	6 125
Campine	*6 272*	*6 073*	*5 972*	*6 112*	*6 272*	*5 963*	*5 614*
Sud	*2 570*	*2 038*	*1 507*	*1 126*	*796*	*627*	*511*
Importations (a)	7 179	9 486	6 229	7 274	6 475	7 007	9 626
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier	508	189	261	806	1 120	720	265
Charbon disponible	**16 529**	**17 786**	**13 969**	**15 318**	**14 663**	**14 317**	**16 016**
Consommation des mines (b)	103	75	32	16	12	12	9
Fabriques d'agglomérés	383	346	240	153	118	117	146
Cokeries et usines à gaz	9 875	10 468	7 401	8 468	7 257	7 220	8 468
Centrales électriques (c)	2 431	3 049	2 714	3 037	4 014	3 698	4 597
Sidérurgie (d)	208	195	152	194	147	169	118
Autres industries	241	226	147	289	555	988	671
Usages domestiques et équivalent	2 756	2 785	2 027	1 703	1 621	1 637	1 601
Ecoulement intérieur	**15 997**	**17 144**	**12 713**	**13 860**	**13 724**	**13 841**	**15 610**
Exportations (e)	359	450	398	351	324	226	312
Ecoulement total	**16 356**	**17 594**	**13 111**	**14 211**	**14 048**	**14 067**	**15 922**
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre	189	244	830	1 120	719	265	150
Erreurs et omissions	— 16	— 52	+ 28	— 13	—104	— 15	— 56

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Uniquement consommation des mines. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ». Données corrigées.
(c) Non compris les autoproducteurs individuels, sauf les centrales des charbonnages.
(d) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(e) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
(f) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Balance charbonnière

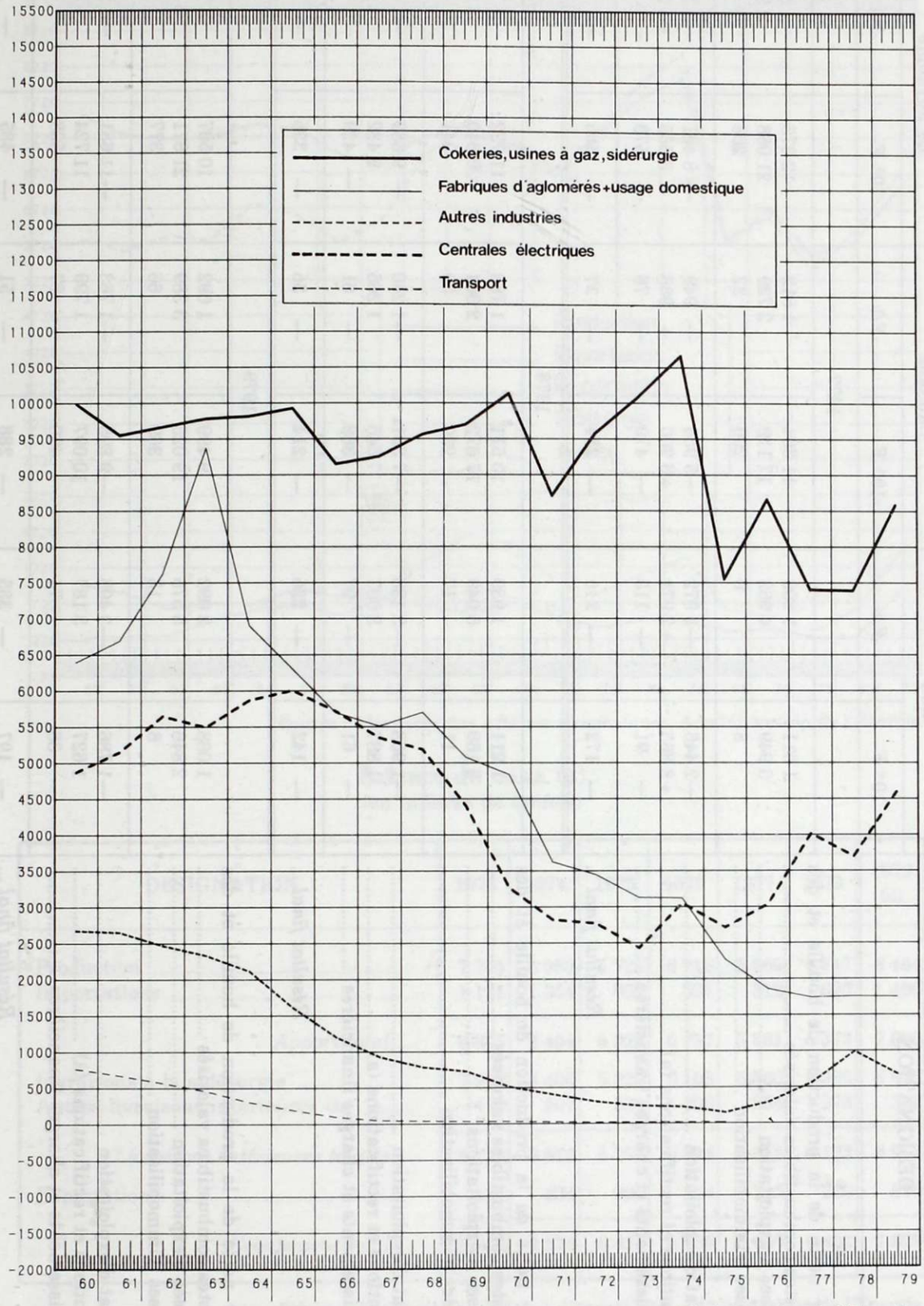
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

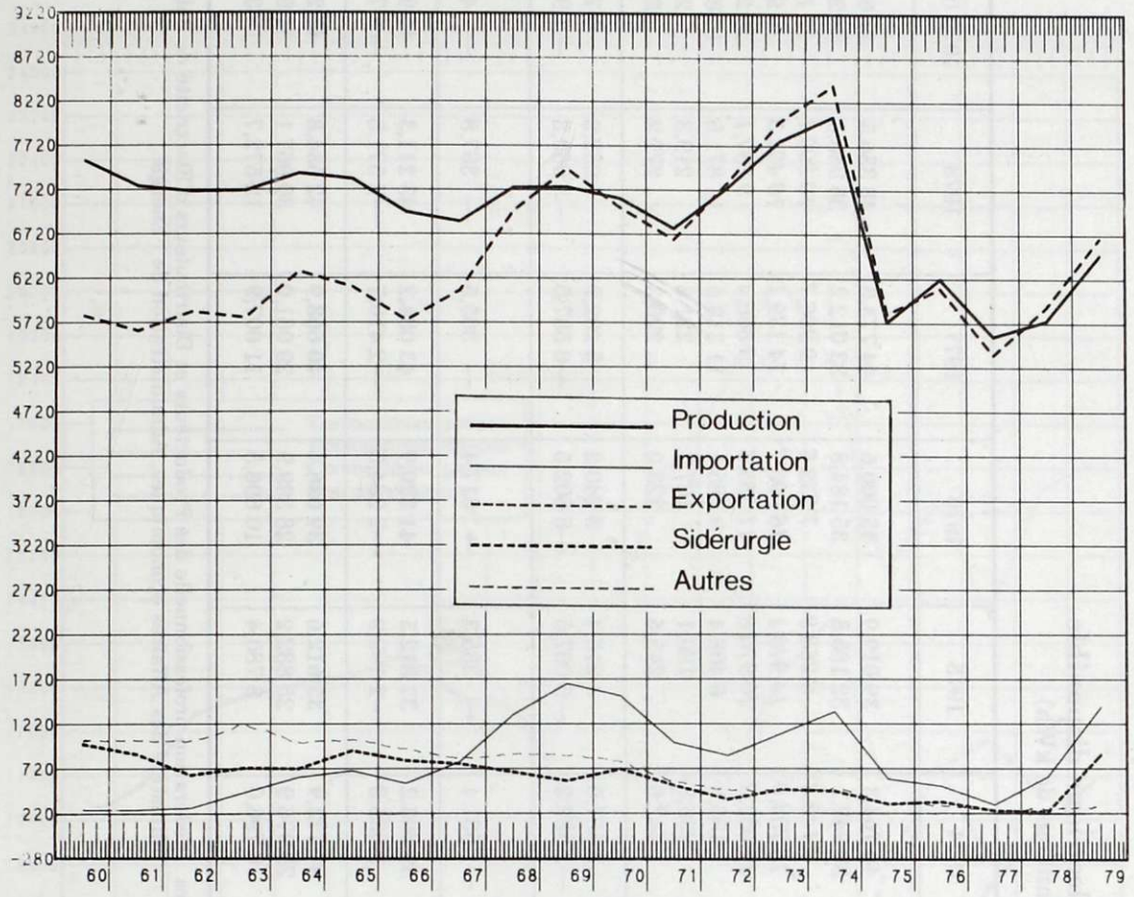
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1977 à 1979

DÉSIGNATION	Sud		Campine		Le Royaume	
	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t
			1977			
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 511	1 899	11 364	1 812	12 875	1 822
Dépenses d'exploitation	3 949	4 962	17 119	2 729	21 068	2 981
Dépenses d'immobilisation	8	9	200	32	208	29
Résultat d'exploitation	—2 446	—3 072	—5 955	— 949	— 8 401	—1 188
Subventions et rectifications (a)	+2 365	+2 971	+6 200	+ 988	+ 8 565	+1 211
Amortissements et charges financières	— 91	— 115	— 479	— 76	— 570	— 81
Résultat final ...	**— 172**	**— 216**	**— 234**	**— 37**	**— 406**	**— 58**
			1978			
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 211	1 930	10 511	1 763	11 722	1 778
Dépenses d'exploitations	3 168	5 049	17 672	2 964	20 840	3 162
Dépenses d'immobilisation	11	17	230	39	241	37
Résultat d'exploitation	—1 968	—3 136	—7 391	—1 240	— 9 359	—1 420
Subventions et rectifications (a)	1 887	3 007	7 545	1 265	9 432	1 431
Amortissements et charges financières	— 61	— 97	— 368	— 61	— 429	— 65
Résultat final ...	**— 142**	**— 226**	**— 214**	**— 36**	**— 356**	**— 54**
			1979			
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 068	2 092	9 499	1 692	10 567	1 725
Dépenses d'exploitation	2 846	5 575	19 025	3 389	21 871	3 571
Dépenses d'immobilisation	8	15	369	66	377	62
Résultat d'exploitation	—1 786	—3 498	—9 895	—1 763	—11 681	—1 908
Subventions et rectifications (a)	1 627	3 187	10 097	1 799	11 724	1 914
Amortissements et charges financières	— 38	— 74	— 490	— 87	— 528	— 86
Résultat final ...	**— 197**	**— 385**	**— 288**	**— 51**	**— 485**	**— 80**

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Coke de four
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Balance du coke (a)
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 (c)
Production	7 774	8 050	5 728	6 216	5 569	5 747	6 484
Importations	1 111	1 354	601	521	312	625	1 406
Apport total ...	**8 885**	**9 404**	**6 329**	**6 737**	**5 881**	**6 372**	**7 890**
Livraisons à la sidérurgie	7 993	8 405	5 820	6 108	5 360	5 900	6 675
Autres livraisons intérieures (b)	470	507	331	306	254	273	282
Livraisons intérieures totales ...	**8 478**	**8 912**	**6 151**	**6 414**	**5 614**	**6 173**	**6 957**
Exportations	484	464	320	344	245	230	870
Ecoulement total ...	**8 962**	**9 376**	**6 471**	**6 758**	**5 859**	**6 403**	**7 827**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Coke de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.
(c) Données provisoires.

Energie électrique disponible
(en millions de kWh)

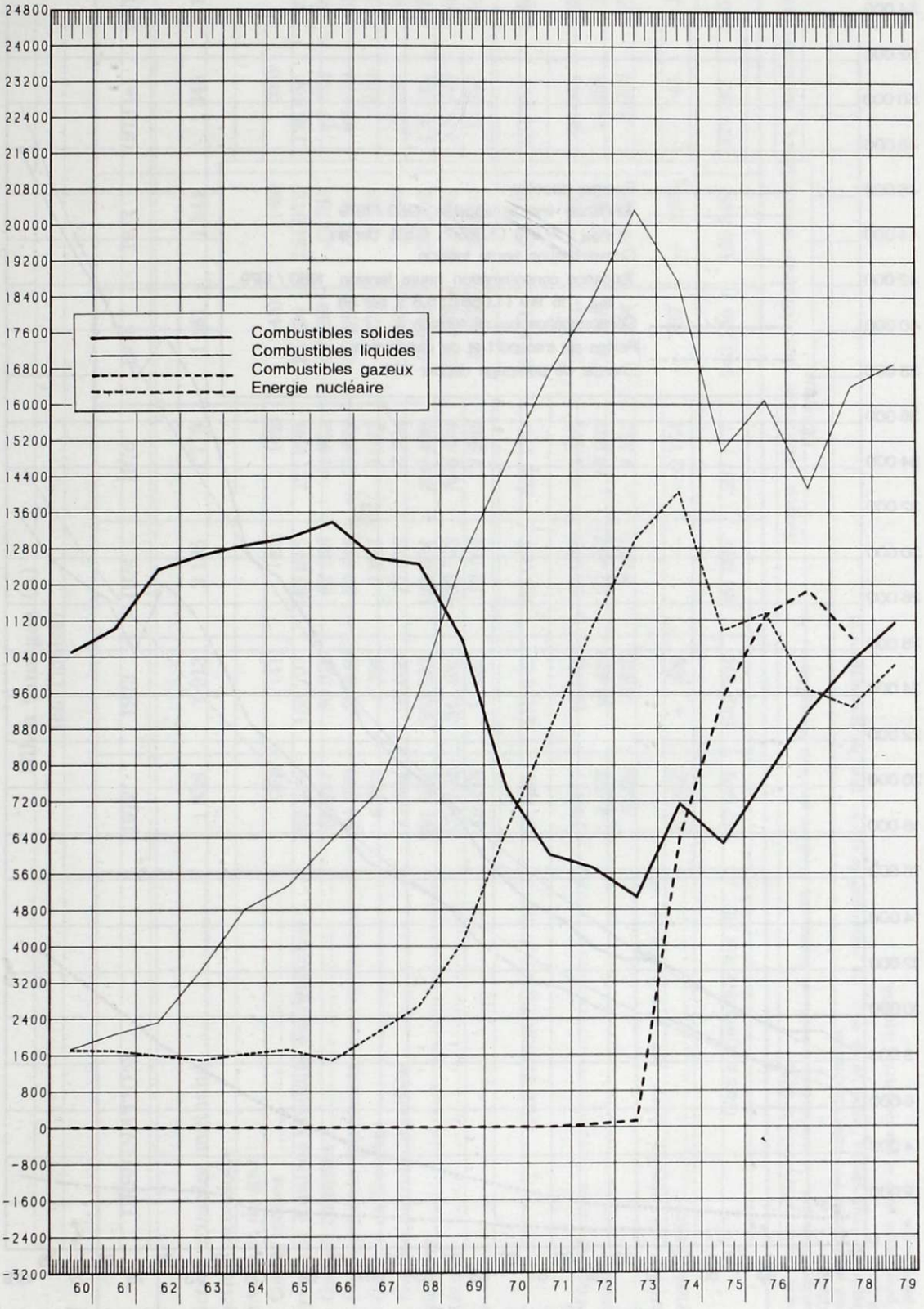
DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 (f)
Production nette	**39 121,0**	**40 764,3**	**39 019,9**	**45 000,6**	**44 773,8**	**48 356,5**	**49 648,0**
Production thermique conventionnelle	38 438,2	39 948,1	32 185,8	35 184,8	33 012,2	35 988,5	38 262,2
a partir de : combustibles solides (a)	*5 083,9*	*7 142,3*	*6 268,9*	*7 732,6*	*9 206,7*	*10 300,1*	*11 145,5*
combustibles liquides (b)	*20 345,4*	*18 754,0*	*14 946,1*	*16 096,7*	*14 139,1*	*16 401,3*	*16 903,5*
combustibles gazeux (c)	*13 008,9*	*14 051,8*	*10 970,8*	*11 355,5*	*9 666,4*	*9 287,1*	*10 213,2*
Energie nucléaire (d)	68,1	136,8	6 408,4	9 485,1	11 313,5	11 871,5	10 814,8
Hydraulique	167,2	236,8	180,1	107,7	221,8	219,3	233,2
Centrales de pompages	447,5	442,6	245,6	223,0	226,3	277,2	337,8
Importations (e)	1 649,8	2 557,5	4 215,4	3 240,2	5 202,9	5 282,9	6 736,4
Exportations	—2 404,5	—2 882,2	—5 067,5	—6 602,5	—6 587,0	—8 060,3	—7 964,6
Consommation d'énergie par les pompes de centrales de pompages	— 639,5	— 631,4	— 355,3	— 317,4	— 305,5	— 367,8	— 467,4
Energie appelée en Belgique	**37 726,8**	**39 808,2**	**37 812,5**	**41 320,9**	**43 084,2**	**45 211,3**	**47 952,4**
Pertes sur les réseaux	—1 914,7	—2 035,3	—2 199,9	—2 284,5	—2 410,7	—2 571,5	—2 702,3
Consommation nette	**35 812,1**	**37 772,9**	**35 612,6**	**39 036,4**	**40 668,9**	**42 634,8**	**45 250,1**
dont : Haute tension	27 752,7	28 976,9	25 832,2	28 339,9	29 061,0	30 067,1	31 929,4
Basse tension	8 059,4	8 796,0	9 780,4	10 696,5	11 607,9	12 572,7	13 320,7

Sources : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.
Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris l'électricité produite à partir de vapeur achetée et de chaleur récupérée.
(b) Y compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(c) Non compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(d) Non compris la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz (France).
(e) Y compris la quote-part belge dans la production nette de la centrale de Chooz.
(f) Données provisoires.

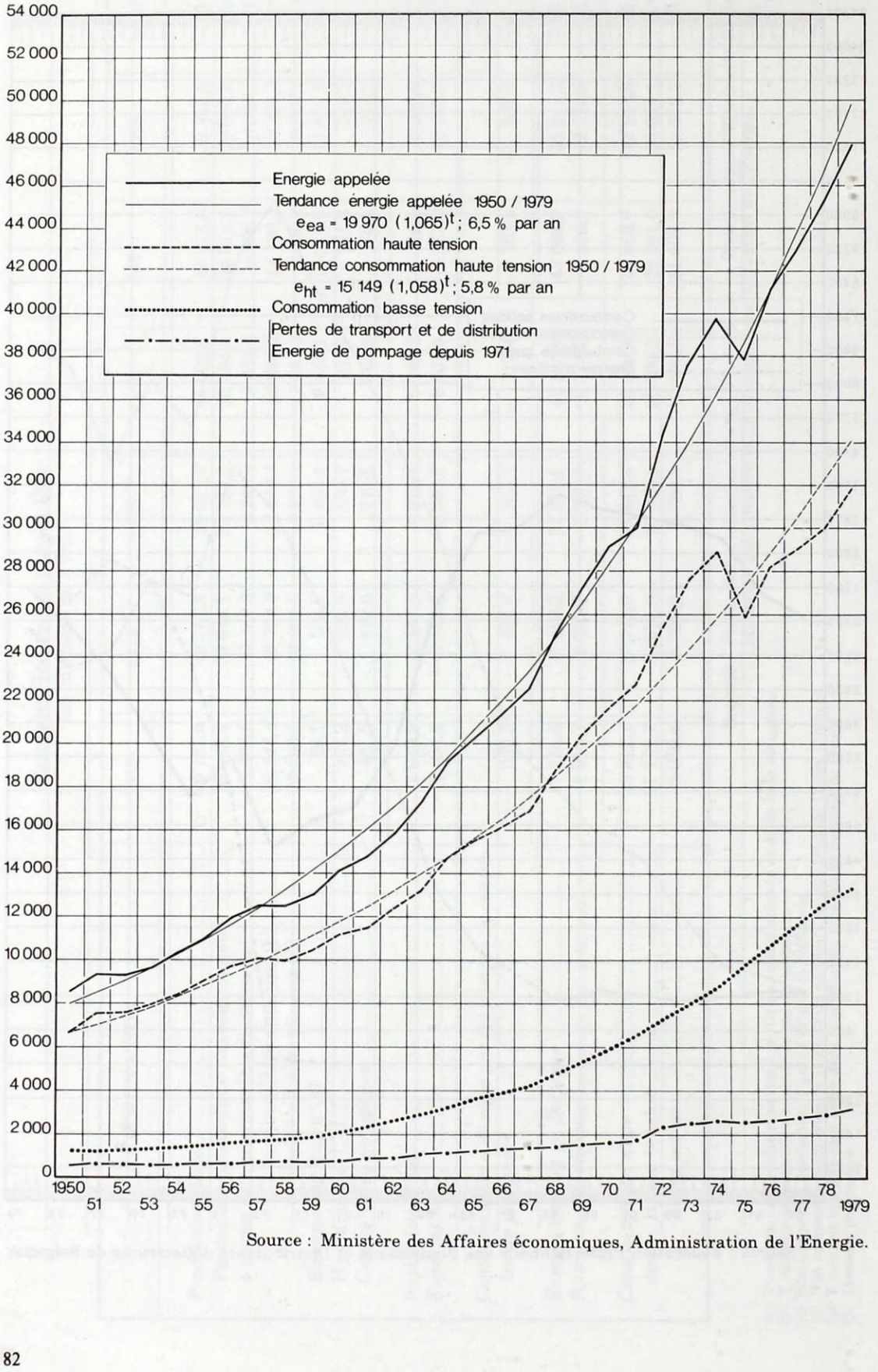
Production nette d'électricité par source d'énergie

(en millions de kWh)



Source : Fédération Professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.

Consommation d'électricité
(en millions de kWh)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Bilan tous gaz (a)

(en Tjoules)

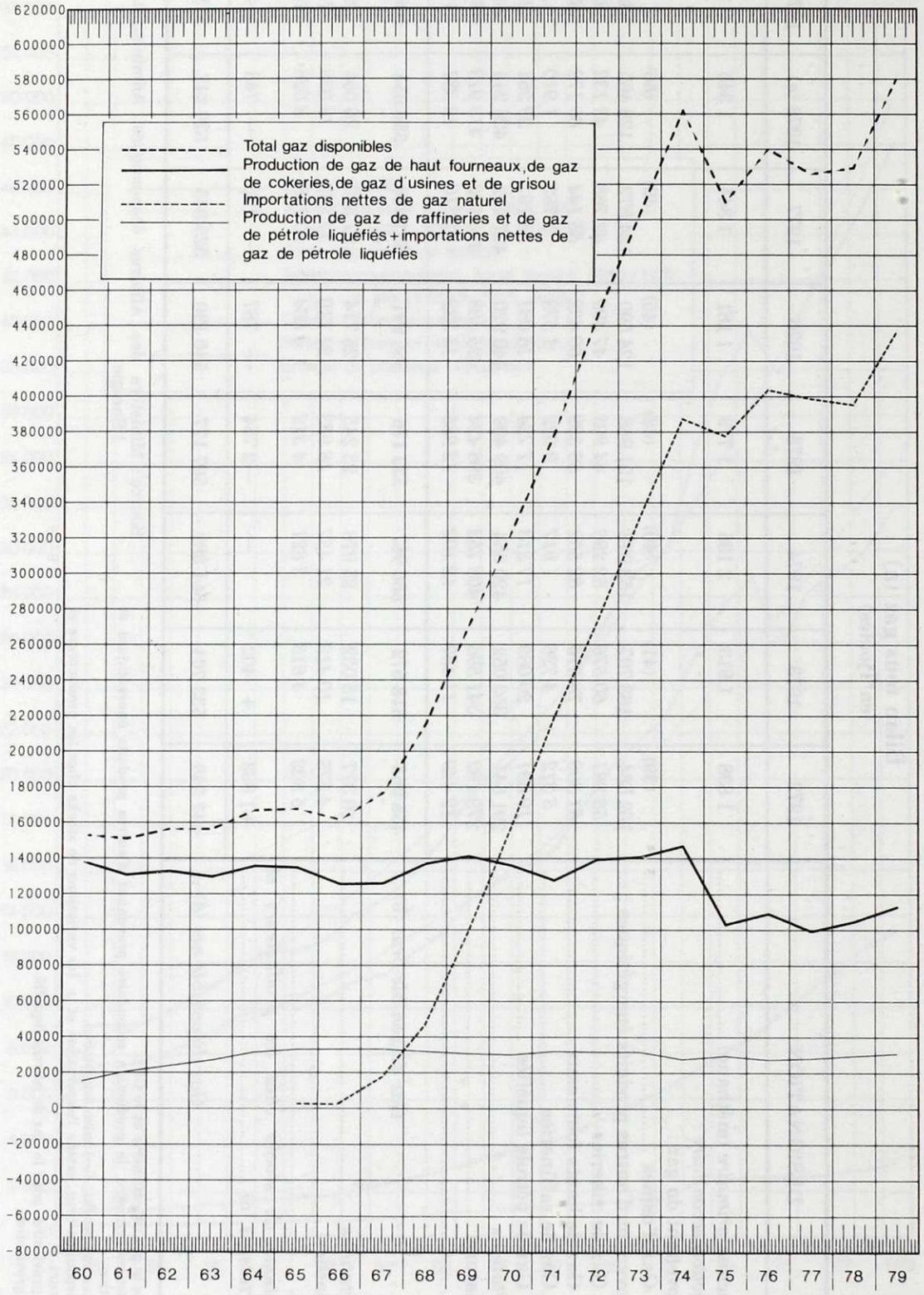
DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (e)	1979 (f)
1. *Production primaire* (méthane)	1 838	1 913	2 135	1 779	1 181	1 344	1 345	1 248
2. *Production secondaire :*								
a) Provenant du gaz :								
— Gaz d'usines	(39)	(41)	(40)	(42)	(45)	(49)	(56)	(55)
b) Provenant d'autres produits énergétiques :	162 584	163 707	163 978	121 988	124 590	124 872	128 465	138 509
— Gaz de cokeries	*56 281*	*60 576*	*62 296*	*44 903*	*47 499*	*42 768*	*43 132*	*48 044*
— Gaz de hauts fourneaux	*81 300*	*78 316*	*82 552*	*56 339*	*60 432*	*55 144*	*60 172*	*63 599*
— Gaz de raffineries	*5 312*	*4 726*	*1 917*	*3 022*	*1 578*	*1 763*	*1 910*	*2 455*
— Gaz de pétrole liquéfiés	*19 691*	*20 089*	*17 213*	*17 724*	*15 081*	*25 197*	*23 251*	*24 411*
3. *Importations*	291 641	353 052	420 854	409 409	440 920	427 202	426 244	469 101
Gaz naturel	*279 192*	*341 595*	*408 752*	*396 424*	*425 588*	*415 992*	*413 913*	*454 611*
G.P.L.	*12 449*	*11 457*	*12 102*	*12 985*	*15 332*	*11 210*	*12 331*	*14 490*
Gaz disponible brut (b)	**456 063**	**518 672**	**586 967**	**533 176**	**566 691**	**553 418**	**556 054**	**608 858**
4. *Exportations*	10 377	15 032	25 078	23 245	25 774	27 380	26 064	29 447
Gaz naturel	*4 575*	*10 419*	*21 457*	*18 933*	*21 110*	*17 262*	*18 038*	*18 885*
G.P.L.	*5 802*	*4 613*	*3 621*	*4 312*	*4 664*	*10 118*	*8 026*	*10 562*
5. *Variations de stocks chez les producteurs et importateurs* (c)	+1 863	+ 402	—	—2 754	— 787	— 193	— 743	—3 792
Gaz disponible net (d)	**447 549**	**533 704**	**561 889**	**507 177**	**540 130**	**525 845**	**529 247**	**575 619**

(a) Y compris le gaz de raffinerie et le GPL.
(b) La production primaire, la production secondaire provenant d'autres produits énergétiques et l'importation.
(c) (+) Reprise aux stocks; (—) mise aux stocks.
(d) Le gaz disponible brut, moins l'exportation et ± les variations de stocks chez les producteurs et importateurs.
(e) Données provisoires pour le gaz de pétrole liquéfié.
(f) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Gaz disponibles

(Tjoules)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Transport et distribution du gaz par canalisation

(en Térajoules)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 (a)
A. *Emissions de gaz :*										
1. Gaz de ville :										
— Production totale des usines à gaz et centrales gazières	2 210	211	39	41	40	42	45	50	56	55
— Gaz de cokeries	8 311	4 558	1 357	96	—	—	—	—	—	—
2. Gaz naturel	157 644	218 006	279 192	341 595	408 752	396 424	424 801	415 799	413 170	450 820
3. Gaz riches (grisou et gaz de raffineries)	2 136	2 308	1 635	115	—	—	—	—	—	—
Total ...	**170 301**	**225 083**	**282 223**	**341 847**	**408 792**	**396 466**	**424 846**	**415 849**	**413 226**	**450 875**
B. *Ventes de gaz :*										
1. Ventes des entreprises de distribution :										
— Usages domestiques	28 808	33 843	43 875	50 814	56 222	66 588	76 787	85 861	101 280	113 576
— Usages non-domestiques	8 209	10 340	13 331	16 727	19 858	25 341	30 131	35 583	42 894	49 343
Total ...	**37 017**	**44 183**	**57 206**	**67 541**	**76 080**	**91 929**	**106 918**	**121 444**	**144 174**	**162 919**
2. Ventes directes de Distrigaz à l'industrie	121 064	171 518	213 343	256 506	303 398	275 015	287 613	271 117	245 752	265 743
Total ...	**158 081**	**215 701**	**270 549**	**324 047**	**379 478**	**366 944**	**394 531**	**392 561**	**389 926**	**428 662**
3. Exportation	158	52	4 575	9 054	11 255	13 375	15 478	16 164	18 038	18 885

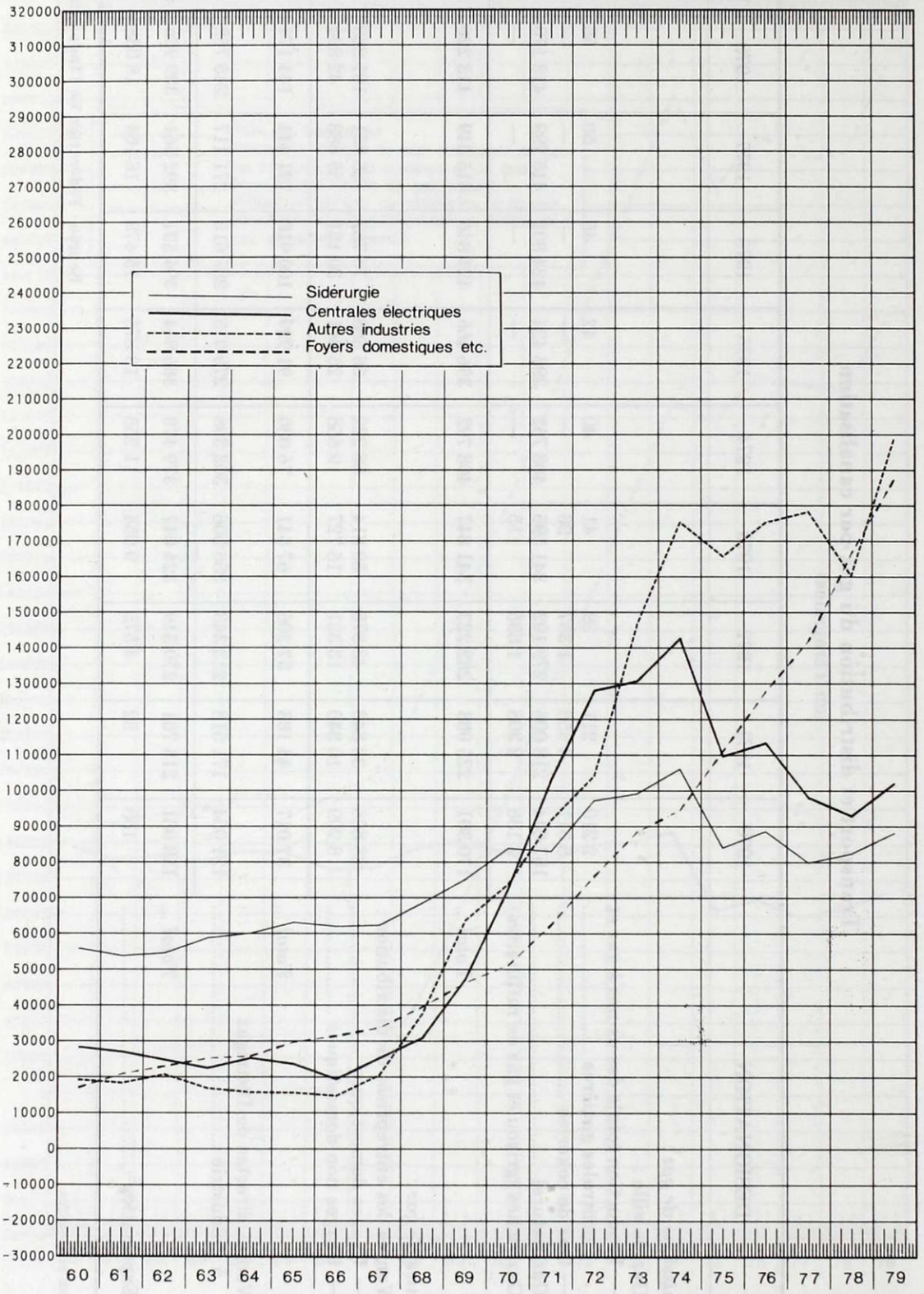
(a) Données provisoires.

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

Consommation nette de gaz

Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie

(Tjoules)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Production et consommation de produits pétroliers

(en milliers de tonnes)

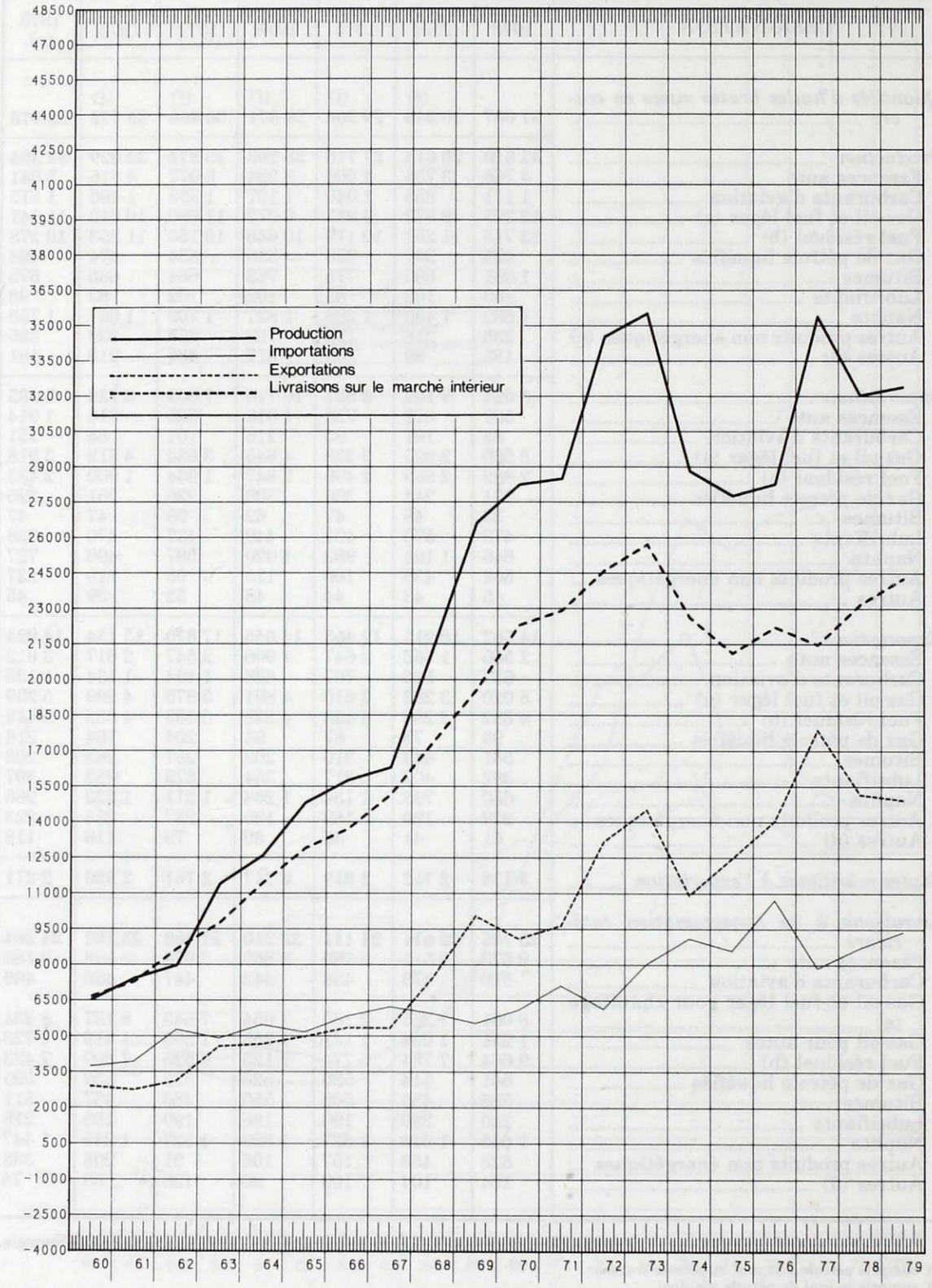
DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 (e)
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre	**37 007**	(f) **30 348**	(f) **29 266**	(f) **29 371**	(f) **36 466**	(f) **33 772**	**33 978**
Production	**35 510**	**28 814**	**27 770**	**28 262**	**35 374**	**32 029**	**32 384**
Essences auto	4 768	3 756	4 609	3 934	5 077	4 815	5 041
Carburants d'aviation	1 111	855	1 040	1 107	1 753	1 496	1 515
Gas-oil et fuel léger (a)	12 225	9 873	9 215	9 072	11 690	10 819	11 947
Fuel résiduel (b)	13 715	11 251	10 119	10 648	13 153	11 253	10 278
Gaz de pétrole liquéfiés	405	347	356	328	534	474	498
Bitumes	1 081	880	775	763	664	665	673
Lubrifiants	103	102	85	102	102	83	98
Naphta	1 682	1 433	1 269	1 827	1 709	1 867	1 758
Autres produits non énergétiques (c)	235	218	193	169	255	339	395
Autres (d)	185	99	109	312	437	218	181
Importations	**8 024**	**9 102**	**8 587**	**10 716**	**7 865**	**8 722**	**9 385**
Essences auto	567	622	728	1 010	625	813	1 014
Carburants d'aviation	83	191	95	216	101	84	131
Gas-oil et fuel léger (a)	2 560	2 925	3 359	4 645	3 684	4 512	3 918
Fuel résiduel (b)	2 882	2 859	2 499	2 847	1 954	1 900	2 433
Gaz de pétrole liquéfiés	231	244	266	309	226	251	295
Bitumes	33	48	47	62	59	47	47
Lubrifiants	473	570	401	449	437	470	538
Naphta	646	1 165	982	1 020	587	496	727
Autres produits non énergétiques	504	435	166	110	90	110	237
Autres	45	43	44	48	52	39	45
Exportations	**14 507**	**10 915**	**12 465**	**14 046**	**17 870**	**15 154**	**14 924**
Essences auto	2 560	1 856	2 647	1 906	2 547	2 617	3 012
Carburants d'aviation	637	536	707	838	1 404	1 134	1 133
Gas-oil et fuel léger (a)	5 020	3 283	3 615	4 891	5 875	4 999	5 239
Fuel résiduel (b)	4 352	3 293	3 423	4 226	5 633	4 032	3 419
Gaz de pétrole liquéfiés	93	73	87	94	204	164	216
Bitumes	561	443	310	263	257	263	203
Lubrifiants	362	407	317	354	373	352	397
Naphta	650	793	1 134	1 204	1 211	1 223	966
Autres produits non énergétiques	209	190	189	190	237	254	223
Autres (d)	61	41	36	80	79	116	116
Soutes maritimes à l'exportation	**3 138**	**2 762**	**2 819**	**2 717**	**2 761**	**2 820**	**2 271**
Livraisons à la consommation intérieure	**25 705**	**22 611**	**21 111**	**22 210**	**21 468**	**23 182**	**24 264**
Essences auto	2 573	2 511	2 769	2 869	2 978	3 108	3 186
Carburants d'aviation	510	479	438	442	447	460	466
Gas-oil et fuel léger pour chauffage (a)	8 061	7 385	7 168	7 654	7 543	8 137	8 234
Gas-oil pour autos	1 251	1 024	1 141	1 255	1 393	1 419	1 723
Fuel résiduel (b)	9 664	7 784	6 774	7 125	6 525	7 309	7 423
Gaz de pétrole liquéfiés	541	514	530	525	523	552	595
Bitumes	538	485	508	550	486	457	511
Lubrifiants	220	220	190	196	199	195	218
Naphta	1 655	1 649	1 327	1 399	1 127	1 248	1 447
Autres produits non énergétiques	528	456	157	105	91	208	383
Autres (d)	164	104	109	90	156	89	78

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris pétrole lampant et pétrole tracteur.
(b) Y compris le brai de pétrole résiduel.
(c) Principalement white spirit et essences spéciales.
(d) Y compris le gaz incondensable.
(e) Données provisoires au 15 avril 1980.
(f) Y compris la mise en œuvre de produits intermédiaires.

Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur

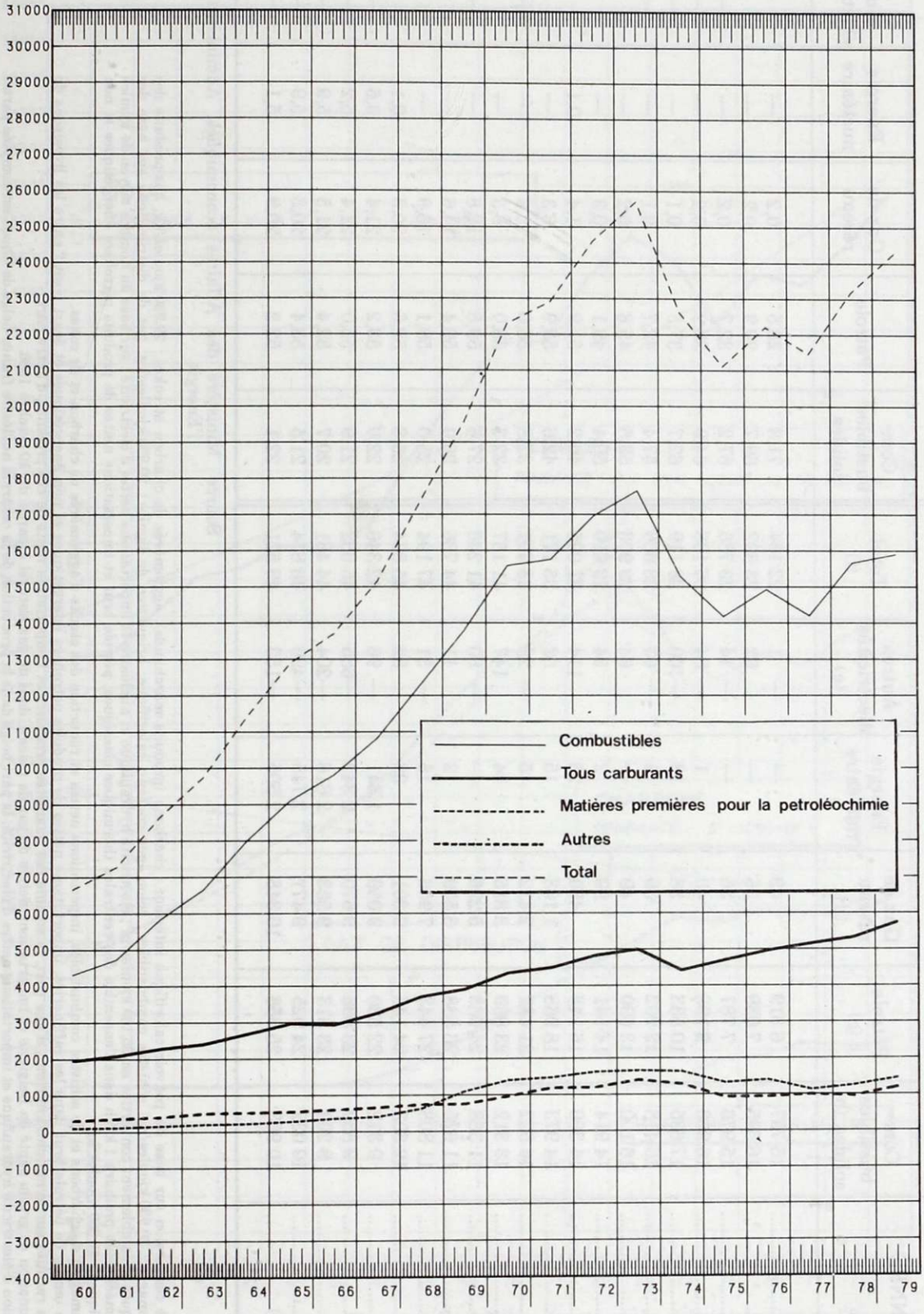
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur (a)

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris l'autoconsommation des raffineries et les soutes maritimes.

Consommation apparente brute d'énergie primaire

ANNÉE	En milliers de tonnes équivalent pétrole (41 860 kjoules/kg) (a)						En pour-cent du total				
	Combustibles solides (b)	Pétrole (c)	Gaz de réseau (d)	Energie nucléaire	Autres électricités (e)	Total (f)	Combustibles solides	Pétrole	Gaz de réseau	Energie nucléaire	Autres électricités
1959	15 797	6 319	49	—	— 1	22 164	71,3	28,5	0,2	—	—
1960	16 505	7 089	36	—	62	23 692	69,7	29,9	0,2	—	0,2
1961	15 976	7 787	36	—	— 14	23 785	67,2	32,7	0,2	—	—0,1
1962	16 953	9 198	40	1	— 84	26 108	64,9	35,2	0,2	—	—0,3
1963	17 635	10 533	38	13	—100	28 119	62,7	37,5	0,1	—	—0,3
1964	16 418	12 202	39	4	— 63	28 600	57,4	42,7	0,1	—	—0,2
1965	16 100	13 690	49	—	64	29 903	53,8	45,8	0,2	—	0,2
1966	14 914	14 541	99	2	54	29 610	50,4	49,1	0,3	—	0,2
1967	14 360	16 148	450	23	114	31 095	46,2	51,9	1,4	0,1	0,4
1968	14 973	18 968	1 163	15	52	35 171	42,6	53,9	3,3	—	0,2
1969	14 522	21 482	2 412	5	— 29	38 392	37,8	56,0	6,3	—	—0,1
1970	13 312	23 869	3 815	14	147	41 157	32,3	58,0	9,3	—	0,4
1971	11 368	24 663	5 295	—	— 80	41 246	27,6	59,8	12,8	—	—0,2
1972	11 625	26 588	6 559	3	11	44 786	26,0	59,4	14,6	—	—
1973	11 808	27 443	7 956	18	— 31	47 194	25,0	58,1	16,9	—	—
1974	12 303	24 145	9 301	33	82	45 864	26,8	52,6	20,3	0,1	0,2
1975	9 312	22 530	9 059	1 541	— 96	42 346	22,0	53,2	21,4	3,6	—0,2
1976	9 859	23 896	9 670	2 342	—685	45 082	21,9	53,0	21,4	5,2	—1,5
1977	9 203	23 313	9 553	2 616	—204	44 481	20,7	52,4	21,5	5,9	—0,5
1978	10 032	24 925	9 471	2 745	—499	46 674	21,5	53,4	20,3	5,9	—1,1
1979 (g)	10 963	25 858	10 348	2 505	—153	49 521	22,1	52,2	20,9	5,1	—0,3

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Taux de conversion sur base du pouvoir calorifique inférieur : charbons (produits marchands), agglomérés de charbon et cokes : 29.930 kjoules/kg; bas-produits des charbonnages : 20.930 kjoules/kg; schistes combustibles : selon leur contenu calorifique; briquettes de lignite : 20.930 kjoules/kg; gaz de distribution : sur base des statistiques préalablement converties en 35.169 kjoules/m³; électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité : sur base du nombre moyen de kjoules consommées pour produire 1 kWh dans l'ensemble des centrales thermiques classiques; pétrole brut et importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non énergétiques : 41.860 kjoules/kg.

(b) Consommation de charbons et de schistes combustibles, importations nettes et réduction des stocks d'agglomérés de charbon et de cokes.

(c) Mise en œuvre de pétrole brut dans les raffineries, importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non énergétiques et écart positif entre les livraisons de produits raffinés sur le marché intérieur, d'une part, la somme des quantités produites et l'importation nette de ces produits, d'autre part.

(d) Consommation de grisou capté en Belgique et importations nettes de gaz de réseau, dont de gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.

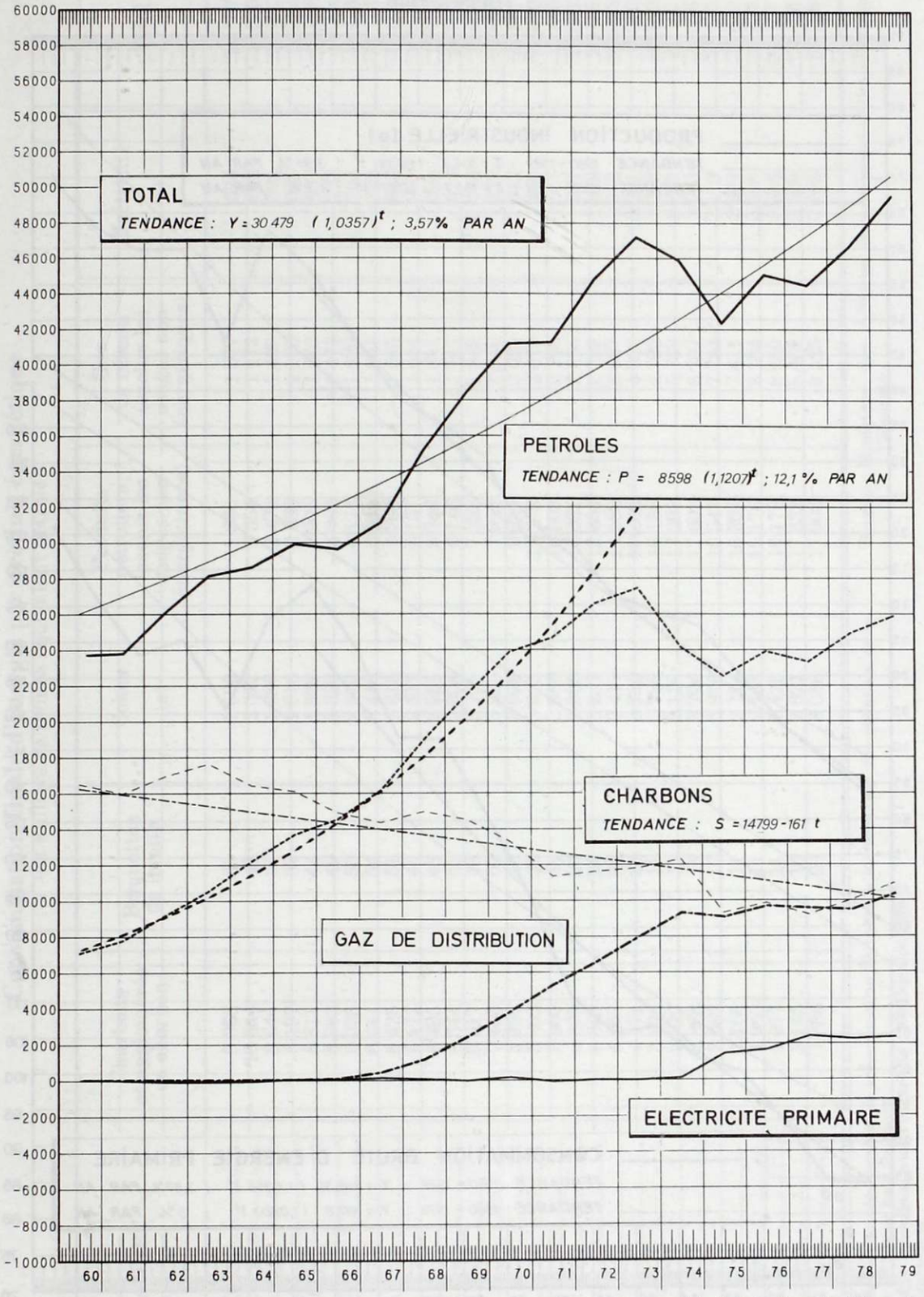
(e) Production d'électricité hydraulique et importations nettes d'électricité; la part belge dans la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.

(f) Le total doit correspondre à la somme des postes « Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution » et « Livraisons à la consommation finale » (en tenant compte des mouvements des stocks connus) du tableau « Bilan global de l'Energie ».

(g) Données provisoires.

Consommation apparente d'énergie primaire (a)

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

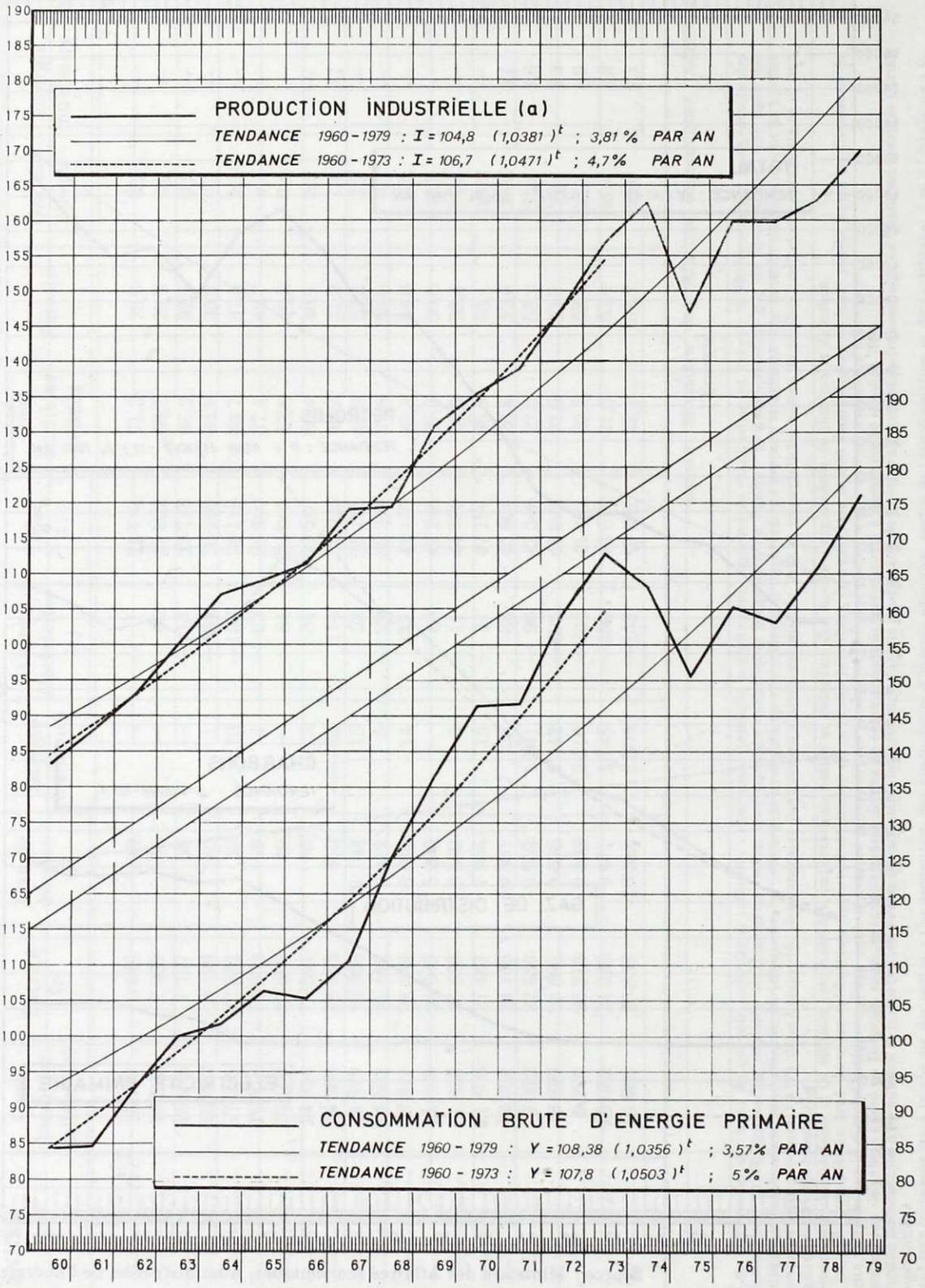


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Fin 1973 : crise pétrolière — nouvelle politique énergétique.

Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire

(1963 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) De 1949 à 1953, sur base de l'indice I.R.E.S.P., Louvain, 1936-1938 = 100, à partir de 1953, indice I.N.S., 1963 = 100, sans construction.

Consommation finale d'énergie par produit énergétique

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

ANNEE	Charbons et agglomérés de charbon	Briquettes de lignite	Cokes (a)	Produits pétroliers (exclus les usages non énergétiques)	Gaz de réseau (exclus les usages non énergétiques)	Electricité (b)	Total
1950	9 068	33	1 635	1 860	1 067	524	14 187
1951	10 644	49	2 012	2 354	1 172	602	16 833
1952	8 644	31	1 986	2 475	1 429	591	15 001
1953	8 197	37	1 816	2 733	1 163	608	14 554
1954	8 811	44	1 989	2 905	1 282	667	15 698
1955	8 963	49	2 320	3 468	1 471	723	16 994
1956	9 026	50	2 520	4 174	1 620	796	13 183
1957	8 441	54	2 446	4 142	1 591	833	17 507
1958	6 425	51	2 313	4 796	1 595	846	16 026
1959	6 172	46	2 512	5 157	1 634	935	16 456
1960	6 495	48	2 585	5 748	1 801	1 026	17 703
1961	6 344	45	2 608	6 146	1 747	1 074	17 964
1962	6 917	48	2 705	7 323	1 849	1 178	20 020
1963	7 465	50	2 985	7 928	1 946	1 279	21 653
1964	5 958	38	3 096	9 010	2 023	1 442	21 567
1965	5 802	39	3 013	10 279	2 079	1 478	22 690
1966	5 900	34	2 889	10 803	2 108	1 567	22 410
1967	4 602	29	2 935	12 061	2 234	1 671	23 532
1968	4 649	28	3 237	13 604	2 789	1 878	26 185
1969	4 337	24	3 417	14 588	3 637	2 072	28 075
1970	4 171	21	3 225	16 305	4 083	2 241	30 046
1971	3 028	17	2 788	16 138	4 793	2 388	29 152
1972	2 920	15	3 118	17 292	5 749	2 673	31 767
1973	2 868	14	3 700	17 803	6 707	2 943	34 035
1974	2 682	17	3 876	15 347	7 734	3 119	32 775
1975	2 188	11	2 724	15 367	7 411	2 929	30 630
1976	1 960	11	2 768	16 176	8 184	3 228	32 327
1977	1 977	11	2 425	16 178	8 250	3 356	32 197
1978	2 145	10	2 621	17 332	8 469	3 529	34 106
1979 (c)	1 886	20	3 086	17 903	9 125	3 766	35 786

(a) Pour éviter des doubles emplois, la consommation de cokes a été diminuée des quantités de la production de gaz de haut fourneau.

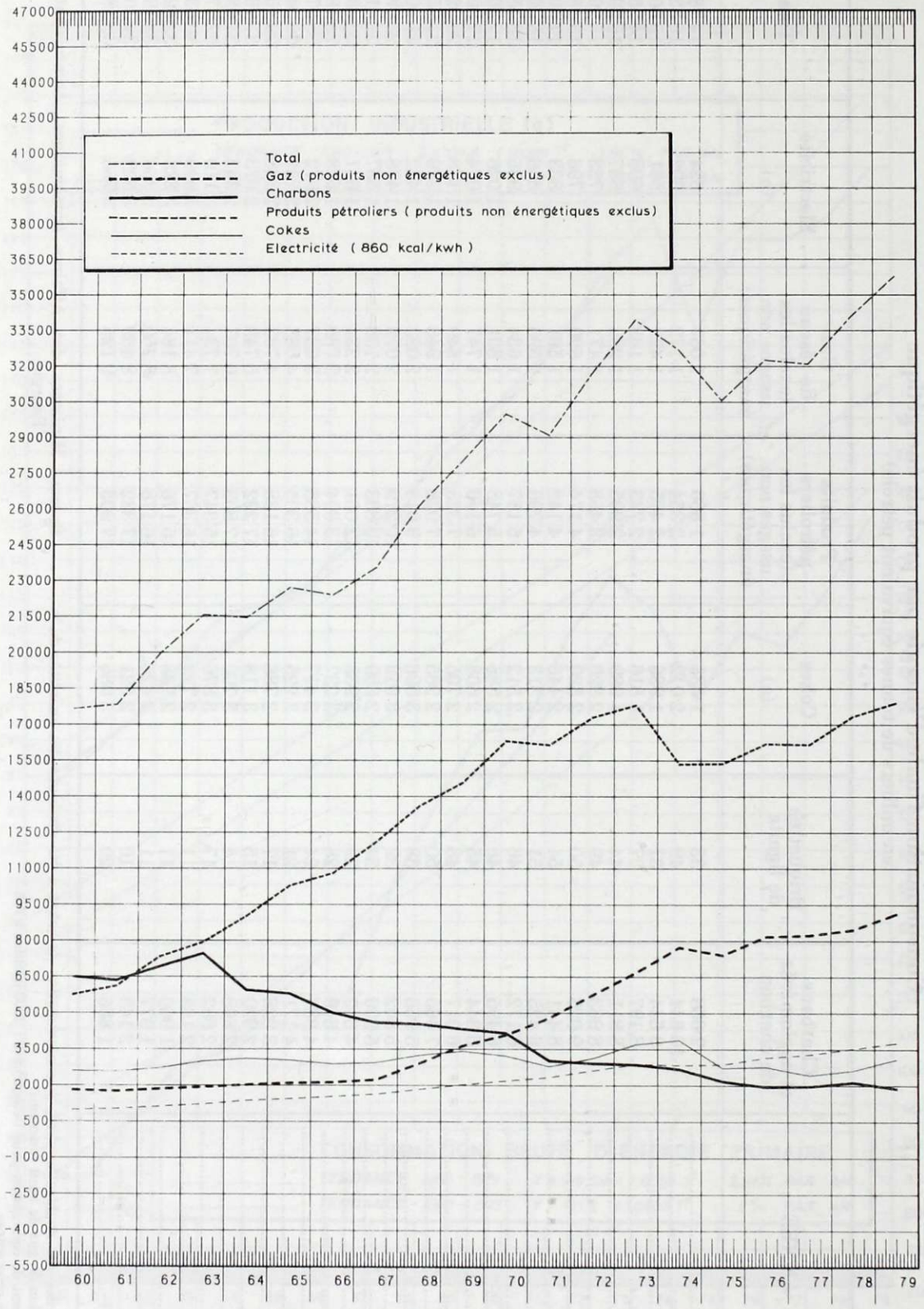
(b) Coefficient de conversion pour l'électricité : 3600 kjoules/kWh.

(c) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Consommation finale d'énergie (a) par forme d'énergie

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

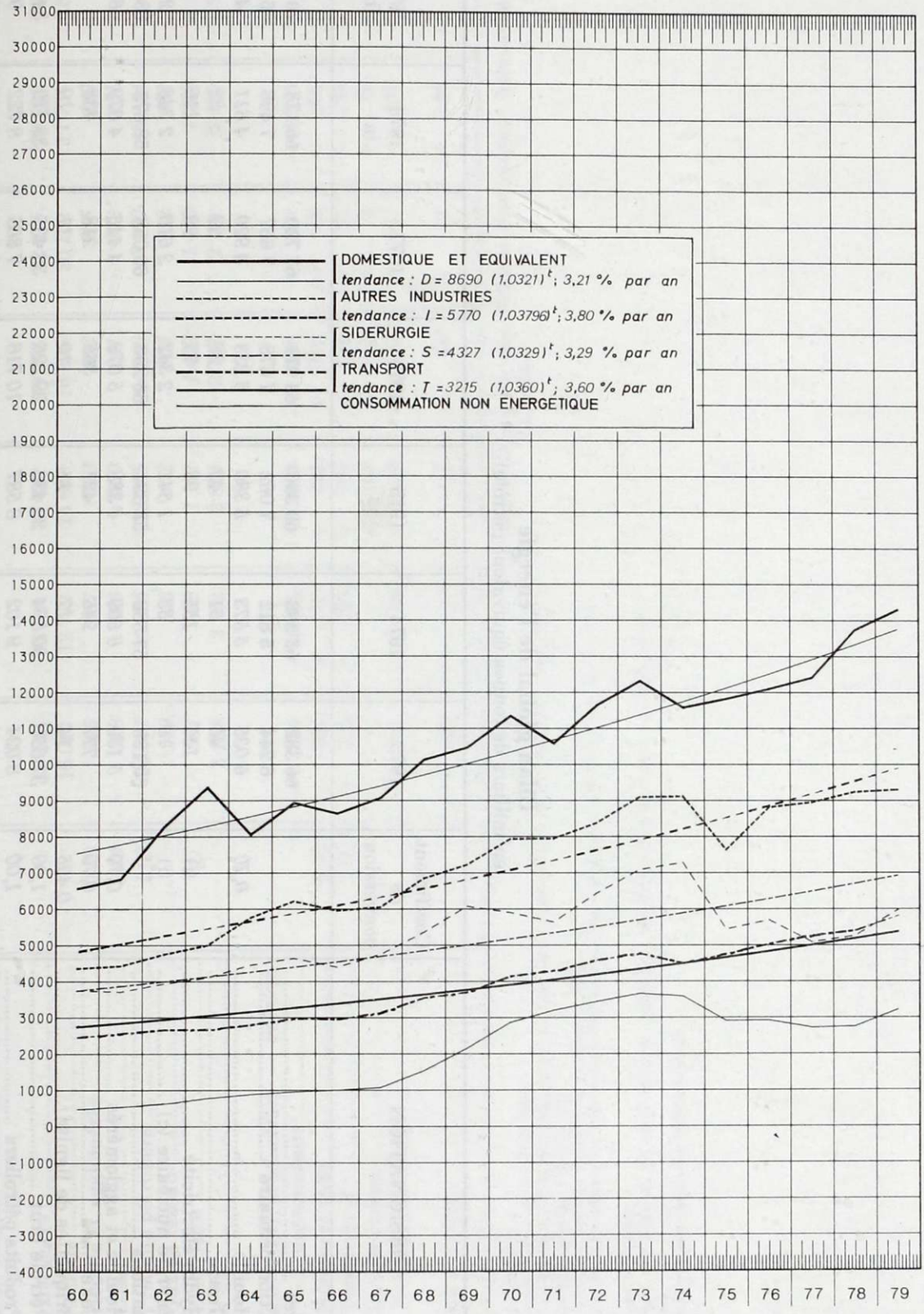


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) N'ayant pas servi à produire une autre forme d'énergie; utilisations non énergétiques et pertes de distribution exclues.
Pour 1979 données provisoires.

Consommation finale d'énergie par secteur

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)



Source : Ministère des Affaires économiques,
Administration de l'Energie.

Bilan global de l'énergie
(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

DÉSIGNATION	Coefficient de conversion	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (a)	1979 (b)
Ressources		**66 382**	**63 398**	**60 396**	**63 971**	**67 720**	**66 173**	**70 441**
Production primaire		6 244	5 812	7 062	7 678	7 667	7 498	6 873
— Houille	*0,70*	*6 035*	*5 573*	*5 380*	*5 233*	*4 920*	*4 611*	*4 214*
— Grisou		*46*	*51*	*43*	*28*	*32*	*32*	*30*
— Hydro-électricité	(i)	*145*	*155*	*98*	*75*	*99*	*110*	*124*
— Energie nucléaire (c)	(i)	*18*	*33*	*1 541*	*2 342*	*2 616*	*2 745*	*2 505*
Importations		60 138	57 586	53 334	56 293	60 053	58 675	63 568
— Houille et agglomérés	*0,70*	*5 139*	*6 609*	*4 388*	*5 079*	*4 446*	*4 679*	*6 612*
— Coke	*0,70*	*777*	*946*	*421*	*365*	*218*	*438*	*985*
— Briquettes de lignite	*0,495*	*14*	*17*	*11*	*10*	*11*	*10*	*20*
— Pétrole brut	*1,00*	*37 650*	*30 574*	*29 436*	*29 226*	*36 435*	*33 779*	*34 237*
— Produits pétroliers	*1,00*	*8 024*	*9 102*	*8 587*	*10 716*	*7 865*	*8 722*	*9 385*
— Gaz de réseau (d)		*8 149*	*9 763*	*9 534*	*10 165*	*9 938*	*9 888*	*10 860*
— Electricité (c)	(g)	*385*	*575*	*957*	*732*	*1 140*	*1 159*	*1 469*
Livraisons intérieures (e)		**47 194**	**45 864**	**42 346**	**45 082**	**44 481**	**46 674**	**49 521**
Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et [illegible]								
— Sidérurgie								

— Autres industries		*9 158*	*9 148*	*7 660*	*9 105*	*8 962*	*9 272*	*9 299*
— Transports		*4 760*	*4 487*	*4 767*	*5 033*	*5 270*	*5 400*	*5 817*
— Secteurs domestiques et équival.		*12 348*	*11 610*	*11 850*	*12 131*	*12 447*	*13 736*	*14 299*
— Produits non-énergétiques		*3 633*	*3 585*	*2 906*	*2 914*	*2 717*	*2 748*	*3 216*
— Non ventilés		*671*	*234*	*906*	*353*	*398*	*340*	*394*
Ventes extérieures		**19 148**	**15 541**	**17 467**	**19 293**	**22 913**	**20 524**	**20 284**
Exportations		16 010	12 779	14 648	16 576	20 152	17 704	18 013
— Houille et agglomérés	*0,70*	*365*	*367*	*350*	*293*	*255*	*190*	*286*
— Coke	*0,70*	*328*	*336*	*230*	*241*	*172*	*161*	*604*
— Produits pétroliers	*1,00*	*14 507*	*10 915*	*12 465*	*14 046*	*17 870*	*15 154*	*14 924*
— Gaz de réseau		*249*	*513*	*452*	*504*	*412*	*431*	*451*
— Electricité	(g)	*561*	*648*	*1 151*	*1 492*	*1 443*	*1 768*	*1 748*
Soutes (h)		3 138	2 762	2 819	2 717	2 761	2 820	2 271
Variations stocks producteurs — importateurs — consommateurs		**+ 246**	**+ 2 005**	**+ 568**	**— 388**	**+ 313**	**— 1 193**	**+ 830**
— Houille et coke	*0,70*	— 330	+ 178	+ 326	+ 310	— 48	— 653	— 18
— Pétrole brut	*1,00*	+ 402	+ 199	+ 137	— 145	— 31	— 153	+ 47
— Gaz de réseau		— 10	—	+ 66	+ 19	+ 5	+ 18	+ 90
— Produits pétroliers		+ 184	+ 1 628	+ 39	— 572	+ 387	— 405	+ 711
Différence statistique		**— 206**	**— 12**	**+ 15**	**— 16**	**+ 13**	**+ 168**	**— 194**

(a) Données corrigées.
(b) Données provisoires au 29 avril 1980.
(c) L'énergie électrique livrée à la Belgique par la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations d'électricité.
(d) Y compris le gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.
(e) Coefficient de conversion pour l'électricité : 0,086. Il n'a pas été possible d'éliminer tous les doubles emplois.
(f) Calcul par différence.
(g) Estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des centrales thermiques classiques.
(h) Soutage navigation maritime internationale.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Bilan résumé par forme d'énergie (a)

DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut et prod. interm.		Produits pétroliers		Gaz de réseau (b)		Electricité (c)	
	10^3 tec		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 Tjoules		10^6 kWh	
	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979
Ressources	**13 271**	**15 466**	**20**	**40**	**6 372**	**7 858**	**33 779**	**34 237**	**42 606**	**43 363**	**519**	**568**	**56 121**	**58 984**
Production primaire (d)	6 577	6 007	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	13 016	11 985
Production secondaire (e)	10	13	—	—	5 747	6 450	—	—	33 884	33 973	103	112	37 822	40 263
Importations de la Communauté (f)	3 967	3 546	20	—	611	1 303	33 779	34 237	8 722	9 385	359	379	5 283	6 736
Importations des pays tiers	2 717	5 900	—	—	14	105					55	76	—	—
Emplois	**13 271**	**15 466**	**20**	**40**	**6 372**	**7 858**	**33 779**	**34 237**	**42 606**	**43 363**	**519**	**568**	**56 121**	**58 984**
Producteurs d'énergie primaire	14	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	639	607
Cokeries, usines à gaz (g)	7 399	8 442	—	—	—	—	—	—	4	5	28	33	140	150
Centrales électriques (h)	3 412	3 948	—	—	—	—	—	—	3 738	3 856	91	100	5 422	5 769
Raffineries de pétrole	—	—	—	—	—	—	33 884	33 978	1 743	1 594	—	—	681	712
Consommateurs finals	3 065	2 694	20	40	6 173	6 973	—	—	19 440	20 403	381	412	41 179	43 781
Sidérurgie (i)	*169*	*121*	—	—	*5 900*	*6 695*	—	—	*436*	*450*	*82*	*88*	*4 873*	*5 208*
Autres industries (d) (j)	*1 070*	*744*	—	*8*	*220*	*252*	—	—	*3 716*	*3 768*	*128*	*131*	*18 523*	*19 780*
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	*5 322*	*5 735*	—	—	*907*	*950*
Secteurs domestiques et équivalents	*1 826*	*1 829*	*20*	*32*	*53*	*26*	—	—	*7 653*	*7 700*	*144*	*163*	*15 265*	*17 843*
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	*205*	*250*	—	—	*1 611*	
Produits non-énergétiques	—	—	—	—	—	—	—	—	*2 108*	*2 500*	*27*	*30*	—	—
Consommation intérieure	13 890	15 097	20	40	6 173	6 973	33 884	33 978	24 925	25 858	500	545	48 061	51 019
Exportations vers la Communauté (f) (k)	233	340	—	—	179	272	—	—	15 154	14 924	18	19	8 060	7 965
Exportations vers les pays tiers	39	68	—	—	51	592	—	—			—	—	—	—
Soutes	—	—	—	—	—	—	—	—	2 820	2 271	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importateurs (l)	—468	—165	—	—	— 31	+ 21	—153	+ 47	—405	+711	—	— 4	—	—
Variat. stocks commerce et consommateurs (m)	—433	+118	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles. Données provisoires pour 1979.
(b) Tous les gaz fournis ou à être fournis en état gazeux; donc non compris les gaz butane ou propane fournis aux consommateurs finals sous forme liquide (en récipients).
(c) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(d) Houille : les produits marchands ont été comptés tonne pour tonne et les bas produits ont été convertis en tec à raison de 20.930 kjoules/kg; les schistes combustibles ont été calculés d'après leur contenu calorifique.
Electricité : y compris l'énergie nucléaire. La part belge dans la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(e) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : production des usines à gaz et des cokeries, achats de gaz à l'industrie pétrolière, consommation globale de gaz de haut fourneau.
(f) Non compris le transit de gaz naturel vers la France.
(g) Gaz de réseau : besoins propres des cokeries et usines à gaz et pertes de distribution.
(h) Y compris la consommation des autoproducteurs. Electricité : y compris la différence entre la production brute et la production nette, ainsi que les pertes du transport et de la distribution et énergie utilisée pour le pompage d'eau dans les centrales de pompage.
(i) Gaz de réseau : y compris le gaz de haut fourneau.
(j) Non compris la consommation en vue de la production d'électricité.
(k) Y compris les schistes combustibles calculés à 15.110 kjoules/kg.
(l) Pétrole brut : différence entre les importations et la mise en œuvre dans les raffineries; produits pétroliers : différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons d'autre part.
(m) Commerce, cokeries, sidérurgie, chemins de fer, centrales électriques des producteurs-distributeurs et centrales communes.

Commerce extérieur du secteur énergétique

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. Houille et agglomérés de houille	16 130	17 489	14 656	15 679	19 077	1 015	872	779	607	1 222
1. Anthracite	*4 940*	*4 961*	*5 045*	*5 748*	*5 743*	*94*	*114*	*59*	*106*	*156*
2. Autres houilles	*10 743*	*12 233*	*9 227*	*9 575*	*12 891*	*865*	*712*	*694*	*425*	*861*
3. Agglomérés de houille	*447*	*295*	*384*	*356*	*443*	*56*	*46*	*26*	*76*	*205*
B. Lignite et briquettes de lignite	64	81	85	91	122	—	—	—	—	—
C. Produits de la cokéfaction	9 612	9 117	7 439	8 909	11 799	1 041	935	573	774	2 056
dont : Cokes, charbon de cornue	*9 582*	*9 092*	*7 414*	*8 881*	*11 788*	*1 016*	*903*	*541*	*737*	*2 005*
Combustibles solides (A+B+C) ...	**25 806**	**26 687**	**22 180**	**24 679**	**30 998**	**2 056**	**1 807**	**1 352**	**1 381**	**3 278**
D. Pétrole brut	83 600	102 602	125 583	99 593	126 337	229	1	—	221	—
E. Produits pétroliers raffinés	34 014	42 542	29 229	36 966	59 106	48 081	57 029	69 208	56 790	98 171
dont : 1. Essences et huiles légères	*9 340*	*12 536*	*8 607*	*8 303*	*16 439*	*17 194*	*17 962*	*20 399*	*18 873*	*35 427*
2. Huiles moyennes	*256*	*494*	*471*	*231*	*815*	*2 575*	*3 404*	*6 770*	*5 075*	*9 918*
3. Gas-oil	*9 227*	*14 910*	*7 320*	*10 018*	*19 470*	*10 800*	*14 783*	*14 728*	*11 490*	*28 730*
4. Fuel-oils	*10 463*	*9 750*	*7 800*	*13 509*	*15 530*	*12 099*	*15 083*	*20 560*	*14 825*	*16 502*
5. Huiles de graissage	*3 641*	*3 752*	*3 989*	*3 867*	*5 243*	*4 176*	*4 570*	*5 361*	*5 032*	*5 907*
F. Energie électrique	124	315	1 045	743	1 376	—	890	66	274	260
G. Gaz naturel et gaz distribué	15 252	21 388	24 651	26 937	32 137	544	694	1 345	1 138	1 375
1. Propane, butane, etc.	*1 867*	*2 496*	*2 137*	*2 126*	*2 623*	*536*	*652*	*1 154*	*1 023*	*1 374*
2. Gaz naturel	*13 373*	*18 876*	*22 456*	*24 733*	*29 469*	*8*	*42*	*191*	*114*	*1*
3. Gaz distribué, autre que gaz naturel	*12*	*16*	*58*	*78*	*45*	—	—	—	*1*	—
Combustibles fluides (D+E+F+G) ...	**132 987**	**166 847**	**180 508**	**164 239**	**218 956**	**48 854**	**58 614**	**70 619**	**58 423**	**99 806**
H. Vapeur, eau chaude, air comprimé	—	—	—	—	—	1	1	1	3	1
I. Eau, glace et neige	4	3	2	2	4	2	2	2	3	1
Autres formes d'énergie (H+I) ...	**4**	**3**	**2**	**2**	**4**	**3**	**3**	**3**	**6**	**2**
Total général ...	**158 800**	**193 537**	**202 690**	**188 920**	**249 958**	**50 913**	**60 424**	**71 974**	**59 810**	**103 086**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration de l'Energie.

Commerce extérieur du secteur énergétique
Quantité

DÉSIGNATION	Unité de quantité	Importations					Exportations				
		1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Houille et agglomérés de houille*	10^3 t	6 950	7 951	7 054	7 803	10 169	562	391	367	271	504
1. Anthracite		*1 849*	*1 855*	*1 919*	*2 192*	*2 218*	*41*	*48*	*29*	*49*	*65*
2. Autres houilles		*4 939*	*5 995*	*4 994*	*5 485*	*7 817*	*501*	*330*	*328*	*196*	*380*
3. Agglomérés de houille		*162*	*101*	*141*	*126*	*134*	*20*	*13*	*10*	*26*	*59*
B. *Lignite et briquettes de lignite*	10^3 t	62	57	57	55	71	—	—	—	—	—
C. *Produits de la cokéfaction*	10^3 t	3 042	2 727	2 122	2 663	3 707	368	323	157	204	644
dont : Cokes, charbon de cornue ..		*3 034*	*2 721*	*2 116*	*2 656*	*3 706*	*360*	*318*	*150*	*196*	*639*
Combustibles solides (A + B + C) ...	10^3 t	10 054	10 735	9 233	10 521	13 947	930	714	524	475	1 148
D. *Pétrole brut*	10^3 t	26 168	28 811	35 036	30 796	31 597	82	—	—	81	—
F. *Produits pétroliers raffinés*	10^3 t	9 279	10 117	6 978	9 704	10 810	13 559	13 577	16 799	14 163	14 206
dont : 1. Essences et huiles légères		*2 172*	*2 256*	*1 717*	*1 685*	*2 017*	*3 943*	*3 307*	*4 153*	*3 994*	*4 206*
2. Huiles moyennes		*60*	*101*	*95*	*43*	*96*	*652*	*752*	*1 451*	*1 134*	*1 296*
3. Gas-oil		*2 567*	*3 529*	*1 720*	*2 485*	*3 075*	*3 064*	*3 499*	*3 455*	*2 866*	*3 570*
4. Fuel-oils		*3 691*	*3 520*	*2 718*	*4 752*	*4 609*	*5 252*	*5 394*	*7 075*	*5 499*	*4 489*
5. Huiles de graissage		*505*	*480*	*495*	*501*	*609*	*311*	*317*	*356*	*333*	*372*
F. *Energie électrique*		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
G. *Gaz naturel et gaz distribué :*											
1. Propane, butane, etc.	10^3 t	*440*	*494*	*431*	*420*	*421*	*148*	*161*	*251*	*228*	*240*
2. Gaz naturel	10^6 m³	*17 813*	*12 034*	*9 790*	*9 676*	*10 538*	*12*	*10*	*42*	*28*	—
3. Gaz distribué, autre que gaz naturel	10^6 m³	*12*	*7*	*18*	*18*	*13*	—	—	—	—	—
Combustibles fluides :											
— liquides (D+E+G1) ...	10^3 t	35 887	39 422	42 445	40 920	42 828	13 789	13 736	17 050	14 472	14 446
— gaz (G2+G3) ...	10^6 m³	17 825	12 041	9 808	9 694	10 551	12	10	42	28	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration de l'Energie.

SECTION III. — EVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

§ 1. — METALLURGIE DE BASE

Le secteur de la production des métaux et de la première transformation s'y rapportant, avait connu, avant 1975, une croissance rapide, bien que très irrégulière d'année en année, mais c'est également le secteur qui a été le plus affecté par la crise. En 1975, en effet, la production avait reculé de plus d'un quart pour se retrouver au niveau de 1968. La reprise limitée de 1976 était de loin insuffisante pour permettre d'égaler le sommet de 1974, d'autant plus qu'elle avait été suivie d'un nouvel affaissement en 1977. La reprise économique générale de 1978 ayant également gagné l'activité de la métallurgie, cette année-là s'était soldée par une amélioration de 8 % par rapport à l'année antérieure. Dans les premiers mois de 1979 également la production a connu une progression vigoureuse, mais le début de la récession générale au cours de la deuxième moitié de l'année s'est fait fortement sentir dans cette branche d'activité, ce qui ressort d'ailleurs du recul de l'indice désaisonnalisé du deuxième semestre : —5,5 % par rapport à la première moitié de l'année. Comme la détérioration au cours des derniers mois de l'année était moins importante que la croissance enregistrée antérieurement, la moyenne annuelle de l'indice de la production a été de 6,2 % supérieure à celle de l'année précédente.

Nonobstant le fait que la croissance de la production se soit poursuivie durant deux années, il n'a pas été possible d'atteindre, en 1979, le niveau exceptionnel de 1973-1974. Par contre, celui du début des années septante, caractérisées sur le plan international par une crise sévère dans la métallurgie, a été nettement dépassé en 1979.

La conjoncture des trois branches de la métallurgie de base, à savoir la sidérurgie, la première transformation de métaux ferreux et l'industrie des métaux non ferreux, évolue, dans les grandes lignes, parallèlement à la tendance esquissée ci-avant, bien qu'il y a lieu de signaler quelques écarts.

1. — *Sidérurgie.*

D'année en année, cette branche d'activité accuse les variations les plus marquantes en raison du fait que la production n'y dépend pas seulement de facteurs conjoncturels, mais également d'handicaps structurels. En effet, non seulement ce secteur est déjà très sensible aux fluctuations conjoncturelles, du fait qu'il se trouve en tête de la chaîne de production et que la demande y est donc influencée par l'effet cumulé des modifications de stocks dans les diverses phases de la production situées en aval, mais il doit faire face, en outre, à des problèmes de vieillissement d'installations importantes, ce qui exerce une influence défavorable sur la productivité du travail et les coûts.

Par conséquent, la baisse de production y avait été particulièrement importante en 1975 (—31 %), tandis que les deux années suivantes n'ont pas non plus été fort satisfaisantes. Le redressement de 1979 (+12,6 %) y a été un peu plus prononcé que dans la métallurgie de base dans son ensemble, tandis qu'en 1979 aussi, la croissance de la production est demeurée relativement élevée (+8,4 %). C'est surtout l'évolution plus favorable des produits finis (particulièrement les produits de laminage à chaud) qui a contribué à cette progression en 1979; la production de l'acier brut, par contre, a stagné au niveau de l'année précédente, à peine plus élevé que celui de 1969-1971.

2. — *Première transformation des métaux ferreux.*

En 1975 déjà, ce sous-secteur de la métallurgie de base avait connu des difficultés. En effet, pendant les années septante, le niveau de production de 1970 n'a été dépassé qu'une seule fois, en 1974, et ce parce que l'effritement de la production des fonderies avait été compensé par l'activité exceptionnellement élevée dans la tréfilerie et le laminage à froid. L'affaissement de 1975 était très grave; une reprise limitée lui avait succédé en 1976, mais depuis, l'indice de la production a continué à fléchir d'année en année. L'indice provisoire accuse, pour 1979, une stagnation au niveau de l'année précédente (+0,3 %); la faible croissance dans les aciéries de moulage (+3,8 %), la tréfilerie et le laminage à froid (+1,8 %) s'accompagne d'une régression de quelque 5 % dans les fonderies de fer.

3. — *Industrie des métaux non-ferreux.*

Contrairement aux deux sous-secteurs précités de la métallurgie de base, la production des métaux non-ferreux qui, de 1970 à 1974, avait déjà accusé une très nette tendance à la hausse, après un creux passager en 1975, a marqué une progression sensible. Le fléchissement de 1978 (—5,2 %) a été largement compensé en 1979 par une hausse de prix de 11 %, relevant ainsi le niveau de la production de quelque 60 % au-dessus de celui de 1969-1971.

La croissance de 1979 a été enregistrée surtout dans la production de métaux bruts où, tant le recul de l'année antérieure que la reprise de 1979 ont été beaucoup plus prononcés que pour les produits intermédiaires.

Les résultats de l'industrie des métaux non-ferreux, — exceptionnellement favorables par rapport à ceux de la plupart des autres secteurs, — doivent être attribués principalement au « know-how », à la technologie appliquée moderne et au fait que les entreprises belges de cette branche d'activité disposent de très grandes capacités de production et peuvent offrir une gamme de produits très variée. Ces éléments permettent de faire face à la concurrence internationale aiguë.

§ 2. — INDUSTRIE DES FABRICATIONS METALLIQUES

En 1975 et 1976, l'industrie des fabrications métalliques a traversé la crise avec moins de difficultés que la plupart des autres secteurs : en 1975, le recul de l'indice de la production ne se chiffrait qu'à 4,0 %, et la reprise de 1976 a ramené la

production à un niveau de 8,3 % supérieur à celui d'un an auparavant. Les années suivantes, l'indice de la production a continué à monter, bien qu'à un rythme peu élevé : de 1,3 % en 1977 et de 2,4 % en 1978. Selon un indice encore très provisoire, pouvant accuser une marge d'erreur de 2 % dans les deux sens, l'amélioration de la production en 1979 atteindrait 4,1 %.

L'avance peu importante de la production en 1978 indique que ce secteur n'a guère subi l'influence du redressement de la conjoncture industrielle au cours de la deuxième moitié de l'année. L'évolution des données désaisonnalisées le confirme; elle fait apparaître que l'activité y est pratiquement restée stable à partir du deuxième trimestre de 1978 et que cette stagnation s'est poursuivie jusque vers le milieu de 1979. Ce n'est qu'au deuxième semestre de cette année-là, qu'une nette amélioration conjoncturelle a été enregistrée, au moment où la conjoncture générale commençait déjà à faiblir.

Cette amélioration doit être attribuée principalement à la part importante des biens d'équipement dans l'ensemble de la production de l'industrie des fabrications métalliques, ainsi qu'au fait que les variations dans la demande de ces biens ne suivent qu'avec beaucoup de retard les fluctuations conjoncturelles générales. De même, la durée d'activité assurée relativement longue dans ce secteur, laquelle constitue pour ainsi dire un tampon contre les influences conjoncturelles, peut avoir joué un certain rôle.

L'augmentation de la production en 1979 s'est limitée à quelques pourcents pour les constructions non mécaniques en métal, la construction mécanique et la construction électrique, du fait que, dans chaque groupe, les résultats médiocres d'un ou deux sous-secteurs (notamment les forges, les moteurs, la mécanique fine) ont anéanti, partiellement, l'amélioration de 5 à 10 % enregistrée par la majorité. Par contre, l'indice de la production du matériel de transport a progressé de 11,3 %, nonobstant la régression rapide du matériel ferroviaire et la stabilisation dans la construction navale, après la croissance importante de 1978. Ces résultats ont été largement compensés, en effet, par la croissance explosive dans la construction aéronautique (+73,6 % en 1978, +53,1 % en 1979) et le redressement dans la construction d'automobiles (+9,9 %).

Les données provisoires relatives aux livraisons font apparaître la même évolution que celle de la production : elles ont progressé d'un peu plus de 3 %. Ce chiffre a subi, toutefois, l'influence négative des livraisons peu importantes de produits de la première transformation, dont une grande partie n'est pas comprise dans l'indice de la production de l'industrie des fabrications métalliques, mais bien dans celui de la métallurgie de base.

A l'encontre de la stagnation pendant les deux années antérieures, les rentrées d'ordres ont augmenté, en 1979, de 11,4 %, en valeur. Il est frappant de constater que les commandes intérieures également ont marqué une forte croissance alors que, dans les années précédentes, elles tendaient plutôt au recul et que le secteur devait compter surtout sur les commandes étrangères.

§ 3. — INDUSTRIE CHIMIQUE

Le fléchissement de l'activité dans l'industrie chimique et dans celle du caoutchouc au cours de 1975, année de crise généralisée, s'est révélé relativement important (—14,6 %), mais le redressement qui s'est opéré en 1976 (+14,2 %) et1977 (+5,3 %) a reporté le niveau de la production au-dessus de celui atteint en 1974. Après avoir stagné au niveau relativement élevé de l'année passée, et ce durant les neuf premiers mois de 1978, l'activité de cette branche a également suivi la tendance générale de la conjoncture en opérant un redressement vigoureux durant le premier trimestre, relevant ainsi la moyenne annuelle de 2,9 % au-dessus du niveau atteint l'an dernier. Jusqu'à la mi-1979, la forte croissance conjoncturelle s'est maintenue dans ce secteur mais vers la fin de l'année, la production s'est à nouveau affaiblie. Toutefois, l'indice enregistré en 1979 dépasse encore de plus de 7 % celui de 1978.

Les sous-secteurs les moins forts en 1979 étaient surtout ceux de l'azote, de la glu, des peintures et vernis où, selon les produits, le recul a été plus ou moins important. La production de savon et de produits détergents s'est révélée particulièrement faible pendant la première moitié de l'année, mais elle s'est redressée considérablement au cours du deuxième semestre. Celle de l'industrie chimique de base, et particulièrement des produits organiques, a enregistré une nette croissance. Le traitement du caoutchouc a rattrapé également une partie du recul qu'il avait enregistré en 1976 et 1977. Dans le traitement de la matière plastique où, à l'exception de 1976, la production continue à monter depuis des années, la même évolution favorable s'est poursuivie en 1979 avec une croissance de plus de 7 %.

§ 4. — INDUSTRIE TEXTILE

Déjà avant les difficultés économiques de 1974-1975, l'industrie textile était un secteur à problèmes; ceci ressort surtout de la très faible croissance de production durant la période 1960-1973 par rapport à des secteurs plus expansifs. De 1974 à 1978, les difficultés rencontrées par ce secteur ne se sont plus traduites par un ralentissement de la croissance, mais bien par un recul systématique de la production, exception faite d'un redressement passager en 1976.

Cette évolution n'est pas liée seulement à la crise économique généralisée, mais également à la forte concurrence des pays en voie de développement pour les produits textiles simples. Ce phénomène est particulièrement aigu dans la filature et le tissage du coton, lesquels stagnaient déjà avant 1975 et qui, depuis lors, ont régressé de plus d'un tiers, dans la transformation du jute (secteur également confronté à la concurrence croissante de l'emballage en matière plastique) pour le tissage de la laine et l'industrie de la bonneterie. Le filage de la laine, par contre, parvient à se maintenir et le tissage de textiles synthétiques a continué à marquer une progression trendcyclique durant toute la période.

Dans bien des domaines, 1979 constitue une exception à la tendance de ces dernières années. Selon des données encore provisoires, la production de ce secteur a dépassé de 7 % environ celle de 1978. La production d'un certain nombre de sous-

secteurs « à problèmes » a considérablement augmenté, notamment celle du tissage du coton. De même, l'industrie de la bonneterie n'a plus enregistré, dans l'ensemble, de recul dans son activité, une production accrue de produits de bonneterie ayant compensé le recul enregistré dans les produits finis.

Le tissage de fibres synthétiques s'est également relevé de la dépression enregistrée l'année précédente, poursuivant ainsi la tendance ascensionnelle de ces dernières années.

La production de l'industrie de la confection, laquelle après avoir atteint un sommet en 1974, régressait chaque année de 1 à 2 % jusqu'à descendre même de plus de 7 % en 1977, a diminué de 1,3 % en 1979 également.

§ 5. — INDUSTRIE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES BOISSONS

Depuis la crise de 1975, la production de denrées alimentaires et de boissons n'a subi, d'année en année, que de très légères fluctuations, ce qui doit être mis en rapport avec le caractère inélastique de la demande dans ce secteur. Les différences observées en 1979 par rapport à l'année précédente ont été particulièrement minimes : la montée de l'indice s'est limitée, en effet, à moins de 1 % par rapport à l'année antérieure.

Cette moyenne a pu être atteinte du fait qu'au cours du 1er semestre, la production est demeurée pratiquement stable, mais à un niveau bien plus élevé que celui de l'année précédente, pour régresser ensuite de façon nette durant la deuxième moitié de l'année, en particulier au cours du 4e trimestre.

Un léger accroissement de l'indice a été observé dans l'ensemble, tant dans l'industrie des boissons que dans l'alimentaire, et ce durant toute l'année. Dans le premier cas, cela résulte d'une croissance de plus de 3 % de la production dans les brasseries, contre une diminution de la production d'alcool. Dans l'industrie alimentaire, certains secteurs ont enregistré des niveaux record (sucrerie, chocolat, raffineries d'huile); d'autres secteurs ont connu des augmentations qui ont compensé plus ou moins le recul encouru au cours de ces dernières années (notamment la torréfaction du café, la margarine, le vinaigre), tandis que dans d'autres encore (chicorée, confiserie, confitures), se poursuit le recul systématique des années précédentes. La production de conserves de légumes est tombée également à un niveau très bas pour la deuxième année consécutive. Cette évolution résulte notamment de problèmes de structure et de récentes fermetures d'entreprises qui s'en sont suivies dans ce secteur.

§ 6. — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION, DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET SECTEURS CONNEXES

1. — *Industrie de la construction.*

Contrairement à ce qui s'est produit dans la plupart des autres pays industrialisés, où la récession dans l'industrie de la construction s'est déclenchée

plus rapidement et a été plus forte que dans les autres secteurs de l'industrie, la Belgique n'a pas connu, entre 1974 et 1976, d'affaiblissement important de la haute conjoncture dans cette branche d'activité. Ce n'est qu'à partir de 1977, qu'un certain recul, fort limité encore, de la conjoncture de la construction est apparu, alors que dans la plupart des autres pays, ce secteur commençait à connaître une certaine reprise. Cet affaiblissement s'est poursuivi en 1978 et plus encore en 1979. Cela ressort notamment de l'indice de l'activité établi par l'I.N.S. lequel a diminué de près de 9 % en 1978 et de quelque 20 % en 1979. Cette donnée comporte toutefois une sous-estimation de l'évolution réelle, puisqu'elle est basée sur les heures de travail prestées et ne tient pas compte de l'accroissement de la productivité. En outre, seules les grandes entreprises sont prises en considération, de sorte qu'une part importante de l'activité, et principalement dans la construction résidentielle, n'est pas enregistrée.

Des données concernant les mises en chantier font apparaître que l'amélioration limitée constatée en 1978, dans la construction non-résidentielle, s'est poursuivie en 1979. En effet, le volume des bâtiments a progressé à nouveau de 2,1 % par rapport à l'année précédente, où la hausse atteignait 6,4 %. A côté de cette progression, le nombre de mises en chantier est toutefois demeuré au niveau de 1970, marquant un recul de quelque 21 % par rapport au sommet de 1974.

Dans la construction résidentielle également, le volume des bâtiments a marqué une avance. Le nombre de logements commencés a progressé, en effet, de 2,9 % pour atteindre 67 799 unités. Toutefois, il ne s'agit pas là de la conséquence d'une amélioration conjoncturelle, mais, aussi paradoxal que cela puisse paraître, du reflet de la situation détériorée dans la construction résidentielle. Le total élevé pour l'année 1979 est dû à une accélération anormale de la croissance vers la fin de l'année, la diminution du stock des commandes ayant amené les entrepreneurs à entamer plus rapidement la construction des bâtiments commandés, afin de maintenir l'activité à un niveau convenable.

Le fléchissement de la demande de logements ressort nettement du recul du nombre des autorisations de construire qui ont été délivrées. Cette tendance était déjà apparue en 1978 et s'est renforcée en 1979. A la fin de l'année, des permis pour 62 081 logements seulement avaient été délivrés, ce qui constitue un recul de 17,1 % par rapport à 1978 et, en même temps, le chiffre le plus bas depuis l'établissement de cette statistique en 1968, exception faite des années 1970 et 1971, lorsque le nombre de demandes était exceptionnellement bas, en raison de l'instauration du régime de la T.V.A. Dans la construction non résidentielle, par contre, la demande s'est maintenue. Le volume des constructions autorisées a été de presque 5 % supérieur à celui de 1978. Quoique le niveau de 1974 ou de la période antérieure n'ait pas été atteint, il s'agit en tout cas de la meilleure performance des cinq dernières années.

2. — *Industries des matériaux de construction.*

Contrairement au recul de la production de 6,4 % de 1978, dans les carrières (la chaux et le calcaire inclus) une faible progression de l'indice (+1,4 %) a pu être enregistrée en 1979. Après une activité très réduite au cours des premiers mois de l'année, due en partie à l'hiver particulièrement rude, un redressement vigoureux s'est manifesté au deuxième trimestre, suivi d'une stabilisation au niveau atteint

pendant le deuxième semestre. En ce qui concerne le calcaire et le sable, la production de l'ensemble de l'année ne s'est guère écartée de celle de l'année précédente; une nette amélioration a été enregistrée pour la pierre de taille et le grès, et un recul pour les schistes, le marbre et le porphyre.

Comme en 1978, l'indice de la production des minéraux non métalliques a reculé en 1979 de 1,2 %. Etant donné que cette branche d'activité avait fortement augmenté sa production en 1976 et 1977, elle a pu dépasser encore toujours le niveau d'avant 1975. L'activité a progressé de près de 5 % dans le secteur le plus important de ce groupe d'industries, à savoir l'industrie du verre. Dans l'industrie du verre plat, la croissance de l'année précédente s'est poursuivie, mais l'amélioration pour le verre creux n'a pas été suffisante pour compenser le recul de 1978. Dans l'industrie de la chaux également, la production a augmenté d'environ 5 % par rapport à 1978. En effet, grâce à elle ainsi qu'au calcaire et aux pierres à plâtre, le recul enregistré pour les dolomies et les carbonates naturels a pu être compensé.

Dans l'industrie du ciment, l'augmentation de la production a été très limitée (+1,7 %). Une légère baisse a été enregistrée pour le produit principal, le ciment portland.

Une progression toute aussi faible a été enregistrée pour la brique exportée, tandis que la production de ciment métallique a marqué une avance quelque peu meilleure (+6,7 %).

Le recul enregistré pour l'ensemble de l'industrie des minéraux non métalliques a été provoqué par l'industrie de la céramique et plus encore par celle de l'argile. Dans la céramique, le cinquième recul consécutif depuis 1974 s'est chiffré à 8,6 %. Une diminution s'est manifestée pour la plupart des produits; elle est considérable pour des produits importants, tels les carreaux et la céramique pour bâtiments, mais, par contre, tout comme en 1978, les tuiles, le quartz et le quartzite ont enregistré une progression sensible. Pendant les onze premiers mois de 1979, la production a reculé de plus de 15 % dans l'industrie de l'argile, comparé à la période correspondante de l'année antérieure.

Comme indication de la faible conjoncture dans la construction, il peut être fait mention du fait qu'en 1979 la croissance enregistrée depuis des années dans la production de briques à parement s'est arrêtée; la diminution pour les autres produits est déterminée également par des facteurs structurels; tous, ils subissent en effet la concurrence aiguë des produits de substitution en matière plastique ou en béton.

§ 7. — INDUSTRIES DIVERSES

1. — *Industrie du papier et du carton.*

A la reprise limitée qui commençait à se dessiner en 1978, après trois années difficiles de crise dans l'industrie du papier et du carton, a succédé en 1979 une croissance importante de la production. En 1975, cette branche d'activité était, en

effet, parmi celles les plus touchées par la récession, l'indice de la production ayant reculé de près de 15 %. La reprise de 1976 n'a pas été suffisante pour rattraper le niveau de 1974, l'indice ne progressant que de 10,5 %. En 1977, de plus, cette branche d'activité a été confrontée à une nouvelle diminution de la production, laquelle s'est limitée toutefois à 2,5 %; en 1978, cependant, l'activité s'est améliorée de plus de 3 %, passant même à 7,1 % en 1979, de sorte que, pour la première fois, le niveau de production de 1974 a été dépassé à nouveau.

L'activité a surtout progressé dans la production de papier et de carton. A l'exception du carton, qui avait enregistré un recul de quelques pourcents, la production de tous les articles a nettement augmenté. Dès lors, l'indice du sous-secteur a augmenté de près de 10 % et dépasse ainsi le niveau de 1974 d'environ 4 %.

La transformation du papier, par contre, n'a connu qu'une croissance modérée en 1979 : +3,9 %. Dans les entreprises transformatrices spécialisées, la production n'a progressé que de 2,6 % par rapport à l'année antérieure; la transformation, moins importante, par des producteurs de papier a augmenté de 11,6 %. Comme pendant les années antérieures également, l'accroissement de la transformation de papier avait été plutôt modérée, ce sous-secteur marque encore toujours un faible retard par rapport à 1974, bien que la moyenne des années précédant 1974 ait largement été dépassée.

2. — *Industrie du cuir.*

C'est l'un des rares secteurs n'ayant pas bénéficié de l'amélioration de la conjoncture industrielle depuis les derniers mois de 1978. L'effritement systématique noté depuis 1972, — avec une seule interruption en 1976, — s'est encore poursuivie en 1979, la baisse de la production étant presque aussi importante que celle de l'année antérieure. Certes, une légère amélioration a pu être enregistrée pour le cuir lourd et technique, — catégorie moins importante, — mais la production du cuir léger a reculé de près de 20 %.

Dans l'industrie de la chaussure et de la pantoufle, l'effritement, depuis 1970, est plus dramatique encore; en effet, la production dans ce secteur a reculé, au cours des neuf dernières années, de près des trois quarts. La progression limitée de 2,5 % de l'indice de ce secteur, en 1979 ne traduit aucunement un revirement de cette tendance.

3. — *Industrie transformatrice du bois.*

Dans l'industrie transformatrice du bois, la diminution de la production s'était limitée en 1975, à 5,1 %, tandis que la reprise de 1976 était nettement plus prononcée que dans la plupart des autres secteurs (+13,7 %). A partir de 1977, l'indice était orienté plutôt à la baisse, stagnant en 1977 et 1979 au niveau de l'année précédente, pour reculer de 3,5 % en 1978. Toutefois, la moyenne annuelle de 1979 donne une fausse idée de l'évolution conjoncturelle. En effet, tout au long de l'année, la production a été orientée vers la hausse, la moyenne est demeurée peu élevée parce que le démarrage s'est opéré à un niveau fort bas, à la suite du creux apparu en 1978.

Selon les statistiques des livraisons, dans deux sous-secteurs seulement, les ventes de 1979 ont été sensiblement meilleures qu'au cours de l'année antérieure, notamment celles de la menuiserie et des panneaux comprimés. La croissance de quelques pourcents enregistrée pour la plupart des autres produits n'implique pas une augmentation en volume, car les prix ont haussé. Pour les meubles, représentant près de la moitié du chiffre d'affaires total, les ventes ont même légèrement reculé, de 1,5 % cette fois-ci.

4. — *Industrie du tabac.*

Depuis le début de la crise, l'indice de la production de l'industrie du tabac n'a pas montré autant de variations que celui des autres branches d'activité. En 1975, il ne s'est pratiquement pas modifié (+0,2 %) pour marquer ensuite, en 1976, une légère baisse (—2,1 %), suivie, en 1977, d'une augmentation très faible de 0,9 %. Ce n'est qu'en 1978, que ce profil a subi un net changement, puisque la production a reculé de 4,8 %; mais en 1979 ce recul a pu être résorbé, pour la presque totalité, par un accroissement de l'indice de la production de 4, 4 %.

C'est surtout l'augmentation de 5,4 % de la production de cigarettes qui y a été prépondérante, car ce produit constitue près des deux tiers de la production globale de ce secteur. L'accroissement proportionnellement le plus important est celui de la confection de cigares, tandis que la production de cigarillos a reculé de quelques 4 % et que celle du tabac à fumer s'est approchée du niveau de 1978.

*
* *

Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée dans la C.E.E.

PAYS	Fonte brute (a)			Acier brut (b)		
	1977	1978	1979	1977	1978	1979
	A. — Production maximum possible en cours d'année (en 1 000 t)					
République Fédérale d'Allemagne	50 900	51 927	..	67 701	68 914	..
France	27 300	27 164	..	33 282	32 403	..
Pays-Bas	7 000	7 000	..	8 230	8 302	..
U.E.B.L. : Belgique	15 800	16 048	..	19 151	20 001	..
Luxembourg	6 400	5 430	..	8 200	7 550	..
Italie	17 200	16 965	..	34 168	35 734	..
Royaume Uni	17 600	16 599	..	28 870	27 945	..
Communauté européenne	142 200	141 133	..	200 869	202 119	..
	B. — Production annuelle effectivement réalisée (en 1 000 t)					
République Fédérale d'Allemagne	28 965	30 148	35 167	38 985	41 253	46 040
France	18 257	18 497	19 405	22 089	22 837	23 360
Pays-Bas	3 922	4 613	4 813	4 923	5 590	5 801
U.E.B.L. : Belgique	8 979	10 206	10 858	11 256	12 601	13 442
Luxembourg	3 568	3 721	3 801	4 329	4 790	4 950
Italie	11 474	11 405	11 398	23 333	24 283	24 075
Royaume Uni	12 399	11 600	13 097	20 418	20 302	21 551
Communauté européenne	87 564	90 190	98 542	126 065	132 587	140 083
	C. — Rapport en % entre la production réelle et la production maximum possible					
République Fédérale d'Allemagne	56,9	58,1	..	57,6	59,9	..
France	66,9	68,1	..	66,4	70,5	..
Pays-Bas	56,0	65,9	..	59,8	67,3	..
U.E.B.L. : Belgique	56,8	63,6	..	58,8	63,0	..
Luxembourg	55,8	68,5	..	52,8	63,4	..
Italie	66,7	67,2	..	68,3	68,0	..
Royaume Uni	70,4	69,9	..	70,7	72,6	..
Communauté européenne	61,6	63,9	..	62,8	65,6	..

Source : Office Statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Y compris spiegel et ferro-manganèse carburé.
(b) Lingots et acier liquide pour moulage, y compris la production des fonderies d'acier indépendantes.

Production des produits finis et produits finals de la sidérurgie

(en milliers de tonnes)

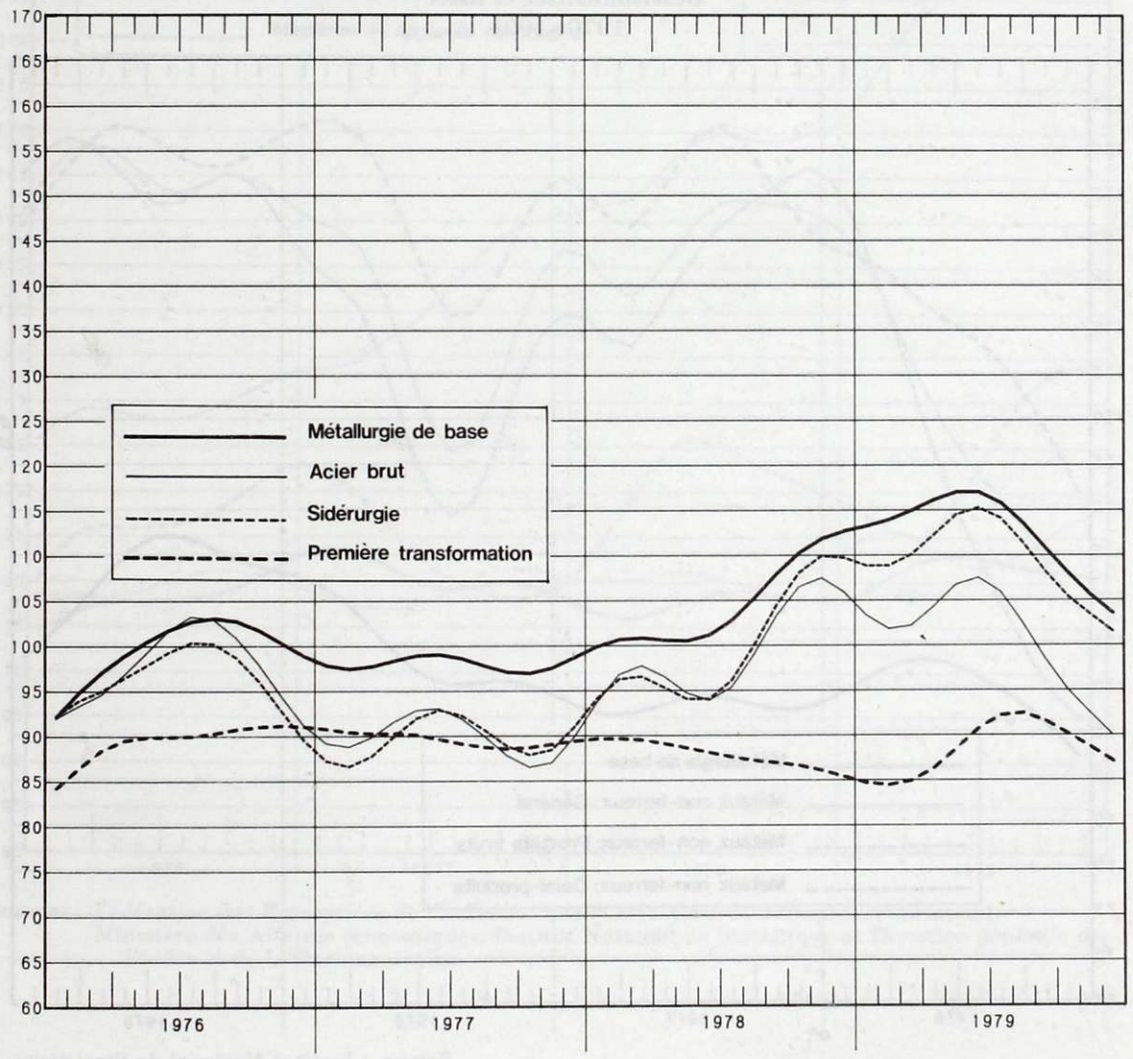
DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979
Produits finis.					
Aciers marchands	1 389,2	1 491,3	1 020,2	911,5	1 133,1
Profilés et zones	1 142,7	1 151,8	1 200,1	1 254,4	1 130,3
Fils machine	577,2	655,8	580,9	697,9	798,9
Tôles fortes (4,76 mm et plus)	1 166,8	1 054,2	1 224,9	1 591,9	1 730,3
Tôles moyennes (3 à 4,76 mm)	377,1	478,0	584,3	901,3	1 004,2
Tôles fines noires (a)	3 038,2	3 450,1	3 891,8	4 232,6	4 449,8
Autres	218,5	189,3	129,6	106,6	117,4
Total ...	**7 909,7**	**8 470,5**	**8 631,8**	**9 696,2**	**10 364,0**
Produits finals.					
Tubes d'acier (b)	259,9	249,3	199,4	283,7	294,8
Tôles galvanisées, plombées, étamées	857,0	1 070,9	1 066,1	1 129,7	1 242,9

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris les tôles destinées à être étamées, galvanisées ou plombées.
(b) Y compris, outre les quantités produites par la sidérurgie, celles qui sont produites par les industries transformatrices.

Production dans la sidérurgie et première transformation

(1970=100; désaisonnalisée et lissée)



Source : Institut National de Statistique.

Production de métaux non ferreux

(en milliers de tonnes)

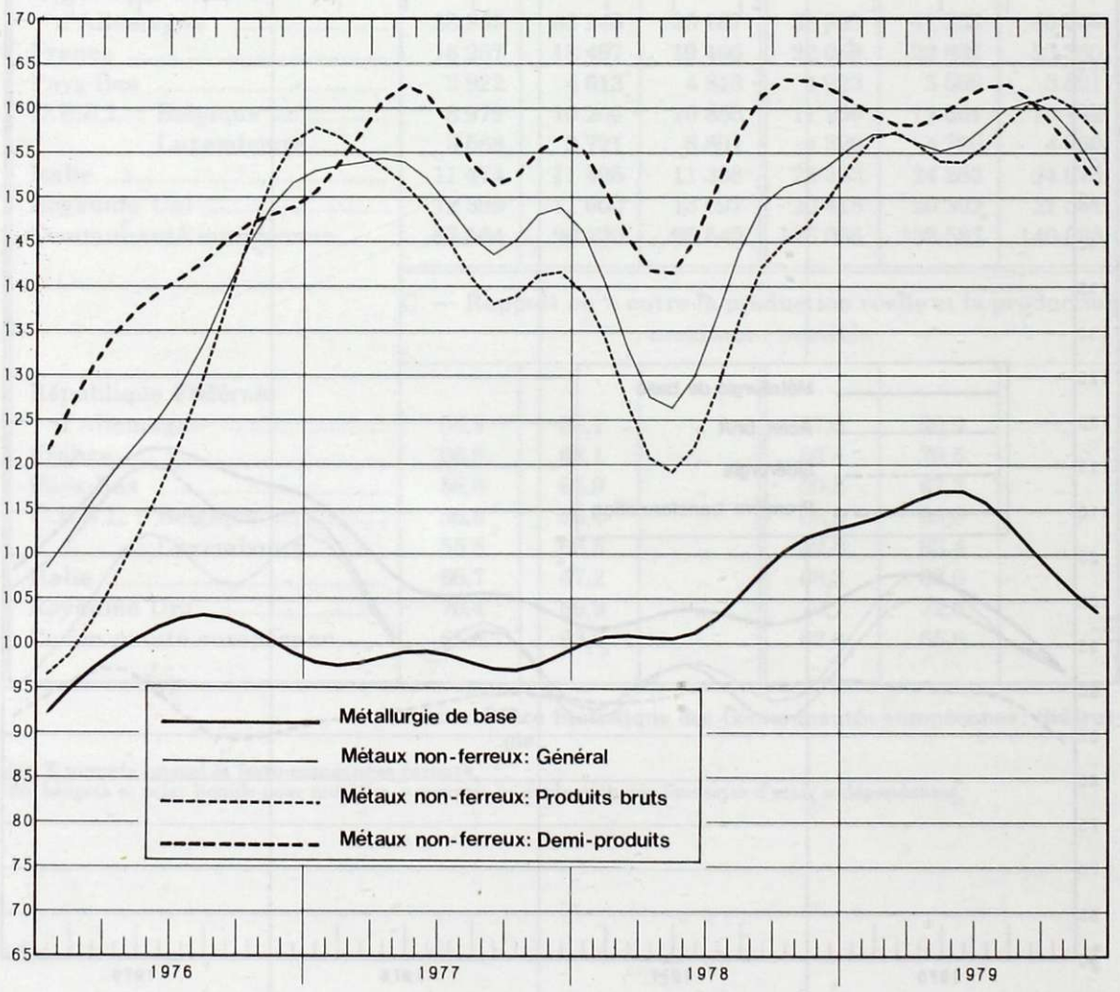
DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	259,7	281,1	293,6	225,0	241,2	258,2	240,5	261,7
Cuivre	325,8	378,0	388,3	357,0	481,8	563,3	504,9	519,9
Plomb	106,6	113,7	109,6	114,9	121,5	122,8	125,0	113,4
Etain	5,8	5,4	4,2	5,5	6,1	5,0	5,2	4,7
Cadmium	1,2	1,1	1,0	1,0	1,2	1,4	1,2	1,4
Aluminium et divers	5,9	11,8	11,1	8,2	8,6	7,0	3,6	4,6
Poussières de zinc	44,6	44,8	54,0	46,3	42,4	43,6	32,9	27,4
Total ...	**749,6**	**835,9**	**861,9**	**757,9**	**902,8**	**1001,4**	**913,3**	**933,2**
Demi-produits :								
Cuivre	200,7	212,0	226,4	217,7	274,2	338,5	327,6	340,0
Plomb	20,7	19,7	17,9	15,7	15,8	18,1	19,2	17,5
Aluminium	222,8	267,4	255,8	208,1	262,5	261,8	264,1	275,1
Zinc	41,1	47,6	50,4	29,6	36,7	34,1	32,3	32,4
Autres	1,2	1,3	1,2	1,1	1,5	0,7	0,4	0,4
Total ...	**486,6**	**548,0**	**551,7**	**472,3**	**590,7**	**653,2**	**643,6**	**665,4**

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie des métaux non ferreux

Désaisonnalisée et lissée

(1970=100)

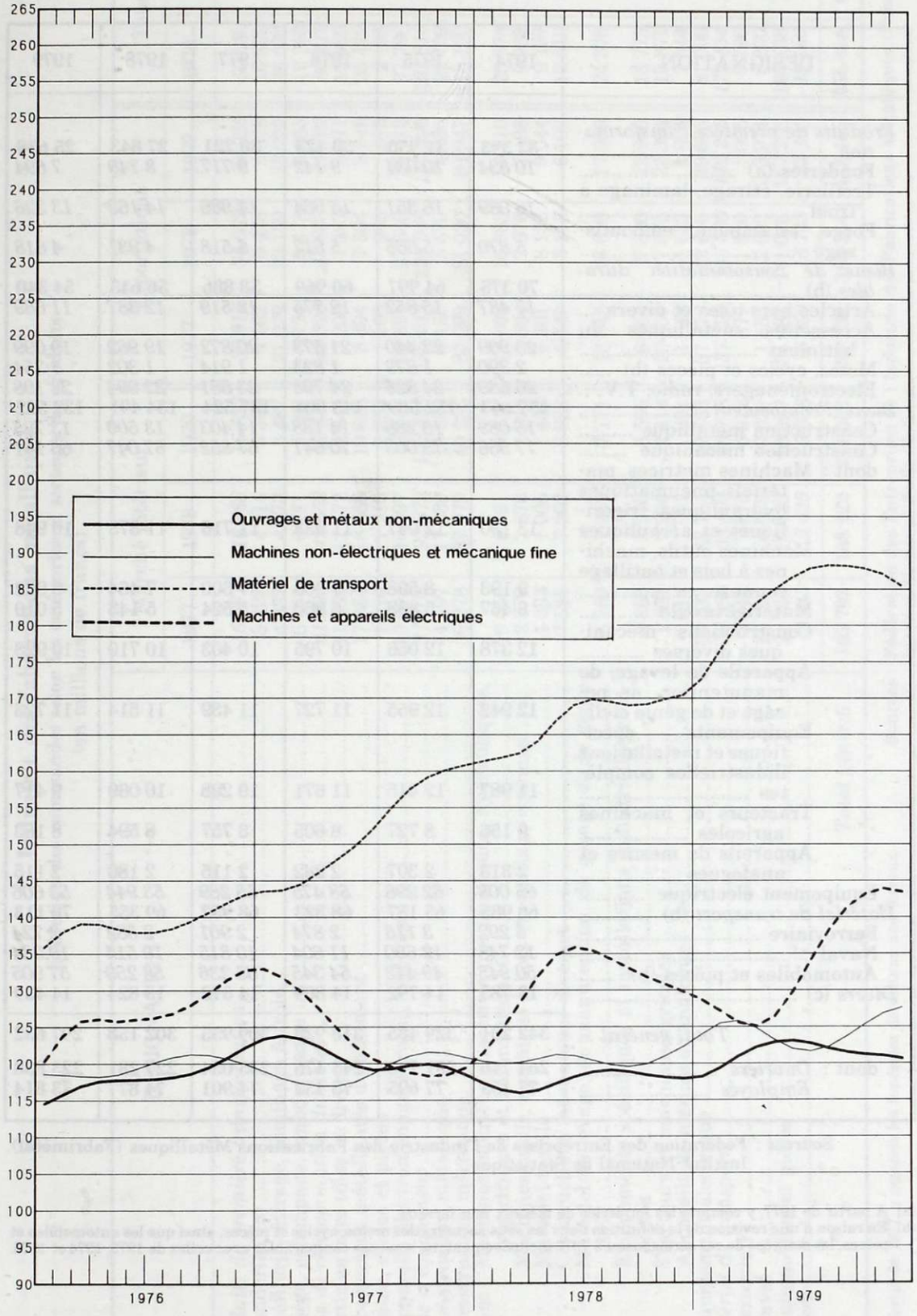


Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie des fabrications métalliques

Désaisonnalisée et lissée

(1970=100)



Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits
(moyennes mensuelles en unités)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Produits de première transformation	**33 393**	**31 950**	**30 423**	**30 221**	**27 843**	**25 638**
Fonderies (a)	*10 534*	*10 034*	*9 142*	*9 717*	*8 749*	*7 694*
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	*16 989*	*16 351*	*15 664*	*14 986*	*14 163*	*13 326*
Forge, estampage, emboutissage	*5 870*	*5 565*	*5 617*	*5 518*	*4 931*	*4 618*
Biens de consommation durables (b)	**70 375**	**64 997**	**60 969**	**58 886**	**56 645**	**54 340**
Articles hors tôles et divers	*17 487*	*15 852*	*12 775*	*12 519*	*12 387*	*11 689*
Accessoires métalliques du bâtiment	*23 909*	*22 440*	*21 573*	*20 872*	*19 962*	*19 099*
Motos, cycles et pièces (b)	*2 390*	*1 879*	*1 823*	*1 914*	*1 302*	*1 354*
Electroménagers, radio, T.V.	*26 589*	*24 826*	*24 798*	*23 581*	*22 994*	*22 198*
Biens d'équipement	**157 663**	**152 589**	**143 904**	**137 524**	**134 491**	**132 522**
Construction métallique	*15 089*	*15 288*	*14 788*	*14 403*	*13 500*	*13 725*
Construction mécanique	*77 566*	*75 003*	*70 641*	*67 852*	*67 047*	*65 191*
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	13 130	12 047	11 933	11 716	11 373	10 948
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	9 193	8 598	7 968	7 600	7 464	6 902
Matériel textile	6 467	5 898	5 660	5 524	5 143	5 010
Constructions mécaniques diverses	12 378	12 056	10 795	10 403	10 710	10 923
Appareils de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	12 942	12 955	11 727	11 439	11 514	11 723
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	11 987	12 415	11 671	10 298	10 069	9 417
Tracteurs et machines agricoles	9 156	8 727	8 605	8 757	8 594	8 153
Appareils de mesure et analogues	2 313	2 307	2 282	2 115	2 180	2 115
Equipement électrique	*65 008*	*62 298*	*58 475*	*55 269*	*53 944*	*53 606*
Matériel de transport (b)	**66 985**	**65 157**	**68 823**	**68 952**	**69 355**	**70 113**
Ferroviaire	*3 292*	*3 115*	*2 874*	*2 901*	*2 582*	*2 724*
Naval	*12 748*	*12 600*	*11 604*	*10 815*	*10 514*	*10 084*
Automobiles et pièces (b)	*50 945*	*49 442*	*54 345*	*55 236*	*56 259*	*57 905*
Divers (c)	**13 785**	**14 792**	**14 809**	**14 372**	**13 824**	**14 439**
Total général	**342 201**	**329 485**	**318 928**	**309 955**	**302 158**	**297 652**
dont : *Ouvriers*	**264 746**	**251 790**	**243 476**	**235 054**	**227 281**	**223 838**
Employés	**77 455**	**77 695**	**75 452**	**74 901**	**74 877**	**73 814**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

(a) A partir de 1977, y compris les fonderies de métaux non ferreux.
(b) En raison d'une revision de la définition dans les sous-secteurs des motos, cycles et pièces, ainsi que les automobiles et pièces, les données de ces séries jusqu'à 1972 inclusivement, ne sont pas comparables avec celles de 1973, 1974 et 1975.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1977	1978	1979	1977	1978	1979	1978	1979
Produits de première transformation	*16 361*	*16 568*	*16 753*	*30 915*	*34 062*	*34 925*	*50 630*	*51 678*
Fonderies (a)	5 228	4 914	5 399	4 162	5 425	5 818	10 339	11 217
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	4 832	4 873	5 487	21 029	23 159	23 222	28 032	28 709
Forge, estampage, emboutissage	6 301	6 781	5 867	5 724	5 478	5 885	12 259	11 752
Biens de consommation durables	*41 095*	*42 552*	*42 647*	*42 323*	*43 863*	*47 702*	*86 415*	*90 349*
Articles hors tôles et divers	11 959	12 572	12 848	7 290	7 387	8 471	19 959	21 319
Accessoires métalliques du bâtiment	17 884	18 668	19 625	8 404	7 804	8 946	26 472	28 571
Motos, cycles et pièces	1 210	1 215	1 233	1 105	983	873	2 198	2 106
Appareils électroménagers, radio, télévision	10 042	10 097	8 941	25 524	27 689	29 412	37 786	38 353
Biens d'équipement	*87 108*	*92 872*	*102 488*	*125 012*	*128 946*	*150 298*	*221 818*	*252 786*
Construction métallique	14 497	17 039	19 389	7 135	5 670	6 266	22 709	25 655
Construction mécanique	36 278	37 079	40 236	80 099	81 030	94 947	118 109	135 183
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	9 456	8 991	9 717	17 606	16 983	18 110	25 974	27 827
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	2 379	2 876	2 925	5 694	7 076	7 498	9 952	10 423
Matériel textile	1 333	1 065	1 455	6 401	8 132	9 044	9 197	10 499
Constructions mécaniques diverses	7 585	7 203	8 628	5 540	5 115	6 102	12 318	14 730
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	6 759	7 682	7 771	13 545	16 696	17 989	24 378	25 760
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	5 885	5 945	6 595	8 956	7 830	12 206	13 775	18 801
Tracteurs et machines agricoles	1 867	2 296	2 214	20 509	17 575	22 304	19 871	24 518
Appareils de mesure et analogues	1 014	1 021	931	1 848	1 623	1 694	2 644	2 625
Equipement électrique	36 333	38 754	42 863	37 778	42 246	49 085	81 000	91 948
Matériel de transport	*38 986*	*33 804*	*45 778*	*137 220*	*145 630*	*172 255*	*179 434*	*218 033*
Ferroviaire	5 842	7 876	6 012	877	1 920	1 005	9 796	7 017
Naval	11 399	6 508	19 939	1 856	2 692	3 974	9 200	23 913
Automobiles et pièces	21 745	19 420	19 827	134 487	141 018	167 276	160 438	187 103
Divers	*2 243*	*2 426*	*3 336*	*15 769*	*15 743*	*27 306*	*18 169*	*30 642*
Total général ...	**185 793**	**188 222**	**211 002**	**351 239**	**368 244**	**432 486**	**556 466**	**643 488**

(a) A partir de 1977, y compris les fonderies de métaux non ferreux.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1977	1978	1979	1977	1978	1979	1978	1979
Produits de première transformation	*16 211*	*14 825*	*15 514*	*30 854*	*32 271*	*33 673*	*47 096*	*49 187*
Fonderies (a)	5 054	4 471	4 331	4 792	4 552	4 864	9 023	9 195
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	4 793	4 617	5 373	20 403	22 041	23 341	26 658	28 714
Forge, estampage, emboutissage	6 364	5 737	5 810	5 659	5 678	5 468	11 415	11 278
Biens de consommation durables	*42 849*	*43 168*	*42 756*	*41 413*	*43 393*	*45 594*	*86 561*	*88 350*
Articles hors tôles et divers	12 197	12 469	13 060	6 936	6 941	7 025	19 410	20 085
Accessoires métalliques du bâtiment	19 090	19 169	19 462	8 407	8 654	9 399	27 823	28 861
Motos, cycles et pièces	1 341	1 383	1 397	1 107	950	848	2 333	2 245
Appareils électroménagers, radio, télévision	10 221	10 147	8 837	24 963	26 848	28 322	36 995	37 159
Biens d'équipement	*85 094*	*87 231*	*90 019*	*122 085*	*126 319*	*131 322*	*213 550*	*221 341*
Construction métallique	14 284	15 419	15 870	6 012	6 347	6 010	21 766	21 880
Construction mécanique	35 434	36 814	38 346	78 075	79 707	85 145	116 521	123 491
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	9 598	9 410	9 318	17 463	17 460	16 900	26 870	26 218
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	2 387	2 725	2 939	6 663	6 837	7 438	9 562	10 377
Matériel textile	1 009	1 036	1 332	6 093	5 454	6 400	6 490	7 732
Constructions mécaniques diverses	7 429	7 422	8 075	5 232	5 526	6 118	12 948	14 193
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	7 026	7 375	7 696	13 070	16 385	17 512	23 760	25 208
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	5 044	5 446	5 687	7 670	8 732	7 550	14 178	13 237
Tracteurs et machines agricoles	1 989	2 387	2 303	20 440	17 839	21 716	20 226	24 019
Appareils de mesure et analogues	952	1 013	996	1 444	1 474	1 511	2 487	2 507
Equipement électrique	35 376	34 998	35 803	37 998	40 265	40 167	75 263	75 970
Matériel de transport	*33 331*	*41 156*	*33 404*	*137 725*	*145 579*	*171 361*	*186 735*	*204 765*
Ferroviaire	3 946	2 968	2 650	1 220	1 352	1 124	4 320	3 774
Naval	7 472	18 688	10 563	2 501	3 354	3 139	22 042	13 702
Automobiles et pièces	21 913	19 500	20 191	134 004	140 873	167 098	160 373	187 289
Divers	*2 880*	*2 576*	*3 203*	*12 538*	*14 313*	*17 618*	*16 889*	*20 821*
Total général ...	**180 365**	**188 956**	**184 896**	**344 615**	**361 875**	**399 568**	**550 831**	**584 464**

(a) A partir de 1977, y compris les fonderies de métaux non ferreux.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

Production dans quelques branches de l'industrie chimique

DESIGNATION	Unité	1975	1976	1977	1978	1979
Produits en caoutchouc ...	t	153 444	130 527	120 266	123 694	132 649
dont : — pneus	t	(43 157)	(46 080)	(47 942)	(45 519)	(48 865)
Savons et détergents :						
Savons	t	35 687	30 339	31 080	29 446	..
Poudres à lessiver	t	89 933	115 152	117 695	129 485	..
Autres produits de lavage	t	89 667	108 716	118 713	127 700	..
Acide nitrique	1 000 t	794	711	986	1 048	1 055
Acide sulfurique et oleum (a)	1 000 t	1 844	1 891	2 011	2 112	2 299
Oxygène	en milliers m^3	860	1 079	951	1 008	1 075
Acétylène	t	2 981	2 605	2 704	2 760	2 443
Produits de la distillation de la houille :						
Benzène	1 000 t	39	42	43	39	46
Benzol brut	1 000 t	39	41	39	41	44
Goudron brut	1 000 t	218	230	209	164	203
Colles à froid, gélatines, osséine	t	..	..	23 727	21 234	20 215
Colles synthétiques	t	25 002	27 559	25 170	18 216	7 996
Peintures, émaux, vernis (b)	t	107 479	116 391	116 120	116 917	115 843
Produits d'entretien	t	47 088	47 898	55 997	55 130	..
Ammoniaque de synthèse et dérivés :						
N primaire	t-N	527 069	539 006	583 522	539 699	530 618
dont : — N engrais	t-N	(397 248)	(398 892)	(401 553)	(392 994)	(388 343)
— N produits techniques	t-N	(52 095)	(79 281)	(82 422)	(67 732)	(59 515)
Sulfate d'ammonium de récupération	t-N	106 432	119 316	121 267	129 941	147 508
Engrais phosphatés	1 000 t	635	573	648	599	627
Scories thomas moulues ..	1 000 t	1 168	972	841	928	1 052
Engrais composés :						
Produits par les producteurs des matières premières	1 000 t	1 444	1 260	1 404	1 553	1 647
Produits par les mélangeurs	1 000 t	404	406	304	333	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ramenés à 100 % monohydratés.
(b) Y compris les diluants et solvants d'accompagnement.

Consommation de matières premières et livraisons de l'industrie de transformation des matières plastiques

(en tonnes)

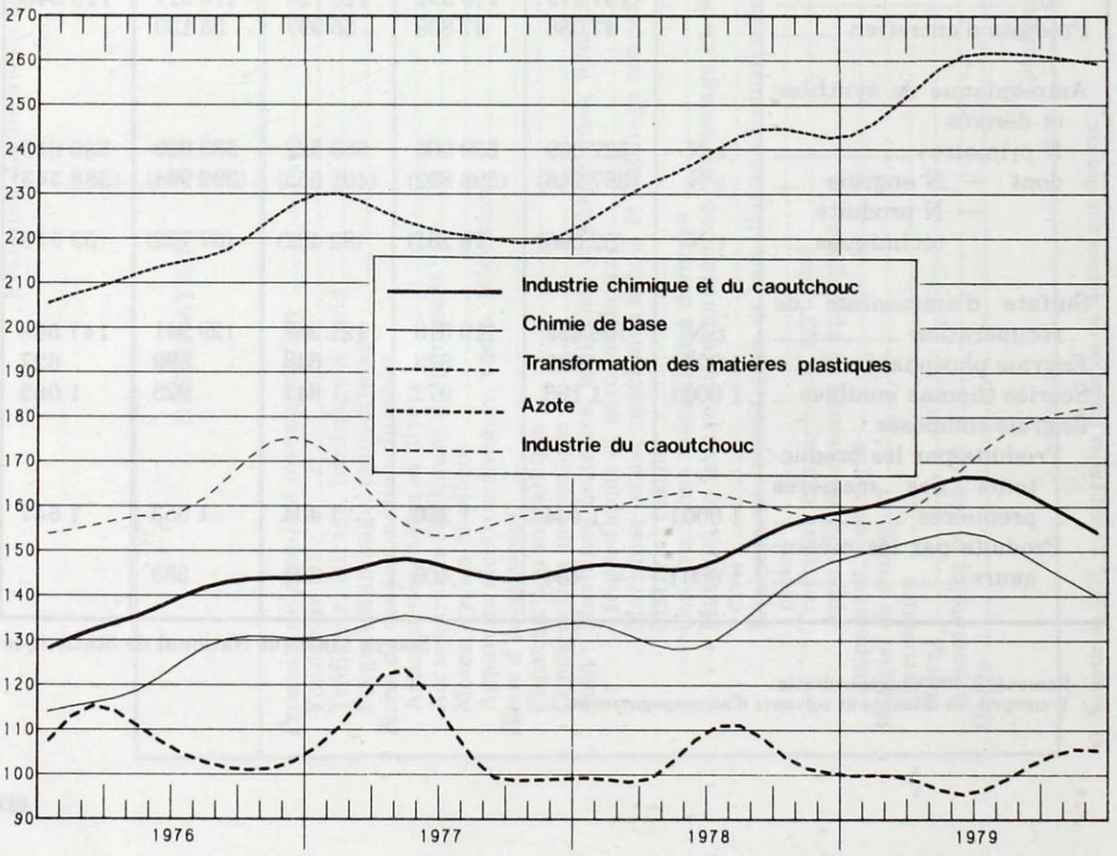
DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979
Consommation de matières premières ..	350 368	404 009	441 458	447 661	502 435
Livraisons :					
Demi-produits	142 900	177 076	181 800	211 906	245 799
Produits finis	172 546	189 158	195 636	187 674	202 111
Réservoirs, fûts, etc.	3 265	4 104	4 251	3 859	4 574
Articles d'emballage :					
— sacs	42 354	49 900	54 077	56 262	60 736
— bouteilles et flacons	11 031	14 144	17 415	16 015	19 997
— autres	40 947	41 871	38 261	33 800	38 233
Articles de ménage, de toilette, de camping, etc.	17 447	21 919	23 589	22 993	24 232
Accessoires pour le bâtiment, meubles	30 347	28 863	30 260	22 086	24 647
Articles de sport, jeux, jouets et disques	4 245	2 319	1 257	1 269	1 278
Pièces et équipement de l'industrie, pièces pour matériel de transport	20 384	23 525	23 386	27 691	25 040
Produits divers non dénommés ailleurs	2 526	2 513	3 140	3 699	3 374

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie chimique et industrie du caoutchouc

Désaisonnalisée et lissée

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Stocks de tissus

Situation au 31 décembre
(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Coton	12 052	13 111	13 676	13 885	15 208	14 007	14 192
Lin	1 137	1 163	1 031	880	813	835	791
Laine	8 302	6 630	6 187	6 498	6 113	5 440	6 293
Rayonne et fibres de rayonne	4 342	4 505	4 863	4 610	4 732	4 316	3 919
Fibres synthétiques	15 051	16 664	17 624	19 493	22 546	20 277	19 654
Jute	2 260	1 638	1 068	637	567	384	582
Tapis de fibres dures	616	552	585	580	812	811	1 155

Source : Institut National de Statistique.

Production de la bonneterie

DÉSIGNATION	Unité	1975	1976	1977	1978	1979
Tissus à mailles :						
Sous-vêtements	t	4 211	3 800	3 414	3 407	3 541
Vêtements de dessus	t	4 225	4 183	3 392	3 499	3 875
Autres	t	3 658	4 380	2 523	1 529	1 820
Total	t	**12 094**	**12 363**	**9 329**	**8 435**	**9 236**
Articles finis :						
Sous-vêtements	1 000 dz.	2 350	2 313	2 165	2 042	1 915
Bas pour dames en fils synthétiques	1 000 dz. p.	293	296	243	193	181
Panties	1 000 dz.	1 628	1 184	1 142	971	916
Chaussettes, bas 3/4, socquettes en fils synthétiques	1 000 dz. p.	918	936	660	725	720
Autres	1 000 dz. p.	919	1 028	1 006	1 028	1 079
Articles de vêtements de dessus	1 000 pièces	18 119	18 510	14 731	13 281	12 332
T-shirts et chemises polo	1 000 pièces	..	..	1 506	1 484	2 192

Source : Institut National de Statistique.

Production textile

Filatures, tissages, préparation de la laine

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Préparation de la laine :							
Lavage et carbonisage de la laine	13 226	10 493	9 840	12 852	10 248	9 499	9 675
Peignage de laine (a)	30 258	28 495	24 586	37 639	35 913	35 986	35 616
Filatures :							
Coton	90 703	86 671	54 947	68 810	52 980	51 923	57 208
dont : coton fin et filés mixtes	(57 127)	(56 632)	(38 476)	(47 142)	(35 080)	(39 463)	(46 402)
fibres de rayonne	(25 323)	(21 946)	(10 642)	(15 263)	(12 277)	(11 212)	(9 494)
Laine cardée	30 480	27 728	25 474	30 850	29 599	32 385	35 232
Laine peignée	53 472	50 959	45 682	50 278	47 319	41 596	40 766
Lin	10 334	11 033	8 980	10 560	8 964	9 004	9 607
Jute	58 011	51 130	37 068	37 188	29 692	23 133	16 875
Fibres dures	55 512	54 564	41 539	38 561	27 215	27 668	29 426
dont : fils simples	(47 545)	(48 747)	(36 981)	(33 697)	(22 535)	(21 988)	(22 663)
ficellerie et cordages	(7 967)	(5 818)	(4 558)	(4 864)	(4 680)	(5 680)	(6 763)
Fils et fibres artificiels	..	..	..	..	..	..	..
dont : fils viscose	4 614	(4 923)	(3 055)	(4 043)	(3 210)	(3 929)	(4 076)
fils acétate	..	..	..	..	..	..	..
fibres	27 650	(24 114)	(10 308)	(21 402)	(23 025)	(24 579)	(26 836)
Tissages :							
Coton (b)	72 473	67 685	55 050	63 076	48 676	45 339	51 659
Lin	7 019	6 855	4 631	5 033	4 346	5 588	4 876
Laine (b)	37 302	30 518	30 140	33 972	27 365	27 609	30 691
Rayonne et fibres de rayonne (b)	34 321	32 622	27 640	30 823	32 030	33 218	33 972
Fibres synthétiques (b)	101 126	117 174	125 301	160 720	169 411	164 938	190 481
Jute (c)	19 324	14 991	8 343	5 826	5 171	4 485	5 986
Tapis :							
Coton	4 265	2 873	2 384	2 678	1 922	1 505	1 431
Laine	28 382	22 086	23 044	26 894	22 840	23 109	26 150
Jute	3 914	2 947	2 263	1 536	2 392	2 030	2 152
Couvertures (coton et laine) (d)	4 805	5 052	3 616	4 020	3 233	2 652	3 222
Tissus, velours et peluches d'ameublement (e)	42 864	40 870	35 550	43 107	40 287	39 889	39 517
dont : coton	(16 890)	(15 881)	(13 292)	(15 284)	(9 327)	(7 036)	(6 398)

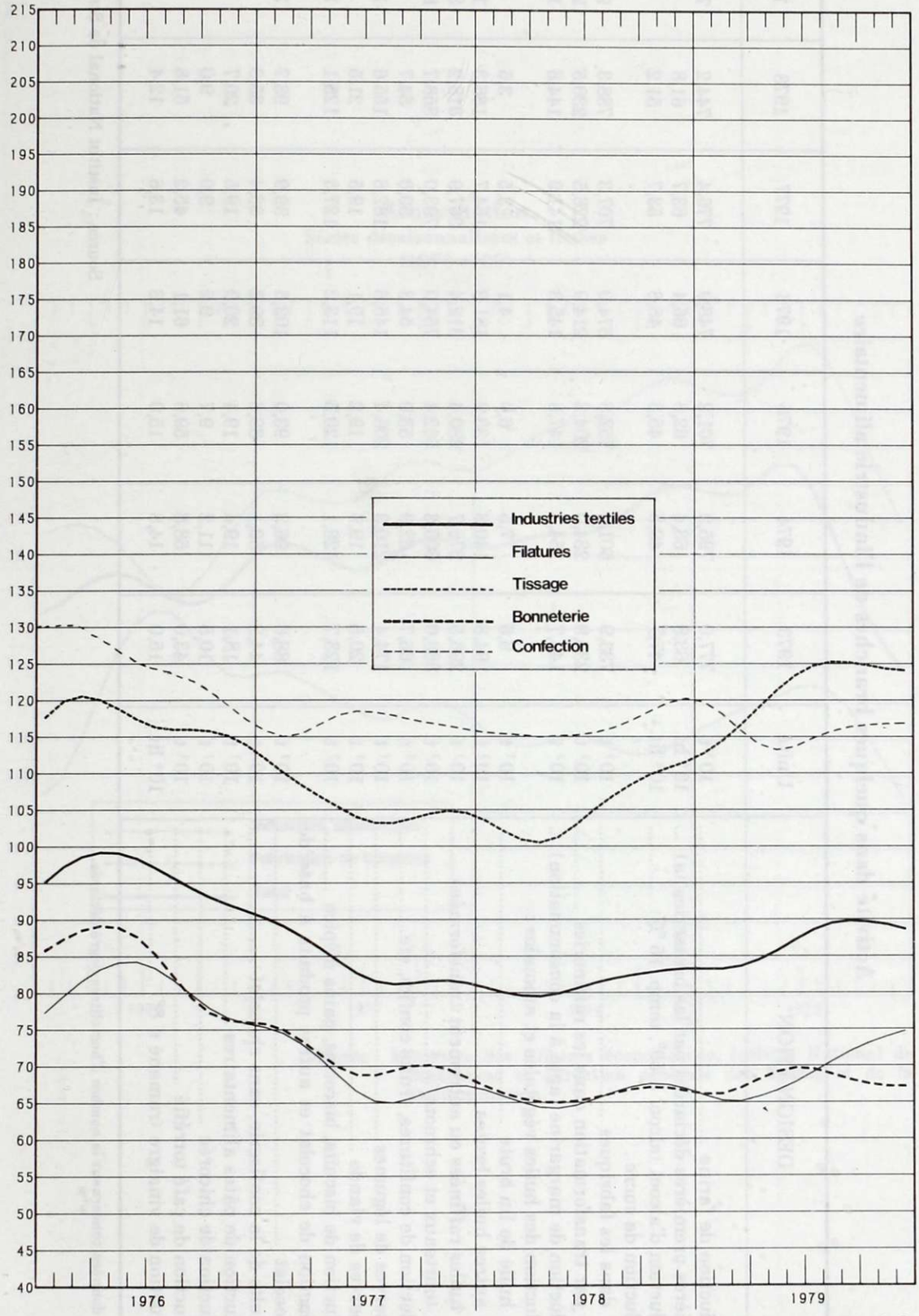
(a) Nouvelle série : y compris laines et poils, fibres synthétiques et artificielles et blouses.
(b) Y compris tapis et couvertures.
(c) Y compris les tapis.
(d) Y compris les couvertures en fibres de rayonne et fibres synthétiques.
(e) Y compris les tissus, velours et peluches d'ameublement en fibres de

Source : Institut National de Statistique.

Industries textiles

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DÉSIGNATION	Unité	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Production de farine	10^3 t	777,0	795,2	701,2	748,9	776,4	744,2	765,2
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10^6 hl.	63,9	63,4	62,8	66,4	63,7	61,8	63,8
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15 °C)	10^6 lit.	47,7	49,5	45,3	48,8	53,7	51,2	43,2
Production de sucre :								
a) dans les fabriques	10^3 t	733,9	501,2	752,8	674,0	707,3	788,3	908,3
b) par transformation dans les raffineries	10^3 t	238,9	234,0	204,3	214,9	226,5	230,5	243,9
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3 t	146,7	154,3	147,8	145,3	141,9	144,8	149,7
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3 t	9,6	7,5	6,0	4,1	3,5	3,5	4,3
b) autres huiles brutes	10^3 t	94,8	140,8	133,9	181,3	154,7	186,3	193,9
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3 t	296,5	276,7	280,4	312,4	307,9	318,2	345,9
d) tourteaux et schroots	10^3 t	383,0	603,3	562,4	754,0	703,0	858,7	860,3
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3 t	66,7	62,9	53,9	54,3	50,0	54,7	49,3
Conserves de légumes	10^3 t	174,4	210,3	206,4	145,6	182,6	155,6	152,9
Conserves de viande	10^3 t	20,5	19,6	19,2	19,1	19,5	21,5	20,8
Production de biscuits, biscottes, pains d'épice	10^3 t	123,7	128,1	120,5	113,2	127,3	125,1	124,0
Production de chocolat et autres produits à base de chocolat	10^3 t	88,6	96,3	93,0	103,5	99,9	93,7	105,3
Produits de la confiserie, sans chocolat	10^3 t	44,2	50,1	39,6	39,2	33,4	35,3	34,9
Production de pâtes alimentaires	10^3 t	18,1	19,4	19,4	20,9	19,5	20,7	..
Production de chicorée	10^3 t	10,5	11,2	9,7	9,2	9,0	9,0	8,2
Production de café torréfié	10^3 t	43,0	58,8	59,6	61,1	45,2	51,8	54,9
Production de vinaigre (ramené à 8°)	10^6 lit.	15,0	14,8	15,0	14,6	13,6	12,4	12,6

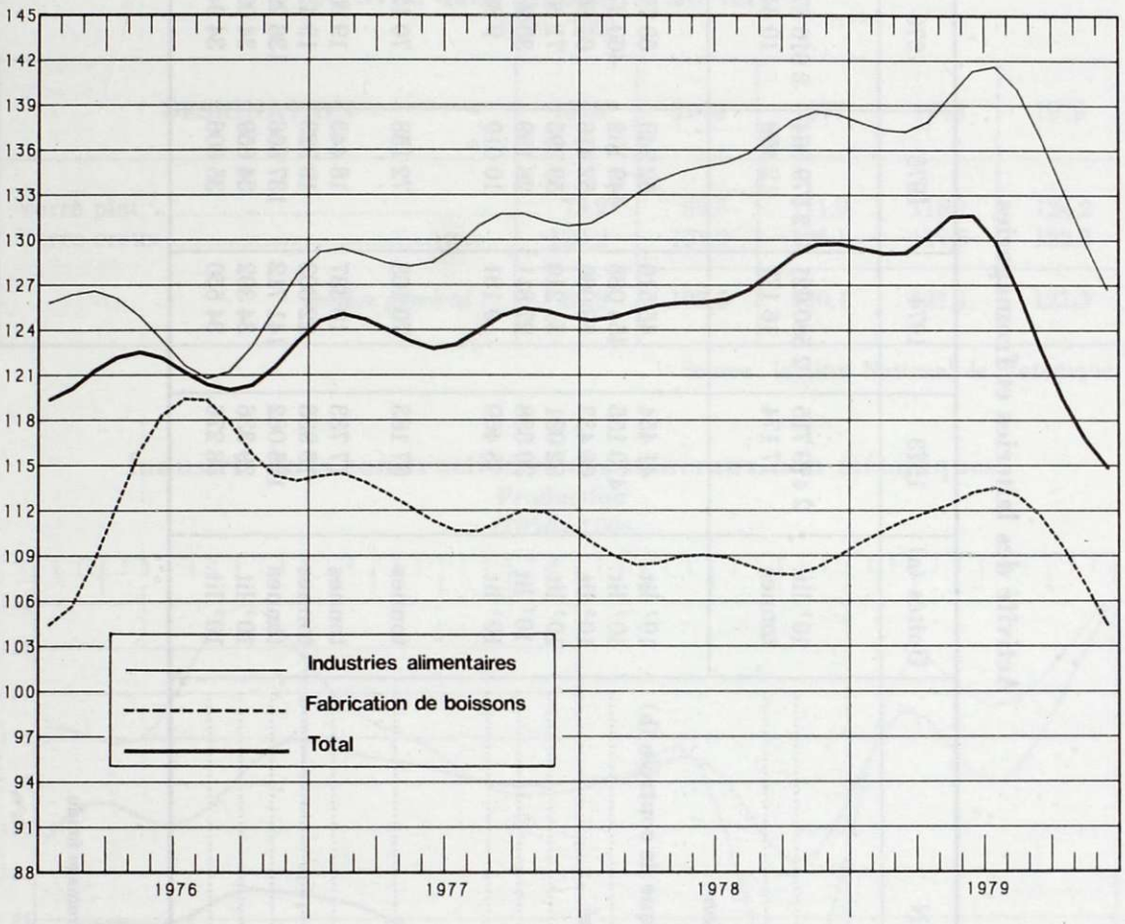
(a) Les données concernent le nombre d'hectolitres-degré déclarés.

Source : Institut National de Statistique.

Alimentation

Séries désaisonnalisées et lissées

(1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Réception :								
Lait	10^3 lit.	2 479 715	2 580 621	2 579 364	2 610 873	2 663 267	2 818 465	2 888 041
Crème	tonnes	17 174	16 177	12 499	10 649	9 783	8 917	8 252
Préparation pour la consommation :								
Lait :								
a) Lait de laiterie avec marque de contrôle (b)	10^3 lit.	41 454	45 510	52 949	63 770	73 447	84 066	97 251
b) Lait ordinaire	10^3 lit.	470 155	454 088	449 132	460 370	434 480	414 093	406 026
c) Lait partiellement écrémé	10^3 lit.	66 433	53 080	52 416	61 896	74 255	78 868	92 670
d) Lait écrémé	10^3 lit.	52 091	51 210	59 395	71 606	76 645	73 542	71 560
e) Lait battu	10^3 lit	30 338	27 811	28 199	30 989	25 810	25 689	26 303
Crème	10^3 lit.	8 460	9 181	10 019	9 888	11 114	11 780	12 337
Fabrications :								
Beurre	tonnes	67 183	70 163	72 158	70 129	63 990	77 439	76 582
Fromages :								
a) Frais	tonnes	17 733	18 337	18 443	19 908	22 880	22 233	18 693
b) Autres (c)	tonnes	18 933	22 603	19 923	19 423	21 060	19 737	22 092
Poudre de lait	tonnes	135 082	141 712	137 866	136 292	146 142	154 692	163 013
Crème glacée	10^3 lit.	29 336	34 392	34 659	34 097	33 213	33 122	50 811
Yoghourt	10^3 lit.	36 276	34 550	35 606	34 944	33 303	35 025	38 421

Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.
(b) Lait à 32 g/l de matière grasse.
(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Production de l'industrie du ciment
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979
Ciment portland	4 944,6	5 053,9	4 851,7	4 546,5	4 516,7
Ciment métallurgique	1 878,5	2 118,8	2 241,0	2 214,5	2 363,4
Klinker exporté	60,6	331,0	671,8	814,6	822,6
Total ...	**6 883,7**	**7 503,7**	**7 764,5**	**7 575,6**	**7 702,7**

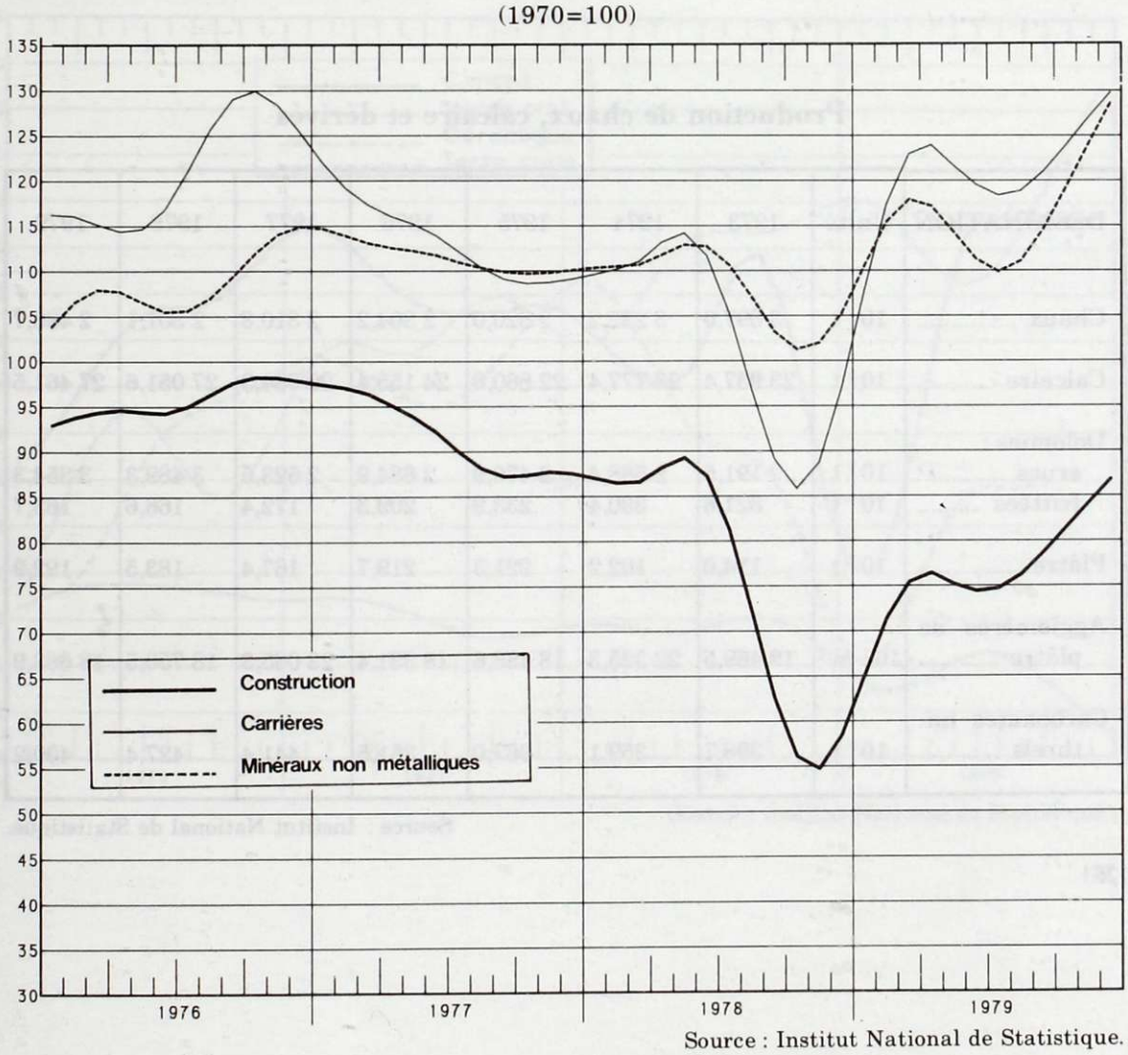
Source : Institut National de Statistique.

Activité dans l'industrie du verre
(1970=100)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979
Verre plat	73,2	93,8	111,9	118,1	124,2
Verre creux	120,2	121,2	125,1	117,5	122,3
Indice général ...	**88,8**	**105,5**	**120,1**	**121,1**	**127,3**

Source : Institut National de Statistique.

Industrie de la construction et des minéraux non métalliques
Production
(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Briques pour maçonnerie ordinaire	m^3	2 342 006	2 187 250	2 057 667	2 239 135	2 022 522	1 988 416
Briques de parement	m^3	414 933	458 591	500 245	568 756	691 108	647 410
Tuyaux de drainage et protège-câbles	t	30 271	24 394	13 782	9 081	2 345	..
Briques creuses pour hourdis	m^2	1 442 930	1 684 517	1 527 851	1 838 160	1 545 555	1 132 684
Autres produits en terre cuite (a)	t	12 194	12 109	7 771	8 470	17 450	10 717

Source : Institut National de Statistique.

(a) Autres que tuiles, céramique architecturale, poterie à fleurs, poterie colombophile, ménagère et artistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Chaux	10^3 t	3 097,0	3 232,2	2 520,0	2 304,2	2 310,8	2 301,1	2 480,7
Calcaire	10^3 t	23 937,4	23 777,4	22 860,0	24 155,4	29 084,3	27 051,6	27 461,5
Dolomies :								
crues	10^3 t	2 191,5	2 588,4	2 476,9	2 684,9	2 523,5	3 489,3	3 354,3
frittées	10^3 t	321,6	330,4	233,9	209,3	172,4	166,6	163,7
Plâtre	10^3 t	114,0	102,2	221,3	219,7	167,4	183,5	192,9
Agglomérés de plâtre	10^3 m^2	19 469,5	22 325,3	18 488,6	18 331,4	23 065,3	18 750,5	18 683,9
Carbonates naturels	10^3 t	398,7	359,1	367,0	351,5	441,4	427,4	400,2

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie céramique

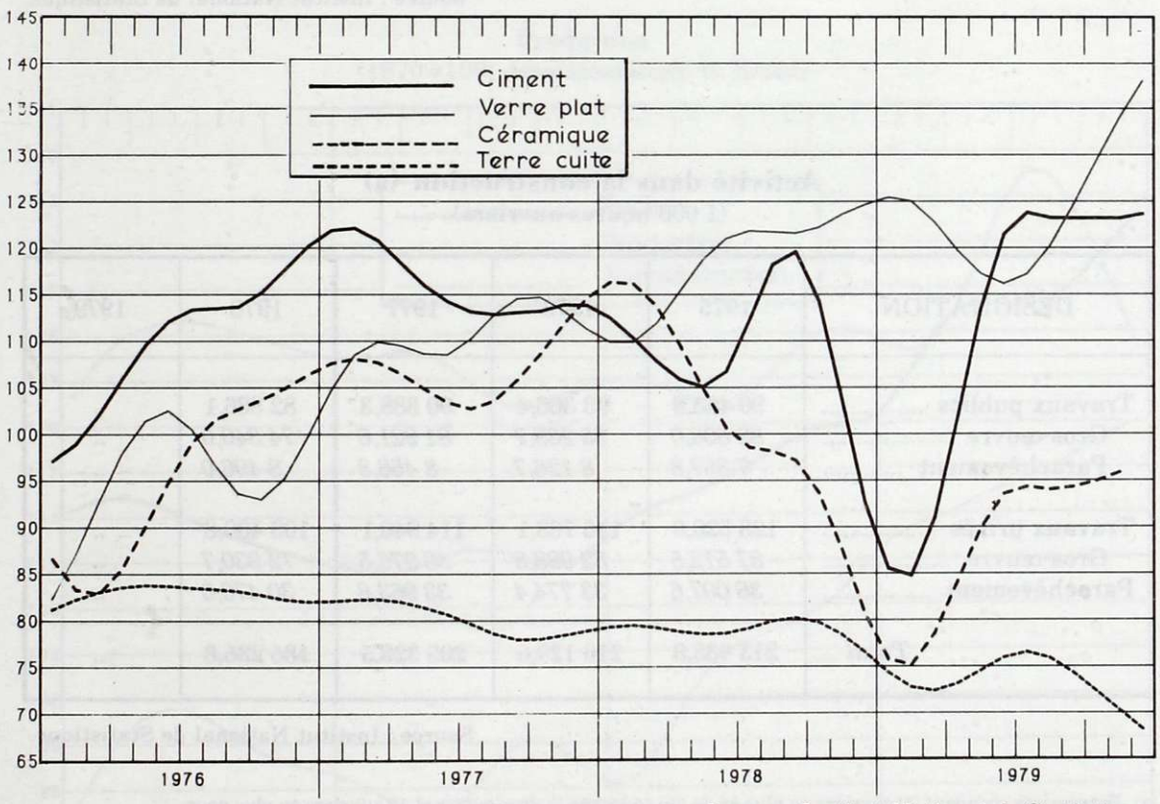
DÉSIGNATION	Unité	1977	1978	1979
Vaisselle de faïence et de porcelaine, porcelaine électro-technique, grès artistique et divers	t	10 058	9 567	8 941
Carreaux de revêtement en faïence et en grès, carreaux de parement en demi-grès	m2	1 702 807	1 753 176	568 410
Produits silico-alumineux, produits siliceux et autres	t	149 841	146 697	134 110
Dalles d'usines	t	3 811	4 889	3 743
Tuiles et accessoires	t	69 377	80 107	103 764
Meules abrasives	t	1 248	546	520
Céramique architecturale	t	20 771	24 306	18 095
Poterie	t	30 378	28 163	24 120
Argiles	t	108 758	153 715	64 688
Quartz et quartzites	t	283 744	315 179	416 908
Silex (broyé et pavé)	t	2 237	1 748	2 290

Source : Institut National de Statistique.

Production des matériaux de construction

Désaisonnalisée et lissée

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Permis de bâtir et bâtiments commencés

DÉSIGNATION	Unité	1975	1976	1977	1978	1979
Permis de bâtir :						
Bâtiments résidentiels	Nombre	46 679	58 498	50 249	50 218	44 117
Volume	1 000 m³	40 028	48 252	40 346	40 285	35 040
Surface habitable	1 000 m²	7 374	8 714	7 453	7 437	6 545
Surface totale	1 000 m²	11 777	14 268	12 167	12 217	10 704
Logements	Nombre	75 480	94 713	76 821	74 883	62 081
Habitations unifamiliales	Nombre	*47 022*	*55 444*	*47 796*	*47 592*	41 973
Appartements	Nombre	*28 458*	*39 269*	*29 025*	*27 291*	20 108
Bâtiments non-résidentiels	Nombre	5 585	6 582	6 211	7 224	7 244
Volume	1 000 m³	28 343	25 008	25 226	27 148	28 748
Surface	1 000 m²	5 018	5 043	4 661	5 408	5 796
Bâtiments commencés :						
Bâtiments résidentiels	Nombre	52 651	49 599	47 383	46 362	47 845
Volume	1 000 m³	41 097	40 009	37 959	36 176	36 815
Surface habitable	1 000 m²	7 519	7 267	6 904	6 650	6 798
Surface totale	1 000 m²	12 045	11 803	11 300	10 929	11 161
Logements	Nombre	77 377	76 176	72 382	65 910	67 799
Habitations unifamiliales	Nombre	*49 721*	*46 946*	*44 952*	*44 387*	45 688
Appartements	Nombre	*27 656*	*29 230*	*27 430*	*21 523*	22 111
Bâtiments non-résidentiels	Nombre	6 698	5 478	5 578	5 978	6 737
Volume	1 000 m³	29 829	25 020	21 899	29 298	23 795
Surface	1 000 m²	5 767	7 739	4 120	4 410	4 994

Source : Institut National de Statistique.

Activité dans la construction (a)

(1 000 heures-ouvriers)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979
Travaux publics	90 465,8	93 366,4	90 388,3	82 836,1	..
Gros-œuvre	*82 608,0*	*85 239,7*	*81 921,6*	*74 340,0*	..
Parachèvement	*7 857,8*	*8 126,7*	*8 466,8*	*8 496,0*	..
Travaux privés	123 520,0	116 763,1	114 940,1	103 400,8	..
Gros-œuvre	*87 512,5*	*82 988,8*	*80 976,5*	*72 930,7*	..
Parachèvement	*36 007,6*	*33 774,4*	*33 963,6*	*30 470,0*	..
Total ...	**213 985,8**	**210 129,6**	**205 328,5**	**186 236,8**	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant 20 ouvriers ou plus en ce qui concerne le gros-œuvre et 10 ouvriers ou plus pour le parachèvement (20 et plus à partir de 1979).

Industrie du papier et du carton

Production et transformation

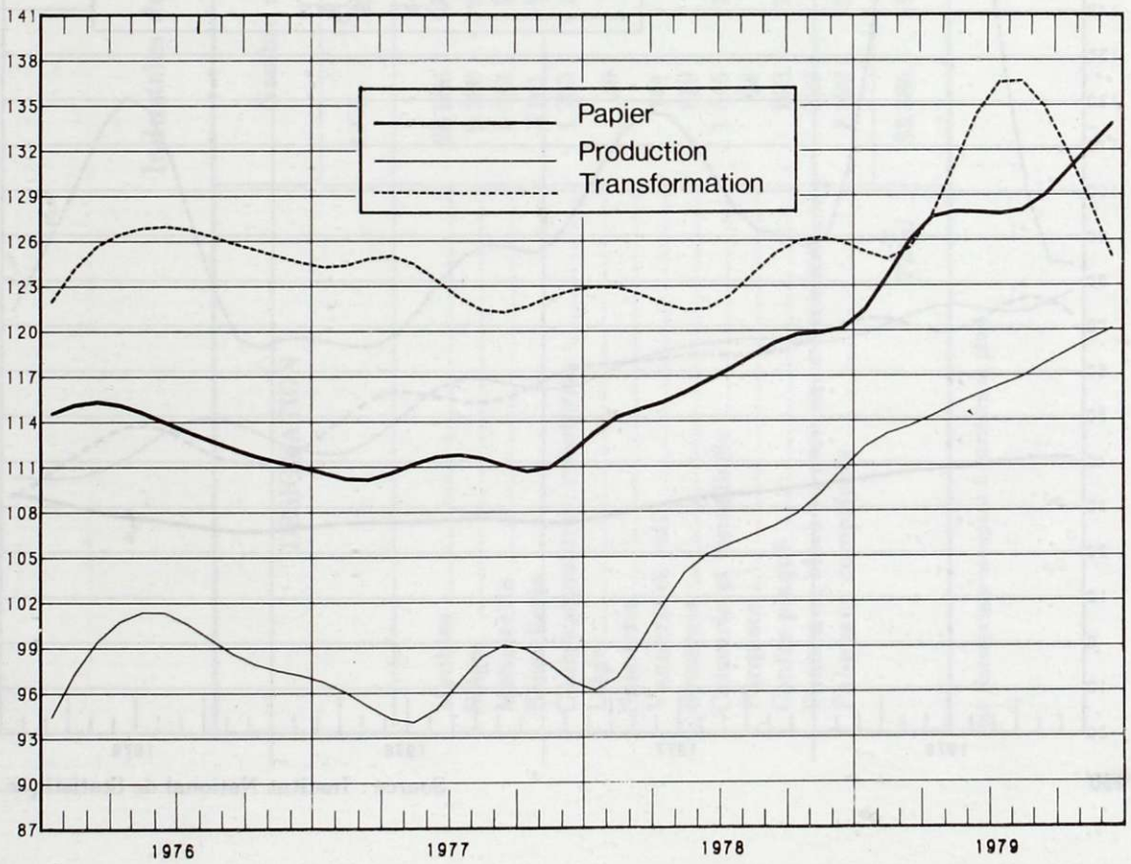
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979
Production :					
Pâtes à papier	305,7	353,3	371,6	329,5	365,7
Papiers et cartons graphiques	..	..	528,5	557,7	591,3
dont : — papier journal	(77,1)	(84,8)	(82,6)	(83,8)	(98,8)
— pour impression et écritures, couchés (a)	..	..	(209,6)	(227,0)	(252,5)
Papier d'emballage (b)	124,9	124,6	115,8	125,7	151,8
Cartons	67,9	79,0	58,1	58,1	56,8
Autres papiers	76,4	87,4	59,5	70,2	87,4
Total ...	**961,5**	**1 104,4**	**1 133,6**	**1 141,3**	**1 253,0**
Tronsformation :					
Par les producteurs	144,1	130,0	109,9	122,2	136,4
Par les industries transformatrices (c)	604,4	664,9	617,6	619,1	635,4
dont : — Emballages	(385,4)	(401,1)	(378,5)	(392,8)	(407,7)
— Papiers et cartons imprégnés	(214,7)	(242,8)	(183,4)	(176,5)	(182,3)
Total ...	**748,5**	**795,0**	**727,5**	**741,3**	**771,9**

(a) Y compris papiers dits « autocopiants » ou « papiers pour report autographique.
(b) Y compris les papiers et cartons pour cartons ondulés.
(c) A partir de 1979 : sans articles d'ameublement.

Production

(1970=100; désaisonnalisée et lissée)



Source : Institut National de Statistique.

Production de cuirs, chaussures et pantoufles

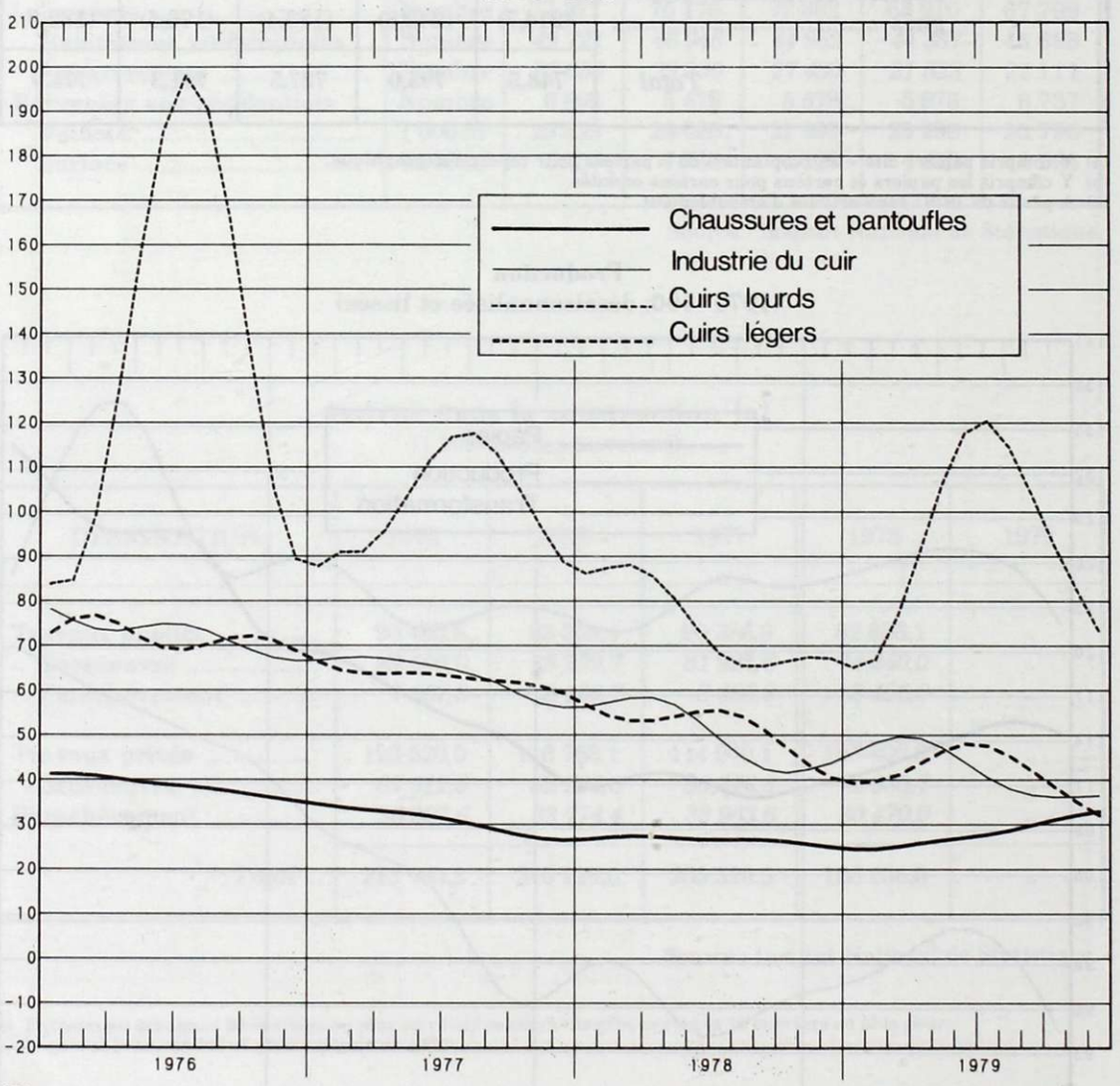
ANNÉE	Cuirs lourds de bovins (en tonnes)	Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	Pantoufles (en milliers de paires)
1970	2 172	56 101	11 035	6 003
1971	2 086	60 515	10 556	6 483
1972	1 857	59 736	9 914	6 707
1973	1 862	46 758	8 686	5 294
1974	1 788	44 820	8 324	5 036
1975	1 807	39 158	6 300	4 065
1976	2 014	41 716	5 064	3 485
1977	1 956	35 687	4 129	3 094
1978	1 570	28 527	3 611	2 591
1979	1 563	22 643	3 587	2 445

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie du cuir, de chaussures et pantoufles

Désaisonnalisée et lissée

(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

Industries du bois et des produits connexes (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Valeur des ventes facturées (en millions de francs)				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
Meubles	28 666	28 877	27 401	25 004	22 448	19 532	23 578	24 536	24 395	24 036
Sièges	9 580	9 784	8 718	7 895	7 463	7 128	8 862	8 507	8 303	8 613
Menuiserie	5 014	5 207	5 774	5 473	5 826	4 017	5 142	6 058	5 626	7 166
Boissellerie	3 161	2 664	2 336	2 092	1 818	1 786	1 728	1 714	1 568	1 577
Cadres, moulures, raboteries	1 263	1 204	1 098	1 046	1 032	770	863	905	941	987
Liège	49	49	45	38	25	55	58	63	57	59
Saboterie										
Vannerie et rotin	141	134	195	183	169	126	203	271	241	238
Brosserie	619	585	538	471	424	468	489	536	530	549
Caisserie et tonnellerie	1 645	1 675	1 494	1 311	1 286	1 182	1 584	1 766	1 609	1 762
Parquets	98	104	96	110	109	87	93	110	135	143
Contre plaqué	923	1 022	562	510	524	761	914	706	677	707
Panneaux blocs ou panneaux lamellés	328	404	395	317	398	324	439	428	408	579
Panneaux comprimés	3 899	3 681	3 596	3 343	3 069	6 690	8 009	8 204	7 932	8 847
Total ...	**55 386**	**55 390**	**52 247**	**47 791**	**44 591**	**42 927**	**51 961**	**53 803**	**52 423**	**55 264**

(a) Entreprises occupant 5 ouvriérs et plus.

Source : Institut National de Statistique.

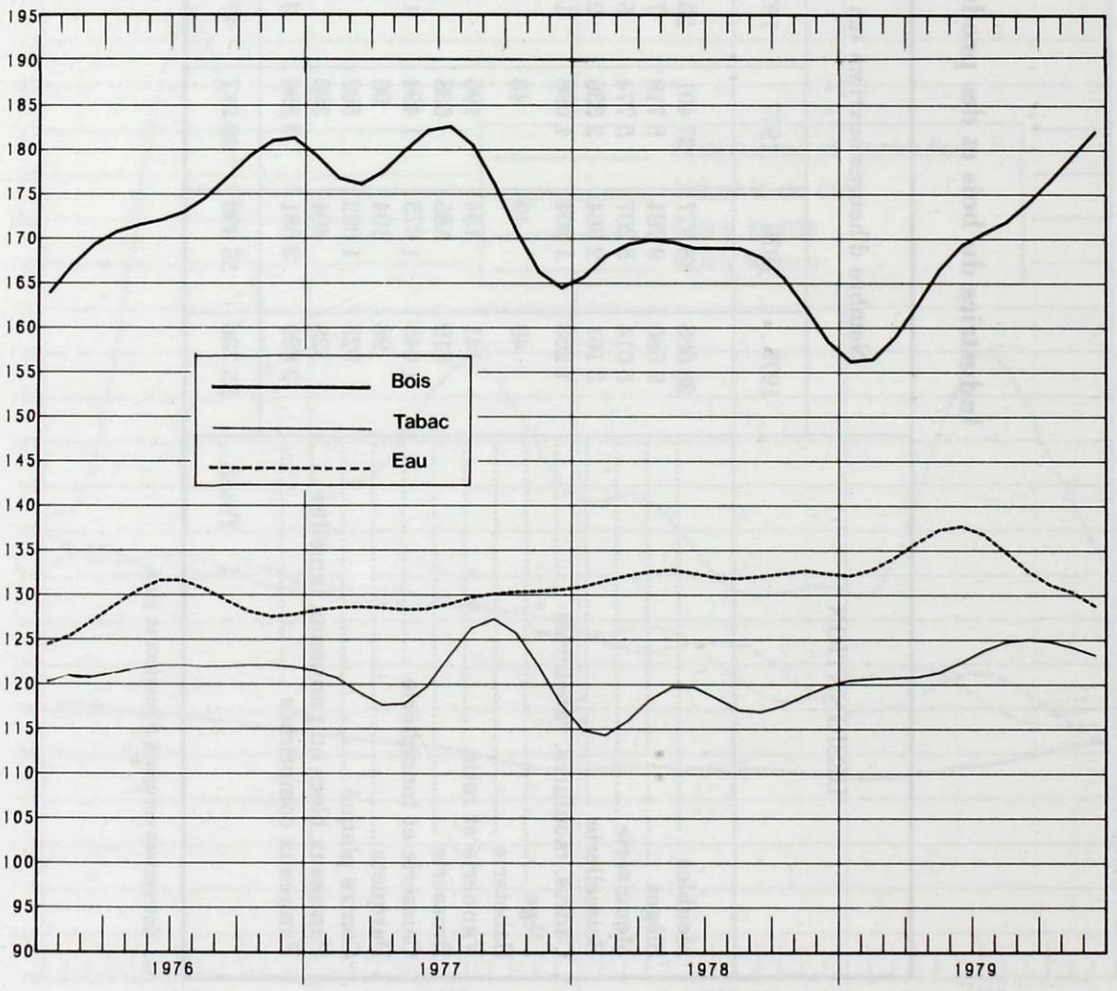
Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre
(en tonnes)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Cigares	4 647	4 519	4 637	3 550	3 840	3 852	4 355
Cigarillos	3 784	4 199	4 659	5 189	4 450	4 829	4 627
Cigarettes	24 680	26 514	25 636	25 184	25 102	23 429	24 684
Tabacs à fumer.....	5 102	4 831	5 055	5 225	6 097	5 482	5 576
Autres tabacs	37	26	29	22	16	16	5
Total ...	**38 249**	**40 090**	**40 017**	**39 170**	**39 506**	**37 609**	**39 247**

Source : Institut National de Statistique.

Production dans l'industrie de bois, tabac et la distribution de l'eau



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importation					Exportation				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Minerais de fer*	10 642	13 272	9 116	10 182	12 557	139	102	120	87	70
B. *Fonte, acier brut, laminés à chaud, tôles laminées à froid, tôles revêtues*	24 558	33 365	29 964	30 298	33 082	122 881	127 803	116 512	130 429	155 868
dont : 1. Fonte	*1 098*	*1 198*	*863*	*671*	*599*	*85*	*205*	*302*	*217*	*136*
2. Ferromanganèse, fer et acier spongieux	*1 017*	*1 100*	*715*	*705*	*811*	*539*	*805*	*520*	*305*	*518*
3. Lingots ou masses	*408*	*708*	*1 337*	*1 067*	*1 317*	*651*	*108*	*108*	*103*	*224*
4. Blooms, billettes, etc.	*1 869*	*2 201*	*3 016*	*3 187*	*3 313*	*9 493*	*7 189*	*4 936*	*4 786*	*7 232*
5. Ebauches en rouleaux par tôles	*3 876*	*5 876*	*2 981*	*3 841*	*5 834*	*8 571*	*10 862*	*11 430*	*19 163*	*25 075*
6. Fil machine	*2 815*	*4 764*	*4 146*	*4 514*	*4 585*	*4 786*	*5 227*	*4 508*	*5 005*	*6 179*
7. Barres	*3 826*	*3 288*	*3 623*	*2 947*	*3 270*	*12 692*	*12 255*	*8 580*	*7 915*	*9 706*
8. Profilés et palplanches	*1 249*	*1 616*	*1 490*	*1 816*	*2 071*	*25 597*	*26 585*	*22 726*	*26 444*	*28 451*
9. Larges plats et tôles de plus de 4,75 mm	*3 306*	*3 878*	*2 596*	*2 245*	*2 399*	*15 265*	*12 086*	*10 119*	*12 574*	*14 387*
10. Tôles jusqu'à 4,75 mm	*2 571*	*4 678*	*4 466*	*4 771*	*4 318*	*26 239*	*30 834*	*32 072*	*32 108*	*39 320*
11. Tôles étamées ou ouvrées	*1 636*	*2 824*	*3 168*	*2 904*	*2 761*	*10 945*	*13 482*	*13 835*	*13 811*	*16 356*
12. Feuillards (laminés à chaud, de fer-blanc, etc.) (a)	*562*	*650*	*983*	*968*	*898*	*4 530*	*5 224*	*4 886*	*5 560*	*5 924*
13. Rails, etc.	*149*	*360*	*409*	*478*	*640*	*1 250*	*762*	*676*	*623*	*800*
C. *Tubes d'acier*	7 064	4 893	5 608	5 726	6 226	6 382	5 542	5 263	6 833	6 963
dont : 1. Tubes et tuyaux sans soudure	*2 640*	*1 756*	*1 865*	*1 950*	*1 965*	*3 001*	*1 380*	*1 088*	*1 634*	*1 369*
2. Autres tubes et tuyaux	*2 622*	*1 855*	*2 266*	*2 213*	*2 609*	*2 622*	*3 363*	*3 102*	*4 385*	*4 889*
D. *Tréfilés, étirés et laminés de feuillards, profilés à froid de l'acier*	4 087	5 034	5 537	5 378	6 016	21 678	26 108	26 331	27 798	29 117
dont : 1. Barres, formes et profilés	*638*	*653*	*783*	*782*	*965*	*1 114*	*1 413*	*1 329*	*1 117*	*863*
2. Autres feuillards	*909*	*1 188*	*1 279*	*1 375*	*1 392*	*3 118*	*4 040*	*4 179*	*4 481*	*5 115*
3. Fils en fer ou acier, autres que fil machine	*914*	*1 132*	*1 152*	*1 147*	*1 324*	*8 575*	*9 934*	*9 183*	*9 844*	*10 597*
4. Ouvrages en fils métalliques	*835*	*948*	*1 171*	*1 145*	*1 304*	*7 348*	*8 708*	*5 193*	*5 315*	*6 154*
Total général	**46 351**	**56 564**	**50 225**	**51 584**	**57 881**	**151 080**	**159 555**	**148 226**	**165 147**	**192 018**

(a) 4 nouvelles rubriques ont été prévues sous B 12 en 1977, qui concernent des produits étant compris sous D 2 pendant les années précédentes.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de matières radio-actives, de minerais de métaux non ferreux et de métaux non ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Matières radio-actives*	**1 956**	**3 466**	**3 979**	**10 750**	**9 356**	**365**	**2 628**	**2 463**	**7 984**	**8 954**
B. *Minerais de métaux non ferreux*	**11 277**	**12 705**	**10 060**	**9 685**	**14 267**	**1 029**	**1 238**	**1 196**	**1 452**	**2 564**
dont : 1. Minerais de plomb	*1 155*	*2 102*	*790*	*1 339*	*2 215*	—	—	—	—	*17*
2. Minerais de zinc	*5 393*	*5 131*	*3 827*	*2 993*	*3 763*	*236*	*247*	*232*	*61*	*387*
3. Minerais d'étain	*1 176*	*1 134*	*1 519*	*1 367*	*940*	*110*	*2*	—	*12*	*20*
4. Minerais de molybdène, de niobium, etc.	*1 683*	*2 287*	*2 686*	*3 075*	*5 951*	*547*	*873*	*852*	*1 264*	*2 066*
C. *Métaux non ferreux*	**64 323**	**72 814**	**70 442**	**73 005**	**96 179**	**51 472**	**68 355**	**72 131**	**71 017**	**96 577**
1. *Bruts*	27 921	40 413	40 105	36 402	45 834	19 702	26 004	24 791	21 097	26 505
dont : — cuivre pour affinage	*19 776*	*28 174*	*26 695*	*8 176*	*10 626*	*11 984*	*17 197*	*16 267*	*89*	*173*
— cuivre affiné				*14 622*	*18 593*				*13 439*	*16 670*
— aluminium et alliages	*5 654*	*8 920*	*9 850*	*10 076*	*10 899*	*287*	*456*	*469*	*372*	*492*
— plomb et alliages	*359*	*726*	*1 384*	*1 316*	*2 253*	*1 061*	*1 332*	*1 853*	*2 149*	*3 215*
— zinc et alliages	*680*	*807*	*661*	*457*	*1 084*	*5 491*	*5 669*	*4 775*	*3 671*	*4 497*
— étain et alliages	*444*	*733*	*804*	*857*	*1 171*	*484*	*973*	*987*	*955*	*1 012*
2. *Demi-produits*	36 402	32 401	30 337	36 603	50 345	31 770	42 351	47 340	49 920	70 072
dont : — barres, profilés et fils de cuivre	*923*	*1 285*	*1 062*	*1 383*	*1 684*	*5 491*	*8 898*	*11 356*	*10 991*	*13 674*
— autres demi-produits de cuivre ..	*772*	*1 153*	*1 458*	*1 606*	*1 811*	*2 930*	*3 993*	*4 146*	*3 688*	*4 863*
— résidus de cuivre	*2 364*	*3 264*	*2 883*	*2 778*	*4 463*	*289*	*499*	*613*	*665*	*1 080*
— barres, profilés et fils en aluminium	*939*	*1 154*	*1 432*	*1 355*	*1 409*	*2 633*	*3 476*	*3 747*	*3 410*	*4 070*
— autres demi-produits en aluminium	*1 842*	*2 943*	*3 044*	*3 075*	*3 801*	*4 758*	*6 909*	*8 884*	*9 069*	*10 204*
— demi-produits en nickel	*602*	*893*	*587*	*595*	*448*	*292*	*309*	*253*	*230*	*128*
— ferro-alliages	*2 457*	*2 653*	*1 886*	*1 886*	*2 984*	*1 745*	*2 633*	*2 748*	*3 216*	*4 309*
— argent	*1 784*	*1 640*	*2 991*	*1 886*	*4 302*	*4 138*	*4 046*	*3 746*	*3 461*	*6 034*
— platine, etc.	*477*	*821*	*450*	*577*	*730*	*412*	*268*	*320*	*508*	*589*
— or non monétaire	*13 289*	*5 210*	*3 184*	*3 794*	*6 542*	*2 896*	*1 706*	*2 008*	*2 623*	*5 124*
— résidus de métaux non ferreux (hormis le cuivre)	*5 225*	*5 190*	*4 608*	*4 390*	*7 264*	*1 056*	*1 570*	*1 864*	*1 593*	*2 373*
Total général ...	**77 556**	**88 985**	**84 481**	**93 440**	**119 802**	**52 866**	**72 221**	**75 790**	**80 453**	**108 095**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques

Valeur
(en millions de francs)

DESIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Matériaux de construction et argile*	3 036	3 423	3 535	3 656	4 117	2 729	3 154	3 123	2 949	3 227
1. Pierres naturelles, sable et gravier	*2 108*	*2 438*	*2 469*	*2 541*	*2 861*	*2 345*	*2 665*	*2 736*	*2 553*	*2 812*
2. Argile, craie, etc.	*928*	*985*	*1 066*	*1 115*	*1 256*	*384*	*489*	*387*	*396*	*415*
B. *Phosphates naturels*	4 604	3 137	3 015	2 539	2 712	68	19	12	13	16
C. *Sel*	705	864	969	947	1 271	152	166	219	230	277
D. *Autres minéraux, tourbe*	4 741	5 487	3 017	2 735	2 772	2 986	3 773	989	1 026	1 272
E. *Briques, tuiles, etc.*	810	1 059	1 295	1 486	1 581	200	283	473	615	495
F. *Ciment, chaux et plâtre*	395	591	567	879	785	2 067	2 452	3 3 346	3 854	4 265
G. *Matériaux de construction en béton, chaux et plâtre*	1 731	1 869	2 266	2 457	2 502	3 643	4 267	4 523	4 987	5 089
H. *Articles en amiante*	510	498	523	528	567	290	330	368	367	364
I. *Ouvrages en pierre, mica, etc.*	1 378	1 529	1 707	1 996	2 234	1 273	1 584	1 781	1 747	1 867
J. *Meules et autres produits abrasifs appliqués*	562	648	710	736	820	740	725	783	678	777
K. *Verre et ouvrages en verre*	5 392	6 836	8 044	7 896	8 268	12 618	16 532	17 761	18 490	19 040
dont : 1. Verre étiré ou soufflé	*186*	*238*	*219*	*179*	*131*	*1 542*	*1 800*	*1 575*	*1 499*	*1 219*
2. Verre coulé ou laminé	*278*	*424*	*617*	*702*	*923*	*3 111*	*4 575*	*5 143*	*6 132*	*6 570*
3. Glaces ou verres de sécurité	*238*	*302*	*437*	*407*	*494*	*1 002*	*1 347*	*1 351*	*1 525*	*1 499*
4. Ampoules, etc.	*878*	*941*	*1 340*	*1 141*	*880*	*1 142*	*1 567*	*1 982*	*1 570*	*1 462*
5. Ouvrages en verre	*2 343*	*2 922*	*3 375*	*3 375*	*3 576*	*3 034*	*3 622*	*3 692*	*3 589*	*4 044*
L. *Produits céramiques*	6 644	7 483	8 400	9 042	10 008	2 670	3 104	3 804	4 166	4 602
dont : 1. Matériaux réfractaires	*1 804*	*1 677*	*1 641*	*1 691*	*2 253*	*622*	*764*	*741*	*864*	*819*
2. Matériaux non réfractaires	*1.985*	*2 495*	*2 903*	*2 985*	*2 989*	*701*	*905*	*966*	*1 063*	*1 006*
3. Poterie	*1 499*	*1 696*	*2 086*	*2 352*	*2 475*	*560*	*584*	*837*	*1 018*	*1 232*
Total général ...	**30 508**	**33 424**	**34 048**	**34 897**	**37 637**	**29 436**	**36 389**	**37 182**	**39 122**	**41 291**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits chimiques

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. Produits de la pétrochimie et de la carbochimie	45 832	62 042	60 314	62 947	90 483	56 553	74 100	76 390	80 729	113 706
dont : 1. Hydrocarbures acycliques	*5 595*	*7 995*	*8 881*	*9 729*	*17 752*	*1 640*	*3 157*	*1 616*	*1 392*	*2 310*
2. Hydrocarbures cycliques	*5 897*	*7 977*	*6 509*	*6 245*	*11 592*	*1 245*	*1 465*	*1136*	*1 196*	*2 602*
3. Dérivés halogènes, sulfones, nitres, nitroses	*1 199*	*1 692*	*1 455*	*1 691*	*1 828*	*1 676*	*2 953*	*3 365*	*3 435*	*1 010*
4. Alcools, phénols et dérivés	*2 573*	*2 417*	*2 194*	*2 208*	*3 650*	*3 190*	*2 992*	*2 187*	*2 231*	*3 223*
5. Composés à fonctions azotées	*3 192*	*4 393*	*4 498*	*4 751*	*6 230*	*1 565*	*1 954*	*1 975*	*2 670*	*3 563*
6. Acides carboxyliques	*3 097*	*3 943*	*3 841*	*3 675*	*5 101*	*4 358*	*4 864*	*4 609*	*4 129*	*5 419*
7. Composés organo-min. et hétérocycliques	*2 256*	*2 631*	*3 189*	*3 565*	*3 786*	*9 648*	*11 421*	*12 497*	*12 352*	*14 389*
8. Autres produits chimiques organiques	*2 496*	*3 240*	*3 532*	*3 784*	*5 800*	*2 205*	*3 272*	*3 608*	*2 909*	*4 233*
9. Matières colorantes org. synth. et luminophores	*1 594*	*2 489*	*2 086*	*1 982*	*2 151*	*802*	*1 316*	*1 330*	*1 185*	*1 009*
10. Caoutchouc synthétique	*2 308*	*2 596*	*2 532*	*2 769*	*3 442*	*2 750*	*3 145*	*3 724*	*3 836*	*4 685*
11. Phénoplastes et aminoplastes bruts	*1 289*	*1 475*	*1 305*	*1 397*	*1 473*	*567*	*645*	*587*	*647*	*721*
12. Polyesters, polyamides et polyuréthanes bruts	*1 380*	*1 573*	*1 770*	*1 888*	*2 641*	*1 063*	*1 331*	*1 569*	*1 816*	*1 871*
13. Résines époxydes bruts, silicones, échangeurs d'ions	*1 176*	*1 763*	*1 874*	*2 304*	*2 483*	*3 496*	*4 376*	*4 276*	*4 580*	*6 217*
14. Polyéthylène et polypropylène brut	*3 858*	*6 107*	*5 140*	*4 992*	*7 163*	*6 490*	*9 061*	*12 211*	*13 905*	*23 616*
15. Polystyrène et polyvinylchloride brut	*2 222*	*3 389*	*3 632*	*3 639*	*4 941*	*7 607*	*10 217*	*10 022*	*10 985*	*15 751*
16. Autres produits de polymérisation *(a)*	*2 361*	*2 886*	*2 960*	*2 944*	*3 614*	*2 139*	*2 979*	*3 137*	*3 207*	*3 847*
17. Nitrates et acétates de cellulose, etc. *(b)*	*686*	*954*	*927*	*1 062*	*981*	*333*	*585*	*223*	*247*	*233*
B. Autres produits chimiques de base	15 494	17 330	18 313	19 997	22 404	30 291	31 425	32 650	36 596	42 106
dont : 1. Eléments, oxydes, acides	*2 676*	*3 229*	*3 229*	*3 650*	*4 019*	*4 456*	*4 509*	*4 459*	*4 748*	*5 401*
[illegible]	*1 212*	*1 530*	*1 [illegible]*	*1 [illegible]*	*1 [illegible]*	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

4. Engrais manufactures	4 761	5 102	6 564	6 [illegible]	7 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
C. *Enduits, peintures, vernis et encres d'imprimerie*	2 479	3 117	3 517	3 537	4 121	2 471	3 258	3 649	3 958	4 730
dont : — Vernis et peintures	*1 477*	*1 918*	*2 107*	*2 200*	*2 526*	*1 702*	*2 088*	*2 302*	*2 219*	*2 682*
D. *Autres produits chimiques principalement destinés à l'industrie et à l'agriculture*	13 066	15 640	16 515	19 973	23 451	15 678	19 172	21 217	22 470	27 840
dont : 1. Tensio-actifs, préparations pour lessives	*1 052*	*1 360*	*1 431*	*1 618*	*2 203*	*1 102*	*1 481*	*1 675*	*1 959*	*2 703*
2. Insecticides préparés, etc.	*3 199*	*3 345*	*3 705*	*4 409*	*4 559*	*5 281*	*6 411*	*5 946*	*4 812*	*6 896*
3. Matières albuminoïdes et colles	*769*	*986*	*1 069*	*1 229*	*1 527*	*967*	*994*	*1 213*	*1 291*	*1 444*
4. Additifs pour huiles minérales	*1 860*	*2 076*	*2 304*	*2 256*	*2 639*	*1 623*	*1 968*	*2 379*	*2 566*	*2 888*
E. *Produits pharmaceutiques*	11 723	13 271	13 089	14 718	15 711	11 047	11 867	13 666	15 013	15 770
dont : 1. Antibiotiques	*1 605*	*1 848*	*1 579*	*1 944*	*1 729*	*2 187*	*1 726*	*2 063*	*1 518*	*1 536*
2. Hétérosides, glandes, sérums	*607*	*507*	*800*	*682*	*839*	*278*	*311*	*375*	*332*	*403*
3. Préparations médicamenteuses	*8 947*	*10 130*	*9 788*	*11 153*	*12 102*	*8 334*	*9 480*	*10 874*	*12 712*	*13 416*
F. *Savons, détergents synthétiques, autres produits d'hygiène corporelle, parfums*	4 100	4 769	5 002	5 221	5 345	4 044	4 885	5 282	5 534	5 669
dont : — Produits de parfumerie et toilette	*2 304*	*2 640*	*2 981*	*3 110*	*3 258*	*1 886*	*2 166*	*2 354*	*2 562*	*2 683*
G. *Autres produits chimiques principalement destinés à la consommation domestique et à l'administration*	4 791	5 548	6 188	6 640	7 300	12 041	14 869	18 169	19 632	22 825
dont : 1. Produits photographiques	*2 505*	*2 809*	*3 140*	*3 470*	*3 845*	*10 261*	*12 989*	*14 109*	*14 788*	*16 935*
2. Supports non enregistrés	*749*	*906*	*1 162*	*1 198*	*1 183*	*845*	*840*	*1 073*	*1 150*	*1 220*
H. *Fibres artificielles et synthétiques*	11 271	13 230	11 951	10 885	12 891	6 296	7 805	7 172	7 606	8 108
dont : 1. Fibres synthétiques discontinues, brutes	*2 575*	*3 213*	*3 144*	*3 289*	*3 866*	*282*	*306*	*210*	*207*	*214*
2. Câbles pour discontinus synthétiques	*591*	*715*	*620*	*595*	*752*	*41*	*53*	*12*	*14*	*12*
3. Fibres textiles artificielles et déchets de fibres synthétiques ou artificielles	*747*	*928*	*703*	*567*	*768*	*858*	*780*	*899*	*997*	*1 146*
4. Fils 85 % et plus de fibres synthétiques, vente au détail exclue; catgut synthétique	*6 554*	*7 542*	*6 743*	*5 785*	*6 737*	*3 595*	*4 212*	*3 769*	*3 690*	*3 907*
Total général ...	**108 756**	**134 947**	**134 889**	**143 918**	**181 706**	**138 421**	**167 381**	**178 195**	**191 538**	**240 754**

(a) Comprend à l'exportation également les données confidentielles relatives à l'exportation figurant sous C5 du tableau « Commerce extérieur d'articles en caoutchouc et d'articles en plastique ».
(b) Comprend à l'exportation également les données confidentielles relatives à l'exportation figurant sous C6 du tableau « Commerce extérieur d'articles en caoutchouc et d'articles en plastique ».

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Produits en fonte*	4 707	5 017	5 063	5 458	7 073	3 441	3 904	3 954	3 578	3 644
dont : — produits en fonte bruts, coulés ou moulés	*521*	*851*	*1 087*	*1 074*	*1 454*	*452*	*490*	*507*	*439*	*492*
B. *Produits en métaux, forgés, estampés, emboutis, découpés, repoussés*	3 511	3 890	4 335	5 045	6 016	2 985	3 797	3 463	3 061	3 327
C. *Vis, boulons, écrous, clous, chaînes, ressorts, produits frittés, travail de la surface*	2 557	2 780	3 196	3 145	3 764	1 849	1 764	1 996	1 900	2 069
dont : — clous, vis boulons, etc.	*1 929*	*2 014*	*2 307*	*2 252*	*2 712*	*1 141*	*1 037*	*1 051*	*990*	*1 063*
D. *Produits de la construction métallique*	5 655	5 188	5 270	6 170	6 775	5 194	7 013	8 198	9 675	8 549
dont : 1. Constructions métalliques en fer ou acier	*4 883*	*4 286*	*4 221*	*4 875*	*5 372*	*4 074*	*5 967*	*6 520*	*7 836*	*6 850*
2. Constructions métalliques en aluminium	*624*	*729*	*839*	*919*	*1 102*	*878*	*881*	*1 315*	*1 517*	*1 434*
E. *Produits de la chaudronnerie*	2 234	2 332	2 118	2 608	2 374	1 433	2 225	2 023	2 879	2 901
F. *Outillage et articles finis en métaux, à l'exclusion du matériel électrique*	15 723	18 763	20 794	21 433	23 743	13 537	16 019	16 919	16 746	17 873
dont : 1. Articles de chauffage et de cuisson	*1 355*	*1 717*	*1 717*	*1 803*	*2 174*	*688*	*758*	*838*	*803*	*1 061*
2. Sièges	*763*	*941*	*1 137*	*1 085*	*1 155*	*670*	*749*	*884*	*791*	*793*
3. Autres meubles	*1 271*	*1 489*	*1 740*	*1 875*	*1 931*	*964*	*1 037*	*1 322*	*1 005*	*981*
4. Outils (scies, limes, tenailles, etc.)	*1 643*	*1 901*	*2 343*	*2 604*	*2 962*	*628*	*748*	*822*	*890*	*975*
5. Coutellerie	*950*	*1 007*	*1 097*	*1 025*	*1 073*	*179*	*104*	*118*	*93*	*88*
6. Articles de ménage, etc.	*2 083*	*2 461*	*2 510*	*2 681*	*2 741*	*646*	*688*	*715*	*761*	*809*
7. Articles d'hygiène	*401*	*562*	*674*	*660*	*664*	*245*	*302*	*306*	*275*	*216*
8. Serrures, coffres-forts, etc.	*1 836*	*2 355*	*2 654*	*2 679*	*2 939*	*529*	*689*	*765*	*760*	*854*
9. Ouvrages en métaux non ferreux	*888*	*1 051*	*1 168*	*1 219*	*1 514*	*1 390*	*1 546*	*1 483*	*1 612*	*1 627*
10. Fûts, boîtes, etc.	*1 289*	*1 526*	*1 655*	*1 866*	*2 340*	*2 270*	*2 759*	*3 511*	*3 625*	*3 581*
11. Tuyaux flexibles, bouchons métalliques, plaques indicatrices, fils et baguette pour soudure, etc.	*791*	*965*	*1 067*	*1 104*	*1 110*	*623*	*729*	*888*	*739*	*818*
Total général ...	**34 387**	**37 970**	**40 796**	**43 859**	**49 745**	**28 439**	**34 722**	**36 553**	**37 839**	**38 363**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importation					Exportation				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information*	9 752	10 202	12 418	13 804	16 663	5 431	5 404	5 390	6 254	6 911
dont : 1. Machines de bureau	*2 030*	*2 226*	*2 067*	*2 245*	*2 385*	*945*	*703*	*483*	*533*	*706*
2. Machines pour le traitement de l'information	*5 574*	*5 977*	*8 026*	*8 436*	*10 353*	*2 809*	*3 163*	*3 322*	*3 622*	*4 279*
B. *Instruments de précision, appareils de mesure et de contrôle*	3 143	3 399	3 445	3 353	3 799	1 198	1 284	1 290	1 435	1 471
C. *Matériel médico-chirurgical, appareils orthopédiques*	1 529	2 077	2 593	2 968	3 369	1 430	1 795	2 173	2 717	3 101
D. *Instruments d'optique, matériel photographique*	3 865	5 006	5 806	5 868	6 129	1 400	1 905	2 338	2 133	2 076
dont : 1. Photographie	*1 731*	*1 993*	*2 203*	*2 392*	*2 475*	*450*	*705*	*800*	*806*	*802*
2. Eléments d'optique et lunetterie	*886*	*1 089*	*1 162*	*1 196*	*1 316*	*204*	*221*	*233*	*237*	*260*
E. *Montres, horloges*	1 905	2 225	2 297	2 517	2 660	244	349	377	497	572
Total général ...	**20 194**	**22 909**	**26 559**	**28 510**	**32 620**	**9 703**	**10 737**	**11 568**	**13 036**	**14 131**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Machines et tracteurs agricoles*	4 201	5 265	6 462	7 140	8 199	11 172	14 289	15 217	12 523	14 212
dont : 1. Machines agricoles	*2 269*	*2 444*	*2 712*	*3 299*	*3 773*	*7 225*	*7 807*	*6 848*	*7 335*	*7 447*
2. Tracteurs agricoles	*1 600*	*2 413*	*3 334*	*3 330*	*3 884*	*3 727*	*6 197*	*8 093*	*4 876*	*6 409*
B. *Machines-outils pour le travail des métaux, outillages et outils pour machines*	7 894	6 395	6 808	8 303	8 977	7 289	7 823	7 859	8 238	8 589
dont : 1. Outils	*1 959*	*1 867*	*2 170*	*2 373*	*2 819*	*1 801*	*1 962*	*2 380*	*2 348*	*2 615*
2. Machines-outils	*4 856*	*3 653*	*3 903*	*4 683*	*5 123*	*4 613*	*5 126*	*4 505*	*4 436*	*4 656*
C. *Machines textiles et leurs accessoires, machines à coudre*	3 889	4 358	4 084	4 263	4 487	6 367	6 615	7 044	6 070	7 412
D. *Machines et appareils pour les industries alimentaires et chimiques, machines de conditionnement et d'emballage, machines pour le travail du caoutchouc et des matières plastiques*	10 002	10 493	10 026	10 831	11 474	9 267	10 708	10 678	11 141	9 603
dont : 1. Pour industrie alimentaire (y compris laiteries)	*1 241*	*1 132*	*1 417*	*1 751*	*1 759*	*1 091*	*1 857*	*1 246*	*1 262*	*1 204*
2. Centrifugeuses, appareils pour filtration et épuration, etc.	*1 154*	*1 369*	*1 187*	*1 235*	*1 352*	*898*	*998*	*1 031*	*1 564*	*1 420*
3. Machines pour nettoyer, remplir, emballer, etc.	*1 436*	*1 550*	*1 851*	*2 197*	*2 513*	*1 316*	*1 193*	*1 233*	*1 354*	*1 392*
E. *Matériel de mines, machines et matériel pour la métallurgie, la préparation de matériaux de*										

3. Machines pour le travail des métaux	2 518	2 288	1 288	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
4. Equipement mécanique de manutention	*8 710*	*8 749*	*8 993*	*9 667*	*9 785*	*5 039*	*4 480*	*4 910*	*4 768*	*4 554*
F. Engrenages et autres organes de transmission, roulements	4 787	5 165	5 321	5 405	5 994	3 237	3 054	3 520	3 657	3 910
dont : — Roulements	*1 562*	*1 581*	*2 042*	*1 853*	*2 240*	*170*	*165*	*356*	*493*	*588*
G. Machines pour le travail du bois, du papier, du cuir, de la chaussure; matériel de blanchisserie et de nettoyage à sec	3 717	4 449	4 717	5 593	6 411	2 002	2 049	2 794	2 817	3 256
dont : 1. Machines pour le papier	*1 039*	*1 281*	*1 161*	*1 126*	*1 291*	*407*	*510*	*381*	*680*	*470*
2. Machines pour imprimerie, brochage, etc.	*1 225*	*1 432*	*1 627*	*2 357*	*2 568*	*339*	*394*	*416*	*525*	*555*
3. Machines-outils, autres machines n.d.a. et pièces	*966*	*1 189*	*1 276*	*1 418*	*1 427*	*845*	*667*	*1 484*	*976*	*867*
H. Autres machines et matériel mécanique	27 262	28 771	31 589	32 888	35 908	29 146	35 129	40 532	38 966	38 892
dont : 1. Machines à vapeur sans chaudières	*603*	*866*	*973*	*916*	*1 149*	*400*	*559*	*732*	*525*	*491*
2. Moteurs à explosion, combustion interne (avions et voitures exclues)	*4 565*	*4 693*	*5 101*	*5 379*	*5 765*	*1 902*	*1 954*	*1 766*	*1 622*	*1 953*
3. Turbines à gaz (à l'exclusion des turbo-propulseurs), autres moteurs et machines motrices	*688*	*1 065*	*1 208*	*2 075*	*1 761*	*964*	*1 177*	*1 398*	*1 507*	*1 029*
4. Machines pour le chauffage et la réfrigération (à l'exclusion des gazogènes)	*3 040*	*3 485*	*3 890*	*3 216*	*3 550*	*1 370*	*1 375*	*1 921*	*1 754*	*1 720*
5. Pompes	*2 501*	*2 728*	*3 415*	*3 537*	*3 964*	*1 800*	*2 429*	*2 512*	*2 871*	*2 351*
6. Compresseurs, générateurs, pompes à air, ventilateurs, etc.	*3 405*	*3 324*	*3 553*	*3 689*	*3 667*	*1 968*	*2 572*	*3 121*	*3 008*	*3 184*
7. Autres machines non-électriques (e.a. appareils à pesage, appareils à projeter)	*1 498*	*1 793*	*2 030*	*2 208*	*2 506*	*741*	*948*	*981*	*951*	*1 104*
8. Parties et pièces, non-électriques, n.d.a. *(a)*	*5 092*	*5 194*	*5 476*	*5 642*	*6 484*	*2 063*	*2 112*	*2 402*	*2 270*	*2 470*
Total général ...	**82 097**	**83 757**	**88 381**	**94 108**	**102 511**	**89 742**	**100 647**	**111 383**	**109 375**	**112 290**

(a) Une nouvelle rubrique B.N.L. a été prévue en 1978 sous H8, qui concerne des produits compris auparavant sous le poste restant du groupe A du même tableau.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des véhicules automobiles et de moteurs automobiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Véhicules automobiles et moteurs automobiles*	84 762	125 993	129 918	143 596	156 596	85 207	123 815	134 943	143 662	160 773
dont : 1. Véhicules pour transport de personnes, non en commun	*30 478*	*43 589*	*46 824*	*52 787*	*63 152*	*70 023*	*103 853*	*111 924*	*126 365*	*137 307*
2. Véhicules pour transport en commun de personnes	*239*	*307*	*512*	*632*	*731*	*1 546*	*1 650*	*3 812*	*1 699*	*3 342*
3. Véhicules pour transport de marchandises	*5 323*	*7 509*	*8 910*	*9 026*	*11 975*	*11 370*	*16 023*	*16 333*	*12 891*	*17 371*
4. Véhicules à usages spéciaux	*1 129*	*819*	*1 142*	*1 323*	*1 112*	*1 108*	*1 432*	*1 270*	*1 099*	*1 002*
5. Tracteurs routiers et tracteurs à roues	*721*	*1 302*	*1 484*	*1 410*	*1 849*	*542*	*356*	*360*	*483*	*526*
6. Châssis avec moteur	*764*	*1 111*	*1 498*	*1 412*	*1 306*	*179*	*167*	*266*	*282*	*318*
7. Moteurs pour véhicules	*8 115*	*12 549*	*13 716*	*13 051*	*15 543*	*438*	*334*	*238*	*388*	*264*
B. *Carrosseries, remorques et bennes*	2 657	3 305	3 263	3 075	3 229	3 449	4 452	4 454	4 271	4 872
dont : 1. Carrosseries	*636*	*803*	*801*	*852*	*1 070*	*1 107*	*1 477*	*1 702*	*1 611*	*1 937*
2. Remorques pour habitation, etc.	*1 411*	*1 820*	*1 723*	*1 368*	*1 372*	*1 192*	*1 500*	*1 238*	*1 408*	*1 551*
3. Remorques pour transport de marchandises	*457*	*511*	*592*	*696*	*594*	*1 045*	*1 351*	*1 406*	*1 131*	*1 249*
C. *Equipement, accessoires et pièces détachées pour automobiles*	26 780	35 366	42 306	41 931	47 346	14 682	17 747	19 797	19 081	23 675
dont : parties et pièces pour véhicules (châssis et carrosseries exclus)	*26 011*	*34 167*	*41 138*	*40 829*	*45 800*	*14 195*	*17 037*	*18 973*	*18 329*	*22 848*
Total général ...	**114 199**	**164 664**	**175 487**	**188 602**	**207 171**	**103 338**	**146 014**	**159 194**	**167 014**	**189 320**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Bateaux, paquebots, bateaux de guerre, remorqueurs, engins flottants, matériaux résultant du dépeçage de bateaux*	1 400	920	2 694	2 385	1 222	3 290	6 003	2 171	1 970	1 063
B. *Locomotives, autorails, automotrices, tramways, wagons et autre matériel ferroviaire tracté*	1 630	1 040	869	835	828	1 510	1 158	759	1 109	1 434
C. *Cycles, motocycles, fauteuils d'invalides*	1 970	2 569	3 010	2 717	2 723	727	855	1 143	1 073	928
dont : 1. Motocycles, etc. avec moteur	*1 002*	*1 213*	*1 392*	*1 251*	*1 179*	*369*	*428*	*621*	*650*	*494*
2. Vélocipèdes sans moteur	*258*	*352*	*443*	*447*	*567*	*107*	*105*	*113*	*73*	*60*
3. Parties et pièces	*623*	*891*	*1 050*	*961*	*922*	*246*	*319*	*404*	*348*	*371*
D. *Avions, hélicoptères, hovercraft, missiles, véhicules spatiaux et autres engins aéronautiques*	14 621	9 270	11 290	15 678	18 636	4 363	4 617	3 718	2 464	5 660
dont : 1. Propulseurs à réaction	*3 912*	*3 262*	*3 039*	*3 497*	*2 171*	*472*	*299*	*330*	*265*	*1 447*
2. Turbo-propulseurs et parties	*381*	*722*	*780*	*1 827*	*915*	*648*	*467*	*448*	*434*	*642*
3. Appareils aériens	*6 089*	*640*	*2 544*	*2 607*	*3 548*	*269*	*242*	*436*	*265*	*1 072*
4. Parties et pièces pour appareils aériens	*4 240*	*4 537*	*4 812*	*7 716*	*11 972*	*2 910*	*3 578*	*2 415*	*1 447*	*2 447*
E. *Voitures d'enfants et de malades, véhicules à traction animale*	335	431	193	179	242	122	180	31	40	44
Total général ...	**20 026**	**14 230**	**18 056**	**21 794**	**23 651**	**10 012**	**12 813**	**7 822**	**6 656**	**9 129**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Fils et câbles électriques*	2 378	2 645	2 849	2 694	3 034	2 859	3 394	3 204	3 290	3 952
B. *Electromoteurs, générateurs et transformateurs, matériel électrique d'équipement*	11 645	12 405	12 914	12 116	12 921	10 518	11 988	12 426	13 588	13 821
dont : 1. Machines électriques rotatives pour courant alternatif	*1 977*	*1 915*	*2 134*	*2 125*	*2 245*	*1 821*	*1 790*	*1 737*	*1 869*	*1 433*
2. Autres machines électriques rotatives	*1 211*	*1 390*	*1 252*	*1 356*	*1 254*	*550*	*717*	*569*	*1 017*	*764*
3. Appareils électriques pour production et transformation, etc.	*2 504*	*2 434*	*2 534*	*2 359*	*2 484*	*3 383*	*4 172*	*3 537*	*3 809*	*3 612*
4. Appareillage électrique *(a)*	*5 463*	*6 072*	*6 355*	*5 574*	*5 978*	*3 914*	*4 341*	*5 350*	*5 573*	*6 588*
C. *Matériel électrique d'utilisation, piles et accumulateurs*	6 250	7 466	8 360	9 266	10 021	7 117	8 894	9 480	10 436	11 745
dont : 1. Piles électriques et accumulateurs	*1 105*	*1 671*	*1 801*	*1 868*	*2 175*	*1 735*	*2 374*	*2 498*	*2 526*	*3 108*
2. Equipement électrique pour moteurs	*1 869*	*2 349*	*2 771*	*2 967*	*2 916*	*1 313*	*2 131*	*2 362*	*2 686*	*3 008*
3. Outils électromécaniques à moteur incorporé	*839*	*1 065*	*1 280*	*1 467*	*1 510*	*90*	*121*	*95*	*120*	*134*
4. Machines pour le soudage à l'électricité	*698*	*727*	*742*	*850*	*996*	*556*	*604*	*660*	*540*	*571*
D. *Matériel de télécommunication, compteurs, appareils de mesures, matériel électromédical*	14 635	17 280	17 678	21 243	23 210	14 229	20 337	18 914	19 331	18 996
dont : 1. Equipement télécommunication, etc.	*4 722*	*5 489*	*5 158*	*5 455*	*6 502*	*9 398*	*13 960*	*11 733*	*10 592*	*10 016*
2. Appareillage électrique	*2 233*	*2 163*	*1 936*	*3 566*	*3 942*	*1 265*	*1 496*	*1 340*	*2 145*	*2 724*
4. Microstructures électriques, etc.										

	1 110	1 204	1 049	1 139	1 194	159	191	202	183	175
6. Instruments de mesure ou d'analyse électroniques ou électriques, etc.	*3 745*	*4 751*	*4 883*	*5 639*	*6 355*	*1 746*	*2 411*	*2 480*	*2 866*	*2 841*
E. Appareils électroniques, de radio, de télévision, électro-acoustique, disques et bandes magnétiques enregistrés	18 474	20 530	21 082	22 481	23 059	20 212	20 824	22 737	24 911	26 062
dont : 1. Récepteurs de télévision	*2 794*	*3 447*	*3 875*	*3 499*	*3 277*	*6 431*	*6 650*	*7 963*	*9 165*	*8 548*
2. Récepteurs de radiodiffusion	*2 336*	*3 106*	*3 285*	*3 599*	*3 510*	*3 685*	*3 751*	*3 661*	*4 028*	*4 985*
3. Phonographes, etc.	*1 736*	*2 174*	*2 078*	*3 090*	*3 738*	*3 079*	*2 798*	*2 778*	*2 815*	*3 154*
4. Equipement pour télécommunication, etc.	*4 471*	*4 821*	*4 853*	*5 133*	*5 120*	*4 032*	*4 261*	*4 729*	*5 326*	*5 489*
5. Tubes cathodiques pour T.V. *(b)*	*3 714*	*3 271*	*3 281*	*3 544*	*2 843*	*1 501*	*1 886*	*1 914*	*2 195*	*1*
6. Semi-conducteurs	*1 786*	*1 836*	*1 587*	*1 461*	*2 122*	*659*	*644*	*653*	*486*	*1 339*
F. Appareils électrodomestiques	11 022	12 819	12 703	11 923	12 512	1 477	1 912	2 194	2 130	2 498
dont : 1. Machines à laver et sécher	*2 221*	*2 402*	*2 404*	*2 579*	*2 624*	*123*	*242*	*281*	*324*	*267*
2. Réfrigérateurs et congélateurs	*2 472*	*2 831*	*2 578*	*1 922*	*1 933*	*247*	*365*	*460*	*331*	*339*
3. Appareils électromécaniques ménagers	*1 940*	*2 250*	*2 332*	*2 178*	*2 209*	*244*	*258*	*296*	*329*	*314*
4. Appareils électrothermiques n.d.a.	*3 426*	*4 102*	*4 103*	*4 000*	*4 502*	*745*	*913*	*1 034*	*1 037*	*1 472*
G. Lampes, matériel d'éclairage	3 395	4 471	4 562	4 719	4 851	3 226	3 779	4 475	4 914	5 421
dont : 1. Lampes et tubes électriques	*1 336*	*1 959*	*1 883*	*2 011*	*1 864*	*1 690*	*1 849*	*2 431*	*2 925*	*3 247*
2. Appareils d'éclairage	*1 637*	*2 009*	*2 081*	*2 175*	*2 334*	*959*	*1 268*	*1 307*	*1 297*	*1 535*
Total général ...	**67 799**	**77 616**	**80 148**	**84 442**	**89 608**	**59 638**	**71 128**	**73 430**	**78 600**	**82 495**

(a) 2 nouvelles rubriques ont été prévues sous D2 en 1978, qui concernent des produits repris auparavant sous B4 du même tableau.
(b) Les données à l'exportation de la rubrique 85.21.160 sont confidentielles pour 1979.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
1. Viandes et déchets d'abattoirs	*7 490*	*9 168*	*10 013*	*11 917*	*12 186*	*15 811*	*17 784*	*17 434*	*18 099*	*19 617*
dont : — viandes de bovins	*(2 617)*	*(3 160)*	*(3 651)*	*(4 823)*	*(4 632)*	*(2 201)*	*(2 550)*	*(2 669)*	*(3 194)*	*(3 517)*
— viandes ovines et caprines	*(652)*	*(878)*	*(1 065)*	*(1 288)*	*(1 447)*	*(16)*	*(32)*	*(21)*	*(30)*	*(29)*
— viandes porcines	*(795)*	*(799)*	*(509)*	*(498)*	*(578)*	*(10 777)*	*(12 010)*	*(11 484)*	*(11 862)*	*(12 765)*
— de volailles mortes de basse-cour	*(512)*	*(625)*	*(795)*	*(951)*	*(955)*	*(932)*	*(1 031)*	*(1 066)*	*(778)*	*(800)*
— de chevaux, etc.	*(1 660)*	*(1 972)*	*(2 231)*	*(2 480)*	*(2 548)*	*(197)*	*(221)*	*(305)*	*(364)*	*(342)*
2. Préparations de viandes, extraits de poisson	*1 327*	*1 649*	*1 871*	*2 101*	*2 406*	*5 216*	*5 359*	*5 227*	*5 815*	*6 509*
3. Graisses de porc et de volaille	*717*	*455*	*732*	*323*	*313*	*1 003*	*726*	*1 228*	*778*	*819*
4. Cuirs et peaux bruts	*727*	*1 277*	*1 131*	*1 018*	*1 499*	*713*	*1 380*	*1 366*	*1 507*	*2 129*
5. Matières brutes animales	*852*	*919*	*1 200*	*968*	*1 137*	*1 118*	*1 289*	*1 368*	*1 190*	*1 195*
dont : — os, ivoire, etc.	*(599)*	*(490)*	*(663)*	*(426)*	*(557)*	*(690)*	*(658)*	*(673)*	*(536)*	*(477)*
6. Huiles et graisses animales	*720*	*769*	*933*	*851*	*951*	*649*	*571*	*389*	*273*	*300*
Total général	**11 833**	**14 237**	**15 880**	**17 178**	**18 492**	**24 510**	**27 109**	**27 012**	**27 662**	**30 569**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de lait et de produits laitiers

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
1. Lait et crème	*2 368*	*2 756*	*2 887*	*2 828*	*3 069*	*4 062*	*4 228*	*4 822*	*6 158*	*7 486*
dont : — lait en poudre	*(1 604)*	*(1 796)*	*(1 895)*	*(1 628)*	*(1 459)*	*(2 977)*	*(2 844)*	*(3 260)*	*(4 516)*	*(5 581)*
— lait et crême, frais	*(182)*	*(247)*	*(291)*	*(336)*	*(495)*	*(1 027)*	*(1 295)*	*(1 465)*	*(1 480)*	*(1 660)*
2. Beurre	*4 157*	*6 648*	*8 568*	*10 971*	*10 939*	*4 665*	*4 305*	*6 643*	*9 798*	*10 534*
3. Fromage et caillebotte	*5 992*	*7 157*	*8 050*	*9 084*	*9 555*	*821*	*1 357*	*1 878*	*2 119*	*2 710*
4. Autres produits laitiers	*192*	*327*	*348*	*376*	*456*	*92*	*220*	*300*	*309*	*496*
Total général ...	**12 709**	**16 888**	**19 853**	**23 259**	**24 019**	**9 640**	**10 110**	**13 643**	**18 384**	**21 226**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur d'autres produits alimentaires

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Corps gras végétaux et animaux*	9 330	10 404	12 846	11 843	13 714	6 932	7 793	9 376	10 624	11 118
dont : 1. Tourteaux et résidus similaires	*3 662*	*4 970*	*6 585*	*5 801*	*5 981*	*1 516*	*2 807*	*3 633*	*4 084*	*3 911*
2. Huiles végétales fixes douces	*1 984*	*2 086*	*2 182*	*2 318*	*2 794*	*3 255*	*2 812*	*2 867*	*3 659*	*3 615*
3. Autres huiles végétales fixes	*2 069*	*1 906*	*2 275*	*1 897*	*2 526*	*792*	*798*	*1 034*	*915*	*1 121*
4. Huiles et graisses préparées, cires (animales et végétales)	*1 131*	*951*	*1 217*	*1 248*	*1 640*	*481*	*560*	*791*	*760*	*1 009*
B. *Conserves et jus de fruits et de légumes*	6 034	7 964	8 133	8 255	9 245	5 438	5 963	5 997	6 065	6 325
dont : 1. Légumes, racines, préparés, conservés	*2 596*	*3 248*	*3 157*	*3 068*	*3 336*	*3 277*	*3 514*	*3 134*	*2 878*	*2 934*
2. Raisins secs, figues, fruits à coque et autres fruits séchés	*515*	*574*	*724*	*849*	*953*	*20*	*18*	*25*	*21*	*30*
3. Préparations et conserves de fruits	*2 514*	*3 445*	*3 509*	*3 734*	*4 002*	*1 645*	*1 965*	*2 192*	*2 423*	*2 396*
C. *Conserves de poissons et d'autres produits de la mer, pour alimentation humaine*	2 925	3 840	4 232	4 546	4 933	581	741	799	833	866
dont : 1. Poissons, crustacés et mollusques préparés ou conservés	*2 275*	*2 864*	*3 076*	*3 361*	*3 645*	*269*	*288*	*428*	*448*	*467*
dont : 1. Riz (à l'exclusion de riz non décor-										

dont : 1. Riz (à l'exclusion de riz non décortiqué)	512	1 201	1 511	1 705	1 910	330	330	390	390	390
2. Sons, remoulages et similaires	*2 995*	*3 619*	*2 750*	*1 745*	*2 376*	*120*	*315*	*402*	*307*	*344*
3. Farines	*205*	*269*	*353*	*480*	*342*	*624*	*1 269*	*1 407*	*1 528*	*1 388*
E. Pâtes alimentaires	354	431	477	422	529	145	185	190	194	272
F. Produits amylacés	1 284	1 533	1 618	1 360	1 504	1 633	2 388	2 876	2 848	3 043
G. Pains, biscottes, biscuits, produits de la pâtisserie	1 723	2 035	2 298	2 601	2 836	2 957	3 561	3 739	3 974	4 105
H. Sucre	2 050	3 528	3 586	3 045	4 761	4 094	5 897	7 140	5 666	7 186
I. Produits à base de cacao, sucreries, glaces de consommation	4 495	5 231	6 386	7 127	6 996	4 381	4 932	5 871	5 925	7 094
dont : 1. Sucreries sans cacao	*991*	*1 152*	*1 152*	*1 235*	*1 352*	*1 023*	*978*	*956*	*1 003*	*1 023*
2. Cacao en poudre, beurre et pâte de cacao	*1 641*	*1 793*	*2 494*	*2 420*	*2 390*	*98*	*99*	*81*	*43*	*92*
3. Chocolat et préparations au chocolat	*1 796*	*2 209*	*2 574*	*3 206*	*3 130*	*2 855*	*3 289*	*4 283*	*4 239*	*5 056*
J. Produits pour l'alimentation des animaux	2 783	3 401	3 882	4 272	5 229	1 918	2 471	2 655	2 910	3 378
K. Autres produits alimentaires	4 495	5 631	6 647	6 671	7 329	3 658	4 910	5 495	5 853	6 560
dont : 1. Café et succédanés	*737*	*1 331*	*2 293*	*2 136*	*2 258*	*1 090*	*2 030*	*2 337*	*2 163*	*2 460*
2. Préparations pour soupes ou bouillons	*1 318*	*1 446*	*1 388*	*1 374*	*1 423*	*214*	*204*	*174*	*183*	*174*
Total général ...	**39 392**	**49 608**	**55 050**	**54 596**	**62 416**	**33 222**	**41 559**	**47 185**	**48 387**	**54 163**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs

Valeur

(en millions de francs)

DESIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. Levures, alcool éthylique, boissons distillées ...	2 177	2 185	2 638	3 079	3 544	230	246	200	371	428
dont : — eaux de vie, whisky	*1 128*	*1 104*	*1 396*	*1 631*	*1 837*	*14*	*10*	*18*	*32*	*34*
B. Champagne, vins mousseux, apéritifs à base de vin	1 903	1 884	2 135	2 425	2 826	134	135	237	391	368
1. Vins et moûts de raisin mutés à l'alcool	*1 424*	*1422*	*1 619*	*1 699*	*2 037*	*59*	*42*	*79*	*47*	*61*
2. Apéritifs	*479*	*462*	*516*	*726*	*789*	*75*	*93*	*158*	*344*	*307*
C. Cidre et autres vins de fruits	36	36	33	38	40	37	41	55	61	64
D. Bière, malt	1 753	1 856	1 704	2 029	1 779	5 571	5 914	5 800	5 581	5 461
dont : 1. Bière	*1 105*	*1 335*	*1 204*	*1 269*	*1 271*	*1 630*	*1 791*	*1 677*	*1 758*	*2 142*
2. Malt	*606*	*504*	*455*	*726*	*483*	*3 937*	*4 119*	*4 070*	*3 816*	*3 309*
E. Eaux minérales, limonades	965	1 307	1 249	1 432	1 725	494	663	568	683	985
F. Produits à base de tabacs	1 541	1 891	2 379	2 323	2 503	4 315	3 983	4 428	5 079	5 522
dont : 1. Cigares et cigarillos	*746*	*946*	*1 154*	*1 101*	*1 279*	*2 383*	*2 205*	*2 113*	*2 562*	*2 772*
2. Cigarettes	*570*	*655*	*785*	*690*	*675*	*1 846*	*1 707*	*2 207*	*2 423*	*2 563*
Total général ...	**8 375**	**9 159**	**10 138**	**11 326**	**12 417**	**10 781**	**10 982**	**11 288**	**12 166**	**12 828**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Cuirs, peaux, pelleteries tannées et autrement préparées*	1 677	2 100	2 260	1 957	2 288	1 883	2 435	2 492	2 116	2 529
1. Cuirs et peaux préparés	*1 451*	*1 652*	*1 604*	*1 459*	*1 745*	*1 704*	*2 148*	*2 113*	*1 757*	*2 162*
2. Cuirs et peaux bruts	*226*	*348*	*656*	*498*	*543*	*179*	*287*	*379*	*359*	*367*
B. *Articles en cuir et en peau*	2 084	2 540	2 832	2 942	3 299	580	709	639	641	773
dont : 1. Sacs à main	*169*	*195*	*225*	*231*	*245*	*78*	*90*	*82*	*54*	*67*
2. Articles de voyage et autres sacs	*642*	*800*	*872*	*875*	*954*	*120*	*136*	*102*	*115*	*112*
3. Ouvrages en cuir (chaussures excl.)	*949*	*1 162*	*1 314*	*1 381*	*1 576*	*314*	*391*	*364*	*371*	*501*
C. *Chaussures, pantoufles, en cuir ou partiellement*	8 290	9 650	11 483	11 768	14 495	1 423	1 321	1 496	1 437	1 834
dont : 1. Chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc ou plastique	*7 045*	*8 542*	*10 361*	*10 616*	*13 121*	*1 022*	*1 000*	*1 192*	*1 028*	*1 390*
2. Autres chaussures	*979*	*793*	*781*	*774*	*969*	*120*	*65*	*88*	*101*	*135*
Total général	**12 051**	**14 290**	**16 575**	**16 667**	**20 082**	**3 886**	**4 466**	**4 627**	**4 194**	**5 136**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Fibres textiles préparées, produits de filature, filterie, pelotonnage*	14 990	20 455	19 354	18 674	21 068	15 742	20 936	21 197	18 478	20 164
dont : 1. Lin traité, étoupes et déchets de lin	*943*	*1 571*	*1 275*	*1 209*	*1 271*	*1 843*	*2 453*	*2 732*	*2 176*	*2 442*
2. Fibres synthétiques discontinues travaillées	*840*	*882*	*814*	*701*	*711*	*163*	*124*	*140*	*144*	*110*
3. Laine (dégraissée, blanchie), poils, etc.	*1 606*	*3 075*	*3 007*	*2 681*	*2 946*	*1 359*	*2 193*	*1 908*	*1 940*	*1 940*
4. Fils de laine ou de poils	*3 296*	*3 667*	*3 966*	*3 485*	*3 989*	*4 579*	*6 204*	*6 537*	*5 300*	*5 870*
5. Fils de coton	*3 022*	*4 207*	*3 739*	*3 243*	*4 229*	*1 639*	*2 460*	*2456*	*1 976*	*2 519*
6. Fils 85 % et plus de fibres synthétiques, la vente au détail exclue	*1 534*	*2 002*	*2 021*	*2 429*	*2 719*	*1 847*	*2 162*	*2 284*	*1 970*	*2 134*
7. Fils moins de 85 % de fibres synthétiques	*913*	*1 290*	*1 145*	*1 274*	*1 448*	*1 221*	*1 862*	*1 694*	*1 761*	*1 871*
8. Fils de fibres artificielles, vente au détail exclue	*1 556*	*2 261*	*1 856*	*1 892*	*1 851*	*304*	*383*	*360*	*384*	*362*
B. *Tissus, velours*	15 194	16 991	17 919	18 934	20 355	22 550	24 613	24 508	25 065	27 339
dont : 1. Tissus de coton écrus	*500*	*667*	*799*	*504*	*673*	*567*	*741*	*676*	*568*	*1 012*
2. Velours	*853*	*1 013*	*1 901*	*2 790*	*3 353*	*1 167*	*1 391*	*1 928*	*2 722*	*3 090*
3. Autres tissus 85 % de coton ou plus	*3 553*	*4 888*	*4 745*	*3 963*	*3 917*	*2 441*	*3 772*	*3 805*	*3 355*	*3 870*
4. Autres tissus de coton travaillés	*275*	*331*	*481*	*823*	*830*	*496*	*579*	*535*	*796*	*1 071*
5. Tissus de fibres synthétiques continues	*1 902*	*1 918*	*2 083*	*2 068*	*2 375*	*2 622*	*1 395*	*1 548*	*1 527*	*2 016*
6. Tissus principalement de fibres synthétiques discontinues	*4 158*	*4 028*	*3 911*	*3 825*	*4 041*	*3 036*	*2 683*	*2 430*	*2 385*	*2 249*
dont : 1. Étoffes de bonneterie non élas-										

2. Chandails, vestes, blouses, etc.	*4 452*	*5 037*	*5 153*	*5 036*	*5 298*	*1 933*	*1 679*	*1 576*	*1 449*	*1 346*
3. Robes, jupes, costumes, tailleurs, etc.	*1 128*	*1 456*	*1 777*	*1 659*	*1 876*	*514*	*632*	*695*	*681*	*779*
4. Autres vêtements de bonneterie non élastiques	*1 256*	*1 566*	*1 839*	*1 831*	*1 930*	*473*	*599*	*560*	*408*	*454*
5. Sous-vêtements de bonneterie	*2 474*	*2 749*	*2 915*	*3 474*	*3 887*	*835*	*876*	*740*	*786*	*907*
6. Ganterie, bas, chaussettes, e.s.	*861*	*977*	*1 024*	*1 096*	*1 217*	*602*	*518*	*456*	*415*	*476*
D. *Tapis, tissus enduits, toiles cirées, linoleums, tapisseries*	4 230	4 831	5 390	6 123	6 501	20 009	23 638	25 616	27 604	29 397
dont : 1. Tissus imprégnés ou enduits	*930*	*966*	*980*	*912*	*987*	*1 234*	*1 323*	*1 274*	*1 264*	*1 516*
2. Tapis à points noués ou enroulés ..	*843*	*1 056*	*1 257*	*1 474*	*1 652*	*94*	*228*	*85*	*138*	*194*
3. Tapis de matières synthétiques ou artificielles	*1 359*	*1 410*	*1 586*	*2 221*	*2 211*	*9 040*	*13 079*	*15 450*	*17 461*	*18 441*
E. *Autres produits textiles*	3 095	3 486	3 911	4 026	4 707	7 316	8 715	9 145	8 986	10 327
F. *Articles d'habillement et accessoires d'habillement*	19 658	24 433	26 936	27 969	31 006	20 284	21 819	22 292	21 202	22 252
dont : 1. Costumes et complets	*2 329*	*2 440*	*2 399*	*1 907*	*1 979*	*1 135*	*1 037*	*892*	*600*	*670*
2. Pantalons et culottes	*2 323*	*4 031*	*5 680*	*4 848*	*6 012*	*4 754*	*6 238*	*9 303*	*9 411*	*9 979*
3. Vestes et vestons, pardessus, etc. .	*1 712*	*1 760*	*1 515*	*1 557*	*1 453*	*1 736*	*1 457*	*1 358*	*1 028*	*946*
4. Autres vêtements pour hommes et garçonnets	*1 243*	*1 462*	*1 521*	*2 014*	*2 160*	*2 263*	*2 609*	*1 928*	*1 720*	*1 885*
5. Manteaux et vestes pour femmes, fillettes et enfants	*2 141*	*2 332*	*2 138*	*2 308*	*2 460*	*1 975*	*1 735*	*1 558*	*1 736*	*1 707*
6. Robes	*1 771*	*2 648*	*2 917*	*3 271*	*3 476*	*1 215*	*1 581*	*1 465*	*1 105*	*1 079*
7. Jupes	*696*	*926*	*1 105*	*1 271*	*1 155*	*1 029*	*1 186*	*849*	*965*	*922*
8. Blouses	*699*	*875*	*1 114*	*1 209*	*1 325*	*582*	*560*	*592*	*579*	*626*
9. Autres vêtements de dessus pour femmes, fillettes et enfants	*2 501*	*2 913*	*3 285*	*4 115*	*4 807*	*2 446*	*2 355*	*1 637*	*1 732*	*2 063*
10. Sous-vêtements, bonneterie exclue	*1 498*	*1 836*	*2 031*	*2 137*	*2 896*	*781*	*934*	*1 019*	*884*	*1 038*
11. Soutiens-gorge, corsets, gaines, etc.	*750*	*912*	*835*	*811*	*852*	*746*	*697*	*538*	*460*	*450*
G. *Linge de maison, articles de literie, d'ameublement, tentes, bâches, voiles, drapeaux, sacs*	2 325	2 977	3 516	4 031	4 322	4 269	4 841	5 163	5 247	5 667
dont : — Linge de lit, de table, etc.	*1 125*	*1 459*	*1 653*	*1 911*	*2 029*	*2 561*	*3 075*	*3 022*	*3 051*	*3 448*
H. *Articles en fourrure*	216	1 024	1 262	1 274	1 747	1 181	1 403	1 362	1 228	1 463
Total général ...	73 503	89 360	94 170	97 629	107 748	97 972	112 519	115 143	113 504	122 987

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de bois et de meubles en bois

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Bois sciés, rabotés, séchés, étuvés*	6 067	9 209	10 113	11 026	12 972	900	1 197	1 310	1 540	1 915
dont : 1. Traverses pour voies ferrées	*46*	*80*	*226*	*233*	*430*	*11*	*10*	*7*	*6*	*5*
2. Bois de conifères travaillés	*3 588*	*4 736*	*4 882*	*4 961*	*5 744*	*456*	*533*	*544*	*597*	*745*
3. Autre bois	*2 284*	*4 199*	*4 809*	*5 635*	*6 619*	*422*	*642*	*748*	*919*	*1 142*
4. Déchets de bois	*149*	*193*	*195*	*197*	*178*	*11*	*12*	*11*	*18*	*22*
B. *Bois plaqués, contreplaqués, panneaux de fibres et de particules, bois améliorés, bois traités*	2 515	3 467	3 464	4 001	4 753	5 166	6 538	6 744	6 867	7 767
dont : 1. Contre-plaqués	*851*	*1 462*	*1 346*	*1 832*	*2 250*	*251*	*531*	*551*	*699*	*978*
2. Bois améliorés et reconstitués	*506*	*638*	*786*	*728*	*883*	*3 917*	*4 505*	*4 726*	*4 660*	*5 155*
3. Bois simplement sciés	*440*	*504*	*569*	*659*	*719*	*377*	*626*	*871*	*1 036*	*1 240*
4. Plaqués pour constructions	*466*	*565*	*530*	*541*	*605*	*208*	*407*	*280*	*139*	*95*
C. *Charpentes en bois, constructions en bois, ouvrages de menuiserie de bâtiments, parquets*	1 581	2 188	2 902	3 349	3 640	518	777	793	667	806
D. *Caisses et autres emballages, ouvrages de tonnellerie*	304	302	334	352	345	176	174	220	195	205
E. *Articles en bois (autres que meubles), farine et laine de bois*	999	1 203	1 553	1 689	1 990	544	601	598	651	721
F. *Articles en liège, rotin, vannerie (autres que meubles), brosses, balais, pinceaux*	740	892	1 021	1 115	1 149	328	318	384	404	409
G. *Meubles en bois, en rotin, matelas*	7 313	9 520	12 045	13 578	14 456	11 994	14 338	14 412	15 297	15 673
dont : 1. Sièges *(a)*	*1 312*	*1 673*	*2 726*	*3 152*	*3 490*	*3 904*	*4 473*	*4 631*	*4 687*	*4 830*
2. Autres meubles	*5 521*	*7 263*	*8 672*	*9 761*	*10 310*	*7 554*	*9 206*	*8 980*	*9 642*	*9 822*
Total général ...	**19 519**	**26 781**	**31 432**	**35 110**	**39 305**	**19 626**	**23 943**	**24 461**	**25 621**	**27 496**

(a) Une nouvelle rubrique a été prévue sous G1 en 1977, qui concerne des produits compris auparavant sous un poste restant du groupe D du tableau « Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux ».

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Pâtes, papier, carton*	16 252	20 557	19 732	20 045	24 256	10 675	14 305	14 444	14 687	17 433
dont : 1. Pâtes mécaniques de bois	*386*	*498*	*446*	*453*	*517*	*5*	*5*	*13*	*12*	*4*
2. Pâtes chimiques de bois	*3 496*	*3 879*	*3 118*	*2 727*	*3 477*	*1 053*	*1 894*	*1 599*	*1 501*	*1 743*
3. Pâtes chimiques de bois bisulfite, etc.	*943*	*1 399*	*1 408*	*1 104*	*1 339*	*18*	*36*	*37*	*41*	*17*
4. Papier journal	*1 570*	*1 652*	*2 000*	*1 971*	*2 130*	*314*	*391*	*345*	*309*	*439*
5. Papier pour impression et écriture	*3 343*	*5 125*	*5 312*	*6 389*	*8 444*	*4 086*	*5 194*	*5 381*	*5 622*	*6 120*
6. Papier et carton craft	*2 363*	*2 872*	*2 554*	*2 767*	*3 181*	*418*	*409*	*404*	*427*	*382*
7. Autres papiers et cartons	*3 081*	*3 780*	*3 544*	*3 225*	*3 587*	*1 413*	*1 118*	*1 091*	*1 230*	*1 639*
B. *Articles en pâtes, papier, carton*	8 583	10 703	11 484	12 321	14 789	8 828	10 873	11 519	11 999	14 313
dont : 1. Papiers et cartons travaillés	*1 105*	*1 570*	*1 746*	*1 726*	*2 195*	*2 221*	*2 870*	*2 977*	*3 237*	*3 686*
2. Papiers et cartons transformés	*938*	*974*	*1 071*	*1 123*	*1 307*	*663*	*546*	*464*	*375*	*348*
3. Boîtes, sacs et autres emballages	*2 089*	*2 721*	*2 747*	*2 804*	*3 378*	*1 283*	*1 610*	*1 777*	*1 861*	*2 113*
4. Articles de correspondance, registres, cahiers, autres papiers et cartons découpés	*1 725*	*1 967*	*2 167*	*2 402*	*2 738*	*2 509*	*2 902*	*2 891*	*3 176*	*3 710*
5. Tambours, assiettes, mouchoirs, serviettes, etc.	*1 501*	*2 005*	*2 224*	*2 465*	*3 130*	*1 016*	*1 564*	*1 801*	*1 831*	*2 679*
C. *Journaux, produits de l'imprimerie, produits de l'édition*	7 567	8 728	9 816	11 090	12 424	7 192	8 083	8 305	8 695	9 826
dont : 1. Livres, ouvrages cartographiques	*3 198*	*3 531*	*3 999*	*4 506*	*5 140*	*3 060*	*3 337*	*3 504*	*3 909*	*4 407*
2. Journaux et périodiques	*2 252*	*2 641*	*2 956*	*3 222*	*3 544*	*2 079*	*2 375*	*2 331*	*2 311*	*2 544*
3. Imprimés publicitaires, etc.	*1 042*	*1 264*	*1 434*	*1 669*	*1 913*	*717*	*913*	*958*	*905*	*1 104*
Total général	32 402	39 988	41 032	43 456	51 469	26 695	33 261	34 268	35 381	41 572

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits en caoutchouc et de produits en plastique

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Produits en caoutchouc*	10 049	10 892	11 171	11 334	12 356	10 055	10 516	11 922	12 423	13 453
dont : 1. Produits en caoutchouc (plaques, fils, tubes, ébonite)	*1 982*	*2 024*	*2 256*	*2 209*	*2 478*	*1 822*	*1 896*	*2 015*	*2 092*	*2 139*
2. Pneumatiques pour voitures	*3 001*	*3 093*	*3 290*	*3 632*	*3 677*	*3 751*	*3 712*	*3 940*	*3 982*	*4 475*
3. Pneumatiques pour autobus et camions	*1 736*	*2 128*	*1 901*	*1 815*	*2 030*	*1 346*	*1 366*	*1 935*	*2 376*	*2 714*
4. Autres pneus	*1 375*	*1 458*	*1 507*	*1 458*	*1 703*	*1 774*	*2 007*	*2 185*	*2 190*	*2 316*
5. Courroies, transporteuses, articles d'hygiène, etc.	*1 531*	*1 703*	*1 730*	*1 762*	*2 017*	*1 026*	*1 158*	*1 392*	*1 420*	*1 461*
B. *Pneumatiques rechapés*	332	380	390	396	434	337	414	411	458	431
C. *Produits en plastique* (à l'exclusion de produits bruts)	13 063	17 592	19 441	19 968	24 124	15 453	20 731	22 700	23 792	29 147
dont : 1. Produits de condensation, d'addition	*1 009*	*1 479*	*1 630*	*1 610*	*1 892*	*2 729*	*4 377*	*4 494*	*5 087*	*6 035*
2. Polyéthylène	*524*	*797*	*906*	*1 022*	*1 412*	*1 041*	*1 627*	*1 921*	*2 094*	*3 269*
3. Polypropylène et polystyrène	*495*	*819*	*1 066*	*819*	*1 040*	*610*	*1 016*	*973*	*1 109*	*1 663*
4. Polyvinylchloride	*1 837*	*2 440*	*2 382*	*2 437*	*2 848*	*2 127*	*2 860*	*2 874*	*2 735*	*3 447*
5. Autres produits de polymérisation *(a)*	*420*	*606*	*685*	*821*	*985*	*80*	*140*	*109*	*79*	*94*
6. Cellulose et dérivés, matières albuminoïdes *(b)*	*433*	*508*	*481*	*550*	*686*	*1 524*	*1 876*	*1 652*	*1 467*	*1 636*
7. Sièges en plastique	*386*	*444*	*473*	*450*	*515*	*118*	*96*	*92*	*95*	*102*
8. Articles de transport, emballages en plastique	*2 379*	*3 370*	*3 842*	*3 918*	*5 091*	*2 486*	*3 091*	*3 339*	*3 271*	*4 050*
Total général ...	**23 444**	**28 864**	**31 002**	**31 698**	**36 914**	**25 845**	**31 661**	**35 033**	**36 673**	**43 031**

(a) Les données confidentielles concernant l'exportation de produits appartenant à cette rubrique ont été ajoutées à la rubrique A16 du tableau « C.E. des produits chimiques ».

(b) Les données confidentielles concernant l'exportation de produits appartenant à cette rubrique ont été ajoutées à la rubrique A17 du tableau « C.E. des produits chimiques ».

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
1. Ferrailles	*2 690*	*2 802*	*1 947*	*3 191*	*4 803*	*1 933*	*1 815*	*1 356*	*1 604*	*2 069*
2. Friperie, drilles et chiffons	*469*	*467*	*487*	*557*	*562*	*912*	*1 028*	*1 048*	*1 084*	*1 048*
3. Déchets de papier et de carton	*53*	*76*	*93*	*69*	*105*	*377*	*544*	*521*	*366*	*506*
4. Véhicules :										
— pour transport de personnes, non en commun	*823*	*1 220*	*1 508*	*1 650*	*1 553*	*660*	*977*	*1 193*	*1 453*	*1 832*
— pour transport en commun de personnes	*443*	*673*	*628*	*632*	*653*	*191*	*220*	*273*	*266*	*405*
— pour transport de marchandises	*122*	*106*	*118*	*258*	*291*	*95*	*96*	*113*	*175*	*183*
5. Objets d'art et collections	*902*	*1 090*	*915*	*1 042*	*964*	*305*	*354*	*531*	*446*	*532*
6. Autres produits	*139*	*119*	*61*	*87*	*88*	*71*	*71*	*76*	*147*	*147*
Total général ...	**5 641**	**6 553**	**5 757**	**7 486**	**9 019**	**4 544**	**5 105**	**5 111**	**5 541**	**6 722**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
A. *Bijoux précieux et de fantaisie, produits d'orfèvrerie, lapidairerie, diamants taillés, monnaies, médailles*	40 708	55 637	76 892	98 848	110 115	37 409	50 298	71 293	92 137	102 415
dont : 1. Diamants triés	*20 125*	*31 658*	*42 695*	*51 740*	*55 635*	*12 977*	*19 827*	*27 765*	*34 764*	*38 862*
2. Diamants taillés	*13 683*	*18 007*	*27 528*	*39 423*	*42 083*	*22 421*	*28 236*	*38 516*	*51 366*	*54 916*
3. Autres pierres gemmes et perles fines	*374*	*424*	*433*	*434*	*829*	*338*	*415*	*304*	*272*	*487*
4. Bijouteries, orfèvrerie, etc.	*1 321*	*1 427*	*1 706*	*2 099*	*2 453*	*679*	*786*	*1 086*	*1 400*	*1 531*
5. Monnaies	*4 264*	*3 088*	*1 071*	*1 377*	*2 457*	*607*	*622*	*274*	*574*	*2 052*
B. *Instruments de musique*	502	658	667	800	813	448	478	273	210	202
C. *Produits du tirage de films cinématographiques et photographiques*	297	412	516	495	516	319	310	314	345	337
D. *Jeux, jouets, articles de sport*	3 271	3 973	4 684	5 327	5 524	1 423	1 491	1 546	1 773	2 085
dont : 1. Jouets	*2 236*	*2 708*	*3 065*	*3 336*	*3 488*	*301*	*428*	*494*	*662*	*959*
2. Articles pour jeux de société et articles pour divertissement	*423*	*498*	*676*	*773*	*820*	*397*	*462*	*489*	*464*	*482*
E. *Porte-plumes, stylos, tampons, cachets, autres produits n.d.a.*	1 277	1 484	1 659	1 754	1 949	993	1 200	1 350	1 252	1 332
dont : — porte-plumes, porte-mines, plumes à écrire, pointes, cachets, numéroteurs, etc.	*466*	*554*	*630*	*653*	*725*	*149*	*188*	*212*	*212*	*210*
Total général ...	**46 055**	**62 164**	**84 418**	**107 224**	**118 917**	**40 592**	**53 777**	**74 776**	**95 717**	**106 371**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

CHAPITRE III

TRANSPORTS

§ 1. — TRANSPORT PAR CHEMINS DE FER

Bien que la S.N.C.B. ait à nouveau enregistré, en 1979, des résultats remarquables en matière de transport de marchandises, le transport des voyageurs a cependant poursuivi sa tendance à la baisse.

Durant l'année 1979, *le nombre de voyageurs* s'est chiffré à 170 millions, soit une diminution de 0,2 % par rapport à 1978. Le nombre total de kilomètres parcourus s'est quelque peu accru, atteignant 7 208 millions de km (+1 % à la suite d'une faible augmentation de la distance moyenne par voyageur (42 km). Le fait que les résultats concernant le transport de voyageurs soient quelque peu inférieurs à ceux obtenus l'année antérieure résulte principalement de la perte en trajets occasionnée par le chômage important et le degré sans cesse croissant de motorisation. La S.N.C.B. s'efforcera cependant d'améliorer les possibilités qu'elle offre aux voyageurs en établissant, entre les centres importants, une rapidité commerciale accrue ainsi que des services plus fréquents. Sur le plan matériel, un effort sera fait en vue d'éliminer progressivement du circuit les voitures usagées pour les remplacer par de plus modernes et de plus confortables.

Les réalisations des *transports de marchandises* durant l'année 1979, ont contribué dans une large mesure à réaliser un résultat d'exploitation satisfaisant et ce, en dépit de l'augmentation tarifaire du 21 octobre 1979.

Le trafic a augmenté d'environ 20 %, atteignant 8 536 millions de tonnes/km, contre 7 119 millions de tonnes/km en 1978. Une étude plus approfondie a permis d'établir que le transport de marchandises en gros pour l'industrie lourde et mi-lourde représente à peu près les 2/3 des transports effectués par la S.N.C.B.; il concerne, en particulier, les combustibles solides, le minerais de fer ainsi que les produits métalliques, lesquels atteignent des taux de croissance respectivement de 19 %, 26 % et 16 %. De même, la diversification plus poussée du transport de marchandises n'est pas étrangère aux résultats positifs enregistrés, d'une part, par le transport des produits agricoles (+29 %), des denrées alimentaires (+18 %), ainsi que des produits chimiques (+25 %), et, d'autre part, par le transport en container et en break (+21 %).

La ventilation des transports selon les différents marchés a permis d'établir que le transport par chemins de fer a continué à prendre de l'extension à l'échelle

internationale au cours de l'année 1979 : le transport exclusivement intérieur qui représentait, en 1978, encore 16 % environ du trafic global, est tombé à 13 %. Les pôles de croissance les plus importants sont le transit d'importation et d'exportation par les ports de mer et les exportations par voie ferrée.

Les recettes d'exploitation réalisées pour les marchandises ont progressé d'environ 23 % par rapport à 1978, ce qui explique également comment le déficit estimé initialement à 2,1 milliards de francs a pu être limité à moins de 100 millions.

La *S.N.C.V.* a transporté 310,2 millions de voyageurs au cours de l'année 1979, soit 0,9 % de moins qu'en 1978. Les tramways ont enregistré la perte la plus importante (—19 %), le transport par véhicules à moteur suit avec —8 %; seul le transport par bus s'est soldé par un léger bénéfice (+0,4 %).

§ 2. — TRANSPORT PAR ROUTE

Une comparaison avec l'année 1978 permet d'établir que le *transport professionnel de marchandises par route* (à l'échelle nationale) a nettement augmenté en tonnage au cours de l'année 1979; c'est ce qui ressort également de l'enquête mensuelle de conjoncture menée au cours de l'année 1979 par l'Institut des Transports Routiers, laquelle démontre que l'activité s'est considérablement accrue dans le secteur des marchandises, tant par rapport au deuxième qu'au premier trimestre de 1978.

Il convient cependant de relativiser cette évolution assez favorable : le fait que la demande de transports se soit accrue ne signifie pas pour autant que la situation des entreprises de transport s'améliore. En dépit de la hausse des prix des combustibles, liée à des ajustements tarifaires bilatéraux et des salaires élevés, les résultats en matière de *transport international* pour l'année 1979 ont dépassé considérablement ceux obtenus en 1978. Toutefois, la situation économique actuelle, les difficultés rencontrées en matière de rentabilité et « d'attente du retour », ainsi que la forte concurrence ne facilitent pas toujours la tâche de ce secteur.

Le nombre de véhicules personnels a progressé en 1979 de 100 000 unités environ.

§ 3. — TRANSPORT PAR EAU

1. — *Navigation intérieure.*

Le nombre de navires de la flotte intérieure belge continue à diminuer : au 1er janvier 1979, la flotte belge comptait 2 943 navires totalisant une capacité de transport de 1 701 382 tonnes, contre 3 189 navires et une capacité de 1 801 480 tonnes en 1978.

Par rapport à l'année précédente, le nombre de *bateaux remorqueurs* a régressé de 19 unités (—28 en 1978), celui des *bateaux à moteur* a diminué de 231 unités

(—259 en 1978). Cette régression moins importante peut s'expliquer par le fait que l'on a dépassé le premier stade du « rush » vers la démolition pour retomber à la perte moyenne enregistrée ces dernières années, à savoir 8 % environ.

Le tonnage a connu également cette tendance baissière par rapport à l'année antérieure. Avec une régression de 17 195 tonnes pour les remorqueurs et une perte de 94 981 tonnes pour les bateaux à moteur.

En ce qui concerne les *barges* de poussage la situation est quelque peu différente; dans ce secteur, tant le nombre (+14,5 %), que le tonnage (28 %), et la capacité moyenne de transport par bateau (+2,3 %) ont augmenté.

Il faut encore ajouter 378 *bateaux-citernes* d'une capacité de 253 294 tonnes parmi les navires en exploitation, ce qui représente une perte de 12 unités et 7 676 tonnes par rapport à 1978.

Le programme de démolition établi en vue d'éliminer le trop grand nombre de navires à tonnage réduit a abouti, au 1er janvier 1979, à la démolition de 259 navires totalisant un tonnage de 124 405 tonnes; les primes liées à cette opération ont atteint 104 909 150 francs.

La flotte belge a donc subi des pertes au point-de-vue navires et tonnage. Etant donné cependant, que c'est en grande partie la catégorie des remorqueurs qui est à l'origine de cette chute de capacité parce que l'on n'a pas pu leur apporter les modifications techniques nécessaires, cela signifie que beaucoup de matériel usagé a été éliminé de la circulation. A côté de cet élément plutôt favorable, il subsiste que depuis une dizaine d'années, la construction nouvelle est pratiquement inexistante. Les raisons en sont, d'une part, l'énorme investissement de capitaux que les entreprises familiales et artisanales ne peuvent plus assurer et, d'autre part, le faible rendement.

Par rapport à 1977, les transports par eau en Belgique ont totalisé 100 248 000 tonnes et 5 939 millions de t/km au cours de l'année 1978. Ce tonnage est à nouveau inférieur à celui enregistré l'année précédente, toutefois le rapport tonnes/km est plus important (100 924 000 tonnes et 5 761 millions de t/km en 1977). Ce qui revient à dire que le volume de marchandises transportées a certes régressé mais que les distances ont augmenté. En comparaison de l'année 1977, l'ensemble du trafic (en tonnes) a accusé une diminution de 0,6 %, tandis qu'exprimé en tonnes/km, il s'est accru de 3 %. Cette régression du volume total n'a été observée que dans les transports intérieurs et les arrivages alors que le trafic relatif à l'importation et au transit a progressé.

2. — *Ports de mer.*

Pour la première fois, *le port d'Anvers* a dépassé le niveau record qu'il avait atteint en 1974 : durant l'année écoulée, 17 425 navires de mer (+43 unités) ont accosté au port d'Anvers avec 103,6 millions N.R.T. (+5,6 millions N.R.T.). La même année également, 80 090 millions de tonnes de marchandises ont été traitées, ce qui représente une hausse de 11 % par rapport à 1978. Cette évolution touche tant les

arrivages (environ 46 millions de tonnes ou +18,2 %) que les exportations (à peu près 34 millions de tonnes ou +2,6 %). Si l'on répartit comme de coutume le lot de marchandises entre le secteur des marchandises en vrac et celui des marchandises de détail, tous deux semblent suivre la tendance haussière.

Le transbordement de *marchandises en vrac* dans les deux directions a enregistré un accroissement de 12,1 % par rapport à 1978. Pour les débarquements, la hausse a même atteint les 18,2 %.

L'accroissement le plus important a été observé dans le trafic du charbon : +70 %. Depuis que cette forme d'énergie a repris de l'importance, des quantités de plus en plus grandes de charbon sont transportées via le port d'Anvers : pour 1979, 5,22 millions de tonnes dont la majeure partie enregistrée à l'entrée. Des augmentations tout aussi spectaculaires ont été notées dans le transport des minerais (+27 %) et celui des engrais (+21,5 %). De même, le transport des marchandises en vrac effectué par les grosses entreprises industrielles via le bassin de la Manche a enregistré une croissance de 400 000 tonnes.

Le seul trafic qui se soit soldé par un résultat négatif a été celui du blé avec 1 million de moins qu'en 1978.

En dépit d'une légère diminution du chiffre d'affaires dans le secteur du fer et de l'acier, *le transport de marchandises de détail* s'est cependant accru de 9,2 %. L'ensemble des gains s'élevant à 2,6 millions de tonnes s'est réparti de façon égale entre les arrivages (+9,1 %) et les départs (+9,3 %). Dans ce type de transports, les techniques modernes jouent un rôle important : le trafic RO/RO représente déjà 1,6 millions de tonnes et a enregistré un gain de 19,8 % par rapport à 1978.

Le *trafic par container* a progressé de 20 % environ par rapport à l'an dernier. Dans le trafic des marchandises de détail sont inclus d'autres produits importants, à savoir le fer et l'acier (10,4 millions de tonnes), les produits chimiques (1 million de tonnes), les produits forestiers (1,3 million de tonnes), le bois (771 000 tonnes) et les fruits (574 000 tonnes).

Au point-de-vue des *infrastructures et des superstructures,* il faut mentionner le fait que les travaux prévus pour la construction de lignes de chemin de fer en direction du nouveau bassin du port commenceront encore cette année. De même, les travaux concernant le percement vers le premier quai, le placement de lignes sur celui-ci ainsi que la construction d'un ensemble pour containers sera mis en œuvre dès que le quai-sud sera accessible par chemin de fer, au début de l'année 1981.

Le port de *Zeebrugge* a également enregistré une augmentation du trafic des marchandises au cours de l'année 1979 : environ 15,1 millions de tonnes au total ont été transportées, ce qui représente 12 % de plus par rapport à 1978 et 7,3 % de plus par rapport au résultat record obtenu en 1974. Le trafic sur la Manche a connu, toutefois, une légère diminution de 2,3 % pour ce qui est des voyageurs, tandis que les véhicules les accompagnant ont à peine augmenté de 3 %. Les causes en sont l'annulation du service du « jet foil » vers Londres, la forte concurrence des ports français, la grève qui s'est déclenchée dans le secteur des transports en Angleterre, ainsi que la

mauvaise période printanière et estivale sur le plan du climat. Moins atteint par ces facteurs défavorables, le trafic des véhicules sur la Manche a vu toutefois son rythme de croissance tomber de 6,4 % à 3 %, mais a enregistré encore un gain de 21 587 véhicules sur un total de 736 892 (embarquements : +5,7 %; débarquements : +0,1 %).

D'importants progrès ont été réalisés dans le trafic « car-ferry », plus particulièrement dans l'expansion des trafics RO-RO, le transport par train réalisant une hausse de 18 % et celui de la voiture une hausse de 17 %. Zeebrugge a donc accueilli 9 050 bateaux de mer l'année passée (+350 unités), totalisant environ 30 016 000 N.R.T. (+3,2 millions de tonnes N.R.T.). La nouvelle ligne vers la Suède s'est adjugée 300 757 tonnes, alors que celles reliées à Douvres, Felixtowe et l'Australie se sont accrues de respectivement 204 000, 54 000 et 50 906 tonnes. Le trafic du charbon dans le port de Zeebrugge est retombé à 22 000 tonnes, toutefois les transports de coke sont passés de 3 000 tonnes en 1978 à 380 000 tonnes en 1979.

Comparés à ceux de 1978, les arrivages maritimes dans le *port de Gand* ont progressé d'environ 2 millions de tonnes (+16 %) en 1979. Dans l'ensemble, 14,3 millions de tonnes de marchandises ont été déchargées des navires à quai, soit 7 % supplémentaires par rapport à 1978. La moyenne du N.R.T. a progressé jusqu'à 4 870 et 24 navires avaient une capacité de chargement dépassant les 75 000 tonnes.

Les quatre *trafics d'arrivage* les plus importants, lesquels représentent environ 80 % de la production totale, ont augmenté sur toute la ligne, notamment les dérivés du pétrole et le charbon (+27 % et 97 %). La hausse enregistrée par les minerais a atteint 10 %, celle des produits agricoles était de l'ordre de 9 %.

L'exportation par voie d'eau à partir du port de Gand a atteint 4 026 896 tonnes en 1979, ce qui représente un progrès de 26 % ou environ 850 000 tonnes par rapport à l'année 1978. Dans ce domaine également, les quatre trafics les plus importants (85 % de l'ensemble des exportations) ont présenté une tendance haussière (à l'exception des produits métalliques) : l'exportation des dérivés du pétrole a progressé de 15 % (+175 000 tonnes), les produits agricoles ont enregistré une hausse de 92 % (+380 000 tonnes) et le coke a augmenté de 362 % (+266 000 tonnes). Les produits de l'industrie des métaux ont cependant connu une baisse de 2 %, soit 28 000 tonnes.

Il faut remarquer encore que les exportations maritimes à partir du port de Gand ont enregistré une récession constante depuis 1974 et qu'en 1978, le recul était encore d'environ 10 %. Pour la première fois depuis cinq ans, le rythme de croissance des exportations s'est donc révélé positif.

3. — *Marine marchande belge.*

Au 1er janvier 1980, la marine marchande belge disposait de 98 navires jaugeant 1 748 710 tonnes, soit 8 navires et 135 458 tonnes supplémentaires par rapport à l'année passée à la même période. La principale caractéristique de cette flotte est sa grande diversité; elle compte en effet 20 types différents. A l'heure actuelle, 28 navires sont en commande ou en construction pour les armateurs belges, parmi lesquels des cargos, des bateaux-citernes pour le transport de gaz liquide, des bateaux côtiers, ainsi qu'un navire spécialement équipé pour transporter de l'éthylène. La

capacité totale de chargement des navires en commande ou en construction atteint 942 900 tonnes.

Le Fonds pour la marine marchande et la construction navale a contribué à la modernisation en apportant une aide de 10,5 milliards. En dépit de sa modeste importance quantitative, la marine marchande belge (quatre fois plus petite que la flotte commerciale française) est en passe de devenir l'une des flottes les plus modernes du monde.

En ce qui concerne les bateaux de pêche, la Belgique comptait environ 208 unités à la fin de 1979, lesquelles développent une capacité totale de puissance de l'ordre de 81 306 c.v.; 7 nouveaux bateaux de pêche sont en construction et quelques autres vont être achetés à l'étranger.

§ 4. — TRAFIC AERIEN

Sur l'ensemble des aéroports belges, une augmentation du nombre de vols, de passagers et de marchandises transportées a été observée au cours de l'année 1979, seul le trafic postal a régressé en poids.

Le trafic de Bruxelles national s'est cependant accru sur toute la ligne : le nombre de tonnes/km offertes a dès lors connu une hausse de 3,2 %, alors que les tonnes/km transportées ont progressé de 7,4 %. Il en résulte que le coefficient de chargement qui connaissait une faible évolution depuis des années déjà, a fait un bond spectaculaire de 8 % environ, influant naturellement aussi les comptes financiers.

Le nombre de passagers transportés (2 042 947) a augmenté de 15 847 unités en 1979 par rapport à l'année passée. Le transport de marchandises en vrac ainsi que celui des pièces postales a haussé de respectivement 12,6 % et 8 %.

Les progrès réalisés sont d'autant plus spectaculaires que le trafic dans les aéroports régionaux a continué à diminuer en importance au cours de l'année 1979.

Il faut encore signaler que l'étude Dixon-Spaes est arrivée à la conclusion que la capacité des aéroports nationaux belges se révèle suffisante pour pouvoir satisfaire les besoins de la clientèle jusqu'en l'an 2000.

*

* *

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1971 (a)	22 213	19 973	13 106	11 126	66 418	7 328
1972	23 258	21 335	13 638	11 102	69 333	7 490
1973	23 263	24 433	15 350	12 478	75 524	8 183
1974	23 221	26 460	16 371	16 040	82 092	9 146
1975	16 629	18 333	12 044	12 195	59 201	6 757
1976	17 064	19 268	12 241	11 441	60 014	6 648
1977	16 861	16 859	12 036	12 576	58 332	6 485
1978	17 607	18 559	13 019	14 002	63 187	7 119
1979	18 180	22 107	15 584	18 008	73 879	8 535

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A partir du 1er janvier 1971, le trafic des produits pétroliers au départ des raffineries belges, antérieurement considéré comme de l'importation maritime, est repris dans le trafic au départ de gares belges, et ceci influence de manière sensible les chiffres des courants de trafic.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises
(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Produits agricoles et alimentaires	323	342	236	263	306	327	423
Combustibles solides	1 442	1 730	1 255	1 230	1 205	1 280	1 524
Minerais	2 386	2 700	1 923	1 868	1 522	1 786	2 256
Produits métallurgiques	2 134	2 380	1 718	1 653	1 582	1 761	2 045
Matériaux de construction et produits de carrières	582	593	454	446	401	425	464
Produits textiles	30	36	28	33	22	17	19
Produits chimiques	662	716	565	595	570	600	753
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	385	398	389	370	476	456	486
Divers	239	251	189	190	401	467	565
Total ...	**8 183**	**9 146**	**6 757**	**6 648**	**6 485**	**7 119**	**8 535**

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs
(en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements sociaux	Avec tout autre abonnement (a)
1971	245	8 425	3 097	3 821	1 507
1972	240	8 168	2 966	3 675	1 527
1973	237	8 093	2 951	3 490	1 652
1974	237	8 279	3 104	3 479	1 696
1975	232	8 258	3 190	3 436	1 632
1976	227	8 190	3 234	3 333	1 623
1977 (b)	200	7 667	3 118	3 065	1 484
1978	171	7 136	3 058	2 761	1 317
1979	163	6 955	3 128	2 484	1 343

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5, 10 et 15 jours.
(b) Prise en charge de la circulation des autobus par la S.N.C.F.V. au 1er juillet 1977.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs
(en milliers)

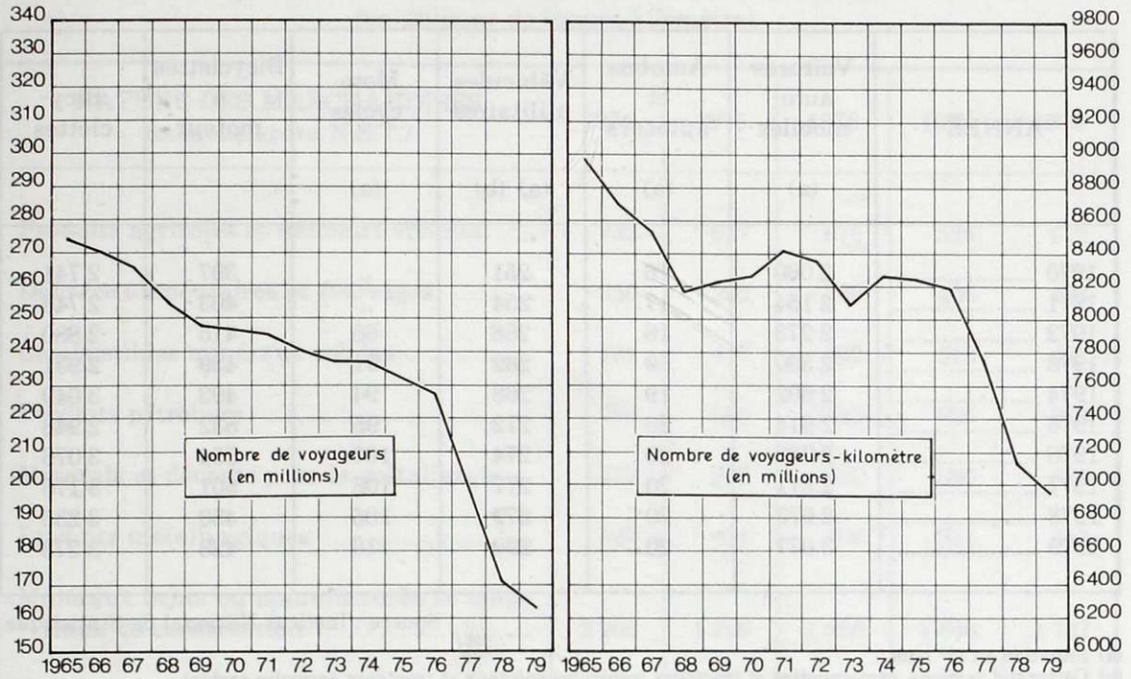
ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1971	251 078	31 029	225	219 824
1972	240 601	27 190	236	205 057
1973	241 102	25 892	272	214 938
1974	238 317	22 857	253	215 205
1975	240 114	22 767	301	246 114
1976	234 836	21 769	327	212 740
1977	267 272	20 260	305	246 707 (a)
1978	312 219	17 506	301	294 412
1979	310 233	14 364	277	295 592

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

(a) Y compris les services A.B., repris à la S.N.C.B. à partir du 1er juillet 1977.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

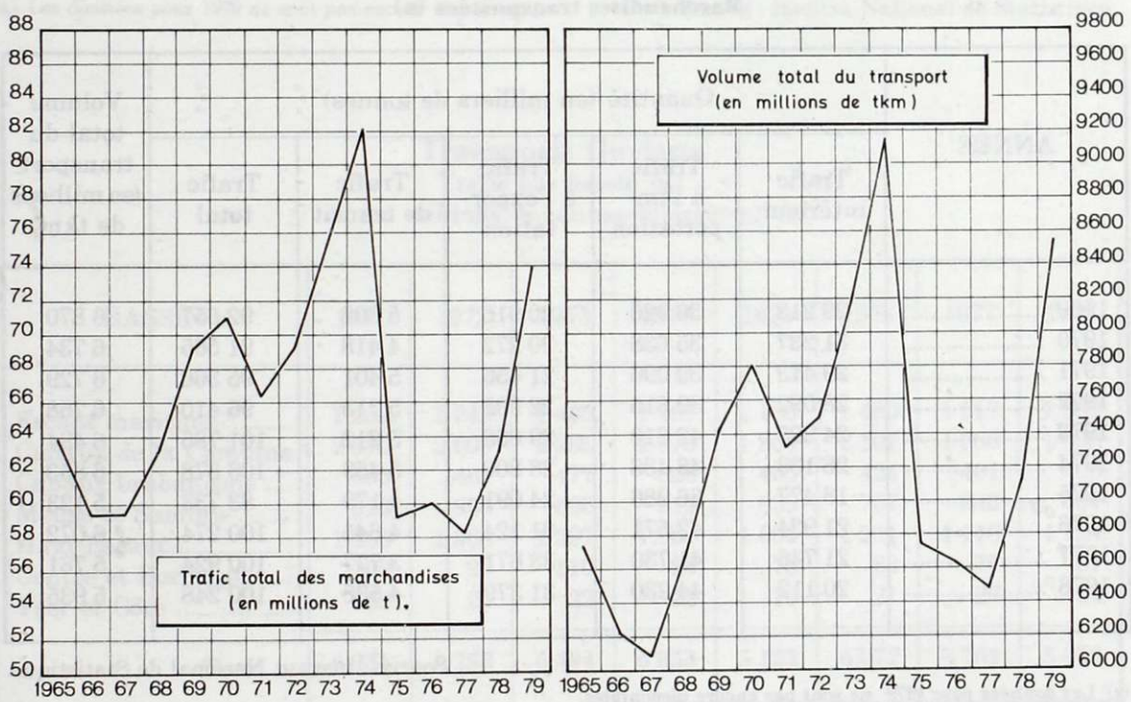
Trafic des voyageurs



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Parc de véhicules routiers
(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Véhicules utilitaires (a) (b)	Motocycles (a)	Bicyclettes à moteur	Bicyclettes
1970	2 060	16	251	..	397	2 741
1971	2 154	17	254	..	403	2 743
1972	2 273	18	258	65	415	2 880
1973	2 390	19	262	91	439	2 931
1974	2 502	19	268	94	493	3 049
1975	2 614	20	272	95	532	2 948
1976	2 738	20	274	100	554	3 076
1977	2 871	20	277	106	501	3 176
1978	2 973	20	279	106	453	3 235
1979	3 077	20	290	110	428	3 273

Source : Institut National de Statistique.

(a) Situation au 1er août.
(b) Comprend camions, camionnettes et tracteurs (véhicules spéciaux et tracteurs agricoles exclus).

Transports fluviaux
Marchandises transportées (a)

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1969	29 213	36 926	20 916	5 602	92 657	6 870
1970	31 237	35 638	20 272	4 418	91 565	6 734
1971	29 413	39 096	21 456	5 401	95 366	6 729
1972	28 092	39 615	22 995	5 713	96 410	6 758
1973	24 925	42 610	29 038	5 212	101 785	6 494
1974	26 133	46 486	28 800	5 459	106 878	6 853
1975	18 477	36 986	24 091	4 179	83 733	5 123
1976	21 934	42 571	31 124	4 645	100 274	6 072
1977	21 746	41 730	33 671	3 777	100 924	5 761
1978	20 112	44 230	31 370	4 536	100 248	5 935

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises (a)
(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES (nomenclature N.S.T.)	1974	1975	1976	1977	1978
Produits agricoles et animaux vivants	752	617	675	525	672
Denrées alimentaires et fourrages	350	292	389	406	433
Combustibles minéraux solides	731	447	562	513	491
Produits pétroliers	796	696	849	825	870
Minerais et déchets pour la métallurgie ...	412	282	322	320	375
Produits métallurgiques	820	481	659	644	643
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	2 202	1 726	1 955	1 846	1 737
Engrais	238	167	140	226	227
Produits chimiques	504	378	477	394	445
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	48	35	45	61	46
Total ...	**6 853**	**5 123**	**6 072**	**5 761**	**5 939**

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Trafic par bassin (a)
(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Escaut maritime	1 252	1 242	1 435	1 461	1 186	1 480	1 517	1 562
Canaux de la Campine	2 570	2 603	2 269	2 470	1 804	2 107	1 980	1 998
Canaux brabançons	503	467	477	528	405	424	401	400
Meuse et Sambre	923	956	885	912	635	757	643	664
Haut-Escaut	1 355	1 368	1 297	1 364	1 004	1 201	1 116	1 224
Centre et Borinage	103	99	110	96	73	83	77	67
Yser et Côte	23	24	22	22	16	21	27	24
Total ...	**6 731**	**6 758**	**6 494**	**6 853**	**5 123**	**6 072**	**5 761**	**5 939**

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Composition de la flotte fluviale belge

Situation au 1er janvier

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Barges de poussage		Total	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1970	4 442	2 060 187	438	357 604	31	38 653	4 911	2 456 444
1971	4 310	2 026 050	408	318 237	37	48 280	4 755	2 392 567
1972	4 545	2 166 778	349	260 913	45	58 146	4 939	2 485 837
1973	4 460	2 167 697	331	247 883	52	66 591	4 843	2 482 171
1974	4 278	2 149 380	278	209 068	59	85 901	4 615	2 444 349
1975	3 929	2 065 251	206	177 497	51	78 619	4 186	2 321 367
1976	3 548	1 814 435	206	177 497	51	78 619	3 805	2 070 551
1977	3 025	1 609 605	138	107 588	59	100 946	3 292	1 818 139
1978	2 994	1 594 808	136	106 026	59	100 946	3 189	1 801 780
1979	2 763	1 499 827	117	88 831	63	112 724	2 943	1 701 382

Sources : Ministère des Communications.

Marine marchande belge (a)

Situation au 31 décembre

DÉSIGNATION	Année	Navires à vapeur	Navires à moteur	Allèges de mer	Total
Nombre de navires	1974	8	80	1	89
	1975	8	82	3	93
	1976	5	89	6	100
	1977	2	89	8	99
	1978	2	80	8	90
	1979	2	87	9	98
Tonnage brut belge	1974	136 033	954 425	1 526	1 091 984
	1975	136 033	1 114 505	7 753	1 258 291
	1976	82 376	1 274 275	17 353	1 374 004
	1977	37 412	1 372 991	26 939	1 437 342
	1978	90 025	1 496 288	26 939	1 613 252
	1979	105 250	1 614 105	29 355	1 748 710

(a) Non compris les navires de l'Etat.

Sources : Ministère des Communications.

Situation de la marine marchande belge

DÉSIGNATION	1er janvier 1979		1er janvier 1980	
	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut
Vraquiers et navires porte-containers	19	645 539	23	753 323
Cargos	19	183 929	19	184 780
Navires polyvalents	3	38 145	4	52 198
Paquebots et cargos	1	13 303	1	13 303
Navires-citernes transporteurs d'hydrocarbures autres que du pétrole brut	4	73 216	4	73 216
Pétroliers	7	274 449	7	274 449
Bateaux citernes pour produits résiduaires	1	1 178	1	1 178
Navires de combinaison	2	45 046	2	45 046
Containers	3	110 009	3	110 009
Navires frigorifiques	3	16 727	4	23 822
Minéraliers	1	38 765	1	38 765
Allèges de mer	9	29 355	9	29 355
Paquebots	2	7 745	2	7 745
Car-ferries	8	37 714	8	37 714
Bateaux citernes pour le gaz	3	80 138	3	80 138
Plateformes de forage	1	10 372	1	10 372
Bateaux d'approvisionnement « off-shore »	2	2 426	2	2 426
Navires rouliers	2	5 196	4	10 871
Total ...	**90**	**1 613 252**	**98**	**1 748 710**

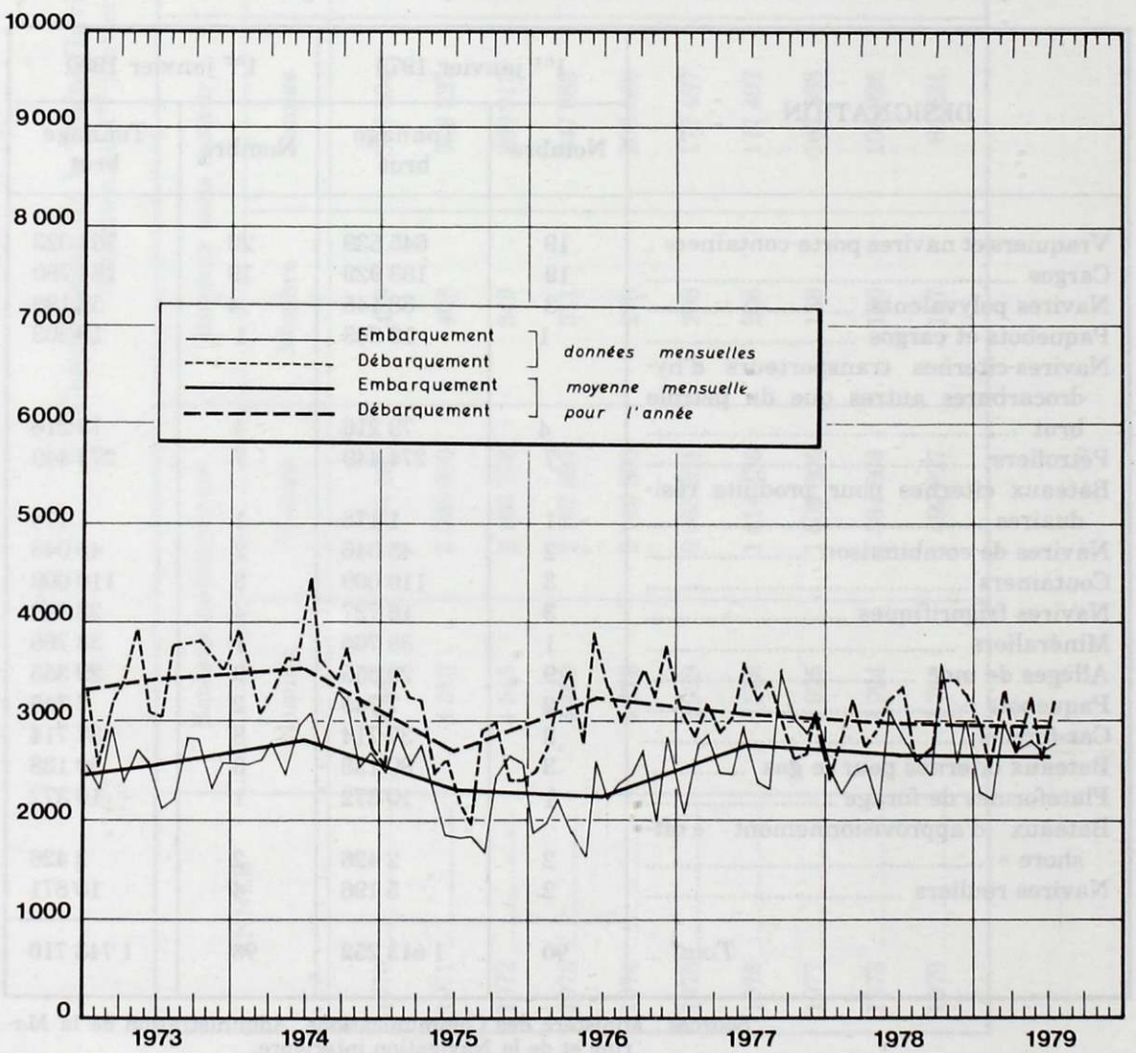
Sources : Ministère des Communications, Administration de la Marine et de la Navigation intérieure.

Port d'Anvers
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Chargement (1000 T.N.B.)		
	Nombre	Tonnage (1000 T.N.B.)	Importations	Exportations	Total
1972	18 631	64 388	39 054	28 161	67 215
1973	18 708	63 660	41 303	30 234	71 537
1974	18 755	63 861	42 550	33 307	75 857
1975	17 376	60 986	32 747	27 734	60 481
1976	17 711	66 344	39 113	26 933	66 046
1977	17 703	68 265	37 440	31 611	69 051
1978	17 382	71 337	39 000	33 100	72 100
1979	17 425	75 488	46 100	33 990	80 090

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port d'Anvers
(en milliers de tonnes)



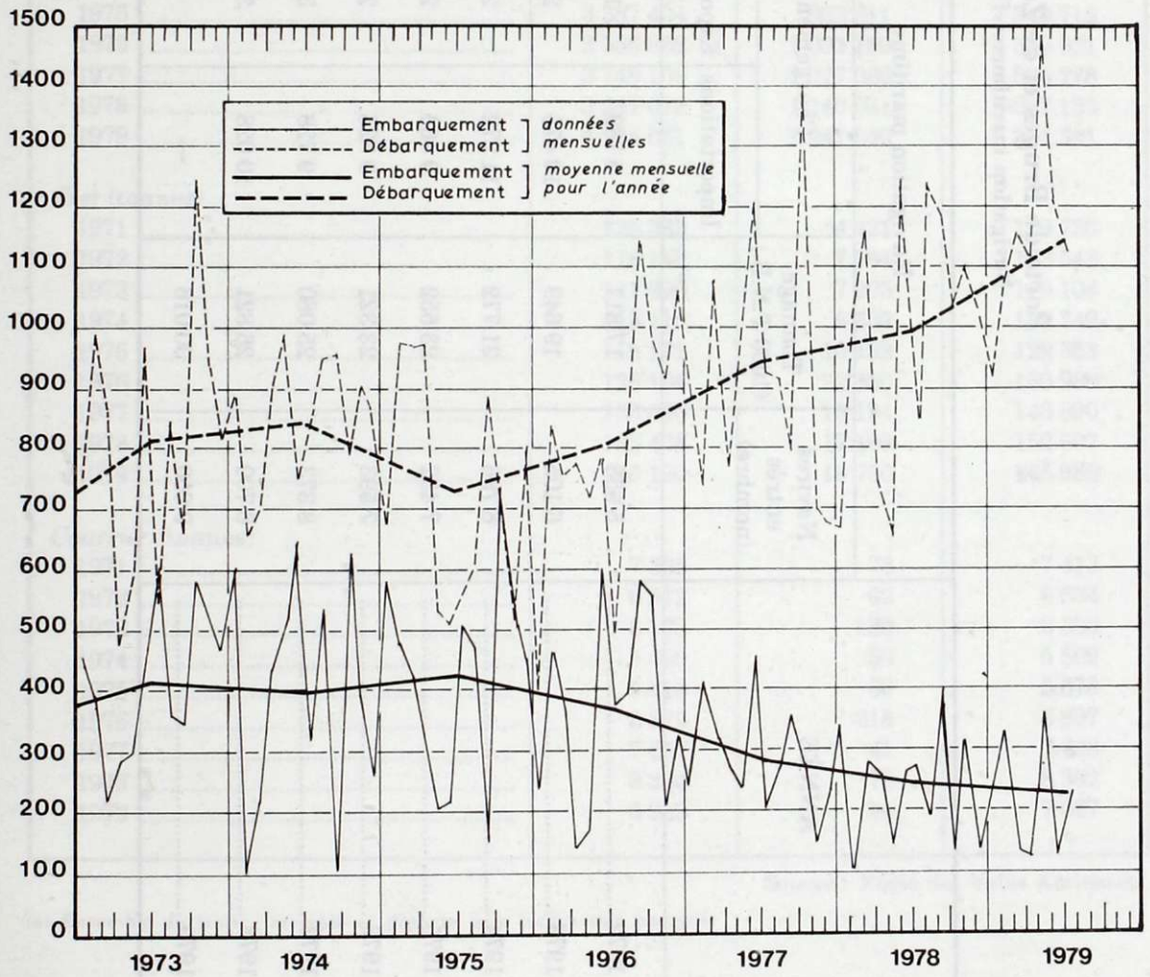
Source : Institut National de Statistique.

Port de Gand
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Chargement (1000 T.N.B.)		
	Nombre	Tonnage (1000 T.N.B.)	Importations	Exportations	Total
1972	4 093	8 261	9 129	4 614	13 743
1973	3 789	8 114	9 715	4 980	14 695
1974	4 093	9 175	10 286	5 564	15 850
1975	3 398	7 881	8 875	4 656	13 531
1976	3 259	9 274	11 156	4 180	15 336
1977	2 927	8 847	11 108	3 520	14 628
1978	2 920	9 667	12 308	3 179	15 487
1979	3 133	11 344	14 293	4 027	18 320

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port de Gand
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge
Navigation maritime et fluviale

ANNÉE	Navigation maritime					Navigation fluviale		Total général (1000 T.N.B.)
	Navires entrés (nombre)	Tonnage (1000 T.N.B.)	Chargement (1000 T.N.B.)			Navires entrés (nombre)	Tonnage (1000 T.N.B.)	
			Importations	Exportations	Total			
1972	5 658	17 817	8 769	1 767	10 536	1 497	471	11 007
1973	6 105	19 649	10 478	2 217	12 695	1 626	544	13 239
1974	6 796	21 772	11 272	2 772	14 044	1 748	592	14 636
1975	7 452	23 552	9 466	2 639	12 105	1 244	415	12 520
1976	7 593	23 321	9 828	2 700	12 528	1 835	623	13 151
1977	8 373	25 080	9 728	3 183	12 911	1 531	502	13 413
1978	8 700	26 821	10 028	3 438	13 466	1 481	551	14 017
1979	9 050	30 016	—	—	15 076	—	—	—

Source : « Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtingen ».

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Vols (unités)			
1971	83 235	7 778	91 013
1972	82 480	8 845	91 325
1973	81 935	13 498	95 433
1974	74 163	13 911	88 074
1975	71 281	14 821	86 102
1976	75 231	15 476	90 707
1977	77 587	15 577	93 164
1978	81 398	14 393	95 791
1979	86 013	15 716	101 729
Passagers (unités)			
1971	3 104 965	385 734	3 490 699
1972	3 245 524	502 385	3 747 909
1973	3 394 030	836 695	4 232 625
1974	3 343 348	895 996	4 239 344
1975	3 387 404	962 311	4 349 715
1976	3 556 862	1 032 189	4 589 051
1977	3 748 109	1 077 069	4 825 278
1978	3 947 072	1 140 061	5 087 133
1979	4 104 051	1 247 540	5 351 591
Fret (tonnes)			
1971	125 365	4 421	129 786
1972	116 148	7 394	123 542
1973	111 899	7 205	119 104
1974	113 110	6 639	119 749
1975	119 171	10 182	129 353
1976	128 106	22 880	150 986
1977	133 696	15 194	148 890
1978	135 438	17 169	152 607
1979	146 190	19 795	165 985
Courrier (tonnes)			
1971	7 335	78	7 413
1972	6 572	62	6 634
1973	6 173	130	6 303
1974	5 459	50	5 509
1975	5 818	60	5 878
1976	6 679	218	6 897
1977	7 657	41	7 698
1978	8 284	78	8 362
1979	6 933	94	7 027

Source : Régie des Voies Aériennes.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.

Trafic de la SABENA

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pourcent)
1970	742 261,5	1 470,6	2 759 084,1	186 956,0	8 130,5	447 280,6	60,3
1971	898 462,5	1 510,8	3 201 132,5	208 412,5	8 838,0	512 978,3	57,1
1972	907 651,8	1 484,8	3 276 713,7	234 350,1	8 616,7	540 093,3	59,5
1973	946 589,6	1 649,9	4 211 882,3	240 270,8	8 972,2	635 486,7	67,1
1974	1 137 619,8	1 693,4	4 535 822,0	287 073,7	8 589,9	711 832,9	62,6
1975	1 197 424,5	1 680,6	4 581 058,5	286 764,4	7 953,1	719 162,4	60,1
1976	1 280 271,1	1 764,0	4 453 289,5	366 673,4	9 130,7	784 257,0	61,3
1977	1 306 366,8	1 954,7	4 495 721,5	371 389,2	8 551,4	789 656,5	60,4
1978	1 310 537,1	2 027,1	4 500 060,2	375 814,5	10 248,9	791 071,3	60,4
1979	1 448 798,7	2 043,1	4 822 249,6	504 183,7	11 066,3	949 326,9	65,5

Source : SABENA.

CHAPITRE IV

DISTRIBUTION

D'après les données de la comptabilité nationale, la valeur ajoutée du commerce de gros et de détail se serait accrue, compte non tenu de la distribution de produits pétroliers, de 1,9 % en 1978, après avoir stagné en 1977 et haussé de 5 % en 1976. Par rapport à l'année précédente, l'activité du commerce s'était donc quelque peu réanimée en 1978 quoique faiblement. Sur base des données provisoires relatives aux ventes au détail et à d'autres sous-agrégats de la demande intérieure, l'activité devrait s'être accrue un peu plus vigoureusement en 1979 dans le secteur de la distribution. Les revenus dégagés dans l'activité commerciale et perçus par les agents ont été variables. Ainsi, la catégorie des « commerçants (et artisans) indépendants » a vu son revenu croître, d'après les comptes nationaux, de 5,5 % en 1977 et 3,4 % en 1978, la croissance de l'indice des prix de détail atteignant respectivement 7,1 et 4,5 % pour ces deux années. Les revenus d'une autre catégorie d'agents, à savoir les bénéfices réalisés par les sociétés de distribution, auraient assez bien augmenté en 1979, après une hausse permanente depuis 1976, tantôt très forte comme en 1976, tantôt plus modérée comme en 1978.

L'année écoulée a connu un mouvement de reprise conjoncturelle, amorcé déjà au second semestre de 1978. La demande intérieure s'est réanimée dans ce contexte. Les données provisoires relatives aux ventes en détail montrent une croissance du volume de celles-ci de l'ordre de 3 % en 1979. Les opérations du commerce de détail enregistrées par la T.V.A. se sont accrues de 8,4 % en 1979 contre 5,7 % l'année précédente, pour une hausse des prix identique les deux années. La croissance des dépenses s'est surtout manifestée dans le secteur des biens de consommation non durables, essentiellement l'alimentation et les articles divers, ainsi que le textile dans une moindre mesure. Les dépenses en biens durables ont encore stagné en 1979, tout comme l'année précédente d'ailleurs, quoique l'on ait enregistré une légère reprise au second semestre. Cette évolution a naturellement influencé celle des différents secteurs de la distribution en fonction de l'importance de ces différentes catégories d'articles dans leur assortiment ainsi que de leur évolution structurelle.

Le lecteur trouvera dans les tableaux la croissance du chiffre d'affaires par forme de distribution et par catégorie d'articles.

On peut estimer la croissance des quantités vendues de chaque catégorie de biens par forme de distribution, en utilisant des indices de prix appropriés comme déflateurs; certes, les prix évoluent de manière sans doute quelque peu divergente dans chaque forme de distribution, mais les tendances générales ainsi obtenues ne sont pas fondamentalement incorrectes. On attirera cependant l'attention sur le fait

que les données relatives à l'année 1979 sont provisoires et donc susceptibles de modifications ultérieures (1) : ces modifications portent cependant surtout sur le petit commerce de détail et sur les articles textiles et d'habillement.

Les résultats de ces estimations sont portés dans les tableaux. Tant en 1979 qu'en 1978, la croissance du volume des ventes du petit commerce de détail aurait été inférieure à la moyenne; elles stagnent complètement en 1978 et croissent légèrement l'année suivante. Cette dernière année, tout comme la précédente, les « articles divers » sont le principal support des ventes. La croissance réelle des biens durables a stagné les deux années, tandis que l'alimentation et le textile régressaient en 1978 pour se réanimer faiblement en 1979. La croissance du volume des ventes alimentaires du petit commerce de détail a été, sur cette période, nettement inférieure à celle des ventes alimentaires totales. La part de marché de cette forme de distribution continue donc à se réduire dans les ventes alimentaires, plus faiblement cependant que durant l'année 1977 qui avait enregistré une récession très marquée. Sur le marché non alimentaire, cette part ne bouge pratiquement pas : le petit commerce s'y défend bien, notamment dans le secteur des articles divers, mais aussi dans celui des biens durables. Ce statu quo recouvre cependant une réalité quelque peu mouvante : le petit commerce indépendant non associé réalisait encore 84,2 % des ventes non alimentaires en 1978 : sa part diminue, mais très lentement. Le commerce indépendant associé accroît lentement sa part du marché non alimentaire, mais c'est essentiellement sous l'impulsion du système de la franchise, qui associe des indépendants au commerce intégré, tandis que les chaînes volontaires et les coopératives d'achat ne progressent pas.

La croissance des quantités vendues par les grands magasins ces deux dernières années semble avoir été supérieure à la moyenne en 1978 et identique à celle-ci en 1979. D'abord les articles divers, ensuite l'alimentation et le textile en ont été les principaux supports; pour les biens durables (« articles d'ameublement et de ménage »), on enregistre une récession des quantités livrées, tant en 1979 que l'année d'avant. De 1976 à 1978, la part du marché des grands magasins dans le total des ventes au détail n'a guère varié.

Les entreprises à succursales multiples (2) s'avèrent toujours être le secteur le plus performant de la grande distribution. Bien sûr, la croissance la plus forte des dépenses des ménages s'étant notamment manifestée dans le secteur des biens alimentaires ces deux dernières années, il n'est pas illogique que les formes de distribution spécialisées dans ce type de biens en aient bénéficié. La croissance, tant du chiffre d'affaires que des quantités vendues, a été la plus forte dans cette forme de distribution, comparée aux autres, en 1978 et 1979, tout comme les années précédentes d'ailleurs. Cela semble avoir été plus marqué en 1979 qu'en 1978, car ce secteur a enregistré une récession nette de ses ventes en produits non alimentaires, ce qui ne fut plus le cas en 1979. L'expansion de cette forme de distribution se marque dans le recensement des magasins d'alimentation en libre-service, effectué par le Comité Belge de la Distribution (C.B.D.) au 1er janvier 1979; alors qu'un certain

(1) Qui sont effectuées dans l'édition suivante de « L'Economie belge en ... ».
(2) Dans lesquelles sont inclus les supermarchés GB-Inno-BM.

tassement des ouvertures avait été enregistré auparavant, le groupe des maisons à succursales effectue une progression spectaculaire en 1978 grâce à l'ouverture de 145 unités contre seulement 38 fermetures.

Les coopératives de consommation ont connu de forts mauvais résultats ces dernières années, notamment en 1977 et 1978. L'affaissement des ventes en alimentation et pour certains articles ménagers y était patent. Ce secteur s'était engagé dans un important processus de restructuration, relatif à la fois à la structure juridique, à la gestion, commerciale et financière, au type d'assortiment, au type de magasin (spécialisation), et aux techniques de distribution (passage au libre-service); ce processus a naturellement marqué les résultats de ces dernières années. Il pourrait commencer à manifester ses effets : le résultat de 1979 semble nettement moins déficitaire que le précédent, notamment en alimentation et en articles ménagers non durables; au surplus, l'appréciation des résultats devrait dorénavant se faire sur une nouvelle base : les coopératives, ayant renoncé à certains créneaux, ne réatteindront sans doute plus les parts de marché qu'elles occupaient voici dix ans.

La croissance des résultats et de la part de marché des supermarchés d'indépendants ou de P.M.E. semble avoir été freinée ces derniers temps. Après une stagnation en 1978, l'augmentation de leur chiffre d'affaires et de leurs quantités vendues est supérieure à la moyenne des ventes au détail en 1979; mais ils sont essentiellement spécialisés en alimentation, la référence doit donc plus être les ventes en produits alimentaires et les autres secteurs de distribution qui s'y consacrent; la comparaison ainsi conçue ne tourne pas à l'avantage des supermarchés d'indépendants, leurs ventes stagneraient plutôt et se heurtent à la concurrence des succursalistes et des supermarchés de la grande distribution qui, présents sur le même créneau, réalisent des performances beaucoup plus élevées. La part de marché aurait diminué en 1978 et 1979. Le recensement du libre-service relève une diminution de 10 unités dans cette catégorie de magasins tandis que les supermarchés de la grande distribution et des succursalistes s'accroissaient de 31 unités cette année. Il faut signaler aussi la conclusion plus fréquente de contrats de franchise entre des indépendants de ce type et le commerce intégré. Il est probable que le relatif freinage que constitue pour celui-ci la loi de 1975 relative aux implantations commerciales, ainsi que la diminution de la croissance de la consommation des ménages depuis 1975 rendent la concurrence plus âpre et posent quelques problèmes aux supermarchés d'indépendants.

Alors que les ventes au détail relevées par l'I.N.S. sur base de l'indice 1970 = 100 atteignaient 253 en 1979, on voit qu'à cette date les succursalistes occupaient le plus haut niveau avec 367 (supermarchés de la grande distribution : 479), suivis des supermarchés d'indépendants avec 275, des grands magasins à rayons multiples avec 234, du petit commerce de détail avec 212 et des coopératives de consommation avec 83. Par ailleurs, on relèvera, dans le chapitre « consommation », le tableau contenant les indices, en valeur et en volume, des quatre grandes catégories de produits : sur base 1972=100, l'indice des quantités vendues en alimentation serait à 121, en articles textiles et d'habillement à 123, en articles d'ameublement et de ménage à 144 et en « autres articles » à 152. Jusqu'ici la grande distribution intégrée a fondé son expansion sur des produits de croissance relativement lente, jouant surtout sur la technique de distribution (visuelle, grand choix, libre-service) et sur les prix. Sa part

de marché dans le total des ventes au détail demeure limitée, croissant, mais lentement. Les articles divers, certains articles textiles ainsi que des articles ménagers non durables jouent aussi un rôle important dans la croissance des ventes du commerce intégré; il multiplie aussi ses activités de services et de location. Une part importante des ventes alimentaires (magasins de proximités) et plus importante encore des non alimentaires, surtout certains produits textiles et les chaussures, les biens durables et certains « articles divers », continue à être réalisée par le petit commerce de détail, sous des formes différentes cependant, dans lesquelles les formules d'associations d'indépendants au grand commerce intégré, à travers le système de la franchise notamment, semblent être appelées à jouer un rôle croissant dans l'avenir.

Selon le dernier recensement annuel effectué par le C.B.D., le nombre de magasins à libre-service dans le secteur alimentation générale existant au 1er janvier 1979 s'élève à 4 191 unités, dont 77 hypermarchés, 848 supermarchés et 191 magasins de 400 m² et plus, qui ne vendent pas de viande fraîche, 1 675 superettes (de 100 à 400 m² de surface de vente) et 1 400 petits magasins à libre-service.

La surface de vente totale de ces magasins s'élève à 1 601 859 m², et leur chiffre d'affaires total pour 1978, à 198,9 milliards de francs.

Notons encore que le pourcentage des magasins en libre-service parmi l'ensemble des magasins d'alimentation générale est de 20,7 %. La part du chiffre d'affaires des hypermarchés dans le chiffre d'affaires total des magasins en libre-service est de 13,75 % et celle des supermarchés de 58,18 %.

Si l'on observe les changements intervenus depuis l'année dernière, on constate que c'est dans le groupe des indépendants que l'on dénombre le plus de fermetures et de transformations, avec 225 magasins.

Par ailleurs, une importante coopérative de consommation a poursuivi en 1978 sa politique de rénovation et a encore transformé en magasins en libre-service 70 petites surfaces. Dans le groupe des grands magasins, on constate très peu de mouvements, avec une diminution de deux unités. Enfin, le groupe des maisons à succursales effectue une progression spectaculaire grâce à l'ouverture de 145 unités contre seulement 38 fermetures. Au total, le nombre de magasins en libre-service ne s'est accru que de 9 unités.

On trouvera aussi, dans les tableaux, le bilan, arrêté au 31 décembre 1979, de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales. A la fin de 1979, 305 dossiers avaient entièrement terminé la procédure instaurée par la loi; 209 dossiers avaient été acceptés et 96 refusés. La majorité des dossiers sont relatifs à des supermarchés, des magasins spécialisés et des discounts. La surface moyenne des projets refusés est plus élevée que celle des projets acceptés. Si le commerce indépendant semble en bonne position, à la lecture de ces résultats, du point de vue du nombre de projets acceptés ainsi que de celui de la proportion de ceux-ci dans le total de ses projets présentés, on fera cependant aussi remarquer qu'en termes de surface, les proportions acceptées à l'avantage du commerce indépendant et à celui du commerce intégré sont quasi identiques.

La Commission spéciale de la distribution du Conseil Central de l'Economie a mis à jour son étude, déjà mentionnée dans ces pages l'an passé, relative à l'évolution des structures de la distribution et notamment l'emploi. On peut y lire que, de 1966 à 1976, l'évolution des ventes dans les différentes formes de commerce de détail s'est caractérisée par les grands traits suivants. D'abord, on peut constater que le commerce indépendant continue à occuper la plus grande place dans les ventes au détail, avec 82 % en 1976 pour 88 % en 1966. Le solde représente les ventes réalisées par le commerce intégré, celui-ci ayant principalement trouvé son avantage dans le secteur alimentaire, occupant 8 % supplémentaires de la part de marché entre 1970 et 1976. Par ailleurs, à un niveau global, la part des produits alimentaires et non alimentaires dans l'ensemble des ventes est passée, entre 1966 et 1976, de 43,8 % à 38,4 % pour les premiers et donc de 56,1 % à 61,6 % pour les secondes, la part de ces derniers absorbant donc 5,5 % supplémentaires dans les ventes au détail. Le commerce intégré réalise ses ventes d'alimentation à raison de 84 % dans les supermarchés, en ce compris le rayon alimentaire des hypermarchés; enfin, on peut remarquer, de 1970 à 1976, l'importance de l'accroissement des ventes réalisées par les entreprises à succursales multiples, surtout dans le secteur de l'alimentation. Voilà toutes choses sur lesquelles on revient souvent dans ces pages depuis plusieurs années. L'étude susmentionnée s'arrête à 1976. L'évolution depuis à déjà été abordée ici.

L'évolution de l'emploi est relatée dans les tableaux en fin de chapitre. Des travaux de la commission, il ressort qu'en dépit d'une baisse globale de la population active du Royaume de 1973 à 1978, le commerce dans son ensemble a enregistré un accroissement de 1,2 % de l'emploi, et la distribution proprement dite de 0,4 %, tandis que l'emploi dans le secteur tertiaire privé augmentait globalement de 6,4 %. Outre la distribution proprement dite, le commerce dans son ensemble comprend aussi les intermédiaires commerciaux, dont le nombre s'est notablement accru sur cette période.

Les données fournies par l'I.N.S. montrent que le nombre total des commerçants ambulants (indépendants et salariés) augmente, et est passé de 52 801 en 1950 à 54 502 en 1978, avec un minimum de 38 346 en 1970 et un maximum de 63 328 personnes en 1974. La reprise apparue en 1970 s'explique par le développement d'une technique systématique et particulière des ventes à domicile, relancée notamment par des entreprises de produits cosmétiques et plastiques. Par ailleurs, on constate aussi au cours des dernières années, un regain d'intérêt pour les marchés publics.

Notons encore que l'emploi dans la distribution évolue en sens inverse selon qu'il s'agit des travailleurs salariés ou des indépendants, et selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes. Alors que les premiers ont vu leur nombre augmenter de 1 % encore de 1973 à 1978, les seconds ont vu leurs effectifs diminuer de 1,2 %.

Chez les travailleurs salariés de la distribution, le nombre des femmes s'accroît de 3,7 % durant ces 6 années, tandis que le nombre d'hommes diminue de 0,9 %. Chez les indépendants, on peut constater un mouvement inverse, avec une diminution du nombre des travailleuses de 5,6 %, contre un accroissement de 1,4 % des travailleurs.

L'évolution rapide de la grande distribution et spécialement du libre-service, parallèlement à la fermeture d'un grand nombre de commerces indépendants lors de

l'instauration du régime de la T.V.A. en 1971, a fait croire un moment que les grandes entreprises se développent de manière importante, aux dépens des petites entreprises.

Un examen plus détaillé de l'évolution du nombre de petites, moyennes et grandes entreprises et du nombre de travailleurs qu'elles occupent, permet de nuancer quelque peu cette appréciation : en effet, c'est dans les grandes entreprises que l'on enregistre le plus de fermetures et la diminution d'emploi la plus forte.

Si le nombre d'indépendants (que l'on doit considérer comme des « entreprises ») a diminué de 2,7 % en six ans, le nombre des petites et moyennes entreprises occupant du personnel salarié s'est accru de 12,9 % durant cette période. Au total, les P.M.E. de distribution ont donc encore enregistré une progression de 0,7 %, tandis que les grandes entreprises ont diminué de 10,8 %.

Si l'emploi a diminué de 2,7 % chez les travailleurs indépendants (—3,321 personnes), il s'est accru de 12,3 % dans les P.M.E. occupant du personnel salarié (+16 265 personnes) et il a diminué de 6,3 % dans les grandes entreprises (—9 640 personnes).

Les raisons de cet accroissement des petites et moyennes entreprises et des travailleurs qu'elles occupent sont de plusieurs ordres, dont le principal est probablement un accroissement de leur rentabilité et de leur efficacité auprès des consommateurs, d'autant plus que des primes à l'emploi ont été octroyées aux P.M.E. au cours des dernières années. Toutefois, il convient de signaler qu'une rationalisation du travail intervenue dans les entreprises d'importance supérieure pourrait avoir ramené certaines d'entre elles au rang de P.M.E. (les travailleurs occupés dans les entreprises de 50 à 90 travailleurs ont diminué de 3 971 unités en six ans). Par ailleurs, on aurait assisté au cours des dernières années à un phénomène assez marqué, de division d'une entreprise assez importante en plusieurs unités juridiques distinctes, en vue d'échapper au Conseil d'Entreprise ou au Conseil de sécurité et d'hygiène.

*
* *

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1978 :																	
Anvers	2 289	42	256	6	2 436	39	627	27	138	3	137	4	1 606	47	7 491	168	7 659
Brabant	2 446	306	372	55	3 303	145	1 018	104	101	13	215	14	1 226	107	8 681	744	9 425
Hainaut	1 349	170	153	22	3 388	514	798	220	184	42	137	30	1 189	345	7 198	1 343	8 541
Liège	751	106	134	28	2 206	237	531	102	140	30	183	12	888	203	4 833	718	5 551
Limbourg	601	32	54	1	1 468	98	240	13	120	7	221	15	1 325	81	4 029	247	4 276
Luxembourg	68	2	22	4	533	15	76	2	42	1	29	2	227	10	997	36	1 033
Namur	164	10	54	4	1 037	29	158	12	56	6	55	7	368	26	1 892	94	1 986
Fl. Orientale	2 369	27	242	9	2 908	20	739	13	235	9	341	6	1 810	23	8 644	107	8 751
Fl. Occidentale	1 205	20	243	1	2 413	14	486	11	206	2	362	3	1 798	8	6 713	59	6 772
Pays étrangers	4	87	—	4	14	185	3	30	9	6	—	12	34	120	64	444	508
Le Royaume ...	**11 246**	**802**	**1 530**	**134**	**19 708**	**1296**	**4 676**	**534**	**1 231**	**119**	**1 680**	**105**	**10 471**	**970**	**50 542**	**3 960**	**54 502**
1er janvier 1974 : *Le Royaume* ...	**10 886**	**718**	**2 094**	**118**	**27 074**	**1400**	**4 840**	**437**	**1 331**	**134**	**2 001**	**95**	**11 358**	**808**	**59 584**	**3 744**	**63 328**
1er janvier 1976 : *Le Royaume* ...	**12 148**	**583**	**2 008**	**136**	**14 972**	**922**	**4 801**	**397**	**1 423**	**121**	**2 026**	**85**	**11 625**	**842**	**49 003**	**3 052**	**52 055**

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans. Les données au 1er janvier 1980 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique

Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique (a)

DESIGNATION	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital	Dissolutions de sociétés par liquidation et fusion	
	Anonymes et en commandite par actions		De personnes à responsabilité limitée		Ensemble		Montant nominal net (en milliers de francs)	Ensemble	
	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)		Nombre	Capital (en milliers de francs)
Comm. de détail:									
1970	129	164 622	733	304 433	862	469 055	73 119	238	93 418
1971	117	90 300	719	320 757	836	411 057	860 906	227	545 864
1972	112	64 333	716	281 671	828	346 004	136 431	226	67 320
1973	116	81 530	798	308 002	974	389 532	202 101	216	77 076
1974	163	221 044	950	382 580	1 113	603 624	538 394	216	1 735 108
1975	177	168 275	1 017	406 845	1 194	575 120	564 949	233	193 582
Commerce de gros et comm. extérieur:									
1970	352	787 463	370	338 510	722	1 125 973	3 159 376	426	806 645
1971	297	470 108	367	221 118	664	691 226	1 664 859	347	885 986
1972	333	622 268	563	329 458	896	951 726	855 418	326	457 195
1973	338	782 051	542	310 108	880	1 092 159	857 176	294	524 445
1974	460	1 361 934	567	330 156	1 027	1 692 090	2 276 435	360	802 867
1975	465	1 218 989	708	348 006	1 173	1 566 995	7 307 294	336	679 950

(a) Les données pour 1976, 1977, 1978 et 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1976	1977			1978 (b)			1979		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :										
Cour d'Appel de :										
Bruxelles	23 597	8 491	2 965	11 456	8 060	3 012	11 072	8 414	2 692	11 106
Anvers	—	7 289	2 622	9 911	7 687	2 467	10 154	7 880	2 313	10 193
Mons	—	4 617	832	5 449	4 696	837	5 533	4 636	685	5 321
Liège	9 874	6 138	1 226	7 364	6 287	1 256	7 543	6 340	1 141	7 481
Gand	10 093	7 916	2 172	10 088	7 878	2 102	9 980	8 105	2 093	10 198
Total ...	**43 564**	**34 451**	**9 817**	**44 268**	**34 608**	**9 674**	**44 282**	**35 375**	**8 924**	**44 299**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :										
Cour d'Appel de :										
Bruxelles	15 754	6 322	625	6 947	6 523	703	7 226	6 345	683	7 028
Anvers	—	7 107	505	7 612	6 663	489	7 152	6 176	550	6 726
Mons	—	3 960	130	4 090	4 042	149	4 191	4 010	170	4 180
Liège	7 732	4 972	211	5 183	4 973	189	5 162	4 670	261	4 931
Gand	8 873	7 998	378	8 376	7 404	376	7 780	7 397	387	7 784
Total ...	**32 359**	**30 359**	**1 849**	**32 208**	**29 605**	**1 906**	**31 511**	**28 598**	**2 051**	**30 649**
Différence	**+11 205**	**+4 092**	**+7 968**	**+12 060**	**+5 003**	**+7 768**	**+12 771**	**+6 777**	**+6 873**	**+13 650**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.
(b) La ventilation en 5 Cours d'Appel débute en 1978.

Evolution des magasins en libre service au 1er janvier

DÉSIGNATION	1976		1977		1978		1979	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Répartition par forme de distribution							
Indépendants	2 733	71	2 802	68	2 745	66	2 598	62
Coopératives de consommation	352	9	499	12	602	14	653	16
Grands magasins et maisons à succursales	754	20	841	20	835	20	940	22
Total ...	**3 839**	**100**	**4 142**	**100**	**4 182**	**100**	**4 191**	**100**
	Répartition selon la surface de vente (m²)							
1 - 99	1 191	31	1 308	32	1 379	33	1 400	33
100 - 199	1 022	27	1 030	25	1 010	24	953	23
200 - 399	704	18	731	18	713	17	722	17
400 et plus sans viande fraîche	138	4	165	4	174	4	191	4
400 - 799	380	10	438	10	430	10	405	10
800 - 999	84	2	105	2	105	3	110	3
1 000 - 2 499	248	6	289	7	295	7	333	8
2 500 et plus	72	2	76	2	76	2	77	2
Total ...	**3 939**	**100**	**4 142**	**100**	**4 182**	**100**	**4 191**	**100**

Source : Comité Belge de la Distribution.

Ventes à la consommation (a)

(1970 = 100)

ANNÉE	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Entreprises à succursales	Ventes en supermarchés (c)	Total du commerce de détail	
						Valeur	Quantité
1972	115	122	100	138	129	121	112
1973	129	136	98	160	155	138	121
1974	151	157	97	191	184	162	127
1975	167	170	98	225	218	183	129
1976	192	189	98	264	236	211	137
1977	196	205	93	302	254	225	138
1978	201	219	85	330	260	237	142
1979 (b)	212	234	83	366	275	253	146

Source : Institut National de Statistique.

(a) Indice annuel publié à partir de 1967.
(b) Données provisoires.
(c) Petites et moyennes entreprises de supermarchés. Les supermarchés de la grande distribution ne sont pas compris ici, mais dans les « Entreprises à succursales ».

Ventes à la consommation en 1979 (a)

(évolution en %)

MOIS	Petit commerce de détail (b)		Grands magasins à rayons multiples		Coopératives de consommation		Magasins à succursales		Ventes en supermarchés (c)		Total du commerce de détail			
											1978		1979 (b)	
	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)
Janvier	3,4	2,9	1,6	6,3	—3,5	—8,0	14,7	9,8	6,0	3,1	4,9	6,3	6,1	5,3
Février	1,1	2,6	8,9	6,6	—5,0	—7,9	10,5	9,5	5,8	3,4	7,7	6,0	4,3	5,0
Mars	1,9	2,4	7,6	6,2	—2,3	—7,4	14,2	9,6	5,7	3,1	7,9	5,8	5,3	4,9
Avril	4,4	2,5	7,8	6,6	—4,7	—6,8	11,2	10,4	4,0	3,8	2,6	5,7	6,4	5,1
Mai	7,6	2,8	7,0	6,6	—4,6	—6,8	15,4	10,8	6,6	3,9	6,1	5,6	9,1	5,4
Juin	5,1	3,0	7,1	6,5	—1,1	—6,4	10,4	10,6	6,7	4,0	6,8	5,6	6,4	5,4
Juillet	6,3	3,3	4,2	6,5	—2,4	—5,9	7,1	10,6	3,8	4,4	3,9	5,6	6,1	5,5
Août	8,7	3,8	11,8	7,0	—1,2	—5,5	13,5	11,0	8,4	4,7	5,3	5,6	9,6	5,9
Septembre	3,4	3,9	0,0	6,0	3,8	—4,0	4,7	10,4	— 1,1	4,0	5,6	5,5	2,9	5,7
Octobre	8,7	4,3	12,0	6,6	2,4	—3,1	13,8	11,1	10,2	5,0	3,9	5,5	10,3	6,2
Novembre	7,6	4,7	13,2	7,2	1,2	—2,4	12,4	11,4	9,8	5,5	5,4	5,4	9,4	6,5
Décembre	7,5	5,5	3,5	7,0	—1,1	—1,6	5,0	11,0	4,0	5,8	2,5	5,2	6,2	6,8
L'année ...	**5,5**		**6,0**		**—1,6**		**10,9**		**5,8**		**5,1**		**6,8**	

(a) Calculé à partir de l'indice mensuel du chiffre d'affaires en valeur publié à partir de 1969 (1966=100).
(b) Données provisoires.
(c) Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel. Les chiffres d'affaires des supermarchés à grandes surfaces sont compris dans les données, respectivement des grands magasins, des coopératives de consommation et des magasins à succursales.
(d) Indice en valeur par rapport aux mois correspondant de l'année précédente.
(e) Moyenne mobile sur douze mois.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Ventes à la consommation (a)

Indices par secteur et par catégorie d'articles

(moyenne mensuelle 1970 = 100)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979 (b)
Grands magasins :				
Indice général	**189**	**205**	**219**	**234**
Alimentation	*193*	*209*	*218*	*229*
périssable	190	204	213	225
non-périssable	215	235	249	262
restaurant	129	134	133	132
Textile et articles d'habillement	*148*	*158*	*171*	*187*
aunages	47	44	38	40
dessus hommes et garçonnets	136	149	162	177
dessus femmes, jeunes filles, fillettes	155	162	179	182
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	154	166	180	200
mercerie, rubans, patrons	142	147	159	179
chaussures, pantoufles	191	203	231	256
articles divers de parure	127	130	132	153
Ameublement	*180*	*188*	*188*	*190*
textiles	202	219	225	235
meubles, lustrerie, ornementation	161	161	157	152
Ménage	*166*	*171*	*175*	*178*
articles de ménage	170	179	187	198
appareils ménagers et électroménagers	160	159	155	145
Tabacs, articles pour fumeurs	*272*	*310*	*329*	*355*
Librairie, papeterie, photographie, etc.	*187*	*204*	*218*	*234*
librairie	299	337	377	430
papeterie	148	154	161	167
articles de photographie et de cinématographie	233	264	277	293
Parfumerie, toilette	*196*	*214*	*232*	*257*
Jeux, jouets, sports, voyages	*459*	*557*	*642*	*738*

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979 (b)
Ventes en libre service :				
Indice général	**308**	**354**	**384**	**420**
Ventes en supermarchés	*321*	*371*	*402*	*440*
petites et moyennes entreprises de supermarchés	236	254	260	275
supermarchés des grandes entreprises de distribution	368	436	482	534
alimentation périssable	320	364	395	493
alimentation non-périssable et produits divers	323	376	407	445
Autres ventes en libre service des grandes entreprises de distribution	*244*	*275*	*302*	*325*
Coopératives de consommation :				
Indice général	**98**	**93**	**85**	**83**
Boulangerie	*102*	*101*	*97*	*91*
Alimentation (sauf boulangerie)	*88*	*80*	*73*	*72*
Habillement	*90*	*81*	*56*	*40*
Ameublement	*38*	*36*	*26*	*19*
Articles de ménage	*92*	*87*	*62*	*66*
Tabacs	*121*	*112*	*100*	*67*
Appareils ménagers	*82*	*71*	*54*	*28*
Parfumerie, articles de luxe	*41*	*33*	*27*	*17*
Restaurant, tea-room	*39*	*35*	*32*	*35*
Divers	*151*	*155*	*164*	*176*
Entreprises à succursales :				
Indice général	**264**	**302**	**331**	**367**
Alimentation générale	*317*	*367*	*408*	*451*
Produits non-alimentaires	*182*	*202*	*213*	*238*

(a) Calculées sur base des données établies par certaines entreprises de commerce de détail (voir : Arrêté royal du 4 février 1965, *Moniteur belge* du 3 mars 1965).

(b) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des ventes au détail par type de distribution (a)

(valeur, en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	Petit commerce de détail		Grands magasins		Entreprises à succursales multiples (b)		Coopératives de consommation		Supermarchés d'indépendants		Supermarchés de la grande distribution (c)	
	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979
Alimentation	— 1,4	0,8	4,6	4,9	11,0	10,5	— 8,6	— 1,8	(2,6)	(5,8)	(10,5)	(10,8)
Textiles et habillement ..	4,7	4,4	7,9	8,2	1,1	14,5	—32,2	—29,4	..	..	..	..
Articles d'ameublement et de ménage	3,1	2,8	1,0	0,9	1,8	9,1	—27,5	— 5,7	..	..	..	..
Autres articles	6,6	13,4	11,3	12,9			5,7	6,4	..	..	..	..
Total ...	**2,7**	**5,5**	**6,5**	**6,9**	**9,4**	**10,9**	**— 8,4**	**— 1,6**	**2,6**	**5,8**	**10,5**	**10,8**

(a) Données provisoires pour 1979.
(b) Les supermarchés GB sont compris dans cette rubrique.
(c) Cette rubrique en recoupe d'autres. Son intérêt est de permettre la comparaison avec les supermarchés d'indépendants.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Estimations de la Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des ventes au détail par type de distribution (a)

(quantité, en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	Petit commerce de détail		Grands magasins		Entreprises à succursales multiples (b)		Coopératives de consommation		Supermarchés d'indépendants		Supermarchés de la grande distribution (c)	
	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979
Alimentation	— 2,9	0,3	3,1	4,4	9,4	9,9	— 9,9	— 2,3	(1,1)	(5,3)	8,9	9,6
Textiles et habillement ..	— 1,6	0,5	1,4	4,1	— 5,0	10,2	—36,3	—32,0	..	..	..	..
Articles d'ameublement et de ménage	0	— 0,2	— 2,1	— 2,0	— 1,0	4,9	—29,7	— 8,4	..	..	..	..
Autres articles	4,4	4,7	9,0	4,2			..	..	..	..	..	..
Total ...	**0**	**1,0**	**3,2**	**2,9**	**6,8**	**9,3**	**—10,3**	**— 4,8**	**1,1**	**5,3**	**8,9**	**9,6**

(a) Données provisoires pour 1979.
(b) Les supermarchés GB sont compris dans cette rubrique.
(c) Cette rubrique en recoupe d'autres. Son intérêt est de permettre la comparaison avec les supermarchés d'indépendants.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et estimations de la Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des ventes au détail par formes de distribution (a)

(en %)

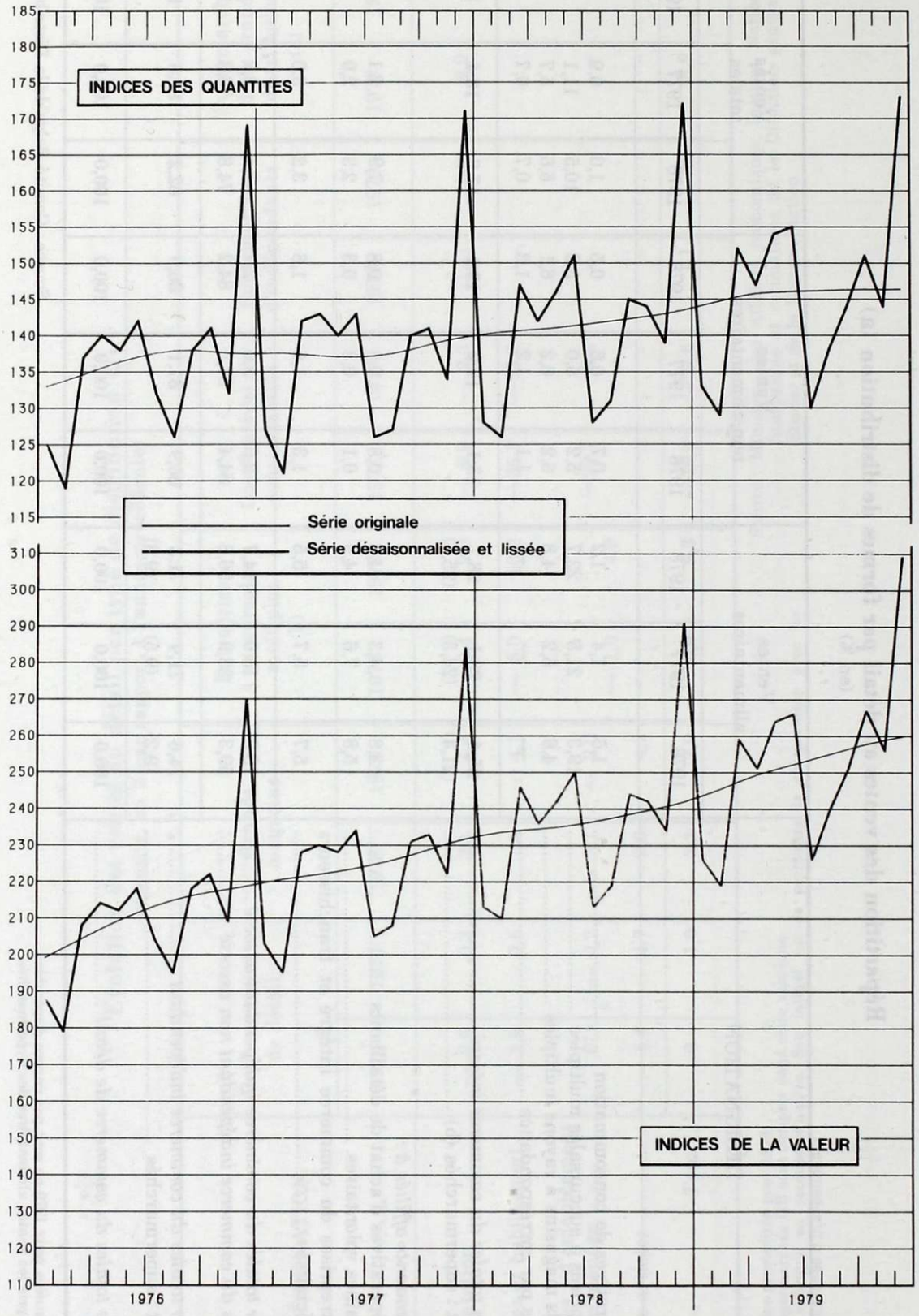
DÉSIGNATION	Ventes alimentaires			Ventes non-alimentaires			Ventes totales		
	1976	1977	1978	1976	1977	1978	1976	1977	1978
Coopératives de consommation	1,5	1,4	1,2	0,7	0,6	0,5	1,0	0,9	0,8
Entreprises à succursales multiples	19,3	21,5	22,7	5,2	5,0	5,2	10,5	11,1	11,6
Grands magasins à rayons multiples	4,6	5,2	4,8	6,2	6,2	6,1	5,6	5,7	5,6
Ventes par correspondance	—	—	—	1,1	1,2	1,3	0,7	0,7	0,8
Ventes totales du commerce intégré	**25,4**	**28,1**	**28,7**	**13,1**	**12,9**	**13,1**	**17,8**	**18,4**	**18,8**
dont : supermarchés (b)	(21,4)	(24,3)	(25,5)						
Indépendants affiliés à :									
— coopératives d'achat de détaillants	3,8	4,3	4,3	0,8	0,8	0,8	1,9	2,1	2,1
— chaînes volontaires	5,8	7,6	4,9	0,1	0,3	0,3	2,3	2,9	2,0
— entreprises du commerce intégré et franchisseurs spécialisés	5,7	5,7	5,5	1,3	1,5	1,6	3,2	3,0	3,0
Ventes totales du commerce indépendant associé	15,3	18,0	14,7	2,5	2,6	2,7	7,4	8,2	7,1
Ventes du commerce indépendant non associé	59,3	53,9	56,6	84,4	84,5	84,2	74,8	73,3	74,1
Ventes totales du commerce indépendant	**74,6**	**71,9**	**71,3**	**86,9**	**87,1**	**86,9**	**82,2**	**81,5**	**81,2**
dont : supermarchés	(9,2)	(9,5)	(9,3)						
Ventes totales du commerce de détail	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les ventes alimentaires des hypermarchés.

Source : Comité Belge de la Distribution.

Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

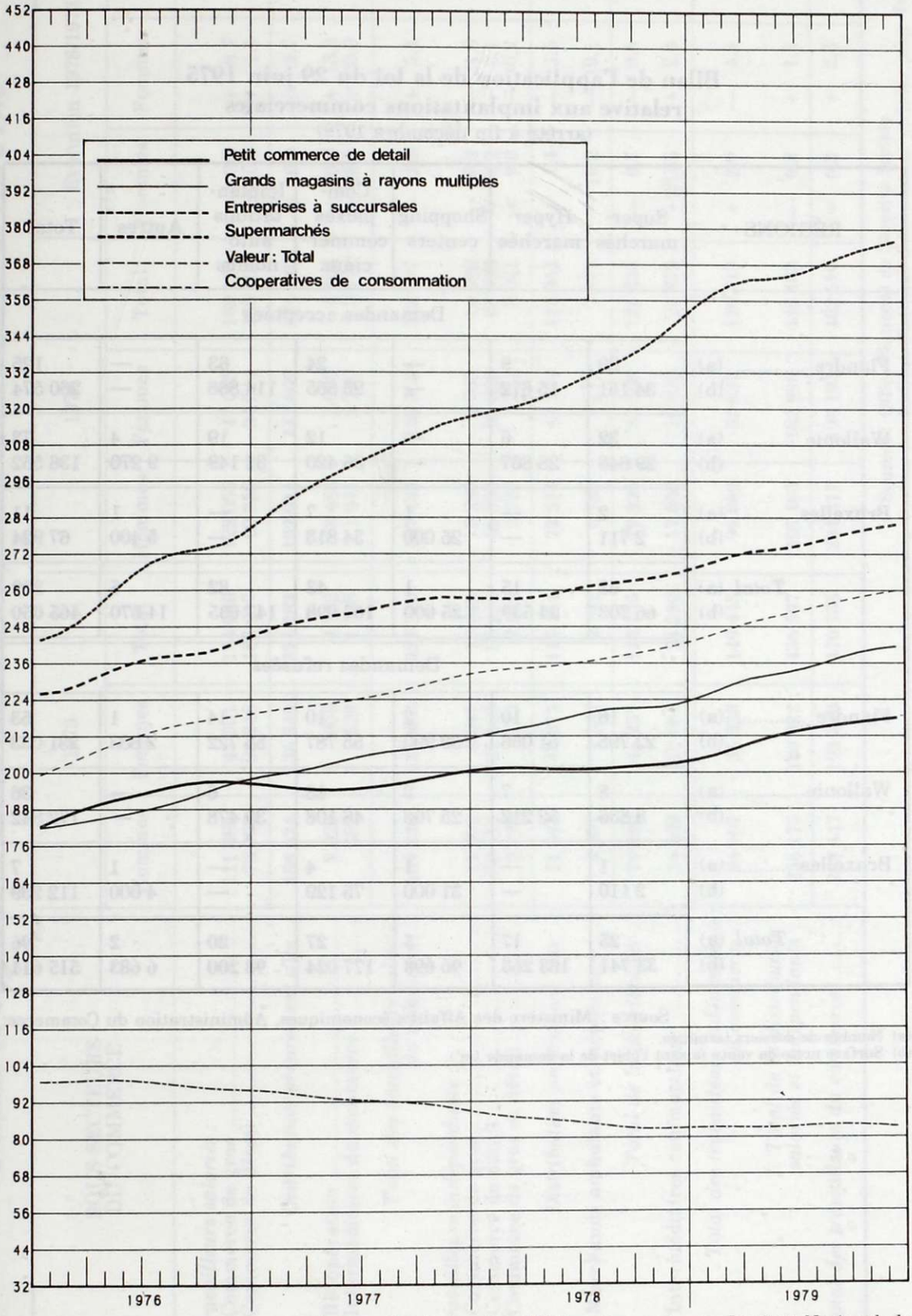
(1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

(données désaisonnalisées et lissées — 1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales

(arrêté à fin décembre 1979)

RÉGIONS		Super-marchés	Hyper-marchés	Shopping centers	Com-plexes commer-ciaux	Implan-tations auto-nomes	Autres	Total
		Demandes acceptées						
Flandre	(a)	29	9	—	24	63	—	125
	(b)	34 151	15 672	—	95 865	114 886	—	260 574
Wallonie	(a)	32	6	—	12	19	4	73
	(b)	29 846	28 867	—	36 420	32 149	9 270	136 552
Bruxelles	(a)	2	—	1	7	—	1	11
	(b)	2 711	—	25 000	34 813	—	5 400	67 924
Total	(a)	**63**	**15**	**1**	**43**	**82**	**5**	**209**
	(b)	**66 708**	**44 539**	**25 000**	**167 098**	**147 035**	**14 670**	**465 050**
		Demandes refusées						
Flandre	(a)	16	10	2	10	14	1	53
	(b)	22 795	51 056	39 990	55 787	58 722	2 683	231 033
Wallonie	(a)	8	7	2	13	6	—	36
	(b)	8 836	52 212	25 708	46 108	39 478	—	172 342
Bruxelles	(a)	1	—	1	4	—	1	7
	(b)	2 110	—	31 000	75 129	—	4 000	112 239
Total	(a)	**25**	**17**	**5**	**27**	**20**	**2**	**96**
	(b)	**33 741**	**103 268**	**96 698**	**177 024**	**98 200**	**6 683**	**515 614**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Nombre de dossiers terminés.
(b) Surface nette de vente faisant l'objet de la demande (m^2).

Evolution du nombre de travailleurs salariés et indépendants dans le commerce de 1973 à 1978

SOUS-SECTEURS DU COMMERCE	1973			1978			Evolution 1978/1973 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Travailleurs salariés :									
Commerce de gros	111 665	43 301	154 966	122 055	47 065	169 120	+ 9,3	+ 8,7	+ 9,1
Commerce de détail	72 969	93 248	166 217	60 856	94 544	155 400	— 16,6	+ 1,4	— 6,5
Distribution proprement dite	**184 634**	**136 549**	**321 183**	**182 911**	**141 609**	**324 520**	**— 0,9**	**+ 3,7**	**+ 1,0**
Récupération	3 829	903	4 732	3 483	1 023	4 506	— 9,0	+ 13,3	— 4,7
Intermédiaires du commerce	867	528	1 395	1 041	2 730	3 771	+ 20,0	+520,0	+270,0
Total des travailleurs salariés du commerce	**189 330**	**137 980**	**327 310**	**187 435**	**145 362**	**332 797**	**— 1,0**	**+ 5,4**	**+ 1,7**
Travailleurs indépendants :									
Commerce de gros	11 302	6 047	17 349	10 259	4 740	14 999	— 9,2	— 21,6	— 13,5
Commerce de détail	58 111	37 103	95 214	59 995	35 928	95 923	+ 3,2	— 3,1	+ 0,7
Commerce de gros et détail	2 128	723	2 851	2 320	721	3 041	+ 9,0	— 0,2	+ 6,6
Distribution proprement dite	**71 541**	**43 873**	**115 414**	**72 574**	**41 389**	**113 963**	**+ 1,4**	**— 5,6**	**— 1,2**
Marchands ambulants et colporteurs	8 357	1 384	9 741	6 752	1 119	7 871	— 19,2	— 19,1	— 19,2
Total de la distribution	**79 898**	**45 257**	**125 155**	**79 326**	**42 508**	**121 834**	**— 0,7**	**— 0,6**	**— 2,6**
Intermédiaires commerciaux	14 209	10 081	24 290	17 556	10 323	27 879	+23,55	+ 2,4	+ 14,8
Total des travailleurs indépendants du commerce	**94 107**	**55 338**	**149 445**	**96 882**	**52 831**	**149 713**	**+ 2,9**	**— 4,5**	**+ 0,2**
Total de la distribution : salariés et indépendants	**256 175**	**180 422**	**436 597**	**255 485**	**182 998**	**438 483**	**— 0,3**	**+ 1,4**	**+ 0,4**
Total des travailleurs du commerce	**283 437**	**193 318**	**476 755**	**284 317**	**198 193**	**482 510**	**+ 0,3**	**+ 2,5**	**+ 1,2**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Institut National d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.
Conseil Central de l'Economie.

Evolution et répartition du nombre de travailleurs salariés, de 1973 à 1978, suivant la taille des entreprises

EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS SALARIÉS	1973	1976	1978	Evolution en % 1976/1973	Evolution en % 1978/1973
Employeurs :					
Entreprises occupant :					
— moins de 5 travailleurs	25 489	26 527	28 925	4,1	13,5
— de 5 à 9 travailleurs	4 761	5 096	5 430	6,8	14,0
— de 10 à 19 travailleurs	2 675	2 765	2 864	3,4	7,1
— de 20 à 49 travailleurs	1 634	1 758	1 813	7,6	10,9
— de 50 à 99 travailleurs	476	427	403	—10,3	—15,3
— de 100 à 199 travailleurs	169	151	165	—10,7	— 2,3
— de 200 à 499 travailleurs	75	84	76	+12,0	1,3
— de 500 à 999 travailleurs	22	18	17	—18,2	— 2,3
— 1 000 travailleurs et plus	15	16	14	6,6	— 6,6
Total ...	**35 316**	**36 382**	**39 707**	**4,3**	**12,4**
Travailleurs :					
Entreprises occupant :					
— moins de 5 travailleurs	43 554	46 558	50 660	6,9	16,3
— de 5 à 9 travailleurs	31 181	33 052	35 354	6,0	13,4
— de 10 à 19 travailleurs	35 749	37 197	38 306	4,0	7,1
— de 20 à 49 travailleurs	48 888	52 620	54 638	7,6	11,8
— de 50 à 99 travailleurs	32 159	29 285	28 188	— 8,9	—12,3
— de 100 à 199 travailleurs	22 940	20 484	22 244	—10,1	— 3,0
— de 200 à 499 travailleurs	21 847	25 346	22 742	16,0	4,1
— de 500 à 999 travailleurs	16 010	12 770	12 391	—20,2	—22,6
— 1 000 travailleurs et plus	60 740	59 339	58 491	— 2,3	— 3,7
Total ...	**313 068**	**316 651**	**323 014**	**+ 1,1**	**+ 3,2**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Conseil Central de l'Economie.

Evolution du nombre de P.M.E. et de grandes entreprises, de 1973 à 1978

ENTREPRISES	1973	1978	1978/1973 en %
Indépendants (y compris les marchands ambulants et les colporteurs)	125 155	121 834	— 2,7
Entreprises occupant de 1 à 49 travailleurs salariés	34 559	39 032	+12,9
	159 714	**160 866**	**+ 0,7**
Entreprises occupant 50 travailleurs salariés et plus	757	675	—10,8
Total ...	**160 471**	**161 541**	**+ 0,7**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Institut National d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.
Conseil Central de l'Economie.

Evolution de l'emploi dans les petites, moyennes et grandes entreprises de 1973 à 1978

NOMBRE DE TRAVAILLEURS	1973	1978	1978/1973 en %
Indépendants (y compris les marchands ambulants et les colporteurs)	125 155	121 834	— 2,7
Travailleurs salariés des P.M.E. (occupant de 1 à 50 personnes)	159 372	178 958	+12,3
	284 527	**300 792**	**+ 5,7**
Travailleurs salariés des grandes entreprises (occupant plus de 50 personnes)	153 696	144 056	— 6,3
Total ...	**438 223**	**444 848**	**+ 1,5**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Institut National d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.
Conseil Central de l'Economie.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

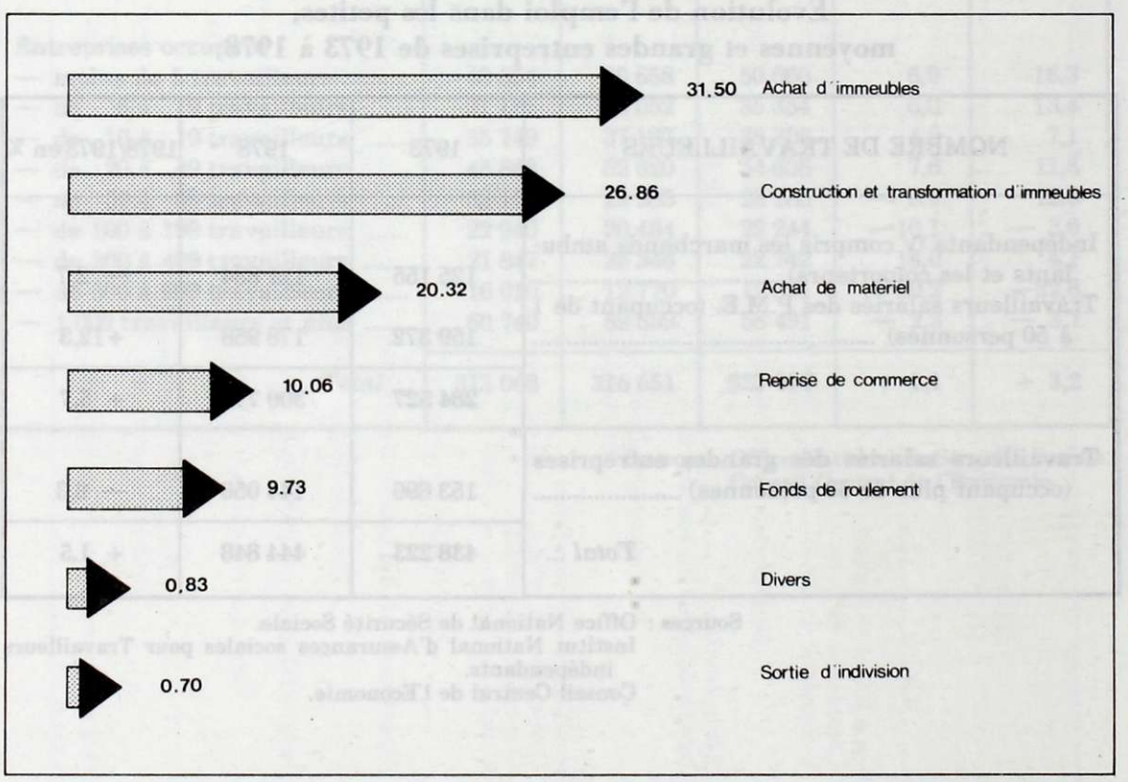
ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen par crédit
1968	12 834	5 080 953	395,9
1969	12 174	5 592 032	459,3
1970	11 968	4 901 377	409,5
1971	11 540	5 047 860	437,4
1972	13 341	6 545 185	490,6
1973	14 184	8 494 397	598,9
1974	9 089	6 107 479	672,0
1975	11 458	8 749 742	763,6
1976	12 668	11 903 095	939,6
1977	13 644	14 029 215	1 028,2
1978	14 680	16 239 052	1 106,2
1979	13 372	15 089 707	1 128,5

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés en 1979 d'après leur destination

(en % du montant total)



Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

CHAPITRE V

TOURISME

Selon les données partielles jusqu'à présent disponibles, l'essor que le tourisme international avait connu ces dernières années, aurait momentanément dépassé son point culminant. C'est ce qui ressort notamment de l'évolution du nombre de voyageurs provenant de pays européens, membres de l'O.C.D.E., et arrivant à ou partant des aéroports des Etats-Unis. Au cours des quatre premiers mois de l'année 1979, ce nombre a encore augmenté de 22 %, par rapport à l'année dernière à la même époque, pour les passagers des lignes aériennes régulières, alors que celui relatif aux passagers des lignes non régulières a régressé de 28 %. Durant la même période, le nombre de passagers enregistrés par les compagnies aériennes européennes s'est accru de 6 %. Vers la fin de la première moitié de l'année, une diminution sensible s'est produite dans le total des passagers transportés dans les deux directions (par delà la route de l'Atlantique Nord) par les compagnies affiliées à l'I.A.T.A.

La nouvelle hausse des prix du pétrole et d'autres produits énergétiques, enregistrée au cours de l'année 1979, ne peut manquer d'exercer, à la longue, une influence défavorable sur le tourisme. La plupart des organisateurs de voyage s'attendent d'ailleurs à une diminution sensible des vols internationaux par charters dans les années à venir; cette diminution serait cependant compensée par une augmentation du tourisme sur petite distance.

L'évolution des nuitées des touristes étrangers dans les hôtels a accusé d'importantes fluctuations d'un pays à l'autre. Pour les premiers mois de l'année 1979, le secrétariat de l'O.C.D.E. n'a enregistré qu'une seule augmentation : pour le Portugal de 3 %; le nombre de nuitées est resté inchangé en Autriche, tandis qu'il a régressé de 1 % en Belgique et en Finlande, de 10 % au Danemark et de 16 % en Suisse.

Entretemps, les données relatives à la Belgique qui sont disponibles sur 12 mois, font apparaître une tendance baissière persistante : au cours de l'ensemble de l'année, la régression enregistrée des nuitées à l'hôtel a atteint les 6 %, mais elle est plus frappante pour les Belges que pour les étrangers. Parmi ces derniers, ce sont surtout les Français et les Allemands — normalement les clients les plus fidèles des hôtels belges — qui se sont dédits. Par contre, la Belgique semble à nouveau attirer plus d'Anglais et d'Américains.

Pour l'ensemble des régions touristiques, le nombre total des nuitées — y compris celles enregistrées dans les terrains de camping — a totalisé 25,4 millions. Au cours de l'année 1978, 26,4 millions de nuitées avaient été dénombrées dans l'ensemble,

pour 29,2 millions l'année précédente. Par conséquent, en deux ans de temps, les régions touristiques belges ont perdu 13 % de leur force d'attraction. Cette situation résulte uniquement du tourisme côtier, lequel a perdu plus de 8 % de sa clientèle, l'année passée, et 5 % l'année d'avant. Les autres régions, à savoir les Ardennes et la Campine, ont pu maintenir leur position, tandis que les villes historiques ont même enregistré un léger progrès du nombre de leurs nuitées. En ce qui concerne l'importance touristique, c'est le littoral qui demeure encore toujours au sommet de l'échelle avec 63,4 % du nombre total des nuitées, suivi par les Ardennes avec 19,7 %. Dans l'ensemble, la part des Ardennes et de la Campine continue à progresser légèrement au détriment du littoral. Pour la saison touristique de 1980, l'on prévoit cependant une amélioration sensible, qui découlerait en grande partie du fait que les prix élevés de l'essence font hésiter de plus en plus d'automobilistes à entreprendre de long voyages.

Alors que la population belge préfère traditionnellement la côte, les touristes étrangers se sentent évidemment plus attirés par les villes de renommée artistique et historique. Sur le nombre total des nuitées qui ont été enregistrées, 88 % sont au compte des étrangers contre, 12 % seulement des Belges. Dans la région côtière cependant, la situation est inversée, 89 % des nuitées revenant aux Belges.

Cette même tendance se retrouve dans les Ardennes et en Campine, bien que cette dernière région attire cependant un nombre considérablement plus important d'étrangers, à savoir 38 %.

Les données de la Banque nationale font apparaître que l'ensemble des recettes provenant du trafic des voyageurs et du trafic touristique s'élève à 46,6 milliards de francs; les dépenses, qui se révèlent être toujours plus importantes en Belgique, ont atteint 85,9 milliards en 1979. Le déficit se chiffre à 39,3 milliards et accuse un accroissement spectaculaire de plus de 38 % en 1979. L'ensemble des transactions de paiement a cependant révélé encore un excédent de 8 milliards de francs; toutefois, cet excédent était beaucoup plus élevé ces dernières années, puisqu'il atteignait en moyenne plus de 20 milliards de francs.

Dans les établissements de tourisme social le nombre de nuitées a augmenté de 5,5 % l'année passée alors que dans les hôtels on a enregistré une diminution. Plus de 78 % des nuitées ont été enregistrés dans les 29 centres de vacances de la région flamande, alors que les 15 centres de vacances de Wallonie ont enregistré 21,4 % des nuitées. Dans la région flamande, le nombre de lits disponibles a diminué et celui en Wallonie a augmenté. Le taux global d'occupation s'est accru dans les centres de vacances de Flandre de 0,69 à 0,75, mais dans la partie wallonne du pays, il est demeuré au bas niveau de 0,47, en raison de l'accroissement des lits disponibles.

Les campings qui, durant deux années consécutives, avaient enregistré une régression du nombre de leurs nuitées, ont à nouveau connu une année prospère avec 2,4 % d'accroissement. Cette situation résulte particulièrement de l'intérêt accru que manifestent les Belges pour le camping; parmi les étrangers, ce sont surtout les Néerlandais qui ont profité de ces installations de camping.

Il est plus que vraisemblable qu'à l'avenir, le tourisme de camping souffrira moins de la conjoncture affaiblie en Europe occidentale que les autres formes de tourisme. A cet égard, les établissements touristiques devront utiliser d'une manière plus efficace leurs moyens économiques. Dans les hôtels et centres de vacances, l'offre devra être mieux adaptée à la demande et il serait absolument nécessaire d'accroître le degré d'occupation si l'on veut améliorer la compétitivité de l'industrie hôtelière belge.

*
* *

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979	
	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)
Etranger :																
Grande-Bretagne	1 048	196	1 089	204	952	178	1 100	206	1 003	187	877	164	823	154	836	156
France	976	196	995	200	945	190	976	196	934	188	892	179	726	146	600	121
Pays-Bas	685	204	662	197	730	217	786	234	829	247	941	280	885	263	878	261
Allemagne (Occident.)	1 052	626	1 167	695	1 216	724	1 279	761	1 233	734	1 246	742	1 079	642	975	580
Italie	179	242	176	238	185	250	190	257	177	239	182	246	181	245	183	247
Grand-Duché de Luxembourg	140	292	155	323	154	321	156	325	149	310	126	262	105	219	116	242
Suisse	71	129	75	136	81	147	81	147	78	142	77	140	78	142	70	127
U.S.A.	489	259	508	269	569	301	490	259	511	270	543	287	487	258	510	270
Autres pays	908	297	1 049	343	1 098	359	1 127	368	1 063	347	1 114	364	1 064	348	1 085	356
Total ...	**5 548**	**251**	**5 876**	**266**	**5 931**	**269**	**6 185**	**280**	**5 977**	**271**	**5 998**	**272**	**5428**	**246**	**5 257**	**238**
Belgique	**15 472**	**223**	**14 351**	**207**	**14 197**	**205**	**14 395**	**208**	**14 251**	**206**	**14 503**	**209**	**12 650**	**183**	**11 734**	**169**
Total général ...	**21 019**	**230**	**20 227**	**221**	**20 128**	**220**	**20 580**	**225**	**20 228**	**221**	**20 501**	**224**	**18 078**	**198**	**16 991**	**186**

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement, ailleurs qu'en maisons de cure et à l'exclusion du camping.
(b) Sur base 1953 = 100.

Source : Institut National de Statistique.

Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1979 (a)

(en pour-cent)

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	63,4	21,1	89,0	11,0	100,0
Villes d'art	2,1	44,2	11,6	88,4	100,0
Ardennes-Meuse	19,7	12,6	80,9	19,1	100,0
Campine	6,2	10,5	61,6	38,4	100,0
Autres régions	8,6	11,6	66,9	33,1	100,0
Le Royaume ...	**100,0**	**100,0**	**73,1**	**26,9**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données provisoires.

Répartition des nuitées par saison

(en pour-cent)

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)
1967	22,4	77,6	38,3	61,7	26,7	73,3
1968	22,0	78,0	38,2	61,8	26,1	73,9
1969	23,9	76,1	40,1	59,9	28,0	72,0
1970	24,6	75,4	40,4	59,6	28,8	71,2
1971	25,0	75,0	40,1	59,9	29,1	70,9
1972	25,2	74,8	42,6	57,4	29,8	70,2
1973	20,2	79,8	35,2	64,8	24,2	75,8
1974	19,0	81,0	36,3	63,7	26,9	73,1
1975	22,5	77,5	37,5	62,5	26,6	73,4
1976	21,3	78,7	36,4	63,6	25,3	74,7
1977	22,6	77,4	38,1	61,9	26,6	73,4
1978	23,2	76,8	40,3	59,7	27,6	72,4
1979 (c)	22,7	77,3	40,9	59,1	27,6	72,4

Source : Institut National de Statistique.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1er juin au 30 septembre.
(c) Données provisoires.

Nombre des nuitées de camping par saison et par pays de provenance (a)

PAYS	Saison 1975	Saison 1976	Saison 1977	Saison 1978	Saison 1979	Ecart en pour-cent	
						de 1978 par rapport à 1977	de 1979 par rapport à 1978
Pays étrangers :							
Grande-Bretagne	167 699	171 955	140 919	183 713	133 610	+30,4	—27,3
France	107 939	103 533	84 005	79 246	80 776	— 5,7	+ 1,9
Pays-Bas	1 193 089	1 237 323	987 444	982 337	1 017 395	— 0,5	+ 3,6
Allemagne (Occidentale)	137 068	157 782	141 054	134 858	133 798	— 4,4	— 0,8
Italie	20 458	20 977	19 294	16 435	15 807	—14,8	— 3,8
Grand-Duché de Luxembourg	10 261	11 584	8 796	9 770	9 053	+11,1	— 7,3
Etats-Unis d'Amérique	6 190	6 730	6 932	6 164	5 385	—11,1	—12,6
Autres pays	59 631	58 557	65 753	57 545	70 889	—12,5	+23,2
Total ...	**1 702 335**	**1 768 441**	**1 454 197**	**1 470 068**	**1 466 713**	**+ 1,1**	**— 0,2**
Belgique	**5 737 767**	**6 319 737**	**5 692 743**	**5 548 720**	**5 723 504**	**— 2,5**	**+ 3,1**
Total général ...	**7 440 102**	**8 088 178**	**7 146 940**	**7 018 788**	**7 190 217**	**— 1,8**	**+ 2,4**

(a) La saison va de juin à septembre inclus.

Source : Institut National de Statistique.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs
(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services (a)		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1971	18,5	28,7	—10,2	165,5	159,4	+ 8,1
1972	19,5	31,9	—12,4	177,7	164,1	+13,6
1973	25,1	41,7	—16,6	226,9	218,1	+ 8,8
1974	27,8	45,7	—17,9	344,4	328,8	+15,6
1975	31,8	51,9	—20,1	365,1	337,0	+28,1
1976	33,0	55,7	—22,7	397,5	354,4	+43,1
1977	41,8	67,9	—26,1	478,6	432,8	+45,8
1978	42,9	71,3	—28,4	526,7	496,7	+30,0
1979 (b)	46,6	85,9	—39,3	662,4	654,4	+ 8,0

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) A partir de 1977, la série a été modifiée par des postes supplémentaires.
(b) Données provisoires.

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)
Société Nationale des Chemins de Fer Belges
(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1971	5 717	6 263	110	223	292	131	229 054	290 387	127
1972	5 307	6 041	114	211	281	133	238 969	310 963	130
1973	5 296	5 681	107	213	270	127	259 879	313 461	121
1974	5 396	5 995	111	220	295	134	266 588	335 458	126
1975	5 410	6 161	114	226	305	135	280 109	358 517	128
1976	5 570	5 751	103	237	292	123	294 135	360 483	123
1977 (d)	4 892	5 070	104	230	279	121	306 150	352 511	115
1978	4 126	4 641	112	219	284	130	313 606	393 498	125
1979	4 148	4 382	106	222	296	133	321 593	410 461	128

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement. Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
(b) L'année, période juin-septembre exclue.
(c) Période juin-septembre.
(d) Non compris le trafic autobus repris par la S.N.C.V. au 1 juillet 1977.

Etablissements de tourisme social

Maisons et centres de vacances

DÉSIGNATION	Année	Région flamande	Région wallonne	Total
Nombre d'installations	1973	20	11	31
	1974	22	10	32
	1975	19	11	30
	1976	23	12	35
	1977	22	12	34
	1978	27	15	42
	1979	29	15	44
Nombre de lits	1973	12 870	4 297	17 167
	1974	12 578	4 919	17 497
	1975	13 662	4 918	18 580
	1976	13 980	4 932	18 912
	1977	14 262	5 078	19 340
	1978	15 817	6 138	21 955
	1979	15 090	6 555	21 645
Nombre de nuitées (chiffres absolus)	1973	1 150 000	327 574	1 477 574
	1974	1 195 830	349 733	1 545 563
	1975	1 195 570	364 285	1 559 855
	1976	1 201 778	352 060	1 553 838
	1977	1 254 883	345 371	1 600 254
	1978	1 300 681	345 793	1 646 504
	1979	1 365 214	372 193	1 737 407
Nombre de nuitées (importance relative)	1973	77,8	22,2	100
	1974	77,4	22,6	100
	1975	76,6	23,4	100
	1976	77,3	22,7	100
	1977	78,4	21,6	100
	1978	79,0	21,0	100
	1979	78,6	21,4	100

Source : Commissariat général du Tourisme.

TROISIEME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CREDIT

CHAPITRE PREMIER

APERÇU GENERAL DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE

En Belgique, l'activité économique a été favorablement influencée par l'amélioration de la conjoncture internationale. L'augmentation du prix du pétrole a cependant contribué au déficit croissant du compte-courant de la balance des paiements. De même, la sortie nette de capital du secteur privé a été plus importante qu'en 1978. Dès lors, la Banque Nationale a été amenée à intervenir massivement pour équilibrer l'offre et la demande de devises.

Cette évolution a obligé les autorités monétaires à durcir nettement leur politique. Le taux d'escompte officiel a été majoré plus énergiquement qu'au cours des périodes précédentes de tension sur le marché des changes, lesquelles se situaient d'ailleurs dans un climat international de forte hausse du prix du loyer de l'argent. L'inquiétude sur les marchés des changes a été renforcée par des mouvements de capitaux, souvent provoqués par des agents économiques spéculant sur l'évolution du taux de change des diverses devises, ainsi que par des différences de taux d'intérêt. Dans plusieurs pays, les autorités ont, en effet, essayé de juguler l'inflation et leur déficit à l'égard de l'étranger. Dans la plupart des pays industrialisés, la politique monétaire a joué un rôle de plus en plus important, et plusieurs d'entre eux ont été tentés de se servir de l'arme des taux d'intérêt. Cette évolution n'est pas sans danger au cas où tous les pays essayeraient simultanément de soutenir leur monnaie.

Lors de l'appréciation de cette politique, il faut tenir compte du fait que les mesures d'un seul pays peuvent être facilement anéanties par des contre-mesures. Cela conduit à une enchère d'intérêt, jointe à une modification dans la structure de placement. Il est donc absolument nécessaire que la politique monétaire soit coordonnée le plus vite possible, surtout dans le cadre de la C.E.E. Sinon, les avantages d'une politique des changes risqueraient de déboucher sur de gros mécomptes sur le plan conjoncturel.

Dans bon nombre de pays européens, les taux d'intérêt ont été relevés au cours des premiers mois de 1979, en raison de l'expansion rapide de la demande intérieure. Aux Etats-Unis, l'intérêt est demeuré d'abord élevé. Au début de l'année, l'intérêt rapporté par les eurodollars dépassait d'ailleurs de beaucoup celui des placements similaires dans la plupart des devises européennes, ainsi que le yen. Cela s'explique par la situation conjoncturelle divergente : haute conjoncture aux Etats-Unis et

conjoncture relativement faible en Europe. Dans le cadre de la politique anti-inflationniste et en raison du faible cours du dollar, les barêmes américains ont été encore relevés, surtout lorsque le gouvernement américain, après l'augmentation des prix du pétrole et vu la croissance de la pression inflationniste, a continué à augmenter le taux d'intérêt. Ce mouvement, à l'automne, gagna l'Europe où, jusqu'alors, la hausse des prix restait beaucoup plus modérée et où les autorités n'avaient pas mené une politique aussi restrictive. L'accélération de la conjoncture et de l'inflation ont encore renforcé la tendance haussière du taux d'intérêt.

Encore plus que pendant les années précédentes, les finances publiques ont été caractérisées par un déficit budgétaire considérable. L'accroissement des recettes publiques de l'ordre de 7,5 % a été anéanti par un rythme de croissance de l'ensemble des dépenses publiques de l'ordre de 8,7 %, ce qui a donné lieu à une nouvelle détérioration du déficit du Trésor. Les efforts effectués dans le but d'un meilleur contrôle des finances publiques n'ont pas donné les résultats escomptés, notamment par le fait que le critère de la croissance zéro ne s'appliquait pas à certaines dépenses prioritaires, comme celles liées au chômage, à l'emploi et aux charges de liquidation de la dette publique. Exprimé en pourcentage du produit national brut, le besoin de financement est passé de 2,7 % en 1974 à 6,4 % en 1979, évolution contraire à celle des autres Etats membres de la C.E.E., où, depuis 1975, le rapport entre le déficit de financement et le produit national s'était, dans la plupart des cas, stabilisé voire réduit.

A côté d'une politique monétaire restrictive visant à limiter l'inflation ou à remédier au déficit vis-à-vis de l'étranger, la hausse des taux d'intérêt en Belgique a été cependant liée partiellement aux difficultés de financement du Trésor, lequel a dû emprunter un montant net de 211,8 milliards, contre 182,8 milliards en 1978, dont 51,6 milliards à l'étranger. Par rapport à l'année précédente, les autorités n'ont pas recueilli autant d'argent sur le marché intérieur, et de ce fait, elles ont été contraintes à recourir plus largement aux prêts de l'étranger et aux avances auprès de la Banque Nationale. Ceci a contribué à modérer la hausse des taux sur le marché des capitaux.

Au cours de l'année considérée, le taux d'intérêt moyen pondéré des ressources fournies par la Banque Nationale au marché monétaire est monté de 6,1 % à la fin mars à 11 % à la fin décembre. La différence nominale entre les taux d'intérêt à l'étranger et ceux de Belgique, est restée inférieure à celle enregistrée pendant d'autres périodes de tension sur le marché des changes. Toutefois, le taux d'intérêt réel a cependant augmenté dans une beaucoup plus forte mesure en Belgique et aux Pays-Bas que dans les principaux autres pays. Au fur et à mesure que le resserrement du marché de l'argent se dessinait plus clairement, notamment à la suite du déficit à l'égard de l'étranger, les institutions financières ont davantage eu recours à la Banque Nationale. Celle-ci a dû cependant éviter la création de ressources financières à trop bon marché ou trop abondantes, afin de ne pas favoriser la spéculation.

Outre le relèvement des taux d'intérêt de la Banque Nationale, les plafonds de réescompte n'ont été majorés que de 10 milliards, montant nettement inférieur à celui des pertes de devises. Le Trésor a fait un important appel à la Banque Nationale;

cette création de liquidités a toutefois comme conséquence que l'arme de la restriction financière n'a pas toujours pu être utilisée assez vigoureusement.

Au sujet de la coopération monétaire internationale, il convient de remarquer que le F.M.I. avait consenti, au début de 1979, 4 milliards de droits de tirage spéciaux (92,6 millions) à la Belgique. Dans ce même contexte, il a été décidé d'établir des modalités concrètes d'un compte dit de substitution. Sur ce compte, les états membres pourraient placer, à leur gré, des devises de réserve (y compris les dollars). Dans ce cas, ils deviendraient créanciers d'un montant équivalent en droits de tirage spéciaux. Cette mesure contribuera probablement au renforcement du rôle du droit de tirage spécial, qui peut également exercer une influence stabilisatrice sur le cours du dollar.

Le 13 mars, le Système Monétaire Européen est entré en vigueur. Il est une émanation du « Serpent Monétaire Européen »; il implique un taux de change stable entre les unités monétaires des pays qui, en vue de la limitation des marges de fluctuations, avaient continué d'appliquer les accords de Bâle (la R.F.A., les pays du Benelux et le Danemark). Le système a cependant été étendu aux autres pays de la C.E.E., à l'exception du Royaume-Uni. Outre cet élargissement, les modalités de fonctionnement ont été adaptées, les ressources financières accrues et quelques nouveaux instruments ont été ajoutés.

Le Système Monétaire Européen vise à comprimer les fluctuations des cours de change autour d'un dispositif de taux pivots bilatéraux. L'écart maximum autorisé à l'égard de ces taux pivots est de 2,25 %. La lire italienne y fait exception avec un écart de 6 % au maximum.

Les facilités de crédit que le système précédent comportait en vue de financer l'intervention de la Banque Nationale pour stabiliser le cours, ont été élargies. Dans le but d'apprécier la force ou la faiblesse d'une monnaie par rapport à d'autres, on a établi un indicateur de divergence, sur base duquel des mesures correctrices peuvent être prises. En outre, une partie des déficits et des stocks de devises officiels de chaque pays participant a été mise en commun auprès du Fonds Européen de Coopération monétaire, en contrepartie d'un nouvel instrument de réserve à mettre en œuvre par les Banques Centrales pour leurs transactions financières réciproques ou celles avec le Fonds Européen de Coopération Monétaire. L'E.C.U. est la nouvelle unité de compte dans laquelle s'expriment ces instruments de réserve; elle est basée sur une corbeille composée de monnaies nationales des pays membres de la C.E.E.

Depuis l'introduction du nouveau système, la variation dans l'évolution du cours de change a été moins prononcée pour les Etats membres, comparée aux fluctuations apparues pendant les huit dernières années, et même compte tenu des adaptations effectuées au sein du système, à savoir, le 23 septembre 1979 (réévaluation du Deutsche Mark de 2 % et dévaluation de la Couronne danoise de 2,86 %) et le 30 novembre 1979 (dévaluation de la Couronne danoise de 4,76 %).

*
* *

CHAPITRE II

FINANCES PUBLIQUES

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT

Le budget pour 1979 a été sans conteste caractérisé par le freinage de la tendance expansive des dépenses. Cette tendance a été amortie toutefois par l'effet de stabilisateurs intégrés et la hausse des dépenses de capitaux. Par conséquent, le rythme de croissance des dépenses dépasse toujours celui du produit national brut. Une comparaison de l'évolution des déficits nets en pourcent du produit intérieur brut fait apparaître que la Belgique, de même que l'Irlande, l'Italie et, dans une moindre mesure, le Royaume-Uni font partie des pays enregistrant un déficit budgétaire net et permanent. Alors que, depuis 1976, des soldes moins importants ont été réalisés dans presque tous les pays de la Communauté, la Belgique fait face à une aggravation constante de son solde net à financer.

Les premières estimations du *budget* pour 1979, basé sur une hypothèse de croissance du produit national brut de 7,8 % en valeur, laissaient apparaître des soldes négatifs de 80,5 milliards pour les opérations courantes et de 128 milliards pour les opérations de capital, ce qui représente un déficit total de 208,5 milliards. Au cours de l'année budgétaire, il est apparu cependant que cette estimation ne correspondait plus à la réalité. Le déficit pour les opérations courantes s'est révélé plus important que prévu. Une moins-value considérable a été enregistrée en matière de recettes fiscales, étant donné que les hypothèses macro-économiques ne se sont pas réalisées, alors que les dépenses courantes ont été freinées le plus possible en vue d'accroître les dépenses d'investissements.

Les *recettes fiscales* estimées au premier abord à 914,8 milliards, ont rapporté, en fin de compte, 905,9 milliards. Elles ont été, de ce fait, de 8,9 milliards inférieures aux estimations, mais ont dépassé de 55,6 milliards (ou 6,5 %) les encaissements de 1978.

La totalité des recettes d'impôts directs a atteint 563,9 milliards, c'est-à-dire 49,9 milliards, ou 9,7 %, de plus qu'en 1978. Cette évolution est due presque entièrement à celle des paiements anticipés et du précompte professionnel. Les paiements anticipés ont connu une forte expansion (+19,1 %) par rapport aux résultats observés en 1978, lesquels s'étaient révélés peu importants à la suite de l'incidence de mesures fiscales destinées à encourager les investissements. Le précompte professionnel a dépassé de 11,3 % le niveau atteint en 1978, il reste cependant au-dessous des estimations (3,5 % ou 11,8 milliards), à la suite de l'évolution de la masse salariale, laquelle a été moins importante que prévu initialement.

Le total des recettes d'impôts indirects a atteint 345,5 milliards (1), soit 7,1 milliards, ou 2,1 % de plus qu'en 1978. En ce qui concerne les droits de douane et accises, la plus-value s'explique par les recettes des accises réalisées sur l'huile minérale et le tabac. La plus-value sur le tabac doit être attribuée principalement à l'établissement d'une accise spéciale sur le tabac destinée à compenser la diminution de 16 % à 6 % de la T.V.A. par suite de l'augmentation du prix par paquet de 40 à 41 F intervenue le 31 août 1978 laquelle n'était pas prévue dans le budget de 1979. Les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée ont été moins importantes que prévu (13 milliards), notamment en raison de la faiblesse de la demande durant l'hiver rigoureux de 1979.

Dans le total des impôts perçus en Belgique, la part des impôts directs à charge de l'Etat est passée de 56,1 % en 1976 à 59,4 % en 1979. La part des encaissements provenant des impôts indirects a diminué au cours de la même période, passant de 45,9 % à 36,4 % (1). Les recettes provenant de capitaux (droits de succession et divers) représentaient 1 % du total au début de la période précitée; à la fin d'octobre, elles atteignaient 1,2 %. La part des taxes cédées aux Communautés Européennes s'est accrue, passant de 2 % en 1976 à 2,9 % en 1979. Pour cette dernière année, en outre, le total des recettes affectées à l'I.N.A.M.I. a grossi de 0,4 % c'est-à-dire 3,5 milliards.

Les *recettes courantes non fiscales* ont rapporté 36,1 milliards, ce qui représente 10,9 milliards de plus qu'en 1978. 64,5 % environ (23,3 milliards) de ces recettes ont été perçues par le Ministère des Finances. Il s'agit de recettes du Trésor provenant de la part de l'Etat dans les gains de la Banque Nationale ou du produit de certaines opérations faites par cette même institution, du remboursement des frais de recouvrement par les Communautés Européennes des recettes faites pour leur compte, des intérêts dus à l'Etat, de commissions et fluctuations des cours du change, en exécution des accords monétaires internationaux et enfin de recettes en provenance des bureaux d'enregistrement et d'imposition des Douanes et de l'Administration du Cadastre. Un peu plus de 27,6 % (10 milliards) ont été versés par le Service des Postes, Télégraphes et Téléphones pour les taxes sur les télévisions et radios.

Le budget des *dépenses courantes* a été approuvé à concurrence de 1 023,7 milliards. Le budget ajusté a atteint 1 032,4 milliards et accuse une hausse de 7,8 % par rapport au budget ajusté de 1978 (2). Les dépenses concernant la prévoyance sociale, l'emploi et le travail, ainsi que la santé publique représentent environ 20 % des dépenses totales et se sont accrues de 12,5 % environ par rapport à la dernière année.

Les crédits supplémentaires sollicités pour couvrir les dépenses des années précédentes. ont atteint 6,2 milliards. Il s'agissait en particulier des dépenses du Ministère de la Prévoyance sociale (+2,2 milliards), des deux Ministères de l'Education nationale (+1,3 milliard pour le secteur néerlandophone et +0,4 milliard pour le secteur francophone) et du Ministère de la Défense nationale (+0,3 milliard).

---

(1) Compte tenu des accises et de la T.V.A. perçue sur le tabac, lesquelles sont versées à l'Institut National de Maladie et Invalidité (3,5 milliards).

(2) Cette hausse atteignait 11,3 % en 1978, 15,4 % en 1977 et 15,5 % en 1976.

Les budgets culturels ont nécessité 0,7 milliard de crédits supplémentaires (respectivement 0,3 milliard pour la Communauté francophone et 0,4 milliard pour la Communauté néerlandophone). De même, 700 millions environ ont été sollicités pour le budget concernant les pensions.

Pour l'année en cours, les crédits supplémentaires (21,7 milliards) ont dépassé de 8,8 milliards les diminutions de crédits (12,9 milliards); en 1978, les ajustements demandés s'étaient compensés mutuellement. Cinq budgets seulement ont accusé, après ajustement, des montants sensiblement supérieurs à ceux des budgets accordés. Il s'agissait, par ordre d'importance, du budget de la dette publique, de l'Emploi et du Travail, des Pensions, de la Santé publique et des Finances. Pour ces budgets, les crédits supplémentaires ont atteint 17,9 milliards dans leur ensemble; les diminutions ont totalisé à peine 4,4 milliards. L'augmentation nette des crédits (6,4 milliards) pour le budget concernant la dette publique s'explique par le déficit enregistré dans le budget de 1978 et par la charge financière élevée des emprunts. En outre, la dette flottante a considérablement augmenté au début de 1979, alourdissant de ce fait le taux d'intérêt de la dette à court terme. L'ajustement net du budget pour l'Emploi et le Travail (+5,1 milliards) résulte principalement du chômage : l'allocation concédée à l'Office National de l'Emploi a été complétée par un crédit supplémentaire de 6,6 milliards. En ce qui concerne le budget des Pensions, 0,8 milliard de crédits supplémentaires ont été demandés, en grande partie pour la péréquation des pensions prévues pour les militaires et les gendarmes. Les crédits supplémentaires accordés pour le budget de la Santé publique sont intervenus, en grande part, dans le Fonds des handicapés (0,9 milliard) tandis que pour le budget des Finances, une souscription de 0,7 milliard a été accordée afin de couvrir l'allocation familiale du 14^{e} mois (subvention pour la réouverture des écoles) dans les administrations publiques et certaines institutions d'utilité publique. Par le biais de l'ajustement, 4,8 milliards se sont ajoutés au total des budgets restants; les diminutions, qui s'élèvent en tout à 8,5 milliards, ont atteint plus du double des augmentations (3,7 milliards).

A la fin de l'année, les *opérations budgétaires sur base des mouvements de caisse* (1) se sont soldées par un déficit de 204,8 milliards, soit 14,7 % de plus qu'en 1978. Le déficit des opérations courantes a grimpé jusqu'à 91,2 milliards, expliquant 44,5 % du déficit budgétaire. Le déficit des opérations en capital s'élève à 113,6 milliards, dépassant de ce fait de 16,3 % le niveau atteint en 1978. La part de ce poste dans le déficit atteint 55,5 %. Les opérations effectuées par le Trésor en tant que dépositaire de fonds de tiers, dont les fonds de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, de l'Administration des Postes, du Fonds monétaire, des Communautés Européennes, du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles, ainsi que les charges perçues par l'Etat pour les administrations locales et les opérations d'amortissements des intercommunales pour autoroutes ont abouti à un excédent de recettes d'un montant de 1,8 milliard, alors que l'encaisse et les opérations du Trésor se sont soldées par 2,4 milliards de dépenses. Les ajustements résultant de changements qui se sont produits

(1) Il s'agit des recettes et dépenses budgétaires du Trésor résultant des actions budgétaires des pouvoirs publics et compte tenu des recettes d'impôts, allouées à certains fonds et institutions ainsi que des dépenses financées par ces affectations.

dans la dette publique, à savoir les corrections apportées à la dette indirecte et les différences d'émissions et d'amortissements, ont atteint 6,3 milliards, de sorte qu'en fin de compte, la totalité des opérations faites par le Trésor se résume par une dépense de 7 milliards.

Le déficit net à financer du Trésor, y compris les opérations faites par le Trésor, a dépassé, en 1979, de 15,9 % celui de 1978. Celui-ci s'est élevé à 211,8 milliards, contre 182,8 milliards en 1978 et 57,3 milliards en 1974. En pourcent du produit national brut, il a progressé de 2,7 % en 1974 à 6,4 % en 1979. De ce fait, le solde net à financer est sensiblement inférieur à la moyenne enregistrée par la Communauté Européenne. En outre, depuis 1974, le solde a augmenté constamment, alors que le solde des autres pays de la Communauté est resté inchangé en 1976 et 1977 ou a même connu une régression. En raison d'amortissements contractuels de la dette publique et de remboursements hors budget, la totalité du déficit à financer par le Trésor se monte à 332,3 milliards. L'appel brut au marché des capitaux a dépassé, dès lors, de 25,6 % (67,8 milliards) celui de 1978.

La *dette publique réelle* (1) a atteint, à la fin de l'année, 1 619,2 milliards et était composée pour 78,2 % de dette consolidée, à savoir 1 252,9 milliards en francs belges et 12,7 milliards en monnaie étrangère, et pour 21,8 % de dette flottante, dont 309,1 milliards en francs belges et 44,5 milliards en monnaies étrangères. L'augmentation observée pour l'année s'est chiffrée à 211,8 milliards, à savoir 15 % de plus, et porte la dette par habitant de 143 000 F en 1978 à 164 298 F en 1979. Si l'on considère les autres grandeurs économiques, la dette publique s'est accrue moins rapidement durant une longue période. Dans le total des dettes de l'économie belge, la part de la dette publique a régressé, passant de 24 % en 1957 jusqu'à n'atteindre plus que 9,4 % en 1975. En 1976, cette part de la dette a grimpé jusqu'à 11,2 % et, en 1977, jusqu'à 11,3 %. L'importance de la dette publique par rapport au P.N.B., mesurée par rapport au prix du marché et à prix réels, a longtemps accusé une tendance baissière : en 1964, la part de la dette a diminué au-dessous de 60 %, en 1970 au-dessous de 50 % et en 1974, elle n'a pas dépassé le seuil de 40 %; depuis lors, la part dans le produit national brut n'a cessé d'augmenter. En 1977, elle a atteint 43 %, en 1978, 46 % et en 1979, 48,9 %.

Comme l'année précédente, l'augmentation de la dette publique réelle n'a pas été due uniquement à la levée de capitaux en francs belges; 42,7 % (32,3 milliards) de l'accroissement de la dette flottante est composé de prêts à court terme en monnaies étrangères et 7,3 % (10 milliards) de l'augmentation de la dette consolidée provien-

(1) Les certificats du Trésor en portefeuille du Fonds Monétaire International (F.M.I.) n'ont pas été pris en considération. Les certificats cédés en règlement partiel de la quote-part belge de participation ne représentent chacun qu'un engagement à concurrence duquel la Belgique doit mettre éventuellement des francs belges à la disposition du F.M.I., et n'influencent en rien la position du Trésor. En vertu d'un accord conclu entre le Trésor et la Banque Nationale, c'est cette dernière et non le Trésor, qui prête la monnaie belge de ses propres moyens, lorsque le F.M.I. offre, de son portefeuille, les certificats du Trésor à la mobilisation. Si dans le cas contraire, le F.M.I. rembourse de la monnaie belge, la créance de la Banque Nationale diminue auprès du F.M.I. Le F.M.I. reçoit de nouveaux certificats du Trésor. La dette publique s'accroît sans qu'il y ait des fonds versés par le Trésor. L'origine des variations subies par les certificats du Trésor entre les mains du F.M.I. (+0,2 milliard en 1979 contre +19,5 milliards en 1978) résulte soit des tirages en francs belges par les états membres du Fonds, soit des remboursements en francs belges des états précités, soit d'une modification des participations belges.

nent du placement de prêts à long terme en monnaie étrangère. Dans l'augmentation globale de la dette, la part de la dette flottante se monte à 35,8 % (75,7 milliards), contre 21,3 (39,8 milliards) en 1978. Alors que la dette à moyen terme en francs belges a continué à s'amortir, la dette à court terme s'est accrue de 37 milliards et celle à très court terme de 6,6 milliards. La majeure partie de la hausse de la dette résulte du placement de certificats du Trésor auprès des banques (+18,3 milliards). La part restante provient d'un accroissement de 36,5 milliards des avances accordées au Trésor par le biais d'une aide spéciale du Fonds des Rentes (1). Les avoirs des particuliers auprès de l'Office des comptes chèques postaux ont diminué de 2,7 milliards. Les institutions parastatales financières ont conservé, par rapport à 1978, pour 8,2 milliards en moins de certificats du Trésor en portefeuille.

La part de la dette consolidée en francs belges a atteint, dans le total de l'accroissement de la dette, 59,5 % (126,1 milliards), contre 78 % (143 milliards) en 1978. Les émissions d'emprunts de l'Etat y compris le Fonds des Rentes, ont rapporté 250,3 milliards. De cette somme, 120,5 milliards ont été consacrés à des remboursements hors budget et à des amortissements contractuels.

*
* *

(1) Il s'agit d'une avance spéciale ou d'une souscription de certificats émis par le Fonds des Rentes.

Situation de caisse de Trésorerie et Financement des besoins

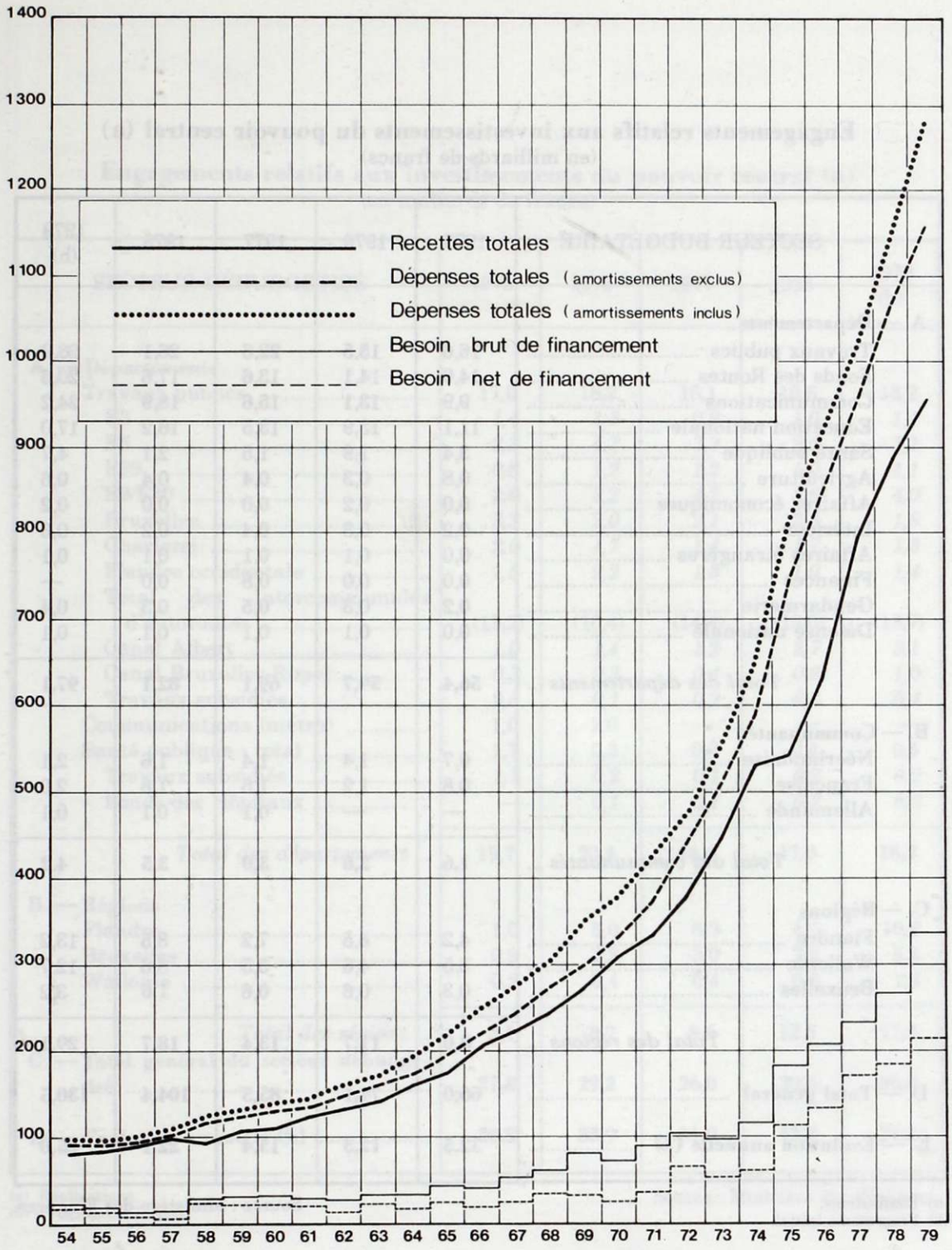
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979
A. — *Opérations budgétaires*				
I. Opérations courantes (a)	— 54,3	— 75,1	— 81,0	— 91,2
Recettes	*696,3*	*785,5*	*877,3*	*942,0*
Dépenses	*750,6*	*860,6*	*958,3*	*1 033,2*
II. Opérations de capital	— 77,3	— 86,6	— 97,7	—113,6
Recettes	*8,2*	*8,7*	*10,4*	*12,7*
Dépenses	*85,5*	*95,3*	*108,1*	*126,3*
III. Résultat budgétaire	—131,6	—161,7	—178,7	—204,8
B. — *Opérations de trésorerie*	— 1,5	— 5,7	— 4,1	— 7,0
C. — *Solde net à financer (=évolution nette de la dette)* (b)	—133,1	—167,4	—182,8	—211,8
D. — *Remboursements de la dette*	69,9	63,4	81,7	120,5
Amortissements contractuels (c)	*47,4*	*48,6*	*56,9*	*79,3*
Remboursements hors budget (d)	*22,5*	*14,8*	*24,8*	*41,2*
E. — *Solde net à financer (= appel brut à l'emprunt)*	—203,0	—230,8	—264,5	—332,3
F. — *Le solde net à financer a été couvert par :*				
I. Variations de l'encours des emprunts consolidés (e)	+ 81,2	+ 134,2	+ 143,0	+ 136,1
Produit net d'emprunts consolidés	+ *149,2*	+ *193,4*	+ *218,9*	+ *250,3*
Remboursements hors budget (d)	— *22,5*	— *14,8*	— *24,9*	— *41,2*
Amortissements contractuels (c)	— *47,5*	— *48,6*	— *56,9*	— *79,3*
Ajustements (f)	+ *2,0*	+ *4,2*	+ *5,9*	+ *6,3*
II. Variations des engagements à moyen et à court terme (b)	+ 51,9	+ 33,2	+ 39,8	+ 75,7
Prélèvement sur la marge auprès de la Banque Nationale	+ *16,4*	+ *16,4*	+ *0,0*	+ *0,0*
Avances par le biais du Fonds des Rentes	—	—	+ *13,2*	+ *36,5*
Portefeuille des banques et des caisses d'épargne privées	+ *25,6*	— *21,2*	+ *26,3*	+ *17,3*
Portefeuille des institutions parastatales	+ *2,0*	+ *47,3*	— *17,7*	— *8,1*
Comptes de chèques postaux des particuliers	+ *7,4*	+ *3,1*	+ *3,8*	— *2,7*
Divers (g)	+ *0,5*	— *12,0*	+ *14,2*	+ *32,7*
Total des variations de la dette réelle de l'Etat (b)	**+ 133,1**	**+ 167,4**	**+ 182,8**	**+ 211,8**

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes affectées et un montant équivalent en dépenses; non compris les recettes cédées aux Communautés Européennes.
(b) Les certificats repris par le F.M.I non compris.
(c) Amortissements à charge du Trésor et du Fonds des Routes; effectués par tirage au sort ou par rachat en Bourse durant le terme de l'emprunt.
(d) Il s'agit des remboursements à échéance intermédiaire ou à échéance finale.
(e) Il s'agit des variations de l'encours de la dette consolidée directe et indirecte, en francs belges et en monnaie étrangère.
(f) Comprenant, entre autres, les différences d'émissions et d'amortissements.
(g) Il s'agit notamment pour 1978 et pour 1979 de la dette à court terme en monnaie étrangère.

Situation du Trésor
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances.

Engagements relatifs aux investissements du pouvoir central (a)

(en milliards de francs)

SECTEUR BUDGÉTAIRE	1975	1976	1977	1978	1979 (b)
A. — **Départements**					
Travaux publics	16,6	15,5	22,6	26,1	28,9
Fonds des Routes	14,0	14,1	13,6	17,6	20,5
Communications	9,9	13,1	15,6	18,9	24,2
Education nationale	11,1	13,9	13,5	16,2	17,0
Santé publique	3,4	1,9	1,5	2,1	4,7
Agriculture	0,8	0,3	0,4	0,4	0,6
Affaires économiques	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2
Intérieur	0,2	0,3	0,4	0,2	0,6
Affaires étrangères	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Finances	0,0	0,0	0,8	0,0	—
Gendarmerie	0,2	0,3	0,5	0,3	0,4
Défense nationale	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Total des départements ...	**56,4**	**59,7**	**69,1**	**82,1**	**97,1**
B. — **Communautés**					
Néerlandaise	0,7	1,4	1,4	1,6	2,1
Française	0,8	1,2	1,5	1,8	2,0
Allemande	—	—	0,1	0,1	0,1
Total des communautés ...	**1,6**	**2,6**	**3,0**	**3,5**	**4,2**
C. — **Régions**					
Flandre	4,2	6,5	7,2	8,5	13,2
Wallonie	3,5	4,6	5,5	8,6	12,7
Bruxelles	0,3	0,6	0,6	1,6	3,2
Total des régions ...	**8,0**	**11,7**	**13,4**	**18,7**	**29,1**
D. — **Total général**	**66,0**	**74,1**	**85,5**	**104,4**	**130,5**
E. — **Evolution annuelle (%)**	**32,5**	**12,3**	**15,4**	**22,1**	**25,0**

(a) Réalisations.
(b) Programme initial.

Source : Ministère des Finances.

Engagements relatifs aux investissements du pouvoir central (a)

(en milliards de francs)

SECTEUR DÉBUDGETISÉ	1975	1976	1977	1978	1979 (b)
A. — **Départements**					
Travaux publics	17,0	18,2	16,1	16,6	18,2
E3	*1,4*	*1,3*	*0,9*	*1,0*	*1,1*
E5	*2,3*	*4,7*	*3,3*	*2,5*	*3,1*
E39	*0,8*	*1,2*	*1,2*	*1,0*	*1,1*
E9/E40	*2,0*	*3,2*	*4,2*	*3,6*	*4,0*
Bruxelles	*3,3*	*2,0*	*2,1*	*2,3*	*1,8*
Charleroi	*2,0*	*1,7*	*1,4*	*1,7*	*1,3*
Flandre occidentale	*1,5*	*2,2*	*1,3*	*1,0*	*1,4*
Total des intercommunales d'autoroutes	(13,2)	(16,4)	(14,4)	(13,0)	(13,7)
Canal Albert	*1,0*	*1,4*	*1,2*	*2,7*	*3,1*
Canal Bruxelles-Rupel	*0,3*	*0,3*	*0,4*	*0,6*	*1,0*
Travaux subsidiés	*2,5*	*0,1*	*0,2*	*0,3*	*0,4*
Communications (métro)	1,0	2,0	—	—	—
Santé publique - total	1,7	0,3	0,2	0,4	0,5
Travaux subsidiés	*1,7*	*0,2*	*0,1*	*0,2*	*0,2*
Fonds des Hôpitaux	—	*0,1*	*0,1*	*0,2*	*0,3*
Total des départements	**19,7**	**20,4**	**16,4**	**17,0**	**18,7**
B. — **Régions**					
Flandre	1,0	5,0	6,2	4,7	10,6
Bruxelles	0,9	3,3	3,0	7,2	5,4
Wallonie	0,2	0,4	0,4	0,6	1,3
Total des régions	**2,1**	**8,7**	**9,6**	**12,5**	**17,3**
C. — **Total général du secteur débudgétisé**	**21,8**	**29,2**	**26,0**	**29,6**	**36,0**
D. — **Evolution annuelle (%)**	**30,5**	**33,9**	**—11,0**	**13,8**	**21,6**

(a) Réalisations.
(b) Programme initial.

Source : Ministère des Finances.

Situation en matière des recettes fiscales

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979
A. — *Recettes fiscales courantes :*			
I. — *Contributions directes*	448 218	514 016	563 917
Taxe de circulation	*7 902*	*8 918*	*9 342*
Taxe sur les jeux et paris	*1 831*	*1 784*	*1 805*
Précompte immobilier	*1 369*	*1 455*	*1 491*
Précompte mobilier	*34 683*	*41 247*	*48 160*
Impôt versé par anticipation par les non-salariés	*104 037*	*108 764*	*129 552*
Impôt sur le revenu global perçu par rôle à change :			
— des non-résidents	*760*	*632*	*111*
— des sociétés	*3 758*	*7 001*	*3 006*
— des personnes physiques	*40 299*	*49 957*	*42 929*
Précompte professionnel	*252 888*	*293 477*	*326 761*
Produits divers	*691*	*781*	*760*
II. — *Douanes et accises*	72 159	73 344	78 780
Droits d'accises et de consommation	*71 555*	(b) *72 829*	(b) *78 308*
Taxe sur les débits de boissons	*176*	*174*	*187*
Recettes diverses	*428*	*341*	*285*
III. — *T.V.A. et Enregistrement*	236 651	264 980	266 716
Taxe sur la valeur ajoutée, droits de timbre et taxes assimilées	*211 540*	(c) *237 303*	(c) *237 535*
Droits d'enregistrement	*22 083*	*24 352*	*25 664*
Droits de greffe	*297*	*312*	*330*
Droits d'hypothèque	*389*	*477*	*517*
Amendes et produits divers	*2 342*	*2 536*	*2 670*
Total des recettes courantes	**757 028**	**852 340**	**909 413**
B. — *Recettes de capital* (droits de succession)	**7 886**	**9 448**	**11 708**
Total des impôts perçus au profit de l'Etat (a)	**764 914**	**861 788**	**921 121**
C. — *Droits cédés à la C.E.E.*	**12 449**	**11 920**	**27 785**
Total général	**777 363**	**873 708**	**948 906**

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes affectées.
(b) Y compris 1 664 millions pour 1978 et 3 187 millions pour 1979 affectées à l'I.N.A.M.I.
(c) Y compris 336 millions pour 1978 et 313 millions pour 1979 affectées à l'I.N.A.M.I.

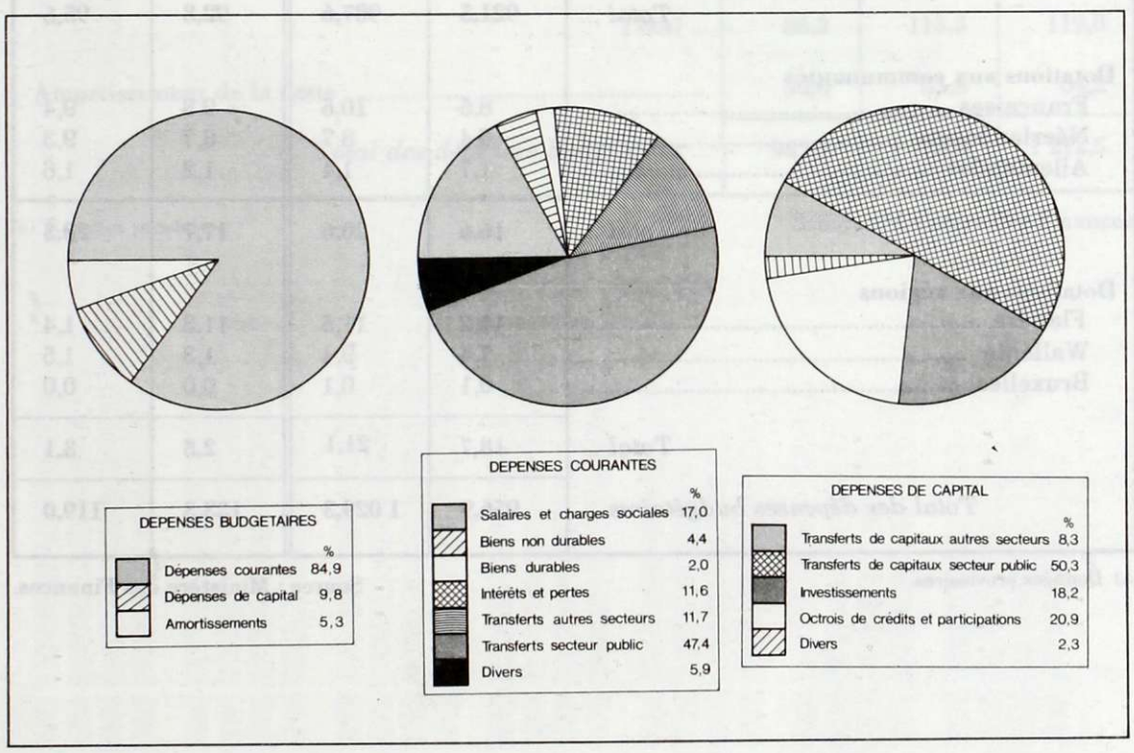
Exécution du budget
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977 (a)	1978 (a)	1979 (a)
Opérations courantes	— 42,1	— 60,4	— 67,9	— 79,6	— 88,0
Recettes	581,3	656,9	747,8	877,3	941,3
Dépenses	623,4	717,4	815,7	956,9	1 029,3
Opérations de capital	— 64,9	— 68,9	77,6	—102,9	—106,2
Recettes	7,7	8,2	8,7	10,4	12,7
Dépenses	72,7	77,1	86,3	113,3	119,0
Opérations de dette	+ 61,5	+ 68,4	+100,8	+101,6	+ 98,8
Produit net	94,5	110,4	150,8	157,4	162,9
Amortissement	33,0	42,0	50,0	55,8	64,2
Résultat budgétaire	— 45,6	— 61,0	— 44,8	— 81,0	95,4

Source : Ministère des Finances.

(a) Résultat provisoire.

Structure des opérations budgétaires



Source : Ministère des Finances.

Dépenses budgétaires par budget (a)

(en milliards de francs)

BUDGETS	Dépenses courantes		Dépenses de capital	
	1978	1979	1978	1979
Budgets nationaux				
Dette publique	86,8	105,9	0,2	0,1
Pensions	105,1	108,7	—	—
Dotations	2,8	2,9	0,0	0,0
Premier Ministre	1,7	1,8	1,4	1,4
Justice	18,4	18,8	0,1	0,1
Intérieur	61,9	64,7	0,3	0,6
Affaires Etrangères et Commerce Extérieur	13,6	12,4	2,5	5,1
Défense nationale	70,1	73,2	1,3	2,0
Gendarmerie	11,2	12,1	0,3	0,5
Agriculture	7,7	7,7	0,6	1,9
Affaires économiques	19,7	20,4	3,5	3,8
Classes moyennes	4,9	6,2	0,0	0,0
Communications	62,0	64,7	15,7	20,0
P.T.T.	16,1	15,8	0,0	0,0
Travaux publics	41,4	47,2	24,9	30,3
Emploi et Travail	67,0	79,0	0,0	0,0
Prévoyance sociale	87,6	94,4	0,0	0,0
Education nationale	179,9	192,9	17,4	16,4
Culture	0,8	0,9	0,0	0,0
Santé Publique et Famille	30,5	34,1	4,5	4,4
Finances	32,2	24,1	20,0	8,5
Total ...	**921,5**	**987,6**	**92,8**	**95,6**
Dotations aux communautés				
Françaises	8,5	10,5	9,8	9,4
Néerlandaises	6,4	8,7	6,7	9,3
Allemandes	1,7	1,4	1,2	1,6
Total ...	**16,6**	**20,6**	**17,7**	**20,3**
Dotations aux régions				
Flandre	11,2	11,5	11,3	1,4
Wallonie	7,4	9,4	1,3	1,5
Bruxelles	0,1	0,1	0,0	0,0
Total ...	**18,7**	**21,1**	**2,8**	**3,1**
Total des dépenses budgétaires ...	**956,9**	**1 029,3**	**133,3**	**119,0**

(a) Données provisoires.

Source : Ministère des Finances.

Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1977	1978	1979
Dépenses courantes			
Salaires et charges sociales	148,8	161,6	174,7
Achats de biens non durables et de service	40,4	44,8	45,7
Achats de biens militaires durables	16,8	20,7	20,6
Intérêts et pertes d'entreprises	80,6	98,6	119,3
Transferts de revenus à destination d'autres secteurs	106,4	113,0	120,7
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	394,7	469,6	487,9
Divers	27,9	48,7	60,3
Total ...	**815,7**	**956,9**	**1 029,3**
Dépenses du capital			
Transferts de capitaux à d'autres secteurs	8,0	7,5	9,9
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	44,0	55,9	59,9
Investissements (civil)	16,3	17,4	21,6
Octrois de crédits et participations	16,4	30,5	24,9
Divers	1,6	2,0	2,7
Total ...	**86,3**	**113,3**	**119,0**
Amortissement de la dette	**50,0**	**55,8**	**64,2**
Total des dépenses budgétaires ...	**952,1**	**1 126,0**	**1 212,5**

(a) Résultat provisoire.

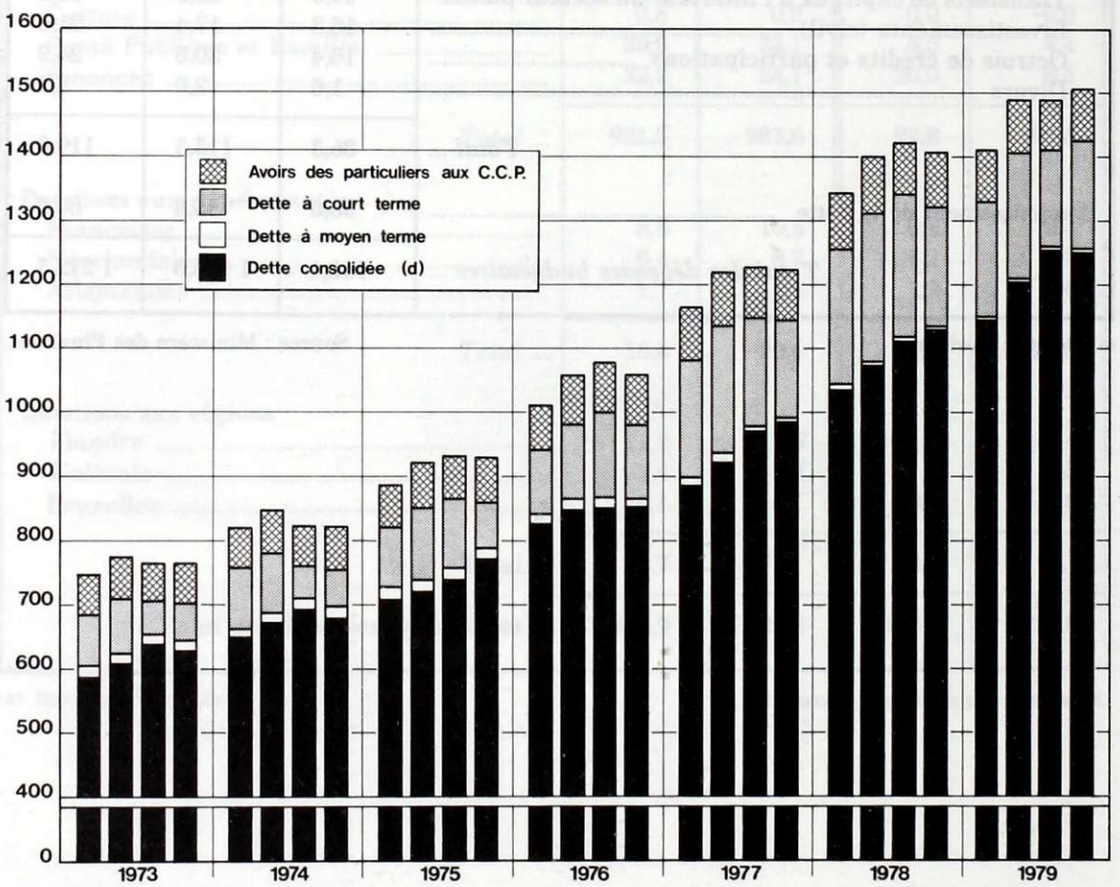
Source : Ministère des Finances.

Dette publique (a)

Situation à fin d'année
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979
Dette en francs belges	**919,1**	**1 053,3**	**1 221,2**	**1 392,5**	**1 562,0**
Dette consolidée	766,1	848,4	983,1	1 126,8	1 252,9
Dette à moyen terme	17,3	13,0	6,3	5,9	5,8
Dette à court terme (b)	35,9	70,7	124,4	128,7	168,3
Dette à très court terme	30,4	44,3	27,4	47,5	54,1
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux	69,4	76,8	79,9	83,6	80,9
Dette en monnaies étrangères	**5,0**	**3,9**	**3,4**	**14,9**	**57,2**
Dette consolidée	4,6	3,8	3,4	2,7	12,7
Dette Congolaise garantie (c)	0,4	0,1	—	—	—
Dette à court terme	—	—	—	12,2	44,5
Total	**924,1**	**1 057,2**	**1 224,6**	**1 407,4**	**1 619,2**
Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I.	**4,7**	**1,5**	**4,1**	**19,5**	**19,8**
Total général	**928,8**	**1 058,7**	**1 228,7**	**1 426,9**	**1 639,0**

Situation à fin de trimestre
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances.

(a) Non compris les dettes interalliées résultant de la guerre 1914-1918, soit 21,1 milliards de francs au 31 décembre 1965.
(b) Les certificats repris par le F.M.I. non compris.
(c) Les données représentant uniquement les emprunts repris par la Belgique suite à la convention belgo-congolaise du 5 février 1965 approuvée par la loi du 23 avril 1965 (*Moniteur belge* du 27 mai 1965).
(d) Y compris la dette garantie suite à la Convention belgo-congolaise du 5 février 1965.

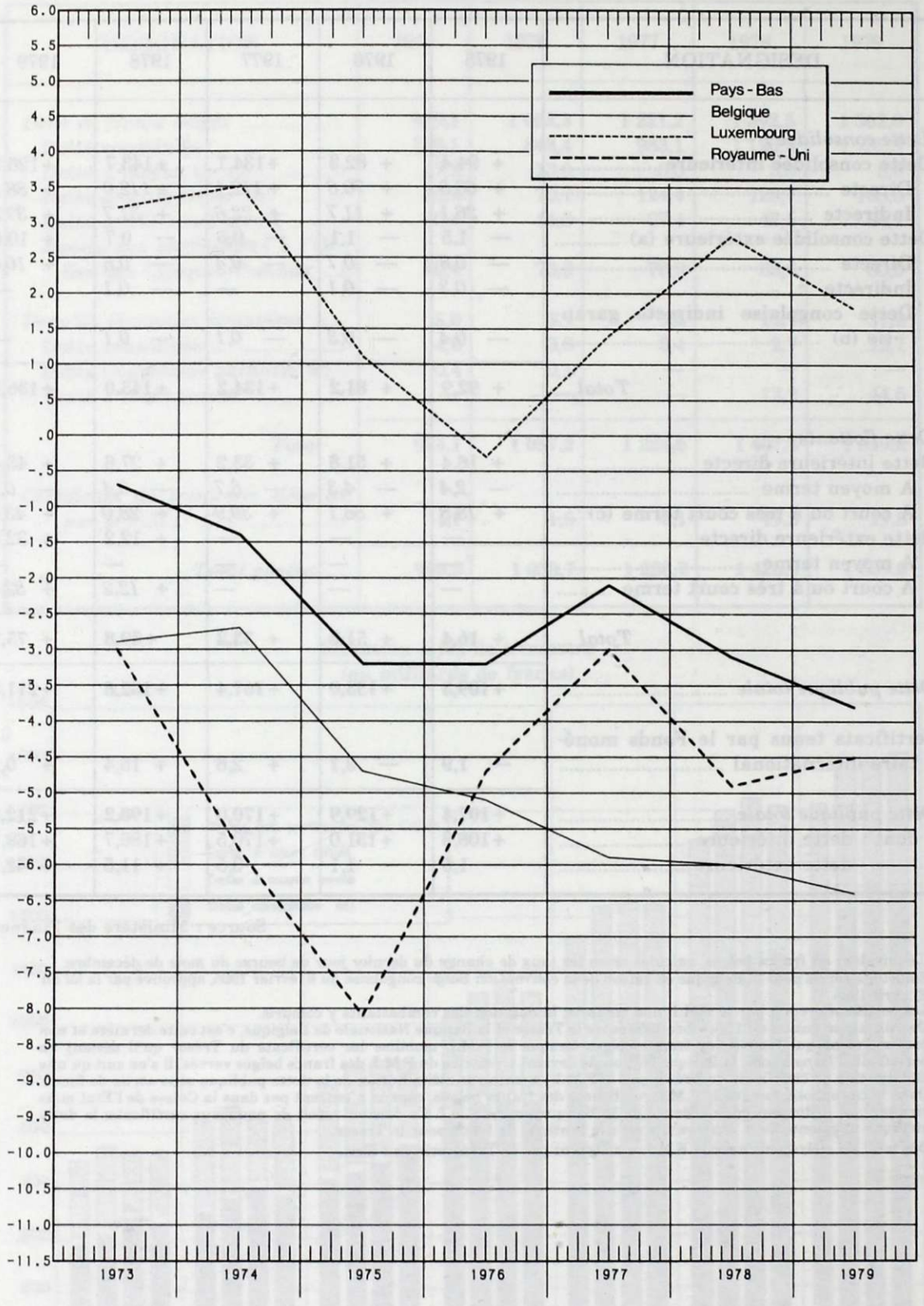
Evolution de la dette publique
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979
Dette consolidée :					
Dette consolidée intérieure	+ 94,4	+ 82,3	+134,7	+143,7	+126,1
Directe	+ *68,3*	+ *70,6*	+ *112,1*	+ *112,0*	+ *88,3*
Indirecte	+ *26,1*	+ *11,7*	+ *22,6*	+ *31,7*	+ *37,8*
Dette consolidée extérieure (a)	— 1,5	— 1,1	— 0,5	— 0,7	+ 10,0
Directe	— *0,8*	— *0,7*	— *0,4*	— *0,5*	+ *10,0*
Indirecte	— *0,3*	— *0,1*	—	— *0,1*	—
Dette congolaise indirecte garantie (b)	— *0,4*	— *0,3*	— *0,1*	— *0,1*	—
Total ...	**+ 92,9**	**+ 81,2**	**+134,2**	**+143,0**	**+136,1**
Dette flottante :					
Dette intérieure directe	+ 16,4	+ 51,8	+ 33,2	+ 27,6	+ 43,4
A moyen terme	— *2,4*	— *4,3*	— *6,7*	— *0,4*	— *0,2*
A court ou à très court terme (c)	+ *18,8*	+ *56,1*	+ *39,9*	+ *28,0*	+ *43,6*
Dette extérieure directe	—	—	—	+ 12,2	+ 32,3
A moyen terme	—	—	—	—	—
A court ou à très court terme	—	—	—	+ *12,2*	+ *32,3*
Total ...	**+ 16,4**	**+ 51,8**	**+ 33,2**	**+39,8**	**+ 75,7**
Dette publique totale	**+109,3**	**+133,0**	**+167,4**	**+182,8**	**+211,8**
Certificats tenus par le Fonds monétaire international	— 1,9	— 3,1	+ 2,6	+ 15,4	+ 0,2
Dette publique totale	**+107,4**	**+129,9**	**+170,0**	**+198,2**	**+212,0**
dont : dette intérieure	+108,9	+131,0	+170,5	+186,7	+169,7
dette extérieure	— 1,5	— 1,1	— 0,5	+ 11,5	+ 42,3

Source : Ministère des Finances.

(a) L'équivalent en francs belges, calculés selon les taux de change du dernier jour de bourse du mois de décembre.
(b) Emprunts repris pour la Belgique en raison de la convention Belgo-congolaise du 6 février 1965, approuvé par la loi du 23 avril 1965.
(c) Les certificats repris par le F.M.I. non compris; la dotation des combattants y compris.
Depuis la convention du 14 octobre 1959 entre le Trésor et la Banque Nationale de Belgique, c'est cette dernière et non pas le Trésor qui fournit les francs belges lorsque le F.M.I. mobilise les certificats du Trésor qu'il détient en portefeuille. Dans ce cas, la Banque Nationale devient créditrice du F.M.I. des francs belges versés. Il s'en suit qu'une mobilisation de certificats du Trésor par le F.M.I. entraîne une diminution de la dette publique sans sortie de fonds. Dans le cas opposé, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, ceux-ci n'entrent pas dans la Caisse de l'Etat mais viennent en déduction de la créance de la Banque sur le F.M.I. Ce dernier reçoit de nouveaux certificats; la dette publique augmente donc sans qu'il y ait des rentrées de fonds pour le Trésor.
Dès lors, les opérations avec le F.M.I. n'affectent pas la Trésorerie de l'Etat.

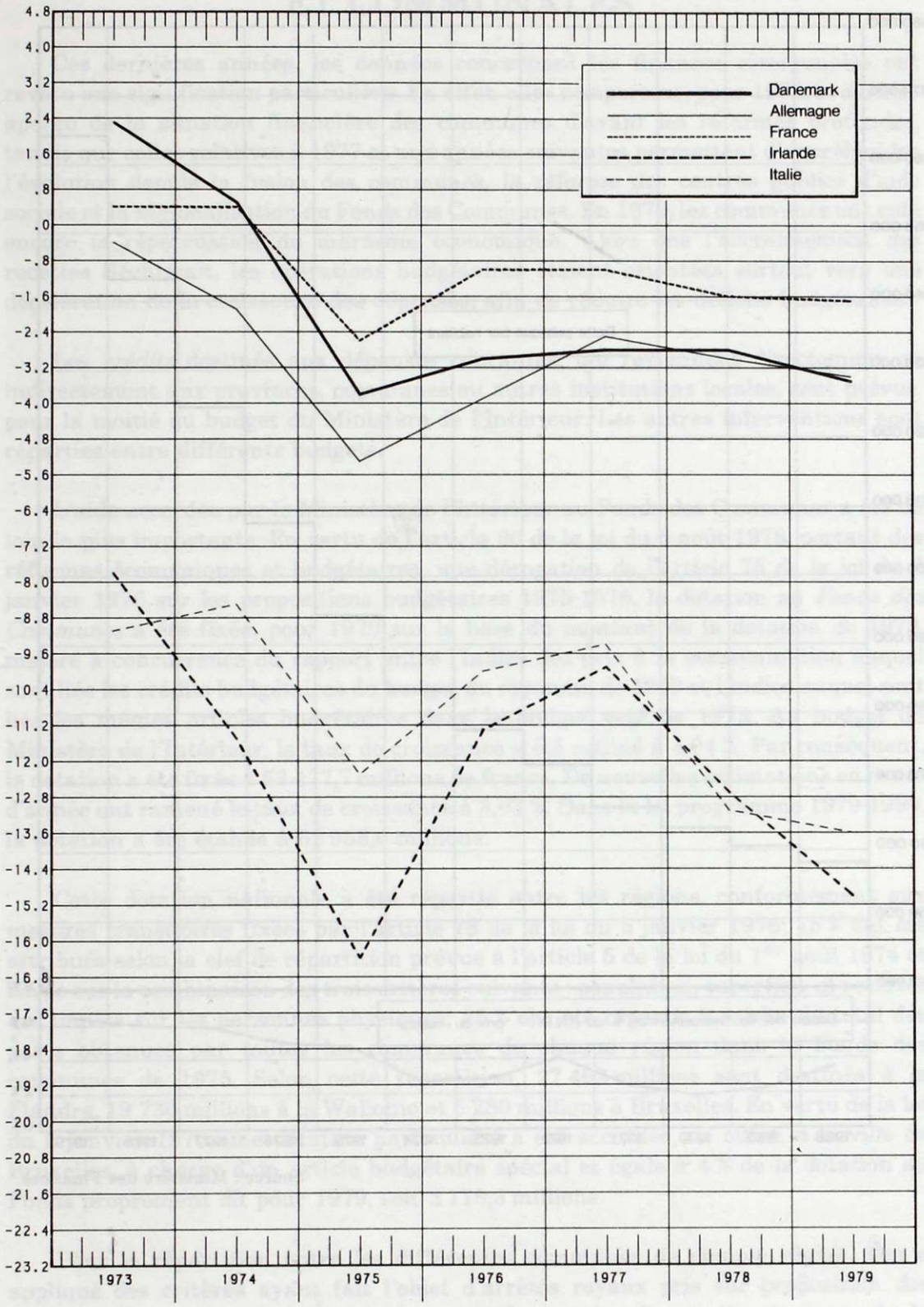
Part du besoin de financement dans le P.N.B.
(%)



(Suite à la page suivante)

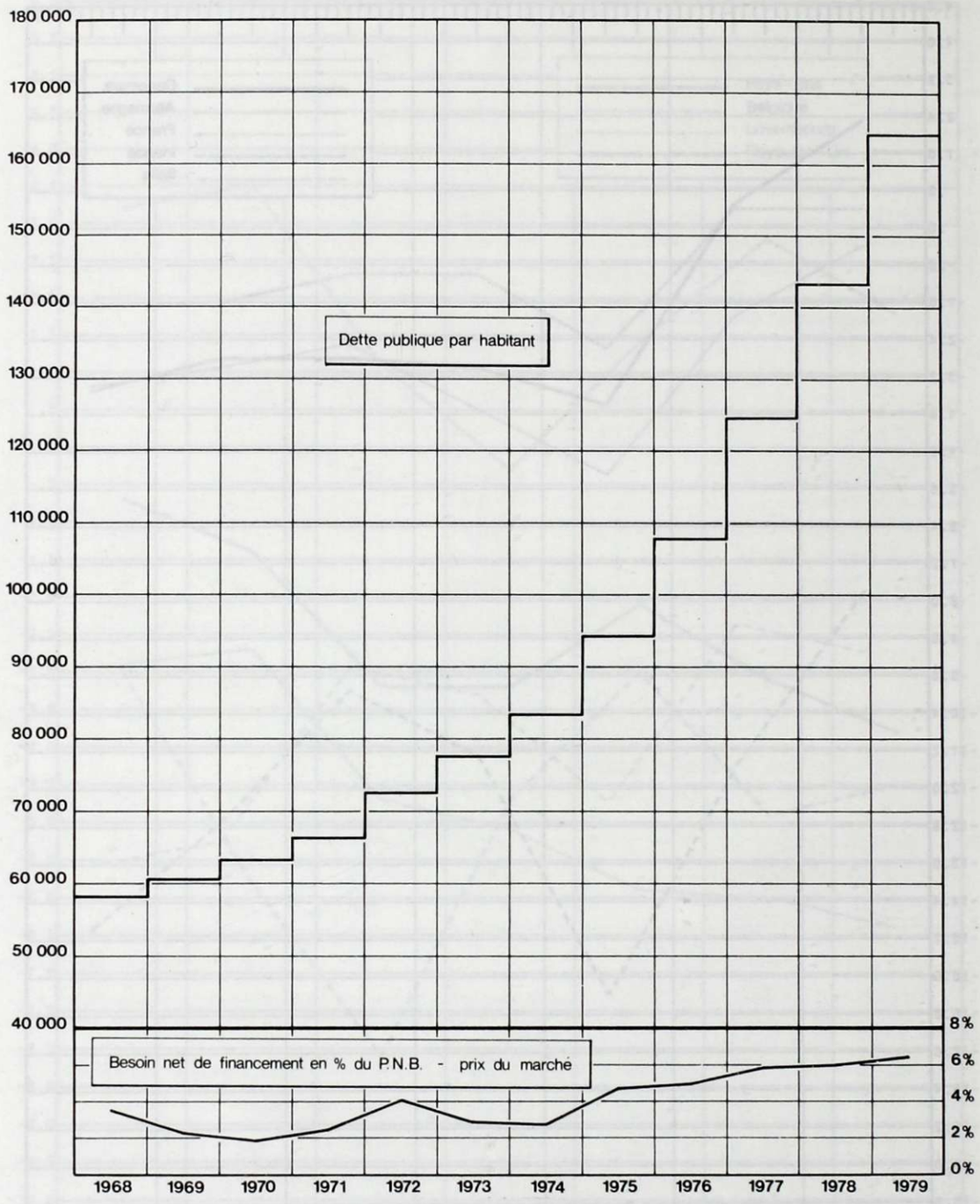
Part du besoin de financement dans le P.N.B. (suite)

(%)



Sources : Communauté Economique Européenne.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution de la dette de l'Etat
(en francs)



Source : Ministère des Finances.

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES

Ces dernières années, les données concernant les finances communales ont revêtu une signification particulière. En effet, elles comportent, pour 1976, le dernier aperçu de la situation financière des communes d'avant les réformes profondes, tandis que celles relatives à 1977 et aux années suivantes permettent d'appréhender l'évolution depuis la fusion des communes, la réforme des centres publics d'aide sociale et la régionalisation du Fonds des Communes. En 1979, les communes ont subi encore la répercussion du marasme économique. Alors que l'accroissement des recettes fléchissait, les opérations budgétaires étaient orientées surtout vers une décélération de la croissance des dépenses, afin de réduire les déficits budgétaires.

Les *crédits* destinés aux dépenses courantes, qui reviennent directement ou indirectement aux provinces, communes ou autres institutions locales, sont prévus, pour la moitié au budget du Ministère de l'Intérieur. Les autres interventions sont réparties entre différents budgets.

L'aide accordée par le Ministère de l'Intérieur au Fonds des Communes a été de loin la plus importante. En vertu de l'article 80 de la loi du 5 août 1978, portant des réformes économiques et budgétaires, une dérogation de l'article 75 de la loi du 5 janvier 1976 sur les propositions budgétaires 1975-1976, la dotation au *Fonds des Communes* a été fixée, pour 1979 sur la base du montant de la dotation de 1978, majoré à concurrence du rapport entre l'indice des prix à la consommation auquel sont liés les crédits budgétaires du budget du royaume de 1979 et l'indice auquel sont liés les mêmes articles budgétaires dans le budget voté de 1978. Au budget du Ministère de l'Intérieur, le taux de croissance a été estimé à 4,04 %. Par conséquent, la dotation a été fixée à 53 477,7 millions de francs. De nouvelles estimations en cours d'année ont ramené le taux de croissance à 3,03 %. Dans la loi programme 1979-1980, la dotation a été établie à 52 958,6 millions.

Cette dotation nationale a été répartie entre les régions, conformément aux mesures transitoires fixées par l'article 78 de la loi du 5 janvier 1976; 75 % ont été attribués selon la clef de répartition prévue à l'article 5 de la loi du 1er août 1974 et basée sur la combinaison des trois critères suivants : population, superficie et recettes des impôts sur les personnes physiques; 25 % ont été répartis à raison du total des parts obtenues par toutes les communes de chaque région dans le Fonds des communes de 1975. Selon cette répartition, 27 462 millions sont destinés à la Flandre, 19 736 millions à la Wallonie et 6 280 millions à Bruxelles. En vertu de la loi du 5 janvier 1976, une dotation particulière a été accordée, en outre, à la ville de Bruxelles, à charge d'un article budgétaire spécial et égale à 4 % de la dotation du Fonds proprement dit pour 1979, soit 2 118,3 millions.

Pour la répartition entre les différentes communes de chaque région, l'on a appliqué des critères ayant fait l'objet d'arrêtés royaux pris sur proposition des comités ministériels régionaux. Ces critères sont basés sur l'importance de la population, la superficie et divers éléments, pouvant expliquer la variation des charges des administrations locales, et donc différents selon les régions et les catégories de communes.

La dotation au *Fonds des Provinces* pour 1979, prévue au budget, a été fixée à 6 522,2 millions. De nouvelles estimations ont ramené le montant définitif attribué au Fonds Provincial à 6 458,9 millions. Le taux de croissance adopté est donc de 3,03 %, conformément à la loi du 5 août 1978 portant des réformes économiques et budgétaires, en dérogation de la loi du 5 janvier 1976 (alimentation du Fonds par une perception annuelle de 0,933 % du total de l'impôt national), contre les 4,04 % établis initialement. L'évolution du Fonds au cours de ces dernières années s'est présentée comme suit : en 1976, la croissance s'élevait encore à 21,3 % (830 millions), en 1977 à 16,9 % (799 millions), en 1978 à 13,6 % (752 millions) pour ne plus atteindre que 3,03 % (190 millions) en 1979. La part du Fonds des Provinces dans le total des recettes provinciales est passée de 22,1 % en 1975 à 24,7 % en 1977 et a baissé à partir de 1977, à 23,7 % en 1978 et à 23,6 % en 1979.

Outre les dotations susmentionnées, des crédits pour un montant de 3 238,5 millions ont été prévus au budget du Ministère de l'Intérieur comme transferts de revenus aux provinces, communes et institutions assimilées.

Afin de permettre aux communes fusionnées de couvrir leurs charges financières avec les emprunts de consolidations contractés en vertu de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 concernant les propositions budgétaires 1975-1976, en apurement du déficit de leur compte de l'exercice 1975, un crédit de 527,6 millions a été prévu pour couvrir les besoins du Fonds de Consolidation des déficits des communes fusionnées. Ce crédit est payable aux communes fusionnées autorisées à contracter des emprunts ou aux communes qui leur ont succédé.

Conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi du 26 juillet 1971, portant organisation des agglomérations et des fédérations de communes, un crédit de 200 millions de francs a été accordé à la ville de Bruxelles pour couvrir ses besoins et pour intervenir dans les frais se rapportant à la liquidation des fédérations périphériques.

Les subventions accordées aux intercommunales et aux communes pour couvrir les dépenses de démergement se sont élevées à 114,7 millions. Pour le remboursement aux communes, des coûts de fonctionnement des centres de secours du 900, un crédit de 104 millions de francs a été accordé. Les autres subventions à charge du budget du Ministère de l'Intérieur concernent la contribution de l'Etat aux frais à supporter par la ville de Bruxelles pour la cérémonie de commémoration organisée Place des Martyres (0,1 million de francs), les subventions accordées aux centres d'entraînement et de formation des agents de police et des garde-champêtres, selon les critères prévus à l'arrêté organique du 3 septembre 1971 (3,2 millions), les subventions aux communes pour la démolition de certains abris publics se trouvant sur leur territoire (0,1 million) et la subvention au bénéfice de l'Institut Administration-Université pour l'organisation de colloques et séminaires pour les mandataires et fonctionnaires dirigeants des administrations provinciales et communales (0,1 million).

Les crédits destinés aux provinces et communes, inscrits au budget des dépenses courantes des autres départements se sont chiffrés à 42 212 millions. De ce montant, 7 298 millions (17,3 %) ont été réservés aux pensions du personnel enseignant des

écoles provinciales et communales, 31 160,8 millions (73,8 %) aux subventions salariales et de fonctionnement à l'enseignement provincial et communal (Budget des Pensions et de l'Education Nationale) et 3 653,6 millions ont été dégagés pour la liquidation des charges d'intérêt des emprunts contractés auprès du Crédit Communal de Belgique (Budget des Travaux Publics, et de la Santé Publique et de la Famille).

Les crédits prévus aux budgets des dépenses en capitaux au profit des provinces et des communes se sont élevés à 49 326,8 millions; 3 815 millions en provenance du budget des Travaux Publics ont été utilisés pour des charges d'amortissement d'emprunts contractuels auprès du Crédit Communal de Belgique, pour des travaux de démergement, pour des travaux portuaires, pour l'exécution de la loi Brunfaut et pour divers travaux. Les crédits inscrits au budget de la Santé Publique et de la Famille à concurrence de 1 360 millions de francs ont été destinés presque exclusivement au remboursement de l'intérêt des emprunts souscrits auprès du Crédit Communal. Les crédits prévus au budget de l'Education Nationale étaient destinés aux subventions d'équipement en faveur d'écoles provinciales et communales, et du Fonds des Bâtiments Scolaires Provinciaux et Communaux (1 557,8 millions).

Les *recettes budgétaires* des communes propres à l'exercice 1979 se sont chiffrées à 164,6 milliards, soit une hausse de 7,7 % par rapport à 1978. Les dépenses ont atteint 182,1 milliards, soit une hausse de 5,7 % par rapport à 1978. Le total des recettes budgétaires des communes, les soldes des exercices antérieurs inclus, a atteint, en 1979, quelque 178 milliards, contre 167 milliards en 1978. Les dépenses se sont chiffrées à 201,5 milliards, contre 189,6 milliards en 1978. Le déficit net global s'est monté à 23 milliards, soit une hausse de 0,5 milliard par rapport à 1978 et 9,5 milliards de plus qu'en 1977.

Quand on divise le total de l'excédent ou du déficit par le nombre des communes ayant accusé respectivement un boni ou un mali, le déficit moyen se révèle être nettement supérieur au boni moyen : 521 communes ont enregistré un boni de 1 313 millions, tandis que 75 communes, y compris 4 grandes villes, ont enregistré un déficit global de 24 282 millions.

Les résultats globaux des comptes communaux de l'exercice 1979 peuvent être analysés sur base de l'enquête du Crédit Communal (1) effectuée auprès des pouvoirs locaux, à la fin de l'année. La comparaison des budgets, des prévisions des comptes selon l'enquête du Crédit Communal et les comptes définitifs, fait apparaître que cette enquête se rapproche mieux de la réalité exprimée par les résultats des comptes définitifs que les statistiques du budget. Les données concernant les budgets initiaux se modifient, en effet, souvent en cours d'exercice, notamment sous l'influence de nouvelles mesures ou d'événements fortuits. Ainsi, la situation peut s'améliorer sensiblement, grâce aux contributions provenant d'un fonds d'aide, ou à des crédits spéciaux ou encore à la faveur de l'augmentation des recettes fiscales, soit des éléments qui n'ont pas été prévus au budget initial. Toutefois, la situation pourrait se détériorer du fait d'une augmentation des dépenses.

---

(1) Cette enquête porte sur les dépenses et recettes telles qu'elles apparaissent au budget initial ordinaire propre à l'exercice, ainsi que sur les prévisions concernant les résultats sur les comptes; 75 % des communes représentant plus de 85 % de la population ont répondu à cette enquête effectuée le 15 décembre 1979.

Selon l'enquête, les comptes de 1979 se clôtureraient comme suit : un excédent global de 6 701 millions pour 496 communes et un déficit total de 4 446 millions pour un autre groupe de 95 communes. Pour certaines de ces communes, le mali ne représente qu'une faible partie de leurs dépenses : pour 6 communes, le déficit serait inférieur à 100 F par habitant, pour 30 communes il serait compris entre 100 et 500 F par habitant, pour 26 communes, il se situerait entre 500 et 1 000 F par habitant; pour 31 communes, il varierait entre 1 000 et 5 000 F par habitant et pour 2 communes il dépasse 5 000 F par habitant.

Une comparaison des chiffres des dernières enquêtes, fait apparaître que le pourcentage des communes ayant enregistré un déficit a diminué, mais que le déficit lui-même a augmenté. Le nombre de communes ayant enregistré un excédent a augmenté, tandis que l'excédent lui aussi a pris de l'ampleur : selon l'enquête de 1977, 19,8 % des communes auraient accusé un déficit moyen de 30,4 millions par commune, et l'excédent moyen des autres communes aurait été de l'ordre de 8,8 millions. En 1979, 16,1 % seulement des communes ont été déficitaires, tandis que le déficit moyen a grimpé jusqu'à 46,8 millions (+53,9 % par rapport à 1977); l'excédent moyen se chiffre à 13,5 millions (+53,4 %). Tout semble donc indiquer que les difficultés financières affectent de moins en moins de communes, mais que les problèmes des pouvoirs locaux concernés deviennent de plus en plus aigus. Comme pour les années précédentes, les situations les plus défavorables ont été enregistrées dans les « villes-centres » à fonction régionale et dans l'agglomération bruxelloise.

Un aperçu des rubriques économiques des *dépenses communales* fait apparaître que les dépenses de personnel n'ont fait que décroître (50,4 % en 1976; 48,4 % en 1979). Les dépenses de fonctionnement ont continué d'osciller aux alentours de 14 %, tandis que les dépenses de transferts, dont environ la moitié consistait en interventions en faveur des C.P.A.S., sont passées de 9 % en 1976 à 10 % en 1979. La part de l'endettement est passée de 26,9 % en 1976 à 27,4 % en 1977 et n'a plus guère changé par la suite. Il convient de préciser que, par rapport au passé, la charge réelle est indubitablement plus lourde car à la suite d'instructions ministérielles, les communes ne sont plus tenues de prévoir intégralement au budget les amortissements et les intérêts des emprunts à contracter. Au 31 décembre 1978, la dette globale des communes s'élevait à presque 284 milliards, dont 57 milliards pour la dette obligataire des grandes villes, tandis que l'autre part consistait presque exclusivement en engagements envers le Crédit Communal.

Un aperçu général des *finances des provinces* pour les vingt dernières années fait apparaître qu'au cours de la période 1960-1979, les recettes et dépenses se sont multipliées par neuf. Rien que dans la période de 1970-1976, les transactions avaient déjà triplé. De la répartition économique des dépenses, il ressort que la structure des provinces s'est rapprochée de celle des communes. La part relative des charges du personnel est cependant plus élevée et se maintient à 52,3 %. La ventilation fonctionnelle fait apparaître l'importance de la part des dépenses d'enseignement dans les activités des provinces (44 % de l'ensemble des dépenses). Pour aucune des autres fonctions, les dépenses n'ont dépassé 10 %. Pour les fonctions « économie, commerce et artisanats, industrie, distribution de produits énergétiques et tourisme » par exemple les dépenses n'atteignent que 9,6 %; pour les « travaux routiers » 7,6 %; pour l'« administration générale » 7,1 %; pour les « soins et santé » 6 %; pour les « allocations familiales » 4,4 % et pour le « logement et l'aménagement du territoire » 3,7 %.

Les *investissements* communaux de 1979 peuvent être estimés à 57,9 milliards, contre 48,8 milliards en 1978 sur base de l'enquête du Crédit Communal de Belgique concernant la situation financière des communes. Les provinces ainsi que les organismes locaux et régionaux, autres que les communes, auraient investi 21 milliards. Le montant total des investissements du secteur local et régional s'élèverait ainsi à 78,9 milliards. Ils ont été financés pour 54,7 milliards par des prêts accordés par le Crédit Communal, pour 10,3 milliards par des subventions versées par l'Etat, de 1,3 milliard par des crédits de caisse accordés aux communes et aux intercommunales pour leur politique foncière et de logement, pour 5,3 milliards par des avances à court terme en attendant l'émission d'emprunts de certaines intercommunales et pour 3,5 milliards par des emprunts publics des grandes villes. La vente des biens patrimoniaux, les transferts du service ordinaire à l'extraordinaire et divers emprunts et recettes ont rapporté, ensemble, 3,6 milliards. Par rapport à 1978, le montant total des investissements locaux a augmenté de près de 10 %. Cette progression doit être attribuée exclusivement aux investissements des communes (+18,6 %). Le reste du secteur local a moins investi (12,5 %).

Une comparaison de l'ensemble des chiffres de 1978 et 1979, relatifs aux subventions et emprunts (1) consentis par le Crédit Communal, fait apparaître que les investissements pour les travaux routiers et l'aménagement du territoire, ainsi que pour l'hygiène publique et l'équipement culturel, ont sensiblement augmenté. Pour les secteurs traditionnels, notamment l'approvisionnement en eau, les travaux pour la distribution de gaz et d'électricité, ainsi que les installations sportives, on a enregistré un recul des investissements. Une même tendance a pu être dégagée d'ailleurs de la répartition fonctionnelle; celle-ci a fait ressortir, en outre, une augmentation considérable des investissements en matière de remembrement et en matière des eaux résiduelles. Selon la nature des travaux ou des achats, ce sont les investissements immobiliers ayant trait à la construction, l'amélioration ou la réparation qui ont constitué la plus grande part des investissements, à savoir 83 % de leur total. Les achats de biens immeubles et les exportations ont représenté 11 %, tandis que les dépenses en équipement, à savoir ameublement, appareils médicaux et matériel didactique, n'ont même pas atteint 6 %.

Une répartition des subventions et emprunts entre les différentes catégories d'administrations publiques et les autres organismes fait apparaître que les communes ont pris à leur compte 58 % des investissements sous revue, les intercommunales (la Société Nationale de Distribution des Eaux, la Société Nationale du Logement, la Société Nationale Terrienne et l'agglomération bruxelloise incluses) 24 %, les provinces 9,2 %, les centres publics d'aide sociale 7,1 %, et les fabriques d'église, les polders et les canalisations et divers organismes 1,7 %. Tandis que le champ d'opération des communes a été assez diversifié, les autres organismes et institutions se sont spécialisés dans des domaines bien déterminés.

*

* *

(1) A défaut de statistiques précises sur l'ensemble des investissements du secteur local, on s'est basé sur les données concernant les subventions et les crédits accordés par le Crédit Communal, qui représentent ensemble 80 % des investissements. Les données indisponibles se rapportaient surtout aux réalisations financées par les emprunts publics et privés. En 1979, les investissements se sont chiffrés à 65 milliards, soit 10,3 milliards de subventions en capital, 10,2 milliards d'emprunts « participations d'Etat » et 44,5 milliards d'autres emprunts. En 1978, le total s'élevait à 58,1 milliards.

Aperçu général des finances provinciales

Service ordinaire - Ensemble des provinces

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1970 (a, c)	7 716	7 764	— 48	9 158	8 090	+1 068
1971 (b, c)	9 197	9 066	+ 131	10 705	9 851	+ 854
1972 (b, c)	10 879	10 456	+ 423	12 172	11 215	+ 957
1973 (d)	14 018	14 425	— 407	14 859	14 910	— 51
1974 (e)	14 661	15 013	— 352	15 329	15 426	— 97
1975 (e)	16 949	16 402	+ 547	17 441	17 203	+ 237
1976 (e)	21 220	21 234	— 14	21 888	22 590	— 702
1977 (e)	23 850	24 054	— 204	24 895	25 207	— 312
1978 (e)	26 189	26 749	— 560	27 652	28 490	— 838
1979	27 608	28 885	—1 277	29 747	30 100	— 353

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs.
(b) Comptes provisoires.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnées.
(d) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(e) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre « Fonds des provinces et impositions provinciales »

(en millions de francs)

SECTIONS	1975 (a)	1976 (a)	1977 (a)	1978 (a)	1979
Quote-parts dans le Fonds des Provinces	3 769	4 523	5 288	6 177	6 497
Centimes additionn. au précompte immobilier	3 790	5 207	5 777	6 341	6 230
Impositions directes et indirectes ..	1 815	2 052	2 071	2 004	2 033
Total ...	**9 374**	**11 782**	**13 136**	**14 522**	**14 760**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Finances provinciales - Service ordinaire

Classification économico-fonctionnelle (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Exercices	Recettes					Dépenses					
		Prestations	Transferts	Dette	Facturations internes	Total	Personnel	Fonctionnement	Transferts	Dette	Facturations internes	Total
Opérations non imputables ...	1978	10	14 464	127	—	14 601	76	110	42	249	—	477
	1979	9	14 762	164	—	14 935	99	163	48	221	—	531
Adm. générale, relations avec l'étranger et aide aux pays en voie de développement	1978	152	26	12	114	304	1 865	651	55	167	49	2 787
	1979	201	27	11	114	353	2 030	694	62	192	52	3 030
Ordre et sécurité publique	1978	1	25	—	—	26	17	4	6	25	—	52
	1979	1	31	—	—	32	25	6	8	25	—	64
Communications et régime des eaux	1978	155	300	188	—	643	629	506	101	1 201	—	2 437
	1979	153	364	154	—	671	636	542	113	1 289	—	2 580
Commerce et industrie	1978	1 773	3	261	—	2 037	97	1 486	470	387	—	2 440
	1979	2 045	4	215	—	2 264	107	1 748	510	395	—	2 760
Agriculture et pêche	1978	19	13	—	1	33	142	45	116	56	2	361
	1979	26	7	—	—	33	151	47	120	57	2	377
Enseignement, culture et loisirs	1978	421	6 722	22	—	7 165	10 251	1 375	409	1 957	59	14 051
	1979	457	7 213	22	—	7 692	10 606	1 624	529	2 168	56	14 983
Interventions sociales et santé publique	1978	659	184	80	—	923	1 330	389	607	855	5	3 186
	1979	667	223	84	—	974	1 397	425	658	999	4	3 483
Logement et aménagement du territoire	1978	1	79	376	—	456	—	13	293	652	—	958
	1979	—	117	536	—	653	—	26	210	840	—	1 076
Total propre à l'exercice ...	**1978**	**3 191**	**21 816**	**1 066**	**115**	**26 188**	**14 407**	**4 579**	**2 099**	**5 549**	**115**	**26 749**
	1979	**3 559**	**22 748**	**1 186**	**114**	**27 607**	**15 051**	**5 275**	**2 258**	**6 186**	**114**	**28 884**
Soldes des exercices antérieurs	1978					1 464						900
	1979					2 108						244
Prélèvements	1978					—						841
	1979					31						972
Total général ...	**1978**					**27 652**						**28 490**
	1979					**29 746**						**30 100**

(a) Application d'une classification économico-fonctionnelle à partir de l'exercice 1975.
Budgets initiaux approuvés par arrêté royal; donc, non compris les modifications en cours d'exercice.

Source : Institut National de Statistique.

Répartition géographique des finances provinciales

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1974	1 932	2 094	—162	2 177	2 177	—
	1975	2 414	2 285	+129	2 585	2 550	+ 35
	1976	2 936	2 880	+ 56	3 380	3 379	+ 1
	1977	3 263	3 225	+ 38	3 707	3 707	—
	1978	3 665	3 688	— 23	3 996	3 996	—
	1979	4 151	4 269	—118	4 576	4 575	+ 1
Brabant	1974	2 644	2 703	— 59	2 718	2 718	—
	1975	2 855	2 897	— 42	3 000	2 982	+ 18
	1976	3 977	3 934	+ 43	4 009	4 039	— 30
	1977	4 811	4 344	+467	4 914	4 428	+486
	1978	4 886	5 036	—150	5 229	5 204	+ 25
	1979	5 072	5 284	—212	5 550	5 461	+ 89
Hainaut	1974	2 844	2 853	— 9	2 932	2 963	— 31
	1975	3 645	3 536	+109	3 674	3 565	+109
	1976	4 794	5 153	—359	4 794	5 483	—689
	1977	5 052	5 867	—815	5 052	5 868	—816
	1978	6 066	6 319	—253	6 066	6 958	—892
	1979	6 100	6 516	—416	6 100	6 576	—476
Liège	1974	2 499	2 613	—114	2 613	2 638	— 25
	1975	3 388	3 361	+ 27	3 388	3 381	+ 7
	1976	3 947	3 939	+ 8	3 966	3 954	+ 12
	1977	4 364	4 421	— 57	4 481	4 467	+ 14
	1978	4 493	4 696	—203	4 747	4 736	+ 11
	1979	1 123	1 318	— 11	1 361	1 361	

	1977	1 535	1 551	— 16	1 647	1 647	—
	1978	1 704	1 793	— 89	1 934	1 934	—
	1979	1 880	2 024	—144	2 215	2 215	—
Luxembourg	1974	369	388	— 19	390	390	—
	1975	480	488	— 8	488	488	—
	1976	634	634	—	635	634	+ 1
	1977	747	756	— 9	756	756	—
	1978	878	903	— 25	903	903	—
	1979	962	1 067	—105	1 067	1 067	—
Namur	1974	619	618	+ 1	620	661	— 41
	1975	774	649	+125	774	710	+ 64
	1976	933	929	+ 4	933	931	+ 2
	1977	1 113	1 116	— 3	1 125	1 122	+ 3
	1978	1 274	1 279	— 5	1 309	1 284	+ 25
	1979	1 349	1 428	— 79	1 434	1 433	+ 1
Flandre orientale	1974	1 710	1 778	— 68	1 782	1 782	—
	1975	1 240	1 206	+ 34	1 294	1 294	—
	1976	1 486	1 438	+ 48	1 545	1 545	—
	1977	1 728	1 604	+124	1 878	1 775	+103
	1978	1 749	1 741	+ 8	1 878	1 886	— 8
	1979	1 875	1 967	— 92	2 122	2 122	—
Flandre occidentale	1974	1 067	979	+ 88	1 103	1 103	—
	1975	1 025	841	+184	1 059	1 054	+ 5
	1976	1 206	1 009	+197	1 265	1 264	+ 1
	1977	1 237	1 170	+ 67	1 335	1 437	—102
	1978	1 474	1 294	+180	1 590	1 589	+ 1
	1979	1 564	1 443	+121	1 715	1 715	—

(a) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Source : Institut National de Statistique.

Aperçu général des budgets communaux

Service ordinaire

(en millions de francs)

ANNÉE	Opérations de l'exercice			Résultats globaux		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1966 (a)	39 294	39 906	— 612	49 645	50 359	— 714
1967 (a)	41 750	42 794	— 1 044	51 936	52 790	— 854
1968 (a)	48 375	46 651	+ 1 724	61 127	56 982	+ 4 145
1969 (b)	49 806	53 808	— 4 002	53 370	60 993	— 7 623
1970 (b)	54 085	59 546	— 5 461	60 195	63 817	— 3 622
1971 (b)	60 678	66 944	— 6 266	68 199	71 308	— 3 109
1972 (b)	68 515	75 689	— 7 174	76 423	79 964	— 3 541
1973 (b)	79 002	86 333	— 7 331	87 198	92 209	— 5 011
1974 (b)	88 545	96 500	— 7 955	97 921	101 750	— 3 829
1975 (b)	104 501	117 909	—13 408	116 626	125 629	— 9 003
1976 (b)	120 565	136 872	—16 307	135 568	149 744	—14 176
1977 (b)	144 316	157 863	—13 547	155 800	180 157	—24 357
1978 (b)	158 146	177 068	—18 922	172 593	193 653	—21 060
1979 (c)	164 618	182 088	—17 470	178 519	201 488	—22 969

Sources : Crédit Communal de Belgique,
Institut National de Statistique.

(a) Source : I.N.S.; droits constatés et engagements.
(b) Source : I.N.S.; évaluations budgétaires approuvées par les députations permanentes, y compris les recours, non compris les modifications au cours d'exercice.
(c) Estimation établie par le Crédit Communal.

Evolution des principales recettes communales

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979
Fonds de communes (a)	38 750	47 045	53 457	55 077
Autre transfert de revenus (a)	382	896	852	1 120
Total ...	**39 132**	**47 941**	**54 309**	**56 197**
Impositions communales (b)	36 264	42 537	48 387	53 660
Total ...	**75 396**	**90 478**	**102 696**	**109 857**
Recettes ordinaires propres à l'exercice	**120 565**	**144 316**	**152 887**	**163 834**

Sources : Ministère de l'Intérieur.
Crédit Communal de Belgique.
Institut National de Statistique.

(a) Source : Ministère de l'Intérieur-budget.
(b) Etablie suivant les budgets par l'I.N.S. pour les années 1976 à 1978; par le Crédit Communal pour 1979.

CHAPITRE III

MONNAIE ET CREDIT

SECTION I. — MARCHE MONETAIRE

Depuis quelques années, l'équilibre de l'économie belge est perturbé par des dépenses directes et indirectes à l'étranger qui dépassent de plus en plus les revenus acquis à l'extérieur. Le pays contracte donc des dettes envers l'étranger, et ce par le biais de différents canaux. La dette extérieure nette de l'Etat s'est accrue de plus de 70 milliards depuis 1975; les institutions publiques et les entreprises d'Etat d'une part, les banques belges d'autre part, ont vu leurs dettes vis-à-vis de l'étranger s'accroître respectivement de presque 30 et 130 milliards. En outre, les avoirs nets à l'étranger de la B.N.B. ont diminué de 70 milliards.

La totalité des moyens financiers utilisés en vue d'apurer les comptes avec l'étranger, a suffi largement à combler le déficit courant cumulé, enregistré au cours de la même période. Ce déficit correspond, en effet, à un accroissement net de la dette tandis que le solde des moyens prêtés a servi à compenser le flux net de capitaux privés. Cette situation va de pair avec l'accroissement des avoirs à l'étranger (Luxembourg y compris) des entreprises et des particuliers.

Le déficit courant et l'accroissement, qui y correspond, de la dette envers l'étranger auront, à l'avenir, un effet préjudiciable sur la balance des paiements en raison des intérêts à payer, d'autant plus que les taux d'intérêt se révèlent assez élevés sur le marché international. La détérioration de la dette envers l'étranger a eu également une incidence sur le marché des devises, ce qui explique principalement la faiblesse constante du FB au sein du S.M.E. Bien que des mouvements spéculatifs se soient parfois produits, le stock de devises a été entamé surtout à la suite du déficit des opérations de paiement courant avec l'étranger.

Au cours de l'année considérée, la politique monétaire menéè ainsi que l'évolution conjoncturelle se sont répercutées tant sur le développement des actifs financiers que sur la demande de crédits. Sur base des données de la B.N.B., on conclut que la constitution d'actifs financiers par les particuliers a atteint 398 milliards, comme en 1978.

Les actifs financiers nouvellement constitués sont caractérisés par trois ordres de phénomènes. En premier lieu, les avoirs en Belgique ont connu un ralentissement de leur croissance. Les actifs à l'étranger, par contre, se sont accrus plus rapidement

que l'année antérieure. Cette évolution de la constitution de dépôts en FB à l'étranger s'explique principalement par les taux élevés offerts par les institutions financières à l'étranger pour des placements qui ne peuvent être bonifiés en tant que dépôts importants en Belgique et du fait que ces placements ne sont pas soumis au précompte mobilier en vigueur en Belgique.

Ensuite, il a été établi que peu d'actifs couvrant une période d'un an maximum ont été constitués, ce qui résulte non seulement du glissement des placements vers l'étranger, mais également du rendement considérable réalisé sur les actifs à plus long terme et ce, en particulier, à partir des mois d'été. A cet égard, les encaisses monétaires ont accusé une très faible croissance tandis que la fréquence d'emploi de l'argent a fortement augmenté. Ce phénomène est probablement lié aussi au niveau très élevé des taux.

Pour pouvoir déduire la capacité de financement des particuliers, il faut cependant tenir compte des dettes contractées par ceux-ci. Les obligations financières des particuliers n'ont pas plus augmenté par rapport à l'année précédente.

Etant donné l'évolution des actifs, ainsi que celle des obligations financières, la capacité de financement des particuliers aurait augmenté pour la première fois depuis 1975 et ce, en dépit d'une propension à l'épargne en régression.

En ce qui concerne les sociétés, la croissance des moyens financiers propres n'a été que légèrement inférieure à celle des investissements de sorte que le besoin net de financement est demeuré relativement limité (1,8 % du P.N.B., contre 6,4 % en 1974). Le déficit financier des sociétés serait même inférieur à celui enregistré en 1978, en raison de la constitution plus marquée d'actifs financiers, tandis que les nouvelles dettes n'ont accusé qu'une faible accélération de croissance.

Les actifs financiers des sociétés en Belgique et à l'étranger ont, de part et d'autre, plus fortement augmenté par rapport à l'an dernier. En Belgique, les actifs en devises étrangères se sont accrus par rapport à l'année 1978, durant laquelle ils accusaient une diminution. En ce qui concerne la deuxième catégorie, la formation de créances commerciales a subi nettement l'influence des fluctuations prévues dans les cours du change.

La formation d'actifs financiers en devises et en créances commerciales a été financée, en partie, par la souscription de dettes à court terme. Les sociétés ont contracté moins de dettes à long terme par rapport à l'année antérieure et, à cet égard, ce n'est que dans une faible mesure qu'il a été fait un appel plus important aux secteurs belges non financiers.

Du fait que les dépenses des pouvoirs publics se sont accrues bien plus rapidement que les recettes, le déficit financier a considérablement augmenté de sorte que le déficit net à financer de l'ensemble du secteur public a fortement progressé en fonction du P.N.B. Ceci aboutit à une proportion qui n'est guère favorable pour la Belgique si on la compare avec celle des autres pays de la C.E.E., bien que cette proportion se soit accrue pratiquement dans tous les pays.

La masse monétaire entre les mains d'entreprises et de particuliers auprès des institutions principalement monétaires a enregistré une augmentation plus faible que l'année passée. L'on peut faire remarquer que le rythme de croissance de la monnaie fiduciaire était sensiblement égal à celui de la monnaie scripturale aux mains des entreprises et des particuliers, de sorte que la part de cette dernière dans le total de la masse monétaire est demeurée à 54 %, tout comme en 1978.

Au cours de l'année 1979, la totalité des encaisses monétaires et autres obligations des entreprises et particuliers envers les institutions principalement monétaires a progressé de 116,4 milliards, contre 121,6 milliards au cours de l'année antérieure. A cet égard, les encaisses monétaires ont connu une augmentation de 15,3 milliards, contre 40,6 milliards en 1978.

La principale contre-partie de cette évolution est constituée par l'octroi de crédits aux entreprises, aux particuliers et au secteur public. Les opérations avec l'étranger ont totalisé un déficit de 168,2 milliards, soit plus du double de celui enregistré l'année précédente. Le financement du secteur public a constitué une contre-partie à la croissance de la masse monétaire et des liquidités quasi-monétaires dans leur ensemble pour un montant de 180,8 milliards — contre 124,7 milliards en 1978. Une contre-partie d'un montant de 142,0 milliards, — contre 77,8 milliards l'année passée, — a été formée par l'octroi de crédits aux entreprises et particuliers (principalement montants prélevés par le biais de crédits d'escompte, crédits d'avance et par acceptation, à l'exception des effets visant à mobiliser les créances commerciales sur l'étranger et qui, à l'origine, sont accordées par les institutions principalement monétaires).

Depuis novembre 1978, le système de protection du FB s'est assez rapidement assoupli. La plupart des *taux d'intérêt* ont régressé, mais le fractionnement des plafonds de réescompte a été maintenu. A partir du début de mai, la politique monétaire s'est à nouveau resserrée et le taux d'escompte a été porté à 7 % (6 % auparavant). De même, la subdivision du plafond de réescompte a été annulée. Fin mai et à la mi-juin, les taux de la Banque nationale ont été relevés d'1 % et les plafonds de réescompte à nouveau fractionnés. Le 28 septembre, les conditions spéciales et, le 4 octobre, les conditions officielles ont été rajustées de façon uniforme d'1 % sous l'influence des hausses de taux d'intérêt dans le pays et à l'étranger.

Compte tenu de l'inflation relativement peu importante en Belgique, le niveau réel des taux en avril 1979 a été sensiblement supérieur à celui observé dans la plupart des autres pays. Nonobstant cette situation, ce sont les différences nominales des taux qui sont utilisées dans le cadre de la politique des cours du change; les autres taux d'intérêt créditeurs à court terme qui sont modifiés après accord, ont fait preuve d'une inélasticité beaucoup plus importante que les taux en vigueur sur le marché monétaire.

Les taux d'intérêt pour les dépôts ordinaires n'ont augmenté que de 2 %, ce qui a contribué indubitablement à la constitution d'actifs financiers en FB à l'étranger. Il est vrai que ces actifs refluent sous la forme d'emprunts en FB aux banques du pays aux taux en vigueur sur le marché monétaire, ce qui fait relever le coût moyen des fonds de roulement dont disposent les institutions financières belges.

Les taux d'intérêt débiteurs relatifs aux crédits à court terme ont suivi l'évolution des taux sur le marché monétaire en augmentant donc de façon nette dès le deuxième trimestre. Les crédits de caisse et d'escompte ont progressé de plus de 6 % entre la fin avril et la fin décembre.

Le 13 décembre, la Banque nationale a appliqué un réajustement de ses barèmes de 0,5 % dans le but de faire correspondre le niveau des taux du pays avec celui atteint sur le marché extérieur, en particulier aux Pays-Bas.

L'évolution des taux sur le marché monétaire a suivi, jusqu'en mars, la détente qui s'était amorcée à la fin de 1978 et sur le marché au jour le jour, cette détente s'est poursuivie même sur une plus longue période, jusque fin mai. Dès le début du mois de juin, les conditions en vigueur sur le marché monétaire ont cependant subi une pression sous l'impulsion de la politique de resserrement menée par la Banque nationale et de l'évolution des taux d'intérêt enregistrés par les bons du Trésor. A cela s'est ajouté au mois de septembre le rétrécissement des liquidités en banque, la hausse des taux à l'étranger, en particulier sur le marché de l'Eurodollar où l'influence de la politique monétaire américaine se fait sentir.

Il faut remarquer que les augmentations du niveau des taux observées au cours de l'année sous revue ont été sensiblement supérieures à celles enregistrées précédemment dans des périodes d'agitation en matière des devises et bien qu'il ait été souhaitable de stabiliser les prix à l'importation par le biais du maintien de la position du FB sur le marché monétaire, la hausse des taux a pesé sur l'évolution conjoncturelle. A cet égard cependant, le redressement s'était déjà amorcé sans que la demande ait connu d'expansion inflationniste exagérée.

Au cours du 1er trimestre, l'activité de l'I.R.G. a été nettement influencée par une expansion des liquidités bancaires, ce qui peut s'expliquer par des afflux de devises. Les sorties de capitaux se sont répétées après le deuxième trimestre, mais elles ont été pratiquement neutralisées par la création de monnaie au profit du Trésor (par le biais du Fonds des Rentes) et par des emprunts du secteur public à l'étranger.

Au cours du dernier trimestre, les emprunts en devises des pouvoirs publics n'ont pas réussi à compenser de façon aussi complète l'écoulement de capitaux vers l'étranger. Dès lors, le marché monétaire s'est fortement rétréci vu qu'il disposait déjà de liquidités nettement moindres qu'en 1978.

Durant les trois premiers mois de l'année 1979, les besoins en mobilisation des banques ont régressé. Toutefois, en avril et surtout en mai, un besoin évident de liquidités s'est fait sentir face à la perspective de l'augmentation de l'escompte et de la prise ferme des emprunts de l'Etat. A la fin de l'année, les mobilisations n'étaient cependant pas plus élevées que fin mai. En effet, les banques avaient diminué leurs placements en effets publics dans le but de gonfler leur trésorerie. L'évolution des dépôts ainsi que celle des crédits accordés au secteur privé représentaient d'autres

éléments influant sur le besoin en mobilisation des banques. Dès le deuxième trimestre, l'on a constaté une expansion plus importante des dépôts en FB des banques étrangères et d'autre part, l'octroi de crédits au secteur privé a accusé une croissance prononcée.

Au début de 1979, les mobilisations étaient très élevées, mais dans le courant de l'année, elles ont été freinées par la hausse très importante des taux d'intérêt et la rareté des possibilités de réescompte. L'offre faite par l'Institut de Réescompte et de Garantie concernant l'achat d'effets était aussi élevée durant la première moitié de l'année que pendant la même période de 1978. Les fluctuations mensuelles se produisant dans l'offre d'effets ont été moins prononcées qu'en 1978. Dès les mois d'avril et de mai, cette offre a été influencée anticipativement par la hausse des taux et au cours des derniers quatre mois, la rareté en matière de liquidités bancaires a joué un rôle.

En 1979, 451,6 milliards d'effets ont été concédés globalement par l'I.R.G., contre 363,1 milliards en 1978. Cet accroissement peut être mis en rapport surtout avec les progrès réalisés par les effets bancables lesquels s'élevaient en 1978 à 246,7 milliards pour atteindre 330 milliards, l'année suivante. Cette évolution a été déterminée par deux facteurs, à savoir la hausse des plafonds de réescompte ainsi que l'augmentation du coût de relèvement de ces plafonds. Les effets non bancables négociés par l'I.R.G. en tant qu'intermédiaire ou comme acheteur, ont atteint 122 milliards. Ceci ne représente qu'une augmentation de 5 milliards imputable au fait que, pendant ce 1er semestre, l'offre a été sous l'influence de la politique suivie en matière de régulation du marché et en perspective de la hausse des taux en vigueur. Par la suite, l'offre a été freinée sous l'influence des mécanismes du marché. La demande concernant les effets s'est poursuivie, bien que de façon moins prononcée par rapport à 1978.

L'I.R.G. a vendu des effets commerciaux pour un montant de 116 milliards. C'était le montant le plus faible depuis 1970. Ce fléchissement s'est manifesté surtout dans les effets bancables, parce que le rendement se situait à un niveau quelque peu inférieur au produit réalisé par d'autres placements à court terme. Les effets non bancables ont connu plus de ventes qu'en 1978 et ce, probablement en raison du fait que les dates d'échéance de ces catégories d'investissement ont permis un placement plus aisé des effets.

Sur le marché au jour le jour, de nettes fluctuations sont apparues au cours de l'année sous revue. En février, le marché s'est rétréci suite au versement du produit réalisé par un emprunt de l'Etat au bénéfice du Trésor et au versement à l'O.N.S.S. des contributions trimestrielles. En mai, un élargissement s'est fait jour, du fait que des larges mobilisations des banques ont été prêtées dans la perspective de la hausse des taux sur les marchés au jour le jour; toutefois par la suite, les banques n'ont pas voulu renouveler complètement ces opérations aux dates d'échéance.

En octobre, des sorties de devises ont exercé une influence restrictive tandis qu'en novembre et dans la première moitié de décembre, les conditions de caisse

maintenue en tant que mesure de caution ont eu un effet extensif. Les phénomènes de tension sont apparus plus clairement et plus fréquemment depuis la deuxième moitié de l'année et le taux au jour le jour a dépassé constamment le tarif des avances de la Banque nationale. Vers le milieu de l'année, la cotation a même grimpé de 3,75 % à 11 % en un mois de temps et au début du dernier trimestre, une évolution similaire s'est produite. Le Fonds des Rentes a agi très rarement comme régulateur du marché en empruntant très peu, bien que ses besoins soient liés à ceux du Trésor.

*

* *

Actifs financiers (a)

(variations en milliards de francs)

ANNÉE	Actifs en francs belges			Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs (c)	Total général
	A un an au plus	A plus d'un an	Total	Dépôts	Valeurs mobilières (b)	Total		
1971	+114	+ 68	+183	— 3	+22	+19	+ 5	+207
1972	+168	+ 64	+232	— 2	+33	+31	+13	+276
1973	+171	+ 82	+253	+ 5	+26	+31	— 4	+280
1974	+175	+ 96	+271	+13	+14	+27	—11	+287
1975	+217	+113	+329	+ 8	+33	+40	+ 1	+370
1976 (d)	+238	+151	+389	+10	+14	+24	+41	+454
1977 (d)	+186	+223	+409	+19	+17	+36	+10	+455
1978 (d)	+221	+172	+393	+ 1	+20	+22	+43	+458
1979 (d)	+168	+212	+380	+20	+ 9	+29	+53	+462

(a) Détenus par les particuliers et les entreprises (autres que les intermédiaires financiers), y compris les organismes publics d'exploitation et certains intermédiaires financiers qu'il était impossible d'exclure en 1976 : organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

(b) Achats nets par des résidents de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

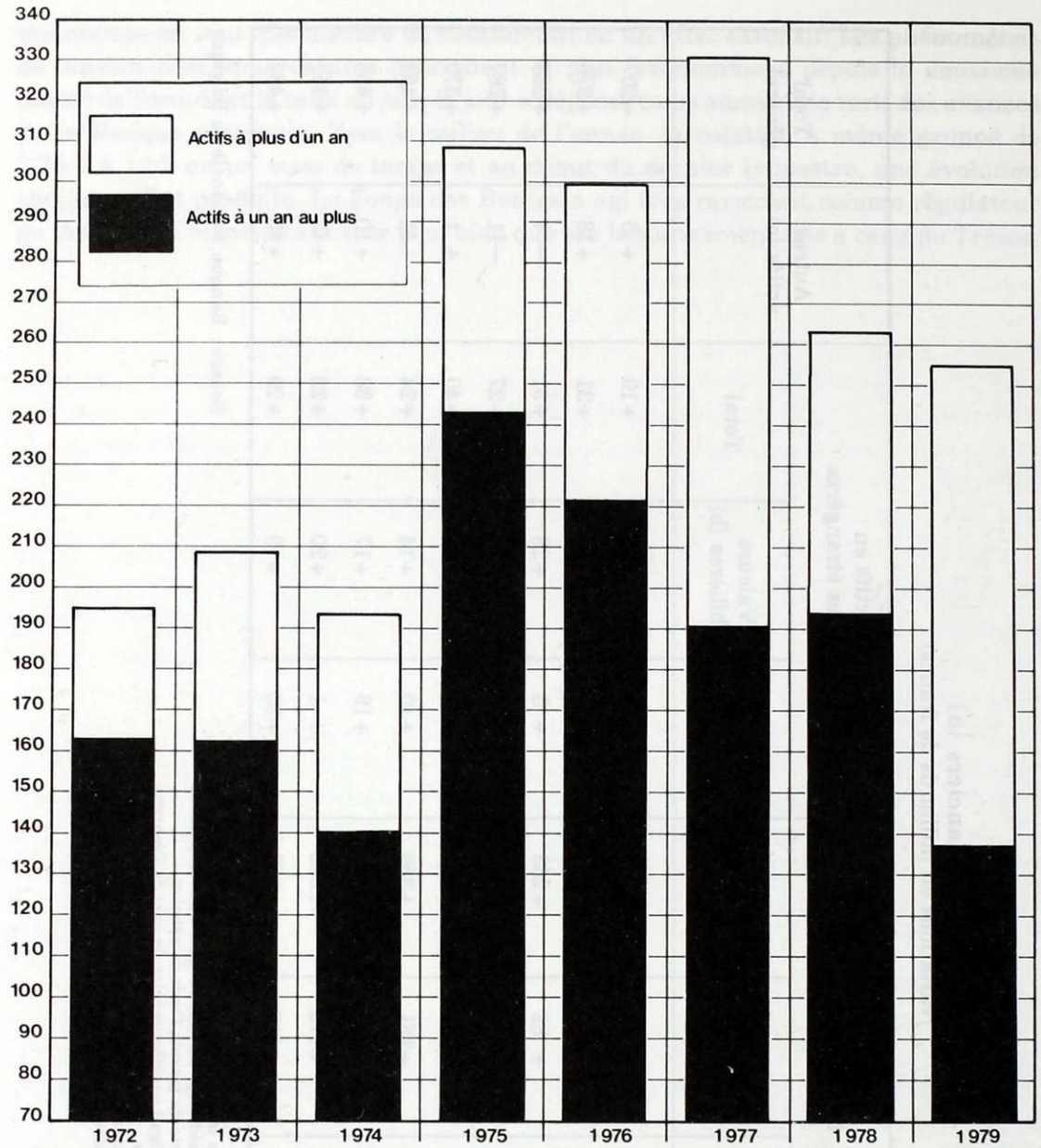
(c) Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Il s'agit notamment des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger.

(d) Données provisoires.

Source : Banque Nationale de Belgique.

Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers (a)

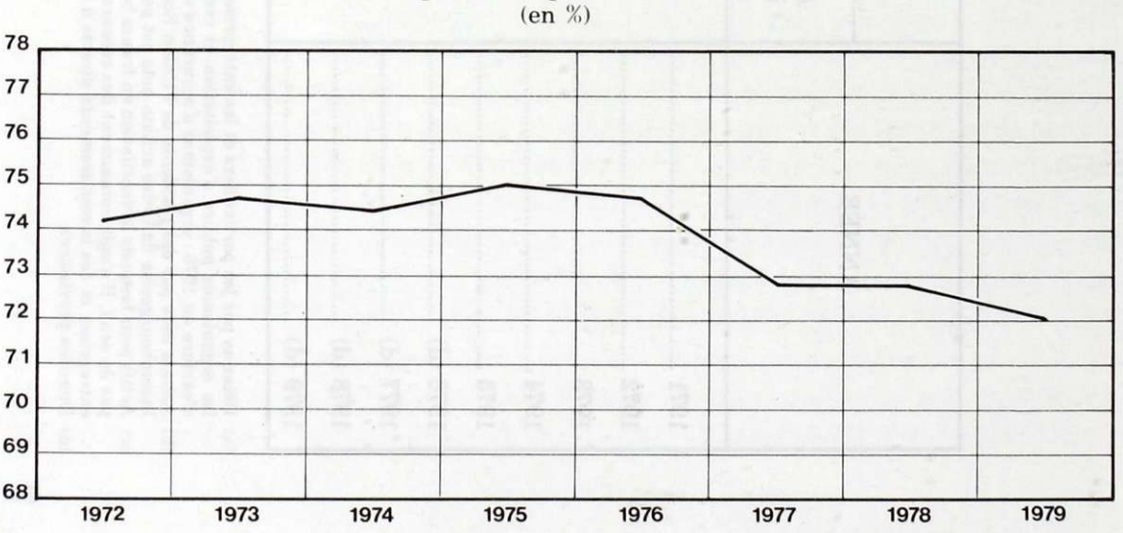
(variation en milliards de francs)



Source : Banque Nationale de Belgique.

Part des actifs à un an au plus dans le total des actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers (a)

(en %)

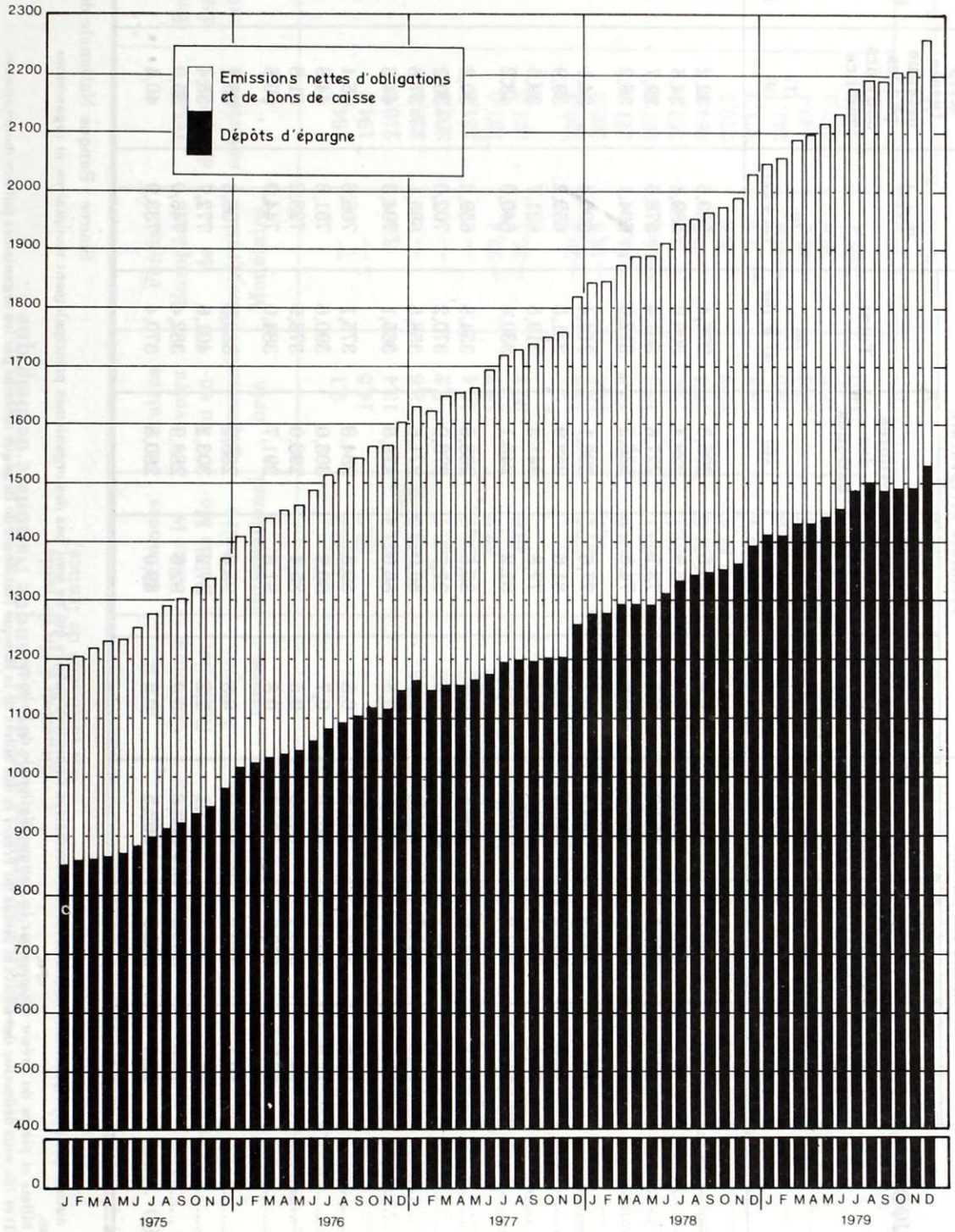


Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux, autres que les organismes d'assurance-vie, accidents de travail et fonds de pension.

Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et bons de caisse (a)

(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances

(a) — *Dépôts d'épargne* auprès de la CGER, des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des Banques.
— *Emissions nettes d'obl. et bons de caisse* auprès de la CGER, des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des banques.

Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires

(en milliards de francs)

FIN DE PÉRIODE	Encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et particuliers								Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total		
	Billets et pièces du Trésor (b) (1)	Billets de la Banque Nationale de Belgique (2)	Stock de monnaie fiduciaire (c) (3)	Auprès de la Banque Nationale de Belgique (d) (4)	Auprès des organismes publics (e) (5)	Auprès des banques (6)	Total (7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(f) (9)	(10) = (8) + (9)
1975 Mars	9,5	255,3	257,1	0,6	70,5	205,3	276,4	533,5	32,2	**565,7**
Juin	9,8	282,3	282,8	0,6	76,6	229,4	306,6	589,4	34,8	**624,2**
Septembre	9,9	275,1	277,2	0,6	73,2	227,6	301,4	578,6	29,7	**608,3**
Décembre	10,2	288,4	292,1	0,9	74,8	236,3	312,0	604,1	36,2	**640,3**
1976 Mars	10,2	283,9	286,0	0,7	77,6	236,1	314,4	600,4	34,1	**634,5**
Juin	10,8	308,1	310,7	1,0	81,6	258,9	341,5	652,2	39,9	**692,1**
Septembre	11,1	299,4	302,2	0,4	77,8	241,3	319,5	621,7	39,5	**661,2**
Décembre	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	**684,1**
1977 Mars	11,2	302,0	304,4	0,7	85,5	268,6	354,8	659,2	30,3	**689,5**
Juin	11,5	330,2	331,8	0,6	91,6	278,0	370,2	702,0	30,2	**732,2**
Septembre	11,5	323,7	326,6	0,9	86,0	271,6	358,5	685,1	37,6	**722,7**
Décembre	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	**748,9**
1978 Mars	11,6	328,6	331,5	0,5	89,8	284,8	375,1	706,6	45,4	**752,0**
Juin	11,9	359,5	361,0	0,7	86,9	303,0	390,6	751,6	44,8	**796,4**
Septembre	12,0	346,4	349,3	0,5	85,4	293,0	378,9	728,2	51,8	**780,0**
Décembre	12,2	359,9	360,9	0,8	91,5	291,7	384,0	744,9	50,8	**795,7**
1979 Mars	12,1	350,9	352,8	0,8	93,8	288,9	383,5	736,3	33,1	**769,4**
Juin	12,3	369,7	371,1	1,2	97,2	303,2	401,6	772,7	35,4	**808,1**
Septembre	12,5	360,9	363,6	0,9	92,6	288,9	382,4	746,0	35,0	**781,0**
Décembre (g)	12,6	362,1	363,5	0,6	89,0	280,8	370,4	733,9	40,4	**774,3**

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(b) Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.
(c) Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la Banque Nationale de Belgique détenus par les organismes publics monétaires et les banques.
(d) Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.
(e) Office des Chèques Postaux et Crédit Communal de Belgique.
(f) Le compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.
(g) Données provisoires.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois

(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Ecus	Avoirs sur l'étranger en monnaies étrangères	C.E.E. Concours financier à moyen terme	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoirs ou engagements nets	Fonds Européen de Coopération Monétaire	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1971 Décembre	77,2	—	35,0	—	50,2	2,1	—	164,5	+21,4
1972 Décembre	75,4	—	52,4	—	52,0	14,5	—	194,3	+29,8
1973 Décembre	71,8	—	75,9	—	54,4	13,4	3,5	219,0	+24,7
1974 Décembre	71,8	—	88,6	6,5	53,3	8,6	—	228,8	+ 9,8
1975 Décembre	71,8	—	107,1	6,5	58,7	8,2	—	252,3	+23,5
1976 Décembre	71,8	—	84,0	6,5	58,9	10,4	—	231,6	—20,7
1977 Décembre	72,3	—	101,2	6,5	57,7	16,7	—23,4	231,0	— 0,6
1978 Décembre	72,5	—	106,1	—	49,6	20,1	—26,7	221,6	— 9,4
1979 Janvier	72,5	—	107,2	—	54,1	17,8	—20,2	231,4	+ 9,8
Février	72,5	—	107,2	—	54,3	17,8	—16,5	235,3	+ 3,9
Mars	58,0	70,8	86,1	—	53,9	17,8	—14,8	271,8	+36,5
Avril	58,0	64,6	87,2	—	53,1	19,3	—14,6	267,6	— 4,2
Mai	58,0	60,4	82,8	—	51,7	18,0	— 3,4	267,5	— 0,1
Juin	58,0	60,3	83,8	—	51,6	18,4	— 7,7	264,4	— 3,1
Juillet	58,0	66,3	86,3	—	51,5	17,6	— 9,2	270,5	+ 6,1
Août	58,0	66,2	87,3	—	51,1	16,4	— 7,7	271,3	+ 0,8
Septembre	58,0	66,7	85,5	—	50,9	19,9	—39,9	241,1	—30,2
Octobre	58,0	75,3	89,1	—	49,8	17,4	—40,2	249,4	+ 8,3
Novembre	58,0	72,8	92,3	—	48,7	15,5	—30,0	257,3	+ 7,9
Décembre	58,3	61,1	75,5	—	48,6	16,0	—27,4	232,1	—25,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

Origines des variations du stock monétaire aup

(en milliard

PÉRIODE	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers (a)			Total	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises (b) et particuliers)	Créa entr
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédit d'escom d'avance d'acce tatio
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4) = (6) à (16)	(6)	(d) (7)
1976	+43,8	+87,1	+13,6	+ 8,4	**+152,9**	— 23,5	+ 84
1977	+64,8	+39,5	+32,0	+ 4,4	**+110,7**	— 5,9	+101
1978	+43,4	+64,9	+19,3	— 6,0	**+121,6**	— 63,2	+ 71
1979 (j)	+19,8	+62,9	+25,7	+ 8,0	**+116,4**	—168,5	+145
1976 1er trimestre	— 5,8	+23,9	+ 6,8	+ 8,7	**+ 33,6**	— 29,2	+ 20
2e trimestre	+57,6	+10,4	+ 3,6	— 3,0	**+ 68,6**	+ 3,6	+ 28
3e trimestre	—30,9	+33,7	+ 2,6	+ 1,3	**+ 6,7**	— 15,4	+ 21
4e trimestre	+22,9	+19,2	+ 0,6	+ 1,4	**+ 44,1**	+ 17,5	+ 18
1977 1er trimestre	+ 5,4	+ 8,8	+15,3	+ 5,7	**+ 35,2**	+ 1,6	+ 8
2e trimestre	+42,7	+ 2,1	+ 5,0	— 6,4	**+ 43,4**	— 0,6	+ 30
3e trimestre	— 9,5	+11,0	+ 7,7	— 1,9	**+ 7,3**	— 15,1	+ 10
4e trimestre	+26,2	+17,6	+ 4,0	+ 7,0	**+ 54,8**	+ 8,2	+ 52
1978 1er trimestre	+ 6,1	+27,0	+ 4,0	— 3,5	**+ 33,6**	— 8,1	— 17
2e trimestre	+34,2	— 2,4	+ 8,1	— 0,9	**+ 39,0**	— 14,4	+ 38
3e trimestre	—16,8	+19,2	+ 3,8	+ 0,7	**+ 6,9**	— 35,2	+ 20
4e trimestre	+19,9	+21,1	+ 3,4	— 2,3	**+ 42,1**	— 5,5	+ 25
1979 1er trimestre	— 5,4	+28,6	+ 6,9	+ 1,1	**+ 31,2**	— 40,1	+
(j) 2e trimestre	+50,5	+ 3,6	+ 5,9	+ 3,8	**+ 63,8**	— 26,8	+ 54
3e trimestre	—56,9	+16,6	+ 6,4	+ 1,7	**— 32,2**	— 51,3	+ 24
4e trimestre	+31,6	+14,1	+ 6,5	+ 1,4	**+ 53,6**	+ 50,3	+ 64

(a) Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.
(b) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(c) Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.
(d) Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.
(e) Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
(f) Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers *moins* crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.
(g) Y compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique.
(h) Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
(i) Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations.
(j) **Données provisoires.**

anismes principalement monétaires

	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) (f)		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires	Divers
	de créances commerciales sur l'étranger	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat (g)	Autres pouvoirs publics (h)	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes	(i)	
	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
+5,4	— 2,7	+ 4,0	+ 85,1	+10,2	—15,6	+ 0,9	+ 7,1	— 2,6
+0,2	— 9,2	— 2,8	+ 41,0	+14,7	—21,0	+ 0,8	+30,6	—19,6
+3,0	+ 1,4	+10,5	+111,0	+13,7	—26,5	+ 4,9	+ 2,1	—10,1
—0,6	— 7,8	— 1,0	+151,9	+26,0	—42,1	+ 5,8	— 1,0	+ 7,9
—0,6	— 1,8	+ 0,2	+ 53,7	— 2,4	— 4,3	— 3,1	+ 4,0	— 3,4
+0,2	+ 0,7	+ 4,9	+ 36,0	+ 2,3	— 3,6	— 0,4	+ 4,2	— 3,0
+0,5	— 0,8	+ 6,3	+ 12,7	— 2,7	— 3,1	—	+ 1,2	—13,8
+5,5	— 0,8	— 7,3	— 17,4	+13,0	— 4,6	+ 4,2	— 2,3	+17,6
+0,7	— 0,9	— 5,1	+ 41,7	— 2,8	— 2,8	— 6,6	+ 7,4	— 6,5
+1,7	— 2,5	+ 2,8	+ 26,6	+ 7,4	— 2,7	—	— 0,3	—19,9
+6,1	— 5,2	+ 3,9	— 12,0	— 0,5	— 2,7	—	+11,2	+11,3
+1,7	— 0,6	— 4,4	— 15,3	+10,6	—12,8	+ 7,4	+12,3	— 4,5
-2,9	— 2,7	+ 1,3	+ 60,5	+ 6,6	— 6,2	—10,4	+ 2,0	+ 4,8
-3,3	+ 1,9	— 6,9	+ 46,1	—16,0	— 7,7	+ 8,1	— 2,9	—11,1
—0,6	+ 5,4	+ 1,5	+ 3,2	+15,2	— 5,6	— 1,1	+ 5,1	— 1,7
-0,4	— 3,1	+14,6	+ 1,2	+ 8,0	— 7,0	+ 8,2	— 2,0	— 2,2
—1,5	— 1,5	— 3,1	+ 81,9	— 1,1	— 5,0	—11,8	+ 4,5	+ 7,4
—	— 4,0	— 3,9	+ 56,2	+13,5	—18,0	+ 2,3	— 2,3	— 7,2
-0,7	— 0,3	— 2,4	+ 8,0	— 3,1	— 7,9	+ 2,8	— 0,5	— 3,6
-0,3	— 2,1	+ 8,4	+ 5,8	+16,7	—11,1	+12,4	— 2,7	+11,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

Répartition approximative des engagements financiers des entreprises et particuliers selon le débiteur et la durée

(variations en milliards de francs)

ANNÉE	Entreprises			Particuliers			Total général
	Court terme	Long terme	Total	Court terme	Long terme	Total	
1974	+ 58	+ 81	+139	+ 5	+ 41	+ 46	+185
1975	+ 75	+ 84	+159	+ 9	+ 46	+ 55	+214
1976	+ 62	+107	+169	+ 26	+ 74	+100	+269
1977	+ 83	+ 92	+175	+ 23	+ 80	+103	+278
1978	+ 42	+121	+163	+ 16	+ 96	+112	+275
1979	+ 92	+ 88	+180	+ 21	+106	+127	+307

Source : Banque Nationale de Belgique.

Engagements financiers des entreprises et particuliers par rapport aux institutions financières belges

(en milliards de francs)

ANNÉE	Institutions monétaires	Autres institutions financières						
		Institutions publiques de crédit spécialisées dans		C.G.E.R.	Caisse d'épargne privée	Divers	Total	Total général
		le crédit professionnel	le crédit à l'habitation					
1974	+ 52,4	+ 28,6	+ 9,6	+ 18,6	+ 21,9	— 0,3	+ 78,4	+130,8
1975	+ 74,4	+ 29,5	+ 12,3	+ 20,9	+ 25,8	+ 0,2	+ 88,7	+163,1
1976	+ 89,7	+ 35,6	+ 18,7	+ 31,7	+ 36,1	+ 0,1	+122,2	+211,9
1977	+111,0	+ 32,8	+ 24,9	+ 28,3	+ 27,3	— 0,2	+113,1	+224,1
1978	+ 76,1	+ 41,1	+ 26,9	+ 33,6	+ 37,5	+ 0,6	+139,7	+215,8
1979	+139,0	+ 36,5	+ 24,5	+ 32,4	+ 32,9	+ 0,6	+126,9	+265,9

Source : Banque Nationale de Belgique.

Synthèse de l'activité de l'I.R.G.

Encours moyens journaliers
(en milliards de francs)

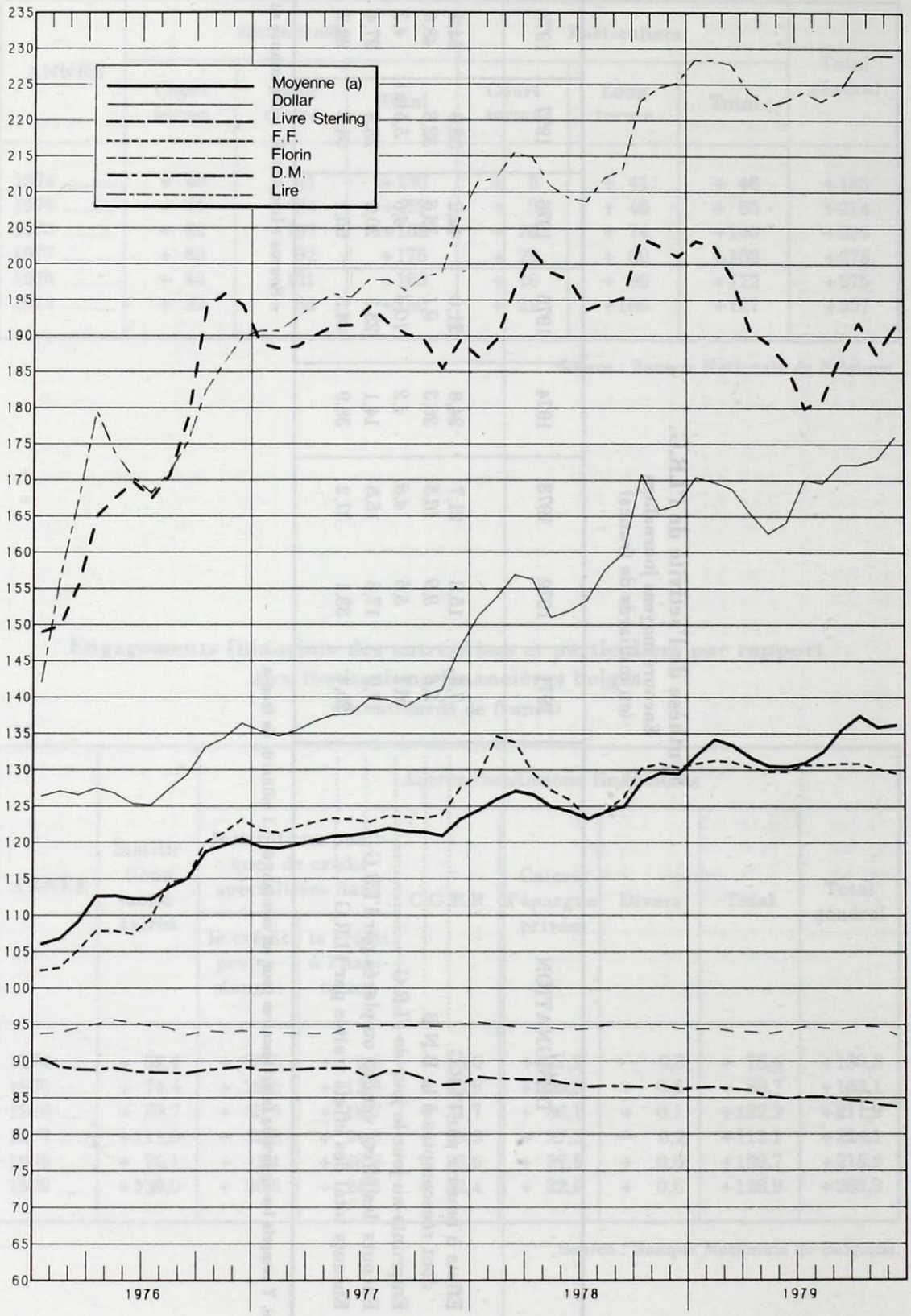
DÉSIGNATION	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Effets à nourrir par l'I.R.G.	7,5	15,3	21,7	24,8	21,0	44,2	38,9	54,9	73,2
dont réescomptés à la B.N.B.	*2,6*	*9,9*	*16,5*	*26,3*	*9,1*	*38,6*	*32,8*	*48,6*	*67,4*
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G.	*6,1*	*5,5*	*4,8*	*4,2*	*10,4*	*4,6*	*5,5*(a)	*4,7*	*4,8*
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	17,9	17,8	15,5	14,1	23,3	20,9	25,8	27,4	19,6
Encours total des effets traités par l'I.R.G.	25,4	33,1	37,2	38,9	44,3	65,1	64,7	82,2	92,8

(a) Y compris les emprunts interbancaires pour un montant de 1,1 milliard de francs.

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

Evolution des cours moyens de quelques unités monétaires à la Bourse de Bruxelles

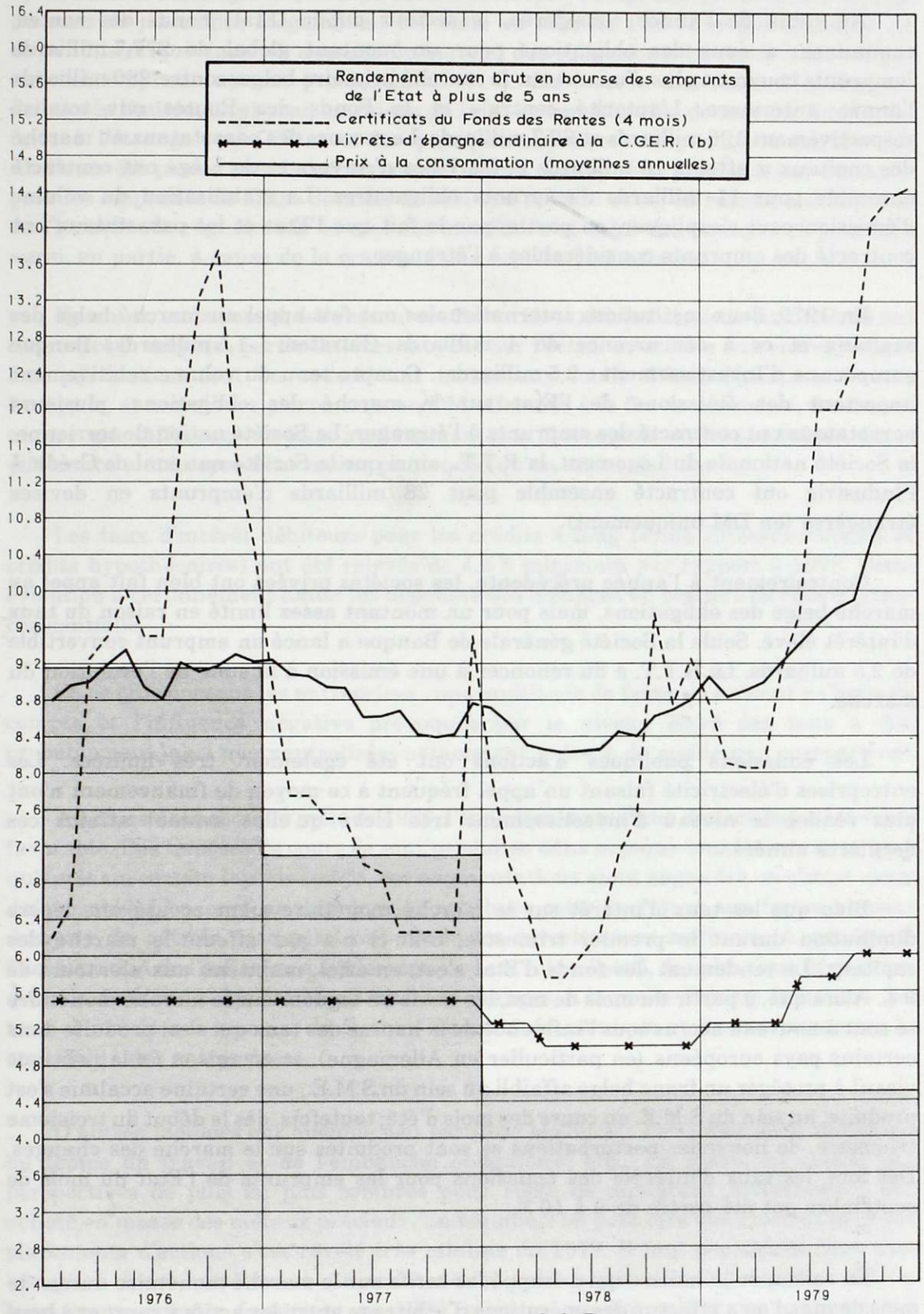
(fin 1970 = 100)



Source : Commission de la Bourse.

(a) Les indices individuels des cours sont calculés sur base des moyennes mensuelles des cours officiels de change, suivis du calcul de la valeur correspondante d'un franc belge pour chaque unité monétaire. L'indice moyen des cours est déterminé sur base de la part des importations en provenance des pays concernés et compte tenu des unités monétaires suivantes : le dollar, le franc français, la livre sterling, le florin, le franc suisse, le D.M., la lire, la couronne suédoise, la couronne danoise, l'escudo, le peseta, le zaïre, le dollar canadien.

Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pourcent des prix à la consommation (a)



Sources : Commission de la Bourse;
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite;
Ministère des Finances;
Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Taux avant retenues fiscales à la source.

(b) Taux bonifiés sur les sommes jusqu'à 500.000 francs à partir du 1er janvier 1967. Ils comprennent la prime de fidélité bonifiée sur les sommes restées en dépôt du 16 janvier au 31 décembre. Du fait qu'à concurrence d'un certain montant (15.000 francs par an actuellement), les revenus des dépôts sur livrets d'épargne ordinaire sont exonérés d'impôt, leur taux n'est pas comparable aux taux figurant dans les autres courbes.

SECTION II. — MARCHE DES CAPITAUX

Au cours de l'année considérée, le secteur public (Etat, Fonds des routes, communes) a émis des obligations pour un montant global de 277,7 milliards (emprunts couvrant plus d'un an) sur le marché primaire belge, contre 280 milliards l'année antérieure. L'autorité centrale et le Fonds des Routes ont totalisé respectivement 196 milliards et 60,7 milliards. Le recours des parastataux au marché des capitaux a atteint 10 milliards et les villes d'Anvers et de Liège ont contracté ensemble pour 11 milliards d'emprunts obligataires. La stabilisation du volume d'émission peut s'expliquer, en partie, par le fait que l'Etat et les parastataux ont contracté des emprunts considérables à l'étranger.

En 1979, deux institutions internationales ont fait appel au marché belge des capitaux et ce à concurrence de 4 milliards (Euratom : 1,5 milliards; Banque européenne d'Investissement : 2,5 milliards). Compte tenu du volume relativement important des émissions de l'Etat sur le marché des obligations, plusieurs parastataux ont contracté des emprunts à l'étranger. La Société nationale terrienne, la Société nationale du Logement, la R.T.T., ainsi que la Société national de Crédit à l'Industrie ont contracté ensemble pour 28 milliards d'emprunts en devises étrangères (en DM uniquement).

Contrairement à l'année précédente, les sociétés privées ont bien fait appel au marché belge des obligations, mais pour un montant assez limité en raison du taux d'intérêt élevé. Seule la Société générale de Banque a lancé un emprunt convertible de 2,5 milliards. La R.T.T. a dû renoncer à une émission à la suite de l'évolution du marché.

Les émissions publiques d'actions ont été également très limitées. Les entreprises d'électricité faisant un appel fréquent à ce moyen de financement n'ont plus réalisé le niveau d'investissement très élevé qu'elles avaient atteint ces dernières années.

Bien que les taux d'intérêt sur le marché monétaire aient accusé une légère diminution durant le premier trimestre, celle-ci n'a pas affecté le marché des capitaux. Le rendement des fonds d'Etat s'est, en effet, maintenu aux alentours de 9 %. Alors que, à partir du mois de mai, les tarifs en vigueur sur le marché monétaire se sont à nouveau accrus sous l'influence de la hausse des taux qui s'est produite dans certains pays européens (en particulier en Allemagne), et en raison de la politique visant à protéger un franc belge affaibli au sein du S.M.E., une certaine accalmie s'est produite, au sein du S.M.E. au cours des mois d'été; toutefois, dès le début du troisième trimestre, de nouvelles perturbations se sont produites sur le marché des changes. Dès lors, les taux d'intérêts des émissions pour les emprunts de l'Etat du mois de septembre ont été portés de 9 à 10 %.

En raison de la hausse qui a frappé les tarifs sur le marché monétaire durant le mois de mai, l'on a effectué des opérations d'arbitrage entre les actifs à court et à long terme et les baisses des cours qui en ont résulté sur le marché secondaire des obligations, ont entraîné une hausse du rendement de la bourse.

Dans la première semaine qui a suivi les ajustements pratiqués aux taux du change au sein du S.M.E. (septembre), le marché monétaire est resté très resserré et après la nouvelle augmentation du taux d'escompte, l'emprunt du Fonds des Routes du mois de novembre a également été émis au taux de 10,5 %, ce qui constitue un record historique dans les annales du marché des obligations. Le rendement réalisé sur cet emprunt atteint pratiquement 11 %. La hausse des taux d'intérêt est demeurée limitée, il est vrai, en raison de la levée considérable de moyens financiers faite à l'étranger par l'Etat et les parastataux; divers emprunts intérieurs ont d'ailleurs été placés avec beaucoup de difficultés. Le cas s'est présenté, par exemple, pour les emprunts de l'Etat du mois de mai et d'octobre et ce, en raison, notamment, de l'incertitude régnant sur le marché monétaire et celui des changes et peut-être aussi, en partie, à cause de la crainte d'une reprise de l'inflation.

En outre, vu la rareté des ressources financières, les institutions financières ont concentré la majeure partie de leurs moyens sur l'octroi de crédits aux entreprises et aux particuliers tout en souscrivant moins aux fonds d'état. Nonobstant cette évolution, et hormis les placements en DM effectués à la fin de décembre, il subsiste encore une différence de taux au détriment des placements en francs belges. Cette différence a été cependant moins prononcée qu'au début de l'année.

Les taux d'intérêt débiteurs pour les crédits à long terme (investissements et crédits hypothécaires) ont été relevés de 1,5 % minimum par rapport à 1978. Cette évolution a certainement limité les dépenses des ménages en matière de construction résidentielle.

En ce qui concerne les entreprises , une multitude de facteurs entrent en ligne de compte et l'influence négative provoquée par le niveau élevé des taux a été, probablement, plus que neutralisée, notamment grâce à de meilleures perspectives.

Au cours des premiers mois de 1979, l'évolution du marché des actions a été assez favorable. Des hausses de cours se sont produites dans presque tous les secteurs, bien qu'après un certain laps de temps, ces augmentations aient engendré un climat assez défavorable. L'on peut principalement attribuer cette évolution aux fortes hausses des prix du pétrole, lesquelles ont rendu les investisseurs méfiants. A cet égard, l'accélération de l'inflation a également joué un rôle négatif, de même que la position difficile du franc belge sur le marché des changes, à laquelle s'ajoute la hausse des taux d'intérêt qui menace de freiner l'activité économique et de compromettre la rentabilité des entreprises.

D'autres facteurs ont quelque peu perturbé le climat : l'annonce de la réduction du temps du travail et de l'embauche obligatoire, etc... En outre, en raison des perspectives de plus en plus sombres pour 1980, de nombreux investisseurs ont acheté en masse des métaux précieux. En résumé, l'on peut dire que l'intérêt pour les placements d'actions s'est révélé très minime en 1979. Il faut cependant faire une exception à cet égard en ce qui concerne les valeurs pétrolières, lesquelles ont vu leurs cours grimper fortement en 1979, mais ce cas est unique. La majorité des investisseurs a, durant la période considérée, investi dans des intérêts et des valeurs à rendement fixe.

Du point de vue sectoriel, la méfiance des investisseurs s'est également manifestée. Le secteur des métaux non ferreux a enregistré une hausse très minime de ses cours, allant de pair avec l'évolution des prix sur le marché des matières premières; toutefois, les autres secteurs industriels ont accusé une régression de leurs cours. A cet égard, les prix de l'acier ont été les plus affectés. De même, les prix relatifs à la construction ont enregistré une baisse importante. Dans ce contexte, l'annonce du freinage des dépenses publiques a probablement joué un rôle, ainsi que les difficultés rencontrées dans un certain nombre de projets à l'étranger, l'activité particulièrement faible de ce secteur en général. D'importantes régressions de prix se sont produites dans le secteur chimique, épargnant seulement quelques entreprises. Dans le secteur des fabrications métalliques, l'évolution des cours a subi l'influence des taux d'intérêt élevés et de l'affaiblissement des investissements qui en résulte.

Le climat des plus défavorables de la bourse s'est fait sentir également dans le secteur des services, dont les cours ont connu des reculs (sociétés à portefeuille, titres financiers, compagnies d'assurance).

Au cours de l'année 1979, l'indice moyen des valeurs belges sur le marché au comptant a haussé de 5,1 %, comme en 1978. La capitalisation des valeurs représentatives des entreprises belges, cotées sur le marché au comptant de la Bourse de Bruxelles, a augmenté en moyenne de 5,3 %, contre 5,9 % en 1978. Durant l'année 1979, la totalité du capital traîté sur le marché à terme et le marché au comptant (actions industrielles et obligations conjuguées) a atteint 33,8 milliards, contre 40,8 milliards en 1978.

*
* *

Principales émissions du secteur public en francs belges (a)

(en millions de francs)

ANNEE	Montant	MOIS	Montant
1972	141 240	1979	
1973	151 200		
		Janvier	65 500
1974	139 500	Février	10 000
		Mars	40 600
1975	175 100	Avril	—
		Mai	61 000
1976	196 000	Juin	—
		Juillet	—
1977	270 300	Août	—
		Septembre	69 500
1978	280 000	Octobre	11 000
		Novembre	20 100
1979	277 700	Décembre	—

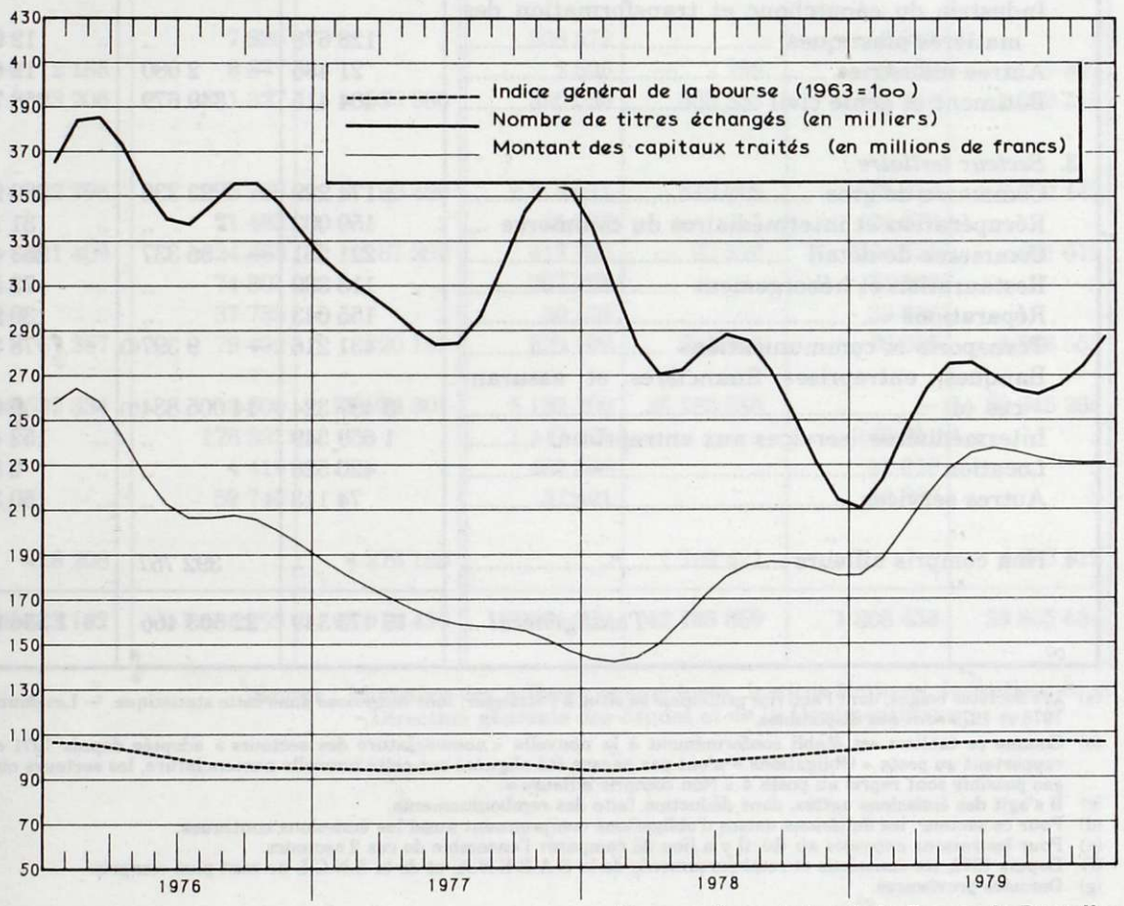
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, la Société nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

Bourse de Bruxelles

Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Emissions nettes d'actions et

(en m

SECTEUR	1973			
	Sociétés anonymes et en commandite par actions		Sociétés de personnes à responsabilité limitée	Tot (b
	Actions	Obligations (b, c)		
1. *Secteur primaire :*				
Agriculture et pêche	31 820	— 388	26 947	5
2. *Secteur secondaire :*				
Energie (pétrole, gaz naturel et autres sources)	3 066 000	5 054 904	—	8 12
Extraction des minerais et minéraux	63 892	— 1 000	1 315	
Production des métaux	177 000	— 364 253	300	— 18
Industrie de la terre cuite, ciment et industries connexes et industrie du verre	159 461	924 105	10 260	1 09
Industrie des autres minéraux non métalliques	64 661	285 250	3 359	
Industrie chimique	718 282	981 062	6 967	1 70
Industrie des fabrications métalliques	1 168 779	— 125 074	79 210	1 12
Industrie des produits alimentaires et tabac	902 409	185	32 191	93
Industrie textile	260 983	— 12 125	20 136	41
Industrie du cuir et de l'habillement	111 398	..	32 303	
Industrie du bois	180 982	961	38 035	21
Industrie du papier, imprimerie et éditions	116 299	895 047	29 581	1 04
Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques	128 678	..	12 034	
Autres industries	21 485	— 2 080	12 674	
Bâtiment et génie civil	404 415	349 679	258 740	1 01
3. *Secteur tertiaire :*				
Commerce de gros	1 174 229	23 336	280 962	1 47
Récupération et intermédiaires du commerce	150 003	..	31 177	
Commerce de détail	221 261	— 95 337	263 429	38
Restauration et hébergement	113 339	..	73 575	
Réparations	155 643	..	30 904	
Transports et communications	431 216	— 9 397(f)	78 368	50
Banques, entreprises financières et assurances (d)	3 497 324	14 005 834(f)	9 000	17 51
Intermédiaires (services aux entreprises)	1 659 349	..	152 482	
Location	420 528	..	2 525	
Autres services	74 113	..	50 341	
4. Non compris ailleurs	..	392 757	..	3 89
Total général ...	**15 473 549**	**22 303 466**	**1 536 815**	**39 31**

(a) Les Sociétés belges, dont l'activité principale se situe à l'étranger, sont comprises dans cette statistique. — Les données pour 1976, 1978 et 1979 sont pas disponibles.

(b) Comme ce tableau est établi conformément à la nouvelle « nomenclature des secteurs » adoptée depuis 1971 et que les donn rapportant au poste « Obligations » n'ont pas encore été alignées sur cette nouvelle nomenclature, les secteurs où la comparaiso pas possible sont repris au poste 4 « Non compris ailleurs ».

(c) Il s'agit des émissions nettes, donc déduction faite des remboursements.

(d) Pour ce secteur, les émissions nettes d'obligations comprennent aussi les émissions continues.

(e) Pour les raisons exposées au (b), il y a lieu de comparer l'ensemble de ces 2 secteurs.

(f) Depuis 1972, les émissions et remboursements de la S.A.B.E.N.A. et de la S.N.C.I. ne sont plus compris.

(g) Données provisoires.

s des sociétés belges (a)

	1974			1975			
	étés anonymes et n commandite par actions		Sociétés de personnes à responsabilité limitée	Total (b)	Sociétés anonymes et en commandite par actions		Sociétés de personnes à responsabilité limitée	Total (b, g)
	ns	Obligations (b, c)			Actions	Obligations (b, c, g)		
	4 409	— 388	24 304	48 325	51 475	— 389	22 821	73 907
	5 5 240	8 730 045	—	11 285 285	121 400	9 191 323	—	9 312 723
	2 7 587	..	3 534	..	62 255	595 000	6 349	663 604
	1 546	—718 031	500	—655 985	214 987	78 422	500	293 909
	6 610	— 37 151	23 955	73 414	220 450	214 565	7 870	442 885
	7 870	63 001	7 266	..	2 000	589 251	4 875	596 126
	4 2 519	34 915	2 080	469 514	750 329	2 268 875	3 650	3 022 854
	7 7 056	525 002	77 110	2 369 168	958 509	—112 063	58 722	905 168
	0 093	— 16 554	31 807	935 346	890 646	448 909	25 950	1 365 505
	5 530	— 46 741	33 027	536 433	395 135	5 807	34 975	435 917
	4 280	— 1 500	31 837	(e)	252 665	— 2 865	34 304	284 104
	4 514	36 820	52 721	334 055	333 508	— 6 000	59 037	386 545
	3 083	— 96 575	29 629	96 137	170 921	73 054	24 880	268 855
	0 259	..	7 988	..	208 572	..	6 947	..
	9 150	— 2 185	8 377	..	2 525	— 2 295	9 162	9 392
	0 853	33 206	261 327	535 386	390 056	365 583	347 574	1 103 213
2	51 866	32 798	295 756	3 190 420	2 374 071	840 062	338 314	3 552 447
	6 250	..	21 485	..	21 972	..	24 570	..
	8 338	—131 409	324 363	761 292	412 769	— 97 676	366 525	681 618
	2 129	..	74 801	..	237 768	..	75 308	..
	1 733	..	37 739	..	40 109	..	33 336	..
	3 280	67 387	79 492	720 159	629 199	841 300	96 059	1 566 558
3	03 167	16 532 334	3 800	20 039 301	5 159 700	25 185 585	—	30 345 285
1	35 785	..	176 331	..	1 447 479	..	163 851	..
	45 322	..	4 419	..	465 386	..	12 070	..
	36 391	..	52 745	..	57 421	..	50 809	..
	..	418 208	..	4 276 185	..	1 709 421	..	4 555 019
7	**24 860**	**25 423 182**	**1 666 393**	**45 014 435**	**15 871 307**	**42 185 869**	**1 808 458**	**59 865 634**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Emissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (b) (c)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
1958	648	3 049	3 697	9 601	13 298
1959	897	2 440	3 337	8 086	11 423
1960	1 510	5 035	6 545	5 907	12 452
1961	1 213	2 918	4 131	8 466	12 597
1962	2 193	4 521	6 715	8 067	14 782
1963	1 092	4 192	5 284	6 511	11 795
1964	1 444	8 331	9 775	4 376	14 151
1965	1 425	5 809	7 234	11 025	18 259
1966	1 343	8 382	9 725	6 997	16 722
1967	1 955	8 160	10 115	13 938	24 053
1968	2 202	15 469	17 671	19 259	36 930
1969	2 853	14 058	16 911	13 289	30 200
1970	2 814	12 923	15 737	26 129	41 866
1971	2 782	11 421	14 203	30 166	44 369
1972	4 166	13 800	17 966	30 421	48 387
1973	4 525	12 485	17 010	22 303	39 314
1974	4 701	14 890	19 591	25 423	45 014
1975	5 225	12 455	17 680	42 186 (d)	59 866 (d)

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris les Sociétés belges dont l'activité principale se situe à l'étranger. Les données pour 1976, 1977, 1978 et 1979 ne sont pas encore disponibles.

(b) Depuis 1972, la S.N.C.I. et la Sabena ne sont plus comprises.
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché.

(c) Il s'agit des émissions nettes.

(d) Données provisoires.

Bourse de Bruxelles

Volume des opérations du marché au comptant

PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1972						
1er semestre	7 862 140	170 376	8 032 516	8 338 470	406 986	8 745 456
2e semestre	9 315 611	256 456	9 572 067	10 722 408	546 367	11 268 775
Total ...	**17 177 751**	**426 832**	**17 604 583**	**19 060 878**	**953 353**	**20 014 231**
1973						
1er semestre	13 719 298	360 505	14 079 803	15 219 314	861 329	16 080 643
2e semestre	11 111 742	306 061	11 417 803	11 025 283	653 910	11 679 193
Total ...	**24 831 040**	**666 566**	**25 497 606**	**26 244 597**	**1 515 239**	**27 759 836**
1974						
1er semestre	13 919 369	353 452	14 272 821	9 445 347	709 558	10 154 905
2e semestre	7 884 777	298 565	8 183 342	5 585 542	545 883	6 131 425
Total ...	**21 804 146**	**652 017**	**22 456 163**	**15 030 889**	**1 255 441**	**16 286 330**
1975						
1er semestre	13 024 356	262 978	13 287 334	7 702 493	557 409	8 259 902
2e semestre	13 259 477	293 078	13 552 555	7 781 577	712 797	8 494 374
Total ...	**26 283 833**	**556 056**	**26 839 889**	**15 484 070**	**1 270 206**	**16 754 276**
1976						
1er semestre	14 932 748	333 000	15 265 748	10 132 913	811 106	10 944 019
2e semestre	15 870 059	314 029	16 184 088	8 388 074	807 973	9 196 047
Total ...	**30 802 807**	**647 029**	**31 449 836**	**18 520 987**	**1 619 079**	**20 140 066**
1977						
1er semestre	15 785 504	289 497	16 075 001	6 576 719	787 696	7 364 415
2e semestre	10 118 161	288 586	10 406 747	6 251 556	832 061	7 083 617
Total ...	**25 903 665**	**578 083**	**26 481 748**	**12 828 275**	**1 619 757**	**14 448 032**
1978						
1er semestre	13 624 822	260 656	13 885 478	6 533 981	796 324	7 330 305
2e semestre	9 965 370	281 771	10 247 141	7 148 030	926 535	8 074 565
Total ...	**23 590 192**	**542 427**	**24 132 619**	**13 682 011**	**1 722 859**	**15 404 870**
1979						
1er semestre	12 935 005	262 355	13 197 360	7 505 504	852 338	8 357 842
2e semestre	9 745 069	276 447	10 021 516	7 403 689	896 784	8 300 473
Total ...	**22 680 074**	**538 802**	**23 218 876**	**14 909 193**	**1 749 122**	**16 658 315**

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la bourse de Bruxelles (a)

Emprunts émis après le 1er décembre 1965

MOYENNE ANNUELLE OU TRIMESTRIELLE	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées
1968 (b)	5,55	5,27	5,55	5,66	..
1969 (b)	6,48	6,08	5,95	6,17	..
1970 (b)	6,90	6,86	5,97	6,55	..
1971 (b)	5,98	5,91	5,48	6,07	..
1972	6,11	5,96	6,44	6,32	6,76
1973	7,09	7,08	7,44	7,42	8,00
1974	8,49	8,65	8,68	8,95	10,44
1975	8,21	8,42	8,54	8,72	10,16
1976	8,91	9,02	9,47	9,25	11,23
1977	8,92	8,75	8,80	9,09	10,39
1978	8,55	8,41	8,45	8,71	9,51
1979	9,20	9,22	9,51	9,59	10,21
1979 1er trimestre	8,59	8,59	8,89	8,98	9,46
2e trimestre	8,72	8,65	9,03	9,06	9,63
3e trimestre	9,38	9,34	9,62	9,74	10,43
4e trimestre	10,11	10,31	10,49	10,56	11,32

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

(b) Emprunts émis avant le 1er décembre 1962.

Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes

Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Financement (en millions de francs) :									
— Emprunts de « Call money »	2 892	6 539	8 040	—	284	—	—	—	—
— Encours des certificats du Fonds des Rentes	9 480	10 892	12 745	18 086	20 084	15 668	6 995	5 165	7 114
— Soldes débiteurs à B.N.B. :									
— ordinaires	—	2 507	20	—	2 937	3 624	7 387	13 920	23 179
— spéciaux	—	—	—	—	—	—	2 800	15 950	52 450
Total ...	**12 372**	**19 938**	**20 805**	**18 086**	**23 305**	**18 292**	**17 182**	**35 035**	**82 743**
Portefeuille titres (en millions de francs) :									
— Valeurs cotées (a)	9 079	15 248	15 744	12 154	17 935	14 867	17 494	22 295	33 134
— Certificats de trésorerie :									
— tranche B	6 719	8 294	9 094	9 094	6 000	6 000	—	—	—
— autres certificats	—	—	—	—	—	1 350	2 800	15 950	52 450

(a) Valeur nominale.

Source : Fonds des Rentes.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Relevé général des placements

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Encours fin 1978	Levées en 1979	Remboursées en 1979	Encours fin 1979
A. — Placements à moyen et à long terme				
Pouvoirs publics				
Dette belge	93 878,7	12 144,7	9 124,3	96 899,1
Provinces, villes, communes	4 868,0	573,1	32,6	5 408,5
Autres (a)	21 590,9	2 736,9	2 958,1	21 369,7
Organismes publics d'exploitation				
Société Nationale des chemins de fer belges	4 874,6	—	521,3	4 353,3
Régie des Télégraphes et Téléphones	12 245,8	—	304,9	11 940,9
Office de la Navigation	8 945,0	940,0	703,3	9 181,7
Radio-Télévision belge	5 319,2	665,0	464,6	5 519,6
Fonds des Routes	13 693,0	2 637,3	112,3	16 218,0
Autoroutes	7 956,0	49,1	214,6	7 790,5
Société Nationale des chemins de fer vicinaux	863,5	—	62,1	801,4
Autres (b)	250,2	114,3	5,8	358,7
Société Nationale de distribution d'eau	1 501,2	—	97,0	1 404,2
Autres sociétés de distribution d'eau	925,3	—	39,0	886,3
Régie des bâtiments	1 127,2	—	81,7	1 045,5
Autres services publics	1,5	—	—	1,5
Logement				
Logement social	113 578,0	19 089,7	7 457,5	125 210,2
Autres logements	144 227,6	30 923,3	10 149,1	165 001,8
Entreprises				
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Société Nationale de Crédit à l'Industrie	9 276,4	2 350,1	906,7	10 719,8
Caisse Nationale de Crédit Professionnel	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

	9 975,4	2 350,1	905,7	10 719,8
Société Nationale d'Investissement	1 671,0	—	53,6	1 617,4
Agriculture	13 658,5	2 577,9	1 552,4	14 684,0
Armement maritime et batellerie	2 238,9	34,7	246,3	2 027,3
Sciences, Enseignement, Culture :				
Universités	24 556,5	1 316,3	286,0	25 586,8
Fonds national pour le financement de la recherche scientifique	605,0	—	—	605,0
Fonds des études de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique	121,3	10,0	17,4	113,9
Organismes à caractère socio-culturel	1,4	43,0	0,7	43,7
Bâtiments scolaires	1 527,7	237,4	126,7	1 638,4
Soins de santé				
Hôpitaux universitaires	4 302,0	636,7	4,6	4 934,1
Organismes médico-sociaux	3 509,0	1 523,2	785,9	4 246,3
Autres crédits (prêts à tempérament, prêts personnels, prêts sur nantissement, etc.)	5 114,5	7 837,1	3 541,5	9 410,1
Total ...	**571 512,8**	**100 028,1**	**49 602,6**	**621 938,3**
B. — **Placements à vue et à court terme**				
Placements à court terme (⩽ 1 an)	9 186,3	30 656,5	28 983,6	10 859,2
Certificats de Trésorerie et du fonds des Rentes, acceptations bancaires, call-money	24 628,3			24 187,8
Total ...	**33 814,6**			**35 047,0**
Total général ...	**605 327,4**			**656 985,3**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Fonds de dotation pour le financement des pensions de guerre, financement des pensions des assurés libres, Fonds Belgo-Congolais d'amortissement et de gestion, Caisse autonome des dommages de guerre 1921-1923, Caisse publique de prêts de la Ville de Bruxelles, Institut national d'assurance-maladie-invalidité, Fonds de compensation de sécurité d'existence des dockers du port d'Anvers, Fonds de sécurité d'existence des entreprises de réparation de navires du port d'Anvers, Fonds de compensation d'existence au port de Gand, Communauté européenne, Banque européenne d'investissement.

(b) Sabena, Canal maritime, installations du port de Bruxelles.

Société Nationale de Crédit à l'Industrie

Répartition par secteurs économiques (a)

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	En-cours des crédits d'investissements (b)			
	1976	1977	1978	1979
Industrie chimique	16,63	16,85	15,14	14,03
Industrie métallurgique de base	20,18	22,74	26,44	25,14
Fabrications métalliques	12,44	12,35	11,87	12,90
Energie	7,37	6,40	5,79	5,60
Minéraux non métalliques	4,43	4,21	4,05	4,65
Industrie alimentaire	5,69	5,39	4,96	5,19
Industrie textile	4,65	4,74	4,50	4,90
Transports	7,96	7,97	8,23	8,39
Commerce	5,65	5,55	5,50	5,67
Autres secteurs	15,00	13,80	13,52	13,53
Total ...	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**
	Crédits d'investissements consentis (c)			
	1976	1977	1978	1979
Fabrications métalliques	10,16	13,98	14,27	20,32
Industrie chimique	34,42	11,36	12,36	9,49
Transports, entrepôts, magasins	7,94	12,50	5,67	10,08
Industrie métallurgique de base	19,01	30,58	26,34	19,99
Minéraux non métalliques	2,09	2,89	7,42	4,02
Industrie alimentaire	3,61	6,38	7,02	2,71
Industrie textile	5,21	4,64	5,11	4,44
Commerce	4,57	5,21	6,61	6,97
Autres secteurs	12,99	12,46	15,20	21,98
Total ...	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**

Source : Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

(a) Les secteurs ayant bénéficié le plus largement de l'aide de la S.N.C.I.
(b) Situation à fin de période.
(c) Crédits consentis pendant l'année.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du montant total)		
ANNÉE	Montant	SECTEUR (a)	1978	1979
		Commerce de gros et de détail	20,17	20,59
1964	2 738	Artisanat de l'alimentation	15,23	13,97
1965	3 075	Industrie textile	0,26	0,40
1966	3 546	Industrie de la confection	0,21	1,00
1967	4 043	Industrie du bois	2,49	2,57
1968	5 081	Industrie de la construction	11,76	13,50
1969	5 592	Industrie des fabrications métalliques	4,77	3,81
1970	4 901	Industrie du cuir	0,30	0,23
1971	5 048	Industries diverses	4,11	3,79
1972	6 545	Transports	9,56	9,64
1973	8 494	Professions libérales	10,59	8,37
1974	6 107	Agriculture, élevage et pêche	1,81	2,25
1975	8 750	Services	3,02	3,11
1976	11 903	Tourisme	9,17	9,63
1977	14 029	Autres secteurs	6,55	7,14
1978	16 239			
1979	15 090	*Total* ...	**100,00**	**100,00**

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

(a) Depuis 1965 un certain nombre de nouveaux secteurs économiques a été incorporé dans la statistique.

CHAPITRE IV

ASSURANCES

Faisant suite à la loi du 9 juillet 1975 concernant le contrôle des compagnies d'assurances, laquelle avait pour but principal d'amener progressivement sous contrôle des pouvoirs publics les branches d'assurances jusqu'alors non contrôlées, telles l'assurance-incendie et les autres assurances à responsabilité civile, l'arrêté royal en matière de compte annuel des compagnies d'assurances a été signé le 12 novembre 1979. Cet arrêté vise, d'une part, à améliorer les moyens de contrôle instaurés par le législateur au sujet de l'activité des compagnies d'assurances et, d'autre part, à imposer à ces mêmes compagnies, un régime analogue à celui qui est en vigueur pour les entreprises commerciales et industrielles et ce, en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, pris en exécution de la loi du 17 juillet 1975. Le schéma du compte annuel, qui figure à l'annexe de cet arrêté, devra être introduit auprès de toutes les compagnies d'assurances à partir de 1980. Cet arrêté a pour but d'améliorer la gestion des compagnies, d'apporter une meilleure information au public et de protéger efficacement les assurés, ainsi que les tiers, lors de l'exécution du contrat d'assurances.

C'est dans cette optique de protection du consommateur que se situe la nouvelle proposition de directive, approuvée le 5 juillet 1979 par la Commission de la Communauté Economique Européenne et visant à la coordination des dispositions légales et de droit administratif qui régissent le contrat d'assurances. L'on a particulièrement tenu compte de la définition des risques, des obligations du contractant en cours de contrat, du paiement de la prime, des déclarations de sinistre, ainsi que de la durée des contrats. L'on s'est efforcé, avec ce projet, de concilier des législations de type libéral laissant une plus grande liberté aux parties et des législations plus restrictives témoignant d'un plus grand souci de protection des intérêts des assurés qui n'ont pas le même pouvoir de négociation que l'assureur.

De même que c'est le cas pour les autres entreprises commerciales et industrielles, les résultats concernant les compagnies d'assurances sont publiés, en moyenne, six mois après la clôture de l'exercice, de sorte que l'on ne dispose pas encore des données pour l'année 1979, mais bien de celles de 1978. Au cours de cette année, l'encaissement total des compagnies a atteint 120,2 milliards de francs; dans ce montant ne sont pas comprises les primes d'assurances émises en Belgique en cas d'accident de travail, lesquelles se montent à 17,7 milliards de francs et sont du ressort du Ministère de la Prévoyance sociale. Les encaissements totaux dépassent de 10,5 %, en 1978, ceux enregistrés l'année antérieure, mais à cette époque-là l'accroissement atteignait 15 %. L'indice des prix à la consommation, auquel de nombreux capitaux de garantie sont liés, a cependant connu, lui aussi, un

accroissement inférieur par rapport à l'année précédente (4,5 %, contre 7,1 %), de sorte que, d'une manière générale, les assurances ont encore enregistré une progression satisfaisante comparée à celle du P.N.B., qui atteignait à peine 7,2 % à prix courants.

Selon l'Office National de la Sécurité sociale, à la date du 30 juin 1978, 27 702 personnes étaient occupées par le secteur des assurances, contre 27 694 l'année précédente. L'effectif occupé par ce secteur s'est donc très bien maintenu, en dépit du fait que l'emploi dans son ensemble (dans tous les secteurs) a régressé de 2 800 unités en un an de temps. Cependant, il est à craindre qu'à plus longue échéance, le niveau de l'emploi ne subisse l'influence défavorable occasionnée par la liberté d'octroyer des services au sein de la C.E.E. En effet, par l'établissement d'un marché communautaire des assurances, d'importantes entreprises étrangères auront la possibilité de disposer de matières assurables en Belgique sans s'y établir et donc sans employer de personnel. A cet égard, les compagnies sont d'avis que les directives européennes et les exigences des autorités de contrôle en matière de solvabilité peuvent encore accélérer la tendance à la concentration chez les entreprises. La conséquence en serait, sinon une diminution, du moins une stabilisation du personnel occupé.

Il ressort du rapport établi par le Service de Contrôle des Assurances paru récemment, que 41 % de l'encaissement total (120,2 milliards) proviennent de la branche « tous risques », 30,5 % de l'assurance-vie et 28,5 % de l'assurance-automobile sans ses garanties supplémentaires. Cette dernière catégorie a dû renoncer en 1978 (tout comme en 1977) à une petite partie de sa part au profit des deux autres branches.

En ce qui concerne les assurances « tous risques » qui ont atteint un encaissement total de l'ordre de 49,3 milliards, presque les deux tiers proviennent de l'assurance-incendie, des garanties supplémentaires en matière d'assurance-automobile et des assurances à responsabilité civile (dans lesquelles est incluse l'assurance familiale).

L'assurance-incendie a enregistré un accroissement de 12,7 % par rapport à 1977 grâce à un encaissement de 18,3 milliards. Etant donné que, dans la plupart des polices, les capitaux assurés sont liés à l'indice ABEX, cette progression est surtout imputable à l'évolution de cet indice, lequel a augmenté de 10 % entre janvier 1977 et janvier 1978. Pour les risques simples (maisons d'habitations), le montant des dommages s'élève à 42,5 % des primes acquises, mais pour les risques industriels pour lesquels les capitaux assurés sont évalués à 1/4 de l'encaissement de l'assurance-incendie, ce rapport a évolué de façon nettement défavorable : alors qu'en 1977, le montant des dommages se limitait à 52 % des primes reçues, celui-ci grimpait jusqu'à presque 83 % l'année suivante. Cette évolution témoigne surtout du caractère aléatoire du risque dans l'assurance-incendie, où un seul sinistre peut influencer d'une façon très désavantageuse le résultat de l'exercice en cours, voire même des exercices précédents. A cet égard, il convient encore de mentionner le fait que l'encaissement pour les risques industriels a augmenté d'à peine 3 % au cours de l'année référentielle, alors que la hausse pour les risques simples a atteint 15,9 %.

Dans la branche assurance-vie, le chiffre d'affaires est évalué à 36,7 milliards en 1978, ce qui représente un accroissement d'environ 12 % par rapport à l'année

précédente. En comparaison avec la hausse du coût de la vie, cette avance peut être qualifiée de considérable. Les réserves mathématiques dans le secteur assurance-vie se sont accrues d'environ 11 % au cours de l'année de référence pour atteindre 235,5 milliards. Contrairement aux trois années précédentes, le progrès observé l'année dernière était plus important pour les compagnies étrangères que pour les belges. La part de ces sociétés dans le total du chiffre d'affaires n'atteint cependant que 12 %.

En vertu de la liberté d'établissement en matière d'assurances-vie — décision approuvée par le Conseil de la Communauté Européenne le 5 mars 1979 dans le cadre d'une directive de coordination — ce rapport pourrait bien se révéler un peu plus défavorable pour les sociétés belges. Cette directive, dont les dispositions principales entreront en vigueur le 15 septembre 1981, impose une complète égalité des conditions d'établissement dans tous les Etats membres de l'Europe des Neufs. Il faut cependant remarquer que ces conditions étaient déjà, avant cette directive, identiques pour les entreprises étrangères et belges.

Le secteur responsabilité civile en matière de véhicules à moteur, où les encaissements s'élèvent à 34,2 milliards, n'a enregistré qu'une augmentation de 8 % par rapport à 1977. Etant donné une hausse de 3,3 % du parc automobile, une hausse tarifaire moyenne de 2 % ainsi qu'une augmentation de 4,5 % de l'indice des prix à la consommation, le chiffre d'affaires aurait dû être nettement plus élevé dans ce secteur. Le rapport du montant des sinistres payés aux primes reçues est demeuré, en 1978, à peu près au même niveau que l'année précédente (± 48 %), ce qui permet de conclure que les mesures de restructuration introduites par l'arrêté ministériel du 19 décembre 1977 n'ont pas produit les résultats escomptés. La cause principale en est la hausse importante du montant des bonis accordés aux conducteurs ayant roulé sans dommages pendant un an ainsi que la baisse de la cylindrée moyenne des véhicules. Le rapport sinistres payés/primes reçues est demeuré défavorable surtout pour les deux roues et cela en dépit d'une augmentation de prime de 30 % accordée en décembre 1977. C'est la raison pour laquelle un nouvel arrêté ministériel a été pris en novembre 1979 accordant à toutes les sociétés la possibilité d'augmenter de 10 % les primes des vélomoteurs et des motos jusqu'à 50 cm^3, et de 28 % les primes des autres véhicules à deux roues. Les effets de ces hausses ne se feront sentir que dans les encaissements de 1980.

Les assurances accidents de travail, dont la gestion échoit au Ministère de la Prévoyance sociale, ont rapporté 17,7 milliards de francs en 1978, ce qui ne représente qu'une hausse de 2,3 % par rapport à l'année précédente. Ceci s'explique par le fait que les primes pour cette assurance sont liées à l'évolution des salaires et traitements et au nombre de travailleurs soumis à la sécurité sociale.

En raison de l'évolution économique, ce montant a tendance à régresser ces dernières années. Le nombre d'accidents à issue fatale ou entraînant une incapacité permanente a également diminué. Vraisemblablement, cette régression de 4,6 % par rapport à 1977 est également due en partie à la réglementation en matière de protection du travail. Un élément moins favorable — du moins pour les compagnies d'assurance, qui voient de cette façon leurs résultats diminuer — est la hausse du coût moyen par accident, qui atteignait 10,7 % en 1978 par rapport à 1977, ce qui a

entraîné une augmentation de 58 à 63 % du montant des allocations pour cause de dommages dans le total des primes reçues et ce, en un an de temps.

En ce qui concerne les autres branches d'assurances non encore traitées, de nouvelles statistiques du Service de Contrôle des Assurances permettront d'apporter encore quelques données utiles à ce sujet à partir de l'année prochaine.

*
* *

Sociétés agréées selon le droit belge et étranger, réparties par branches au 31 décembre 1979

DÉSIGNATION	Belges	C.E.E.	Autres	Total
Groupes :				
Accidents et Maladie	119	47	20	186
Assurance automobile	98	82	21	201
Assurance maritime et transport	71	80	22	173
Assurance aviation	36	62	15	113
Incendie et autres dommages aux biens	113	99	20	232
Responsabilité civile	113	90	25	228
Crédit et Caution	30	5	4	39
Vie	75	14	5	94

Source : Office de Contrôle des Assurances.

Ventilation des sociétés au 31 décembre 1979

DÉSIGNATION	Nombre	En % du total	En % du total général
Selon le droit belge :			
Sociétés anonymes	134	80	42
Sociétés coopératives	9	6	3
Mutuelles	20	12	7
Divers (a)	4	2	1
Total ...	**167**	**100**	**53**
Selon le droit étranger :			
Etat membres de la C.E.E.	121	81	38
Pays tiers	29	19	9
Total ...	**150**	**100**	**47**
Total général ...	**317**		**100**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) S.P.R.L., caisse commune, personne physique; cette catégorie est amenée à disparaître dans la mesure où l'article 9 de la loi du 9 juillet 1975 s'y applique.

Assurances sur la vie (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (b)			
	1975	1976	1977	1978	1975	1976	1977	1978
Sociétés belges	20 947	23 082	29 008	32 257	128 530	145 929	189 475	209 852
Sociétés étrangères	4 485	4 046	3 948	4 445	30 171	25 810	23 628	25 670

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie
Valeurs représentatives (a)
(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1975	1976	1977	1978
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges et valeurs assimilées (b)	32 414,8	33 323	48 067	50 858
Obligations de sociétés belges	21 587,1	27 062	28 695	27 852
Actions de sociétés belges	7 379,8	9 258	10 753	13 287
Emprunts d'organismes internationaux	1 009,0	1 009	1 008	965
Obligations de sociétés étrangères	2 385,6	594	310	278
Actions de sociétés étrangères	1 404,7	2 170	2 396	2 853
Prêts sur polices	4 201,2	4 795	3 492	6 141
Immeubles	18 068,6	21 694	23 134	22 795
Prêts hypothécaires	38 797,8	42 392	60 304	70 840
Espèces	—	1 168	2 820	520
Fonds communs de placement	105,9	197	186	160
Divers	—	5 979	9 931	12 272
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges et valeurs assimilées	10 720,4	9 249	9 348	10 894
Obligations de sociétés belges	2 807,0	2 468	2 165	2 026
Actions de sociétés belges	1 630,3	1 399	929	1 107
Emprunts d'Etats étrangers	43,4	166	113	84
Emprunts d'organismes internationaux	330,4			
Obligations de sociétés étrangères	356,1	87	195	159
Actions de sociétés étrangères	214,5	333	234	238
Prêts sur polices	738,3	668	418	491
Immeubles	4 213,9	2 835	2 615	2 047
Prêts hypothécaires	9 437,3	8 680	7 687	8 495
Espèces	—	309	212	362
Fonds communs de placement	17,8	121	22	33
Divers	—	1 410	1 219	1 392

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.

Opérations de capitalisation

(en millions de francs) (a)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978
Nombre d'entreprises	**18**	**17**	**17**	—
Primes encaissées	**44,8**	**84,2**	**66,2**	**74,6**
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure - total	1 484,0	1 689,0	1 402,0	1 314
— Capitalisation pure - prime unique	*171*	*190*	*197*	*221*
— Capitalisation pure - prime périodique	*1 313*	*1 499*	*1 205*	*1 093*
Capitalisation - prêt	—	—	524	693
Total	**1 484,0**	**1 689,0**	**1 926,0**	**2 007,0**
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	359,0	369,0	371	391
Capitalisation - prêt	—	—	8,7	12,4
Cautionnements	11,0	13,0	12,9	12,3
Total	**370,0**	**382,0**	**392,6**	**415,7**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1979 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978
Fonds d'Etats étrangers et organismes internationaux	0,7	0,4	0,4	—
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat				
Obligations institutions parastatales	100,3	94,3	106,1	104,3
Obligations provinces et communes				
Obligations sociétés belges	5,7	7,3	6,7	2,5
Actions sociétés belges	1,4	1,4	1,4	1,8
Immeubles	26,1	28,2	21,1	25,7
Prêts hypothécaires	279,8	307,5	315,8	328,4
Prêts sur polices	0,7	0,6	0,6	0,4
Espèces	—	12,5	1,6	1,5
Total	**414,7**	**452,2**	**453,7**	**464,6**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1979 ne sont pas encore disponibles.

Prêts hypothécaires (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	**2 041**	**1 557**	**1 657**	**1 639**
Fonds de reconstitution	313,2	329,0	366,9	369,0
Cautionnements	6,0	6,3	5,0	5,8
Total ...	**319,2**	**335,3**	**371,9**	**374,8**
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	**226 314**	**269 533**	**308 388**	**368 855**

(a) Les données relatives à 1979 ne sont pas encore disponibles. Source : Office de Contrôle des Assurances.

Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978
Fonds publics belges (b)				
Obligations institutions parastatales	54,6	63,7	73,1	56,9
Obligations provinces et communes				
Organismes internationaux	0,1	0,1	0,1	0,4
Obligations de sociétés belges	0,4	0,4	0,4	0,4
Immeubles	31,5	20,1	25,8	38,9
Prêts hypothécaires	253,5	284,6	297,8	294,2
Total ...	**340,1**	**368,9**	**397,2**	**390,8**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Serv. publics d'autobus, services spéc. d'autobus, services d'autocars		Taxis et fiacres automobiles		Transports de choses pour compte de tiers		Transports de choses pour compte propre		Voitures (d)		Motos et cyclomoteurs (d)		Accroissement depuis l'année précédente en % (e)	
	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978
Affaires directes :														
Nombre de véhicules assurés (b)	15,7	16,4	7,5	7,6	42,3	39,3	402,7	405,5	2 920,5	3 023,5	580,5	528,3	+ 4,3	+ 3,2
Primes émises	456,0	389,5	142,1	168,5	1 607,3	1 498,3	3 873,7	3 511,4	24870,6	27771,0	733,7	882,8	+10,0	+ 8,8
Montant des sinistres payés (c)	176,7	188,6	106,3	118,6	815,3	760,2	1 696,0	1 753,5	12090,2	13394,7	512,5	525,3	+15,8	+ 9,9
Evaluation des sinistres en suspens	729,9	731,9	315,1	351,7	2 644,8	2 775,6	4 974,0	5 767,7	35968,8	41251,3	2 403,4	2 602,5	+13,5	+14,8
Réserves pour risques en cours	143,0	121,7	54,2	64,9	657,5	621,0	1 645,1	1 512,6	10500,0	11843,3	318,8	308,1	+17,5	+10,0
Commissions payées	44,6	38,2	12,3	14,5	165,2	150,6	522,9	466,9	4 059,9	4 436,0	121,3	145,1	+ 8,2	+ 7,0
Frais généraux	69,1	72,8	33,6	36,1	210,2	208,2	697,2	686,8	5 317,7	5 735,7	483,1	481,7	+10,7	+ 6,8
Affaires cédées en réassurance :														
Primes cédées	116,9	72,5	21,5	22,1	222,3	161,3	527,3	392,4	3 695,2	3 429,0	130,3	92,8	+27,1	— 9,5
Commissions reçues	27,2	16,9	4,3	4,6	48,1	36,2	105,0	75,7	760,5	666,0	22,1	18,3	+28,7	—14,3
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	55,0	37,3	16,5	16,2	167,9	104,3	258,4	229,3	2 131,7	2 035,9	75,1	75,7	+27,1	— 5,2
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	257,6	190,4	78,9	95,3	497,2	494,8	818,6	965,0	5 906,8	6 431,6	295,0	278,8	+ 8,0	+10,0
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	22,5	10,3	2,1	1,9	48,9	32,5	118,3	82,3	593,5	553,8	12,8	13,1	+ 6,6	—10,6
Affaires acceptées en réassurance :														
Primes acceptées	68,9	31,7	2,6	1,6	49,6	17,6	139,6	95,5	812,4	697,1	9,8	12,5	+ 7,4	—16,7
Commissions payées	23,8	6,2	0,9	0,4	18,4	4,2	38,2	20,0	239,1	154,2	2,9	2,9	+ 4,5	—37,2
Quote-part dans sinistres réglés	31,7	14,8	0,9	1,3	29,0	6,9	59,0	52,8	457,9	382,5	18,0	14,0	+26,0	—15,8
Quote-part dans réserve pour sinistres à régler	125,5	81,0	11,0	14,8	79,9	44,0	196,7	153,5	1 266,0	1 121,9	74,6	30,5	+12,3	—12,8
Quote-part dans réserve pour risques en cours	19,9	7,4	0,9	0,4	20,7	7,2	56,0	34,8	312,5	252,2	4,1	4,2	+ 7,0	—22,1

(a) Les données relatives à 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) En milliers d'unités.
(c) Pendant l'année de l'intitulé.
(d) Contrôle instauré depuis 1967 par arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967).
(e) Il s'agit de l'ensemble des « Transports de choses pour compte propre » et des « Voitures ».

Source : Office de Contrôle des Assurances.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

Valeurs représentatives
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978		
					Sociétés belges	Sociétés étrangères	Total
Fonds publics belges (b) Parastataux Parastataux de crédit Provinces et communes	16 436,9	19 275,0	19 179	23 062	20 914	5 225	26 139
Valeurs étrangères	1 238,8	1 987,4	1 679	1 454	1 587	112	1 699
Immeubles	6 548,2	6 918,2	8 186	8 365	5 764	1 779	7 543
Prêts hypothécaires	3 761,5	5 074,0	5 745	7 788	8 237	351	8 588
Obligations de sociétés belges	7 424,3	9 396,0	9 914	10 853	11 329	875	12 204
Actions de sociétés belges	3 677,2	4 461,3	5 371	5 802	5 694	1 012	6 706
Espèces	484,7	67,0	1 008	968	1 170	212	1 382
Créances sur intermédiaires	—	—	1 203	1 283	844	172	1 016
Intérêts courus et non échus sur les valeurs affectées	—	—	991	1 357	1 381	290	1 671
Fonds communs de placement	27,5	14,4	50	75	64	25	89
Organismes internationaux	408,6	532,0	692	681	495	49	544
Divers	78,5	307,3	1 429	1 291	1 646	64	1 710
Total ...	**40 086,2**	**47 720,3**	**55 447**	**62 979**	**59 125**	**10 166**	**69 291**

(a) Les données relatives à 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.

Source : Office de Contrôle des Assurances.

QUATRIEME PARTIE

PRIX ET REVENUS

CHAPITRE PREMIER

PRIX

La tendance ascensionnelle qui a caractérisé les indices des prix des matières premières (Reuter et Moody) dès le deuxième trimestre de l'année 1978, s'est poursuivie tout au long de l'année 1979. Au cours du deuxième trimestre de l'année 1979, les cotations relatives aux métaux non ferreux se sont considérablement accrues, à la suite des tensions apparues sur le plan politique international (le conflit entre la Chine et le Vietnam et la révolution en Iran). Le prix de l'or a atteint un nouveau point culminant en raison de la crainte de l'inflation résultant, notamment, des hausses de prix annoncées par l'O.P.E.P. et de l'insécurité économique en général. Le fait que le prix de l'argent (métal) ait quadruplé est une conséquence d'opérations purement spéculatives.

L'indice général des prix de gros (T.V.A. exclue) a progressé de 6,3 % en 1979, après avoir enregistré une diminution de 1,9 % en 1978. L'augmentation des prix de gros des produits industriels a atteint 6,1 % en moyenne. La hausse des prix la plus forte a été celle des matières premières (8,8 %), un peu moins pour les produits demi-finis (6 %) et moins encore pour les produits finis (4,4 %).

L'indice des prix de gros des produits agricoles a dépassé de 7,2 % en moyenne celui enregistré en 1978. La régression importante observée dans les prix des produits d'élevage a été à nouveau compensée en 1979, tandis que l'indice des produits agricoles a augmenté dans une faible proportion en 1979, après avoir connu une légère tendance à la baisse en 1978.

Dans le secteur de la construction, la hausse des prix est restée modérée en 1979. Les prix des matériaux de construction ont grimpé en moyenne de 3,1 % d'après les calculs du Ministère des Affaires économiques. L'indice A.B.E.X., c'est-à-dire l'indice semestriel des coûts de la construction (frais d'études, gros œuvre et finition, bénéfice de l'entrepreneur et impôts) a progressé de 5,9 % du 1er novembre 1978 au 1er novembre 1979. Un an auparavant, cet indice avait augmenté de 8,7 %. Le ralentissement du rythme de croissance des prix à la consommation a pris fin en 1979. L'augmentation moyenne de l'indice a été aussi élevée en 1979 qu'en 1978, à savoir 4,5 %. Alors que la hausse de l'indice des prix à la consommation par rapport au mois correspondant de l'année précédente était tombée jusqu'à 3,9 % en décembre 1978, une légère accélération jusqu'à 5,1 % a été observée en décembre 1979.

L'indice des produits alimentaires s'est à peine accru en 1979, après avoir enregistré une légère hausse de 1,5 % en 1978. En ce qui concerne les produits non alimentaires, le rythme de croissance s'est accéléré, passant de 3,3 % en 1978 à 6 % en

1979. Le renchérissement des services a régressé de 8,3 % en 1978 à 5,5 % en 1979, celui des loyers de 7,2 % en 1978 à 6 % en 1979.

Pour les produits alimentaires, la rubrique « pain et céréales » a progressé de 3,3 %, après une augmentation de 7 % en 1978. Le prix de la viande a grimpé de 1,2 % (5,1 % en 1978). La rubrique « lait, fromage et œufs » enregistre +0,7 % (+2,7 % en 1978), l'huile et les graisses +1,6 % (+2,3 % en 1978), les légumes frais +7,3 % (—10,4 % en 1978), les fruits frais —10,5 % (—2,3 % en 1978), les conserves de légumes et de fruits —3 % (—1,2 % en 1978), les pommes de terre +34 % (—44,1 % en 1978), le sucre +1,3 % (+4,1 % en 1978), les sucreries, confiserie et autres produits alimentaires —0,3 % (+8,8 % en 1978). Les boissons non alcoolisées ont progressé de 2,3 % (+7,4 % en 1978), les boissons alcoolisées de 0,4 % (4,1 % en 1978). Une augmentation de 3,1 % a été observée pour le « tabac et ses dérivés ». Les articles de vêtements ont crû de 3,9 % en 1979 (l'augmentation était de 5 % en moyenne en 1978). La hausse des prix des chaussures s'est ralentie, passant de 12 % en 1978 à 5,7 % l'année suivante.

En matière de chauffage et d'éclairage, des évolutions divergentes ont été observées. L'électricité a progressé de 2,1 % (3,9 % en 1978), le gaz de 6,7 % (1,3 % en 1978), les combustibles liquides de 38,5 % (—2,8 % en 1978), les combustibles solides de 6,4 % (+6,1 % en 1978).

Le rythme ascensionnel des prix pour la catégorie des meubles, appareils ménagers et outils est demeuré à 3 %, comme en 1978. Ceux des prix en matière de soins corporels et de dépenses d'hygiène ont accusé un ralentissement de 6 % en 1978 à 4,2 % en 1979. La hausse des prix des nouvelles voitures particulières s'est accélérée, passant de 3,6 % en 1978 à 5,4 % en 1979; l'évolution des prix des dépenses relatives à l'emploi de véhicules personnels (dont l'essence) s'est accélérée, passant de 4,2 % en 1978 à 7,1 % en 1979. Le rythme de croissance des prix dans les restaurants, cafés et hôtels s'est ralenti de 7,6 % en 1978 à 2,3 % en 1979, alors que les voyages touristiques sont devenus plus chers encore en 1979, à savoir 10,7 % d'augmentation (9,8 % en 1978).

Une comparaison des prix à la consommation à l'échelle internationale révèle qu'une nette accélération de la hausse des prix s'est produite au cours de l'année 1979, bien que la hausse moyenne des prix soit encore limitée dans certains pays tels l'Allemagne (4 %), les Pays-Bas (4,2 %), la Belgique (4,5 %) et le Luxembourg (4,5 %).

En France et au Danemark, un rythme d'inflation de 12 % a été atteint en décembre 1979 par rapport à l'année 1978. Aux Etats-Unis, l'accélération a été plus importante encore atteignant 13 % à la fin de l'année. L'Italie et le Royaume-Uni ont enregistré les hausses de prix les plus fortes.

*
* *

Indices des prix de gros
(1953=100)

PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1975 Moyenne (a)	193,0	195,1	163,8	179,5	209,1	174,4	169,5	207,9	208,0	196,5
1975 Moyenne (b)	171,5	184,7	155,4	169,7	182,0	155,8	153,1	178,5	180,7	172,0
1976 Moyenne (a)	206,7	222,3	181,5	204,2	219,0	184,9	181,7	221,1	215,9	207,3
1976 Moyenne (b)	183,7	210,4	172,2	193,1	190,7	165,1	164,1	189,8	187,6	181,4
1977 Moyenne (a)	211,7	222,0	204,5	213,5	225,2	182,8	182,7	223,8	222,8	211,2
1977 Moyenne (b)	188,1	210,1	194,1	201,9	196,0	163,2	165,0	192,2	193,6	184,8
1978 Moyenne (a)	206,4	210,7	185,7	198,6	224,6	176,8	178,8	217,6	223,0	208,3
1978 Moyenne (b)	184,6	199,4	176,3	187,8	196,9	159,2	162,6	188,7	195,3	183,7
1979 Moyenne (a)	219,4	228,4	193,5	212,9	233,3	199,4	194,6	230,6	232,8	220,9
1979 Moyenne (b)	196,2	216,1	183,7	201,3	204,6	179,6	176,9	200,0	203,9	194,9
1979 (b) Janvier	189,5	211,0	176,8	195,6	199,4	167,0	168,0	193,1	198,5	188,0
Février	191,4	212,9	175,0	195,9	200,5	172,9	171,0	195,7	200,0	190,3
Mars	193,3	212,5	176,5	196,0	202,9	175,9	174,5	197,8	201,6	192,6
Avril	193,4	210,0	176,9	194,8	202,9	177,9	175,1	198,2	202,0	193,0
Mai	195,7	212,3	182,9	198,5	204,1	180,6	177,3	201,3	202,8	194,9
Juin	196,6	211,8	192,3	201,6	204,3	182,6	178,6	200,5	203,5	195,4
Juillet	197,9	221,7	192,3	208,2	204,9	181,2	178,3	198,9	204,8	195,4
Août	196,8	212,9	188,5	201,5	205,3	181,2	178,6	199,3	204,9	195,6
Septembre	198,0	215,9	188,6	203,5	205,8	182,4	179,6	200,5	205,8	196,6
Octobre	199,4	216,3	186,8	202,7	208,1	183,6	181,0	204,0	207,1	198,6
Novembre	200,8	228,4	184,4	208,7	208,2	184,8	181,3	204,1	207,5	198,9
Décembre	201,1	228,0	182,8	208,6	208,9	184,8	179,8	206,0	208,1	199,2

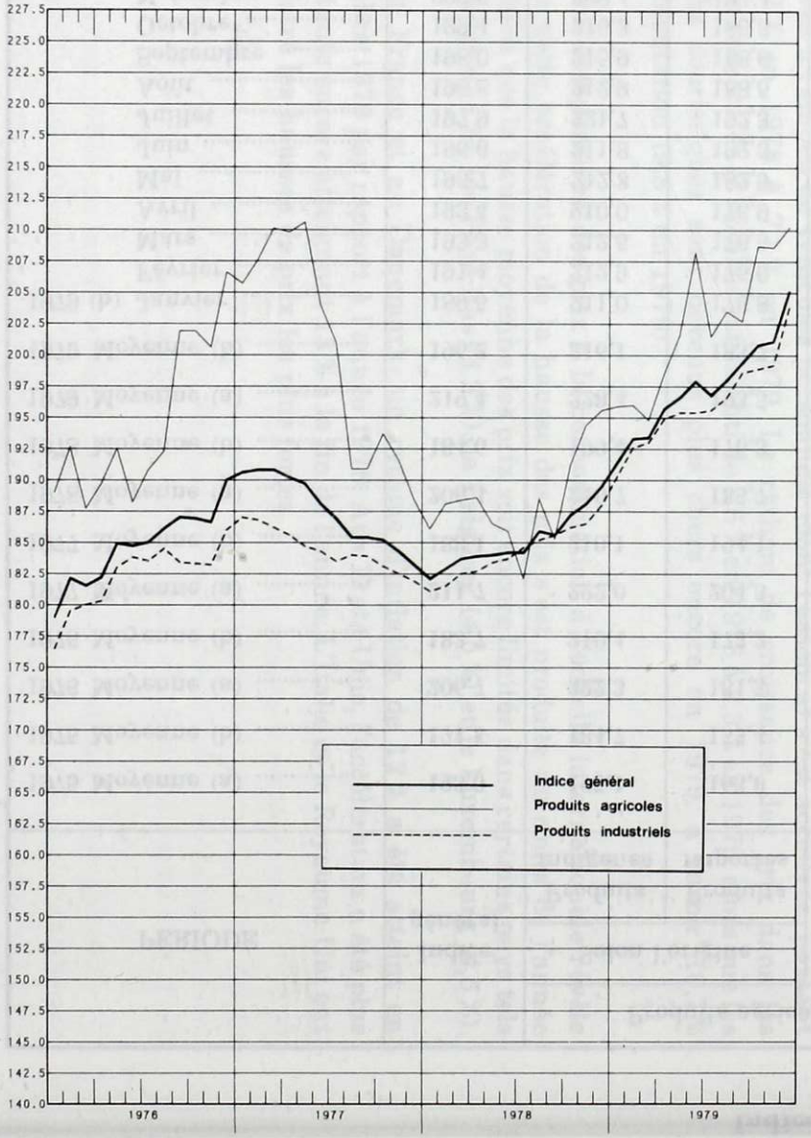
(a) T.V.A. incluse.
(b) T.V.A. exclue.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix de gros

T.V.A. exclue

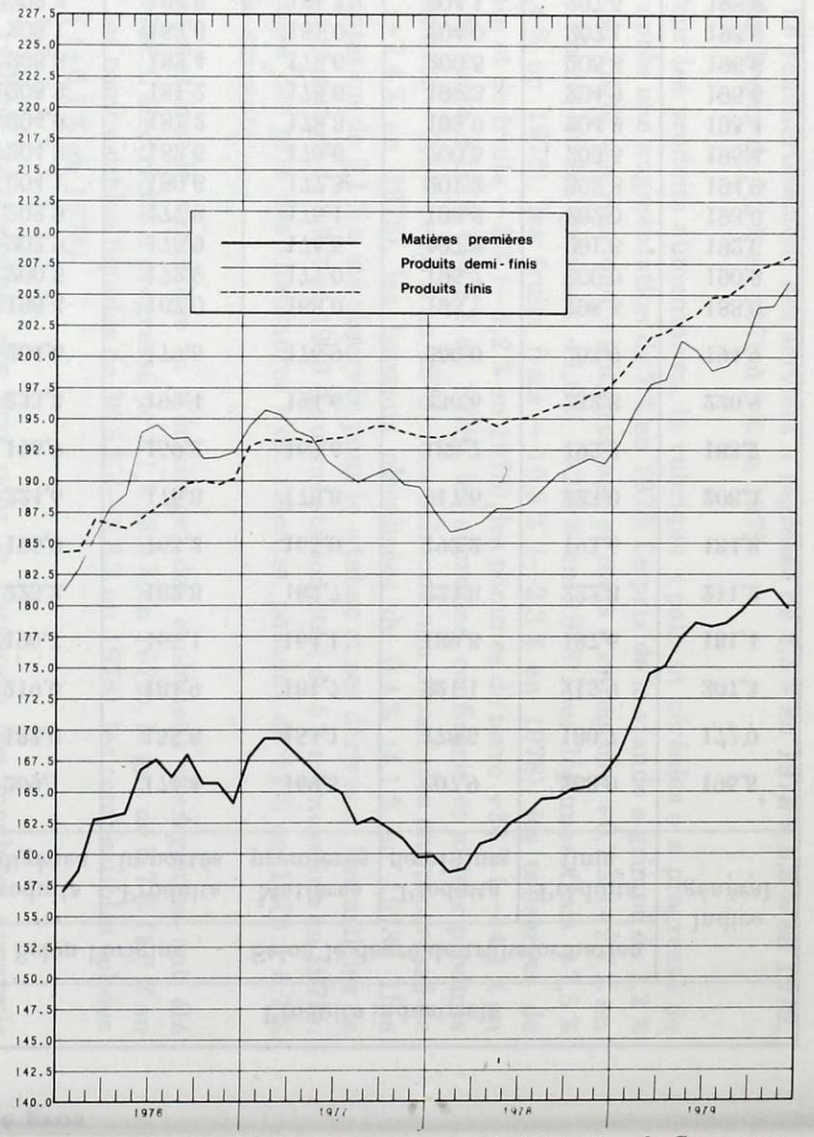
(1953=100)



Indices des prix de gros des produits industriels

T.V.A. exclue

(1953=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices particuliers des prix de gros

(1953=100)

PÉRIODE	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1975 Décembre (a)	213	166	161	193	157	155	109	171	210	135	240	181
1975 Décembre (b)	226	175	180	216	178	181	115	202	241	150	283	210
1976 Décembre (a)	212	190	168	198	161	163	126	184	210	149	262	184
1976 Décembre (b)	224	201	188	222	182	190	133	217	242	166	309	214
1977 Décembre (a)	227	163	158	194	158	166	118	179	195	146	276	188
1977 Décembre (b)	240	172	176	217	180	195	125	212	224	162	325	218
1978 Décembre (a)	215	177	186	199	161	172	139	183	198	146	283	192
1978 Décembre (b)	228	186	206	220	181	200	148	212	225	165	327	220
1979(a) Janvier	219	175	185	201	163	173	131	183	201	146	288	193
Février	220	175	195	205	163	176	147	183	201	147	288	198
Mars	220	176	196	210	163	181	146	183	202	150	288	200
Avril	216	177	196	211	163	179	146	183	205	150	288	200
Mai	218	181	197	217	162	181	171	183	205	151	290	202
Juin	218	187	202	218	163	180	168	183	205	151	290	202
Juillet	217	200	202	221	163	180	152	183	207	151	290	201
Août	218	187	202	220	162	180	159	183	205	152	290	201
Septembre	222	187	203	222	163	183	154	195	205	152	290	202
Octobre	222	186	198	228	166	182	147	197	209	153	290	203
Novembre	230	190	198	228	167	182	162	197	208	152	290	204
Décembre	231	189	198	232	167	182	156	197	205	152	290	204
1979 Décembre (b)	245	199	219	258	187	211	165	228	232	170	336	234

(a) T.V.A. exclue.
(b) T.V.A. incluse.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix à la consommation

(juillet 1974 / juin 1975 = 100)

PÉRIODE	Catégories d'articles							
	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires, chauffage et éclairage	Meubles, appareils ménagers, ustensiles de ménage et dépenses d'entretien courant	Soins corporels et dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Pondération (‰)	**264,20**	**96,10**	**151,40**	**104,60**	**39,80**	**142,10**	**76,10**	**125,70**
1977 Moyenne	**126,05**	**118,09**	**121,70**	**115,08**	**124,10**	**122,43**	**117,56**	**126,51**
1978 Moyenne	**128,54**	**125,61**	**128,37**	**118,71**	**131,54**	**128,37**	**122,56**	**135,87**
1979 Moyenne	**129,36**	**130,57**	**143,13**	**122,28**	**137,08**	**136,04**	**125,76**	**142,65**
1979 Janvier	129,87	129,46	134,04	121,11	135,62	131,98	124,56	139,32
Février	129,63	129,45	136,58	120,88	136,23	132,27	124,81	139,70
Mars	129,47	129,60	136,82	120,93	136,79	132,47	125,16	139,66
Avril	128,35	130,04	138,36	121,34	136,90	133,16	125,11	141,16
Mai	127,62	130,36	139,87	121,73	137,02	134,66	125,42	141,21
Juin	127,67	130,65	142,40	122,31	137,05	135,45	125,90	141,64
Juillet	128,47	130,72	144,77	122,54	137,07	136,19	126,28	144,54
Août	129,30	130,74	146,54	122,71	137,60	136,84	125,83	144,92
Septembre	129,84	130,78	147,12	122,74	137,57	137,34	126,13	144,51
Octobre	130,39	131,34	149,13	123,14	137,54	139,72	126,39	144,86
Novembre	130,61	131,72	150,84	123,79	137,60	140,63	126,78	144,78
Décembre	131,13	132,02	151,11	124,12	137,98	141,80	126,73	145,48

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du commerce.

Indices des prix à la consommation

(juillet 1974 / juin 1975 = 100)

PÉRIODE	Groupes				Indice officiel
	Produits alimentaires	Produits non-alimentaires	Services	Loyer	
Pondération (‰)	**251,50**	**427,90**	**270,60**	**50,00**	**1 000,00**
1977 Moyenne	**125,46**	**116,00**	**129,94**	**118,92**	**122,30**
1978 Moyenne	**127,28**	**119,87**	**140,75**	**127,52**	**127,77**
1979 Moyenne	**127,90**	**127,04**	**148,52**	**135,14**	**133,48**
1979 Janvier	128,47	122,87	145,49	131,99	130,86
Février	128,22	123,38	146,05	134,43	131,29
Mars	128,04	123,62	146,22	134,14	131,37
Avril	126,86	124,47	147,02	134,59	131,68
Mai	126,08	125,46	147,46	134,82	132,04
Juin	126,12	126,72	147,91	135,23	132,73
Juillet	126,96	127,72	149,57	135,49	133,83
Août	127,83	128,44	149,92	135,73	134,46
Septembre	128,39	128,64	150,07	135,95	134,74
Octobre	128,96	130,24	150,46	136,15	135,69
Novembre	129,19	131,19	150,79	136,45	136,26
Décembre	129,70	131,72	151,33	136,71	136,77

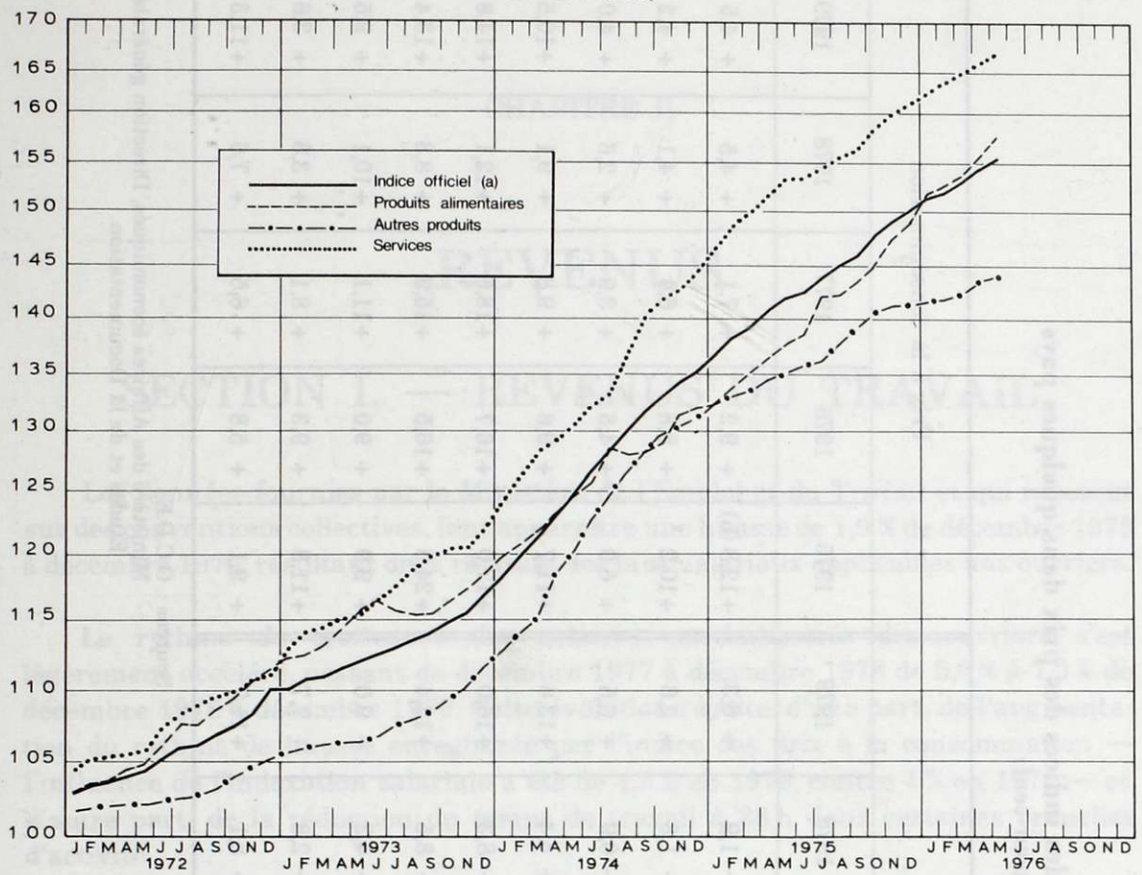
Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du commerce.

Indices des prix à la consommation

PÉRIODE	Indice général			Produits alimentaires (Boissons compris.)	Produits non alimentaires	Services
	Base juill. 1974 juin 1975 =100	Base 1971=100	Base 1966=100	Base 1971=100		
1972	76,97	105,45	125,37	106,62	102,81	107,63
1973	82,32	112,78	134,09	115,15	107,58	117,28
1974	92,76	127,08	151,09	125,94	122,69	134,02
1975	104,60	143,31	170,38	140,07	136,55	154,07
1976	114,19	156,44	185,99	..	..	..
1977	122,30	167,55	199,20	..	..	..
1978	127,77	175,04	208,11	..	..	..
1979	133,48	182,86	217,41	..	..	..
1979 Janvier	130,86	179,28	213,14	..	..	..
Février	131,29	179,87	213,85	..	..	..
Mars	131,37	179,98	213,97	..	..	..
Avril	131,68	180,40	214,48	..	..	..
Mai	132,04	180,89	215,06	..	..	..
Juin	132,73	181,84	216,19	..	..	..
Juillet	133,83	183,35	217,98	..	..	..
Août	134,46	184,21	219,01	..	..	..
Septembre	134,74	184,59	219,46	..	..	..
Octobre	135,69	185,89	221,01	..	..	..
Novembre	136,26	186,67	221,94	..	..	..
Décembre	136,77	187,37	222,77	..	..	..

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

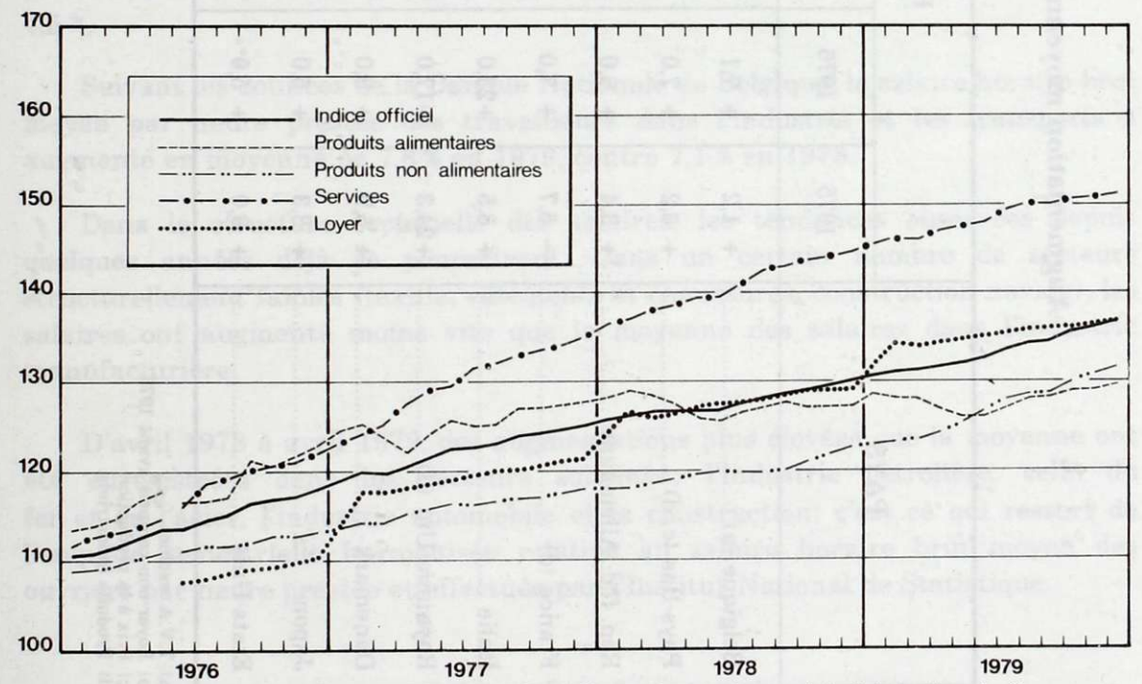
Indices des prix à la consommation
(1971 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Avant mars 1972 l'indice officiel établi sur la base 1966 = 100, a été converti sur la base 1971 = 100.

Indices des prix à la consommation de 1976 à 1979 (a)
(base juillet 1974 - juin 1975 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Nouveaux indices à partir du 1er juin 1976.

Augmentation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays

(en pour-cent)

PAYS	Prix de gros					Prix à la consommation				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
Belgique (a)	+ 1,2	+ 7,1	+ 2,4	— 1,9	+ 6,3	+12,8 (b)	+ 9,2	+ 7,1	+ 4,5	+ 4,5
Pays-Bas (c, d)	+ 6,2	+ 7,0	+ 5,6	+ 1,8	+ 2,6	+10,2	+ 8,8	+ 6,4	+ 4,1	+ 4,2
Rép. féd. Allemagne	+ 3,4	+ 6,0	+ 1,9	— 0,9	+ 6,5	+ 6,0	+ 4,5	+ 3,9	+ 2,6	+ 4,0
France (d)	— 5,7	+ 7,0	+ 5,6	+ 4,4	+13,6	+11,7	+ 9,6	+ 9,8	+ 9,1	+10,5
Italie	+ 8,5	+23,0	+17,1	+ 8,3	+16,0	+17,0	+16,7	+18,5	+12,1	+14,8
Royaume-Uni (d)	+24,3	+17,0	+20,5	+ 8,5	+12,4	+24,3	+16,5	+15,9	+ 8,3	+13,4
Danemark	+ 5,9	+ 8,0	+ 8,3	+ 4,3	+ 9,0	+ 9,9	+ 9,0	+11,1	+10,1	+ 9,5
Japon	+ 3,3	+ 5,0	+ 1,9	— 2,8	+ 7,7	+11,8	+ 9,3	+ 8,1	+ 3,8	+ 3,6
Etats-Unis	+ 9,0	+ 5,0	+ 5,7	+ 8,1	+11,7	+ 9,1	+ 5,8	+ 6,5	+ 7,6	+11,3

(a) T.V.A. exclue.
(b) Loyer non compris avant 1976.
(ç) Prix à la production.
(d) Produits industriels.

Sources : O.C.D.E.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

CHAPITRE II

REVENUS

SECTION I. — REVENUS DU TRAVAIL

Les données fournies par le Ministère de l'Emploi et du Travail et qui reposent sur des conventions collectives, font apparaître une hausse de 1,9 % de décembre 1978 à décembre 1979, résultant de la révision des taux salariaux applicables aux ouvriers.

Le rythme de croissance des salaires conventionnés des ouvriers s'est légèrement accéléré, passant de décembre 1977 à décembre 1978 de 5,6 % à 7,3 % de décembre 1978 à décembre 1979. Cette évolution résulte, d'une part, de l'augmentation du rythme de hausse enregistrée par l'indice des prix à la consommation — l'influence de l'indexation salariale a été de 4,8 % en 1979, contre 4 % en 1978 — et, d'autre part, de la réduction du temps de travail à 38 h dans certaines branches d'activité.

Des données relatives aux conventions collectives pour les employés, il ressort que les salaires se sont accrus dans une moindre mesure que ceux des ouvriers : 5,1 % de décembre 1978 à décembre 1979. L'influence de la révision des taux salariaux a été de 0,6 %, tandis que l'échelle mobile des salaires a fait s'accroître les traitements de 4,5 %.

Suivant les données de la Banque Nationale de Belgique, le salaire horaire brut moyen par heure prestée des travailleurs dans l'industrie et les transports a augmenté en moyenne de 7,8 % en 1979, contre 7,1 % en 1978.

Dans la structure sectorielle des salaires, les tendances observées depuis quelques années déjà se poursuivent. Dans un certain nombre de secteurs structurellement faibles (textile, vêtements et chaussures, construction navale), les salaires ont augmenté moins vite que la moyenne des salaires dans l'industrie manufacturière.

D'avril 1978 à avril 1979, des augmentations plus élevées que la moyenne ont été enregistrées dans les secteurs suivants : l'industrie pétrolière, celle du fer et de l'acier, l'industrie automobile et la construction; c'est ce qui ressort de l'enquête semestrielle harmonisée relative au salaire horaire brut moyen des ouvriers par heure prestée et effectuée par l'Institut National de Statistique.

*
* *

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes
(1975=100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	1978				1979			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	145,0	148,3	149,8	151,5	154,4	156,8	159,3	162,9
Energie et eau	126,1	128,9	129,3	130,8	135,4	135,7	138,3	143,5
Industries manufacturières	127,5	129,3	130,4	132,6	134,4	136,4	139,4	142,1
dont : produits alimentaires	133,7	136,9	137,4	139,8	141,6	144,3	146,5	151,1
textiles	124,7	125,0	127,3	127,4	131,9	132,0	136,5	139,2
confection, chaussures	127,3	127,4	127,6	130,0	131,9	134,4	136,1	138,6
chimie	132,3	132,3	133,7	136,3	139,1	139,1	143,3	143,3
métallurgie	123,9	125,7	126,7	129,0	130,3	133,5	134,9	137,2
fabrications métalliques	125,9	128,5	128,9	131,4	132,0	134,6	138,4	141,3
Construction	135,3	141,0	141,9	143,1	148,9	150,9	151,8	154,4
Commerce	134,0	136,2	137,4	139,0	140,8	144,4	146,7	149,8
Transports	131,3	132,3	134,8	136,9	141,0	141,6	144,5	149,3
Services	133,9	135,1	136,7	138,8	142,5	142,9	146,3	147,6
Indice général ...	**129,7**	**132,2**	**133,3**	**135,3**	**137,9**	**140,1**	**142,6**	**145,4**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires

(1970=100)

PÉRIODE	Salaires horaires bruts			Salaires-coût		Appointements-coût		Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Industries par heure	Commerce par heure	Célibataire ou marié sans enfants	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1974	180	173	179	183	182	174	177	171	168	165
1975	216	205	214	225	223	211	216	202	199	195
1976	240	227	239	246	246	241	254	224	221	216
1977	262	249	263	267	270	269	283	245	241	235
1978	281	265	281	288	288	288	304	262	257	250
1979 (c)	303	285	301	301	312	..	..	283	276	268
1978 Mars	273	258	273	281	282	267	285	256	251	246
Juin	278	264	280	287	286	273	291	260	255	249
Septembre	279	266	283	288	287	268	289	261	256	250
Décembre	292	272	288	296	301	343	349	273	266	257
1979 Mars (c)	290	277	293	298	299	283	305	271	265	258
Juin (c)	302	283	299	298	312	..	..	283	276	266
Septembre (c)	301	287	302	305	310	..	..	281	275	268
Décembre (c)	316	292	308	304	327	..	..	297	289	280

(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.
(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4).
Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques, Louvain (col. 5 à 11).

Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête avril 1979 (a)

(en francs)

DÉSIGNATION	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale
Industrie extractive	**243,25**	**232,43**	**(b)**
Electricité et gaz	**(b)**	**(b)**	**(b)**
Industrie manufacturière	**186,86**	**207,25**	**183,33**
Sidérurgie	(b)	(b)	(b)
Industrie des métaux non ferreux	231,00	218,23	(b)
Industrie des produits minéraux non métalliques	205,67	203,51	(b)
Raffinage de pétrole	329,46	—	(b)
Industrie chimique	243,98	212,00	177,52
Construction d'automobile et pièces détachées	235,16	221,27	211,10
Construction et assemblage de véhicules automobiles, et construction des moteurs pour ceux-ci	245,36	—	213,75
Chantiers navals	212,10	186,62	(b)
Construction électrique	193,98	196,38	180,65
Industrie du bois et du meuble	182,20	172,99	200,85
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier; imprimerie et édition	194,85	200,36	214,96
Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques	185,61	197,73	(b)
Industrie du cuir	155,74	179,39	133,89
Industrie du textile	159,16	150,82	143,58
Industrie de l'habillement	129,04	132,34	144,38
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	184,07	187,20	185,72
Construction	**211,82**	**212,22**	**215,63**
Ensemble de l'industrie	**192,19**	**209,64**	**195,60**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.
(b) Les données n'existent pas où la moyenne couvre moins de quatre entreprises.

Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée

(en francs)

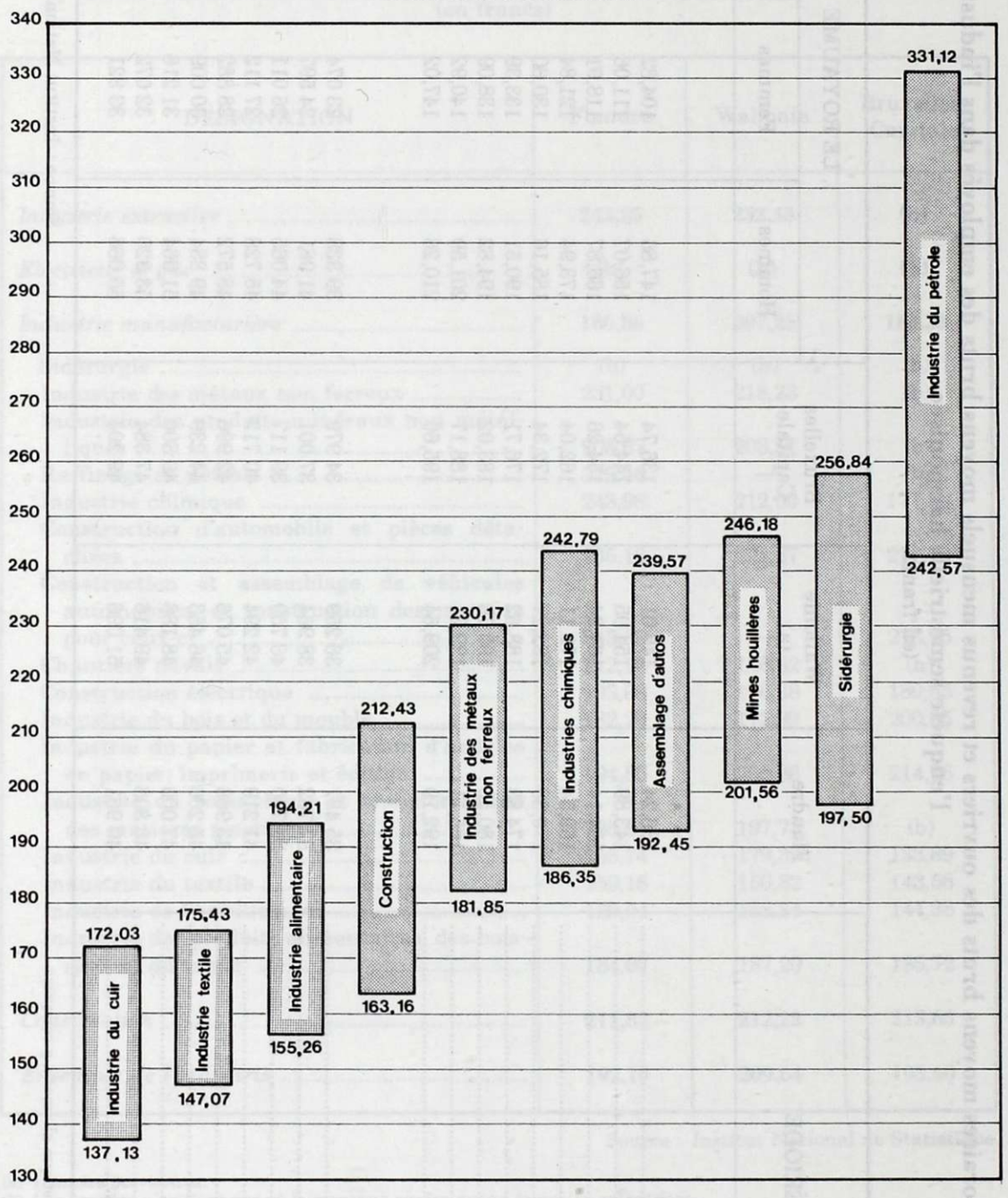
PÉRIODE	Flandre	Wallonie (a)	Bruxelles Capitale	LE ROYAUME		
				Hommes	Femmes	Total
Ouvriers :						
Avril 1975	136,24	146,01	136,74	147,86	104,82	139,05
Octobre 1975	143,89	154,05	144,54	156,07	111,06	146,85
Avril 1976	154,14	164,34	154,26	166,87	118,91	157,05
Octobre 1976	159,54	172,11	162,04	173,94	121,84	163,28
Avril 1977	170,38	182,27	172,34	185,16	130,60	173,98
Octobre 1977	174,83	188,62	176,71	190,51	133,39	178,88
Avril 1978	180,55	193,76	183,02	194,82	138,09	182,84
Octobre 1978	185,11	199,21	188,17	201,59	140,92	189,23
Avril 1979	192,19	209,64	195,60	210,26	147,02	197,33
Employés :						
Avril 1975	35 431	36 259	34 979	39 338	23 074	35 573
Octobre 1975	37 762	38 964	37 001	41 981	24 597	37 957
Avril 1976	39 700	40 759	39 117	44 065	26 011	39 886
Octobre 1976	41 219	42 294	40 713	45 728	27 112	41 422
Avril 1977	43 968	45 076	42 996	48 572	28 882	44 018
Octobre 1977	45 206	46 453	44 239	49 884	30 009	45 288
Avril 1978	47 000	48 188	46 600	51 964	31 216	47 166
Octobre 1978	48 308	49 416	47 384	53 320	32 072	48 406
Avril 1979	49 961	51 096	49 204	55 066	33 321	50 037

(a) Région de rôle linguistique allemand y comprise.

Source : Institut National de la Statistique.

Evolution du salaire horaire moyen brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries

(avril 1976 à avril 1979)



Source : Institut National de Statistique.

Rémunérations des travailleurs assujettis à la sécurité sociale et au F.N.R.O.M. (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1967	254,0	88,1	34,7
1968	269,3	94,6	35,2
1969	299,2	106,8	35,7
1970 (c)	422,4	134,2	31,8
1971 (c)	478,2	153,8	32,2
1972 (c)	543,7	174,3	32,1
1973 (c)	632,7	202,2	32,0
1974 (c)	773,6	243,2	31,4
1975 (c)	897,1	296,1	33,0
1976 (c)	1 008,5	330,8	32,8
1977 (c)	1 110,0	365,8	33,0
1978 (c)	1 179,8	385,5	32,7

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande. Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.
(c) A partir de 1970, apprentis, fonctionnaires et domestiques inclus.

Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. (a)

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1975 (b)	1976 (b)	1977 (b)	1978 (b)
Cotisations de sécurité sociale :				
Retraite et survie	94 304	106 268	115 291	122 290
Maladie-invalidité	68 994	77 732	84 964	90 447
Chômage	15 796	17 932	19 169	20 144
Allocations familiales	52 168	59 734	65 415	69 524
Vacances annuelles	44 654	48 571	53 656	56 073
Maladies professionnelles	4 310	4 915	5 379	5 764
Accidents du travail	—	—	3 338	3 587
Cotisations spéciales :				
Sécurité d'existence — construction	8 058	9 338	10 718	11 049
Sécurité d'existence — autres secteurs	1 679	2 034	2 685	2 868
Fermeture d'entreprises	1 322	1 303	1 518	2 138
Crédit d'heures	1 038	14	3	1
Total ...	**292 322**	**327 839**	**362 133**	**383 885**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les apprentis, les fonctionnaires et les domestiques.
Interventions financières de l'Etat exclues.

SECTION II. — REVENUS DES SOCIETES

L'évaluation des résultats des sociétés se heurte, en Belgique, au problème de la disponibilité des statistiques. Plusieurs sources sont ainsi à la disposition de l'observateur, mais, le plus souvent, elles ne sont pas homogènes entre elles, ni dans le temps ni dans les définitions. Jusqu'il y a peu, l'I.N.S. dépouillait les résultats des sociétés et produisait des tableaux synthétiques assez vastes. L'avantage de cette source est l'ampleur du nombre de sociétés recensées : plus de 19 000 dans la dernière livraison; le désavantage est le délai de mise à disposition. Les dernières données disponibles datent de l'année (de publication) 1975 et sont donc relatives à un exercice réel s'étendant essentiellement sur 1974 et partiellement sur 1975 pour quelques entreprises.

On remarque, dans les ratios reportés dans les tableaux, que les exercices 1972, 1973 et 1974 ont été apparemment favorables aux résultats des sociétés : rapportée aux fonds propres, la rentabilité atteint respectivement 7,6 %, 9,2 % et 8,2 %. Les résultats de l'année de publication 1975 sont déjà affectés par la crise, puisque celle-ci s'est franchement affirmée au second semestre de 1974.

Le solde bénéficiaire net global est donc déjà en recul, et le nombre de sociétés en perte double déjà par rapport à l'exercice précédent. Les dividendes poursuivent leur progression, qui avait été remarquable l'année précédente.

Au-delà de ces années, c'est à d'autres sources qu'il faut faire appel. D'une part les échantillons étudiés par les services d'études de la Kredietbank et de la Banque de Paris et des Pays-Bas constituent des éléments d'approche et, d'autre part, les évaluations de la Banque Nationale quant aux évolutions des prix de revient et des prix de vente des entreprises, permettent de se faire une idée sur des périodes plus récentes. Enfin, cette même Banque Nationale a récemment repris le travail, auparavant assumé par l'I.N.S., de recension exhaustive des bilans d'un maximum possible de sociétés par actions belges. La « Centrale des Bilans » créée à cet effet vient de produire un premier rapport relatif aux résultats de plus de 7 000 sociétés pendant l'exercice 1977.

Ces différentes sources se recoupent et confirment ce qui a déjà été écrit dans ces pages l'année dernière. On constate ces dernières années d'une part une corrélation, assez logique sans doute, entre l'évolution des profits bruts nominaux et les mouvements de la production et, d'autre part, une dégradation des ratios de rentabilité avec une amélioration récente.

Pour faire une estimation des résultats, la Banque Nationale envisage l'évolution du prix de revient à travers le salaire-coût tenant compte de la productivité, les prix des « inputs » intérieurs et importés, l'évolution des charges financières; le prix de vente est appréhendé à travers les prix de gros industriels et les prix à l'exportation. Il s'agit naturellement ici essentiellement des résultats de l'industrie. Les résultats des sociétés financières et des sociétés de distribution ont, dans l'ensemble, été meilleurs et plus stables que ceux de l'industrie. Dans cette optique, l'année 1976 a connu une forte croissance des profits nominaux globaux, mais pas d'amélioration de

la marge bénéficiaire déjà dégradée en 1975. L'année 1977 aurait connu une amélioration de la marge bénéficiaire mais l'interruption des mouvements de reprise de la production a fait baisser le montant global des profits nominaux bruts. Les années 1978 et 1979, pendant lesquelles on a enregistré une reprise conjoncturelle ont, en conséquence, poussé à la hausse la production et les profits nominaux bruts. Il semble que les marges se soient aussi améliorées ces années là. Les estimations de la Banque Nationale sont cependant faites dans une optique de type macro-économique : le rapport retenu est celui des bénéfices nets au produit national; dans cette optique, après les trois mauvaises années de 1975, 1976 et 1977, on enregistre une amélioration en 1978 et 1979.

Ces résultats sont comptabilisés d'après la méthode du coût historique des amortissements. Si l'on applique la méthode, actuellement fort débattue, de la comptabilité d'inflation qui évalue les amortissements d'après le coût de remplacement, les niveaux de bénéfice sont plus bas. En 1974, 1975, 1976 et 1977 on aurait même globalement connu des pertes nettes (dans l'industrie), la plus forte se produisant en 1975. Dans les deux méthodes, le profil de l'évolution reste identique, une amélioration étant enregistrée en 1978 et 1979 : ces deux années et surtout la dernière dégagent des bénéfices nets aussi en comptabilité d'inflation. L'évolution des profits nominaux telle qu'estimée par la Banque Nationale est confirmée par les estimations sur échantillon de la Kredietbank.

Si l'on retient un critère plus lié à la vie de l'entreprise comme telle, à savoir le ratio de rentabilité qui rapporte les bénéfices nets aux fonds propres, les échantillons disponibles actuellement ne montrent pas la situation sous un jour très favorable. Sur cette base, on enregistre ces dernières années une dégradation de ce rapport. Cette base d'évolution est malheureusement limitée sauf pour l'année 1977 pour laquelle, de la première publication de la centrale des bilans, on peut déduire une rentabilité globale négative. Ce résultat est cependant influencé par les grosses pertes de certains secteurs, à savoir la sidérurgie, les métaux non ferreux et les transports et communications. Par ailleurs, la rentabilité brute (bénéfices bruts sur fonds propres) est assez élevée, ce qui montre aussi l'importance des amortissements pratiqués actuellement en Belgique.

*
* *

Rentabilité et endettement des entreprises belges (a)

DÉSIGNATION (b)	1977					1978				
	Fonds propres (10^6 F)	Dettes à long terme (10^6 F)	% (c)	Bénéfice net recalculé (10^6 F)	% (d)	Fonds propres (10^6 F)	Dettes à long terme (10^6 F)	% (c)	Bénéfice net recalculé (10^6 F)	% (d)
1. Divers	7 997	2 110	26,4	322	4,0	8 847	2 485	28,1	356	4,0
2. Pétrole	54 366	55 984	103,0	4 452	8,2	55 133	55 259	100,2	6 132	11,1
3. Electricité	60 765	70 656	116,3	6 845	11,3	70 216	82 284	117,2	7 067	10,1
4. Distribution	7 866	7 814	99,3	1 025	13,0	8 257	8 396	101,7	1 347	16,3
5. Trusts	21 362	3 630	17,0	1 493	7,0	21 263	2 098	9,9	1 553	7,3
6. Banques	46 190	—	—	4 348	9,4	48 109	—	—	3 696	7,7
7. Chimie	61 360	22 346	36,4	2 994	4,9	48 841	16 002	32,8	292	0,6
8. Transport	5 342	5 490	102,8	142	2,7	5 261	5 868	111,6	88	1,7
9. Holdings	48 427	8 993	18,5	2 194	4,5	49 065	11 719	23,9	2 385	4,9
10. Fabrications métalliques	13 118	6 729	51,3	420	3,2	13 692	13 862	101,2	1 001	7,3
11. Matériel électrique	4 863	4 227	86,9	170	3,5	4 992	5 557	111,3	166	3,3
12. Construction	13 355	10 596	78,2	206	1,5	13 413	12 016	89,6	117	0,9
13. Immobilier	3 796	23 932	630,5	56	1,5	3 821	2 121	55,5	40	1,1
14. Alimentation	4 749	1 212	25,5	101	2,1	4 395	579	13,2	165	3,8
15. Textile	3 570	827	23,2	— 48	— 1,3	3 615	843	23,3	21	0,6
16. Verre	11 406	4 811	42,2	— 999	— 8,8	12 493	3 804	30,4	— 2 179	— 17,0
17. Plantation	9 474	—	—	14	0,9	1 446	2	0,1	29	2,0
18. Non-ferreux	35 757	19 334	54,1	— 846	— 2,4	37 872	6 973	18,4	— 1 468	— 3,9
19. Papier	2 859	2 378	83,2	— 407	—14,2	2 730	2 690	98,5	— 170	— 6,2
20. Sidérurgie	25 479	41 624	161,7	—13 346	—51,8	21 565	51 635	239,4	—12 150	— 56,3
21. Charbonnages	—	—	—	—	—	808	121	15,0	— 1 591	—196,6
Total avec charbonnages	**435 342**	**292 889**	**75,3**(e)	**9 027**	**2,1**	**435 834**	**284 315**	**73,3**(e)	**6 947**	**1,6**
Total sans charbonnages	**434 571**	**292 683**	**75,4**(e)	**9 136**	**2,1**	**435 026**	**284 194**	**73,3**(e)	**8 538**	**2,0**
Total sans sidérurgie	**409 593**	**251 265**	**69,1**(e)	**22 373**	**5,5**	**414 269**	**232 680**	**63,5**(e)	**19 097**	**4,6**

(a) Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Classés d'après le pourcentage des bénéfices nets recalculés par rapport aux fonds propres en 1976.
(c) Dettes à long terme par rapport aux fonds propres en %.
(d) Bénéfice net recalculé par rapport aux fonds propres en %.
(e) Non compris le secteur bancaire.

Source : Banque de Paris et des Pays-Bas, Belgique, Notes économiques, septembre 1977.

Evolution des bénéfices nets, des dividendes et de l'impôt des sociétés, d'après des sources différentes

(en % par rapport à l'année précédente)

ANNÉE (a)	Bénéfices nets			Dividendes			Impôt sur les sociétés (c)
	(b)	(c)	(d)	(b)	(c)	(d)	
1968	27,9	30,6	—	12,0	11,1	11,0	23,0
1969	17,8	19,9	35,9	18,4	19,1	23,7	19,0
1970	14,1	17,8	3,0	11,3	11,7	8,5	17,3
1971	— 6,6	—10,6	—11,5	1,1	1,7	— 4,3	14,7
1972	25,9	23,5	17,5	15,2	17,5	15,1	31,2
1973	28,6	22,0	40,2	25,7	26,1	19,6	19,4
1974	—	4,9	— 6,6	—	—14,8	6,0	10,2
1975	—	—49,3	—58,0	—	9,7	—19,7	5,4
1976	—	55,8	55,1	—	6,3	—	3,2
1977	—	—	—51,2	—	3,4	+ 5,9	—
1978	—	—	86,7	—	—	6,0	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Années réelles, et non de publication.
(b) D'après la statistique des rendements, établie par l'Institut National de Statistique, et complété jusqu'à l'année de publication 1974.
(c) D'après la Comptabilité nationale; données provisoires de 1974 à 1978.
(d) D'après la Kredietbank, Bulletins hebdomadaires.

Evolution de la rentabilité dans quelques secteurs (a)

SECTEURS	Place			Rentabilité d'ensemble		
	1976	1977	1978	1976	1977	1978
Distribution	4	1	1	12,6	13,0	16,3
Pétrole	2	4	2	15,4	8,2	11,1
Electricité	3	2	3	12,7	11,3	10,1
Banques	6	3	4	10,9	9,4	7,7
Fabr. métall.	10	9	5	7,7	3,2	7,3
Trusts	5	5	6	11,3	7,0	7,3
Holdings	9	7	7	8,1	4,5	4,9
Divers	1	8	8	19,7	4,0	4,0
Alimentation	14	12	9	2,9	2,1	3,8
Mat. électrique	11	9	10	7,7	3,5	3,3

Source : Banque de Paris et des Pays-Bas.

(a) Classés d'après la rentabilité en 1978. Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.
Rentabilité : bénéfice net recalculé par rapport aux fonds propres en %.

Rendement des soc

Sociétés ayant leur prin

(évol

DÉSIGNATION	Banques (b)	Assurances	Opérations financières et immobilières (b)	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non-ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique
Nombre de sociétés recensées (unités) :												
1970	54	158	1 982	651	3 675	1 336	90	81	919	713	332	631
1971	48	157	2 078	692	3 743	1 356	88	92	901	699	339	635
1972	49	156	2 122	790	3 924	1 391	87	92	898	693	363	644
1973	45	160	2 141	825	4 059	1 425	86	93	915	696	373	653
1974	47	160	2 220	888	4 209	1 512	85	93	938	716	394	662
1975	50	159	2 304	971	4 391	1 562	81	86	940	729	410	711
Capitaux et réserves (en millions de francs) :												
1970	30 193	13 020	90 137	10 166	39 000	54 502	44 010	7 289	26 416	29 005	4 271	71 165
1971	32 467	14 296	94 859	11 096	44 685	60 981	47 178	14 615	26 840	27 751	4 190	77 931
1972	35 683	15 567	101 367	11 592	51 453	70 713	48 597	14 368	28 109	32 317	4 846	85 783
1973	33 370	16 675	105 427	12 723	56 171	76 915	49 122	15 087	28 245	35 095	4 921	88 197
1974	37 151	17 927	114 882	12 850	59 163	84 125	47 748	15 747	29 932	38 212	5 355	94 407
1975	39 599	19 045	129 487	13 583	71 067	90 537	51 095	16 659	31 150	41 872	7 082	101 040
Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :												
1970	3 438	1 622	5 730	879	2 766	4 336	3 020	356	1 270	2 170	— 78	4 972
1971	4 112	1 769	6 156	661	4 095	5 866	3 151	1 418	325	1 342	104	5 485
1972	4 329	2 010	6 133	—174	3 085	6 331	1 128	561	1 142	2 421	—156	6 371
1973	3 703	2 102	8 161	440	5 442	7 452	869	925	1 442	2 574	383	6 579
1974	4 026	2 185	8 920	432	9 518	7 639	3 997	1 561	1 431	2 971	677	9 956
1975	2 495	2 268	10 081	476	6 557	3 778	4 957	1 717	43	1 659	—213	13 353
Dividendes mis en paiement (en millions de francs) (e) :												
1970	1 935	1 047	3 745	390	1 267	1 790	1 472	298	423	904	42	2 752
1971	2 271	1 102	4 170	508	1 302	1 720	1 793	823	368	714	19	3 350
1972	2 442	1 237	4 521	217	1 565	1 979	578	348	368	1 080	22	3 960
1973	2 272	1 323	5 230	269	2 011	2 895	956	548	439	1 427	33	4 367
1974	2 538	1 583	6 616	445	2 179	3 880	2 068	790	539	1 428	64	5 423
1975	1 963	1 670	7 467	602	2 959	3 525	2 482	967	593	1 222	51	7 354
Dette obligataire (en millions de francs; fin année) (f) :												
1970	25 089	7 904	132 173	2 365	990	2 451	3 585	51	267	828	109	1 058
1971	29 749	7 588	152 921	2 261	1 076	2 313	2 779	47	288	822	134	4 011
1972	34 895	7 774	167 386	2 380	2 065	5 488	2 328	349	317	847	175	4 370
1973	40 435	7 294	64 177	2 284	2 120	5 363	1 951	634	315	818	178	5 351
1974	47 614	7 026	74 925	2 293	1 966	5 901	1 233	697	268	776	214	5 661
1975 (g)	56 655	6 800	91 238	2 196	2 806	5 789	1 312	1 286	274	1 225	260	7 930

ons belges (a)
xploitation en Belgique
ur)

	Gaz	Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques	Transports (b)	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total (d)
8	5	108	352	673	355	1 036	543	24	85	143	119	43	34	31	233	181	589	15 605
8	5	111	358	696	369	1 137	558	24	82	149	121	43	32	28	246	172	604	15 992
7	6	107	372	748	397	1 305	570	22	90	152	120	42	32	27	249	173	638	16 696
7	5	102	382	782	427	1 440	573	21	90	152	121	44	27	31	261	177	658	17 205
7	5	101	405	805	459	1 750	630	22	87	164	124	43	33	29	262	187	680	18 177
7	4	97	415	883	501	2 026	670	16	86	163	124	41	35	28	273	190	739	19 170
4	2 551	1 024	9 817	12 206	1 633	3 062	11 194	5 845	2 349	10 200	2 789	1 638	1 235	2 187	3 891	413	2 597	541 182
1	2 546	1 132	11 205	13 223	1 713	4 007	12 379	5 652	2 395	10 601	2 988	1 791	879	2 204	4 469	438	2 820	588 220
6	3 300	1 113	11 200	15 046	1 940	4 611	13 703	5 309	2 552	10 965	3 189	1 637	1 194	2 233	4 606	487	3 153	641 838
5	3 548	1 074	12 762	15 583	2 310	5 090	15 490	5 209	2 625	11 360	3 434	1 973	951	2 385	5 099	513	3 221	677 221
5	3 595	1 024	13 020	16 512	2 758	6 067	17 657	4 889	2 752	11 529	3 679	2 148	1 099	2 795	5 229	606	3 687	723 318
8	5 685	983	13 856	19 530	3 139	7 253	20 407	4 036	2 758	12 270	3 765	2 438	1 284	2 936	6 057	612	3 972	790 550
2	143	42	575	206	67	267	1 009	—100	46	721	305	186	—	160	552	9	133	38 747
5	274	—	803	334	45	296	1 463	— 26	102	822	376	203	—29	153	425	24	188	44 206
3	247	47	492	93	33	357	1 583	—246	—5	928	417	129	—80	142	477	39	71	41 270
3	279	80	265	1 011	— 23	450	2 144	—368	57	985	356	171	60	155	471	66	220	51 948
5	343	—11	771	1 067	—171	627	2 335	—439	191	919	297	174	26	92	467	—	210	66 786
0	390	—33	1 347	1 699	—339	417	2 092	170	203	911	260	155	60	56	149	—18	305	60 774
	149	6	203	313	39	100	252	162	27	539	176	70	30	112	221	6	34	21 601
1	186	5	191	388	41	117	286	75	28	583	191	81	20	118	219	4	32	24 184
	213	5	152	407	43	167	344	22	16	636	207	72	33	85	157	8	34	24 632
	264	13	145	440	34	169	379	10	34	678	203	72	32	108	211	11	46	28 885
	276	2	229	633	32	192	544	37	30	736	170	108	32	132	185	11	40	36 415
	288	2	474	735	54	251	567	85	37	673	167	127	10	115	106	10	133	40 095
1	638	27	137	1 852	22	53	533	8	24	829	6	12	40	2	47	4	67	198 512
2	076	27	250	1 092	48	63	615	4	27	766	21	12	40	2	36	3	65	229 864
3	012	27	401	2 158	239	62	717	3	44	729	26	6	40	2	43	3	79	265 408
2	931	27	1 296	94	238	148	1 067	1	43	1 630	25	5	24	—	43	3	81	173 598
2	846	26	1 209	172	303	621	1 100	—	55	1 570	25	5	43	—	42	3	72	199 655
3	358	23	1 282	1 023	302	1 142	1 465	—	55	1 792	20	5	42	—	43	—	63	240 638

(Suite à la page 308).

Rendement des société

Sociétés ayant leur pri

(évo

DÉSIGNATION	Banques (b)	Assurances	Opérations financières et immobilières (b)	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non-ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique
Soldes bénéficiaires nets rapportés aux capitaux et réserves (en %) :												
1970	11,39	12,46	6,36	8,65	7,09	7,96	6,86	4,88	4,81	7,48	—1,83	6,99
1971	12,67	12,37	6,49	5,96	9,16	9,62	6,68	9,70	1,21	4,84	2,48	7,04
1972	12,11	12,91	6,05	—1,50	6,00	8,95	2,32	3,90	4,06	7,49	—3,22	7,43
1973	11,10	12,61	7,74	3,46	9,69	9,69	1,77	6,13	5,11	7,33	7,78	7,35
1974	10,83	12,18	7,76	3,36	16,08	9,08	8,37	9,91	4,78	7,77	12,64	10,54
1975	6,30	11,91	7,79	3,50	9,23	4,17	9,70	10,31	0,14	3,96	—3,01	13,22
Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :												
1970	6,40	8,04	4,15	3,04	3,25	3,28	3,34	4,00	1,62	3,12	0,98	3,87
1971	6,99	7,70	4,39	4,57	2,91	2,82	3,80	5,63	1,37	2,67	0,45	4,29
1972	6,84	7,95	4,46	1,87	3,04	2,80	1,19	2,42	1,31	3,34	0,45	4,61
1973	6,81	7,93	4,96	2,11	3,58	3,76	1,95	3,63	1,55	4,07	0,67	4,95
1974	6,83	8,83	5,75	3,46	3,68	4,61	4,33	5,01	1 80	3,73	1,19	5,74
1975	4,96	8,77	5,77	4,43	4,16	3,89	4,86	5,80	1,90	2,92	0,72	7,28
Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :												
1970	56,30	64,50	65,40	44,4	45,8	41,3	48,7	83,7	33,7	41,7	—	55,3
1971	55,20	62,30	67,70	76,9	31,8	29,3	56,9	58,0	113,2	55,2	18,3	61,1
1972	56,40	61,50	73,70	—	50,7	31,3	51,2	62,0	32,2	44,6	—	73,7
1973	61,40	62,90	64,10	61,1	37,0	38,8	110,0	59,2	30,4	55,4	8,6	66,4
1974	63,00	72,40	74,10	103,0	22,8	50,7	51,7	50,6	37,6	48,0	9,4	54,4
1975	78,68	73,63	74,07	126,5	45,1	93,3	50,1	56,3	1 379,1	73,7	—	55,1

(a) Les données reprises dans cette statistique se rapportent aux exercices dont les dividendes ont été payés dans l'année « t ». Ces exercices se répartissent donc sur les années « t-1 » et « t ». Les données relatives à 1976, 1977, 1978 et 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Depuis 1973, les montants concernant la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA ne sont plus repris dans cette statistique.
(c) La rubrique « Electricité » comprend les entreprises privées de production, de la coordination de la production et de distribution d'énergie électrique.
(d) Quoique non détaillés dans ce tableau, les montants se rapportant aux secteurs suivants : « Eau; Déchets et récupération; Diamant; Agriculture, horticulture, pêche et élevage » et quelques autres non dénommés, sont cependant inclus dans les totaux.
(e) Du fait qu'un certain nombre d'entreprises détiennent des participations dans d'autres entreprises (du même secteur ou de secteurs différents), une partie des dividendes repris dans cette rubrique est comptée deux ou même plusieurs fois.
(f) Les intérêts capitalisés des bons de capitalisation ne sont pas compris dans la dette obligataire en cours.
(g) Données provisoires.

n belges (suite) (a)
d xploitation en Belgique
ec ur)

	Gaz	Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques	Transports (b)	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total (d)
8	5,61	4,10	5,86	1,69	4,10	8,72	9,01	—1,71	1,95	7,07	10,94	11,36	—	7,32	14,19	2,18	5,12	7,16
4	10,76	—	7,17	2,53	2,63	7,39	11,82	—0,46	4,26	7,75	12,58	11,33	—3,30	6,94	9,51	5,48	6,67	7,52
7	7,48	4,22	4,39	0,62	1,70	7,74	11,55	—4,63	—0,20	8,46	13,08	7,88	—6,70	6,36	10,36	8,00	2,25	6,43
2	7,86	7,44	2,08	6,48	—1,00	8,84	13,84	—7,06	2,17	8,67	10,37	8,67	6,30	6,50	9,24	12,74	6,83	7,67
6	9,54	—1,07	5,92	6,46	—6,20	10,33	13,22	—8,97	6,94	7,97	8,07	8,10	2,36	3,29	8,93	—	5,69	9,23
7	6,86	—3,36	9,72	8,70	10,80	5,75	10,25	4,21	7,36	7,42	6,91	6,36	4,67	1,91	2,46	—2,94	7,68	7,69
0	5,84	0,59	2,07	2,56	2,39	3,27	2,25	2,77	1,15	5,28	6,31	4,27	2,43	5,12	5,63	1,45	1,31	3,99
7	7,30	0,44	1,70	2,93	2,39	2,91	2,31	1,32	1,16	5,49	5,89	4,52	2,28	5,35	4,90	0,91	1,13	4,11
8	6,45	0,44	1,36	2,70	2,22	3,60	2,51	0,41	0,63	5,80	0,49	4,04	2,76	3,81	3,41	1,64	1,08	3,84
8	7,44	1,21	1,14	2,82	1,47	3,32	2,45	0,19	1,30	5,97	5,91	3,65	3,36	4,53	4,14	2,12	1,43	4,27
2	7,67	0,19	1,75	3,83	1,16	3,16	3,08	0,75	1,09	6,38	4,62	5,02	2,91	4,72	3,53	1,81	1,08	5,03
4	5,07	0,20	3,42	3,76	1,72	3,46	2,78	2,11	1,34	5,48	4,44	5,21	0,78	3,92	1,75	1,63	3,35	5,07
7	104,2	14,3	35,3	151,9	58,2	37,5	25,0	—	58,7	74,8	57,7	37,6	—	70,0	40,0	66,7	25,6	55,7
9	67,9	—	23,0	116,2	91,1	39,5	19,5	—	27,5	70,9	50,8	39,9	—	77,1	51,5	16,7	17,0	54,7
3	86,2	10,6	30,9	437,6	130,3	46,8	21,7	—	—	68,5	49,6	55,8	—	59,9	32,9	20,5	47,9	59,7
2	94,6	16,3	54,7	43,5	—	37,6	17,7	—	59,6	68,8	57,0	42,1	53,3	69,7	44,8	16,7	20,9	55,6
3	80,4	—	29,7	59,3	—	30,6	23,2	—	15,7	80,0	57,2	62,0	123,0	143,4	39,6	—	19,0	54,5
2	73,8	—	35,2	43,3	—	60,2	27,1	50,0	18,2	73,9	64,2	81,9	16,7	205,4	71,1	—	43,6	66,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

DÉSIGNATION	En Belgique						
	1970	1971	1972	1973 (b)	1974 (b)	1975 (b)	1
Nombre de sociétés recensées	15 605	15 992	16 696	17 205	18 177	19 170	
dont : en bénéfice	11 635	11 733	11 980	12 605	13 270	13 478	
en perte	3 970	4 259	4 716	4 600	4 907	5 692	
Moyens d'action propres	541182	588 826	641 838	677 221	723 318	790 550	
dont : capital versé	346 018	373 904	397 300	419 511	440 504	470 402	
réserves	195 164	214 922	244 538	257 710	282 814	320 148	
Résultats d'exploitation :							
Solde bénéficiaire net	38 747	44 206	41 270	51 948	66 786	60 774	
Bénéfices	48 404	54 492	54 809	62 555	78 482	84 094	
Pertes	9 657	10 286	18 539	10 607	11 696	23 320	
Dividendes bruts mis en paiement (c)	21 601	24 184	24 632	28 885	36 415	40 095	
Dette obligataire (d)	198 512	229 864	265 408	173 598	199 655	240 638	
Coupons d'obligations bruts	10 385	13 060	16 004	10 349	12 095	14 527	
Rapport $\frac{\text{nombre de sociétés en perte}}{\text{nombre de sociétés recensées}}$	25,44	26,63	28,25	26,74	26,99	29,69	
Rapport $\frac{\text{solde bénéficiaire net}}{\text{moyens d'action propres}}$	7,16	7,51	6,43	7,67	9,23	7,68	
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{moyens d'action propres}}$	3,99	4,11	3,84	4,27	5,03	5,07	
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{bénéfices réalisés}}$	44,63	44,38	44,94	46,18	46,39	65,97	
Rapport $\frac{\text{coupons d'obligations bruts}}{\text{montant de la dette obligataire}}$	5,23	5,68	6,03	5,96	(e) 6,07	6,03	
Rapport $\frac{\text{montant de la dette obligataire}}{\text{moyens d'action propres}}$	36,68	39,04	41,35	25,63	(e) 27,54	30,40	

(a) Les données relatives à 1976, 1977, 1978 et 1979 ne sont pas encore disponibles.
(b) Les données concernant la B.N.B. - S.N.C.I. et SABENA ne sont plus incluses dans les montants ci-dessous.
(c) Du fait qu'un certain nombre d'entreprises détiennent des participations dans d'autres entreprises (du même secteur ou de secteurs différents) une partie des dividendes repris dans cette rubrique est comptée deux ou même plusieurs fois.
(d) Les intérêts capitalisés des bons de capitalisation ne sont pas compris dans la dette obligataire en cours.
(e) Données provisoires.

nt en Belgique et à l'étranger (a)

	A l'étranger				Total					
71	1972	1973 (b)	1974 (b)	1975 (b)	1970	1971	1972	1973 (b)	1974 (b)	1975 (b)
	Unités									
25	**229**	**212**	**193**	**188**	**15 846**	**16 227**	**16 925**	**17 417**	**18 370**	**19 358**
14	168	146	122	116	11 815	11 917	12 148	12 751	13 392	13 594
1	61	66	71	72	4 031	4 310	4 777	4 666	4 978	5 764
	En millions de francs									
09	**78 653**	**76 815**	**78 898**	**80 047**	**612 325**	**660 895**	**720 491**	**754 036**	**802 217**	**870 596**
91	46 775	44 716	45 789	45 485	387 469	416 875	444 075	464 227	486 293	515 886
08	31 878	32 099	33 109	34 562	224 856	244 020	276 416	289 809	315 924	354 710
82	**5 094**	**5 179**	**6 737**	**10 305**	**42 553**	**51 068**	**46 364**	**57 127**	**73 523**	**71 078**
76	5 297	5 576	7 942	11 073	54 805	61 618	60 106	68 130	86 424	95 166
24	203	397	1 204	768	12 252	10 550	13 742	11 003	12 901	24 088
97	**3 757**	**3 824**	**4 708**	**5 505**	**25 250**	**28 091**	**28 389**	**32 709**	**41 123**	**45 600**
29	**4 903**	**4 805**	**4 727**	**6 525**	**202 255**	**232 193**	**270 311**	**178 403**	**204 383**	**247 163**
25	**148**	**349**	**351**	**345**	**10 672**	**13 285**	**16 152**	**10 698**	**12 446**	**14 873**
	En pour-cent									
210	26,64	31,13	36,78	38,29	25,44	26,56	28,22	26,79	27,09	29,77
52	6,48	6,74	8,53	12,87	6,95	7,73	6,43	7,58	9,16	8,16
42	4,78	4,98	5,96	6,87	4,12	4,25	3,94	4,34	5,12	5,23
533	70,93	68,58	59,27	53,42	46,07	45,59	47,23	48,01	47,58	64,15
36	3,02	7,26	7,42	5,28	5,28	5,72	5,98	6,01	6,08	6,01
23	6,23	6,26	5,99	8,15	33,03	35,13	37,52	23,60	25,47	28,39

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des résultats de certaines

(en % par rap

DÉSIGNATION	1971		1972		1973			
	Amortissement	Bénéfice net	Amortissement	Bénéfice net	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net	
Soc. financières	14,9	0,4	—10,3	13,0	26,7	63,4	13,4	
Banques	8,0	0,6	19,7	12,0	27,1	62,8	4,2	
Soc. à portefeuille	24,2	— 5,2	—46,4	13,4	29,7	124,1	14,8	
Soc. industrielles	— 8,0	—19,8	10,8	22,4	42,5	37,3	53,3	
Sidérurgie	—43,2	—76,2	32,3	—93,1	130,1	82,5	de—0,3 M à +2 M	
Fabrications métalliques	10,2	3,9	4,6	8,6	13,9	18,9	7,8	
Métaux non ferreux	2,7	—67,0	18,7	132,0	26,8	15,2	50,5	
Chimie	6,5	—29,8	15,0	68,5	32,0	25,9	45,9	
Verreries	— 6,3	—11,1	..	..	75,5	121,5	49,8	
Construction	11,6	9,9	—7,7	11,7	— 8,0	— 8,2	11,7	
Textiles	..	99,1	..	..	— 4,6	— 8,8	20,3	
Alimentation	6,6	31,0	..	..	15,3	14.0	17,2	
Papier	5,8	de +0,1 M à —2,6 M	..	..	53,9	1,0	de—0,1 M à +0,2 M	
Pétrole	26,5	11,4	..	..	38,2	47,9	28,3	
Soc. de distribution	33,3	de +0,5 M à — 0,3 M	7,7	de +0,2 M à —0,1 M	40,9	— 5,7	466,1	
Soc. d'utilité publique	14,2	8,1	11,8	+ 2,2	18,7	9,6	32,8	
Total (sans les charbonnages) ...	**— 1,4**	**—11,5**	**8,6**	**17,5**	**36,7**	**34,3**	**40,2**	

(a) Il s'agit d'un échantillon limité de grandes entreprises.
(b) Il s'agit des années réelles et non pas de publication.
(c) M = Milliards de francs.

elges d'après la Kredietbank (a)

récédente) (b)

	1975			1976			1977			1978	
Bénéfice net	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net	Amortissement	Bénéfice net
—32,2	18,9	—11,5	46,5	13,7	42,1	—2,0	2,9	— 3,7	8,5	8,8	24,1
6,9	10,8	6,2	15,6	..	..	..	..	..	..	..	..
— 8,1	— 6,5	—44,6	12,0	..	..	..	..	..	..	..	..
5,6	—46,3	—20,1	de 26 M à —2 M (c)	20,6	— 0,4	8 M	—17,0	17,7	de 8M à —6,6 M	7,9	de—6,6 M à 0
49,1	de +12 M à —3 M	—72,0	de +2 M à—6 M	..	..	..	—185,4	35,7	98,2	..	..
—45,5	—11,2	3,9	—46,2	..	..	..	15,8	56,0	—37,7	..	..
— 3,4	—23,1	16,7	—95,6	..	..	..	—28,6	2,3	..		
26,0	—24,9	—	—74,7	..	..	..	— 4,6	7,0	—32,2	..	..
..	—13,2	17,2	—84,4	..	..	..	10,2	1,9	43,3	..	..
—13,1											
532,8	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78,7	de —1,2 M à —0,3 M	—19,7	de+0,3 M à —1,1M	..	..	..	3,8	8,2	—15,0	..	..
34,2	+ 0,2	+ 7,9	— 7,0	..	..	..	—12,1	18,0	—48,5	..	..
— 6,6	—25,1	+ 6,0	—88,2	29,1	11,8	221,1	11,3	12,5	9,9	—5,8	26,6
5,9	27,4	42,7	7,4	2,1	0,3	4,9	3,4	6,3	0,8	11,0	11,7
— 6,6	**—28,1**	**—12,2**	**—58,0**	**15,5**	**4,6**	**55,1**	**— 7,4**	**12,7**	**—51,2**	**7,9**	**86,7**

Source : Bulletins hebdomadaires de la Kredietbank.

CINQUIEME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

CINQUIEME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

INVESTISSEMENTS

Les données de la comptabilité nationale constituent une information essentielle pour l'étude des investissements. Malheureusement leur publication est traditionnellement plus tardive que le présent rapport sur l'économie. Aussi dans un premier temps, ce chapitre est-il consacré à un bref rappel de la tendance à investir en 1978 à partir desdites données qui n'ont pu figurer dans l'édition de 1978 du présent rapport. Par la suite, on envisage l'évolution des investissements en 1979.

Depuis la seconde moitié de la décennie septante, la part des investissements dans l'économie belge a connu une baisse. C'est ainsi que le rapport entre la formation intérieure brute de capital fixe et le produit national brut aux prix de marché ou part de l'investissement dans le produit réel a diminué régulièrement quoique faiblement. De 22 % en 1974 et 1975, il est passé à 21,5 % en 1976, 21,4 % en 1977 et 21,2 % en 1978. Ce fléchissement apparaît encore plus nettement en prenant en compte les seuls investissements productifs soit la formation intérieure brute de capital fixe diminuée des investissements en immeubles d'habitation. Leur part dans le P.N.B. à prix constants passe de 15,8 % en 1975 à 14,3 % en 1978.

En 1978, la formation intérieure brute de capital fixe a néanmoins progressé légèrement en termes réels (+1,9 %) après avoir stagné en 1977 par rapport à 1976, année au cours de laquelle un redressement était enregistré après le recul sensible de 1975.

L'augmentation des investissements en 1978 n'est cependant pas le fait de tous les secteurs d'activité. Elle est due en grande partie à la croissance des équipements productifs des secteurs de l'énergie (1) et des transports et communications ainsi que d'une nouvelle progression de la construction d'immeubles d'habitation.

Par contre, si dans les industries manufacturières un arrêt de la régression continue des investissements observée depuis 1975 a pu être noté (+0,6 % en 1978 par rapport à 1977), le niveau de ceux-ci demeure largement au-dessous (près de 30 %) de la moyenne annuelle enregistrée entre 1970 et 1974, année qui avait vu un sommet des dépenses d'équipement industriel. C'est dire si la tendance à investir dans l'industrie est restée particulièrement faible ces dernières années.

Cette baisse des investissements industriels au cours de la seconde moitié de la décennie a affecté pratiquement toutes les branches d'activité. En 1977 cependant,

(1) Données de la comptabilité nationale, affectation du produit national, estimations aux prix de 1975, *Bulletin de statistique*, juillet-août 1979, I.N.S. 1979, Bruxelles.

un redressement, consolidé voire parfois accru en 1978, était noté pour certaines d'entre elles : industries de l'alimentation, des boissons et du tabac, industries du papier, de l'impression et de l'édition (redressement dès 1976) industries de la terre cuite, de la céramique, du verre et du ciment ainsi que l'important secteur des fabrications métalliques. Dans bien des cas néanmoins, cette reconstitution des investissements n'a pas permis de retrouver le niveau moyen des années 1970 à 1974. Ainsi, les nouveaux équipements productifs des industries des fabrications métalliques en 1977 et 1978 ne représentent toujours que 70 % de la moyenne des années 1970 à 1974.

Dans deux autres branches d'activité importantes, la chimie et les industries du fer, de l'acier et des métaux non ferreux, aucun redressement n'a été opéré en 1977 et 1978, la seconde enregistrant même un déclin très marqué au point que ses investissements deviennent relativement insignifiants. Ceci reflète évidemment les difficultés rencontrées par ces secteurs dans l'écoulement de leur production, en grande partie axée sur les biens demi-finis, consécutives à l'entrée sur le marché de ces biens de pays nouvellement industrialisés et disposant d'outils généralement plus performants. C'est le cas pour la sidérurgie tandis que la chimie, pour l'essentiel orientée vers le traitement des dérivés du pétrole, a dû faire face, en outre, à la hausse très importante des coûts de ses matières premières. L'un et l'autre de ces secteurs suite à l'accord de restructuration de la sidérurgie en 1979 et à l'effort de réorientation de la production vers des produits plus fins voire au développement de la carbochimie en ce qui concerne la chimie, devraient néanmoins connaître sous peu une recrudescence de leurs dépenses d'équipement.

La réduction progressive des investissements dans les branches du textile ainsi que des vêtements et chaussures traduit le déclin des activités de ces secteurs tandis que les industries du bois et des meubles dont la progression des équipements avait été forte en 1973 et 1974, en reviennent à un niveau d'investissement proche des années précédant ces sommets.

Les investissements dans les secteurs d'utilité publique (électricité, gaz et eau) ont sensiblement augmenté en 1977 (+7,8 % par rapport à 1976 où un recul important était noté) et 1978 (+6,6 % par rapport à 1977) où ils atteignent un nouveau sommet. Cette progression est le fait non seulement des secteurs de l'électricité (construction notamment de centrale nucléaire et développement ou renouvellement du réseau de distribution) mais également des sociétés publiques de distribution d'eau. Certes de tels investissements faisant l'objet de programmation sont peu sujets aux aléas de la conjoncture cependant leur action stimulante sur l'économie ne peut pour autant être négligée.

L'action conjoncturelle bénéfique des pouvoirs publics est également manifeste dans le secteur des transports et communications dont les investissements ont fortement progressé (+13,4 % en 1978 par rapport à 1977). Les augmentations les plus importantes se situent dans les équipements des transports maritimes, navigations fluviales, voies hydrauliques et ports (+8,6 %) et des transports par voie ferrée (+36,2 %) tandis que la construction des routes accuse un recul sensible (—5,4 % par rapport à 1977).

Les services essentiellement privés (commerce, banques, assurances, professions médicales, autres services aux ménages et aux entreprises) ont connu en 1978 une légère diminution (—4,4 %) de leurs dépenses d'équipement après l'augmentation de 1977 (+4,2 % par rapport à 1976).

Le maintien à un bon niveau, depuis 1976, des investissements dans le secteur producteur de la construction est à mettre en relation avec la croissance soutenue des immeubles d'habitations depuis 1975. En 1978, la progression de ceux-ci se monte à 2,7 %. Une part appréciable de cette augmentation est due aux sociétés publiques de logement qui en dépit de leur contribution relative très restreinte dans le total des dépenses d'habitation interviennent, en 1978, pour un peu plus de la moitié dans la croissance des immeubles d'habitation observée en 1978. Leur apport quant au soutien de la conjoncture dans le secteur de la construction n'a pu dès lors être que bénéfique.

En conclusion le relèvement de la tendance à investir en 1978 résulte pour l'essentiel, de l'action directe ou indirecte déterminante des pouvoirs publics et des dépenses des particuliers en immeubles d'habitation tandis que les secteurs non publics d'activité d'industrie et de service ont globalement stabilisé voire légèrement restreint la valeur réelle de leurs dépenses d'équipement productif.

Selon des estimations du budget économique, la formation intérieure brute de capital fixe regresserait en valeur réelle en 1979 de 2,5 % par rapport à 1978. Si les investissements publics ne progressent que modérément, les investissements productifs des entreprises renforcent quelque peu leur croissance (+3,2 %) tandis que les dépenses de logement connaissent, pour la première fois depuis 1976, une baisse brusque et importante.

Ainsi le montant des investissements déclarés en 1979 dans le cadre de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) a progressé en valeur nominale (1) de 5,0 % par rapport à l'année antérieure. Cette progression du total de ces investissements cache cependant des évolutions divergentes suivant les secteurs. Ainsi, les investissements dans l'industrie et particulièrement dans certaines branches d'activité de celle-ci ont nettement augmenté par rapport à il y a un an, et les dépenses d'équipement dans les entreprises non industrielles ont fléchi de 4,2 % en 1979 par rapport à 1978.

L'augmentation nominale des investissements dans l'ensemble des entreprises industrielles (en ce compris les centrales électriques) est, selon les déclarations à la T.V.A., de 13,1 %. Certes le poids des dépenses d'équipement dans les centrales électriques et plus particulièrement les centrales nucléaires n'est pas à dédaigner (un peu moins d'un quart des investissements industriels totaux) et la progression enregistrée pour cette branche d'activité (+13,9 %) intervient de façon non négligeable dans l'augmentation de l'ensemble des investissements industriels, néanmoins, et contrairement à l'année antérieure, quelques branches d'activité industrielles ont connu un regain remarquable de leurs dépenses d'équipement.

---

(1) Les données servant de base à l'analyse des investissements en 1979 dans cette seconde partie du chapitre sont, sauf mention contraire, à prix courants.

Ainsi l'important secteur des fabrications métalliques enregistre une augmentation nominale de 40,5 %, concentrée dans la construction de machines (+44,7 %), les industries électrotechniques (+15,0 %), la construction automobile (+72 %) ainsi que la construction d'autre matériel de transport (+123 %). D'autres industries manufacturières ne sont, par ailleurs, pas en reste telle l'industrie chimique (+10,3 %) dont le poids est appréciable, et l'industrie du papier, de l'impression et de l'édition (+13,6 %). La boucle sera fermée en citant la métallurgie de base dont les investissements avancent à nouveau, quoique de façon modeste (+4,2 % en valeur nominale) après deux années consécutives de recul. Les autres industries manufacturières ont connu une diminution de leurs investissements parfois élevée comme les industries des minéraux non métalliques (—22 %) ou sensible comme les travaux non mécaniques en métal (—10,2 %), le textile (—2,2 %), les industries alimentaires (—3,2 %) ou les industries du bois (—8 %). Enfin, les investissements dans le secteur de la construction ont progressé vivement en 1979 (+32 %) en dépit d'une conjoncture défavorable au niveau de l'activité de ce secteur.

Si les investissements des entreprises non industrielles fléchissent globalement en 1979 (—4,2 %), la cause doit être recherchée dans la baisse importante (—24,3 %) des dépenses d'équipement dans les services des transport et communication lesquels interviennent pour deux cinquièmes des investissements des entreprises non industrielles. Aussi à l'exception des banques, des institutions de crédit proprement dites (—8,3 %) et des entreprises horeca (—4,8 %), les investissements des autres entreprises du secteur tertiaire ont progressé parfois remarquablement : commerce de gros (+16,6 %), commerce de détail (+17,7 %), transport routier (+28,0 %), location de biens mobiliers (+26,4 %), intermédiaires financiers (+26,6 %), services divers (+21,3 %).

Ainsi tant pour les investissements de l'industrie que ceux des entreprises non industrielles, 1979 aura été caractérisée par un redressement parfois vif de la propension à investir en équipement productif.

Les investissements publics n'auront guère progressé en 1979 par rapport à l'année antérieure; dans ce contexte il faut rappeler la décision du gouvernement, prise dans le cadre de sa politique d'économie budgétaire, de geler 20 % des investissements initialement prévus.

Les engagements budgétaires et débudgétisés de l'Etat ainsi que des organismes d'intérêt public (entreprises publiques de transport, de communication et de logement) en matière d'investissement se sont montés en 1979 à 188,1 milliards de francs diminuant globalement de 1,0 % par rapport à l'année précédente en raison de la baisse sensible (—7,3 %) des engagements des O.I.P., les dépenses budgétaires d'investissement continuant seules à croître. Le souci du gouvernement de ne pas déforcer la tendance à investir en maintenant un niveau des investissements publics à tout le moins égal à celui de l'année précédente tout en évitant une progression trop coûteuse pour les finances publiques en phase de rééquilibrage, aura dès lors pu être rencontré.

La ventilation des engagements entre les différents secteurs est la suivante : secteur budgétaire 108,0 milliards de francs (+3,5 %), secteur débudgétisé 28,3

milliards (—4,2 %) et organismes d'intérêt public 51,8 milliards (—7,3 %). Les taux d'exécution du programme se présentaient en fin d'année comme suit : secteur budgétaire 86,0 %, secteur débudgétisé 95,1 %, organismes d'intérêt public 97,7 %.

Les engagements en matière d'investissement du Département des Travaux publics qui constituent la plus grande part (40 %) des engagements budgétaires, ont diminué quelque peu (—1,9 %) par rapport à l'année antérieure tandis que ceux du Département des Communications ont augmenté de 11,7 %, l'Education nationale montrant une faible baisse (—1,5 %). Le secteur débudgétisé contient pour moitié des investissements en infrastructure de communication en légère diminution et des investissements des régions en progression de 11 %. Les organismes d'intérêt public s'identifient concrètement avec des entreprises publiques. En 1979, l'augmentation est la plus sensible pour les entreprises publiques de transports ou de communications tandis que les engagements en matière de logement se maintiennent au niveau appréciable de l'année passée.

Les paiements (décaissements) des secteurs budgétaire et débudgétisé des pouvoirs publics relatifs aux dépenses d'investissement ont atteint 108,4 milliards à fin 1979 et montrent une augmentation de 14,4 % par rapport à l'année antérieure. Ils se ventilent comme suit : secteur budgétaire 84,3 milliards (+15,2 %), secteur débudgétisé 24,2 milliards (+12,0 %).

Alors que les investissements productifs des entreprises privées et publiques ainsi que des pouvoirs publics centraux auront progressé en 1979, la construction de logement aura connu une baisse assez notable. Les premières manifestations d'un ralentissement étaient apparues à la fin de l'année précédente. Dans le courant de 1979, l'affaiblissement s'est amplifié sauf pour les entreprises publiques de logements dont les engagements ont pratiquement été maintenus au niveau appréciable de l'année antérieure.

Au terme de l'année, les autorisations de bâtir (données provisoires) pour de nouveaux bâtiments résidentiels se montent à 43 860 soit une diminution de 12,7 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de logements commencés à fin octobre 1979 s'est élevé à 71 388, soit une hausse de 1,5 % pour les dix premiers mois par rapport à la période correspondante de l'année antérieure.

Les causes de cette évolution nouvelle — depuis quelques années la construction d'habitations était demeurée en Belgique à un niveau relativement élevé — sont aussi multiples que variées. Elles ont nom conditions climatiques sévères en début d'année mais aussi taux d'intérêt hypothécaire élevé en fin d'année en passant par l'incertitude quant au maintien du revenu réel, le coût élevé de la construction d'habitation moyenne, la saturation du parc immobilier dans les villes, le rendement proportionnel moindre du placement en logement comparé à d'autres placements et ce en relation avec un taux d'inflation limité enregistré depuis deux ans, la perspective d'accroissement de la charge fiscale pour les propriétaires n'occupant pas leur logement (réforme de la fiscalité cadastrale), l'insécurité professionnelle amoindrissant la confiance dans l'avenir...

La construction non résidentielle est avant tout tributaire de la tendance générale à investir des entreprises. Le second semestre de 1978 et le premier

trimestre de 1979 ont été caractérisés par une faible conjoncture tant des autorisations de bâtir que des bâtiments commencés. Par la suite la situation a évolué plus favorablement, ne présentant néanmoins pas de vivacité particulière. Au terme de l'année 1979 le nombre de permis de bâtir des constructions non résidentielles se monte à 7 224 (du même ordre qu'en 1978) tandis qu'à fin octobre 1979 le volume des bâtiments non résidentiels commencés est de 5 928 milliers de mètres cubes soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 1978 (données provisoires).

La légère amélioration en 1979 de la tendance à investir se reflète dans les importations de biens d'équipement; c'est ainsi que leur progression (11,0 %) est supérieure à celle de l'année antérieure (7,1 %). A la fin décembre, ces importations se montaient à 222,2 milliards de francs se ventilant en 130,6 milliards pour les moteurs et investissements fixes, 34,1 milliards pour le matériel de transport, 13,3 milliards pour les appareils scientifiques, et 44,2 milliards pour les autres biens d'investissement. Par rapport à l'année antérieure, les moteurs et investissements fixes ont augmenté de 8,0 %, le matériel de transport de 16,1 %, le matériel scientifique de 11,9 % et les autres biens d'équipement de 16,4 %.

L'amélioration de la tendance à investir en 1979 trouve un écho dans les montants des investissements ayant bénéficié des avantages des lois d'expansion.

Entre 1978 et 1979 (voir tableau en fin de chapitre), on note une progression des investissements aidés de 39,6 %, mais il est vrai que le montant de 1978 était des plus faible. Comme par le passé, les secteurs des fabrications métalliques et de la chimie interviennent à nouveau pour une part importante (la moitié) du montant total. Par ailleurs, il faut noter les progressions sensibles des investissements dans les industries alimentaires et les matériaux de construction.

Le coût total de l'aide accordée par l'Etat en vertu des lois d'expansion se monte en 1979 à 9 780 millions de francs se répartissant en 4 283 millions sous forme de bonifications d'intérêt et en 5 497 de primes ou subventions en capital. Pour l'ensemble de la période 1962-1979 le coût ainsi assumé par les autorités centrales est de 79 442 millions de francs dont 53 132 millions en bonifications d'intérêt et 26 310 millions en subventions ou primes en capital. On le constate, en 1979 comme au cours des dernières années, la part des interventions de l'Etat sous forme de primes en capital est devenue importante dépassant même en 1979 l'aide accordée sous forme de bonifications d'intérêt.

Pour la troisième année consécutive les investissements étrangers ou mixtes prévus (voir tableau en fin de chapitre) sont en diminution. En 1979, la baisse a été de 12 % par rapport à l'année antérieure. Elle affecte tous les secteurs industriels ou commerciaux à l'exception de l'industrie chimique et activités connexes qui enregistre une progression de 39 % par rapport à 1978. En 1979, les Etats-Unis, traditionnels gros investisseurs dans le pays, se retrouvent pratiquement à égalité avec la Grande-Bretagne. Il faut noter également la valeur exceptionnellement élevée des investissements luxembourgeois en 1979. Parmi les autres investisseurs étrangers importants en 1979, il faut citer les Pays-Bas et la France, tandis que les investissements allemands ont été nettement moindres que l'année antérieure et que les investissements suisses se maintiennent au même niveau que précédemment.

La Société Nationale d'Investissement (S.N.I.) (1) rendue holding public par la loi du 30 mars 1976 portant organisation de l'initiative économique publique, est chargée par ses statuts de trois missions distinctes : une mission d'Institut de Développement, une mission d'Initiative économique publique et une mission de contribution à la mise en œuvre de la politique industrielle de l'Etat.

Compte tenu des réserves générales, les marges propres de la S.N.I. atteignaient 9 758,5 millions de francs à la clôture de l'exercice 1978-1979. Une augmentation de capital complémentaire de 1 milliard est en préparation tandis que la S.N.I. dispose d'une faculté d'emprunt de 641 millions à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite.

Au cours de l'exercice, des décisions d'interventions pour compte propre ont été décidées dans 32 entreprises pour 2 560 millions (contre 1 810 millions l'exercice précédent) soit 439,6 millions en actions et 759,9 millions en obligations au titre d'Institut de Développement et 360,8 millions en actions et 1 000 millions en obligations au titre d'Initiative économique publique. A la demande et pour compte des pouvoirs publics, des interventions ont été décidées dans 17 entreprises pour un montant global de 839 millions en actions (contre 1 820,5 millions l'exercice précédent).

Les décisions exécutées pour compte propre concernent 35 entreprises pour un total de 1 082,7 millions (contre 1 128,5 millions l'exercice antérieur) se ventilant comme suit : Institut de Développement économique 404,3 millions en actions et 475 millions en obligations, Initiative économique publique 78,4 millions en actions et 125 millions en obligations. Pour le compte des pouvoirs publics les exécutions de décision d'investissement ont porté sur un total de 1 224,3 millions.

Le résultat d'exploitation se traduit par un bénéfice de 101,2 millions (contre une perte de 116,2 millions en 1977-1978) et par une majoration de 18,3 millions des plus-values de réalisation.

*
* *

(1) Société Nationale d'Investissement - Rapports 1978-1979.

Investissements dans l'en

Défense na

(en

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	E
1. Agriculture, sylviculture et pêche	13 266	10 909	127	
2. Industries extractives	2 686	2 088	17	
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques	*242*	*419*	4	
b) Autres industries extractives	*2 444*	*1 669*	13	
3. Industries manufacturières	120 310	106 409	894	
a) Alimentation, boissons, tabac	*15 752*	*12 718*	99	
b) Textiles	*7 390*	*5 562*	41	
c) Vêtements et chaussures	*1 732*	*1 170*	11	
d) Bois et meubles	*5 617*	*2 896*	34	
e) Papier, impression, édition	*5 744*	*2 860*	41	
f) Chimie et activités connexes	*25 481*	*31 356*	330	
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*8 190*	*6 821*	49	
h) Fer, acier et métaux non ferreux	*22 919*	*23 085*	133	
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*25 280*	*17 401*	141	
j) Activités diverses n.d.a.	*2 205*	*2 540*	16	
4. Construction	9 137	7 917	105	
5. Electricité, gaz et eau	26 090	35 692	315	
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	204 208	194 339	2200	
a) Commerce, banque et assurances	*54 542*	*49 500*	52	
b) Immeubles d'habitation	*149 666*	*144 839*	167	
7. Transports et communications	50 775	56 693	542	
a) Transports par voie ferrée	*12 557*	*14 435*	18	
b) Transports par route	*3 966*	*2 881*	3	
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*14 921*	*17 077*	15	
d) Transports aériens	*3 762*	*4 481*		
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	*15 569*	*17 819*	16	
8. Services	93 848	97 881	1068	
a) Pouvoirs publics (y compris les routes)	*49 909*	*52 999*	56	
b) Enseignement (officiel et libre)	*22 515*	*26 082*	27	
c) Autres	*21 424*	*18 800*	22	
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8)	**520 320**	**511 928**	527	
9. Variations de stocks	52 033	—12 636	9	
a) Cheptel	*—167*	*— 2 136*		
b) Autres stocks	*52 200*	*—10 500*	8	
Total (de 1 à 9)	**572 353**	**499 292**	536	
Ajustement statistique	4 913	976		
Formation intérieure brute de capital	**577 266**	**500 268**	537	

(a) Données adaptées aux résultats du tableau « Entrées-Sorties » élaboré sous les auspices de la C.E.E. Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.

...omie (a)

		A prix courants					
	1978	1974	1975	1976	1977	1978	1979
...5	15 390	12 008	10 909	13 471	14 683	17 629	15 924
...7	2 162	2 467	2 088	1 848	2 036	2 369	3206
...8	*737*	*220*	*419*	*442*	*553*	*822*	1177
...9	*1 425*	*2 247*	*1 669*	*1 406*	*1 483*	*1 547*	2029
...3	74 497	110 137	106 409	93 468	81 194	83 392	83418
...3	*13 534*	*14 387*	*12 718*	*10 463*	*12 732*	*15 172*	15472
...2	*3 212*	*6 793*	*5 562*	*4 285*	*4 340*	*3 557*	2968
...4	*956*	*1 575*	*1 170*	*1 249*	*1 139*	*1 081*	1063
...3	*2 813*	*5 114*	*2 896*	*3 650*	*3 490*	*3 212*	3022
...9	*5 288*	*5 266*	*2 860*	*4 292*	*4 405*	*5 868*	6912
...9	*18 994*	*23 196*	*31 356*	*34 527*	*21 104*	*21 209*	16616
...4	5 171	7 524	6 821	4 601	5 192	5 757	5954
...4	*4 458*	*21 156*	*23 085*	*13 868*	*7 879*	*4 920*	8774
...2	*17 731*	*23 096*	*17 401*	*14 843*	*18 933*	*19 896*	20455
...3	*2 340*	*2 030*	*2 540*	*1 690*	*1 980*	*2 720*	2177
...3	11 926	8 308	7 917	11 081	12 665	13 403	13296
...1	36 312	23 351	35 692	33 736	38 379	42 294	45385
...9	228 684	179 224	194 339	241 055	265 855	286 107	280340
...2	*53 504*	*48 700*	*49 500*	*56 400*	*63 100*	*63 300*	65100
...7	*175 180*	*130 524*	*144 839*	*184 655*	*202 755*	*222 807*	211240
...4	62 112	47 205	56 693	57 634	60 537	70 198	72643
...6	*19 018*	*11 660*	*14 435*	*19 597*	*19 967*	*22 456*	24197
...7	*3 768*	*3 471*	*2 881*	*3 327*	*4 150*	*4 452*	5223
...6	*22 497*	*14 021*	*17 077*	*16 710*	*18 041*	*24 734*	24097
...7	*675*	*3 569*	*4 481*	*572*	*360*	*851*	2428
...8	*16 154*	*14 484*	*17 819*	*17 428*	*18 019*	*17 705*	16728
...7	107 472	85 165	97 881	116 224	129 689	130 293	153575
...5	*54 652*	*46 089*	*52 999*	*61 860*	*64 443*	*66 065*	74629
...7	*28 583*	*19 976*	*26 082*	*30 464*	*35 346*	*35 228*	42846
...5	*24 237*	*19 100*	*18 800*	*23 900*	*29 900*	*29 000*	36100
...9	**538 555**	**467 865**	**511 928**	**568 517**	**605 038**	**645 685**	667817
...0	1 314	46 329	—12 636	9 960	9 017	1 501	11
...0	*1 314*	*29*	*— 2 136*	*460*	*— 83*	*1 501*	
...0	*0*	*46 300*	*—10 500*	*9 500*	*9 100*	*0*	
...9	**539 869**	**514 194**	**499 292**	**578 477**	**614 055**	**647 186**	
...4	— 1 025	484	976	1 214	1 003	149	
...3	**538 844**	**514 678**	**500 268**	**579 691**	**615 058**	**647 335**	

Source : Institut National de Statistique.

Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	Total (a)
Mines et carrières	684	237	42	442	571	137	592	6 050
Energie	27	112	675	104	48	239	124	2 226
Métallurgie	5 879	2 430	2 002	37 236	17 599	2 511	4 266	171 716
Sidérurgie	*5 015*	*624*	*1 364*	*33 261*	*15 509*	*2 140*	*1 319*	*149 260*
Métaux non-ferreux	*864*	*1 805*	*639*	*3 975*	*2 090*	*372*	*2 947*	*22 456*
Fabrications métalliques	15 851	11 331	5 467	15 855	6 575	15 480	19 148	189 429
Industries chimiques	16 455	10 058	15 761	21 078	23 536	14 827	20 557	244 549
Chimie proprement dite	*11 457*	*7 082*	*11 379*	*19 342*	*18 367*	*11 198*	*16 458*	*168 863*
Pétrole	—	—	—	—	*2 850*	—	*238*	*28 918*
Caoutchouc	*269*	*207*	*987*	*220*	*341*	*304*	*255*	*7 738*
Papier et impression	*4 729*	*2 769*	*3 394*	*1 516*	*1 977*	*3 326*	*3 606*	*39 030*
Industries du textile et de la confection	3 748	3 760	1 878	4 045	3 820	4 607	6 240	55 270
Industrie alimentaire	7 110	5 285	4 280	4 293	5 821	6 274	9 292	63 724
Industrie du bois	2 677	2 275	1 127	2 033	2 081	2 177	1 226	20 784
Matériaux de construction, etc.	7 604	3 634	1 454	3 360	4 216	3 558	7 263	55 413
Matériaux, verre	*6 526*	*3 090*	*746*	*1 765*	*2 975*	*2 362*	*5 358*	*43 192*
Industrie de la construction	*1 078*	*544*	*708*	*1 595*	*1 241*	*1 196*	*1 906*	*12 221*
Divers	5 557	3 705	3 693	4 052	5 986	4 474	7 076	50 867
dont :								
équipement des terrains par les pouvoirs publics	*965*	*1 029*	*923*	*1 100*	*461*	*617*	*963*	*12 724*
Total ...	**65 593**	**42 826**	**36 379**	**92 497**	**70 254**	**54 284**	**75 783**	**860 029**

(a) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1975	1976	1977	1978	1979		Total de 1959 à 1979	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Industrie métallique	2 184	644	1 941	2 865	1 075	10,0	58 412	26,0
Industrie chimique, pétrole et papier	2 406	7 391	1 969	4 137	5 752	53,8	104 725	46,7
Industrie textile	560	616	555	151	28	0,3	10 145	4,5
Autres industries	4 640	1 909	4 731	5 003	3 846	35,9	51 252	22,8
Total	**9 790**	**10 560**	**9 196**	**12 156**	**10 701**	**100,0**	**224 534**	**100,0**
dont :								
industrie	*7 236*	*8 600*	*5 877*	*7 454*	*7 488*	*70,0*	*189 549*	*84,4*
commerce	*464*	*759*	*2 395*	*2 122*	*1 093*	*10,2*	*13 528*	*6,0*
services	*2 090*	*1 201*	—	*2 580*	*2 120*	*19,8*	*21 457*	*9,6*

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance

(en millions de francs)

PAYS	1975	1976	1977	1978	1979		Total de 1959 à 1979	
					Données absolues	%	Données absolues	%
R.F. d'Allemagne ...	166	1 779	234	1 030	246	2,3	24 481	10,9
France	3 333	385	1 430	366	422	4,0	23 392	10,4-
Italie	525	2 277	36	65	7	0,1	3 532	1,6
Luxembourg	86	105	64	167	1 319	12,3	2 183	0,9
Pays-Bas	403	2 751	952	1 924	624	5,8	22 857	10,2
Grande-Bretagne ...	1 292	279	910	358	3 339	31,2	15 008	6,7
Danemark	26	8	—	21	14	0,1	162	0,1
Irlande	—	—	—	—	—	—	2	—
C.E.E. ...	**5 831**	**7 584**	**3 627**	**3 931**	**5 971**	**55,8**	**91 617**	**40,8**
Etats-Unis	2 732	1 783	2 674	5 140	3 115	29,1	103 251	46,0
Japon	17	649	320	559	46	0,4	3 844	1,7
Suède	26	109	59	41	6	0,1	2 511	1,1
Suisse	235	208	390	277	279	2,6	3 816	1,7
Autres pays	949	227	2 127	2 208	1 284	12,0	19 495	8,7
Total ...	**9 790**	**10 560**	**9 196**	**12 156**	**10 701**	**100,0**	**224 534**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition régionale des investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières

(en millions de francs)

PROVINCE ET RÉGION	1975	1976	1977	1978	1979	
					Données absolues	%
Anvers	276	1 528	952	3 165	5 478	51,2
Flandre occidentale	736	—	10	37	78	0,7
Flandre orientale	1 374	1 752	700	686	2 153	20,1
Limbourg	189	455	49	930	255	2,4
Brabant flamand	—	80	876	781	602	5,6
Région flamande	*2 576*	*3 815*	*2 587*	*5 559*	*8 566*	*80,0*
Hainaut	1 964	4 254	958	1 282	477	4,5
Liège	1 642	24	1 806	1 248	247	2,3
Luxembourg	—	—	452	1 225	4	0,0
Namur	776	165	60	184	116	1,1
Brabant wallon	279	172	14	260	286	2,7
Région wallonne	*4 661*	*4 615*	*3 290*	*4 199*	*1 130*	*10,6*
Bruxelles-Capitale	—	*170*	—	*2 358*	*1 005*	*9,4*
Le Royaume ...	**7 236**	**8 600**	**5 877**	**12 156**	**10 701**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Société Nationale d'Investissement

Répartition sectorielle du portefeuille au 30 septembre 1979 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Montants	
	en millions de francs	en %
Alimentation	108,9	1,71
Textile	462,7	7,27
Industrie de la fibre de verre	90,6	1,42
Bois et plastique	266,4	4,19
Papier et imprimerie	452,2	7,11
Chimie	826,2	12,99
Métallurgie de base	637,4	10,02
Fabrications métalliques	726,8	11,43
Energie	390,5	6,14
Construction et matériaux de construction	173,7	2,73
Electricité et télécommunications	284,0	4,47
Transports	816,3	12,83
Financements spécialisés	817,8	12,86
Autres services et industries	307,3	4,83
Total ...	**6 360,8**	**100,00**

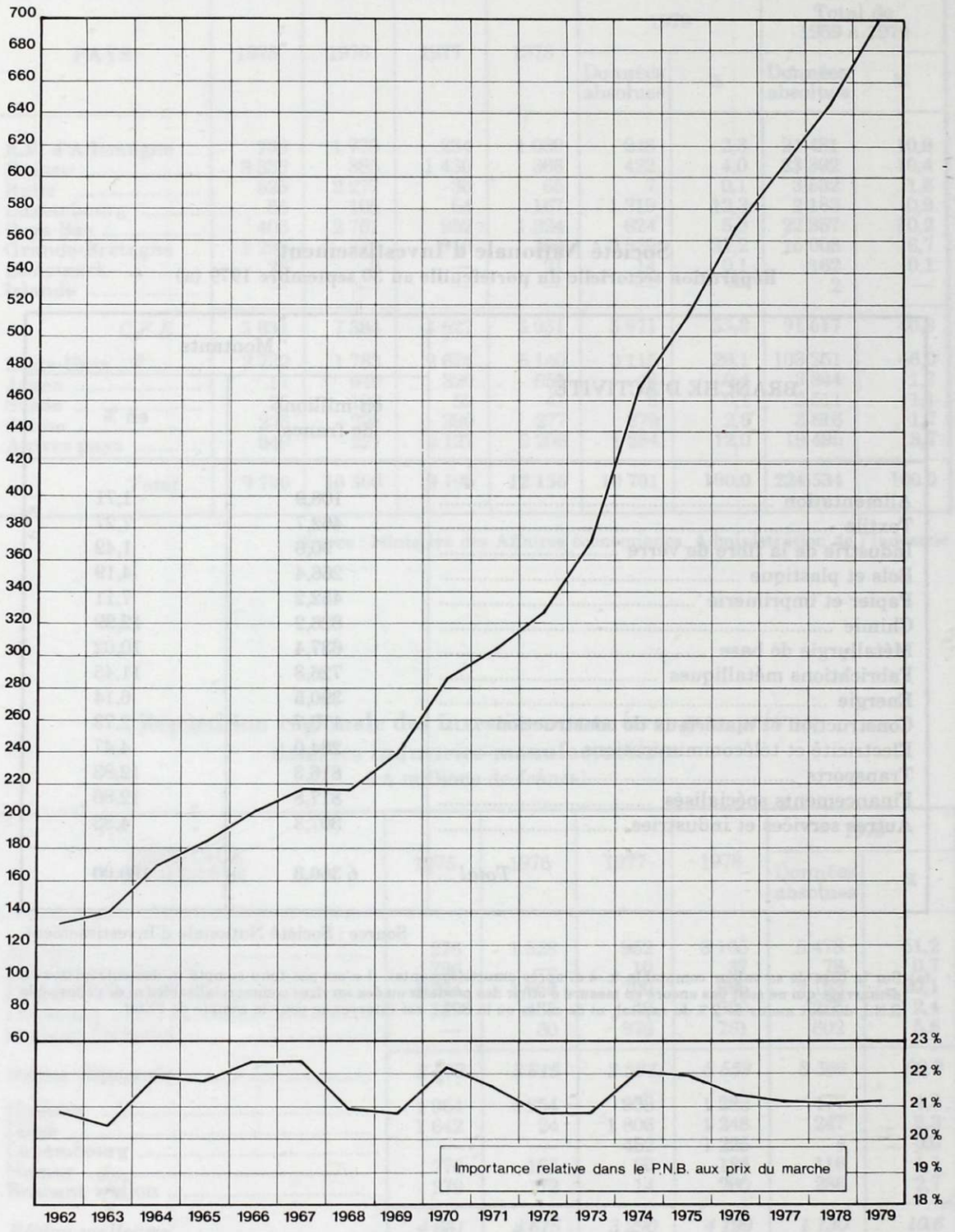
Source : Société Nationale d'Investissement.

(a) Sur la base de sa valeur comptable (c.-à-d. après amortissements); il n'est pas tenu compte ni des entreprises en démarrage qui ne sont pas encore en mesure d'offrir des produits ou des services commercialisables ni de celles où la S.N.I. détient moins de 2 % du capital, ni de celles où la S.N.I. est intervenue pour le compte de l'Etat.

Formation intérieure brute de capital

Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)

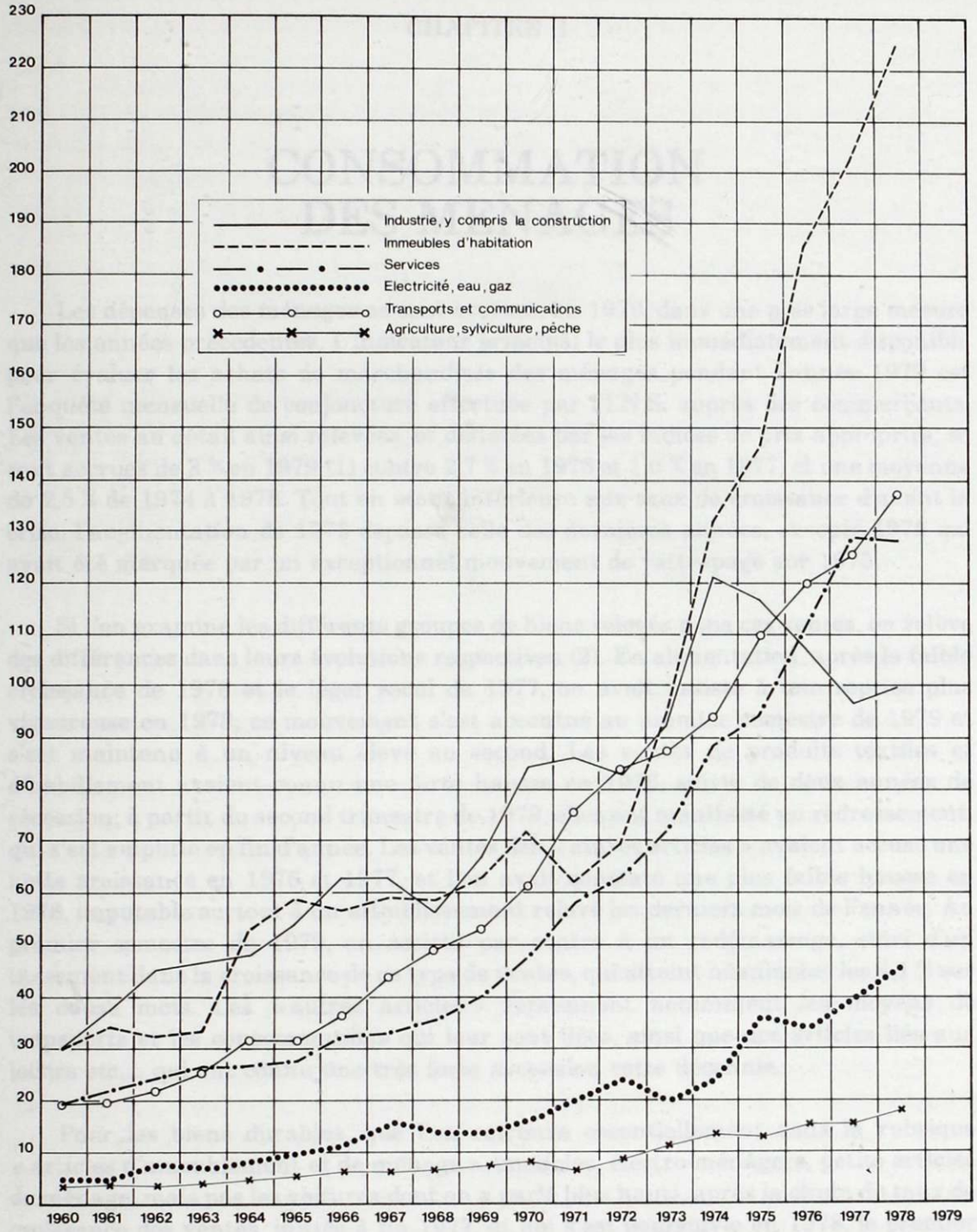


Source : Institut National de Statistique.

Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique (a)

Défense nationale et variations de stocks exclues

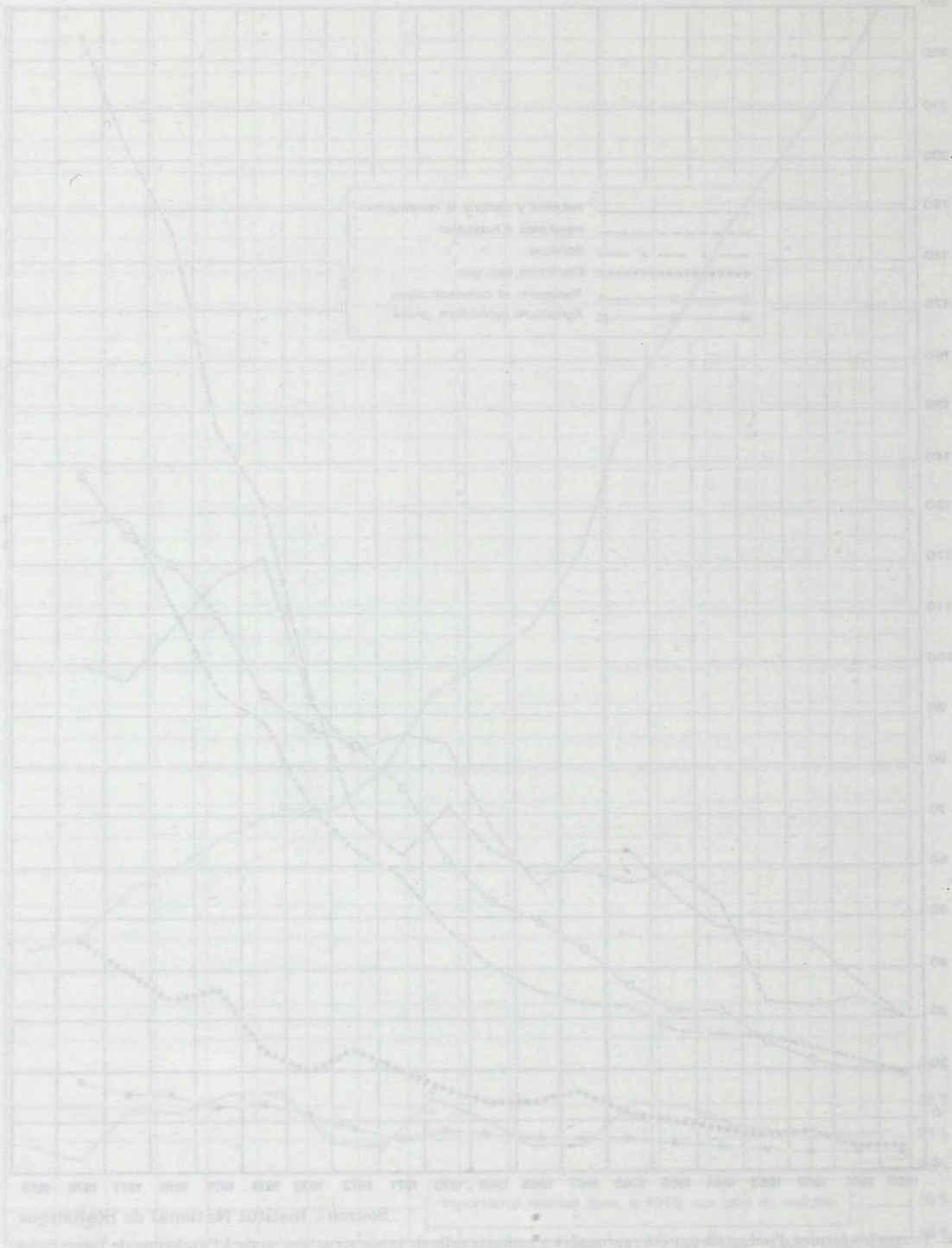
(en milliards de francs - à prix courants)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes les formes d'industrie ont été regroupées y compris celle de la construction, mais à l'exclusion de l'électricité, du gaz et de l'eau.
Les immeubles d'habitation sont considérés à part.
Les services regroupent la rubrique « Commerce, banques et assurances », ainsi que celles de l' « Enseignement » et des « Professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises ».
La rubrique « Service-Pouvoirs publics » intéressant en majeure partie les transports et communications, a été englobée dans ceux-ci.

Les données pour 1979 ne sont pas encore disponibles.



CHAPITRE II

CONSOMMATION DES MENAGES

Les dépenses des ménages se sont accrues, en 1979, dans une plus large mesure que les années précédentes. L'indicateur principal le plus immédiatement disponible pour évaluer les achats de marchandises des ménages pendant l'année 1979 est l'enquête mensuelle de conjoncture effectuée par l'I.N.S. auprès des commerçants. Les ventes au détail ainsi relevées, et déflatées par les indices de prix appropriés, se sont accrues de 3 % en 1979 (1) contre 2,7 % en 1978 et 1,0 % en 1977, et une moyenne de 2,5 % de 1974 à 1978. Tout en étant inférieure aux taux de croissance d'avant la crise, l'augmentation de 1979 dépasse celle des dernières années, excepté 1976 qui avait été marquée par un exceptionnel mouvement de rattrapage sur 1975.

Si l'on examine les différents groupes de biens relevés dans ces ventes, on relève des différences dans leurs évolutions respectives (2). En alimentation, après la faible croissance de 1976 et le léger recul de 1977, on avait assisté à une reprise plus vigoureuse en 1978; ce mouvement s'est accentué au premier semestre de 1979 et s'est maintenu à un niveau élevé au second. Les ventes de produits textiles et d'habillement avaient connu une forte hausse en 1976, suivie de deux années de récession; à partir du second trimestre de 1979, elles ont manifesté un redressement, qui s'est amplifié en fin d'année. Les ventes des « autres articles » avaient accusé une nette croissance en 1976 et 1977, et l'on avait constaté une plus faible hausse en 1978, imputable surtout à un affaiblissement relevé les derniers mois de l'année. Au premier semestre de 1979, on assiste par contre à un redémarrage, suivi d'un tassement dans la croissance de ce type de ventes, qui atteint néanmoins les 4,1 % sur les douze mois. Les « autres articles » reprennent notamment les moyens de transports et les consommations qui leur sont liées, ainsi que des articles liés aux loisirs etc..., qui ont connu une très forte ascension cette décennie.

Pour les biens durables, que l'on retrouve essentiellement dans la rubrique « articles d'ameublement et de ménage » (meubles, électro-ménagers, petits articles de ménage, mais pas les voitures dont on a parlé plus haut), après la chute du taux de croissance des ventes, initiée à fin 1977, et qui s'est poursuivie en 1978, le premier trimestre de 1979 fut encore plus mauvais. Depuis l'été, on assiste à un redressement des ventes de ce type de biens. Ces dix dernières années, les biens compris dans cette catégorie ont connu une très forte croissance, mais ralentie en fin de décennie.

(1) Données provisoires en 1979.
(2) En volume.

A prix constants, sur la base 1975=100, les ventes de meubles passaient de 60 en 1970 à 110 en 1974 et sont à 116 en 1978; celles d'appareils électroménagers passent de 47 à 133 en 1975, mais sont à 106 en 1978. Celles d'appareils de radio et télévision, parties de 40 en 1970, étaient à 100 en 1975 et, poursuivant leur croissance sans interruption sont à 138 en 1978 : il faut relever ici la substitution de la couleur au noir et blanc.

Les taux d'équipement des ménages belges en biens durables, relevés par enquête de l'I.N.S. confirment les mouvements tracés plus haut : en effet, la stagnation des ventes en biens durables doit, à terme, produire une baisse de ces taux, car elle signifie que certains équipements ne sont pas renouvelés au terme de leur existence, même si l'on a pu les faire « durer » plus longtemps. Ainsi, comme on le voit sur le tableau, le taux d'équipement baisse pour la première fois pour certains types de biens, alors qu'auparavant le phénomène se traduisait par une moindre augmentation.

La baisse des revenus réels d'une partie de la population et l'incertitude sur l'emploi futur ont rendu plus difficiles les décisions d'achats en biens durables, qu'elles se paient au comptant ou à terme; il faut y ajouter aussi une certaine saturation du marché pour quelques biens (frigos, voitures, machines à laver le linge, etc...), tandis que ceux pour lesquels subsiste une marge de demande (ex. : surgélateur, machines-vaisselle, etc...) soit requièrent un investissement qui est ressenti de plus en plus lourdement, soit sont encore considérés comme relativement secondaires.

Peut-être qu'un certain nombre de liquidités ainsi non engagées (parce qu'insuffisantes) se sont-elles retrouvées dans d'autres postes de la consommation. On assiste en effet, depuis plus de deux ans, à des transferts au sein de la consommation, masqués sous une tendance globale toujours croissante : la demande additionnelle des ménages se porte davantage sur les produits alimentaires et les articles divers. Il faut ajouter, pour les premiers, que la stagnation, ces deux dernières années, des prix alimentaires, la pénétration accrue de la grande distribution dans ce secteur, et la meilleure attention du consommateur à son « panier », sont sûrement des facteurs incitatifs et donc explicatifs de cette hausse des ventes alimentaires. Enfin, pour ce qui est des achats de produits textiles et d'habillement, il est bien évident que la récession nette des ventes ne pouvait se poursuivre indéfiniment dans une catégorie de biens qui restent de première nécessité.

Les données de la T.V.A. permettent l'examen du montant des opérations réalisées dans le commerce de détail. Bien qu'elles soient classées par types de commerce de détail, on peut valablement faire la comparaison de l'évolution des opérations de ceux-ci avec les regroupements par catégories d'articles opérés par la statistique I.N.S. des ventes au détail. Pour 1979, cette comparaison s'avère très probante, tant pour le niveau des taux de croissance, que pour le profil de l'évolution en cours d'année. Les résultats retranscrits sur le tableau sont en valeur. Si on les déflate par les prix de détail relatifs aux types de biens vendus dans chaque catégorie de commerce, on constate, bien que cette opération soit quelque peu risquée, qu'ils recoupent bien ceux de l'enquête I.N.S., établis en volume par la D.G.E.D. Les ventes du secteur alimentaire, si on y joint celles de la rubrique « grands magasins et supermarchés », croissent de 5,5 % en volume pour 4,9 % dans l'autre statistique; les

ventes du secteur « habillement et chaussures » croissent de 2,3 % en volume pour 2 %; le secteur « équipement du foyer » connaît une stagnation parfaite, le résultat étant identique dans la statistique I.N.S., tandis que les commerces en « autres articles » accroissent leurs opérations de 5,1 % en volume pour 4,1 % dans l'autre statistique.

L'ensemble du commerce de détail aurait ainsi vu, d'après les données de la T.V.A., ses ventes s'accroître de 8,2 % en valeur et de près de 4 % en volume. Si ce dernier taux est plus élevé que la croissance de l'indice des quantités I.N.S., c'est notamment parce que dans ce dernier ne sont pas inclus certains produits qu'on trouve dans les données de la T.V.A.

Un des intérêts majeurs des données T.V.A. est qu'elles permettent l'examen de la consommation de services. Ont été retenus ici la réparation des biens de consommation, les services « récréatifs et culturels » et les services personnels. On a considéré qu'ils étaient plus sujets à variation conjoncturelle que, par exemple, les services liés aux transports et communications, ou d'autres encore, pour lesquels la demande est plus rigide, quasi « obligée » à court terme.

Le montant des opérations du secteur de la réparation est en hausse de 12,1 % en 1979; comme on peut estimer la croissance des prix, dans ce type d'activités, à environ 6 %, on voit que l'augmentation des prestations « réelles » du secteur est de l'ordre de 6 %. La stagnation des ventes de biens d'équipement et l'allongement consécutif de leur durée d'utilisation par les consommateurs ont probablement influencé l'activité dans ce secteur. Les secteurs des services récréatifs et culturels, ainsi que des services personnels, pris ensemble et déflatés par les indices de prix correspondants, auraient accru leurs prestations « réelles » de plus de 3 %.

Les immatriculations de voitures neuves ont augmenté de 1,4 % en 1979. En nombre absolu, c'est un record qu'on enregistre avec 423 666 unités. Le premier trimestre avait enregistré un mauvais résultat, suite notamment aux conditions météorologiques. Les ventes aux deuxième et troisième trimestres, manifestaient un net redressement et on assistait à une détérioration en fin d'année, en novembre et décembre surtout. Depuis plusieurs années, les pronostics d'affaissement du marché automobile ont souvent été déjoués par la réalité. A l'heure actuelle, on est cependant plus que jamais en droit de se demander si l'on est pas à un tournant. Plusieurs facteurs incitent à le penser : la jeunesse du parc automobile en Belgique, dont le renouvellement explique partiellement la bonne tenue du marché depuis quelques années, les conditions d'achats, c'est-à-dire les prix des voitures et du crédit, et les conditions d'entretien et d'utilisation.

La reprise de l'activité économique à laquelle on a assisté depuis le second semestre de 1978 jusqu'à la fin de 1979 a reçu une part majeure de ses impulsions premières de la demande extérieure. Ces impulsions sont venues se greffer sur une activité pas tout à fait atone car toujours moyennement soutenue par la consommation privée. Si cette dernière ne constitue pas le moteur fondamental des variations de l'activité ces dernières années, elle a cependant toujours joué un rôle de soutien important. On remarquera, bien que cela puisse paraître trivial, qu'elle n'a jamais cessé de croître, son taux de croissance variant de 1 à plus de 3 %. Les autres

composantes de la demande intérieure, à savoir la consommation publique et les investissements jouent ainsi sûrement un rôle déterminant dans les variations du taux de croissance de l'activité.

Si la demande des ménages constitue à la fois la finalité et le soutien de l'activité, vecteur de stabilité à moyen terme, l'investissement, lui, détermine l'avenir à long terme, y compris celui de la consommation des ménages, par l'orientation qu'il donne à la structure des activités, des emplois et des revenus. A cet égard, l'année 1979 n'aura apporté aucune certitude. La reprise de la production n'a guère eu d'impact sur l'emploi. L'investissement, bien qu'ayant repris quelque vigueur, s'est concentré dans quelques branches. Les récentes prévisions en matière d'emploi à l'horizon de 1985 ne sont pas des plus optimistes.

Par ailleurs, en dehors des indicateurs matériels quantifiables, les comportements de consommation sont, semble-t-il, déterminés par des variables parfois de plus en plus aléatoires; la perception « psychologique » du présent et de l'avenir occupe ici une place importante. A cet égard, on sera attentif aux résultats de l'enquête effectuée trimestriellement par les Communautés Européennes, auprès des consommateurs. Ils montrent, pour pratiquement l'ensemble des questions posées, une détérioration de la perception qu'ont ces derniers de la situation, et ce dans le courant de l'année 1979. Plus de consommateurs qu'auparavant pensent que la situation économique générale s'est détériorée cette année et va continuer dans cette voie : cette appréhension de l'avenir se traduit par des taux les plus élevés depuis janvier 1976. On pense, plus qu'avant, à ce que le chômage évolue, et de manière nettement défavorable; la même tendance est relevée dans les réponses relatives aux prix.

La situation financière des ménages, ces douze derniers mois, est plus jugée en dégradation qu'avant et, d'après un nombre croissant de ménages, cette évolution devrait se poursuivre. Une proportion croissante de réponses estime difficile ou impossible de mettre de l'argent de côté dans l'année à venir. Ces résultats sont donc assez clairement marqués, depuis le second semestre de 1979 tout au moins, par une détérioration de la confiance, toute relative auparavant déjà, des consommateurs devant l'avenir. Il faut dire aussi que l'année a été assez fertile en événements frappants, que ce soit la hausse des prix pétroliers ou encore des événements internationaux, de nature politique certes mais à répercussions économiques probables sinon évidentes.

Dans ce contexte, une croissance de la consommation privée de l'ordre de 3 % en 1979 peut paraître étonnante. Les revenus connus n'ayant guère augmenté, la ponction fiscale ne s'étant pas allégée, les facteurs suivants devraient être à l'origine de ce résultat : une baisse du taux d'épargne, une modification dans la structure des ventes au détail — la croissance de celles-ci en 1979 étant essentiellement localisée dans les biens de consommation non durables au détriment des biens durables —, un « effet-prix », c'est-à-dire une influence positive exercée sur les achats courants (c'est-à-dire justement en biens non durables) des ménages par une moindre hausse des prix au détail. On peut aussi penser que la crise n'affecte pas tout le monde de la même manière : certaines catégories de revenus peuvent continuer à croître,

fortement même pour quelques unes; il faut tenir compte aussi de l'apparition et de l'expansion possible de certaines formes d'« économie parallèle », insaisissables dans les chiffres officiels de services et de revenus, mais qui doivent bien se retrouver quelque part au niveau de la demande. Par ailleurs, une crise est aussi une période où se dégagent des rentes et des plus-values en certains endroits du circuit, qui pourraient se retrouver en partie dans la croissance des dépenses.

Enfin, on rappellera aussi la relativité des données statistiques en matière de consommation des ménages. Elle est sans doute l'agrégat le plus malaisé à estimer, qui se prête le moins à certains impératifs de concentration et d'homogénéité que requiert une bonne statistique. On a déjà abordé ce problème dans ces pages, l'an passé. Il n'invalide certes pas complètement le commentaire, l'analyse et la conclusion. Mais il incite à la prudence et à un certain relativisme.

*

* *

Evolution par rubrique et en quantité des ventes au détail en 1978 et 1979 (a)

(en %)

MOIS	Alimentation				Textiles et habillement				Articles d'ameublement et de ménage				Autres articles				Total des ventes au détail			
	1978		1979		1978		1979		1978		1979		1978		1979		1978		1979	
	(b)	(c)	(b)	(c)	(b)	(c)	(b)	(c)	(b)	(c)	(b)	(c)	(b)	(c)	(b)	(c)	(b)	(c)	(b)	(c)
Janvier	0,8	-0,8	8,6	4,3	0,9	-1,5	4,0	-1,3	-5,0	3,5	-8,4	-0,3	4,2	5,3	-0,4	3,5	0,8	0,9	3,9	2,3
Février	3,9	-0,6	3,9	4,3	-3,6	-1,6	-4,5	-1,4	1,8	3,1	-0,7	-0,5	10,0	5,8	4,7	3,1	4,1	1,1	2,4	2,8
Mars	4,0	-0,3	5,7	4,4	4,5	-1,5	-8,5	-2,6	0,8	2,7	0,2	-0,5	3,4	5,2	9,0	3,6	3,5	1,1	2,4	2,8
Avril	-2,2	-0,5	3,5	4,9	-3,4	-1,5	3,1	-1,9	-2,2	2,0	-1,2	-0,5	2,2	4,8	6,1	4,0	-0,7	0,9	3,5	3,1
Mai	5,7	0,1	7,8	5,1	-7,7	-2,0	6,9	-0,5	6,4	2,1	-1,4	-1,1	5,8	4,7	9,3	4,3	4,3	1,1	5,5	3,2
Juin	7,3	1,1	6,0	5,0	1,5	-1,5	0,8	-0,6	2,8	1,6	-1,3	-1,5	5,3	4,5	2,5	4,0	5,6	1,5	2,6	3,0
Juillet	2,6	1,8	4,3	5,1	-8,0	-2,2	2,2	0,1	1,6	1,7	0,5	-1,5	6,2	4,8	2,4	3,8	1,6	2,0	1,6	3,0
Août	6,5	2,2	6,4	5,2	-4,0	-2,7	4,9	0,7	-0,8	1,3	3,9	-1,1	1,8	4,4	7,3	4,2	3,1	2,2	5,3	3,2
Septembre	5,4	2,7	1,6	4,8	5,7	-1,9	-6,1	-0,3	-0,7	1,1	0,2	-1,1	1,8	4,1	-1,0	3,9	3,6	2,4	-0,7	2,8
Octobre	2,3	2,9	4,3	5,0	-0,4	-1,5	7,5	0,3	1,4	1,3	5,3	-0,7	2,3	4,0	6,2	4,3	2,1	2,5	4,9	3,0
Novembre	5,2	3,3	5,2	5,0	0,1	-1,2	9,4	1,1	0,4	1,1	1,8	-0,6	4,0	3,8	2,1	4,1	3,7	2,7	3,6	3,0
Décembre	3,6	3,7	2,6	4,9	-4,1	-1,5	3,7	2,0	-5,3	-0,2	-0,2	0	1,2	3,9	0,5	4,1	0,6	2,7	0,6	3,0

(a) Ces taux sont calculés sur base de séries des quantités, obtenues en déflatant les séries en valeur par les indices de prix correspondant. Données provisoires pour 1979.
(b) Evolution par rapport au mois correspondant de l'année précédente.
(c) Evolution de la moyenne mobile sur 12 mois.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des ventes au détail (a)

(données trimestrielles - en %)

DÉSIGNATION	1977				1978				1979 (c)				1977	1978	1979 (c)
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.			
Total en quantité	2,4	1,4	—0,8	0,9	2,8	3,1	2,8	2,0	3,2	3,9	2,0	2,9	1,0	2,7	3,0
Total en valeur	2,8	3,1	2,8	2,0	6,9	5,2	5,0	3,8	5,2	7,3	6,1	8,5	6,5	5,1	6,8
Alimentation (quantité) (b)	0,4	—2,2	2,0	0,1	2,9	3,6	4,9	3,7	6,0	5,8	4,1	4,0	—0,9	3,8	4,9
Textile et habillement (quantité)	—0,6	—3,1	0,2	—3,0	1,0	—3,4	—1,7	—1,7	—3,3	3,6	—0,4	6,6	—1,8	—1,5	2,0
Ameublement et ménage (quantité)	5,9	7,1	1,7	2,9	—0,7	2,4	—0,3	—1,7	—2,8	—1,3	1,5	2,1	4,3	—0,1	0,0
Autres articles (quantité)	7,6	7,3	4,8	3,1	5,7	4,4	3,1	2,4	4,7	5,9	2,8	2,8	5,7	3,9	4,1

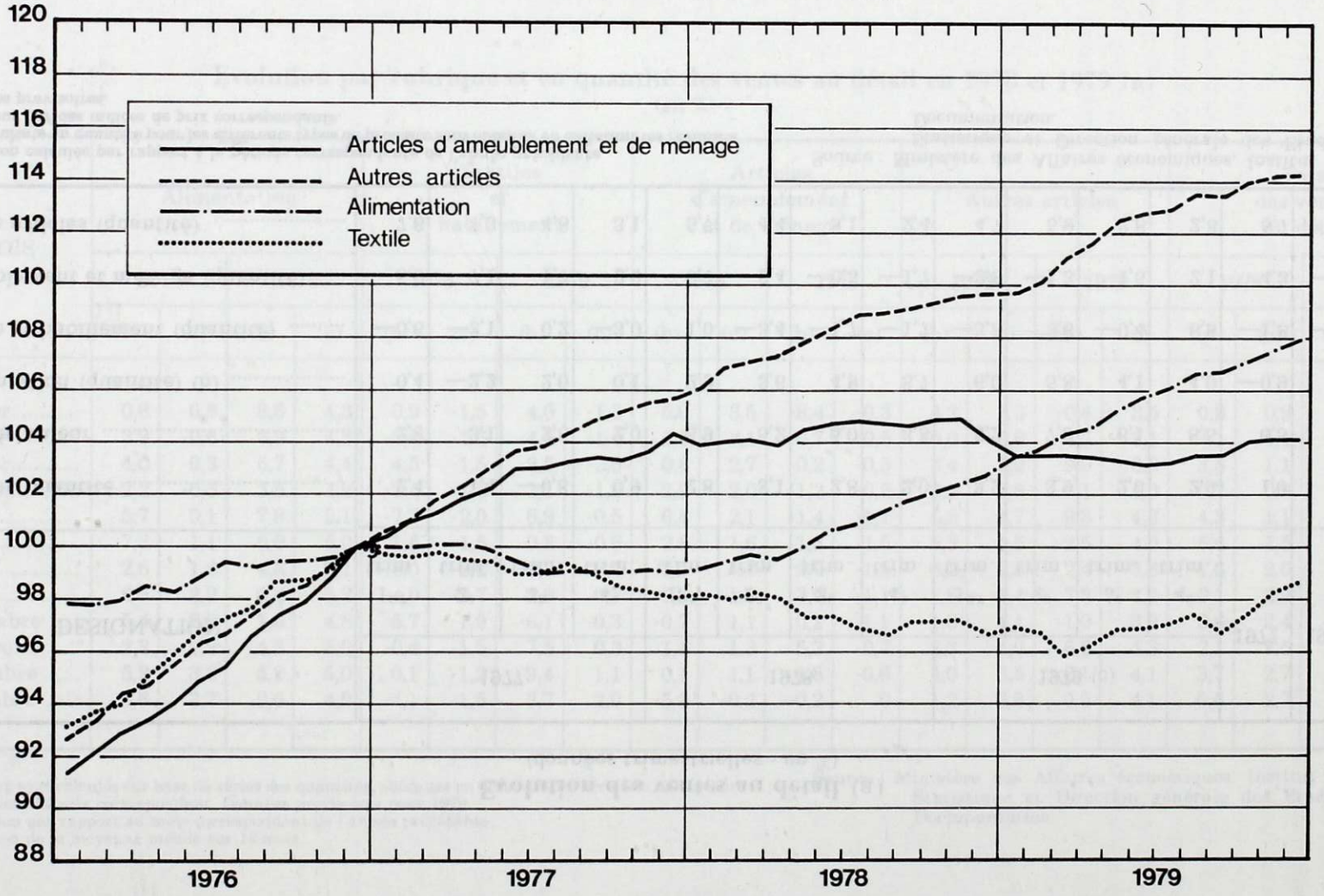
(a) Evolution calculée par rapport à la période correspondante de l'année précédente.
(b) Les résultats en quantité pour les différents types de produits sont obtenus en déflatant les résultats en valeur par des indices de prix correspondants.
(c) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des ventes au détail (a)

Répartition par type d'articles

(indices des quantités; janvier 1977=100)



(a) Evolution de la moyenne mobile.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des indices dans le commerce au détail (a)

Par type de biens

(1972=100)

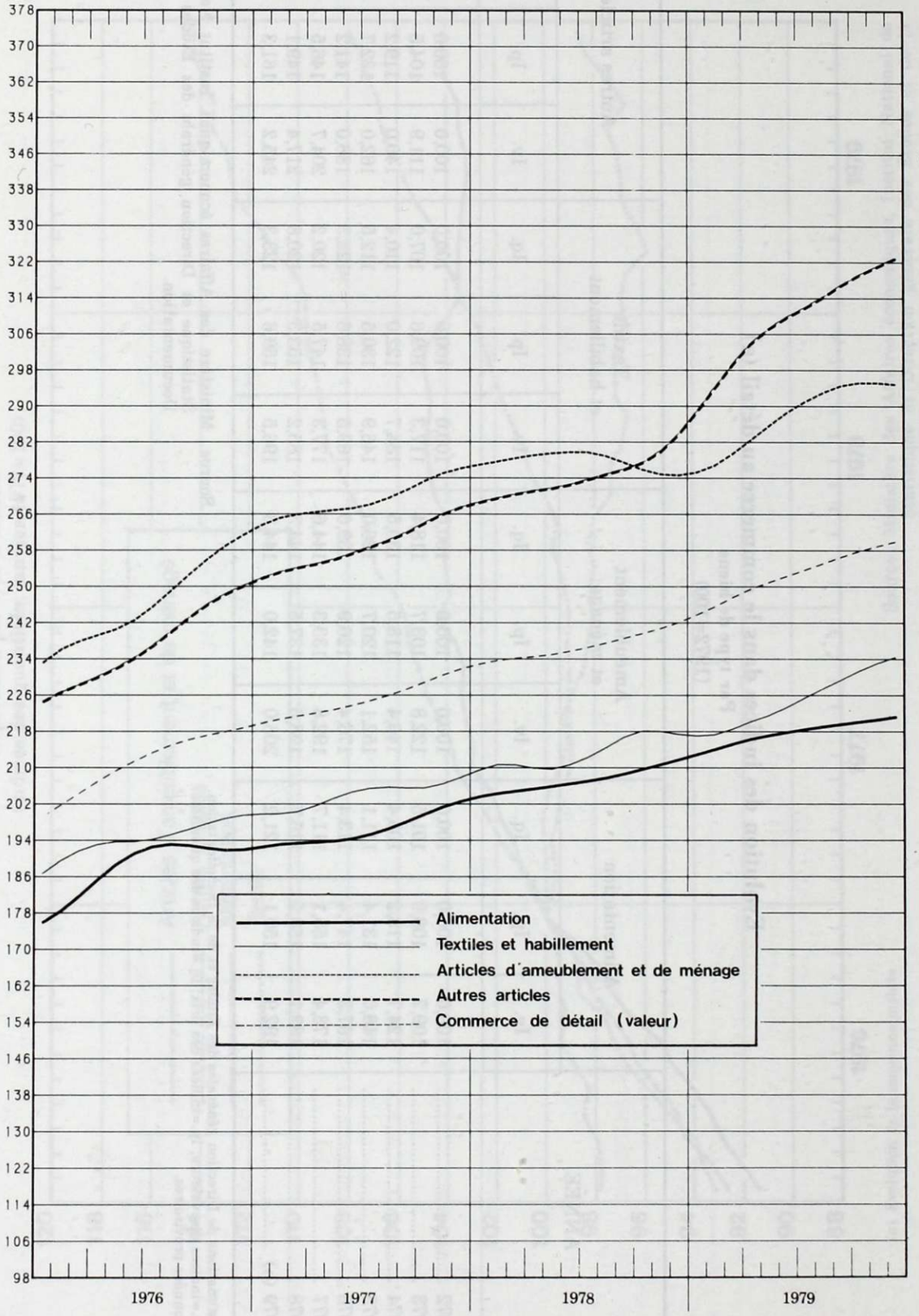
ANNÉE	Alimentation			Ameublement et ménage			Textile et habillement			Autres articles		
	Iv.	Ip.	Iq.	Iv.	Ip.	Iq.	Iv.	Ip.	Iq.	Iv.	Ip.	Iq.
1972	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1973	109,7	108,0	101,5	122,8	103,7	118,4	117,3	109,6	107,0	111,9	104,5	106,9
1974	124,7	118,2	105,4	146,4	118,5	130,5	134,7	122,0	110,4	140,0	119,2	117,4
1975	146,0	131,4	111,1	152,1	120,7	126,0	146,9	130,5	112,5	162,0	132,7	122,0
1976	167,3	147,4	113,4	176,4	126,9	139,0	169,5	138,6	122,3	188,0	141,2	133,1
1977	173,4	155,1	111,7	192,8	133,3	144,6	177,3	147,5	120,2	204,7	146,5	139,7
1978	183,1	158,2	115,7	198,5	137,5	144,3	185,2	153,3	120,8	217,4	149,1	145,8
1979 (b)	192,9	159,1	121,2	205,0	142,0	144,3	196,5	159,3	123,3	245,2	161,3	152,0

(a) Estimations de Direction générales des Etudes et de la Documentation.
Iv.=indices des valeurs; Ip.=indices des prix; Iq.=indices des quantités.
(b) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

Répartition par type de biens — indices en valeur
(données désaisonnalisées et lissées — 1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution, en valeurs, des chiffres d'affaires du commerce de détail d'après les données de la T.V.A. en 1979 (a)

(en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim. (b)	L'année (b)
Commerce de détail	5,6	8,4	8,4	10,0	8,2
— Alimentation, boissons, tabacs	3,8	5,1	4,5	7,2	5,2
— Habillement et chaussures	1,1	7,4	3,7	11,4	6,3
— Equipement du foyer (c)	0,0	1,2	4,9	5,5	3,0
— Autres articles (d)	7,3	12,1	12,7	24,0	13,8
— Grands magasins, supermarchés	9,7	7,3	7,3	9,9	8,6
Restauration et hébergement	1,4	7,4	6,9	8,3	6,2
Réparation de biens de consommation	9,0	12,7	12,9	13,9	12,1
Services récréatifs et culturels	9,1	15,3	14,9	8,0	11,8
Services personnels (e)	7,1	5,2	6,0	9,9	7,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Tous déclarants réunis. Les désignations sont relatives au type de commerce.
(b) Données provisoires.
(c) Y compris les produits d'entretien et les produits de beauté.
(d) Matériel de transport, carburants, livres, papeteries et fournitures de bureau, et autres commerces.
(e) Teinturerie, nettoyage, coiffure, etc...

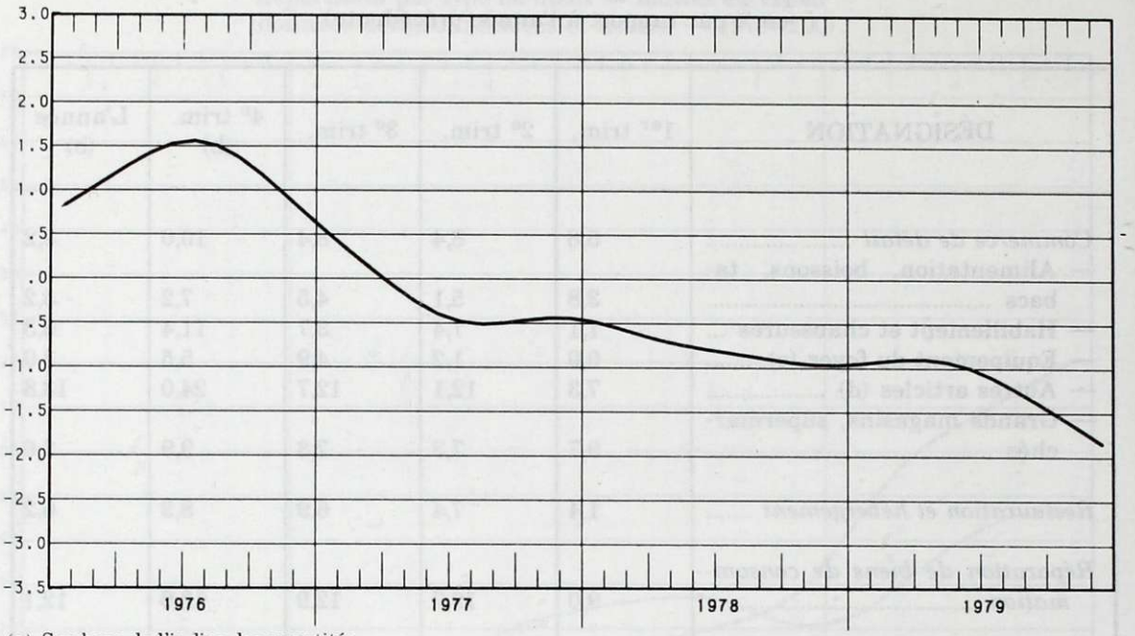
Taux d'équipement des ménages belges en biens durables

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Automobile	58,5	64,6	67,7	68,0	—	—
Congélateur	24,6	34,7	41,5	46,3	52,3	48,3
Réfrigérateur	82,0	86,5	87,9	89,6	90,2	90,9
Machine à laver le linge	62,5	66,6	69,5	73,0	74,8	70,4
T.V. N/B	73,3	68,1	61,9	52,0	45,2	39,8
T.V. Couleur	14,7	23,0	31,6	41,6	49,8	54,4
Machine à laver la vaisselle	6,3	10,0	10,9	11,2	14,1	12,1

Source : Institut National de Statistique.

Commerce de détail (a)

Evolution de l'écart par rapport à la tendance (b)



(a) Sur base de l'indice des quantités.
(b) Série standardisée.

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations de voitures neuves (a)

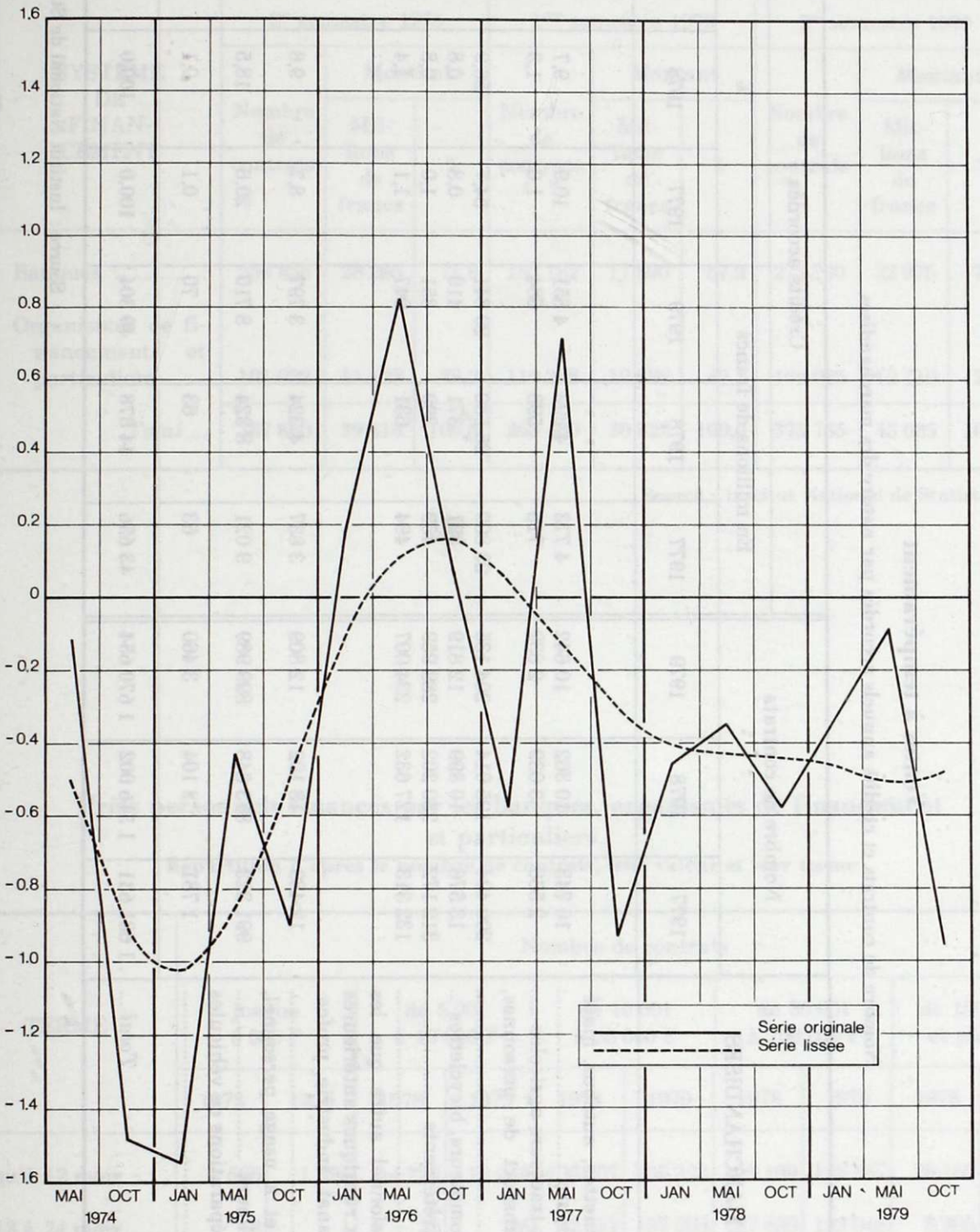
PERIODE	1977	1978	1979	1978/1977 en %	1979/1978 en %
Janvier	*38 972*	*45 003*	*33 932*	*+ 15,5*	*—32,6*
Février	*38 461*	*39 955*	*32 446*	*+ 3,9*	*—23,1*
Mars	*46 635*	*44 554*	*47 640*	*— 4,5*	*+ 6,9*
1er trimestre	124 068	129 512	114 018	+ 4,4	—13,5
Avril	*40 008*	*41 608*	*53 759*	*+ 4,0*	*+ 29,2*
Mai	*43 954*	*38 002*	*43 772*	*—13,5*	*+ 15,1*
Juin	*42 285*	*43 006*	*42 022*	*+ 1,8*	*— 2,3*
2e trimestre	126 247	122 696	139 553	— 2,8	+13,7
1er semestre	**250 315**	**252 208**	**253 571**	**+ 0,8**	**+ 0,5**
Juillet	*30 721*	*30 060*	*33 328*	*— 2,2*	*+ 10,8*
Août	*27 568*	*28 118*	*28 361*	*+ 2,0*	*+ 0,8*
Septembre	*29 898*	*28 615*	*29 122*	*— 4,3*	*+ 1,7*
3e trimestre	88 187	86 793	90 811	— 1,6	+ 4,6
Octobre	*34 129*	*31 906*	*35 982*	*— 6,5*	*+ 12,7*
Novembre	*27 948*	*28 935*	*27 612*	*+ 3,5*	*— 4,7*
Décembre	*22 222*	*17 817*	*15 690*	*—19,8*	*—13,5*
4e trimestre	84 299	78 658	79 284	— 6,7	+ 0,7
2e semestre	**172 486**	**165 451**	**170 095**	**— 4,1**	**+ 2,8**
L'année	**422 799**	**417 659**	**423 666**	**— 1,2**	**+ 1,4**

(a) Non compris les véhicules en transit.

Sources : Ministère des Communications, Service de la Circulation Routière.
Institut National de Statistique.

Evolution de l'indicateur global de perception de la conjoncture chez les consommateurs

(série standardisée)



Sources : Communauté Economique Européenne.
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Ventes à tempérament

Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises

NATURE DES MARCHANDISES	Nombre de contrats			Crédits accordés					
				En millions de francs			%		
	1977	1978	1979	1977	1978	1979	1977	1978	1979
Camions et camionnettes, autobus, matériel de transport lourd	10 743	10 362	10 642	4 773	4 392	4 851	10,9	9,7	9,8
Matériel agricole et tracteurs agricoles	2 568	3 039	2 832	715	598	684	1,6	1,3	1,4
Autos pour le transport de personnes, excepté autobus	200 494	195 014	204 135	23 890	25 580	29 341	54,7	56,9	59,5
Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	13 576	10 899	12 819	391	371	419	0,8	0,8	0,8
Textiles, fourrures, vêtements	312 172	280 202	289 959	469	399	351	1,0	0,8	0,7
Livres	132 313	127 632	234 007	494	631	947	1,1	1,4	1,9
Equipement professionnel autre que les articles repris aux rubriques antérieures (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	12 489	13 102	12 809	3 837	4 324	3 797	8,7	9,6	7,7
Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	991 323	873 648	899 989	9 021	8 324	8 710	20,6	18,5	17,6
Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)	1 781	2 104	3 460	63	63	70	0,1	0,1	0,1
Total ...	**1 681 631**	**1 516 002**	**1 670 654**	**43 656**	**44 878**	**49 304**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

Prêts personnels
Crédits accordés par semestre

SYSTEME DE FINANCEMENT	2e semestre 1978			1er semestre 1979			2e semestre 1979		
	Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Banques	256 838	28 295	71,8	153 182	17 690	57,9	273 730	32 975	73,1
Organismes de financements et particuliers	101 022	11 123	28,2	110 298	12 832	42,1	102 025	12 110	26,9
Total ...	**387 860**	**39 418**	**100,0**	**263 480**	**30 522**	**100,0**	**375 755**	**45 085**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

APERÇU DE L'EVOLUTION
ECONOMIQUE DES REGIONS

Prêts personnels financés par les banques, organismes de financement et particuliers
Répartition d'après le nombre de contrats, leur valeur et leur terme

TERME	Nombre de contrats									
	jusque 5 000 F		de 5 001 à 10 000 F		de 10 001 à 35 000 F		de 35 001 à 150 000 F		de 150 001 F et plus (a)	
	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979
jusqu'à 12 mois	1 505	1 396	14 220	13 248	106 167	106 323	116 169	128 867	28 160	32 557
de 13 à 24 mois	13	1	35	26	40 257	37 208	127 839	122 048	8 305	9 674
25 mois et plus	—	—	1	—	69	42	82 967	87 459	85 014	100 386
Total ...	**1 518**	**1 397**	**14 256**	**13 274**	**146 493**	**143 573**	**326 975**	**338 374**	**121 479**	**142 617**

Source : Institut National de Statistique.

(a) A partir du 1er semestre 1973 la limite de 150 000 F, applicable aux prêts personnels, a été supprimée. Depuis l'année 1973 tous les prêts personnels, sans exception, sont donc repris dans la statistique.

SIXIEME PARTIE

APERÇU DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS

SIXIÈME PARTIE

APERÇU DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS

EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS

SECTION I. — BRUXELLES

§ 1. — PRODUIT RÉGIONAL BRUT

En 1977, le produit intérieur brut au coût des facteurs de la région de Bruxelles s'est élevé, à prix courants, à 413,4 milliards de francs; par habitant, il atteignait 403 100 F. Le P.I.B. de la région représente 16,4 % du produit national; par rapport au Royaume, le produit par habitant de la région s'établit à l'indice 155,8.

Aux prix de 1970, le P.I.B. régional s'est élevé à 226,9 milliards de francs en 1977; représentant 15,6 % du produit national, il était en hausse de 4,7 % par rapport à 1976 cependant que la progression, à l'échelle nationale, n'atteignait que 1,2 %. Par habitant, la progression en un an s'élève à 5,8 %, permettant d'atteindre un montant de 219.100 F, alors qu'elle n'est que d'un pour-cent pour le pays. Pour la première fois depuis 1970, la région a enregistré des taux de croissance supérieurs à ceux de la nation et des autres régions. Auparavant et sauf lors du recul généralisé de 1975, moins prononcé à Bruxelles qu'ailleurs, la région avait connu des taux de croissance inférieurs à ceux du pays et des autres régions.

L'analyse de la structure de la valeur ajoutée permet de remarquer la poursuite de la perte d'importance relative des industries manufacturières sous la pression première de l'industrie du vêtement et de la chaussure, de l'industrie textile et du secteur du papier, de l'impression et de l'édition. Le secteur de la construction et celui de l'électricité, eau et gaz sont également en régression. Par contre, les activités de service ont continué de se bien développer, particulièrement les services financiers et assurances, mais également le commerce et les services proprement dits.

§ 2. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Au cours de l'année écoulée, l'indice général de la production a diminué de 2,3 % à Bruxelles cependant qu'il croissait de près de 4 % dans l'ensemble du pays; un an auparavant, cet indice avait augmenté de 5 % environ dans la capitale. Cette diminution a été sensible durant les premier et troisième trimestres (—4,3 % chaque fois); en fin d'année, elle semblait s'être amenuisée. L'indice général de la production, incluant la construction, régresse plus sensiblement encore puisqu'il recule de plus de 7 %; la contraction de cet indice pour l'ensemble du pays est minime (—0,3 %).

Le sommet que l'indice de la production, sans la construction, avait atteint durant le quatrième trimestre de 1974 (123,0) demeure hors d'atteinte des performances réalisées au cours de l'année sous revue puisque l'indice le plus favorable, celui du quatrième trimestre, ne s'élève qu'à 114,3; il est d'ailleurs identique au meilleur indice de 1978.

La construction accentue le recul de l'indice global de la production. Au cours de l'année écoulée, elle a chuté de 23,3 %. Les mauvaises conditions climatiques du début de l'année ont renforcé la tendance à la baisse laquelle cependant est demeurée affirmée durant toute l'année. Ce mouvement de repli est largement perceptible à l'échelle nationale également.

Après avoir augmenté en 1978 de 3,5 %, l'indice de la production dans les industries manufacturières régresse de 1,7 % durant l'année écoulée. Ce recul est plus important durant le premier semestre (—2,1 %) que par la suite (—1,4 %); une faible amélioration est en effet constatée pendant les trois derniers mois de 1979 (+0,6 %).

Les industries alimentaires et la boisson enregistrent une baisse de leur production (—1,7 %); elle s'est amplifiée durant les trois premiers trimestres de l'année pour atteindre un recul de plus de 6,5 % durant le troisième; par la suite, un redressement important s'est produit (+5 % au quatrième trimestre). L'industrie du tabac récupère la perte de production de 1978 (+10,8 %) et se retrouve à un niveau quelque peu supérieur à celui de 1977.

L'indice de la production de l'industrie textile régresse de 16 %; la baisse s'est déroulée toute l'année durant. Elle fait suite à une bonne tenue de ce secteur en 1978. Cette évolution diffère de celle qui est notée à l'échelle du pays. L'industrie du vêtement et de la chaussure a arrêté le recul de sa production entamé durant le deuxième trimestre de 1978. La baisse s'est atténuée durant la première moitié de l'année et a cédé la place à une hausse rapide, et qui s'améliore, durant l'autre moitié. La production de ce secteur dépasse de 5,7 % celle de 1978.

Le marasme dans l'industrie du bois se prolonge : une baisse en 1977, la stagnation en 1978, un recul de 4 % au cours de l'année écoulée. Le recul a été sensible durant le premier semestre et particulièrement les trois premiers mois; entre juin et septembre, une amélioration s'est produite mais elle a rapidement cédé la place à la stagnation. Le marasme se poursuit également dans le papier et le carton : depuis 1974, l'indice de la production de ce secteur se contracte de plus en plus, avec cependant une exception en 1978; au cours de l'année écoulée, la régression de la production a dépassé 12,0 %.

Alors qu'elle est en expansion à l'échelle nationale, la production dans les industries chimiques et du caoutchouc diminue à Bruxelles (—14,3 %). L'indice de ce secteur se retrouve au niveau de 1973. Perdurant toute l'année, ce recul s'est cependant ralenti en son milieu pour se renforcer à nouveau par la suite.

En 1978, l'industrie des minéraux non métalliques avait enregistré une baisse sensible de sa production. La perte qui en résultait, est comblée par la hausse de 19,2 % de l'indice au cours de l'année écoulée; celle-ci a culminé au troisième

trimestre. Au plan national, la production est en léger recul. La perte de production de l'industrie métallurgique de base s'accélère : elle dépasse 15 % en 1979 et place l'indice de ce secteur à un niveau inférieur à 70. L'expansion des fabrications métalliques se poursuit mais semble s'essoufler : la hausse de l'indice ne dépasse pas les deux pour-cent; une stagnation de la production est même enregistrée durant le second semestre de l'année.

Les ouvrages en métaux non mécaniques ont récupéré la perte de production de 1978; la hausse de la production (+8,3 %) s'est accélérée au fil de l'année. Les machines non électriques et la fine mécanique semblent retourner sur la voie d'une expansion modérée (+3,1 %) après avoir stagné en 1978 et régressé en 1977. Les machines électriques augmentent leur production de 5,7 %; une stagnation s'est cependant produite au milieu de l'année. Le matériel de transport, après avoir connu une expansion soutenue en 1977 et 1978, s'est essoufflé au cours de l'année sous revue, et particulièrement durant le troisième trimestre.

La production d'électricité s'est redressée en 1979 (+2,3 %) mais elle faiblissait durant le deuxième trimestre. La distribution de l'eau a haussé de 1,9 %; elle a reculé sensiblement pendant le second semestre.

En 1978, l'activité industrielle à Bruxelles avait connu une expansion plus importante que dans le pays. En 1979, la situation s'est retournée. Dans quelques rares secteurs, comme les machines électriques, les ouvrages en métaux non mécaniques et les minéraux non métalliques, la hausse de l'indice à Bruxelles dépasse celle du pays. Dans beaucoup d'autres secteurs, la hausse est inférieure ou même, il y a régression alors que celle-ci ne se manifeste pas au niveau du pays.

L'indice de la production du Royaume dépassait de 11,5 % celui de Bruxelles en 1978; au cours de l'année écoulée, il lui est devenu supérieur de 18,6 %. L'écart entre les deux indices, qui s'était réduit en 1978, s'aggrandit à nouveau. Le malaise industriel à Bruxelles tend donc à s'amplifier. De nombreuses entraves, aussi bien administratives qu'économiques, rendent difficiles le maintient et plus encore l'implantation d'entreprises d'une certaine taille dans la capitale, ce qui se répercute sur le niveau de sa production. Des efforts cependant sont réalisés par les autorités régionales compétentes : ainsi, la Société de développement régional de Bruxelles permet-elle à l'industrie de se maintenir ou d'accéder aux terrains et infrastructures nécessaires à une expansion équilibrée en mettant à sa disposition des zones industrielles possédant l'équipement nécessaire.

§ 3. — EMPLOI ET CHÔMAGE

En 1978, le chômage complet (toutes catégories) à Bruxelles se distinguait de celui du pays par trois caractéristiques : il augmentait plus rapidement dans la capitale qu'ailleurs; il touchait davantage les hommes que les femmes; il présentait, dans la région, une structure différente de celle du Royaume. Au cours de l'année écoulée, les différences se sont estompées. En effet, son taux de croissance est inférieur, dans la région, à celui du pays : 3,6 % contre 6,4 %. Il frappe davantage les femmes que les hommes, mais dans une mesure moindre cependant qu'à l'échelle

nationale : pour les premières, la hausse atteint 9,7 % (11,2 % pour le Royaume) et pour les seconds, la baisse s'élève à 2,2 % (—0,3 % pour le Royaume). Enfin, le nombre de chômeuses dépasse, mais de justesse, celui des chômeurs; pour 1 000 personnes frappées par le chômage, l'on trouve 484 hommes à Bruxelles (388 dans le pays) et 516 femmes (611 dans le pays).

La progression du chômage complet à Bruxelles est dans une large mesure provoquée par les chômeuses de 25 à 50 ans et par les chômeurs — hommes et femmes — de plus de 50 ans. Pour les moins de 25 ans, l'on remarque une baisse importante (—6,5 %) chez les hommes et une hausse rapide chez les femmes (+8,2 %).

Au cours de l'année écoulée, le chômage complet a donc évolué beaucoup plus favorablement dans la capitale que dans les autres parties du Royaume. Un frein semble être mis à la détérioration qui sévissait dans ce domaine depuis un certain temps déjà. Le taux de chômage (1) reste le plus faible du pays (14,5 contre 16,1); il est largement influencé par le taux favorable concernant les femmes (17,7 contre 27,4) alors que celui relatif aux hommes est plus défavorable dans la capitale (12,2 contre 9,7).

Entre le 30 juin 1977 et le 30 juin 1978, le nombre de travailleurs manuels et intellectuels (hommes et femmes) est resté stable à Bruxelles. A la dernière date citée, le nombre de ces travailleurs occupés dans les services « autres », dont les services publics et autres et l'enseignement, représentait 35,6 % du total; ceux exerçant leur profession dans les institutions de crédit, assurances et location formaient 17,6 % de l'ensemble. Le commerce, l'hôtellerie et les réparations fournissaient un emploi à 18,4 % des travailleurs et les transports et communications, à 6,6 %. Le bâtiment occupait 5,3 % de la main-d'œuvre à Bruxelles, les industries manufacturières, 15,4 %, l'énergie et l'eau 1,2 %. Le nombre de travailleurs manuels et intellectuels a augmenté entre le 30 juin 1977 et le 30 juin 1978 dans les services « autres » (+3,5 %); cette hausse contrebalance les pertes enregistrées dans le bâtiment (—8 %), le commerce, l'hôtellerie et les réparations (—5 %), dans les institutions de crédit et assurances (—1,7 %) et dans certaines industries manufacturières (—1,4 %).

§ 4. — FERMETURES D'ENTREPRISES

Trois cent quatorze entreprises ont été fermées à Bruxelles au cours de l'année écoulée; par rapport à 1978, leur nombre a diminué de 4,6 % alors qu'il avait progressé sensiblement entre 1977 et 1978 (+26,5 %). Le nombre de fermetures d'entreprises à Bruxelles représente 27,2 % de l'ensemble des fermetures effectuées dans le pays (28,1 % en 1978).

(1) Chômeurs complets indemnisés, chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics, autres demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement ou librement. Calculé par rapport à la population I.N.A.M.I. assurée contre le chômage au 30 juin 1978.

Le nombre de travailleurs touchés par ces fermetures s'élève à 5 401; il est en baisse de 11,8 % par rapport à 1978; il représente 19 % du nombre de travailleurs frappés par cette mesure au niveau du pays (18,3 % en 1978).

Les entreprises classées sous la rubrique « divers » sont les plus nombreuses à avoir été fermées. Le secteur de la construction et celui de la fabrication de machines et de machines électriques ont été fortement atteints par les fermetures. Dans ces trois secteurs, ainsi que dans celui de la confection, les pertes d'emploi ont été les plus importantes.

§ 5. — INVESTISSEMENTS

Au cours de l'année écoulée, les investissements bénéficiant des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 se sont élevés pour Bruxelles à 4,1 milliards et pour le Royaume, à 75,8 milliards. La part de Bruxelles dans le total est passée de 1,7 % en 1978 à 5,4 % en 1979. Depuis la mise en vigueur de ces lois jusqu'en 1979, les investissements aidés ont atteint un montant de 22 milliards dans la région, représentant 2,6 % du total du pays.

En 1979, plus de la moitié des investissements aidés dans la région ont été concentrés dans les fabrications métalliques (53 %) et les secteurs divers (32 %). L'industrie chimique a reçu un peu plus de 5 % de l'aide, les matériaux de construction, 4 %, la métallurgie, 3,5 % et l'industrie alimentaire 1,4 %.

Les bonifications d'intérêt ont atteint 96 millions de francs en 1979, représentant 2,2 % de leur total pour le pays; cette part est en légère augmentation par rapport à l'année précédente. Pour la période 1962-1979, elles atteignent un montant de 797 millions soit 1,5 % de celles attribuées à l'ensemble du pays. Les primes et/ou subventions attribuées à la région se sont élevées à 306 millions, soit 5,6 % du total accordé au Royaume; en théorie pour la période 1962-1979, mais en fait pour les deux années précédentes puisqu'elles ne sont octroyées à Bruxelles que depuis 1978, elles se montent à 314 milliards, soit 1,2 % du total. Le coût total pour l'Etat de ces opérations en faveur de Bruxelles n'atteint que 4,1 % en 1979 et 1,4 % de 1962 à 1979 de celui pour l'ensemble du pays.

Les investissements étrangers prévus à Bruxelles dans les industries manufacturières ont atteint 1 005 millions de francs en 1979, soit 9,4 % de ceux prévus dans le pays; cette part s'élevait à 19,4 % en 1978. La plupart d'entre eux sont répertoriés, par la statistique, dans la rubrique « autres », ce qui empêche toute considération à leur propos.

En 1977, les dépenses d'investissements dans l'industrie, pour les établissements en activité et nouveaux, se sont montées à 7 001 millions de francs, ce qui représente 8 % des dépenses effectuées au niveau du Royaume. Par rapport à 1976, elles ont augmenté de 44 %, année au cours de laquelle elles ne constituèrent que 5 % de celles effectuées au niveau national. Les dépenses d'investissements des établissements industriels nouveaux ont atteint 36 millions de francs en 1977, soit moins d'un pourcent de celles réalisées dans le pays.

§ 6. — COMMERCE ET SERVICES

La statistique des opérations enregistrées dans le cadre de la T.V.A. permet d'appréhender dans une certaine mesure l'évolution du secteur sous rubrique. En effet, elle reprend les déclarations mensuelles et trimestrielles à la T.V.A. des entreprises y assujetties. Comme il s'agit de données à prix courant, les mouvements de prix et les variations de quantité sont mélangés.

Le chiffre d'affaire dans la construction d'immeubles dépasse de 16 % le résultat atteint en 1978. Dans le commerce de gros, la progression atteint en un an 19,3 %; elle est largement supérieure à celle notée en 1978 (3 % environ) et 1977 (5 %). Si l'on estime que l'augmentation des prix de gros à Bruxelles est identique à celle du pays, alors, en termes réels, l'augmentation du commerce de gros a été plus importante l'année dernière qu'en 1978 (respectivement 12,3 % et 4,9 %).

Le chiffre d'affaires du commerce de détail a progressé en 1979 à un rythme identique à celui de 1979 (+8,7 %). En termes réels, si l'on estime que la hausse des prix à la consommation dans le Royaume peut approcher celle de Bruxelles, l'on remarque une stabilité des taux de croissance d'une année à l'autre (4 %).

Des hausses parfois importantes du chiffre d'affaires sont enregistrées dans les institutions de crédit, la réparation de biens de consommation, les services fournis aux entreprises et la restauration et l'hébergement. Des baisses sont notées pour la location de biens immobiliers et mobiliers et la recherche et le développement.

SECTION II. — FLANDRE

§ 1. — PRODUIT RÉGIONAL BRUT

L'apport de la Flandre au produit intérieur brut a augmenté progressivement, mais sans interruption. De 1970 à 1977 (dernière donnée disponible), l'importance relative avait crû de 53,9 % à 56,2 %.

Après un recul en 1975 (—2,5 %), le produit régional brut s'est redressé et a de nouveau augmenté, de respectivement 7,2 % et 1,2 % en 1976 et 1977. De 1970 à 1977, la croissance moyenne a été de 4,3 %, ce qui constitue une évolution quelque peu plus positive qu'en Wallonie (3,3 %) et à Bruxelles (2,4 %). En outre, d'après les estimations, la croissance du produit régional brut a été estimée, pour 1979, à 2,5 % en Flandre, contre 1,9 % en Wallonie et 2,3 % à Bruxelles.

Le produit régional brut, à prix courants par habitant, est passé en Flandre de 112 800 F en 1970 à 255 800 F en 1977, soit une progression de 126,8 %. A Bruxelles, la croissance a atteint 124,8 % et en Wallonie 107,9 %.

La croissance du produit par habitant en Flandre fait que la moyenne nationale a presque été atteinte en 1977 (indice 98,9). En Wallonie, la croissance a été largement

inférieure à cette moyenne (indice 84,0), tandis qu'elle a été largement dépassée à Bruxelles (indice 155,8).

Tous les secteurs n'ont pas contribué de la même manière à la croissance du produit régional brut en Flandre. Par ordre d'importance, la croissance moyenne de la valeur ajoutée brute, entre 1970 et 1977, a augmenté de 8,1 % pour l'électricité, l'eau et le gaz, de 5,0 % pour l'industrie de transformation, de 4,9 % pour le commerce, les banques et les assurances, de 4,6 % pour les services, de 3,4 % pour la construction, de 3,0 % pour les transports et les communications, de 1,2 % pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche, et en léger recul (—0,5 %) pour l'industrie extractive.

A l'exception de l'agriculture, la sylviculture et la pêche, ainsi que de l'industrie extractive, tous les secteurs ont connu un recul sensible en 1977.

§ 2. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

La stagnation de la production industrielle, qui s'est manifestée à partir de la mi-1976 jusqu'à la mi-1978 environ, s'est terminée en septembre 1978. A partir de cette époque jusqu'à la mi-1979, l'activité industrielle s'est nettement améliorée. Toutefois, vers la fin de l'année la croissance de la production s'est à nouveau amenuisée.

L'évolution favorable, particulièrement durant la première moitié de l'année, a entraîné, en 1979, une augmentation de l'indice général de la production industrielle (construction exclue), en Flandre, de l'ordre de 6,5 %, après une faible progression de respectivement 1,8 % et 0,5 % en 1977 et 1978.

Dans certains secteurs, cette croissance moyenne de la production de 6,5 % a été dépassée, notamment dans le textile qui, depuis le début de la crise économique, exception faite de l'année 1976, a été confronté avec une production constamment en régression. Cependant, au cours de l'année sous revue, on a pu observer une croissance de 11,2 %.

L'industrie chimique et l'industrie du caoutchouc ont également enregistré un résultat favorable en 1979. La production y a progressé de 9,0 %, ce qui signifie que la haute conjoncture, entamée dans ce secteur en 1976, a été prolongée d'un an.

En 1979, la production de la métallurgie de base a avancé de 8,3 %, après une faible croissance en 1978 (3,6 %). Il en a été de même pour l'industrie des fabrications métalliques (+9,0 % en 1979 contre +0,2 % en 1978).

Le regain de la production industrielle a été important dans les secteurs du matériel de transport (+13,4 %), des constructions non-mécaniques en métal (+7,7 %), des machines non-électriques et de la fine mécanique (+4,0 %). L'année antérieure, la production avait, en effet, reculé.

En 1979, la production de l'industrie alimentaire et des boissons a augmenté de 4 % par rapport à 1978, soit la croissance la plus forte depuis 1974.

Un secteur qui depuis 1973 déjà stagnait ou avait fortement reculé en Flandre, est celui de l'habillement et des chaussures. En 1977, on avait encore enregistré une baisse d'environ 10 % par rapport à 1976. En 1978, la situation n'avait guère changé, mais en 1979, on a pu enregistrer un accroissement de quelque 3,8 %.

Au cours de l'année écoulée, l'industrie du bois a progressé de 3,8 %, après une régression de 4,9 % en 1978. Dans l'industrie du papier et du carton, le mouvement est inversé : en 1979, la production y a baissé de 2,4 %, après une augmentation de 4,2 %, l'année antérieure. La production dans l'industrie du cuir, en Flandre, laquelle n'a cessé de reculer depuis 1970, exception faite de 1972, a continué à diminuer encore en 1979. Après un fort recul de 33,3 % en 1978, la production a encore baissé de 3 % au cours de l'année écoulée.

Dans le secteur de l'énergie, l'extraction de charbon a marqué une nouvelle diminution en Flandre : —6,9 % par rapport à 1978, année où l'on avait déjà enregistré une baisse de 5,8 %. Mais la transformation de pétrole et de charbon a augmenté de 4,6 %, après avoir baissé de 11,5 % en 1978. La production d'énergie, enfin, a accusé, en 1979 tout comme l'année antérieure, un accroissement d'environ 8 %.

§ 3. — EMPLOI

Au 30 juin 1978, on avait recensé en Flandre 1 539 164 travailleurs assujettis à la sécurité sociale, soit à peu près le même nombre que quatre ans auparavant. En effet, au début de la crise économique le nombre de travailleurs inscrits s'élevait à 1 539 351. En Wallonie et à Bruxelles-Capitale, l'emploi a diminué de 28.000 et de 26.000 respectivement. Cette évolution fait apparaître que 52,0 % du nombre total des travailleurs étaient employés en Flandre.

Pendant ce laps de temps, en Flandre, la perte de postes d'emplois a été la plus élevée dans les autres industries manufacturières (—68 000). Dans l'industrie des fabrications métalliques, de la fine mécanique et dans l'industrie optique également, l'occupation de la population active dépendante avait diminué de quelque 21 000 unités. Enfin, dans le secteur des minéraux non-énergétiques et dérivés, ainsi que dans l'industrie chimique, quelque 10 000 postes de travail ont disparu.

Cette perte a été cependant compensée par une progression dans la construction (+10 000), dans le commerce, l'hôtellerie et les réparations (+17 500), dans le secteur des transports et des communications (+4 400), et dans les banques, les institutions de crédit et les assurances (+5 500). C'est pourtant dans les autres services que la création d'emplois a été la plus importante : +58 800, dont environ 27 000 dans les services publics et l'enseignement.

En examinant la situation de plus près, l'on peut constater que quelques branches industrielles du secteur secondaire ont été particulièrement frappées : notamment les industries spécialisées dans la transformation du métal (les fabrications métalliques, la fine mécanique et l'industrie optique), mais plus particulièrement encore l'industrie du textile, où, sous l'influence notamment de la

concurrence internationale, le dégagement de personnel a été fort important (—23 000 personnes). La même chose peut être dite de l'industrie de l'habillement et des chaussures, où la réduction du personnel a porté sur 20 000 unités. Dans l'industrie alimentaire et dans le secteur du bois et des meubles en bois, on a également enregistré une baisse du nombre de travailleurs assujettis à la sécurité sociale, de respectivement 5 000 et 8 000 unités.

En Flandre, la crise a immédiatement provoqué une accélération du glissement vers une extension de l'emploi dans le secteur tertiaire. Au 30 juin 1978, le nombre de personnes assujetties à l'O.N.S.S. employées dans le commerce, l'hôtellerie et les réparations, dans les banques, les institutions de crédit et les assurances, la location et les autres services, s'est élevé déjà à 686 789, soit 44,6 % du total, contre 605 089, soit 39,3 % quatre ans auparavant.

§ 4. — CHOMAGE

En 1979, le recensement a fait apparaître qu'en Flandre, le nombre de chômeurs complets indemnisés a dépassé de 8 577 unités en moyenne, soit de 5,6 %, celui enregistré en 1978, ce qui revient à une augmentation plus importante qu'en Wallonie (3,1 %) et à Bruxelles (1,9 %).

Ventilé selon le sexe, le chômage des hommes n'a guère augmenté (+0,6 %), tandis que le chômage complet a considérablement progressé chez les femmes. Il faut cependant signaler que le rythme de progression s'est quelque peu ralenti : +8,4 %, contre +9,3 % l'année antérieure.

Le revirement favorable dans l'évolution du chômage, qui avait été déjà perceptible au plan national, s'est manifesté en Flandre également, à partir du quatrième trimestre de 1979. Des données désaisonnalisées et lissées, il ressort en effet, qu'à partir de cette période, le rythme de progression du chômage complet a nettement fléchi. C'est là la résultante de la régression du chômage des hommes, depuis le premier trimestre de 1979, et d'une progression ralentie du chômage des femmes depuis le dernier trimestre de 1979.

A la base de cette évolution un peu plus favorable au cours de l'année écoulée, il y a lieu de citer l'accroissement de la production industrielle et, en partie, les mesures gouvernementales de lutte contre le chômage.

L'amélioration de la situation du marché de l'emploi a été particulièrement prononcée chez les jeunes. En 1979, le recensement porte en moyenne sur +2,1 % de jeunes chômeurs complets indemnisés (—25 ans) alors que dans la même catégorie de chômeurs, mais âgés de plus de 25 ans, le chômage avait crû de 7,6 %. Chez les hommes de moins de 25 ans, le chômage a même régressé, en 1979, de 297 unités, soit de 1,5 %, mais dans le groupe d'âge plus élevé, le chômage a progressé par contre de 1,5 %, soit de 572 unités. Chez les femmes, l'écart dans l'évolution du chômage entre les groupes d'âge a été relativement moins net; chez les jeunes, il y avait un accroissement de 8,0 % et, chez les plus de 25 ans, la progression s'est chiffrée à 8,7 %.

Le fait que la durée du chômage tende à se prolonger de plus en plus, constitue un facteur se manifestant particulièrement parmi les femmes. En Flandre, le nombre de femmes au chômage depuis deux ans ou plus, a augmenté de 26,7 % vers la moitié de 1977, de 37 % à la mi-78 et de 43,8 % à la mi-1979.

Chez les hommes également, le nombre de chômeurs de longue durée a continué à croître, bien que dans une mesure moindre que chez les femmes. En outre, la part des chômeurs complets indemnisés masculins, demandeurs d'emploi depuis deux ans ou plus, à la date du 30 juin 1979 n'a représenté que 28 % du total.

Bien qu'au cours de l'année écoulée, le chômage se soit accru plus rapidement en Flandre que dans les deux autres parties du pays, le taux de chômage (1) au 31 décembre 1979 était en Flandre bien au-dessous de celui enregistré en Wallonie : 14,8 %, contre 19,0 %. Pour le Royaume, on a enregistré 16,1 %. Le coefficient du chômage des hommes et des femmes s'est situé, en Flandre, à un taux inférieur à celui enregistré pour le Pays : respectivement 8,3 % et 9,7 % pour les hommes et 26,9 % et 27,4 % pour les femmes.

§ 5. — FERMETURE D'ENTREPRISES

A une seule unité près, le nombre d'entreprises ayant fermé leurs portes en 1979 a été identique à celui d'un an auparavant (506 contre 507), mais le nombre de travailleurs atteints a fléchi de 1 365 unités.

Dans les secteurs à problèmes, notamment l'alimentation, le textile et la confection, les fermetures ont été moins nombreuses qu'en 1978 de même que le nombre de travailleurs touchés; toutefois, à cause de ces fermetures dans ces secteurs, respectivement 844, 1 173 et 1 128 emplois ont été condamnés à disparaître.

Bien que dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, les fermetures ont été plus nombreuses qu'un an auparavant (25 contre 21 en 1978), moins de travailleurs ont été atteints (233 contre 250).

L'industrie du bois est un des secteurs particulièrement menacés par les fermetures : 29 en 1979, contre 22 en 1978 et 32 en 1977. La perte d'emplois a évolué de 1 075 en 1977, à 623 en 1978, et 1 600 en 1979.

De même, dans le secteur de la construction mécanique et des machines électriques, le nombre de fermetures a été inférieur à celui d'un an auparavant : 49 contre 51; le nombre de chômeurs atteints, bien qu'encore assez élevé, a, lui aussi, baissé passant de 1 690 à 1 319.

Tout comme en 1978, la construction était, l'année écoulée, le secteur ayant enregistré le plus grand nombre de fermetures et de travailleurs touchés; quelque 139

(1) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés + chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics + autres chômeurs inscrits obligatoirement + demandeurs d'emploi inoccupés libres, d'une part, et le nombre de travailleurs inscrits à l'O.N.S.S. (situation au 30 juin 1978), d'autre part.

entreprises ont fermé leurs portes et dès lors, 3 400 personnes se sont trouvées sans travail.

§ 6. — INVESTISSEMENTS

Au cours de 1979, on a investi en Flandre pour 49 331 milliards de francs en application des lois sur l'expansion, ce qui est un montant largement supérieur à celui de 34 milliards de francs investi en 1978.

La province où les investissements ont été les plus importants est celle d'Anvers : près de 20 milliards de francs, soit 26,5 % du total investi dans l'ensemble du Pays. Pour la région flamande elle-même, la part de ces investissements s'est chiffrée à 65,1 % du total.

L'industrie chimique a enregistré un montant d'investissement particulièrement élevé : 14,6 milliards de francs, contre 8,3 milliards en 1978. De même l'industrie des fabrications métalliques a investi 3 milliards de plus que l'année antérieure : 11,2 milliards de francs, contre 7,9 milliards de francs en 1978. Dans l'industrie alimentaire et les matériaux de construction, le montant total a été, lui aussi, plus élevé qu'un an plus tôt. Les investissements subventionnés ont accusé un statu quo dans l'industrie du textile et de la confection, tandis qu'ils ont fléchi dans les secteurs de l'énergie et du bois.

D'après les estimations, cette aide aux investissements en Flandre coûterait à l'Etat 5,6 milliards de francs, dont 2,7 milliards sous forme de bonifications d'intérêt et 2,9 milliards sous forme de primes en capital. De 1962 à 1979, l'intervention de l'Etat en faveur de la Flandre a atteint 40,5 milliards de francs, dont 26,4 milliards de bonifications d'intérêt et 14,1 milliards de prime en capital.

En 1979, plus de la moitié des investissements étrangers prévus ont été effectués dans l'industrie chimique : 4,7 milliards sur un total de 8,6 milliards de francs. Ce secteur également a été à l'origine du fait que les investissements étrangers prévus ont été largement supérieurs à ceux de 1978, qui avaient atteint, au total, 5,6 milliards de francs.

§ 7. — COMMERCE ET SERVICES

La statistique des opérations enregistrées dans le cadre de la T.V.A. donne quelques indications concernant l'évolution de l'activité dans les différents secteurs. Les taux de croissance signalés ci-après ont été calculés sur la base des déclarations à la T.V.A.; de plus, il s'agit de données à prix courants, comprenant aussi bien des fluctuations de prix que des variations de quantités.

En 1979, la hausse des ventes au détail a été, en Flandre, similaire à celle de 1978 : 8,2 %. Dans tous les secteurs, le chiffre d'affaires a augmenté. Il est pourtant frappant de constater que l'augmentation du chiffre d'affaires et de la consommation privée a dépassé la moyenne et s'est rapprochée de la croissance en 1977, dans les

secteurs de l'habillement, des chaussures, de l'aménagement ménager et des voitures.

Après un ralentissement sensible de la croissance en 1978, les ventes en gros ont, sous l'influence de la conjoncture plus favorable, à nouveau augmenté en Flandre. Les taux de croissance ont évolué de 10,1 % en 1977 à 3,2 % en 1978, et à 7,3 % en 1979.

Le chiffre d'affaires des entreprises de réparations de biens de consommation a de nouveau fort augmenté, de 11,8 % à 14,1 % l'année écoulée. Il en est de même pour les sociétés de services aux entreprises, la location de biens mobiliers et les services pour la santé et les soins.

Par contre, les prestations ont reculé dans les institutions de crédit : de +27,4 % en 1977, passant par +8,4 % en 1978 à —0,5 % en 1979. De même dans le secteur de la recherche et du développement, un recul a été observé.

Les variations, parfois importantes, qui se sont manifestées dans les chiffres d'affaires jusqu'en 1978 doivent être considérées avec circonspection, parce qu'elles n'ont été basées que sur les déclarations mensuelles d'un nombre restreint d'entreprises (chiffre d'affaires de 15 milliards de francs et plus). Dans le secteur tertiaire, où les petites et moyennes entreprises avec un chiffre d'affaire inférieur à 15 millions prédominent, les variations dans les opérations de quelques grandes entreprises ont, par conséquent, pu modifier considérablement la statistique globale des déclarations mensuelles. A partir de 1979, les déclarations se rapportent à toutes les entreprises.

SECTION III. — WALLONIE

§ 1. — PRODUIT REGIONAL BRUT

Les données les plus récentes de la comptabilité régionale portent sur l'année 1977. Celle-ci a été caractérisée par une croissance faible (+1,2 %) de P.I.B. du Royaume (au coût des facteurs, à prix constants de 1970) après la reprise liée au restockage de 1976. Cette année de quasi-stagnation au niveau national s'est traduite en Wallonie par un recul de la valeur ajoutée brute réelle (au coût des facteurs) dans la plupart des secteurs. Le produit régional brut de la région wallonne (voir tableau en fin de chapitre) a diminué de 0,6 % en 1977 par rapport à 1976. Si le recul de la valeur ajoutée brute en volume demeure limité pour l'ensemble des industries manufacturières (—0,5 %), il est par contre important pour le commerce, les banques et assurances (—7,9 %) et appréciable, ce qui est symptomatique de la faiblesse de l'activité des secteurs en 1977, pour les transports et communications (—3,8 %). Seuls éléments positifs à ce sombre tableau, les croissances encore que modestes de la valeur ajoutée brute réelle des services (+1,5 %) et du secteur de la construction (+2,8 %) dont les performances sont proches de celles du Royaume.

L'évolution non trop défavorable (relativement au Royaume) de la valeur ajoutée brute en volume de l'ensemble des industries manufacturières cache des situations fortement divergentes. L'accroissement relativement important des industries de la terre cuite, céramique, verre et ciment (+10,0 %) et des industries du bois et des meubles (+13,7 %) et sensible de l'industrie chimique et de ses activités connexes (+4,3 %) ne compense pas le recul de la valeur ajoutée dans les importants secteurs que sont, pour la Wallonie, la métallurgie (—4,8 %), les fabrications métalliques (—1,1 %), les industries alimentaires (—1,2 %) ainsi que dans les secteurs d'activité de dimension moindre que sont le textile (—10,8 %) et le papier, l'impression et l'édition (—2,7 %).

L'évolution de l'indice du produit par habitant (sur base des prix courants, le Royaume étant égalé à 100) traduit les difficultés de l'économie de la région wallonne à opérer sa reconversion. Bon an, mal an, les écarts par rapport au niveau national se creusent et ces indices s'inscrivent depuis 1958 sur une trajectoire descendante ne présentant des discontinuités positives que de très faible amplitude. La détermination d'une telle courbe ne laisse aucune illusion sur l'évolution naturelle à long terme de l'économie wallonne; en même temps elle permet d'augurer qu'une régénération, si elle a lieu, ne pourrait porter des fruits qu'à terme relativement éloigné et à condition d'être de grande ampleur.

Assurément ce sont les deux provinces de vieille industrialisation, Liège et le Hainaut, qui montrent les décélérations les plus fortes de leur indice du produit par habitant et davantage la seconde que la première qui conserve par rapport aux autres provinces wallonnes un niveau enviable de cet indice. Si le Luxembourg souffre d'une déficience chronique d'activité manufacturière, la tendance de l'indice du produit par habitant ne manifeste pas de détérioration grave mais plutôt une incapacité à prendre de façon durable une pente positive. Une pause semble s'être opérée dans l'économie namuroise dont l'indice du produit par habitant demeure stable depuis 1974 et ne semble pas avoir été affecté par la crise de 1975, laquelle a surtout frappé les provinces industrielles de Liège et du Hainaut.

Selon des estimations, la croissance du P.I.B. en volume de la région wallonne (+1,9 %) serait à nouveau, en 1979, inférieure à celle du Royaume (+2,3 %) après lui avoir été supérieure en 1978.

§ 2. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Grâce aux vives progressions enregistrées au cours des deuxième et quatrième trimestres, l'activité industrielle en Wallonie aura pu préserver, en 1979, l'acquis de l'année précédente. L'indice brut de la production industrielle (sans la construction) se situe en 1979 à 108,5 (base 1970 = 100) montrant une augmentation de 1,5 % par rapport à celui de l'année précédente lequel avait marqué une hausse sensible (+4,5 %) par rapport à 1977. Il demeure néanmoins toujours inférieur (—3,7 %) au sommet de 1974 qui n'a plus jamais été atteint depuis. Si les performances réalisées aux deuxième (114,5) et quatrième trimestre (114,1) méritent d'être relevées elles sont cependant au-dessous de celles du quatrième trimestre de 1978 (118,1) lequel avait assuré pratiquement à lui seul le bon résultat de cette année. Il était dû pour

l'essentiel au développement énergique de la conjoncture des produits demi-finis où l'on sait que la Wallonie est plus que représentée. Le regain de 1979 a bénéficié à davantage d'activités tandis que les secteurs de produits demi-finis se contentaient de consolider l'acquis de l'année antérieure. L'élargissement des secteurs bénéficiaires de l'amélioration de la conjoncture industrielle n'a cependant pas empêché certaines branches telles le textile, le vêtement et la chaussure ainsi que les industries du cuir, de poursuivre leur décroissance parfois de façon marquée.

La fermeture progressive des charbonnages de Wallonie entraîne évidemment une baisse sensible de l'indice de la production des mines et carrières alors que la production des carrières s'est relevée par rapport à 1978 (indice brut : +3,1 % par rapport à 1978) mais est demeurée cependant au-dessous de celles de 1976 et de 1977.

L'indice de la production des industries manufacturières (116,3) a augmenté pour l'ensemble de l'année 1979 de 2,1 % par rapport à 1978 n'égalant cependant pas celui de 1974 (118,3). Si l'on excepte comme signalé ci-dessus les branches connaissant un déclin structurel notoire depuis quelques années (textile, vêtement et chaussure, et cuir) deux secteurs d'activité importants de Wallonie ont enregistré une baisse de leur production : l'industrie de l'alimentation et des boissons (recul de 9,3 % de l'indice brut de production par rapport à 1978) et les fabrications métalliques (—4,0 %) auxquels il convient d'ajouter les industries du bois (—10 %) qui connaissaient depuis 1976 une conjoncture très favorable.

La baisse sensible de la production des industries de l'alimentation et des boissons en 1979 fait suite à une hausse ininterrompue depuis la rupture de 1974 et ramène la production à un niveau proche de celui réalisé au cours de cette même année.

Le fléchissement de l'indice de production de l'ensemble du secteur des fabrications métalliques cache des évolutions divergentes au sein des différentes branches qui le composent. Ainsi, tandis que la construction non mécanique accuse une diminution sensible de production (—6,8 % de l'indice brut de 1979 par rapport à 1978), que la progression des machines électriques est insignifiante (+0,7 %) alors que celle du matériel de transport est modérée (+2,8 % en 1979 contre +27,1 % et +20,7 % en 1978 et 1977, chaque fois par rapport à l'année antérieure), la production dans les industries des machines non électriques et la fine mécanique s'est sensiblement redressée (augmentation de l'indice brut de 7,3 % contre légère baisse de 0,8 % en 1978 et progression de 4,3 % en 1977).

Secteur demeuré structurellement déterminant pour l'économie industrielle de la Wallonie, la métallurgie de base n'enregistre en 1979 qu'une progression modérée (+3,1 % de l'indice brut de production par rapport à 1978) après la nette amélioration de 1978 (+14,2 %) faisant suite il est vrai à un recul appréciable (—12,3 %) en 1977. Avec un indice brut de 95,1 la production métallurgique demeure loin en deçà de ce qu'elle était en 1974 (indice brut : 123,7) année au cours de laquelle elle avait battu des records.

En 1979, la conjoncture industrielle s'est présentée plus favorablement que l'année précédente pour les industries de la chimie et du caoutchouc (progression de

7,0 % de l'indice brut de production contre une stabilisation en 1978). Il s'agit d'ailleurs, avec l'industrie du matériel de transport, d'une des rares branches d'activité industrielles ayant connu un développement important depuis la crise de 1975, lui permettant un large dépassement des niveaux de production réalisés avant cette année de crise. La production de l'industrie du papier et du carton a également réalisé en 1979 un saut de taille avec une progression de son indice brut de 31,6 % par rapport à 1978 le situant à un niveau largement supérieur (146,4) à celui de son dernier sommet atteint en 1974 (122,8).

Après trois années de hausses consécutives, les industries des minéraux non métalliques enregistrent un fléchissement de leur activité (indice brut de production : —3 % en 1979 par rapport à 1978) les ramenant à un niveau de production inférieur à celui de 1974 qui avait pu être dépassé en 1978.

Enfin le secteur de la construction traverse depuis 1975, en Wallonie, une période difficile. Sa production s'est affaissée passant de l'indice brut 88,9 en 1978 à 70,6 en 1979 soit une baisse de plus d'un cinquième. Ceci n'est pas sans inquiéter si l'on sait la part appréciable que joue ce secteur dans la formation de la valeur ajoutée brute de la Wallonie. A l'évidence une radiographie en profondeur de ce secteur afin d'y opérer une restructuration vigoureuse s'impose si l'on ne veut pas y connaître la répétition de scénarios déjà rencontrés en Wallonie dans le textile et surtout il y a peu dans la métallurgie.

§ 3. — EMPLOI

A défaut d'une statistique annuelle sur les populations actives des régions, les données sur l'emploi dépendant établies au 30 juin de chaque année et provenant de l'O.N.S.S. constituent une bonne indication sur l'évolution du nombre de travailleurs dans les régions.

Ainsi selon cette source, l'emploi dépendant en Wallonie a diminué entre 1977 et 1978 de 6 363 unités, passant de 837 194 en 1977 à 830 831 en 1978, représentant une perte de 0,8 %. Pour le Royaume, la diminution des travailleurs intellectuels et manuels, hommes et femmes, est de 0,1 % ou 2 447 unités (2 958 518 en 1978 contre 2 960 965 en 1977). La diminution des travailleurs inscrits à l'O.N.S.S. est donc quelque peu plus importante en Wallonie que dans le Royaume. C'est dans le secteur de l'industrie (classification N.A.C.E., 1,2,3,4) que la baisse apparaît la plus importante : 20 015 (—6,7 %) postes de travail y ont été supprimés entre 1977 et 1978 en Wallonie; le secteur de la construction a vu également baisser le nombre de ces travailleurs de 1 102 unités. Par contre, le nombre d'emplois dépendants a crû dans le secteur tertiaire : +7 561 (+3,3 %) dans les services privés, +6 362 (+3,5 %) dans les services publics et l'enseignement, +1 067 (+2,6 %) dans les transports et communications.

L'ampleur des pertes d'emplois apparaît davantage en prenant 1974, dernier sommet de l'emploi dépendant, comme période de référence. Tandis que le nombre de travailleurs inscrits à l'O.N.S.S. a diminué depuis 1974 en Wallonie de 3,2 % (—27 798 emplois), pour l'ensemble du Royaume sa réduction n'a été que de 1,8 % (—54 080

emplois). C'est dans la diminution de l'emploi industriel que se marque la rigueur des difficultés économiques et sociales rencontrées depuis 1975 par la région wallonne : —20,8 % ou —73 672 emplois contre —15,0 % ou —175 564 emplois pour le Royaume. La part de l'emploi dépendant dans l'industrie est passé dès lors de 41 % en 1974 à 34 % en 1978 en Wallonie et de 39 % à 34 % dans le Royaume. Comme on s'en doute, le secteur de l'extraction et de la première transformation des métaux a le plus réduit ses effectifs en Wallonie (—18 856 ou —26,0 %); mais pratiquement aucun secteur industriel n'échappe à cette diminution; seule l'industrie du matériel de transports et dans une mesure nettement moindre la chimie ainsi que le secteur du gaz, de l'électricité de la chaleur et de l'eau ont accru leur emploi.

Si l'emploi industriel a subi une forte contraction en Wallonie entre 1974 et 1978, le secteur tertiaire s'y est par contre développé et dans une mesure quelque peu supérieure à celui du Royaume. L'emploi dépendant a augmenté de 1974 à 1978 de 22 405 (+10,6 %) dans les services privés et de 22 026 (+13,0 %) dans les services publics de la région wallonne; pour le Royaume, l'augmentation a été respectivement de 9,3 % et 10,3 %. Une progression pratiquement identique se retrouve dans les deux zones géographiques pour les transports et communications (un peu plus de 2 %) et le secteur des bâtiments et du génie civil (autour de 1 %). Cependant, comme on l'a vu, ces diverses augmentations n'ont pas suffi à compenser les pertes d'emplois de l'industrie. De plus, l'aspect quantitatif de l'évolution de l'emploi est ici seul abordé, il laisse entier sa dimension qualitative notamment l'important problème de la formation professionnelle duquel dépend l'adéquation de l'offre à la demande d'emplois au sein de la région.

§ 4. — CHOMAGE

L'évolution assez favorable de la conjoncture surtout industrielle, en 1979, ne permettra néanmoins pas une diminution du chômage mais tout au plus un freinage de son augmentation, freinage accru de par les effets bénéfiques des mesures gouvernementales prises en vue de le résorber.

Fin décembre 1979, le nombre de chômeurs (1) en Wallonie se montait à 144 377 montrant une croissance de 6,4 % par rapport à l'année précédente et représentant un peu moins de 36 % du total des chômeurs du Royaume. La progression du chômage en Wallonie a été du même ordre que pour le Royaume. Le nombre des chômeurs masculins est demeuré pratiquement identique à celui de l'année antérieure (effet bénéfique de la conjoncture relativement favorable) de sorte que la progression du chômage total est imputable à la croissance du chômage féminin. Il faut noter cependant que ce dernier a progressé pratiquement au même rythme que pour le Royaume (+11,0 % en Wallonie contre +11,2 % dans le Royaume) alors que l'année précédente son augmentation avait été plus élevée (+9,7 % en Wallonie contre +8,0 % dans le Royaume).

Les taux de chômage (2) demeurent néanmoins supérieurs à la moyenne nationale : 11,6 % pour les hommes et 32,6 % pour les femmes soit 19,0 % pour

(1) Chômeurs complets indemnisés, chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics, demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement, demandeurs d'emploi libres inoccupés.

(2) Rapport entre chômeurs repris sous (1) et la population assurée contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin de l'année précédente.

l'ensemble des chômeurs en Wallonie, pour 9,7 % pour les hommes et 27,4 % pour les femmes ou 16,1 % pour le total des chômeurs au niveau du Royaume.

La progression des jeunes chômeurs (âgés de moins de vingt-cinq ans) a été en 1979 inférieure à ce qu'elle avait été l'année antérieure (+5,0 % en 1979 contre +6,9 % en 1978). On a même noté une décroissance certes minime du nombre des jeunes hommes chômeurs (—0,3 % en 1979 contre +2,8 % en 1978) tandis que les jeunes femmes chômeuses augmentaient de 8,2 % contre +9,5 % en 1978. Cette évolution plus favorable est également le fait des chômeurs adultes de 25 à 50 ans (+8,5 % en 1979 contre +11,1 % en 1978) tant masculins (—0,8 % en 1979 contre +5,3 %) où elle est la plus marquée, que féminins (+14,4 % en 1979 contre +15,2 % en 1978).

Par contre, les chômeurs plus âgés (50 ans et plus) ont augmenté en 1979 (+2,0 % pour les hommes et +5,5 % pour les femmes soit +3,2 % pour l'ensemble) alors qu'ils avaient décrû en 1978 (—11,0 % pour les hommes et —13,4 % pour les femmes soit —11,8 % pour l'ensemble). L'effet bénéfique sur le chômage des mesures facilitant l'octroi de la prépension aura donc été moindre en 1979 qu'en 1978 et semble atteindre une limite.

Le recensement du chômage au 30 juin de chaque année permet de suivre l'évolution de la durée de celui-ci. C'est ainsi qu'en 1979 on constate en Wallonie à la fois une aggravation du chômage masculin de longue durée (augmentation sensible du nombre de chômeurs en inactivité depuis deux ans et plus, paradoxalement concentrée dans le groupe d'âge des 25 à 40 ans) et une diminution du chômage de courte durée (inactivité d'un an et moins). La part des chômeurs de deux ans et plus dans le total des chômeurs de Wallonie passe ainsi de 27,1 % en 1978 à 30,7 % en 1979 tandis que celle des chômeurs en inactivité depuis un an ou moins de 56,2 % en 1978 à 51,6 % en 1979; la catégorie intermédiaire (plus d'un an et moins de deux ans) n'augmente guère et représente 17,7 % du total des chômeurs masculins recensés au 30 juin 1979.

Le chômage féminin est également caractérisé par un allongement de la durée d'inactivité puisque la part des chômeuses de longue durée dans le total des chômeuses de Wallonie passe de 44,4 % en 1978 à 47,6 %; cependant à la différence du chômage masculin, le chômage féminin de courte durée s'accroît et le chômage de durée intermédiaire (inactivité de plus d'un an mais de moins de deux ans) diminue. Leurs parts respectives passent de 35,1 % en 1978 à 34,2 % en 1979 et de 20,5 % en 1978 à 18,2 % en 1979; ceci traduit la nature différente du chômage des femmes de celui des hommes. Cependant tout comme pour les hommes c'est le groupe d'âge des 25 à 40 ans qui pâtit le plus de l'allongement de durée du chômage.

Ce sont les régions industrielles de Wallonie (provinces de Liège et Hainaut) qui demeurent évidemment les plus touchées par le chômage puisqu'elles représentent plus des quatre cinquièmes du chômage (1) de Wallonie; la province de Liège (39 % de l'ensemble des chômeurs wallons) apparaît cependant quelque peu mieux lotie que la province de Hainaut (44,6 % des chômeurs wallons).

(1) Sur base de la moyenne mensuelle des chômeurs complets indemnisés.

Les parts des autres régions de Wallonie dans le chômage wallon sont les suivantes : provinces de Namur et Luxembourg, 8 et 3,4 %, Brabant wallon 5 %.

L'augmentation du chômage est, tout comme en 1978, la plus vive au Hainaut (+8,1 % pour la moyenne mensuelle des chômeurs complets indemnisés de 1979 par rapport à celle de 1978) et au Brabant wallon (+8,8 %) tandis que la province de Liège connaît une évolution des plus favorable : +1,8 % en 1979. A noter que la progression des chômeurs au Brabant wallon (+8,8 % en 1979 contre +6,5 % en 1978) est nettement plus élevée que pour l'ensemble des autres provinces de Wallonie (+2,8 % en 1979 et +6,4 % en 1978) en 1979 alors qu'elle était pratiquement identique l'année antérieure. Enfin si le chômage augmente encore en 1979 de 4,6 % dans le Luxembourg, il est en régression importante dans la province de Namur (—13,5 %).

A l'exception du Brabant wallon (+4,0 %) et du Hainaut (+3,5 %), les autres provinces enregistrent une diminution parfois importante, de la moyenne mensuelle des chômeurs masculins complets indemnisés : Liège —3,6 %, Namur —21,0 %, Luxembourg —23,2 % et ensemble Wallonie —3,6 %. Sauf au Luxembourg où il augmente fortement (+15,6 %), le chômage féminin complet indemnisé présente un même profil d'évolution, avec des croissances plus élevées en Brabant wallon (+11,7 %) et en Hainaut (+11,3 %), moindres à Liège (+7,1 %) et une régression dans la province de Namur (—7,8 %).

§ 5. — FERMETURE D'ENTREPRISES

Si le nombre de fermetures d'entreprises selon le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés par suite de fermeture d'entreprises est demeuré en Wallonie en 1979 pratiquement identique (331 contre 333 en 1978) à ce qu'il était l'année antérieure, le nombre de travailleurs touchés par ces fermetures a heureusement décru sensiblement (soit 10 131 travailleurs ou —22,8 % par rapport à 1978).

Les diminutions les plus importantes se situent dans le secteur du textile (11 fermetures et 709 travailleurs touchés par celles-ci en 1979 contre 13 et 2 547 pertes d'emplois en 1978), dans l'ensemble formé par les constructions métalliques, mécaniques et électriques (58 fermetures et 3 641 emplois contre 64 entreprises et 4 831 emplois en 1978) et dans le secteur de la construction en dépit d'une augmentation du nombre d'entreprises fermées (94 fermetures et 2 043 travailleurs touchés par celles-ci contre 87 fermetures et 2 306 pertes d'emplois en 1978). Le secteur du verre connaît une augmentation importante du nombre de travailleurs touchés par suite de fermeture d'entreprises (480 pour 3 entreprises en 1979 contre 80 travailleurs touchés pour 2 entreprises); il en est de même pour le secteur du bois : 15 fermetures et 441 emplois perdus en 1979 contre 14 entreprises et 210 emplois en 1978). Dans les autres secteurs la tendance est à la diminution mais d'importance limitée, tant du nombre des fermetures d'entreprises que des travailleurs touchés par celles-ci.

§ 6. — INVESTISSEMENTS

Le montant total des investissements aidés dans le cadre des lois d'expansion (voir tableau en fin de chapitre) qui avait fortement baissé entre 1977 et 1978, s'est

accru sensiblement en Wallonie en 1979 (+14,1 %). Cette augmentation n'est cependant pas le fait de gros secteurs traditionnellement bénéficiaires de ces aides tels la métallurgie, les fabrications métalliques et la chimie dont les montants des investissements aidés diminuent, parfois de façon importante. Trois grandes branches d'activité ont néanmoins accru de façon appréciable les investissements ayant pu bénéficier de ces lois : l'industrie alimentaire, les industries des matériaux de construction et l'industrie textile. En outre, les mines et carrières et le secteur de l'énergie connaissent également une augmentation des dépenses d'équipement.

Si les provinces de Hainaut et de Liège demeurent en 1979 les principales bénéficiaires de ces investissements aidés (respectivement 11,1 % et 9,2 % du total des investissements aidés de Wallonie), la province de Luxembourg et le Brabant wallon (arrondissement de Nivelles) ont vu croître fortement en 1979 le montant de ces investissements de sorte que leurs parts dans l'ensemble wallon se montent à 3,7 % et 4,4 %. La province de Namur après deux années relativement favorables voit à nouveau le montant de ces investissements se réduire et ne plus représenter que 1,1 % du total.

Au terme des vingt années d'application de ces lois, les provinces de Hainaut et de Liège, et davantage la première que la seconde, en ont été les principales bénéficiaires puisque s'identifiant pratiquement au bassin industriel wallon. Si la province de Namur et le Brabant wallon ont reçu une part appréciée, celle de la province de Luxembourg demeure réduite traduisant en cela les difficultés d'inventer un développement valorisant les potentialités originales de cette région orientée traditionnellement vers des activités rurales.

Le coût estimé pour l'Etat des aides accordées à l'ensemble de ces investissements se monte en Wallonie à 3 819 millions de francs dont 1 458 millions sous forme de bonifications d'intérêt et 2 361 millions au titre de prime en capital.

Depuis 1978, ces dernières aides sont devenues proportionnellement plus importantes que celles accordées sous forme de bonification d'intérêt. En 1979, la Wallonie aura reçu 39,1 % du total des aides accordées par l'Etat en application des lois d'expansion. Depuis 1962, l'intervention de l'Etat s'est élevée en Wallonie à 37 866 millions soit 47,7 % du total du Royaume se ventilant en 25 945 millions de bonifications d'intérêt et 11 921 millions de primes en capital.

Les investissements étrangers ou mixtes (associant investisseurs belges et étrangers) ont été particulièrement réduits (voir tableau en fin de chapitre) en Wallonie, en 1979, au point de ne se monter qu'à 1 130 millions contre 4 199 millions en 1978. C'est le montant le plus faible enregistré depuis de nombreuses années : il faut remonter à 1972 pour trouver une valeur proche de celle de 1979 et encore sur base de francs courants. Le secteur du métal demeure le principal bénéficiaire de ces investissements.

En conclusion, à défaut d'autres indications dont on perçoit de façon cruciale le manque et pour autant que les résultats des investissements aidés et des investissements étrangers prévus soient significatifs d'une tendance générale, la propension à investir en Wallonie n'aura pas été en 1979 des plus dynamiques. Certes

les données envisagées ci-dessus ne portent pour la plupart que sur des ensembles de taille appréciable négligeant l'apport d'investissement des petites et moyennes entreprises; elles demeurent néanmoins symptomatiques de l'absence de renouvellement du tissus industriel wallon et de l'urgence d'une politique industrielle propre originalement orientée vers l'avenir et non la consolidation d'activités anciennes qui ont eu leur temps et concrétiseraient davantage le vieillissement de la structure des activités en Wallonie.

§ 7. — COMMERCE ET SERVICES

La statistique des opérations (chiffre d'affaires) déclarées dans le cadre de la T.V.A. (déclarations mensuelles et trimestrielles) constitue une indication précieuse de l'évolution de l'activité dans le secteur du tertiaire. Cependant, l'absence dans certains cas de coïncidence entre lieu d'exploitation et lieu de déclaration peut provoquer quelques distorsions entre régions conduisant à une sousestimation ou une surestimation suivant les cas, de l'activité effectivement développée dans une région. Dans le cas du commerce de détail cet inconvénient apparaît limité.

En 1979 et par rapport à l'année antérieure, le chiffre d'affaires du commerce de détail déclaré dans le cadre de la T.V.A. a crû de 8,1 % en valeur ou un peu plus de 3 % en volume s'alignant ainsi sur la progression de même ordre de grandeur réalisée dans le Royaume. L'évolution de la consommation privée Wallonne qui n'a donc pas divergé de celle du Royaume a dès lors été plus favorable qu'en 1978 où une augmentation de moitié moindre avait été notée. Par rapport à 1978, le chiffre d'affaires sur les produits de l'alimentation (poste le plus important) s'est accru en 1979 de 6,2 % (1) en valeur et celui sur les automobiles et les cycles (second poste en importance) de 8,8 %. L'augmentation du chiffre d'affaires des magasins de biens d'équipement ménagers (troisième poste en importance) est de 5,5 % tandis que pour la rubrique composite des « autres objets », elle est de 16,1 %. Les chiffres d'affaires des commerces d'articles d'habillement, de chaussures et de la maroquinerie, des produits de beauté et d'entretien ainsi que des librairies ont également progressé respectivement de 4,6 %, 14,0 %, 8,2 % et 12,9 %. Ces divers taux sont en hausse par rapport à 1978 et du fait d'une croissance des prix à la consommation identique en 1979 à celle de l'année antérieure, témoignent d'une croissance en volume quelque peu supérieure à celle de 1978.

Si le chiffre d'affaires réalisé en Wallonie dans l'ensemble du secteur horeca est en régression de 2,8 % en 1979 par rapport à l'année antérieure, il faut cependant noter les progressions dans les restaurants (+9,1 %), les débits de boisson (+4,0 %) et la stagnation dans l'hôtellerie (+0,5 %). Ainsi l'évolution au sein du secteur apparaît-elle contrastée.

Le chiffre d'affaires des entreprises spécialisées dans la réparation des biens de consommation (autos, matériel agricole, chaussures, textile, électro-ménager...) a progressé de la même manière qu'en 1978 (+13,6 % en 1979).

(1) Les croissances ici relevées sont, sauf mention contraire, calculées sur des données à prix courants.

Un rythme de la progression du chiffre d'affaires supérieur à celui de l'année précédente a également caractérisé le commerce de gros en Wallonie (+9,1 %) en 1979. Si l'on excepte la croissance exceptionnelle (+28,8 % en 1979 contre 20,3 % en 1978) du chiffre d'affaires des entreprises de combustibles minéraux, des métaux et des produits chimiques industriels, qui inclut pour une bonne part, l'effet de hausse des produits pétroliers, les chiffres d'affaires des autres entreprises du secteur connaissent des croissances relativement favorables : bois et matériaux de construction +4,9 %, machines, outillage, véhicules +7,5 %, meubles, articles de ménage, radio, T.V. couleurs +7,5 %, denrées alimentaires, boissons et tabac +5,2 % et produits pharmaceutiques et d'entretien +5,9 %.

Tout comme en 1978, les chiffres d'affaires réalisés en 1979 sur la location de biens mobiliers ainsi que les services fournis aux entreprises ont crû fortement (respectivement +34,1 % et 21,6 %) encore que le rythme de croissance du chiffre d'affaires sur location de biens mobiliers soit inférieur à celui de l'année antérieure. Dans l'une et l'autre activités il faut cependant compter sur des hausses de prix qui peuvent être importantes en sorte que l'augmentation élevée en valeur pourrait aller de pair ave une augmentation modérée en volume.

En conclusion, il apparaît de ce survol des chiffres d'affaires du commerce et des entreprises de services de Wallonie que si la conjoncture a été quelque peu plus favorable en 1979 qu'en 1978, elle ne suscite aucunement l'enthousiasme et qu'elle résultera en une croissance en volume de peu supérieure à l'année antérieure mais qui n'en demeurera pas moins modérée si pas modeste.

*
* *

Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1970

PROVINCE OU RÉGION	Données absolues (en millions de francs)				
	1973	1974	1975	1976	1977 (a)
Anvers	246 152	258 113	250 639	268 187	273 574
Brabant	342 235	360 286	353 490	363 370	369 254
Hainaut	149 666	157 525	150 545	158 052	157 783
Liège	134 381	144 758	143 826	151 129	151 446
Limbourg	80 585	83 379	84 349	93 983	98 886
Luxembourg	22 984	24 439	24 240	24 751	24 015
Namur	44 141	45 666	44 935	48 180	48 477
Flandre orientale	162 439	172 289	165 168	176 495	179 992
Flandre occidentale	144 441	148 073	144 320	153 259	151 424
Le Royaume ...	**1 327 024**	**1 394 528**	**1 361 512**	**1 437 406**	**1 454 851**
Région flamande	*735 098*	*770 213*	*751 021*	*805 327*	*815 137*
Région wallonne	*378 975*	*403 068*	*394 288*	*415 393*	*412 802*
Région bruxelloise	*212 951*	*221 247*	*216 203*	*216 686*	*226 912*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1978 et 1979 ne sont pas encore disponibles.

Produit régional brut au coût des facteurs à prix courants

PROVINCE OU RÉGION	Données absolues (en millions de francs)				
	1973	1974	1975	1976	1977 (a)
Anvers	297 188	356 498	392 591	447 603	497 028
Brabant	409 647	478 847	543 329	607 726	662 892
Hainaut	180 185	213 179	219 549	247 360	265 730
Liège	162 262	196 199	210 616	237 315	252 707
Limbourg	98 858	112 161	131 139	152 490	167 929
Luxembourg	28 088	33 025	36 444	40 477	43 000
Namur	53 306	59 705	67 070	76 400	84 577
Flandre orientale	193 991	229 850	250 479	286 603	307 659
Flandre occidentale	176 165	197 034	220 862	253 233	261 547
Le Royaume ...	**1 599 690**	**1 876 498**	**2 072 079**	**2 349 207**	**2 543 069**
Région flamande	*885 471*	*1 034 536*	*1 153 335*	*1 319 179*	*1 426 120*
Région wallonne	*457 487*	*544 731*	*577 009*	*651 710*	*699 555*
Région bruxelloise	*256 732*	*297 231*	*341 735*	*378 318*	*417 394*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1978 et 1979 ne sont pas encore disponibles.

Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Région Flamande		Région Wallonne		Région Bruxelloise		Le Royaume	
	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	52 666	46 996	26 663	23 746	77	51	79 406	70 793
2. Industries extractives	14 990	16 630	9 340	8 817	4	3	24 334	25 450
3. Industries manufacturières	(434 981)	(457 431)	(202 547)	(208 412)	(59 456)	(61 284)	(696 984)	(727 127)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	72 602	76 829	28 683	29 991	11 379	12 017	112 664	118 837
b) Textiles	32 521	29 101	8 402	7 528	1 003	844	41 926	37 473
c) Vêtements et chaussures	16 569	16 563	2 966	2 846	4 047	3 789	23 582	23 198
d) Bois et meubles	27 219	28 773	4 510	4 964	1 480	1 537	33 209	35 274
e) Papier, impression, édition	16 967	17 317	9 467	9 330	8 530	8 355	34 964	35 002
f) Industries chimiques et activités connexes	61 915	68 337	16 078	16 848	3 237	3 389	81 230	88 574
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	17 140	20 686	17 487	22 245	849	1 099	35 476	44 030
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	15 163	16 277	36 019	32 760	119	133	51 301	34 500
k) Garages	24 172	27 560	13 902	15 759	5 504	6 110	43 578	49 429
j) Fabrications métall. (y compris construct. navales)	126 609	128 981	58 557	59 180	21 118	21 735	206 284	209 896
l) Industries non dénommées ailleurs	24 104	27 007	6 476	6 961	2 190	2 276	32 770	36 244
4. Construction	94 455	105 849	54 691	60 432	25 285	26 041	174 431	192 322
5. Electricité, gaz et eau	41 446	41 760	22 054	24 625	8 517	8 709	72 017	75 094
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitat.	(233 734)	(255 865)	(112 823)	(122 563)	(136 757)	(147 731)	(483 314)	(525 159)
a) Commerce	140 795	151 051	64 229	67 733	61 565	63 755	266 589	282 539
b) Services financiers et assurances	38 737	43 123	16 792	18 675	52 342	57 979	107 871	119 777
c) Immeubles d'habitation	54 202	61 691	31 802	36 155	22 850	25 997	108 854	123 843
7. Transports et communications	140 511	154 470	36 918	40 471	25 382	27 388	202 811	222 332
8. Services	325 763	361 024	196 242	217 875	128 394	149 896	650 399	728 795
Ajustement statistique	—19 367	—13 905	—9 568	—7 389	—5 554	—3 709	—34 489	—25 003
Produit intérieur brut	**1 319 179**	**1 426 120**	**651 710**	**699 555**	**378 318**	**417 394**	**2 349 207**	**2 543 069**

(a) Les données pour 1978 et 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1970

(1970 = 100)

DÉSIGNATION	Région Flamande		Région Wallonne		Région Bruxelloises		Le Royaume	
	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)	1976	1977 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	100	107	91	96	70	54	96	103
2. Industries extractives	95	95	61	57	13	8	74	72
3. Industries manufacturières	(137)	(139)	(124)	(123)	(102)	(101)	(130)	(130)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	127	128	118	117	102	100	122	122
b) Textiles	113	100	114	102	88	71	112	99
c) Vêtements et chaussures	104	99	96	88	93	83	101	95
d) Bois et meubles	162	160	130	148	91	93	152	153
e) Papier, impression, édition	127	126	117	113	71	66	107	104
f) Industries chimiques et activités connexes	143	156	166	173	69	72	141	152
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	121	130	116	128	130	140	119	130
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	111	114	103	99	58	64	105	103
k) Garages	137	144	132	138	121	123	133	139
j) Fabrications métall. (y compris construct. navales)	151	151	139	137	124	128	144	144
l) Industries non dénommées ailleurs	182	191	168	171	121	117	174	180
4. Construction	121	127	128	132	106	102	121	124
5. Electricité, gaz et eau	176	171	184	201	170	156	178	178
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitat.	(137)	(139)	(143)	(136)	(111)	(121)	(131)	(133)
a) Commerce	136	140	152	139	98	105	129	131
b) Services financiers et assurances	179	173	183	172	130	146	154	159
c) Immeubles d'habitation	119	122	115	118	116	134	117	120
7. Transports et communications	120	121	108	103	96	100	113	114
8. Services	136	137	133	135	125	135	133	136
Produit intérieur brut ...	**132**	**134**	**126**	**125**	**112**	**118**	**127**	**128**

(a) Les données pour 1978 et 1979 ne sont pas encore disponibles.

Source : Ministère des Affaires économiques; Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition par province et par région des dépenses d'investissement dans l'industrie

Etablissements en activité et nouveaux

(en millions de francs)

PROVINCE ET RÉGION	1973	1974	1975	1976	1977 (a)
Anvers	17 389	23 084	28 288	27 142	21 415
Brabant	12 450	14 805	12 686	11 584	14 243
Hainaut	12 749	17 453	19 202	15 115	12 454
Liège	11 224	14 466	14 076	10 045	8 992
Limbourg	5 835	8 105	8 588	9 509	6 053
Luxembourg	509	1 153	1 287	754	890
Namur	2 477	4 096	2 516	2 477	2 687
Flandre orientale	11 006	15 729	14 298	12 677	11 887
Flandre occidentale	8 175	9 463	7 043	7 200	8 341
Le Royaume	**81 812**	**108 354**	**107 984**	**96 503**	**86 962**
Région flamande	*47 677*	*62 759*	*63 807*	*61 315*	*52 763*
Région wallonne	*28 599*	*39 187*	*39 212*	*30 323*	*27 198*
Région bruxelloise	*5 536*	*6 410*	*4 965*	*4 865*	*7 001*
Le Royaume	**81 812**	**108 354**	**107 984**	**96 503**	**86 962**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1978 et 1979 ne sont pas encore disponibles.

Répartition par province et par région des dépenses d'investissement des établissements industriels nouveaux

(en millions de francs)

PROVINCE ET RÉGION	1973	1974	1975	1976	1977 (a)
Anvers	693	706	2 104	3 659	579
Brabant	551	775	783	367	329
Hainaut	434	1 832	3 835	1 632	781
Liège	1 401	546	2 018	232	442
Limbourg	1 848	2 163	2 268	2 088	436
Luxembourg	47	128	245	93	46
Namur	81	76	91	128	365
Flandre orientale	527	1 126	392	1 106	924
Flandre occidentale	529	686	123	248	551
Le Royaume	**6 110**	**8 038**	**11 859**	**9 553**	**4 453**
Région flamande	*3 781*	*5 154*	*5 378*	*7 336*	*2 698*
Région wallonne	*2 071*	*2 861*	*6 399*	*2 141*	*1 719*
Région bruxelloise	*258*	*23*	*82*	*76*	*36*
Le Royaume	**6 110**	**8 038**	**11 859**	**9 553**	**4 453**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1978 et 1979 ne sont pas encore disponibles.

Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970

(en millions de francs)

PROVINCE, ARRONDISSEMENT ET RÉGION	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979		Total (a)	
							Données absolues	%	Données absolues	%
Anvers	7 925	6 828	9 177	20 138	15 769	10 196	20 050	26,5	178 424	20,7
Flandre occidentale	4 978	3 346	4 517	6 550	4 664	5 226	8 487	11,2	64 889	7,5
Flandre orientale	9 171	5 756	6 515	15 467	8 525	8 186	10 192	13,4	140 316	16,3
Limbourg	6 232	7 600	3 393	7 685	3 340	7 877	4 458	5,9	79 931	9,3
Brabant flamand	3 397	2 068	1 342	3 025	2 578	2 289	6 144	8,1	38 273	4,5
Région flamande	*31 703*	*25 598*	*24 944*	*52 865*	*34 876*	*33 775*	*49 331*	*65,1*	*501 834*	*58,3*
Hainaut	8 449	6 407	3 177	18 661	25 069	7 628	8 405	11,1	158 726	18,5
Liège	14 280	4 937	4 238	16 786	4 056	7 577	6 980	9,2	115 608	13,4
Luxembourg	1 236	415	955	800	254	898	2 805	3,7	11 436	1,3
Namur	5 264	2 727	377	955	2 294	2 605	867	1,1	23 767	2,8
Nivelles (arrond.)	1 802	1 788	737	1 613	1 207	898	3 309	4,4	26 668	3,1
Région wallonne	*31 031*	*16 274*	*9 484*	*38 815*	*32 881*	*19 606*	*22 366*	*29,5*	*336 205*	*39,1*
Bruxelles-Capitale	*2 858*	*954*	*1 951*	*817*	*2 497*	*903*	*4 086*	*5,4*	*21 991*	*2,6*
Le Royaume ...	**65 593**	**42 826**	**36 379**	**92 497**	**70 254**	**54 284**	**75 783**	**100,0**	**860 029**	**100,0**

(a) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Investissements étrangers prévus

Répartitions régionales et sectorielles (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1978			1979			1975-1979		
	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale	Flandre	Wallonie	Bruxelles Capitale
Métal et assimilés	1 656	962	247	496	483	95	4 040	3 655	1 012
Chimie	1 482	2 474	140	4 738	89	65	10 309	9 038	402
Pétrole	2	29	—	851	—	2	853	29	4
Papier	5	1	4	1	—	6	796	156	66
Textile	90	5	55	10	4	14	1 330	30	551
Autres	2 364	728	1 912	2 470	554	823	7 709	5 262	7 161
Total ...	**5 599**	**4 199**	**2 358**	**8 566**	**1 130**	**1 005**	**25 037**	**18 170**	**9 196**

(a) Sur base de la localisation du siège d'exploitation.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Indices bruts de l'activité industrielle

(1970 = 100)

RÉGION	1978					1979				
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) :										
Région flamande	124,7	129,6	114,2	130,3	124,7	121,2	134,2	120,7	134,1	127,6
Région wallonne	97,6	106,2	96,5	113,0	103,3	91,4	109,1	95,9	108,1	101,1
Région bruxelloise	96,5	99,9	88,0	101,5	96,5	82,1	93,8	80,9	98,7	88,9
Le Royaume ...	**111,6**	**117,6**	**104,6**	**120,6**	**113,5**	**105,5**	**120,2**	**106,7**	**120,5**	**113,2**
Indice général (non compris la construction) :										
Région flamande	134,8	133,9	120,7	139,5	132,2	142,6	143,6	131,9	145,8	141,0
Région wallonne	103,9	106,0	99,4	118,1	106,8	104,7	113,7	101,5	114,4	108,6
Région bruxelloise	110,4	108,8	98,1	114,3	107,9	105,7	107,2	94,5	114,5	105,5
Le Royaume ...	**120,8**	**120,9**	**110,4**	**129,0**	**120,3**	**124,6**	**128,7**	**116,6**	**131,0**	**125,3**
Industries manufacturières :										
Région flamande	137,2	136,5	123,8	142,3	135,0	145,4	146,7	135,4	148,5	144,0
Région wallonne	110,9	112,5	106,3	126,4	114,0	112,7	121,8	108,9	121,7	116,3
Région bruxelloise	110,7	108,9	98,3	114,4	108,1	106,4	107,7	95,2	114,8	106,0
Le Royaume ...	**124,7**	**124,7**	**114,5**	**133,3**	**124,2**	**129,0**	**133,2**	**121,1**	**135,1**	**129,6**
Construction :										
Région flamande	82,5	108,6	86,3	90,9	92,1	42,4	96,1	75,6	89,9	76,0
Région wallonne	71,4	107,3	85,2	91,9	88,9	39,1	88,9	71,6	82,9	70,6
Région bruxelloise	66,6	79,6	65,4	73,7	71,3	37,1	65,0	50,9	65,6	54,7
Le Royaume ...	**75,9**	**102,1**	**81,6**	**87,7**	**86,8**	**40,5**	**87,2**	**69,1**	**82,7**	**69,9**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Population active selon le statut professionnel et le sexe

Fin avril 1977 (a)

DÉSIGNATION	Hommes	Femmes	Total	Total 1977 p.r. à 1970 en % (b)
	LE ROYAUME			
Indépendants, employeurs	379 622	121 230	500 844	— 5,7
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	36 616	7 372	43 983	+ 23,6
Employés	901 699	567 672	1 469 376	+ 16,5
Ouvriers et ouvriers à domicile	1 115 199	350 804	1 465 999	— 6,9
Apprentis	18 516	68 500	87 010	— 26,2
Chômeurs	80 776	139 019	219 789	+173,5
Miliciens	30 306	—	30 306	— 7,9
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**2 562 721**	**1 254 574**	**3 817 292**	**+ 4,9**
	RÉGION BRUXELLOISE			
Indépendants, employeurs	39 672	14 169	53 842	+ 1,6
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	6 652	1 442	8 094	+ 22,2
Employés	124 663	90 309	214 972	— 6,9
Ouvriers et ouvriers à domicile	81 333	37 963	119 296	— 15,6
Apprentis	922	7 831	8 752	— 25,2
Chômeurs	12 477	11 931	24 407	+208,3
Miliciens	2 576	—	2 576	— 5,1
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**268 294**	**163 644**	**431 939**	**— 5,3**
	RÉGION FLAMANDE			
Indépendants, employeurs	225 311	65 778	291 083	— 7,0
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	19 915	2 932	22 845	+ 32,0
Employés	495 698	295 403	791 104	+ 24,1
Ouvriers et ouvriers à domicile	682 754	218 296	901 049	— 5,4
Apprentis	12 852	37 620	50 473	— 21,0
Chômeurs	38 710	77 946	116 655	+206,9
Miliciens	18 888	—	18 888	— 6,8
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**1 494 122**	**697 964**	**2 192 083**	**+ 7,3**
	RÉGION WALLONNE			
Indépendants, employeurs	114 639	41 283	155 919	— 5,7
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	10 049	2 998	13 044	+ 12,0
Employés	281 338	181 960	463 300	+ 17,9
Ouvriers et ouvriers à domicile	351 112	94 545	445 654	— 7,2
Apprentis	4 742	23 049	27 785	— 34,3
Chômeurs	29 589	49 142	78 727	+118,7
Miliciens	8 842	—	8 842	— 10,9
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**800 305**	**392 966**	**1 193 271**	**+ 5,9**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Enquête socio-économique.
(b) Recencement au 31 décembre 1970.

Chômeurs complets indemnisés

RÉGION	Fin décembre 1978	Variation en % par rapport à 1977	Fin décembre 1979	Variation en % par rapport à 1978
Région flamande	165 350	+ 1,9	174 877	+ 5,8
Région wallonne	104 714	+ 0,5	108 223	+ 3,6
Région bruxelloise	30 868	+ 3,1	31 467	+ 1,9
Le Royaume ...	**300 932**	**+ 1,5**	**314 567**	**+ 4,5**

Source : Office National de l'Emploi.

Chômeurs complets indemnisés
(moyennes mensuelles)

RÉGION	1978			1979					
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Variation en % par rapport à 1978	Femmes	Variation en % par rapport à 1978	Total	Variation en % par rapport à 1978
Rég. flamande	54 602	97 708	152 310	54 927	—1,0	105 960	+8,5	160 887	+5,6
Rég. wallonne	42 016	58 234	100 250	40 495	—3,6	62 868	+8,0	103 363	+3,1
Région bruxelloise ...	14 621	14 983	29 604	14 584	—0,3	15 582	+4,0	30 166	+1,9
Le Royaume	**111 239**	**170 925**	**282 164**	**110 006**	**—1,1**	**184 410**	**+7,9**	**294 416**	**+4,3**

Sources : Office National de l'Emploi; Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution du taux de chômage par région (a)

ANNÉES	RÉGIONS								
	Région flamande			Région wallonne			Région bruxelloise		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1976	7,0	21,2	11,6	9,5	26,2	14,8	9,3	14,4	11,3
1977	8,2	24,1	13,5	11,4	29,3	17,2	10,5	15,9	12,7
1978	8,4	25,0	14,1	11,5	30,9	18,1	12,1	16,1	13,8
1979	8,3	26,9	14,8	11,6	32,6	19,0	12,2	17,7	14,5

Sources : Office National de l'Emploi; Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés, ceux occupés par les pouvoirs publics, les autre chômeurs inscrits obligatoirement, les demandeurs d'emploi libres inoccupés et le nombre d'assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin de l'année précédente.

Fermetures d'entreprises
Ventilation par région

RÉGION	Nombre de fermetures			Nombre de travailleurs affectés		
	1977	1978	1979	1977	1978	1979
Région flamande	568	507	506	15 975	14 298	12 933
Région wallonne	299	333	331	11 263	13 114	10 131
Région bruxelloise	260	329	314	5 660	6 126	5 401
Le Royaume...	**1 127**	**1 169**	**1 151**	**32 898**	**33 538**	**28 465**

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés par suite de la fermeture d'entreprises.

Faillites par région

RÉGION	Nombre			Importance relative (en %)		
	1977	1978	1979	1977	1978	1979
Région flamande	1 011	1 081	1 157	40,9	38,7	39,7
Région wallonne	749	900	882	30,3	32,3	30,2
Bruxelles (arrond. judic.)	711	808	879	28,8	29,0	30,1
Le Royaume ...	**2 471**	**2 789**	**2 918**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Eurinform.

Répartition des faillites par province

PROVINCE	1977	1978	1979	Evolution en 1979 en % par rapport à l'année précédente
Anvers	401	448	457	+ 2,0
Brabant	820	963	1 033	+ 7,3
Flandre occidentale	191	235	225	— 4,3
Flandre orientale	203	186	224	+20,4
Hainaut	257	323	335	+ 3,7
Liège	333	372	374	+ 0,5
Limbourg	166	148	135	— 8,8
Luxembourg	36	38	35	— 7,9
Namur	64	76	83	+ 9,2
Le Royaume ...	**2 471**	**2 789**	**2 901**	+ 4,7

Source : Eurinform.

SEPTIEME PARTIE

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SEPTIÈME PARTIE

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

CHAPITRE PREMIER

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SECTION I. — GENERALITES

Il est banal de dire que l'exportation est indispensable à la survie économique du pays. En effet, la Belgique, ne disposant presque pas de matières premières, est obligée de se les procurer à l'extérieur de ses frontières. La hausse de leur prix, et en particulier de ceux du pétrole, rend dès lors plus que jamais impérieuse la nécessité d'exporter. Encore faut-il savoir qu'exporter. Jusque dans un passé récent, vendre à l'étranger ne présentait guère de difficultés insurmontables. Depuis peu, sont apparus sur la scène internationale certains pays, appelés nouvellement industrialisés, lesquels ont profité largement de transferts d'unités de production des pays de vieille industrialisation vers eux, sous l'égide des sociétés transnationales. Par ailleurs, la demande mondiale a connu, en peu de temps, une modification structurelle profonde, s'intensifiant pour certains biens alors qu'elle régressait pour d'autres.

Cet ensemble d'éléments, auquel l'on peut ajouter les fluctuations conjoncturelles, rend la concurrence de plus en plus âpre sur les marchés internationaux. La politique du commerce extérieur doit donc s'adapter à ces conditions nouvelles; jusqu'à présent toutefois, ainsi qu'il est expliqué ci-après, les mesures adoptées touchent essentiellement à la promotion, par des voies diverses, des exportations. L'attention consacrée aux importations est faible, voire inexistante; de plus en plus, des voix cependant s'élèvent pour réclamer une politique concernant les achats à l'extérieur.

La concentration géographique des exportations sur les marchés limitrophes demeure l'une des préoccupations des autorités responsables. Tout en maintenant le volume d'exportation vers les débouchés traditionnels, des moyens sont mis en œuvre pour activer le commerce avec les pays en voie de développement et ceux à commerce d'Etat; à titre d'illustration, il convient de citer les mesures prises par le Ministre du Commerce extérieur en ce qui concerne les prêts d'Etat à Etat ainsi que l'activité déployée dans le cadre de Copromex pour favoriser l'exportation d'équipements vers les pays du Tiers-Monde. Compte tenu des nouvelles capacités de production de ces pays, certains secteurs importants des exportations de l'U.E.B.L. se trouvent de plus

en plus exposés à une forte concurrence, laquelle concerne surtout les métaux non précieux et les textiles qui représentent environ 18 % de l'ensemble des ventes à l'étranger. Par contre, l'industrialisation du Tiers-Monde représente un marché non négligeable pour les biens d'équipement; il faut dès lors regretter que ce secteur ne participe qu'à concurrence de treize pourcent aux exportations belges. Ce pourcentage est largement inférieur à celui réalisé par d'autres pays industrialisés d'égale importance.

Parmi les efforts entrepris par les Pouvoirs publics pour favoriser le renouvellement et la diversification sectoriels, il convient de citer le rôle tenu par l'Office National du Ducroire, particulièrement en ce qui concerne la livraison de biens d'équipement aux pays du Tiers-Monde puisque cette branche comporte des risques importants rendant l'intervention de l'Office absolument nécessaire. Le montant total des marchés assurés (1) en 1979 révèle cependant un affaiblissement par rapport à 1977, année durant laquelle deux contrats très importants avec des pays pétroliers avaient été signés. Il est dû en ordre principal à une baisse des transactions assurées avec les pays de l'O.P.E.P. alors que celles avec les pays en développement se stabilisent et celles avec les pays à commerce d'Etat croissent faiblement (2).

Le plafond des engagements pour le compte de l'O.N.D. s'est maintenu, en 1979, à 200 milliards et celui des engagements pour le compte de l'Etat, à 70 milliards. En fin d'année écoulée, les engagements réels de l'Office atteignaient 196,7 milliards (3). La comparaison entre les indemnités payées et les primes perçues présente un solde négatif en 1979 puisque les premières s'élèvent à 3,5 milliards et les secondes, à 1,2 milliard. Les indemnités les plus importantes concernaient des créances non payées par des débiteurs publics et privés au Zaïre, au Soudan, en Turquie et en Iran.

Le Comité pour la promotion de biens d'équipement (Copromex) a poursuivi ses activités en matière de bonification des intérêts. Le but de ces interventions est d'arriver à réaliser une uniformisation des intérêts entre les pays de l'O.C.D.E.; selon la durée du terme et la solvabilité des pays débiteurs, ces taux varient entre 7,25 % et 8 % (4).

---

(1) En 1977, les marchés assurés représentaient un total de 166,6 milliards, y compris deux transactions totalisant 51,1 milliards; en 1978, ce montant était ramené à 116,9 milliards et en 1979, à 102,9 milliards.

(2) Comparaison des transactions conclues avec trois régions importantes (en milliards de francs) :

	1977	1978	1979
pays à économie planifiée	8,9	4,0	16,7
pays de l'O.P.E.P. exportateurs de capitaux	54,5	12,7	7,8
pays de l'O.P.E.P. non exportateurs de capitaux	44,4	41,3	14,8
pays en voie de développement	31,3	30,4	35,6

N.B. : Lorsque l'on compare des transactions de biens d'équipement, il faut tenir compte de la réalisation éventuelle de contrats importants. Ainsi, il faut signaler deux transactions avec les pays de l'O.P.E.P. en 1977 (51,1 milliards) et une avec la République démocratique allemande en 1979 (10 milliards).

(3) L'Office a demandé, au début de 1980, d'accélérer le vote du projet de loi en vue d'augmenter le plafond des engagements jusqu'à 300 milliards et de porter, à titre transitoire, ce plafond de 200 à 220 milliards.

(4) Le niveau exceptionnellement élevé des intérêts pose actuellement un problème. Pour ramener le taux de 12,45 % pratiqué au début de 1980 par Créditexport aux taux minimas prévus par l'arrangement international conclu entre les pays de l'O.C.D.E., d'importantes interventions de la part de Copromex ont eu lieu, épuisant entièrement les moyens mis à la disposition du Ministre du Commerce extérieur. Une telle situation menace l'exportation de biens d'équipement vers les pays en voie de développement et à commerce d'Etat.

Le souci d'une plus grande diversification du commerce extérieur et de relations plus intenses avec les pays du Tiers-Monde se traduit également par un accroissement des prêts d'Etat à Etat. Ces prêts sont liés à la fourniture d'équipements ou de services belges et assortis de conditions très favorables. Le budget prévu en 1979 pour ces prêts était de 3 milliards de francs. Les principaux bénéficiaires en étaient l'Indonésie, l'Inde, le Zaïre, la Turquie et le Bengladesh; dix-sept autres pays y émargeaient également.

L'Office belge du commerce extérieur a continué sa politique de plus grande répartition géographique en concentrant ses moyens sur des marchés en croissance choisis judicieusement. La prospection des marchés et la promotion des ventes ont fait l'objet d'une attention soutenue de sa part. Plusieurs missions officielles ont été organisées au cours de l'année écoulée; leur but habituel est de renforcer, ou de créer s'ils n'existent pas, les liens entre la Belgique et le pays visité. En plus, l'O.B.C.E. a participé à l'organisation de missions sectorielles, bancaires ou régionales ainsi qu'à la mise sur pied de foires et manifestations commerciales. Par ailleurs, devant tenir compte des besoins hétérogènes d'un grand nombre d'entreprises, l'Office a développé un système d'informations qui offre des renseignements sur les exportateurs d'une part, sur les possibilités, projets, propositions d'affaires et marchés d'autre part; ce système permet entre autres aux P.M.E. d'être informées sur les possibilités de travaux dans le domaine de la sous-traitance.

Pour avoir soutenu, pendant des années, des initiatives de prospections de marché, le Fonds du Commerce extérieur est devenu un instrument très apprécié ayant acquis des compétences dans de nombreux domaines (1). Les engagements pris par le Fonds, à concurrence de 236 millions de francs au cours de l'année écoulée, se rapportaient à des prêts conditionnels, principalement pour la prospection de marchés et des études de projets, à des subsides aux chambres de commerce belge à l'étranger et à des garanties concernant des études de rentabilité. Pour ce qui concerne ses nouvelles orientations, il y a lieu de mentionner que désormais le Fonds sera associé davantage au financement d'actions spéciales, conçues dans le cadre de la politique générale d'expansion commerciale, soit en faveur de certains secteurs prioritaires, soit en fonction de marchés « cibles ». De plus, les régions seront associées plus étroitement à la gestion et au fonctionnement du fonds qui verra par ailleurs certaines procédures être allégées.

Au niveau des institutions multilatérales, il convient de faire état de l'activité déployée par le gouvernement au sein des organisations spécialisées des Nations-Unies telles que la C.N.U.C.E.D. et des instances internationales comme le G.A.T.T. Il s'est ainsi intéressé, dans le cadre du Tokyo Round, aussi bien aux baisses des droits d'entrée qu'aux possibilités de réduction des obstacles non-tarifaires; il a poursuivi sa participation aux activités des accords internationaux pour les matières de base et dans le cadre du renouvellement de la Convention de Lomé (C.E.E.-A.C.P.).

(1) L'on peut citer entre autres : l'organisation de journées de contact, de séminaires techniques, la création de comptoirs de vente à l'étranger, l'offre de pré-études gratuites concernant la rentabilité des grands projets ou la fourniture d'études à prix réduit.

L'intérêt d'avoir une politique plus active en matière de commerce extérieur se manifeste au niveau des publications officielles en ce domaine. Ainsi, il convient de citer le document de travail présenté, en novembre dernier, par le Ministre du Commerce extérieur, contenant des éléments de réflexion et avançant des mesures concrètes pour « une politique du commerce extérieur » (1). L'accent y a été mis sur l'importance des marchés dans les pays industriels, particulièrement pour les petites et moyennes entreprises, et sur le besoin d'arriver à une diversification des exportations.

SECTION II. — EVOLUTION GENERALE DU COMMERCE EXTERIEUR

Pendant une partie de 1978, le commerce extérieur de l'U.E.B.L. a stagné; il poursuivait ainsi l'évolution entamée vers le milieu de 1977. Ensuite, une amélioration se produisit; elle perdura toute l'année écoulée. A des taux de croissance proches de 5 % environ en 1978, ont succédé, en 1979, des augmentations de 16 % pour les importations et de 17 % pour les exportations.

Ces taux de croissance, largement supérieurs à ceux enregistrés un an auparavant, ont continué d'augmenter durant toute l'année écoulée et ce n'est qu'en décembre qu'un faible revirement s'est produit; comme il concerne toujours des données provisoires, il est difficile de dire s'il s'agit effectivement de l'amorce d'un retournement de tendance. D'autres indications permettent cependant de conclure dans cette direction. En effet, la croissance de la moyenne mobile sur trois mois, extrapolée sur base annuelle, a fléchi au cours des derniers mois de 1979. Après avoir atteint un maximum en mai, avec une hausse de plus de 29 % pour les exportations et de plus de 26 % pour les importations, elle n'a cessé de reculer par la suite, plus rapidement pour les ventes à l'étranger que pour les achats à l'extérieur; en fin d'année, elle s'établissait à 4,7 % pour les premières et à 16,5 % pour les seconds.

Pendant une partie de l'année, jusqu'en mars pour les exportations, jusqu'en avril pour les importations, les séries désaisonnalisées et lissées du commerce extérieur ont évolué sous leur tendance à long terme; par la suite, elles s'en sont écartées de plus en plus dans les valeurs positives, concrétisant dans les chiffres l'amélioration constatée réellement. Un léger recul se produit toutefois en décembre pour les ventes à l'étranger.

Les résultats qui viennent d'être mentionnés, concernent des statistiques en valeur. Il est certain qu'une accélération de la hausse des prix à l'importation et à l'exportation s'est produite en 1979. Les prix des produits pétroliers et de certaines matières premières ont considérablement augmenté mais ceux-ci semblent avoir largement été répercutés à l'exportation. Une amélioration des termes de l'échange a en effet été perceptible jusqu'au troisième trimestre, à partir duquel une détérioration est apparue.

---

(1) Cette brochure, intitulée « Pour une politique du commerce extérieur » a été réalisée par l'Office belge du Commerce extérieur.

La balance commerciale de l'U.E.B.L. reste déficitaire. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer ce solde négatif. D'une part, la hausse des prix à l'importation a été bien réelle; d'autre part, les exportations belges sont davantage confrontées avec celles des pays en voie de développement, la concurrence devenant sur certains marchés de plus en plus ardue et ne jouant pas à l'avantage des produits du pays : toute la question du vieillissement de la composition de l'offre à l'exportation est ainsi posée.

L'accroissement du commerce extérieur de l'U.E.B.L. est resté, tout comme en 1978, inférieur à celui du commerce mondial. En effet, le G.A.T.T. estime que le commerce mondial a dépassé, au cours de l'année écoulée, 1 600 milliards de dollars; son augmentation, dans cette monnaie, est passée de 16 % en 1978 à 25 % en 1979. Il convient cependant de signaler que ces données ne constituent que des estimations très approximatives. Pour ce même organisme, l'augmentation de la valeur unitaire en dollar des échanges mondiaux s'est accentuée, passant de 9 % en 1978 à 17 % en 1979. Il note également qu'en 1979, la valeur des échanges entre pays industriels s'est accrue d'environ un cinquième, c'est-à-dire moins que celle de leurs importations en provenance des pays tiers.

§ 1. — EXPORTATIONS

En 1979, les ventes à l'étranger se sont élevées, en valeur, à 1 648,1 milliards de francs; par rapport au résultat obtenu en 1978, elles étaient en hausse de 16,9 %. En volume, l'augmentation s'établirait à 4,5 %. Un élément est principalement à la base de ce résultat favorable : l'augmentation spectaculaire en valeur des exportations des combustibles et énergie.

La poursuite de la concentration géographique des exportations vers les pays développés doit également être soulignée en exergue à cette rubrique.

1. — *Répartition sectorielle.*

Aucune modification de grande ampleur n'est apparue dans la structure par groupe de marchandises des ventes à l'étranger. La part prépondérante qu'occupent les matières premières et produits demi-finis demeure, même s'il faut mentionner un léger recul de celle-ci, en fait uniquement par rapport à 1978, année au cours de laquelle une augmentation de la part relative s'était produite. Depuis des années l'importance relative de ces produits dans le total des exportations s'amenuise faiblement puisqu'elle est passée de 53 % en 1971 à 48 % en 1979 mais le revirement n'atteint en aucun cas des proportions spectaculaires; ces produits continuent toujours de former près de la moitié des exportations belges, ce qui est dénoncé depuis des années comme étant une proportion trop élevée. En effet, ces produits se trouvent en concurrence directe avec ceux fabriqués par des pays en développement ou nouvellement industrialisés, à un coût généralement inférieur à celui pratiqué en Belgique.

Les exportations de matières premières et produits demi-finis ont été relativement soutenues au cours de l'année écoulée; la hausse atteint 14 % environ et concerne tous les groupes sauf les produits agricoles. En leur sein, les produits demi-finis industriels représentent plus de 87 % des exportations.

Les ventes de biens de consommation stagnent et en particulier, celles des biens de consommation durables. Les biens de consommation non-durables, classés sous la rubrique « autres » résistent le mieux, suivis de près par les biens alimentaires. La part relative de cette rubrique se retrouve au niveau qu'elle occupait en 1975. Il convient par ailleurs de signaler que les indices de quantité calculés par l'Institut National de Statistique indiquent une hausse de 10 % pour les biens de consommation non-durables et une croissance nulle pour les biens de consommation durables.

Les biens d'investissement connaissent une évolution similaire à celle des biens de consommation durables : les exportations de ces biens haussent de 8 %; en volume, les biens d'équipement croissent de 7 %. Le matériel de transport, avec une augmentation de 24,2 %, rattrape le retard dû à la régression subie en 1978. Les moteurs et investissements fixes ne connaissent qu'une croissance minime, identique à celle de l'année précédente. La part relative de cette rubrique se retrouve au niveau atteint en 1973.

L'augmentation spectaculaire en valeur réalisée par les combustibles et énergie résulte presqu'exclusivement de la poussée importante des prix de ces matières. En effet, pour ce qui concerne les combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation, matières bitumineuses et cires minérales, la hausse en valeur des exportations a dépassé 72 %; l'augmentation en volume a atteint 4 %, ce qui fait que l'accroissement des prix à l'exportation s'est approché de 65 %.

Si l'on examine les exportations selon les branches d'activité, l'on remarque que seulement trois d'entre elles parmi les vingt-trois reprises d'après la classification NACE-CLIO augmentent leur importance relative dans le total. Il s'agit des produits du secteur énergétique (+72,4 % de 1978 à 1979), des métaux non ferreux et matières radio-actives (+34,3 %) et des produits chimiques (+25,7 %). Deux branches voient leur part relative diminuer : les produits textiles et les machines pour l'agriculture et l'industrie; pour les autres branches, des fluctuations sont enregistrées mais elles ne semblent pas significatives.

Il apparaît donc clairement que de nombreux produits exportés par la Belgique subissent la concurrence chaque jour plus acharnée de produits similaires fabriqués par des pays développés ou en voie de développement. Le pays n'a donc pas encore réalisé la nécessaire restructuration de ses exportations qui lui permettrait d'asseoir de manière plus stable leur développement futur.

Par ailleurs, il apparaît également que les produits belges vendus à l'étranger ne sont pas suffisamment adaptés aux besoins de l'acheteur; ils ne s'inscrivent pas principalement parmi ceux pour lesquels la demande mondiale est en expansion. Il manque toujours au système économique la flexibilité nécessaire pour lui permettre de s'adapter à l'évolution telle qu'elle se présente.

2. — *Répartition géographique.*

Au cours de l'année écoulée, la concentration géographique des ventes à l'étranger de l'U.E.B.L. s'est accentuée : la part des pays tiers industriels, qui était de 85 % en 1978, est passée à 86,4 % en 1979; ce mouvement se produit au détriment des pays en développement, dont la part régresse en un an de 11,9 % à 10,5 %, et des pays à commerce d'Etat, dont la part baisse de 2,4 % à 2,1 %.

Les pays de la C.E.E. ont contribué au développement de ce phénomène : la hausse des exportations vers les Etats membres de la Communauté atteint 19 % environ; parmi ceux-ci, il convient de citer l'Italie, avec une hausse de 36 % et le Royaume-Uni, avec une augmentation de 31 %. De plus, les ventes aux autres pays d'Europe occidentale, ont renforcé la tendance précitée. Une exception à cette concentration plus accentuée vers les pays industriels : les ventes aux Etats-Unis, stagnent depuis deux ans, malgré la bonne conjoncture dans ce pays.

Les ventes de combustibles et énergie à la majorité des pays sont en hausse rapide. Font exception à la règle, les exportations vers le Royaume-Uni et l'Asie.

Les exportations de produits industriels demi-finis vers l'Italie et le Royaume-Uni, de produits agricoles vers le Danemark et le Royaume-Uni et de matières premières industrielles vers les Pays-Bas ont soutenu largement les ventes à l'étranger de matières premières et produits demi-finis, lesquelles enregistrent une baisse pour celles à destination de l'Asie et de l'Amérique.

Pour ce qui concerne les biens de consommation, des hausses importantes peuvent être notées pour les exportations de biens durables vers le Royaume-Uni et l'Italie alors que des baisses sont enregistrées pour les ventes aux pays à commerce d'Etat, aux Etats-Unis, à l'Afrique, l'Asie et aux Amériques. Les biens non durables par contre sont mieux prisés par ces mêmes régions, et en particulier les pays à commerce d'Etat, attirés principalement par les produits alimentaires.

Les ventes à l'étranger de biens d'investissement ont intéressé la France, l'Italie et le Danemark mais non les pays d'Afrique et d'Asie, sauf, pour ceux-ci, les appareils scientifiques et médicaux. Les exportations de matériel de transport connaissent de fortes augmentations vers la France, l'Italie et le Royaume-Uni ainsi que les Etats-Unis. Les moteurs et investissements fixes augmentent rapidement leurs ventes à la France.

§ 2. — IMPORTATIONS

Au cours de l'année écoulée, les importations de l'U.E.B.L. se sont élevées à un montant de 1 769,5 milliards de francs; par rapport à 1978, elles ont augmenté de 16 % en valeur. D'après l'I.N.S., l'indice de quantité des importations a haussé de 5,3 % en un an; l'indice de la valeur a crû de 9,8 % durant la même période.

1. — *Répartition sectorielle.*

En valeur, les importations de combustible et énergie ont augmenté le plus rapidement mais le pourcentage de hausse est cependant largement inférieur à celui noté pour les exportations. Pour la rubrique des combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation, matières bitumineuses et cires minérales, la hausse en valeur atteint 32 %; en volume, elle s'élève à 10 %. L'augmentation des prix à l'importation de ces produits atteint donc 20 %.

Les achats à l'étranger de matières premières et produits demi-finis augmentent principalement sous la pression des importations de matières premières industrielles. Les produits agricoles et produits demi-finis industriels croissent légèrement moins rapidement que les premiers nommés. D'après l'I.N.S., les indices de la valeur moyenne de matières premières et produits demi-finis ont crû de 14 % en 1979 cependant que les indices de quantités de ces produits augmentaient de 3,5 %.

Les importations de biens de consommation, aussi bien durables que non durables, augmentent en valeur avec des taux voisins des dix pour-cent. Les indices de quantité présentent une hausse de 2,3 % pour les biens de consommation durables et de 4,3 % pour les biens de consommation non durables; pour la valeur moyenne, l'augmentation se chiffre respectivement à 8,6 % et 5 %.

Parmi les importations de biens d'investissements, la hausse la plus importante est réalisée par les matériels de transport ainsi que les « divers ». Les achats de moteurs et investissements fixes stagnent relativement en valeur; d'après les indices de l'I.N.S., l'accroissement en volume des biens d'équipement atteindrait 5,6 % et celui de la valeur moyenne des importations de ces produits, 2,6 %.

D'après la classification des importations par branche d'activité, l'on constate une hausse supérieure à la moyenne des achats à l'étranger des mêmes branches que celles qui progressent à l'exportation : produits du secteur de l'énergie, matières radio-actives et métaux non ferreux ainsi que les produits chimiques.

2. — *Répartition géographique.*

Malgré la hausse importante des prix des produits pétroliers et de certaines matières premières, l'on ne constate pas de glissements significatifs dans la répartition par grands groupes de pays desquels proviennent les importations de l'U.E.B.L. En effet, si la part des pays à commerce d'Etat reste stable, celle des pays en développement ne grignote que 0,3 %, passant de 13,7 % en 1978 à 14,0 % en 1979, sur celle des pays tiers industrialisés dont la part est ramenée à 84 %.

Parmi les pays de la C.E.E., deux ont augmenté leurs fournitures à l'U.E.B.L. plus rapidement que la moyenne : les Pays-Bas, sous la poussée des produits agricoles et des produits demi-finis industriels et l'Italie, sous la pression des matières premières industrielles.

Les achats en provenance des Etats-Unis haussent sensiblement à cause des importations élevées de matières premières et produits demi-finis industriels.

§ 3. — BALANCE COMMERCIALE

Comme au cours des années précédentes, l'U.E.B.L. présente un solde commercial négatif. Il s'élève en 1979 à 121,4 milliards et est le plus important enregistré par l'entité économique. Comparé aux importations, ce solde a cependant diminué relativement puisqu'en 1979 il ne représentait plus que 6,9 % de leur valeur contre 7,6 % un an auparavant; par rapport aux exportations, il représentait 8,2 % de leur valeur en 1978 et 7,4 % seulement en 1979.

1. — *Répartition sectorielle.*

Plusieurs branches d'activités améliorent leur balance commerciale de manière sensible entre 1978 et 1979. Ainsi, les métaux ferreux et acier, qui passent de 113,6 à 134,1 milliards; les produits chimiques, de 47,6 à 59 milliards; les articles en caoutchouc et en plastiques, de 5 à 6 milliards; les viandes et conserves, de 10,5 à 12 milliards.

D'autres branches voient leur solde positif diminuer sans toutefois devenir négatif. Il convient de citer les matériaux de construction, les machines pour l'agriculture et l'industrie, le tabac et les produits textiles.

Quelques branches enregistrent une amélioration de leur déficit commercial : les matières radioactives et métaux non ferreux, les automobiles et moteurs, les autres moyens de transport et les produits laitiers.

Les autres branches accroissent leur déficit entre 1978 et 1979. Ainsi les produits du secteur énergétique pour lesquels il passe de 129,1 milliards à 146,9 milliards, les produits agricoles et piscicoles (de 67,9 à 71,3 milliards), les produits en métal (6,1 à 11,3 milliards), les machines et instruments de précision (de 15,5 à 18,5 milliards) ainsi que d'autres branches de moindre importance.

2. — *Répartition géographique.*

En 1978, le solde des relations commerciales avec les pays de la C.E.E. était négatif; il est redevenu positif au cours de l'année écoulée grâce, d'une part, à l'accroissement d'une balance positive avec la France, l'Italie et le Danemark, d'autre part, à la réduction du solde négatif avec la République fédérale, le Royaume-Uni et l'Irlande et ce, malgré une détérioration des échanges avec les Pays-Bas.

De manière générale, avec les pays du continent européen, les échanges de l'U.E.B.L. présentent à nouveau une balance positive alors qu'elle était négative un an auparavant. Une détérioration est cependant apparue avec les pays européens à commerce d'Etat.

La balance commerciale de l'U.E.B.L. est négative vis-à-vis des autres continents, en particulier à l'égard des Etats-Unis et du Canada, et de l'Asie.

*
* *

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en millions de francs)	Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)		
1970 Moyenne mensuelle	**10 969**	**5 606**	**47 554**	**48 332**	**+ 778**	**101,6**
1971 Moyenne mensuelle	**11 103**	**5 406**	**52 422**	**51 687**	**— 735**	**98,6**
1972 Moyenne mensuelle	**11 971**	**6 342**	**56 814**	**59 248**	**+ 2 434**	**104,3**
1973 Moyenne mensuelle	**12 954**	**6 982**	**71 344**	**72 510**	**+ 1 166**	**101,6**
1974 Moyenne mensuelle	**13 371**	**6 798**	**96 724**	**91 652**	**— 5 072**	**94,8**
1975 Moyenne mensuelle	**11 488**	**6 328**	**94 245**	**88 073**	**— 6 172**	**93,5**
1976 Moyenne mensuelle	**12 689**	**6 701**	**114 080**	**105 538**	**— 8 542**	**92,5**
1977 Moyenne mensuelle	**12 452**	**7 044**	**120 665**	**112 059**	**— 8 606**	**92,9**
1978 Moyenne mensuelle	**12 981**	**6 874**	**127 170**	**117 522**	**— 9 648**	**92,4**
1979 Moyenne mensuelle (a)	**13 918**	**7 260**	**147 457**	**137 344**	**—10 113**	**93,1**
1978 Janvier	11 870	6 585	123 207	113 152	—10 055	91,8
Février	11 574	5 615	123 615	108 502	—15 113	87,8
Mars	14 095	7 137	133 692	125 634	— 8 058	94,0
Avril	12 223	6 743	122 640	116 266	— 6 374	94,8
Mai	13 248	6 638	126 941	112 321	—14 620	88,5
Juin	13 227	7 327	133 240	124 662	— 8 578	93,6
Juillet	11 307	6 339	107 652	106 161	— 1 491	98,6
Août	13 762	6 898	120 646	95 269	—25 377	79,0
Septembre	12 398	7 344	126 389	124 743	— 1 646	98,7
Octobre	14 163	8 213	142 299	137 582	— 4 717	96,7
Novembre	14 390	7 148	137 333	124 703	—12 630	90,8
Décembre	13 520	6 505	128 389	121 263	— 7 126	94,4
Total...	**155 776**	**82 492**	**1 526 044**	**1 410 258**	**—115 786**	**92,4**
1979 Janvier	13 108	5 891	126 423	116 120	—10 303	91,9
(a) Février	11 530	5 927	136 954	127 152	— 9 802	92,8
Mars	14 660	7 028	152 639	145 494	— 7 145	95,3
Avril	13 858	6 976	140 914	130 026	—10 888	92,3
Mai	16 085	8 565	160 133	146 541	—13 592	91,5
Juin	14 086	7 659	147 758	141 422	— 6 336	95,7
Juillet	12 078	6 982	127 281	125 114	— 2 167	98,3
Août	14 680	7 697	144 479	120 984	—23 495	83,7
Septembre	12 242	7 691	141 664	140 812	— 852	99,4
Octobre	15 360	8 915	174 978	168 357	— 6 621	96,2
Novembre	15 655	7 117	163 610	148 222	—15 388	90,6
Décembre	13 674	6 673	152 657	137 885	—14 772	90,3
Total ...	**167 015**	**87 121**	**1 769 489**	**1 648 129**	**—121 360**	**93,1**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation
(1970 = 100)

DÉSIGNATION	Volume							Valeur moyenne						
	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (a)	1979	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (a)	1979
A. *Importations*	138,1	141,4	133,2	151,6	158,2	164,1	172,8	109,0	143,3	147,4	158,3	160,9	163,4	179,7
Matières premières et auxiliaires	133,3	136,0	124,7	149,4	155,4	163,4	169,2	106,5	140,6	131,4	138,1	137,4	139,5	159,1
Biens d'équipement	144,7	149,9	149,0	156,3	165,3	165,7	175,0	104,7	115,1	126,5	138,8	139,9	150,5	154,4
Biens de consommation durables	147,1	162,8	160,5	188,0	198,2	205,1	222,7	117,8	128,8	141,0	154,7	160,8	165,6	169,4
Biens de consommation non durables	154,2	163,5	164,3	189,1	198,0	211,7	224,4	110,0	124,2	139,0	146,4	154,8	157,2	163,9
B. *Exportations*	141,6	142,6	133,1	152,1	159,4	165,5	173,0	108,3	135,6	139,8	146,9	148,7	150,2	167,7
Matières premières et auxiliaires	136,9	137,2	117,8	138,0	145,6	155,1	160,6	105,6	141,6	134,3	137,5	136,1	138,2	157,9
Biens d'équipement	146,9	162,7	165,6	184,1	185,4	185,3	198,0	106,4	117,5	134,5	144,8	149,7	149,5	154,5
Biens de consommation durables	148,6	138,1	141,6	172,7	176,7	183,9	183,4	113,2	127,4	138,7	149,2	157,9	165,2	178,2
Biens de consommation non durables	145,0	156,7	147,7	159,0	167,7	173,3	190,4	113,0	126,1	138,4	145,0	147,4	147,5	149,8
C. *Taux d'échange* ($= \frac{B}{A}$)								99,4	94,7	94,8	92,8	92,5	91,9	93,4

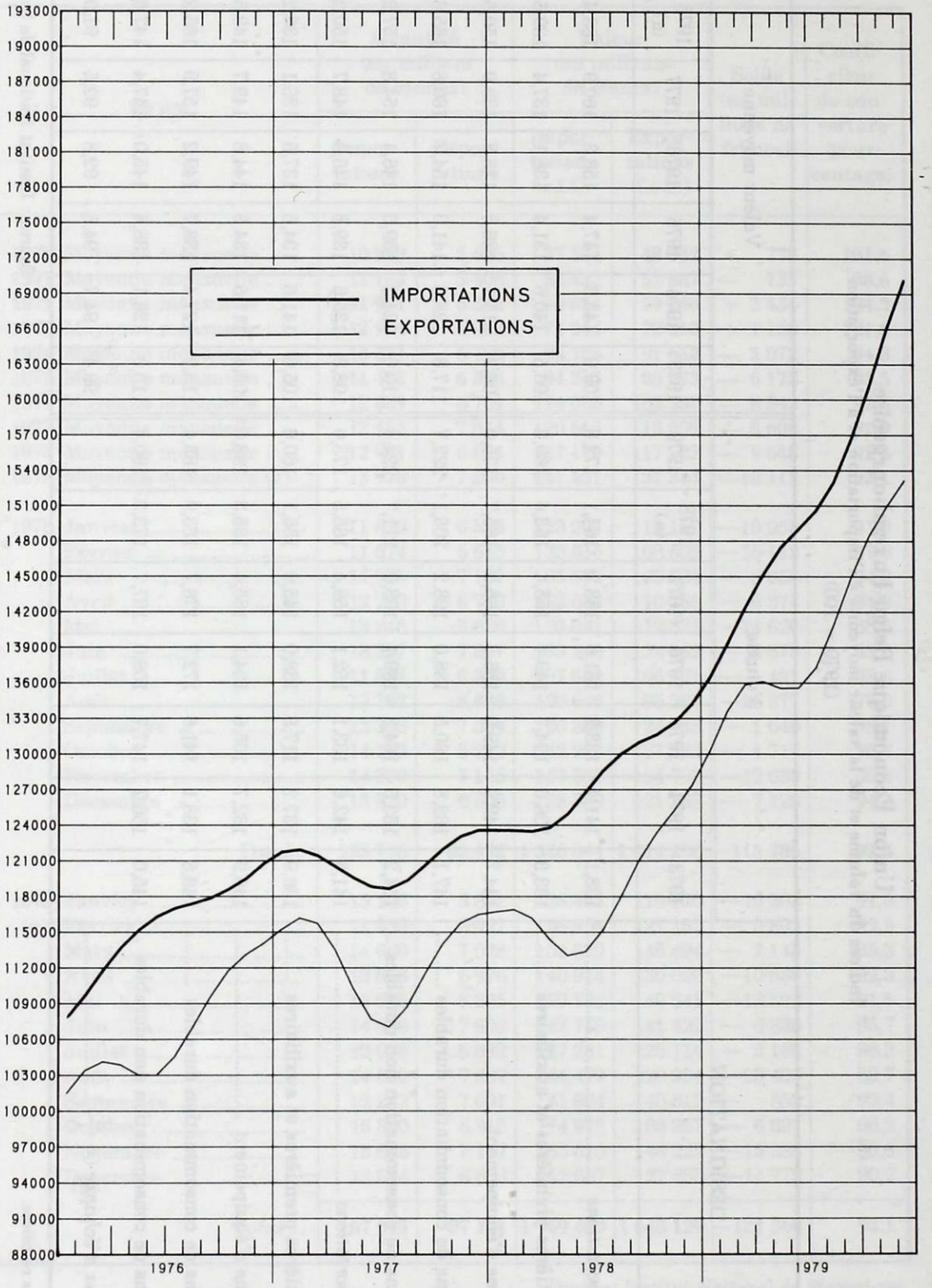
(a) Données rectifiées.

Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes mensuelles par trimestre - en millions de francs)

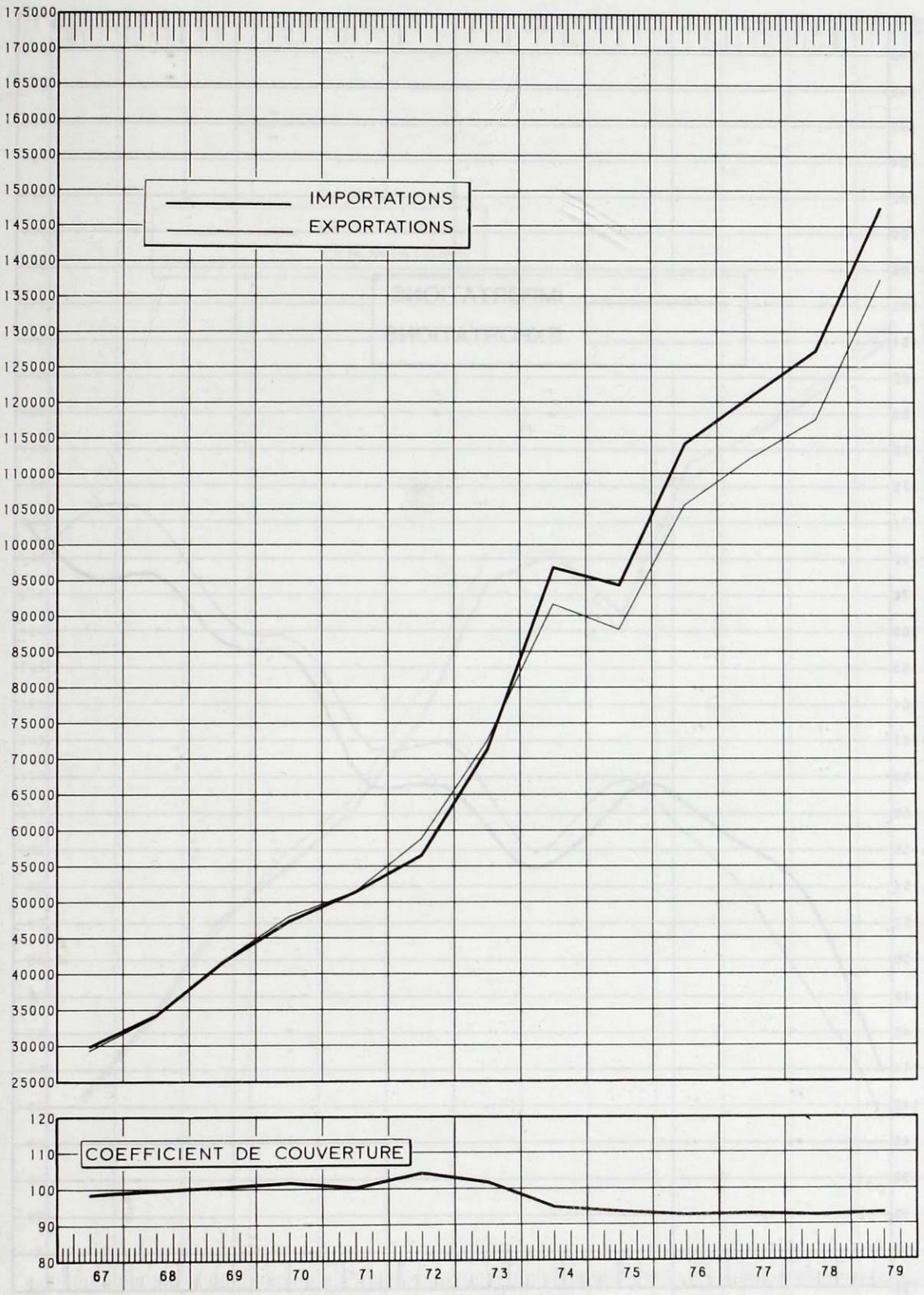


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes mensuelles par année - en millions de francs)

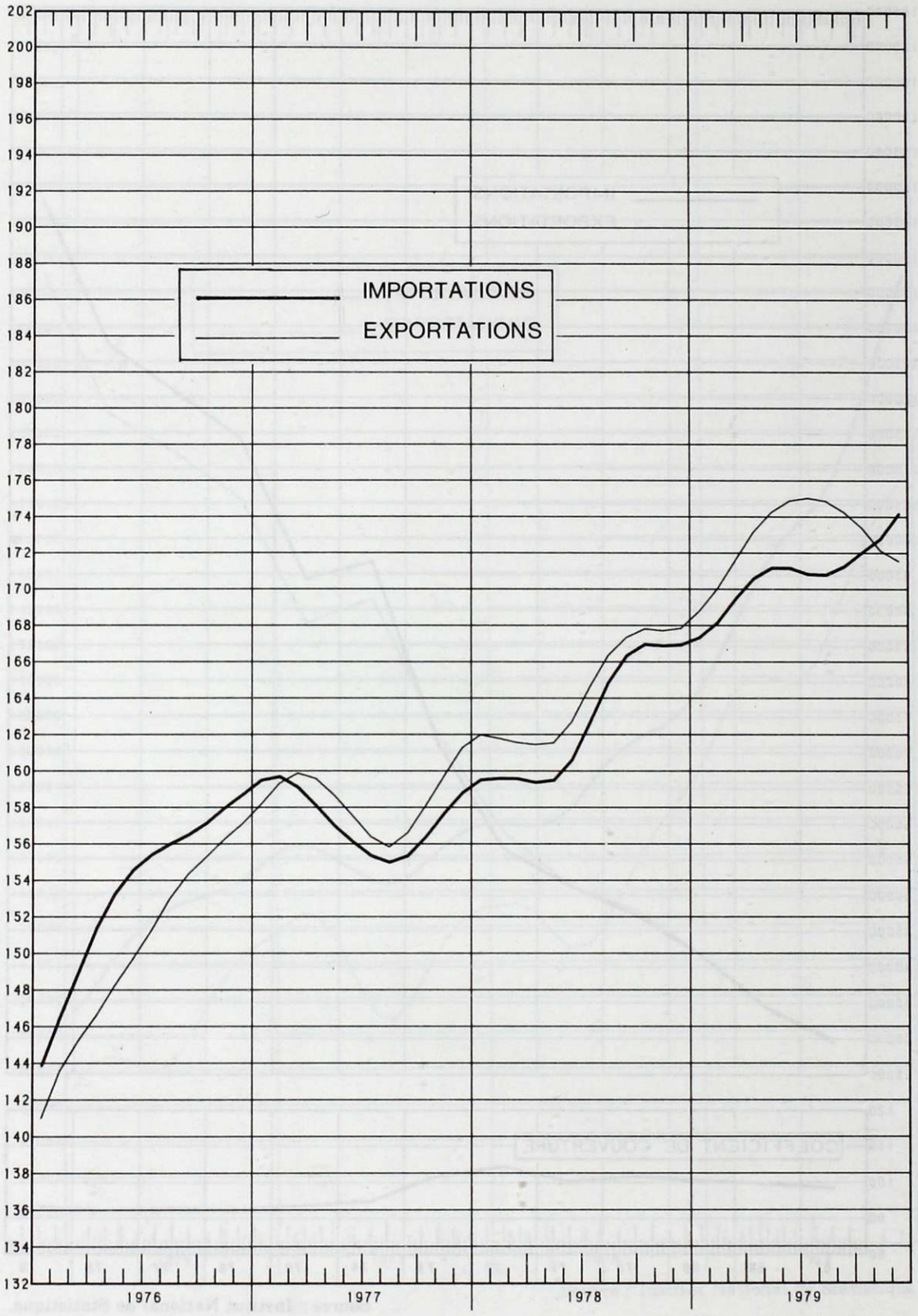


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices de quantité

(moyennes mensuelles par trimestre - 1970 = 100)

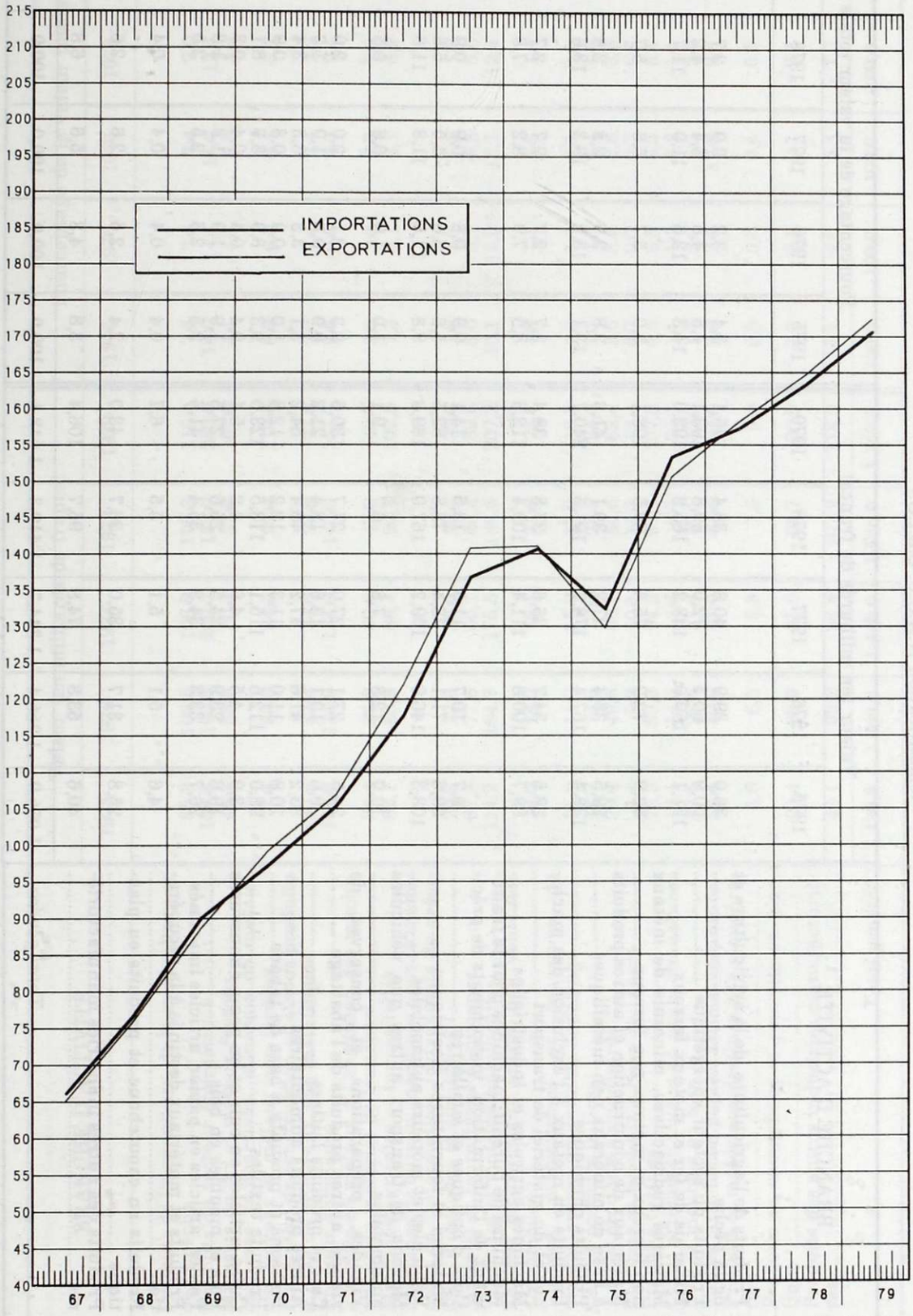


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices de quantité

(moyennes mensuelles par année - 1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par branche d'activité

(classification N.A.C.E.-C.L.I.O.)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	36,0	39,9	40,8	38,4	45,1	3,4	3,2	3,0	2,7	2,7
2. Produits du secteur énergétique	50,9	60,4	72,0	59,8	103,1	4,8	4,8	5,4	4,2	6,3
3. Minerais de fer et métaux ferreux	151,1	159,6	148,2	165,2	192,0	14,3	12,6	11,0	11,7	11,6
4. Matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	52,9	72,2	75,8	80,5	108,1	5,0	5,7	5,6	5,7	6,6
5. Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	29,5	36,4	37,2	39,1	41,3	2,8	2,9	2,8	2,8	2,5
6. Produits chimiques	138,4	167,4	178,2	191,5	240,7	13,1	13,2	13,3	13,6	14,6
7. Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	28,5	34,7	36,6	37,8	38,4	2,7	2,7	2,7	2,7	2,3
8. Machines agricoles et industrielles	89,7	100,6	111,4	109,4	112,3	8,5	7,9	8,2	7,8	6,8
9. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optiques et similaires	9,7	10,7	11,6	13,0	14,1	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9
10. Matériel et fournitures électriques	59,6	71,1	73,4	78,6	82,5	5,6	5,6	5,5	5,6	5,0
11. Véhicules et moteurs automobiles	103,3	146,0	159,2	167,0	189,3	9,8	11,5	11,8	11,8	11,5
12. Moyens de transport autres que véhicules automobiles	10,0	12,8	7,8	6,7	9,1	1,0	1,0	0,6	0,5	0,5
13. Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	24,5	27,1	27,0	27,7	30,6	2,3	2,1	2,0	2,0	1,9
14. Lait et produits laitiers	9,6	10,1	13,6	18,4	21,2	0,9	0,8	1,0	1,3	1,3
15. Autres produits alimentaires	33,2	41,6	47,2	48,4	54,2	3,1	3,3	3,5	3,4	3,3
16. Boissons et produits à base de tabacs	10,8	11,0	11,3	12,2	12,8	1,0	0,9	0,8	0,9	0,8
17. Produits textiles	98,0	112,5	115,1	113,5	123,0	9,3	8,9	8,6	8,1	7,5
18. Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	3,9	4,5	4,6	4,2	5,1	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
19. Bois et meubles en bois	19,6	23,9	24,5	25,6	27,5	1,9	1,9	1,8	1,8	1,7
20. Papier, articles en papier, articles imprimés	26,7	33,3	34,3	35,4	41,6	2,5	2,6	2,5	2,5	2,5
21. Produits et matériaux destinés à la récupération	4,6	5,1	5,1	5,5	6,7	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
22. Produits en caoutchouc et produits en plastique	25,8	31,7	35,0	36,7	43,0	2,4	2,5	2,6	2,6	2,6
23. Produits des autres industries manufacturières	40,6	53,8	74,8	95,7	106,4	3,8	4,3	5,6	6,8	6,4
Total général ..	**1 056,9**	**1 266,4**	**1 344,7**	**1 410,3**	**1 648,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par branche d'activité

(classification N.A.C.E.-C.L.I.O.)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	85,3	102,5	106,9	106,3	116,4	7,5	7,5	7,4	7,0	6,6
2. Produits du secteur énergétique	158,8	193,5	202,7	188,9	250,0	14,0	14,1	14,0	12,4	14,1
3. Minerais de fer et métaux ferreux	46,3	56,6	50,2	51,6	57,9	4,1	4,1	3,5	3,4	3,3
4. Matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	77,6	89,0	84,5	93,4	119,8	6,9	6,5	5,8	6,1	6,8
5. Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	30,5	33,4	34,0	34,9	37,6	2,7	2,4	2,4	2,3	2,1
6. Produits chimiques	108,8	134,9	134,9	143,9	181,7	9,6	9,8	9,3	9,4	10,3
7. Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	34,4	38,0	40,8	43,9	49,7	3,0	2,8	2,8	2,9	2,8
8. Machines agricoles et industrielles	82,1	83,8	88,4	94,1	102,5	7,3	6,1	6,1	6,2	5,8
9. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optiques et similaires	20,2	22,9	26,6	28,5	32,6	1,8	1,7	1,8	1,9	1,8
10. Matériel et fournitures électriques	67,8	77,6	80,1	84,4	89,6	6,0	5,7	5,5	5,5	5,1
11. Véhicules et moteurs automobiles	114,2	164,7	175,5	188,6	207,2	10,1	12,0	12,1	12,4	11,7
12. Moyens de transport autres que véhicules automobiles	20,0	14,2	18,1	21,8	23,7	1,8	1,1	1,3	1,4	1,3
13. Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	11,8	14,2	15,9	17,2	18,5	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
14. Lait et produits laitiers	12,7	16,9	19,8	23,3	24,0	1,1	1,2	1,4	1,5	1,4
15. Autres produits alimentaires	39,4	49,6	55,1	54,6	62,4	3,5	3,6	3,8	3,6	3,5
16. Boissons et produits à base de tabacs	8,4	9,2	10,1	11,3	12,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
17. Produits textiles	73,5	89,3	94,2	97,6	107,8	6,5	6,5	6,5	6,4	6,1
18. Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	12,1	14,3	16,6	16,7	20,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,1
19. Bois et meubles en bois	19,5	26,8	31,4	35,1	39,3	1,7	2,0	2,2	2,3	2,2
20. Papier, articles en papier, articles imprimés	32,4	40,0	41,0	43,5	51,5	2,9	2,9	2,8	2,8	2,9
21. Produits et matériaux destinés à la récupération	5,6	6,5	5,8	7,5	9,0	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5
22. Produits en caoutchouc et produits en plastique	23,4	28,9	31,0	31,7	36,9	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
23. Produits des autres industries manufacturières	46,1	62,2	84,4	107,2	118,9	4,1	4,5	5,8	7,0	6,7
Total général	**1 130,9**	**1 369,0**	**1 448,0**	**1 526,0**	**1 769,5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations nettes par branche d'activité

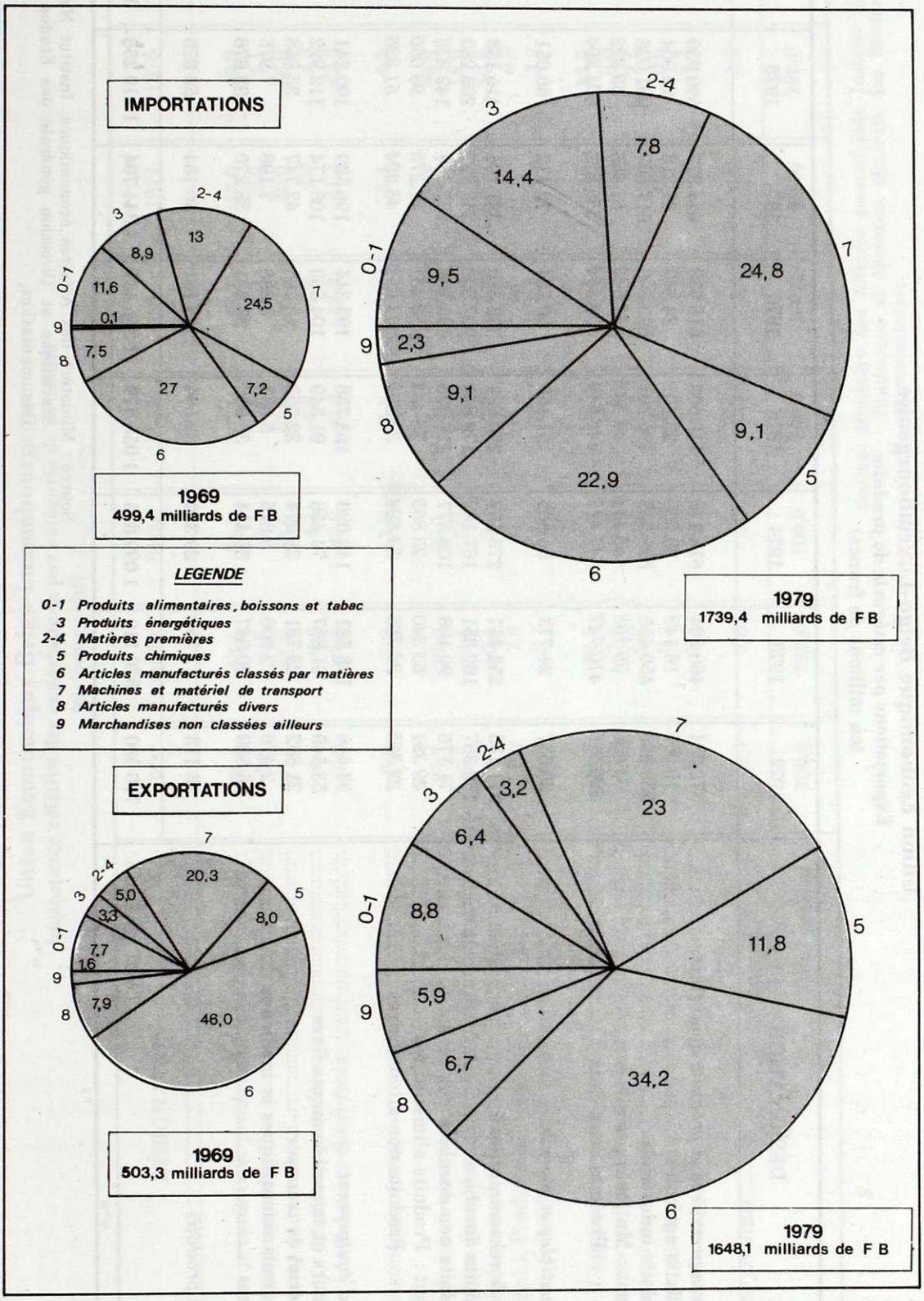
(classification N.A.C.E.-C.L.I.O. - en milliards de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1975	1976	1977	1978	1979
1. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	— 49,3	— 62,6	— 66,1	— 67,9	— 71,3
2. Produits du secteur énergétique	—107,9	—133,1	—130,7	—129,1	—146,9
3. Minerais de fer et métaux ferreux	+104,8	+103,0	+ 98,0	+113,6	+134,1
4. Matières radioactives, minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	— 24,7	— 16,8	— 8,7	— 12,9	— 11,7
5. Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	— 1,0	+ 3,0	+ 3,2	+ 4,2	+ 3,7
6. Produits chimiques	+ 29,6	+ 32,5	+ 43,3	+ 47,6	+ 59,0
7. Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	— 5,9	— 3,3	— 4,2	— 6,1	— 11,3
8. Machines agricoles et industrielles	+ 7,6	+ 16,8	+ 23,0	+ 15,3	+ 9,8
9. Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optiques et similaires	— 10,5	— 12,2	— 15,0	— 15,5	— 18,5
10. Matériel et fournitures électriques	— 8,2	— 6,5	— 6,7	— 5,8	— 7,1
11. Véhicules et moteurs automobiles	— 10,9	— 18,7	— 16,3	— 21,6	— 17,9
12. Moyens de transport autres que véhicules automobiles	— 10,0	— 1,4	— 10,3	— 15,1	— 14,6
13. Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	+ 12,7	+ 12,9	+ 11,1	+ 10,5	+ 12,1
14. Lait et produits laitiers	— 3,1	— 6,8	— 6,2	— 4,9	— 2,8
15. Autres produits alimentaires	— 6,2	— 8,0	— 7,9	— 6,2	— 8,2
16. Boissons et produits à base de tabacs	+ 2,4	+ 1,8	+ 1,2	+ 0,9	+ 0,4
17. Produits textiles	+ 24,5	+ 23,2	+ 20,9	+ 15,9	+ 15,2
18. Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	— 8,2	— 9,8	— 12,0	— 12,5	— 15,0
19. Bois et meubles en bois	0,1	— 2,9	— 6,9	— 9,5	— 11,8
20. Papier, articles en papier, articles imprimés	— 5,7	— 6,7	— 6,7	— 8,1	— 9,9
21. Produits et matériaux destinés à la récupération	— 1,0	— 1,4	— 0,7	— 2,0	— 2,3
22. Produits en caoutchouc et produits en plastique	+ 2,4	+ 2,8	+ 4,0	+ 5,0	+ 6,1
23. Produits des autres industries manufacturières	— 5,5	— 8,4	— 9,6	— 11,5	— 12,5
Total général	— 74,0	—102,6	—103,3	—115,7	—121,4

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Structure des importations et des exportations en 1969 et 1979
(par classes de produits - en %)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par catégorie de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Matières premières et produits demi-finis	**372 751**	**466 604**	**616 210**	**518 608**	**616 938**	**644 825**	**690 930**	**785 548**
Produits agricoles	12 905	16 149	23 682	23 401	24 342	27 318	29 904	30 622
Produits industriels	359 846	450 455	592 528	495 207	592 596	617 507	661 026	754 926
dont : Matières premières	*33 830*	*39 708*	*45 111*	*48 563*	*58 043*	*61 885*	*59 822*	*68 602*
Produits demi-finis	*326 016*	*410 747*	*547 417*	*446 644*	*534 554*	*555 622*	*601 204*	*686 324*
Combustibles et énergie	**20 537**	**24 773**	**36 686**	**51 150**	**60 584**	**72 112**	**60 051**	**103 300**
Biens de consommation	**211 133**	**252 457**	**275 559**	**290 689**	**352 410**	**381 194**	**416 158**	**456 144**
Produits durables	139 357	162 351	167 182	179 864	227 308	243 627	266 282	286 887
Produits non durables	71 776	90 106	108 377	110 825	125 102	137 567	149 876	169 257
dont : Produits alimentaires	*49 391*	*63 340*	*73 853*	*75 445*	*83 451*	*91 273*	*98 050*	*110 106*
Produits non-alimentaires	*22 385*	*26 766*	*34 524*	*35 380*	*41 651*	*46 294*	*51 826*	*59 151*
Biens d'équipement	**93 446**	**108 521**	**142 020**	**163 738**	**193 344**	**196 389**	**190 241**	**205 462**
Moteurs et investissements fixes	53 549	61 837	74 456	91 349	104 860	108 174	112 922	117 906
Matériel de transport	21 882	23 731	28 274	32 253	43 185	42 747	35 668	44 291
Appareils scientifiques et médicaux	2 476	2 906	3 875	5 083	5 968	7 198	7 975	8 580
Autres	15 539	20 047	35 414	35 053	39 331	38 270	33 676	34 685
Autres produits	**13 113**	**17 764**	**29 350**	**32 694**	**43 181**	**50 184**	**52 878**	**97 675**
Total général ...	**710 980**	**870 119**	**1 099 825**	**1 056 879**	**1 266 457**	**1 344 704**	**1 410 258**	**1 648 129**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des exportations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Matières premières et produits demi-finis	**52,4**	**53,6**	**56,0**	**49,1**	**48,7**	**48,0**	**49,0**	**47,7**
Produits agricoles	1,8	1,8	2,1	2,2	1,9	2,0	2,1	1,9
Produits industriels	50,6	51,8	53,9	46,9	46,8	46,0	46,9	45,8
dont : Matières premières	*4,8*	*4,6*	*4,1*	*4,6*	*4,6*	*4,6*	*4,3*	*4,2*
Produits demi-finis	*45,8*	*47,2*	*49,8*	*42,3*	*42,2*	*41,4*	*42,6*	*41,6*
Combustibles et énergie	**2,9**	**2,9**	**3,3**	**4,8**	**4,8**	**5,4**	**4,3**	**6,2**
Biens de consommation	**29,7**	**29,0**	**25,1**	**27,5**	**27,8**	**28,3**	**29,5**	**27,7**
Produits durables	19,6	18,6	15,2	17,0	17,9	18,1	18,9	17,4
Produits non durables	10,1	10,4	9,9	10,5	9,9	10,2	10,6	10,3
dont : Produits alimentaires	*7,0*	*7,3*	*6,7*	*7,1*	*6,6*	*6,8*	*6,9*	*6,7*
Produits non-alimentaires	*3,1*	*3,1*	*3,2*	*3,4*	*3,3*	*3,4*	*3,7*	*3,6*
Biens d'équipement	**13,1**	**12,5**	**12,9**	**15,5**	**15,3**	**14,6**	**13,5**	**12,5**
Moteurs et investissements fixes	7,5	7,2	6,8	8,6	8,3	8,0	8,0	7,2
Matériel de transport	3,1	2,7	2,6	3,1	3,4	3,2	2,5	2,7
Appareils scientifiques et médicaux	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5
Autres	2,2	2,3	3,2	3,3	3,1	2,9	2,4	2,1
Autres produits	**1,9**	**2,0**	**2,7**	**3,1**	**3,4**	**3,7**	**3,7**	**5,9**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Econo

Répartition géographique des expor

(en m

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	C.E.E.	Pays à Commerce d'Etat	Autres pays de l'Europe	E
Matières premières et produits demi-finis	172 778	110 910	162 121	42 160	69 172	7 063	2 865	567 068	20 021	65 064	6
Produits agricoles	13 434	4 090	5 214	355	1 303	332	312	25 040	48	1 436	
Produits industriels ..	159 344	106 820	156 907	41 805	67 869	6 731	2 553	542 028	19 973	63 628	6
dont :											
Matières premières ...	17 241	16 050	11 704	5 335	2 887	257	209	53 682	2 152	3 321	
Produits demi-finis ...	142 103	90 770	145 203	36 470	64 982	6 474	2 344	488 346	17 821	60 307	5
Combustibles et énergie	4 342	17 370	29 155	1 567	9 563	4 388	218	66 603	504	18 896	
Biens de consommation	82 637	102 133	127 723	27 993	36 467	4 239	921	382 113	3 991	29 579	4
Produits durables	46 836	59 473	95 653	19 822	26 173	3 113	633	251 703	738	21 103	2
Produits non-durables	35 801	42 660	32 070	8 171	10 294	1 126	288	130 410	3 253	8 476	1
dont :											
Produits alimentaires	24 820	30 804	21 998	6 004	5 709	304	131	89 779	825	2 248	
Produits non-alimentaires	10 971	11 856	10 072	2 167	4 585	822	15	40 631	2 428	6 228	
Biens d'équipement	43 650	29 540	32 555	10 737	12 204	2 998	1 172	132 856	3 772	17 584	1
Moteurs et investissements fixes	23 506	15 822	19 662	4 309	7 479	1 329	480	72 587	2 320	9 633	
Matériel de transport	12 011	6 622	5 098	4 692	2 466	1 181	493	32 563	139	4 576	
Appareils scientifiques et médicaux	2 088	1 395	1 606	447	454	66	20	6 076	222	756	
Autres	6 045	5 701	6 189	1 289	1 805	422	179	21 630	1 091	2 619	
Autres produits	12 729	6 248	19 661	5 061	5 557	1 034	125	50 415	2 761	13 148	
Total général ...	**316 136**	**266 201**	**371 215**	**87 518**	**132 963**	**19 722**	**5 301**	**1 199 055**	**31 049**	**144 271**	**1**

uxembourgeoise
gorie de produits en 1979
s)

	République d'Afrique du Sud	Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie et divers	Total général
3	2 121	18 857	22 561	37 852	3 060	8 957	49 869	6 045	52 705	58 750	2 215	785 548
3	79	1 395	1 492	142	24	603	769	241	1 548	1 789	48	30 622
5	2 042	17 462	21 069	37 710	3 036	8 354	49 100	5 804	51 157	56 961	2 167	754 926
0	86	4 169	4 495	593	58	982	1 633	735	2 395	3 130	189	68 602
5	1 956	13 293	16 574	37 117	2 978	7 372	47 467	5 069	48 762	53 831	1 978	686 324
4	75	6 015	6 144	1 140	2	482	1 624	62	830	892	8 637	103 300
8	717	10 207	12 792	5 745	1 088	3 149	9 982	1 244	15 410	16 654	1 033	456 144
0	148	2 628	3 666	2 764	281	696	3 741	381	5 191	5 572	364	286 887
8	569	7 579	9 126	2 981	807	2 453	6 241	863	10 219	11 082	669	169 257
9	36	6 290	6 895	335	104	1 768	2 207	407	7 496	7 903	249	110 106
9	533	1 289	2 231	2 646	703	685	4 034	456	2 723	3 179	420	59 151
5	1 581	14 464	17 860	6 425	531	6 538	13 494	808	17 418	18 226	1 670	205 462
8	1 219	8 631	11 018	4 271	383	3 962	8 616	354	12 352	12 706	1 026	117 906
8	234	1 918	2 360	1 064	1	2 068	3 133	96	992	1 088	432	44 291
5	45	273	413	409	21	89	519	126	445	571	23	8 580
4	83	3 642	4 069	681	126	419	1 226	232	3 629	3 861	189	34 685
4	543	5 220	6 077	10 495	577	3 957	15 029	1 948	7 460	9 408	837	97 675
4	5 037	54 763	65 434	61 657	5 258	23 083	89 998	10 107	93 823	103 930	14 392	1 648 129

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des exportations de 1979 par rapport à 1978

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Rép. féd. d'Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	C.E.E.	Pays à commerce d'Etat	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 13,4	+ 14,3	+ 15,4	+ 37,1	+ 25,5	+ 12,1	+ 33,7	+ 17,1	+ 14,4	+ 17,6	— 6,2	— 4,8	+ 16,0	— 5,3	+ 13,7
Produits agricoles	+ 8,9	+ 1,0	— 6,0	+ 13,4	+ 30,3	+ 53,0	+258,6	+ 6,4	— 20,0	+ 5,4	— 58,5	— 48,1	+ 12,5	— 5,5	+ 2,4
Produits industriels	+ 13,8	+ 14,8	+ 16,3	+ 37,3	+ 25,4	+ 10,7	+ 24,2	+ 17,7	+ 14,5	+ 18,2	— 5,7	— 3,6	+ 16,2	— 5,3	+ 14,2
dont : Matières premières	+ 9,4	+ 39,5	+ 3,0	+ 16,9	— 7,8	+ 25,4	+186,3	+ 15,2	+ 29,6	+ 14,7	— 45,1	— 33,9	+ 63,0	+ 13,5	+ 14,7
Produits demi-finis	+ 14,4	+ 11,4	+ 17,5	+ 40,9	+ 27,4	+ 10,2	+ 18,2	+ 17,9	+ 12,9	+ 18,5	— 4,6	— 2,0	+ 7,8	— 6,2	+ 14,2
Combustibles et énergie	+105,6	+ 96,9	+ 71,1	+ 87,0	+ 28,8	+ 41,7	— 37,4	+ 67,8	+155,8	+ 81,8	+170,1	+226,1	+157,8	+ 29,1	+ 72,0
Biens de consommation	+ 13,0	+ 5,9	+ 1,5	+ 27,4	+ 40,4	+ 1,4	+ 23,9	+ 9,7	+ 67,6	+ 10,2	— 0,2	+ 0,3	+ 2,5	+ 8,1	+ 9,6
Produits durables	+ 13,7	+ 0,1	+ 1,1	+ 32,2	+ 43,6	— 1,4	+ 22,2	+ 8,4	— 18,8	+ 8,5	— 9,8	— 4,3	— 0,8	— 7,6	+ 7,7
Produits non durables	+ 12,2	+ 15,2	+ 2,5	+ 17,0	+ 32,9	+ 10,0	+ 28,0	+ 12,2	+121,0	+ 13,7	+ 10,7	+ 3,3	+ 3,9	+ 18,2	+ 12,9
dont : Produits alimentaires	+ 12,1	+ 19,4	+ 0,9	+ 11,8	+ 26,1	— 5,3	+ 31,0	+ 12,1	+240,9	+ 13,0	— 25,9	— 13,0	+ 6,3	+ 18,4	+ 12,3
Produits non-alimentaires	+ 12,3	+ 5,5	+ 6,3	+ 33,9	+ 42,6	+ 16,9	— 88,0	+ 12,4	+ 97,4	+ 15,1	+ 18,1	+ 15,2	— 2,7	+ 17,8	+ 14,1
Biens d'équipement	+ 22,2	+ 7,6	+ 8,1	+ 30,7	+ 18,4	+ 32,1	+ 69,8	+ 15,8	— 20,5	+ 13,6	+ 14,1	+ 20,4	— 15,1	— 8,9	+ 8,0
Moteurs et investissements fixes	+ 20,0	+ 5,4	+ 7,6	+ 14,4	+ 19,1	+ 17,9	+ 52,9	+ 12,8	— 28,5	+ 9,8	+ 13,9	+ 8,0	— 16,4	— 6,6	+ 4,4
Matériel de transport	+ 30,3	+ 6,9	+ 11,5	+ 59,5	+ 35,9	+ 55,0	+ 60,6	+ 26,2	— 4,1	+ 25,2	+ 60,2	+ 126,0	— 4,9	— 16,0	+ 24,2
Appareils scientifiques et médicaux	+ 14,9	+ 13,3	— 2,2	+ 19,8	— 29,3	+ 24,5	— 31,0	+ 5,0	+ 13,8	+ 5,2	+ 19,2	+ 22,1	+ 7,0	+ 29,2	+ 7,6
Autres	+ 18,8	+ 13,5	+ 9,9	+ 13,7	+ 15,1	+ 28,7	+347,5	+ 15,0	— 5,9	+ 13,7	— 22,3	— 13,7	— 18,7	— 17,4	+ 3,0
Autres produits	+148,4	+208,5	+133,2	+ 84,9	+ 92,7	+ 43,2	+115,5	+129,4	+ 40,3	+119,9	+ 72,7	+ 72,1	+ 27,9	+ 10,4	+ 84,7
Total général ...	+ 17,8	+ 14,8	+ 15,3	+ 35,6	+ 30,7	+ 19,0	+ 33,1	+ 18,8	+ 15,9	+ 20,0	+ 5,9	+ 8,7	+ 8,9	— 2,6	+ 16,9

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
1. Rép. féd. d'Allemagne	205,9	236,5	235,4	294,1	301,6	321,9	371,2	23,7	21,5	22,3	23,2	22,4	22,8	22,5
2. France	180,7	219,7	202,1	266,2	256,7	268,4	316,1	20,8	20,0	19,1	21,0	19,1	19,0	19,2
3. Pays-Bas	155,2	188,8	181,2	214,6	226,0	231,8	266,2	17,8	17,2	17,2	17,0	16,8	16,4	16,2
4. Royaume-Uni	40,3	59,3	68,4	76,3	92,0	101,7	133,0	4,6	5,4	6,5	6,0	6,8	7,2	8,1
5. Italie	42,0	49,3	42,5	60,0	58,9	64,5	87,5	4,8	4,5	4,0	4,7	4,4	4,6	5,3
6. Etats-Unis	48,8	61,6	43,1	45,0	56,6	58,2	61,7	5,6	5,6	4,1	3,6	4,2	4,1	3,7
7. Suisse	18,1	22,8	17,4	22,1	26,7	32,7	47,0	2,1	2,1	1,7	1,8	2,0	2,3	2,9
8. Suède	15,2	22,2	22,6	23,7	23,5	19,4	28,2	1,7	2,0	2,1	1,9	1,8	1,4	1,7
9. Danemark	10,2	12,4	13,6	18,1	18,8	16,6	19,7	1,2	1,1	1,3	1,4	1,4	1,2	1,2
10. Algérie	4,2	5,0	5,7	5,5	10,3	12,8	14,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,8	0,9	0,9
11. Arabie Saoudite	1,7	3,6	4,4	6,9	12,5	15,0	14,2	0,2	0,3	0,4	0,6	0,9	1,1	0,9
12. Espagne	8,6	12,6	11,9	13,0	12,7	11,2	14,0	1,0	1,1	1,1	1,0	0,9	0,8	0,9
13. U.R.S.S.	8,2	14,3	12,8	11,7	9,8	11,0	13,7	0,9	1,3	1,2	0,9	0,7	0,8	0,8
14. Norvège	6,6	8,5	9,5	11,6	12,0	9,4	13,2	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,8
15. Autriche	6,0	7,8	7,3	9,6	12,7	11,1	12,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8	0,8
16. Inde	2,3	3,7	5,7	5,8	9,4	14,3	11,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,7	1,0	0,7
17. Hong-Kong	3,3	3,2	4,1	4,9	6,2	10,4	10,9	0,3	0,2	0,4	0,4	0,5	0,7	0,7
18. Nigéria	1,5	2,1	4,6	8,0	8,4	9,3	10,3	0,2	0,2	0,4	0,6	0,6	0,7	0,6
19. Japon	7,8	8,5	5,6	6,9	6,0	8,9	10,1	0,9	0,8	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
20. Irak	0,9	1,9	3,9	4,2	4,4	5,8	8,4	0,1	0,2	0,4	0,3	0,3	0,4	0,5
21. Israël	5,6	6,3	6,0	5,7	9,1	7,7	8,2	0,6	0,6	0,6	0,5	0,7	0,5	0,5
22. Grèce	6,0	5,5	6,9	6,8	7,1	6,9	8,2	0,7	0,5	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5
23. Zaïre, Rwanda et Burundi	5,9	7,8	6,5	6,0	7,4	6,9	6,9	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4
24. Finlande	3,9	5,6	5,1	5,0	4,8	4,3	5,7	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3
25. Portugal	3,5	5,6	3,5	4,3	5,9	5,3	5,7	0,4	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3
Autres pays	77,7	125,2	127,1	130,5	145,2	144,8	149,1	8,9	11,4	12,0	10,3	10,8	10,3	9,0
Total ...	**870,1**	**1 099,8**	**1 056,9**	**1 266,5**	**1 344,7**	**1 410,3**	**1 648,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1979.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par catégorie de produits
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Matières premières et produits demi-finis	**356 603**	**455 164**	**582 179**	**518 855**	**662 559**	**685 231**	**726 472**	**829 234**
Produits agricoles	13 242	17 797	21 878	21 827	25 247	27 801	25 881	29 146
Produits industriels	343 361	437 367	560 301	497 028	637 312	657 430	700 591	800 088
dont : Matières premières	*84 810*	*107 261*	*139 141*	*123 125*	*145 444*	*136 303*	*140 693*	*167 840*
Produits demi-finis	*258 551*	*330 106*	*421 160*	*373 903*	*491 868*	*521 127*	*559 898*	*632 248*
Combustibles et énergie	**62 368**	**75 327**	**166 388**	**159 423**	**194 302**	**203 485**	**189 888**	**250 954**
Biens de consommation	**156 911**	**193 947**	**234 892**	**254 863**	**319 509**	**354 144**	**385 302**	**427 131**
Produits durables	90 312	112 333	139 309	149 444	189 059	207 400	227 719	254 578
Produits non durables	66 599	81 614	95 583	105 419	130 450	146 744	157 583	172 553
dont : Produits alimentaires	*48 114*	*59 609*	*67 356*	*75 966*	*96 761*	*110 365*	*115 119*	*125 939*
Produits non-alimentaires	*18 485*	*22 005*	*28 227*	*29 453*	*33 689*	*36 379*	*42 464*	*46 614*
Biens d'équipement	**104 315**	**126 153**	**160 341**	**169 391**	**171 300**	**188 160**	**201 008**	**222 196**
Moteurs et investissements fixes	66 041	80 759	101 772	106 021	109 838	112 294	121 388	130 565
Matériel de transport	14 046	17 382	21 153	23 666	20 848	29 297	29 484	34 141
Appareils scientifiques et médicaux	5 075	5 808	7 529	7 797	9 822	11 473	12 002	13 303
Autres	19 153	22 204	29 887	31 907	30 792	35 096	38 134	44 187
Autres produits	**1 576**	**5 538**	**16 885**	**28 413**	**21 291**	**16 961**	**23 374**	**39 974**
Total général ...	**681 773**	**856 129**	**1 160 685**	**1 130 945**	**1 368 961**	**1 447 981**	**1 526 044**	**1 769 489**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des importations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Matières premières et produits demi-finis	**52,3**	**53,2**	**50,2**	**45,9**	**48,4**	**47,3**	**47,6**	**46,9**
Produits agricoles	1,9	2,1	1,9	1,9	1,9	1,9	1,7	1,7
Produits industriels	50,4	51,1	48,3	44,0	46,5	45,4	45,9	45,2
dont : Matières premières	*12,5*	*12,6*	*12,0*	*10,9*	*10,6*	*9,4*	*9,2*	*9,5*
Produits demi-finis	*37,9*	*38,5*	*36,3*	*33,1*	*35,9*	*36,0*	*36,7*	*35,7*
Combustibles et énergie	**9,2**	**8,8**	**14,3**	**14,1**	**14,2**	**14,0**	**12,5**	**14,2**
Biens de consommation	**23,0**	**22,7**	**20,2**	**22,5**	**23,3**	**24,5**	**25,2**	**24,1**
Produits durables	13,2	13,1	12,0	13,2	13,8	14,4	14,9	14,4
Produits non durables	9,8	9,6	8,2	9,3	9,5	10,1	10,3	9,7
dont : Produits alimentaires	*7,1*	*7,0*	*5,8*	*6,7*	*7,1*	*7,6*	*7,5*	*7,1*
Produits non-alimentaires	*2,7*	*2,6*	*2,4*	*2,6*	*2,4*	*2,5*	*2,8*	*2,6*
Biens d'équipement	**15,3**	**14,7**	**13,8**	**15,0**	**12,5**	**13,0**	**13,2**	**12,5**
Moteurs et investissements fixes	9,7	9,4	8,8	9,4	8,0	7,8	8,0	7,4
Matériel de transport	2,1	2,0	1,8	2,1	1,5	2,0	1,9	1,9
Appareils scientifiques et médicaux	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7
Autres	2,8	2,6	2,6	2,8	2,3	2,4	2,5	2,5
Autres produits	**0,2**	**0,6**	**1,5**	**2,5**	**1,6**	**1,2**	**1,5**	**2,3**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economi

Répartition géographique des importat
(en mill

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	C.E.E.	Pays à Commerce d'Etat	Autres pays de l'Europe	Eur
Matières premières et produits demi-finis	135 488	125 083	190 688	20 415	86 133	2 499	3 255	563 562	17 063	60 402	641
Produits agricoles	4 991	8 858	3 601	120	353	264	—	18 187	705	465	19
Produits industriels ..	130 497	116 225	187 087	20 295	85 780	2 235	3 255	545 375	16 358	59 937	621
dont :											
Matières premières ...	41 191	22 115	13 487	1 490	6 882	507	1 475	87 148	4 085	10 015	101
Produits demi-finis ...	89 306	94 110	173 600	18 805	78 898	1 728	1 780	458 227	12 273	49 922	520
Combustibles et énergie	7 656	53 577	23 965	3 154	7 505	137	1	95 995	8 013	11 619	115
Biens de consommation	97 643	77 840	98 188	36 634	21 432	3 914	3 559	339 209	4 601	21 650	365
Produits durables	54 000	33 988	73 481	29 580	11 284	1 313	366	204 012	3 446	11 830	219
Produits non-durables	43 643	43 852	24 707	7 054	10 148	2 601	3 193	135 197	1 155	9 820	146
dont :											
Produits alimentaires	31 359	33 178	15 198	5 436	7 122	2 359	3 125	97 777	1 038	6 524	105
Produits non-alimentaires	12 284	10 674	9 509	1 618	3 026	242	68	37 420	117	3 296	40
Biens d'équipement	36 277	34 413	71 984	11 325	17 079	1 552	983	173 612	1 018	15 082	189
Moteurs et investissements fixes	22 377	19 417	45 553	6 883	8 366	1 090	489	104 175	615	8 518	113
Matériel de transport	4 729	6 312	8 621	2 001	4 728	132	11	26 534	103	2 657	29
Appareils scientifiques et médicaux	1 541	1 991	4 741	514	774	145	171	9 877	71	896	10
Autres	7 630	6 693	13 069	1 927	3 211	185	312	33 026	229	3 011	36
Autres produits	1 295	2 727	4 341	341	8 789	15	18	17 526	374	6 376	24
Total général ...	**278 359**	**293 640**	**389 166**	**71 869**	**140 938**	**8 116**	**7 816**	**1 189 904**	**31 069**	**115 129**	**133**

Luxembourgeoise
gorie de produits en 1979
cs)

	République d'Afrique du Sud	Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie et divers	Total général
	9 127	16 096	40 232	71 076	11 758	20 437	103 271	5 279	31 701	36 980	7 724	829 234
	172	2 495	2 675	3 436	148	2 196	5 780	16	1 234	1 250	84	29 146
	8 955	13 601	37 557	67 640	11 610	18 241	97 491	5 263	30 467	35 730	7 640	800 088
	1 366	6 897	9 255	24 808	7 354	10 926	43 088	620	8 497	9 117	5 132	167 840
	7 589	6 704	28 302	42 832	4 256	7 315	54 403	4 643	21 970	26 613	2 508	632 248
	1 956	22 869	24 842	5 593	373	4 231	10 197	2	99 797	99 799	489	250 954
	1 294	3 615	5 342	15 788	1 311	9 075	26 174	18 037	10 985	29 022	1 133	427 131
	33	1 342	1 391	7 751	173	192	8 116	17 614	7 971	25 585	198	254 578
	1 261	2 273	3 951	8 037	1 138	8 883	18 058	423	3 014	3 437	935	172 553
	1 251	2 255	3 923	3 109	1 063	8 788	12 960	207	2 593	2 800	917	125 939
	10	18	28	4 928	75	95	5 098	216	421	637	18	46 614
	30	535	577	22 769	639	126	23 534	6 442	1 295	7 737	636	222 196
	19	84	113	11 285	308	56	11 649	4 435	713	5 148	347	130 565
	5	443	449	3 729	203	2	3 934	417	16	433	31	34 141
	1	1	3	1 425	26	4	1 455	741	99	840	161	13 303
	5	7	12	6 330	102	64	6 496	849	467	1 316	97	44 187
	3	191	12 796	1 629	158	1 010	2 797	3	69	72	33	39 974
	12 410	**43 306**	**83 789**	**116 855**	**14 239**	**34 879**	**165 973**	**29 763**	**143 847**	**173 610**	**10 015**	**1 769 489**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des importations de 1979 par rapport à 1978

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Rép. féd. d'Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Danemark	Irlande	C.E.E.	Pays à commerce d'Etat	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 10,2	+ 21,8	+ 12,3	+ 12,4	— 2,7	+ 9,2	+ 1,8	+ 11,0	+ 17,5	+ 12,2	+ 32,8	+ 28,0	+ 20,6	+ 6,5	+ 14,1
Produits agricoles	+ 12,9	+ 29,1	+ 1,3	— 33,3	+ 20,1	+ 9,1	—	+ 16,9	+ 21,3	+ 14,8	+ 22,2	— 1,8	+ 19,3	+ 42,4	+ 12,6
Produits industriels	+ 10,1	+ 21,3	+ 12,5	+ 12,8	— 2,7	+ 9,2	+ 1,8	+ 10,8	+ 17,3	+ 12,1	+ 33,4	+ 30,4	+ 20,7	+ 5,6	+ 14,2
dont : Matières premières	+ 12,3	+ 15,4	+ 26,0	+ 47,1	+ 5,7	— 25,1	— 0,1	+ 14,3	+ 14,0	+ 14,0	+ 34,7	+ 33,3	+ 23,9	+ 26,2	+ 19,3
Produits demi-finis	+ 9,2	+ 22,7	+ 11,6	+ 10,8	— 3,4	+ 26,1	+ 3,6	+ 10,2	+ 18,5	+ 11,7	+ 32,6	+ 28,1	+ 19,7	—	+ 12,9
Combustibles et énergie	+ 46,9	+ 31,3	+ 17,1	+375,0	+108,3	+585,0	—	+ 35,7	+ 29,8	+ 41,5	+154,6	+178,6	+114,4	+ 8,0	+ 32,2
Biens de consommation	+ 11,7	+ 6,9	+ 7,1	+ 14,2	+ 11,5	+ 13,0	+ 25,7	+ 9,6	+ 10,3	+ 9,4	+ 21,6	+ 17,8	+ 11,3	+ 25,7	+ 10,9
Produits durables	+ 8,0	+ 14,6	+ 7,1	+ 14,8	+ 6,1	+ 16,1	+ 84,8	+ 9,7	+ 13,0	+ 9,5	+ 34,1	+ 32,1	+ 20,7	+ 28,5	+ 11,8
Produits non durables	+ 16,7	+ 1,6	+ 7,1	+ 11,6	+ 18,3	+ 11,5	+ 21,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 9,2	+ 11,5	+ 12,4	+ 8,3	+ 7,9	+ 9,5
dont : Produits alimentaires	+ 17,5	+ 0,5	+ 3,5	+ 14,9	+ 24,0	+ 11,4	+ 19,6	+ 9,1	+ 4,7	+ 9,1	+ 11,1	+ 12,8	+ 8,0	+ 6,8	+ 9,4
Produits non-alimentaires	+ 14,5	+ 5,2	+ 13,6	+ 1,9	+ 6,7	+ 13,1	+257,9	+ 10,4	— 10,0	+ 9,5	+ 11,8	+ 11,4	+ 75,0	+ 13,1	+ 9,8
Biens d'équipement	+ 9,1	+ 8,2	+ 8,9	+ 13,8	+ 7,9	+ 1,3	+ 4,1	+ 8,9	+ 4,7	+ 9,3	+ 18,8	+ 20,2	+586,9	+ 9,2	+ 10,5
Moteurs et investissements fixes	+ 8,8	+ 3,8	+ 6,6	+ 7,1	+ 7,2	— 0,1	+ 4,7	+ 6,5	+ 18,7	+ 6,2	+ 10,7	+ 11,6	+145,7	+ 29,9	+ 7,6
Matériel de transport	+ 3,5	+ 15,9	+ 15,6	+ 20,5	— 0,8	— 22,4	— 84,3	+ 9,4	+ 24,1	+ 13,2	+ 61,2	+ 69,5	2 706,3	— 58,5	+ 15,8
Appareils scientifiques et médicaux	+ 6,1	+ 6,9	+ 13,3	+ 36,3	+ 17,8	+ 34,3	+ 2,4	+ 12,2	— 29,0	+ 11,4	+ 8,8	+ 8,2	— 25,0	— 5,3	+ 10,8
Autres	+ 14,3	+ 15,6	+ 11,8	+ 29,8	+ 23,6	+ 13,5	+160,0	+ 15,8	— 15,5	+ 15,9	+ 18,2	+ 18,5	— 33,3	+ 10,7	+ 15,9
Autres produits	+ 38,7	+ 46,0	+ 63,9	+ 3,3	1 990,6	— 6,2	1 700,0	+170,6	+ 86,1	+118,3	+543,9	+120,1	+ 17,6	— 19,1	+ 71,0
Total général ...	+ 11,5	+ 17,5	+ 11,0	+ 17,4	+ 10,3	+ 10,9	+ 12,1	+ 12,9	+ 19,3	+ 14,0	+ 32,6	+ 30,3	+ 38,0	+ 10,3	+ 16,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
1. Rép. féd. d'Allemagne	212,4	257,3	248,4	306,4	321,7	350,8	389,2	24,8	22,2	22,0	22,4	22,2	23,0	22,0
2. Pays-Bas	137,8	191,7	192,3	240,8	245,3	250,0	293,6	16,1	16,5	17,0	17,6	16,9	16,4	16,6
3. France	160,6	199,9	196,8	222,6	230,2	249,7	278,4	18,8	17,2	17,4	16,3	15,9	16,4	15,7
4. Royaume-Uni	55,9	66,8	70,2	92,1	112,8	127,8	140,9	6,5	5,8	6,2	6,7	7,8	8,4	8,0
5. Etats-Unis	48,4	75,5	71,7	83,7	87,2	88,1	116,9	5,6	6,5	6,3	6,1	6,0	5,8	6,6
6. Italie	32,2	43,4	44,0	52,3	57,4	61,2	71,9	3,8	3,7	3,9	3,8	4,0	4,0	4,1
7. Arabie Saoudite	14,3	48,2	38,7	53,8	54,9	44,4	58,9	1,7	4,1	3,4	3,9	3,8	2,9	3,3
8. Suisse	11,0	18,9	25,5	21,4	20,6	28,4	35,2	1,3	1,6	2,3	1,6	1,4	1,9	2,0
9. Japon	10,5	13,3	15,5	21,5	23,1	25,3	29,8	1,2	1,1	1,4	1,6	1,6	1,7	1,7
10. Zaïre, Rwanda et Burundi	23,0	29,6	16,7	24,1	23,2	25,0	28,9	2,7	2,6	1,5	1,8	1,6	1,6	1,6
11. Suède	16,2	22,0	19,9	21,4	21,0	21,2	27,1	1,9	1,9	1,8	1,6	1,4	1,4	1,5
12. U.R.S.S.	6,9	10,5	11,0	11,6	14,5	14,8	17,4	0,8	0,9	1,0	0,8	1,0	1,0	1,0
13. Nigéria	1,5	2,1	4,6	8,0	6,5	7,2	15,5	0,2	0,2	0,4	0,6	0,5	0,5	0,9
14. Espagne	6,1	8,8	9,7	11,5	11,8	12,6	15,2	0,7	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,9
15. Canada	8,2	10,5	11,7	14,1	11,9	12,0	14,2	1,0	0,9	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8
16. Norvège	3,8	5,3	6,2	6,3	5,8	9,0	13,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,6	0,8
17. République d'Afrique du Sud	7,6	9,8	8,2	9,6	10,6	10,4	12,4	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
18. Iran	7,1	13,0	17,7	18,4	26,7	24,2	11,3	0,8	1,1	1,6	1,3	1,8	1,6	0,6
19. Irak	1,1	1,4	4,8	4,4	8,0	6,3	10,6	0,1	0,1	0,4	0,3	0,5	0,4	0,6
20. Emirats Arabes Un.	0,1	2,3	2,2	4,6	8,0	7,7	8,8	—	0,2	0,2	0,3	0,6	0,5	0,5
21. Brésil	6,2	6,7	6,0	7,3	7,1	6,9	8,2	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5
22. Danemark	3,6	5,5	5,5	6,1	6,7	7,3	8,1	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
23. Irlande	1,9	2,9	2,7	3,5	5,3	7,0	7,8	0,2	0,3	0,2	0,3	0,5	0,4	0,4
24. Hong-Kong	1,8	2,3	2,2	3,2	4,1	5,2	7,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4
25. Inde	1,9	2,3	2,0	3,8	7,5	9,7	7,0	0,2	0,2	0,2	0,3	0,5	0,6	0,4
Autres pays	76,0	110,7	96,7	116,5	116,1	113,8	141,2	8,9	9,5	8,5	8,5	8,0	7,4	8,0
Total ...	**856,1**	**1 160,7**	**1 130,9**	**1 369,0**	**1 448,0**	**1 526,0**	**1 769,5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Classés d'après le montant des importations en 1979.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance commerciale apparente par région
(en millions de francs)

RÉGION	1978 (a)			1979		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
I. *Europe occidentale*	1 146 052	1 118 321	— 27 731	1 305 033	1 343 326	38 293
II. *Europe orientale*	26 044	26 788	744	31 069	31 049	— 20
III. *Afrique*	60 709	60 112	— 597	83 789	65 434	— 18 355
1. Zaïre	24 134	5 606	— 18 528	28 073	5 634	— 22 439
2. Afrique du Sud	10 395	4 578	— 5 817	12 410	5 037	— 7 373
IV. a) *Amérique du Nord* ..	100 165	63 076	— 37 089	131 094	66 915	— 64 179
1. U.S.A.	88 122	58 230	— 29 892	116 855	61 657	— 55 198
2. Canada	12 043	4 846	— 7 197	14 239	5 258	— 8 981
b) *Amérique latine*	27 234	19 723	— 7 511	34 879	23 083	— 11 796
1. Argentine	5 404	1 926	— 3 478	5 101	3 416	— 1 685
2. Brésil	6 912	3 528	— 3 384	8 178	4 323	— 3 855
3. Vénézuéla	2 403	4 058	1 655	4 246	3 149	— 1 097
V. *Asie*	157 366	106 694	— 50 672	173 610	103 930	— 69 680
1. Iran	24 240	10 260	— 13 980	11 310	4 618	— 6 692
2. Arabie saoudite	44 423	15 037	— 29 386	58 920	14 223	— 44 697
3. Japon	25 268	8 876	— 16 392	29 763	10 107	— 19 656
VI. *Océanie*	7 452	4 622	— 2 830	8 829	4 241	— 4 588
VII. *Divers* (b)	1 022	10 922	9 900	1 186	10 151	8 965
Total général ...	**1 526 044**	**1 410 258**	**—115 786**	**1 769 489**	**1 648 129**	**—121 360**

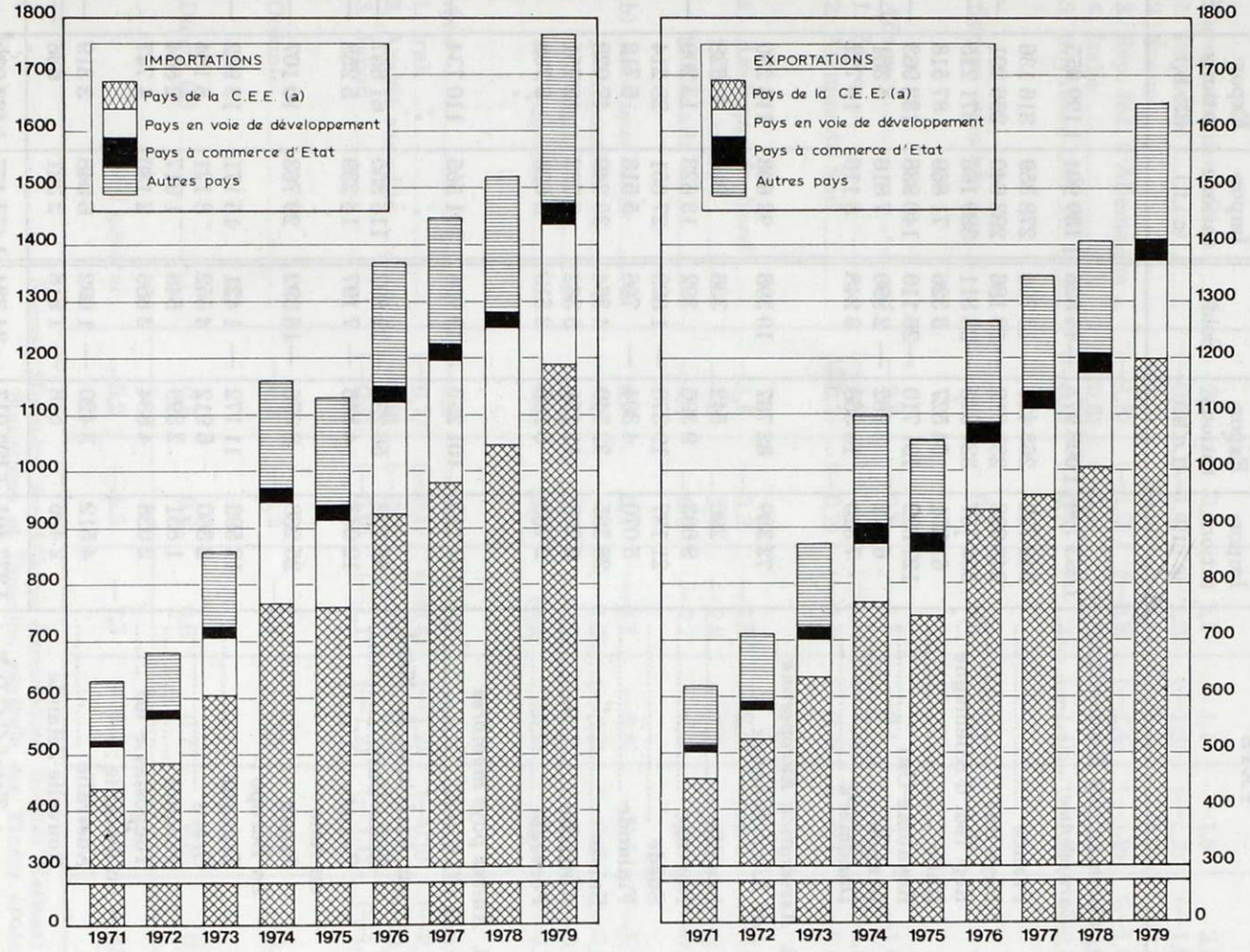
Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données rectifiées.
(b) Y compris les provisions de bord des navires et avions étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations et exportations par groupe de pays

(en milliards de francs)



(a) Pays membres de la C.E.E. au 1er janvier 1973.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques

(en millions de francs)

PAYS	1978 (a)			1979		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. *Communauté Economique Européenne*	**1 053 799**	**1 008 973**	**—44 826**	**1 189 904**	**1 199 055**	**9 151**
France	249 722	268 428	18 706	278 359	316 136	37 777
Pays-Bas	249 998	231 812	—18 186	293 640	266 201	—27 439
Rép. féd. d'Allemagne	350 757	321 946	—28 811	389 166	371 215	—17 951
Italie	61 201	64 527	3 326	71 869	87 518	15 649
Royaume-Uni	127 829	101 710	—26 119	140 938	132 963	— 7 975
Irlande	6 972	3 982	— 2 990	7 816	5 301	— 2 515
Danemark	7 320	16 568	9 248	8 116	19 722	11 606
2. *Association Européenne de Libre-Echange*	**72 389**	**82 787**	**10 398**	**92 008**	**113 250**	**21 242**
Islande	206	542	336	214	628	414
Norvège	9 003	9 395	392	13 623	13 209	— 414
Suède	21 187	19 378	— 1 809	27 051	28 214	1 163
Finlande	5 070	4 304	— 766	5 513	5 712	199
Suisse	28 385	32 749	4 364	35 249	47 028	11 779
Autriche	5 769	11 131	5 362	6 733	12 751	6 018
Portugal	2 769	5 288	2 519	3 625	5 708	2 083
3. *Autres pays membres de l'O.C.D.E.*	**151 213**	**101 257**	**—49 956**	**191 565**	**110 734**	**—80 831**
— en Amérique du Nord :						
Etats-Unis	88 122	58 230	—29 892	116 855	61 657	—55 198
Canada	12 043	4 846	— 7 197	14 239	5 258	— 8 981
— en Asie :						
Japon	25 268	8 876	—16 392	29 763	10 107	—19 656
— en Europe :						
Espagne	12 593	11 172	— 1 421	15 171	13 962	— 1 209
Grèce	2 360	6 912	4 552	3 121	8 184	5 063
Turquie	1 851	2 399	548	1 917	2 864	947
Yougoslavie (b)	2 028	4 884	2 856	2 130	4 747	2 617
— en Océanie :						
Australie	4 512	3 420	— 1 092	6 048	3 319	— 2 729
Nouvelle-Zélande	2 436	518	— 1 918	2 321	636	— 1 685
Total O.C.D.E.	**1 277 401**	**1 193 017**	**—84 384**	**1 473 477**	**1 423 039**	**—50 438**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données rectifiées.
(b) Statut particulier au sein de l'O.C.D.E.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Solde de la balance commerciale par région

(en pourcentage du total des importations)

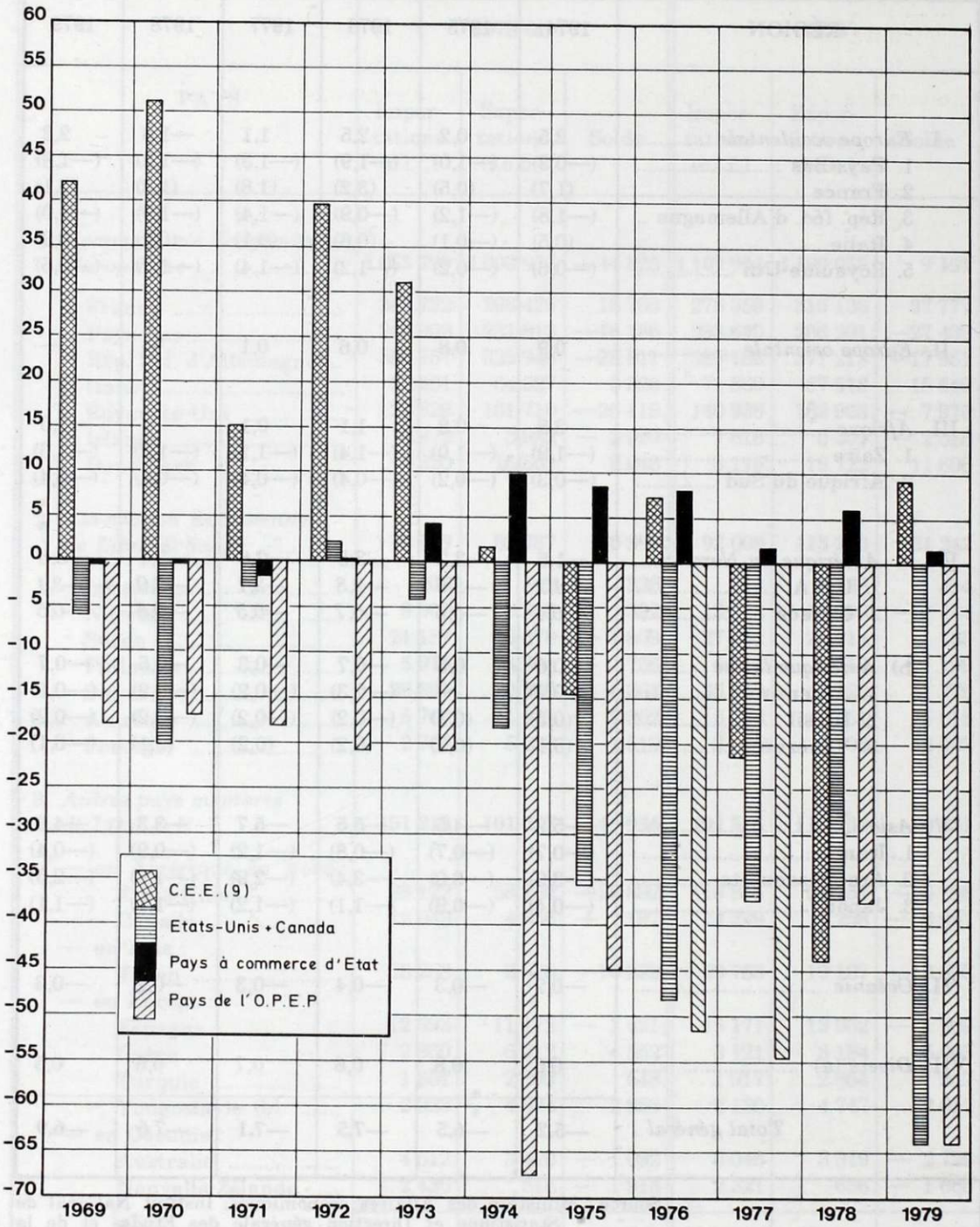
RÉGION	1974	1975	1976	1977	1978	1979
I. *Europe occidentale*	2,5	0,2	2,5	1,1	—1,8	2,2
1. Pays-Bas	(—0,3)	(—1,0)	(—1,9)	(—1,3)	(—1,2)	(—1,6)
2. France	(1,7)	(0,5)	(3,2)	(1,8)	(1,2)	(2,1)
3. Rép. féd. d'Allemagne	(—1,8)	(—1,2)	(—0,9)	(—1,4)	(—1,9)	(—1,0)
4. Italie	(0,5)	(—0,1)	(0,6)	(0,1)	(0,2)	(0,9)
5. Royaume-Uni	(—0,6)	(—0,2)	(—1,2)	(—1,4)	(—1,7)	(—0,5)
II. *Europe orientale*	0,9	0,8	0,6	0,1	—	—
III. *Afrique*	—2,8	—0,8	—1,1	—0,1	—	—1,0
1. Zaïre	(—1,9)	(—1,0)	(—1,4)	(—1,1)	(—1,2)	(—1,3)
2. Afrique du Sud	(—0,3)	(—0,2)	(—0,4)	(—0,4)	(—0,4)	(—0,4)
IV. a) *Amérique du Nord*	—1,6	—3,2	—3,5	—2,6	—2,4	—3,6
1. U.S.A.	*—1,2*	*—2,6*	*—2,8*	*—2,1*	*—2,0*	*—3,1*
2. Canada	*—0,4*	*—0,6*	*—0,7*	*—0,5*	*—0,5*	*—0,5*
b) *Amérique latine*	0,6	0,5	—0,7	—0,3	—0,5	—0,7
1. Argentine	(—0,2)	—	(—0,3)	(—0,2)	(—0,2)	(—0,1)
2. Brésil	(0,5)	(0,1)	(—0,2)	(—0,2)	(—0,2)	(—0,2)
3. Vénézuéla	(0,1)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,1)	(—0,1)
V. *Asie*	—5,2	—4,5	—5,5	—5,7	—3,3	—4,0
1. Iran	(—0,7)	(—0,7)	(—0,8)	(—1,2)	(—0,9)	(—0,4)
2. Arabie saoudite	(—3,9)	(—3,0)	(—3,4)	(—2,9)	(—1,9)	(—2,5)
3. Japon	(—0,4)	(—0,9)	(—1,1)	(—1,2)	(—1,1)	(—1,1)
VI. *Océanie*	—0,2	—0,3	—0,4	—0,3	—0,2	—0,3
VII. *Divers* (a)	0,6	0,8	0,6	0,7	0,6	0,5
Total général	**—5,2**	**—6,5**	**—7,5**	**—7,1**	**—7,6**	**—6,9**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Y compris les provisions de bord des navires et avions étrangers.

Solde de la balance commerciale de l'U.E.B.L. par zone géographique

(en milliards de francs)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS

Dans son ensemble, la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (U.E.B.L.) s'est soldée par un déficit de 119,1 milliards, contre 31,2 milliards l'année précédente. Depuis 1976, les déficits ont pris de plus en plus d'ampleur, surtout à la suite de la détérioration du commerce extérieur.

Les opérations courantes de paiements avec l'étranger, reprises dans la balance des paiements, ont enregistré un déficit de 111,6 milliards pour l'année considérée, contre 28,3 milliards en 1978. Cette évolution est liée surtout à un déficit plus important pour les biens et services, tandis que le déficit du poste des transferts s'est à peine accru.

Le déficit commercial a atteint, sur base des transactions, pratiquement 50 milliards de plus que l'année antérieure, ce qui doit être imputé, en partie, au fait que les importations (réapprovisionnement) se sont accrues beaucoup plus rapidement que les exportations. Les opérations d'arbitrage (partie du groupe des marchandises) ont accusé une augmentation du solde positif traditionnel.

En ce qui concerne le mouvement des paiements en matière de services, il a été établi que, par le passé, l'échange des services donnait généralement lieu à un boni, indépendamment même de l'augmentation du déficit relatif aux « voyages ».

Depuis 1978 toutefois, le boni enregistré dans le secteur des services a diminué; à cette époque, les contrats d'entreprise mis en exécution par des firmes belges et luxembourgeoises ont produit moins de recettes nettes. Cette nouvelle aggravation du solde des contrats d'entreprise résulte du fait que cette rubrique n'a plus enregistré de paiements importants. Au cours de l'année 1979, deux autres postes se sont encore détériorés : les revenus provenant de placements et investissements ainsi que les courtages et commissions, etc... La diminution des revenus nets provenant de placements et investissements peut s'expliquer en partie par le fait que les obligations nettes en francs belges et devises des banques à l'égard de l'étranger se sont accrues, tandis que des taux d'intérêt plus élevés ont été payés sur ces obligations.

Le déficit des transferts a atteint à peu près les mêmes proportions qu'en 1978. Ces transactions comportent les dépenses relatives aux transferts de revenus des travailleurs étrangers et les contributions de l'Etat aux institutions européennes, et, comme recettes, notamment les contributions du F.E.O.G.A.

Si l'on tient compte également des transactions en devises étrangères des résidents avec les institutions financières intérieures ainsi que des transactions à terme (outre les transactions au comptant avec l'étranger), il apparaît que le mouvement des capitaux du secteur privé s'est soldé par un surplus de 11,6 milliards.

Pour ce qui concerne les mouvements de capitaux du secteur public un surplus de 64,4 milliards a été enregistré.

Au début de l'année, les exportations nettes de capitaux des entreprises et des particuliers ont été favorisées par la différence de taux existant entre le marché intérieur et l'étranger. Toutefois, ces exportations nettes ont été plus qu'éliminées par la rentrée de capitaux spéculatifs au premier trimestre.

Le mouvement des capitaux privés a présenté, en partie, un caractère spéculatif dans les mois qui ont suivi. Cependant, cette évolution a été freinée par la politique monétaire de resserrement menée par les autorités financières.

Au cours des premier, deuxième et quatrième trimestres, le changement qui s'est opéré dans les crédits commerciaux nets à l'étranger a suscité une exportation de capitaux (« leads and lags ») d'un montant de 16,3 milliards.

Au cours du troisième trimestre, par contre, cette rubrique a enregistré une importation de capitaux.

Le mouvement des avoirs nets en devises étrangères des résidents et auprès des banques belges et luxembourgeoises a été à l'origine d'un excédent de 14,7 milliards; durant le deuxième trimestre seulement, une exportation de capitaux s'est produite à ce niveau.

En ce qui concerne les transactions en francs belges des non-résidents avec les banques belges, un excédent de 29,8 milliards a été enregistré bien qu'au deuxième et, dans une moindre mesure, au troisième trimestre, ce poste ait connu une exportation de capitaux. A cet égard, les dépôts placés à l'étranger en devises étrangères et en francs belges ont joué un rôle. Ils ont été nettement supérieurs par rapport à l'année passée. Cette situation résulte principalement des conditions attrayantes offertes notamment par les Pays-Bas (taux d'intérêts élevés et aucun précompte mobilier). Les sorties de francs belges sous cette forme n'ont aucune incidence sur les réserves en devises de la Banque nationale, étant donné que cet argent est de nouveau prêté à des banquiers correspondants belges.

Il faut remarquer que l'investissement direct des résidents à l'étranger a augmenté, tandis que celui des non-résidents dans l'U.E.B.L. a diminué.

Les pertes en réserves de devises à la suite des déficits dans le mouvement courant des capitaux et dans les opérations de capitaux du secteur privé ont été compensées, en grande partie, par un afflux de capitaux provenant d'emprunts en devises étrangères du secteur public. Ces devises empruntées ont été vendues à la Banque nationale qui, à son tour, les a utilisées afin de soutenir le franc sur le marché des changes (pour une partie).

En ce qui concerne le marché des devises, il a été établi que le cours moyen pondéré du franc belge sur le marché réglementé des changes présentait, au début de l'année, une tendance à la hausse. Une régression est apparue au cours de la période allant de mars à mai, laquelle peut s'expliquer par la position plus forte du dollar des Etats-Unis d'Amérique et ce, sous l'influence d'un reflux de capitaux.

Par la suite, l'on a constaté à nouveau une certaine amélioration, mais en décembre, le niveau était encore quelque peu inférieur à celui atteint au début de l'année. Au sein du S.M.E., après l'entrée en vigueur de celui-ci dès le 13 mars, le franc belge a été la devise la plus faible.

Durant les mois de mai et juin, le seuil de divergence a été franchi de façon pratiquement ininterrompue et c'est plusieurs fois dans le courant de l'année que le cours d'intervention obligatoire par rapport au D.M. et à la couronne danoise a été atteint. Le 24 septembre, le D.M. a subi une réévaluation et la couronne danoise une dévaluation. Il en a été de même encore le 30 novembre. Pour l'ensemble de l'année, l'intervention de la Banque nationale sur le marché des devises en vue de soutenir le franc belge a totalisé 113 milliards, dont la majeure partie (90 milliards) sous la forme de vente de devises des pays de la C.E.E. Les réserves en devises ainsi vendues par la Banque nationale ont été obtenues contre des Ecus, mais c'est surtout l'utilisation du produit des emprunts publics en devises étrangères qui a joué.

En mars, 20 % de la réserve en or et en devises de la Banque nationale a été remise contre des Ecus au Fonds européen de Coopération monétaire. Cette transaction a été accompagnée d'une augmentation nominale des réserves et de devises pour un montant de 35 milliards, en raison des différences entre les cours du marché et les cours d'inscription antérieurs de ces réserves.

*
* *

Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme (a)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	1976	1977	1978	1979 (h)
1. — *Transactions sur biens et services* (rubrique *A* de la balance générale des paiements)	+17,4	— 3,1	— 7,9	— 87,8
2. — *Transferts* (rubrique *B* de la balance générale des paiements)	—19,0	—22,9	—20,4	—23,8
3. — *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*				
Rubrique *C* de la balance générale des paiements	— 3,1	— 0,2	+12,6	+ 4,2
Augmentation (+) ou diminution (—) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 1,0	— 1,6	..	+36,0
Augmentation (+) ou diminution (—) de l'encours des monnaies étrangères à terme de la B.N.B.	—	—	—11,9	— 7,7
4. — *Mouvement des crédits commerciaux :*				
Augmentation (—) ou diminution (+) des crédits consentis à des non-résidents et mobilisés auprès des banques belges	—10,9	—19,4	—10,4	—22,1
Augmentation (—) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les crédits reçus des non-résidents	—10,1	+11,8	—13,0	+12,4
5. — *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers* (b) :				
Rubrique *D* de la balance générale des paiements (non compris crédits commerciaux)	+ 7,6	+ 4,5	—13,4	—13,9
Mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :				
Augmentation (+) ou diminution (—) d'avoirs :				
Créances en monnaies étrangères	—23,0	—19,4	—10,6	—43,9
Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	—15,8	—82,0	—21,1	— 1,5
Augmentation (+) ou diminution (—) d'engagements :				

belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :				
Augmentation (+) ou diminution (—) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 4,1	+ 6,1	+14,0	+43,9
Augmentation (+) ou diminution (—) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme	— 9,6	— 8,5	— 6,2	—14,1
7. — *Position de change des banques belges et luxembourgeoises* (c) :				
Augmentation (+) ou diminution (—) de la position au comptant (d)	— 8,8	— 6,4	+17,7	+11,9
Augmentation (+) ou diminution (—) de la position à terme	+ 1,4	+ 2,7	—10,7	+10,7
8. — *Erreurs et omissions :*				
Rubrique *E* de la balance générale des paiements	+ 4,4	+11,2	+10,9	—10,2
Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	+ 1,2	+ 1,2	— 7,9	+ 6,6
Total 1 *à* 8 ...	**—24,6**	**— 8,6**	**—27,8**	**—39,2**
9. — *Contreparties du total dans la situation de la B.N.B.* [Augmentation (+); diminution (—)] :				
Encaisse en or	—	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,2
Avoirs détenus auprès du F.M.I. (e)	+ 1,2	— 0,9	— 6,4	— 4,3
Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—23,9	— 4,9	— 1,1
Avoirs nets en monnaies étrangères :				
Avoirs nets au comptant (f)	—26,2	+15,9	— 2,3	—26,0
Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+12,0	..	—11,9	— 7,7
Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :				
Avoirs au comptant (g)	+ 0,4	— 0,1	— 2,5	— 0,3
Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	—12,0	..	..	..

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.
Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaleur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.
(b) Autres que les organismes monétaires.
(c) Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.
(d) Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 5.1. du présent tableau.
(e) Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.
(f) Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.
(g) Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 4.1.
(h) Données provisoires.

Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1978 et 1979

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)
A. *Transactions sur biens et services :*						
1. Opérations sur marchandises	1 295,4		1 333,3		—37,9	
a) Exportations et importations	*1 228,7*	*1 411,2*	*1 320,1*	*1 572,9*	*—91,4*	*—161,7*
b) Travail à façon	*58,0*	*65,2*	*13,2*	*17,8*	*+44,8*	*+ 47,4*
c) Opérations d'arbitrage	*8,7*	*18,5*	—	—	*+ 8,7*	*+ 18,5*
2. Frets	69,3	78,8	59,6	67,5	+ 9,7	+ 11,3
3. Assurances pour le transport de marchandises	1,3	1,7	2,2	2,3	— 0,9	— 0,6
4. Autres frais de transport	31,5	37,5	31,9	37,7	— 0,4	— 0,2
5. Déplacements à l'étranger	40,8	46,6	75,0	85,9	—34,2	— 39,3
6. Revenus d'investissements	216,0	319,5	196,4	309,1	+19,6	+ 10,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	35,9	35,7	10,7	12,8	+25,2	+ 22,9
8. Autres services	131,9	142,6	120,9	139,1	+11,0	+ 3,5
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteurs	*4,5*	*5,1*	*9,0*	*10,3*	*— 4,5*	*— 5,2*
b) Courtages, commissions et frais commerciaux divers	*55,2*	*63,0*	*45,4*	*54,4*	*+ 9,8*	*+ 8,6*
c) Ouvriers frontaliers	*15,6*	*16,4*	*10,2*	*11,8*	*+ 5,4*	*+ 4,6*
d) Primes et indemnités d'assurances	*13,4*	*15,4*	*12,9*	*15,2*	*+ 0,5*	*+ 0,2*
e) Contrats d'entreprise	*29,9*	*31,8*	*31,7*	*33,9*	*— 1,8*	*— 2,1*
f) Divers	13,3	10,9	11,7	13,5	+ 1,6	— 2,6
Total des transactions sur biens et services (b)	**1 822,1**	**2 157,3**	**1 830,0**	**2 245,1**	**— 7,9**	**— 87,8**
(dont : services = 2 à 8)	**(526,7)**	**(662,4)**	**(496,7)**	**(654,4)**	**(+30,0)**	**(+ 8,0)**
B. *Transferts :*						
9. Transferts privés	18,5	18,2	24,2	28,0	— 5,7	— 9,8
10. Transferts de l'Etat	31,3	38,1	46,0	52,1	—14,7	— 14,0
Total des transferts	**49,8**	**56,3**	**70,2**	**80,1**	**—20,4**	**— 23,8**

(suite à la page 427)

Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1977 et 1978 (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)
C. *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*						
11. Etat	19,9	16,7	7,3	12,5	+12,6	+ 4,2
a) Long terme	*1,7*	*2,2*	*5,9*	*8,0*	*— 4,2*	*— 5,8*
— Participations	(—)	(—)	(3,2)	(1,5)	(— 3,2)	(— 1,5)
— Prêts et emprunts	(1,7)	(2,2)	(2,1)	(5,2)	(— 0,4)	(— 3,0)
— Amortissements contractuels	(—)	(—)	(0,6)	(1,3)	(— 0,6)	(— 1,3)
b) Court terme	*18,2*	*14,5*	*1,4*	*4,5*	*+ 16,8*	*+ 10,0*
12. Autres pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—
Total du mouvement des capitaux des pouvoirs publics	**19,9**	**16,7**	**7,3**	**12,5**	**+12,6**	**+ 4,2**
D. *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :*						
13. Crédits commerciaux	—	12,4	13,0	—	—13,0	+12,4
14. Organismes publics d'exploitation	0,8	8,6	0,8	1,0	—	+ 7,6
15. Intermédiaires financiers du secteur public	1,1	27,2	5,4	2,9	— 4,3	+24,3
16. Secteur privé	71,0	51,1	80,1	96,9	— 9,1	—45,8
a) Transactions identifiées en valeurs mobilières (chiffres nets)	*2,1*	*1,8*	*24,7*	*11,0*	*—22,6*	*— 9,2*
— Belges	(2,1)	(1,8)	(—)	(—)	(+ 2,1)	(+ 1,8)
— Etrangères	(—)	(—)	(24,7)	(11,0)	(—24,7)	(—11,0)
b) Autres	*68,9*	*49,3*	*55,4*	*85,9*	*+ 13,5*	*—36,6*
Total du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers	**72,9**	**99,3**	**99,3**	**100,8**	**—26,4**	**— 1,5**

(suite à la page 428)

Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1978 et 1979 *(suite)*

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)
E. *Erreurs et omissions*	10,9	—	—	10,2	+10,9	— 10,2
Total général	1 975,6	2 329,6	2 006,8	2 448,7	—31,2	—119,1
F. *Financement du total :*						
1. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger					— 1,4	+ 7,8
2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :						
— Banque Nationale de Belgique					—10,2	— 35,1
— Banques belges et luxembourgeoises :						
Francs belges et luxembourgeois					—10,5	— 33,7
Monnaies étrangères					— 9,2	— 57,7
— Organismes monétaires divers					+ 0,1	— 0,4

(a) Données provisoires.
(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage.

Source : Banque Nationale de Belgique.

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES[1]

AGRICULTURE — Pages

Superficies cultivées. Superficies totales recensées 44
Céréales. Superficies totales recensées 44
Plantes industrielles. Superficies totales recensées 45
Plantes racines et tuberculifères. Superficies totales recensées 45
Cultures fruitières. Superficies totales recensées 46
Cultures maraîchères. Superficies totales recensées 46
Evolution des rendements de certaines cultures. Production moyenne par hectare 47
Production agricole 47
Institut National de Crédit Agricole. Opérations ordinaires 48
Cheptel 48
Production brute de viande indigène 48
Consommation de viande 49
Solde d'importations et d'exportations de viande 49
Beurre 49
Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Valeur 50-51

ASSURANCES.

Sociétés agréées selon le droit belge et étranger, réparties par branches au 31 décembre 1979 277
Ventilation des sociétés au 31 décembre 1979 277
Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques 278
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives 278
Opérations de capitalisation 279
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives 279
Prêts hypothécaires 280
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives 280
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs 281
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. Valeurs représentatives 282

CHOMAGE (Voir Emploi et chômage).

---

(1) — Par ordre alphabétique des rubriques principales.
— Signification des signes employés dans les tableaux :
. . Non disponible;
— Nul ou négligeable;
/ Moyenne.
— Lorsque les nombres qui figurent dans les tableaux statistiques ont été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours aux additions des données partielles.

Pages

COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (1).

Commerce spécial (quantité et valeur) 394
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation 395
Exportations par branche d'activité 400
Importations par branche d'activité 401
Exportations nettes par branche d'activité 402
Exportations par catégorie de produits. En millions de francs 404
Importance relative des exportations par catégorie de produits. En pour-cent 405
Répartition géographique des exportations par catégorie de produits en 1979 406-407
Différence des exportations de 1979 par rapport à 1978 408
Exportations par pays de destination 409
Importations par catégorie de produits. En millions de francs 410
Importance relative des importations par catégorie de produits. En pour-cent 411
Répartition géographique des importations par catégorie de produits en 1979 412-413
Différence des importations de 1979 par rapport à 1978 414
Importations par pays de provenance 415
Importations, exportations et balance commerciale apparente par région 416
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques 418
Solde de la balance commerciale par région 419
Solde d'importations et d'exportations de viande 49
Beurre (importations) 49
Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Valeur 50-51
Bilan tous gaz 83
Bilan global de l'énergie 96-97
Bilan résumé par forme d'énergie 98
Commerce extérieur du secteur énergétique. Valeur 99
Commerce extérieur du secteur énergétique. Quantité 100
Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux. Valeur 133
Commerce extérieur de matières radio-actives, de minerais de métaux non ferreux et de métaux non ferreux. Valeur 134
Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques. Valeur 135
Commerce extérieur des produits chimiques. Valeur 136-137
Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport. Valeur 138
Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires. Valeur .. 139
Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles. Valeur 140-141
Commerce extérieur des véhicules automobiles et de moteurs automobiles. Valeur 142
Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles. Valeur 143
Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques. Valeur 144-145
Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage. Valeur 146
Commerce extérieur de lait et de produits laitiers. Valeur 147
Commerce extérieur d'autres produits alimentaires. Valeur 148-149
Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs. Valeur 150
Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures. Valeur 151
Commerce extérieur de produits textiles. Valeur 152-153

(1) La définition des bases nouvelles de ces tableaux est développée p. 437.

Pages

Commerce extérieur de bois et de meubles en bois. Valeur 154
Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés. Valeur 155
Commerce extérieur de produits en caoutchoux et de produits en plastique. Valeur 156
Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération. Valeur 157
Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières. Valeur 158
Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme 424-425
Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1978 et 1979 426-427-428

COMPTABILITE NATIONALE.

Produit régional brut aux coût des facteurs à prix courants 372
Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1970 372
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants 373
Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1970 374

CONSOMMATION.

Ventes à la consommation 186-187-188
Evolution par rubrique et en quantité des ventes au détail en 1978 et 1979 .. 338
Evolution des ventes au détail 339
Evolution des indices dans le commerce au détail 341
Evolution, en valeurs, des chiffres d'affaires du commerce de détail d'après les données de la T.V.A. en 1979 343
Taux d'équipement des ménages belges en biens durables 343
Immatriculations de voitures neuves 344
Ventes à tempérament. Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises 346
Prêts personnels. Crédits accordés par semestre 347
Prêts personnels financés par les banques, organismes de financement et particuliers. Répartition d'après le nombre de contrats, leur valeur et leur terme 347

DISTRIBUTION.

Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce 183
Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique 184
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce 185
Evolution des magasins en libre service au 1er janvier 186
Ventes à la consommation 186-187-188
Evolution des ventes au détail par type de distribution 189-190
Répartition des ventes au détail par formes de distribution 191
Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales 194
Evolution du nombre de travailleurs salariés et indépendants dans le commerce de 1973 à 1978 195
Evolution et répartition du nombre de travailleurs salariés, de 1973 à 1978, suivant la taille des entreprises 196
Evolution du nombre de P.M.E. et de grandes entreprises de 1973 à 1978 197

Pages

Evolution de l'emploi dans les petites, moyennes et grandes entreprises de 1973 à 1978 197
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés 198
Faillites par région 381
Répartition des faillites par province 381

EMPLOI ET CHOMAGE

Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 12
Fermetures d'entreprises 13-381
Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs 18
Population active. Répartition par branche d'activité 19-20
Travailleurs assujettis à la sécurité sociale 20
Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 21
Répartition des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1978 en fonction de l'importance des établissements 22
Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1978 23
Evolution du chômage 24
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Hommes et femmes 24-25
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale. Hommes et femmes .. 26-27
Répartition par branche d'activité et région linguistique des chômeurs complets en 1979 28
Chômeurs complets (toutes catégories) au 31 décembre 1979. Par groupe d'âges, sexe et région linguistique 29
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges, durée et région linguistique 30-31
Chômeurs complets indemnisés, de nationalité belge et étrangère 32
Plan en vue de la résorption du chômage 33
Population active selon le statut professionnel et le sexe 379
Chômeurs complets indemnisés 380
Evolution du taux de chômage par région 380

FINANCES DE L'ETAT.

Situation de caisse de Trésorerie et Financement des besoins 218
Engagements relatifs aux investissements du pouvoir central 220-221
Situation en matière des recettes fiscales 222
Exécution du budget 223
Dépenses budgétaires par budget 224
Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses 225
Dette publique. Situation à fin d'année 226
Evolution de la dette publique 227

FINANCES PRIVEES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Aperçu général des finances provinciales. Service ordinaire. Ensemble des provinces 236
Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre « Fonds des provinces et impositions provinciales » 236
Répartition géographique des finances provinciales. Service ordinaire 238-239

Pages

Finances provinciales. Service ordinaire. Classification économico-fonctionnelle 237
Aperçu général des budgets communaux. Service ordinaire 240
Evolution des principales recettes communales 240

INDUSTRIE (1).

Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle 56
Indices bruts de la production industrielle 58
Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle 60-61-62
Main-d'œuvre dans les mines de houille 74
Rendement dans les mines de houille 74
Balance charbonnière 75
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1977 à 1979 .. 78
Balance du coke 79
Energie électrique disponible 80
Bilans tous gaz 83
Transport et distribution du gaz par canalisation 85
Production et consommation de produits pétroliers 87
Consommation apparente brute d'énergie primaire 90
Consommation finale d'énergie par produit énergétique 93
Bilan global de l'énergie 96-97
Bilan résumé par forme d'énergie 98
Commerce extérieur du secteur énergétique. Valeur 99
Commerce extérieur du secteur énergétique. Quantité 100
Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée 110
Production des produits finis et produits finals de la sidérurgie 111
Production de métaux non ferreux 112
Industrie des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits 114
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits 115
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits 116
Production dans quelques branches de l'industrie chimique 117
Consommation de matières premières et livraisons de l'industrie de transformation des matières plastiques 118
Stocks de tissus 119
Production de la bonneterie 119
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine 120
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire 122
Activité des laiteries et fromageries 124
Production de l'industrie du ciment 125
Activité dans l'industrie du verre 125
Production de l'industrie de la terre cuite 126
Production de chaux, calcaire et dérivés 126
Production de l'industrie céramique 127
Permis de bâtir et batiments commencés 128
Activité dans la construction 128

(1) La définition des bases nouvelles de ces tableaux est développée p. 437.

Pages

Industrie du papier et du carton. Production et transformation 129
Production de cuirs, chaussures et pantoufles 130
Industries du bois et des produits connexes 131
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre 132
Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux. Valeur 133
Commerce extérieur de matières radio-actives, de minerais de métaux non ferreux et de métaux non ferreux. Valeur 134
Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques. Valeur 135
Commerce extérieur des produits chimiques. Valeur 136-137
Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport. Valeur 138
Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires. Valeur .. 139
Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles. Valeur 140-141
Commerce extérieur des véhicules automobiles et de moteurs automobiles. Valeur 142
Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles. Valeur 143
Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques. Valeur 144-145
Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage. Valeur 146
Commerce extérieur de lait et de produits laitiers. Valeur 147
Commerce extérieur d'autres produits alimentaires. Valeur 148-149
Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs. Valeur 150
Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures. Valeur 151
Commerce extérieur de produits textiles. Valeur 152-153
Commerce extérieur de bois et de meubles en bois. Valeur 154
Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés. Valeur 155
Commerce extérieur de produits en caoutchouc et de produits en plastique. Valeur 156
Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération. Valeur 157
Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières. Valeur 158
Indices bruts de l'activité industrielle 378
Exportations par branche d'activité 400
Importations par branche d'activité 401
Exportation nettes par branche d'activité 402

INVESTISSEMENTS.

Engagements relatifs aux investissements du pouvoir central 220-221
Investissements dans l'ensemble de l'économie 324-325
Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 326
Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus 327
Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance 328
Répartition régionale des investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières 328
Société Nationale d'Investissement. Répartition sectorielle du portefeuille au 30 septembre 1979 329
Répartition par province et par région des dépenses d'investissement dans l'industrie 375

Pages

Répartition par province et par région des dépenses d'investissement des établissements industriels nouveaux 375
Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 376
Investissements étrangers prévus. Répartitions régionales et sectorielles 377

MONNAIE ET CREDIT.

Actifs financiers 247
Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires 250
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique 251
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires 252-253
Répartition approximative des engagements financiers des entreprises et particuliers selon le débiteur et la durée 254
Engagements financiers des entreprises et particuliers par rapport aux institutions financières belges 254
Synthèse de l'activité de l'I.R.G. Encours moyens journaliers 255
Principales émissions du secteur public en francs belges 261
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés belges 262-263
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges 264
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations du marché au comptant 265
Taux de rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles 266
Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes 267
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements 268-269
Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Répartition par secteurs économiques 270
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 271

PECHE.

Arrivages de poissons. Quantité 52
Arrivages de poissons. Valeur 52
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 52

POPULATION.

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale 7
Mouvement de la population en 1979 8-9

PRIX.

Indices des prix de gros 287
Indices particuliers des prix de gros 289
Indices des prix à la consommation 290-291-292
Augmentation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays 294

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).

PRODUIT NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REGIONS (Evolution économique).

Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1970 372
Produit régional brut aux coût des facteurs à prix courants 372
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants 373
Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1970 374

Pages

Répartition par province et par région des dépenses d'investissement dans l'industrie 375
Répartition par province et par région des dépenses d'investissement des établissements industriels nouveaux 375
Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 376
Investissements étrangers prévus. Répartitions régionales et sectorielles 377
Indices bruts de l'activité industrielle 378
Population active selon le statut professionel et le sexe 379
Chômeurs complets indemnisés 380
Evolution du taux de chômage par région 380
Fermetures d'entreprises 381
Faillites par région 381
Répartition des faillites par province 381

REMUNERATIONS.

Indices des salaires conventionnels 296
Indices des salaires 297
Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête avril 1979 298
Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée 299
Rémunérations des travailleurs assujettis à la sécurité sociale et au F.N.R.O.M. 301
Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. 301

REVENU NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés).

REVENUS DES SOCIETES.

Rentabilité et endettement des entreprises belges 304
Evolution des bénéfices nets, des dividendes et de l'impôt des sociétés, d'après des sources différentes 305
Evolution de la rentabilité dans quelques secteurs 305
Rendement des sociétés par actions belges. Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique 306-307-308-309
Rendement des sociétés par actions belges exploitant en Belgique et à l'étranger 310-311
Evolution des résultats des entreprises belges d'après la Kredietbank 312-313

SALAIRES (Voir Rémunérations).

TOURISME.

Répartition des nuitées par pays de provenance 202
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1979 203
Répartition des nuitées par saison 204
Nombre des nuitées de camping par saison et par pays de provenance 204
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs 205
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges 205
Etablissements de tourisme social 206

Pages

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 165
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises 165
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 166
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs 166
Parc de véhicules routiers 168
Transports fluviaux. Marchandises transportées 168
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises 169
Transports fluviaux. Trafic par bassin 169
Composition de la flotte fluviale belge 170
Marine marchande belge 171
Situation de la marine marchande belge 171
Port d'Anvers. Navigation maritime 172
Port de Gand. Navigation maritime 173
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime et fluviale 174
Trafic commercial des aérodromes belges 175
Trafic de la SABENA 176

Remarques concernant la structure des tableaux du commerce extérieur de l'U.E.B.L. pour la période 1975-1979

A. *Classifications appliquées.*

La publication des tableaux concernant le commerce extérieur des principaux produits importés et exportés, classifiés par branche d'activité, telle qu'elle avait été appliquée jusqu'à l'année antérieure, ne peut plus être considérée. Les rubriques de ces tableaux étaient essentiellement établies sur la base de la classification T.C.C.I., en vigueur avant 1978.

Depuis cette année là, l'Institut National de Statistique a appliqué une classification T.C.C.I., appelée « Révision 2 », laquelle s'écarte dans une large mesure de la classification antérieure.

La composition des tableaux actuels concernant le commerce extérieur de l'U.E.B.L. offre plusieurs avantages :

1. Elle est complète : il s'agit d'une répartition de la valeur globale des importations et exportations de l'U.E.B.L. pour la période 1975-1979.
2. Les tableaux sont structurés sur la base de la classification CLIO (classification des tableaux input-output appliquée par les Communautés Economiques Européennes). Cette forme de classification facilitera la comparabilité des données sur le commerce extérieur des Etats-Membres de la C.E.E. Chaque tableau se rapporte à une ou plusieurs branches d'activités telles qu'elles sont prévues dans la classification CLIO précitée.
3. Elle est coulée dans le moule européen. Chaque branche d'activité CLIO se compose d'un ou de plusieurs groupes NACE. Il s'agit de l'application de la classification des activités économiques effectuées par la C.E.E. Cette classification garantit la composition de groupes « homogènes » de produits. Ainsi, l'on obtient un meilleur aperçu des transactions économiques au cours d'une période donnée.
4. Plusieurs importants groupes NACE sont subdivisés en rubriques sur la base de la classification T.C.C.I., « Révision 2 ». Il n'en est pas seulement ainsi à partir de 1978, année pour laquelle les résultats relatifs aux statistiques concernant le commerce extérieur de l'U.E.B.L. ont été publiées par l'Institut National de Statistique la première fois suivant la « revision 2 ». A la suite des recherches spéciales effectuées par cet Institut, il a été possible d'obtenir également des données concernant les années précédentes, établies sur la base de cette classification T.C.C.I. révisée. Cette composition uniforme des données concernant les importations et exportations de l'U.E.B.L. pour la période 1975-1979 constitue un progrès important en matière de la « comparabilité » de ces données.

5. Pour certaines rubriques des tableaux pour lesquels la classification T.C.C.I. Révision 2 ne donne pas entière satisfaction, il est fait appel à une classification douanière plus étendue, à savoir la classification B.P.-B.L.

Au cours de la période considérée (1975-1979), la classification B.P.-B.L. a subi de nombreuses modifications et a été étendue. C'est ainsi que plus de 450 rubriques B.P.-B.L. ont été ventilées durant les années 1976-1977. Les ventilations de certaines rubriques B.P.-B.L. peuvent amener des difficultés lors de la « mise en comparaison » des rubriques B.P.-B.L. pendant la période précédant la ventilation effectuée.

La composante à la valeur relativement la plus élevée, résultant de la rubrique B.P.-B.L. à ventiler, est déterminante pour l'affectation de cette rubrique. De cette manière, peuvent apparaître des surestimations et sous-estimations, qui se composent partiellement les unes les autres dans le cadre de transactions régies par une même règle.

Dans la plupart des cas, l'écart apparu par rapport à la valeur globale du groupe des produits considérés est par règle relativement minime, à savoir moins de 1 %.

Depuis 1978, le nombre de ventilations des rubriques B.P.-B.L. s'est fortement réduit. On peut, dès lors, admettre que, dans l'avenir, les difficultés précitées en vue de la comparaison des postes distingués diminueront de plus en plus.

B. *Structure des tableaux concernant le commerce extérieur.*

1. *Valeurs.*

23 tableaux ont été établis selon la classification CLIO. Ils contiennent des données concernant la *valeur* des importations et exportations de l'U.E.B.L., exprimée en prix courants. Ensemble, ils comportent 126 groupes NACE. Trois tableaux ne comportent qu'un seul groupe NACE.

Il s'agit :
1) de la viande, produits et conserves de viande, d'autres abats;
2) du lait et des produits laitiers;
3) des produits et matières destinés à la récupération.

Dans les autres tableaux, les groupes NACE sont indiqués par une majuscule (A, B, C, ...).

De plus, environ 350 subdivisions de ces groupes NACE sont publiées; ces subdivisions sont basées sur les classifications T.C.C.I. et B.P.-B.L.

2. *Poids et quantités.*

Ce n'est que pour le tableau concernant le commerce extérieur s'afférant au secteur énergétique, que des données en *poids ou quantités* sont publiées. Pour les autres branches d'activité, il est inutile de fournir des données globales en poids ou en quantités, parce que les valeurs d'unité des différents produits varient considérablement d'une rubrique à l'autre.

3. *Prix.*

Dans un proche avenir, il serait possible de publier des tableaux concernant la valeur des biens importés, exprimée en prix d'une année de base. A l'heure actuelle, l'Administration du Commerce procède à l'établissement d'indices des prix à l'importation représentatifs pour toutes les transactions d'importation. En principe, on établira également des indices des prix à l'importation par groupe NACE.

4. *Composition des différentes rubriques dans ces tableaux.*

La composition des différentes rubriques des tableaux précités concernant le commerce extérieur de l'U.E.B.L. est communiquée dans une brochure séparée. Tout lecteur intéressé par celle-ci, pourra l'obtenir sur demande.

LISTE DES GRAPHIQUES (1)

COMMERCE EXTERIEUR. Pages

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur 396-397
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices de quantité 398-399
Structure des importations et des exportations en 1969 et 1979 403
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par groupe de pays 417
Solde de la balance commerciale de l'U.E.B.L. par zone géographique 420

COMPTABILITE NATIONALE.

Indicateur de conjoncture XIV

CONSOMMATION

Evolution des ventes au détail 340
Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 342
Commerce de détail 344
Evolution de l'indicateur global de perception de la conjoncture chez les consommateurs 345

DISTRIBUTION.

Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 192
Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 193
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1979 d'après leur destination 198

EMPLOI ET CHOMAGE.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Toutes catégories 34-35
Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Aptitude normale 36-37

FINANCES DE L'ETAT.

Situation du Trésor 219
Structure des opérations budgétaires 223
Dette publique 226
Part du besoin de financement dans le P.N.B. 228-229
Evolution de la dette de l'Etat 230

INDUSTRIE.

Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale et durée moyenne d'activité assurée dans les industries manufacturières 57
Production industrielle. Indice général 59
Evolution de la production industrielle par catégorie de bien 63

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

Pages

Balance charbonnière 76
Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure 77
Coke de four 79
Production nette d'électricité par source d'énergie 81
Consommation d'électricité 82
Gaz disponibles 84
Consommation nette de gaz. Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie 86
Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 88
Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 89
Consommation apparente d'énergie primaire 91
Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire 92
Consommation finale d'énergie par forme d'énergie 94
Consommation finale d'énergie par secteur 95
Production dans la sidérurgie et première transformation 111
Production de l'industrie des métaux non ferreux 112
Production de l'industrie des fabrications métalliques 113
Production de l'industrie chimique et industrie du caoutchouc 118
Industrie textile 121
Alimentation 123
Industrie de la construction et des minéraux non métalliques 125
Production des matériaux de construction 127
Industrie du papier et du carton. Production 129
Production de l'industrie du cuir, de chaussures et pantoufles 130
Production de l'industrie du bois, tabac et de la distribution d'eau 132

INVESTISSEMENTS.

Formation intérieure brute de capital 330
Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique .. 331

MONNAIE ET CREDIT.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1979 d'après leur destination 198
Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers 248
Part des actifs à un an au plus dans le total des actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers 248
Evolution des cours moyens de quelques unités monétaires à la Bourse de Bruxelles 256
Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pourcent des prix à la consommation 257
Bourse de Bruxelles. Activité 261
Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et bons de caisse 249

PRIX.

Indices des prix de gros 288
Indices des prix de gros des produits industriels 288
Indices des prix à la consommation 293
Indices des prix à la consommation de 1976 à 1979 293

Pages

SALAIRES.

Evolution du salaire horaire moyen brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries 300

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 167
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 167
Trafic maritime au port d'Anvers 172
Trafic maritime au port de Gand 173

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
A.E.T.R.	Accord Européen des Transports internationaux par Route.
AGEFI	Agence économique et financière.
A.I.E.	Agence Internationale de l'Energie.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.A.D.	Comité d'Aide au Développement.
C.A.R.	Centre automobile de Réparation.
C.C.E.S.	Conseil Consultatif Economique et Social (Benelux).
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.C.T.	Convention Collective du Travail.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.E.E.A.	Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM).
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.I.T.I.	Classification Internationale Type par Industrie.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
D.G.E.D.	Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques.
D.I.S.C.	Domestic International Sales Corporation.
DISTRIGAZ	Société de Distribution du Gaz.
D.T.S.	Droits de tirage spéciaux.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.A.M.A.	Etats Africains et Malgache associés.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
Ecu	European Currency Unit (Unité Monétaire européenne).
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
FEBECA	Fédération belge du commerce alimentaire.
FEBELTEX	Fédération belge des Industries textiles.
F.E.C.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.E.D.	Fonds Européen de Développement.
F.E.O.G.A.	Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles.
F.I.B.C.F.	Formation intérieure brute de capital fixe.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.F.R.S.	Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
G.P.L.	Gaz de pétrole liquéfié.
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.E.A.	Institut Economique Agricole.
I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.

INASTI	Institut National d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
kWh	Kilowatt-heure.
L.A.SH.	« Lighter Aboard Ship ».
MW	Megawat.
N.A.C.E.	Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés Européennes.
N.A.M.	« Nederlandse Aardgas Maatschappij ».
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.
O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.B.E.A.	Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.P.E.P.	Organisation des Pays exportateurs de Pétrole.
O.S.S.M.M.	Office de Sécurité Sociale de la Marine Marchande.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
P.A.M.	Programme Alimentaire Mondial.
P.C.S.	Pouvoir calorifique supérieur.
P.N.B.	Produit National Brut.
P.T.O.M.	Pays et Territoires d'Outre-Mer.
q.m.	quintal métrique.
R.A.U.	République Arabe Unie.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
SIDMAR	Sidérurgie Maritime S. A.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.N.I.	Société Nationale d'Investissement.
SOCOREC	Société coopérative d'étude et d'assistance pour la reconversion économique des régions touchées par la fermeture des charbonnages.
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
Tcal	Teracalorie.
T.D.	Tarif douanier.
T.D.C.	Tarif douanier commun.
tec	tonnes équivalent charbon.
t.e.p.	tonnes équivalent de pétrole.
T.N.B.	Tonne Nette Belge.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.C.	Unité de compte.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.P.E.A.	Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.
VENEX	« Vennootschap ter bevordering van de economische expansie .

TABLE DES MATIERES

Pages

AVERTISSEMENT VII

CONSIDERATIONS GENERALES IX

PREMIERE PARTIE : Population et Emploi

CHAPITRE PREMIER. — POPULATION 3

CHAPITRE II. — EMPLOI ET CHOMAGE 11

Section I. — Emploi 11

Section II. — Chomage 13

DEUXIEME PARTIE : Production de biens et de services

CHAPITRE PREMIER. — AGRICULTURE ET PECHE MARITIME 41

Section I. — Agriculture 41

§ 1. — *Production agricole* 41

§ 2. — *Horticulture* 42

§ 3. — *Elevage* 42

Section II. — Peche maritime 43

CHAPITRE II. — INDUSTRIE 53

Section I. — Aperçu general de l'activite industrielle 53

Section II. — Evolution dans le secteur de l'energie 64

§ 1. — *La politique énergétique en Belgique* 64

1. — Les options politiques fondamentales 64

2. — Transformations des options politiques en objectifs 65

3. — La conversion de la consommation de pétrole et la conservation d'énergie 68

§ 2. — *Mesures de crise* 69

§ 3. — *Evolution du secteur énergétique en 1979* 70

Section III. — Evolution de la production dans les industries manufacturieres 101

§ 1. — *Métallurgie de base* 101

1. — Sidérurgie 101

2. — Première transformation des métaux non ferreux 102

3. — Industrie des métaux non-ferreux 102

§ 2. — *Industrie des fabrications métalliques* 102

§ 3. — *Industrie chimique* 104

§ 4. — *Industrie textile* 104

§ 5. — *Industries des produits alimentaires et des boissons* 105

Pages

§ 6. — *Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes* 105
1. — Industrie de la construction 105
2. — Industries des matériaux de construction 106

§ 7. — *Industries diverses* 107
1. — Industrie du papier et du carton 107
2. — Industrie du cuir 108
3. — Industrie transformatrice du bois 108
4. — Industrie du tabac 109

CHAPITRE III. — TRANSPORTS 159

§ 1. — *Transport par chemin de fer* 159

§ 2. — *Transport par route* 160

§ 3. — *Transport par eau* 160
1. — Navigation intérieure 160
2. — Ports de mer 161
3. — Marine marchande belge 163

§ 4. — *Trafic aérien* 164

CHAPITRE IV. — DISTRIBUTION 177

CHAPITRE V. — TOURISME 199

TROISIEME PARTIE : Finances. Monnaie et Crédit

CHAPITRE PREMIER. — APERÇU GENERAL DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE 209

CHAPITRE II. — FINANCES PUBLIQUES 213

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT 213

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES 231

CHAPITRE III. — MONNAIE ET CREDIT 241

SECTION I. — MARCHE MONETAIRE 241

SECTION II. — MARCHE DES CAPITAUX 258

CHAPITRE IV. — ASSURANCES 273

QUATRIEME PARTIE : Prix et Revenus

CHAPITRE PREMIER. — PRIX 285

CHAPITRE II. — REVENUS 295

SECTION I. — REVENUS DU TRAVAIL 295

SECTION II. — REVENUS DES SOCIETES 302

CINQUIEME PARTIE : Investissements et Consommation

CHAPITRE PREMIER. — INVESTISSEMENTS 317

CHAPITRE II. — CONSOMMATION DES MENAGES 333

Pages

SIXIEME PARTIE : Aperçu de l'évolution économique des régions

EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS 351

Section I. — Bruxelles 351

§ 1. — *Produit régional brut* 351

§ 2. — *Production industrielle* 351

§ 3. — *Emploi et chômage* 353

§ 4. — *Fermetures d'entreprises* 354

§ 5. — *Investissements* 355

§ 6. — *Commerce et services* 356

Section II. — Flandre 356

§ 1. — *Produit régional brut* 356

§ 2. — *Production industrielle* 357

§ 3. — *Emploi* 358

§ 4. — *Chômage* 359

§ 5. — *Fermeture d'entreprises* 360

§ 6. — *Investissements* 361

§ 7. — *Commerce et services* 361

Section III. — Wallonie 362

§ 1. — *Produit régional brut* 362

§ 2. — *Production industrielle* 363

§ 3. — *Emploi* 365

§ 4. — *Chômage* 366

§ 5. — *Fermeture d'entreprises* 368

§ 6. — *Investissements* 368

§ 7. — *Commerce et services* 370

SEPTIEME PARTIE : Relations économiques extérieures

CHAPITRE PREMIER. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE 385

Section I. — Generalites 385

Section II. — Evolution generale du commerce exterieur 388

§ 1. — *Exportations* 389

1. — Répartition sectorielle 389

2. — Répartition géographique 391

§ 2. — *Importations* 391

1. — Répartition sectorielle 392

2. — Répartition géographique 392

§ 3. — *Balance commerciale* 393

1. — Répartition sectorielle 393

2. — Répartition géographique 393

Section III. — Balance des paiements 421

Pages

Liste des tableaux statistiques 429

Liste des graphiques 439

Liste des abréviations 443

Table des matières 445

*
* *

Liste des publications de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques 449

PUBLICATIONS

de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques

I. — PUBLICATIONS A CARACTERE GENERAL.

— *L'économie belge en 19...* Publication annuelle. Prix : 400 F.

— *Entreprises industrielles et commerciales en Belgique. Formalités à accomplir. Régime fiscal et social. Aide à la création et à l'expansion.* 12e Edition. Prix : 120 F. Juin 1978. 13e Edition. Prix 150 F. Septembre 1980.

— *Aperçu de l'évolution économique.* Publication mensuelle. (Bilingue). Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 150 F (autres pays : 250 F). Le numéro ou l'annexe : 15 F (autres pays : 25 F).

Annexes régulières :

Bilans énergétiques. (Trimestriel, en collaboration avec l'Administration de l'Energie).

Principales mesures de politique économique, financière et sociale.

— *Aperçu de la conjoncture.* Publication bi-mensuelle. Bilingue. (Diffusion restreinte).

II. — PUBLICATIONS DE LA BIBLIOTHEQUE CENTRALE (Fonds Quetelet).

— *Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet) du Ministère des Affaires économiques. Règlement.* 15+15 p. (bilingue).

— *Accroissements de la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet).* Liste mensuelle. (Bilingue). Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 250 F (autres pays : 375 F). Par numéro : 25 F (autres pays : 37 F).

Ces publications, pour autant qu'elles sont encore disponibles, sont en vente ou peuvent être obtenues au Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation, rue de l'Industrie 6, 3e étage, 1040 Bruxelles (comptes chèques postaux n° 000-2005876-13), et peuvent être consultées à la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet), même adresse.

Outre les publications régulières mentionnées ci-dessus, la D.G.E.D. réalise un certain nombre d'études spéciales sur des sujets variés; celles-ci sont également disponibles à la même adresse.